Tagblatt / Journal

Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

Journal du Grand Conseil du canton de Berne

Session vom 3. bis 10. September 2018

Session du 3 au 10 septembre 2018

Jahrgang 2018 / Heft 3

Année 2018 / Cahier 3

www.be.ch/tagblatt
www.be.ch/journaldugrandconseil

ISSN 1662-9272

Généralités

Allocutions du président.....987, 1189, 1212
Motion d'ordre 987

Actes législatifs

2016.STA.10699 Loi sur les droits politiques (LDP) (Modification) 1re lecture 997
2017.RRGR.15 Loi sur le droit foncier rural et le bail à ferme agricole (LDFB) (Modification)
2e lecture 1084
Vote final 1093
2017.GEF.690 Loi portant introduction de la législation fédérale sur l'enregistrement des maladies oncologiques (LiLEMO) (1re lecture) 1155
Vote final 1157

Rapports

2018.RRGR.415 Commission de gestion interparlementaire (CGIP) de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH). Rapport 2017..... 990
2015.STA.23717 « Financement des partis : faire de la transparence » Rapport de Conseil-exécutif sur la mise en œuvre de la motion 299-2015 PS-JS-PSA (Marti, Berne) 1011, 1021
2018.RRGR.315 Contrôle des résultats de la loi sur la péréquation financière et la compensation des charges (LPFC) 1129
2018.RRGR.351 Rapport annuel 2017 de l'Université de Berne.....1174
2018.RRGR.347 Rapport de gestion 2017 de la Haute école spécialisée bernoise (BHF).....1175
2018.RRGR.349 Rapport de gestion 2017 de la Haute école pédagogique germanophone (PH Bern) 1176

Elections

2018.RRGR.459 Election de deux juges germanophones de la Cour suprême à 100% pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022.....1043
Résultat 1062
Assermentation.....1063
2018.RRGR.460 Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional à 100% pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022.....1043
Résultat 1062
2018.RRGR.461 Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional à 100% pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022.....1043
Résultat 1062
2018.RRGR.462 Election d'un ou d'une juge germanophone de tribunal régional à 60% pour la période de fonction jusqu'au 31.12.2022.....1043
Résultat 1063
2018.RRGR.458 Réélection de 19 juges spécialisé-e-s germanophones et francophones du Tribunal de la protection de l'enfant et de l'adulte pour la période de fonction du 01.01.2019 au 31.12.2024 1043
Résultat 1063

Initiatives parlementaires

2017.RRGR.748 285-2017 Köpfli (Berne, pvl). In dubio pro populo : les projets populaires priment les projets alternatifs du Grand Conseil (modification de la Constitution cantonale) 993

Motions

2018.RRGR.294 087-2018 Veglio (Zollikofen, PS). Le studio de la radio doit rester à Berne 1029
2018.RRGR.359 104-2018 Gnägi (Walperswil, PBD). La faible croissance, priorité du programme gouvernemental de législature 2019–2022 ; motion ayant valeur de directive.....1035
2017.RRGR.705 267-2017 Machado Rebmann (Berne, LAVerte). Motion populaire : de nouveaux droits démocratiques dans le canton de Berne.....1038, 1050
2018.RRGR.45 016-2018 Imboden (Berne, Les Verts). Honneur à Charles-Albert Gobat, Bernois prix Nobel de la paix 1052
2018.RRGR.226 081-2018 Gerber (Hinterkappelen, Les Verts). Une certification pour valoriser le bois régional ; motion ayant valeur de directive.....1081
2018.RRGR.342 096-2018 Knutti (Weissenburg, UDC). Alléger la charge financière des sapeurs-pompiers pour les communes ; motion ayant valeur de directive *Retirée*.....1095
2018.RRGR.352 100-2018 Knutti (Weissenburg, UDC). Mesures à prendre pour protéger notre forêt ; motion ayant valeur de directive 1095
2017.RRGR.559 214-2017 Rudin (Lyss, pvl). Création d'un vilage numérique dans l'Oberland bernois.....1101
2017.RRGR.683 253-2017 Sauvain (Moutier, PSA). Une rente-pont pour protéger les travailleurs « seniors » 1107
2017.RRGR.605 233-2017 Knutti (Weissenburg, UDC). Le canton de Berne doit résoudre le problème des grands prédateurs une bonne fois pour toute 1112
2017.RRGR.611 235-2017 Etter (Treiten, PBD). Entretenir les ouvrages de la correction des eaux du Jura pour garantir la production agricole ; motion ayant valeur de directive.....1119
2018.RRGR.41 012-2018 Graf-Rudolf (Belp, Les Verts). Réintroduction de cours obligatoires pour propriétaires de chiens 1123
2017.RRGR.686 256-2017 Speiser-Niess (Zweisimmen, UDC). Plafonnement des salaires des cadres des établissements parapublics ou de la propriété du canton de Berne ; motion ayant valeur de directive *Retirée*.....1139
2017.RRGR.741 278-2017 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC). Mettre un frein à l'explosion des dépenses 1139
2018.RRGR.200 066-2018 Les Verts (Imboden, Berne). Initiative cantonale : mettre un terme à la concurrence fiscale intercantonale en harmonisant l'imposition des entreprises 1147
2017.RRGR.714 269-2017 Gnägi (Walperswil, PBD). Périmètre d'alarme de la centrale d'appels sanitaires urgents 144 Biel/Bienne : pour l'utilisation efficace des moyens de sauvetage ; motion ayant valeur de directive.....1160
2018.RRGR.201 067-2018 PS-JS-PSA (Marti, Berne). Faire la lumière sur les essais cliniques en psychiatrie 1160
2018.RRGR.306 088-2018 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, PS). Le canton de Berne doit systématiquement demander les subventions de la Confédération pour concilier travail et famille.....1160
2018.RRGR.356 102-2018 PEV (Beutler-Hohenberger, Gwatt). Structures d'accueil extrafamilial :égalité aussi pour les initiatives privées, motion ayant valeur de directive.....1170
2018.RRGR.338 093-2018 Gasser (Bévilard, PSA). Limitation abusive des moyens provenant du Fonds de loterie, motion ayant valeur de directive 1177
2018.RRGR.38 009-2018 Bärtschi (Lützelflüh, UDC). Centre Gotthelf à Lützelflüh – amélioration des conditions générales.....1178
2017.RRGR.744 281-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC). Pour une meilleure circulation de l'information sur les délits, les ordonnances pénales et les jugements 1189
2018.RRGR.119 024-2018 PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen). Le nouveau gouvernement doit soumettre la stratégie de l'exécution judiciaire au Grand Conseil ; motion ayant valeur de directive.....1192
2018.RRGR.169 042-2018 Benoit (Corgémont, UDC). Relocaliser des emplois pénitentiaires

dans le Jura bernois 1198

2017.RRGR.648 240-2017 Seiler (Trubschachen, Les Verts). Responsabiliser les gens du voyage étrangers pour favoriser l'acceptation 1199

2017.RRGR.750 287-2017 Vanoni (Zollikofen, Les Verts). Dotons les communes bernoises d'indicateurs comparatifs afin d'économiser au bon endroit ; motion ayant valeur de directive 1203

2017.RRGR.702 266-2017 Stähli (Gasel, PBD). Services d'aumônerie dans les prisons, les hôpitaux et les centres d'hébergement pour requérants d'asile pour des membres de religions non reconnues 1206

2018.RRGR.11 002-2018 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, SVP). Renforcer la sécurité de la population en analysant les liens entre crimes, accidents et consommation de drogue *Retirée* 1211

Postulats

2018.RRGR.40 011-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, pvl). Réforme gouveernementale : pour un canton de Berne dynamique 1053

2018.RRGR.44 015-2018 Gerber (Reconvilier, PEV). Adapter les cercles électoraux pour les élection du Conseil du Jura bernois 1061

2018.RRGR.166 039-2018 Klopfenstein (Corgémont, UDC). Conserver les témoins de l'histoire prévôtoise 1081

2018.RRGR.219 076-2018 Tanner (Ranflüh, UDF). Distance aux cours d'eau : gardons le sens de la mesure 1084

Demandes de crédit

Chancellerie d'Etat

2014.STA.20196 Office des ressources et des droits politiques (ORDP) ;vote électronique des Suisses et Suissesses de l'étranger. Exploitation. Autorisation de dépenses ; crédit d'objet ; crédit d'engagement 2019 - 2020 1024

Travaux publics, transports et énergie

2018.RRGR.360 Rétablissement de la régularité des comptes 2016 de l'OIC et garantie de la régularité de la présentation des comptes de la TTE pour l'avenir ; « Projet Optima » et second projet « FIT 2017 ». Crédit d'engagement ultérieur pour les dépenses totales 1063

2018.RRGR.323 Anet/Lindenhof, Etablissement pénitentiaire de Witzwil. Remise en état de dix bâtiments (Lindenhof) et de l'ancienne villa de l'administrateur pour des places de détention (travail externe). Crédit d'engagement pour la réalisation 1065, 1073

2018.RRGR.301 Berne, Hodlerstrasse 7, Préfecture. Remise en état des pans de la façade et mise en conformité des installations techniques. Crédit d'engagement pour l'étude de projet 1078

2018.RRGR.308 Subvention cantonale au réseau de chaleur Bolligen/Stettlen. Crédit d'engagement et garantie de prestation 1079

Economie publique

2018.RRGR.328 Contribution cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers dans la lutte contre les accidents causés par les hydrocarbures et les accidents dits ABS. Crédit d'engagement 2019-2022 (crédit d'objet) 1093

2018.RRGR.329 Subvention cantonale au financement des centres d'intervention spéciaux de sapeurs-pompiers pour le sauvetage de la population en cas d'accident (crédit d'objet) 1094

Santé publique et prévoyance sociale
2015.GEF.440 Registre bernois des tumeurs. Autorisation de dépenses (crédit d'engagement, nouvelle dépense périodique) pour l'année 2019 1159

Affaires de la session de septembre 2018 traitées en procédure écrite

Les affaires traitées en procédure écrite (interpellations et questions) se trouvent dans les annexes.

Annexes de la session de septembre 2018

Les documents se rapportant aux affaires sont publiés sur Internet :

www.gr.be.ch/gr/fr > Sessions & procès-verbaux > Sessions 2018 > Session de septembre 2018

Montag (Nachmittag) 3. September 2018, 13.35–16.30 Uhr

Erste Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 159 Mitglieder. Entschuldigt abwesend ist: Aeschlimann Martin.

Präsident. Werte Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie herzlich zur Septembersession. Ausgangs der letzten Session hatte ich allen einen schönen Sommer gewünscht. Wie Sie alle bemerkt haben, ist dieser denn auch eingetroffen. Wir hatten alle genug Sonne gehabt, einige hatten etwas zu wenig Wasser, aber inzwischen hat sich dies etwas eingependelt. Zum Klimawandel – in genau diesem Thema befinden wir uns: Es gab einige, die Schuldige für den Klimawandel suchten, aber dieser findet, so glaube ich, nicht nur im Jahr 2018 statt, sondern schon recht lange. Ich kann mich nicht zurückerinnern, dass die Gletscher in Bern waren, aber sie waren es mal. Ansonsten würde der Findling, welcher auf der Autobahn A6 für wenig Geld um zwei Meter versetzt wurde, nicht dort stehen. Demgegenüber würde unter den schmelzenden Gletschern nicht auf einmal Holz zum Vorschein kommen. Ich glaube, dieses war einmal dort gewachsen. Es ist nicht von der Hand zu weisen, dass unsere mobile Gesellschaft viel dazu beiträgt, dass wir einen Klimawandel haben. Es muss sich jeder einzelne an die eigene Nase fassen, wenn er das Gefühl hat, er müsse zweimal pro Jahr mit dem Flieger in den Süden, in den Norden oder sonst wo hinfliegen. Nachweislich setzt dies dem Klima am meisten zu, nebst dem, dass es auch noch Kreuzfahrten gibt, die ebenfalls ökologisch nicht gut sind.
Es gab nicht nur dies, man konnte im Sport Schönes erleben. Wir haben einen neuen Fussballweltmeister. Es handelt sich um unser Nachbarland Frankreich. Auch unser Berner Club, die Young Boys, haben es nicht unterlassen, in letzter Zeit für Schlagzeilen zu sorgen, indem sie sich für die Champions League qualifizierten. Nicht nur im Fussball, auch in der Leichtathletik kann der Kanton Bern das Haupt erheben. Auch in diesem Bereich wurden an den Europameisterschaften Leistungen geboten, welche sich sehen lassen. All diesen, welche den Kanton Bern, in irgendeiner Sportart würdig vertreten haben, gratuliere ich.
Wir beginnen heute eine Session, welche – wie Sie dem Zeitbudget haben entnehmen können – nicht sehr lange dauern wird. Wir haben Ihnen bereits zwei Tage schenken können. Versuchen Sie, diese zwei Tage sinnvoll zu nutzen, und sprechen Sie hier nicht so lange, dass wir diese zwei Tage noch anbrechen müssen. Diese zwei Tage sind sicher bereits bei allen verplant. Wir haben Geschäfte im ordentlichen Rahmen, und ich hoffe, diese werden hier drin sachlich diskutiert und schlussendlich mehrheitlich entschieden. In diesem Sinn erkläre ich die Septembersession für eröffnet.

Ordnungsanträge

Antrag SP-JUSO-PSA (Fisli, Meikirch)
Traktandum 4 / Geschäft 2015.STA.23717: Antrag auf freie Debatte

Antrag Etter, Treiten (BDP)
Traktandum 7 / Geschäft 2018.RRGR.359: Antrag auf freie Debatte.

Antrag SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)
Traktandum 30 / Geschäft 2017.RRGR.686: Antrag auf freie Debatte.

Antrag SP-JUSO-PSA (Veglio, Zollikofen)
Traktandum 45 / 2018.RRGR.119: Antrag auf freie Debatte.

Antrag BDP (Luginbühl-Bachmann, Krattigen)
Traktandum 45 / 2018.RRGR.119: Antrag auf freie Debatte.

Präsident. Wir kommen zu den Ordnungsanträgen. Es sind einige eingegangen. Ich gehe diese der Reihenfolge der Traktanden entsprechend durch. Es liegen vier Ordnungsanträge auf freie Debatte vor. Ich beginne mit dem Traktandum 4. Wird das Wort zum Ordnungsantrag betreffend Traktandum 4 gewünscht? – Ich muss erst noch die Rednerliste eröffnen. Gut. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Fisli das Wort.

Karin Fisli, Meikirch (SP). Im Namen der SP-JUSO-PSA-Fraktion stelle ich zum Traktandum 4, «‹Transparenz jetzt! Offenlegung der Politikfinanzierung› [...]», einen Ordnungsantrag auf freie Debatte. Das Thema der Transparenz ist nicht nur kantonal, sondern auch national sehr präsent. Darüber kann man nicht einfach hinwegsehen, und deshalb muss eine Diskussion stattfinden.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Grossrat Jost, Sie haben das Wort.

Marc Jost, Thun (EVP), Kommissionspräsident der SAK. Ich spreche im Namen der SAK kurz zu diesem Ordnungsantrag. Bei diesem Geschäft werden wir einen Sprecher der Kommissionsmehrheit und einen Sprecher der Kommissionsminderheit haben. Was uns seitens der SAK noch nicht vorlag, sind die Planungserklärungen, welche jetzt vorliegen. Deshalb wird sich die SAK nicht gegen diesen Ordnungsantrag wehren, das heisst, wir werden diesem so zustimmen.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Wenn nicht, stimmen wir ab. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte betreffend Traktandum 4 zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2015.STA.23717; Antrag SP-JUSO-PSA [Fisli, Meikirch])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	74
Nein	60
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 74 Ja- gegen 60 Nein-Stimmen... *(Der Präsident wird darauf hingewiesen, dass ein Irrtum vorliegt.)* Gut. Wir wiederholen diese Abstimmung. Der Präsident hat den falschen Knopf gedrückt, was am ersten Sessionstag vorkommen kann. Also, nochmals. Möchte irgendjemand noch etwas sagen? *(Heiterkeit)* Ich habe nämlich vorhin nicht gefragt, ob Sie noch etwas sagen wollen. Entschuldigung.
Wer dem Ordnungsantrag betreffend Traktandum 4 auf freie Debatte zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2015.STA.23717; Antrag SP-JUSO-PSA [Fisli, Meikirch])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	72
Nein	71
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 72 Ja- gegen 71 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Wir kommen zum nächsten Ordnungsantrag betreffend Traktandum 7. Wird das Wort hierzu gewünscht? – Ich gebe Grossrat Etter das Wort. Sie müssen noch den Knopf drücken.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Worum geht es? – Es geht um die Regierungsrichtlinien 2019–2022 und um nichts Geringeres als die Beseitigung der Wachstumsschwächen des Kantons Bern gegenüber anderen Kantonen. Wir kommen gerade von einer Veranstaltung, bei welcher es um die Sitem-insel

ging. Auch wurde der Innovationspark Biel erwähnt, wo man Wachstum fördern möchte. Ich finde es schäbig, wenn die Regierung und vor allem auch das Büro diese Motion in einer reduzierten Debatte behandelt haben wollen, sodass wir nur minimale Redezeit hätten bei einem der wichtigsten Geschäfte. Ich bitte Sie, diesem Ordnungsantrag auf freie Debatte für dieses Traktandum zuzustimmen.

Präsident. Gibt es weitere Wordmeldungen? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann stimmen wir über diesen Ordnungsantrag ab. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte betreffend Traktandum 7 zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2018.RRGR.359; Antrag Etter, Treiten [BDP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	81
Nein	74
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 81 Ja- gegen 74 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Wir kommen zum Ordnungsantrag betreffend Traktandum 30. Auch hier wird freie Debatte beantragt. Wünscht jemand das Wort? – Ich erteile Grossrätin Marti das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Es geht um die Motion der SVP. Es ist wohl nichts unverfänglicher, als wenn ich den Antrag auf freie Debatte stelle. Auch für uns ist dieses Thema sehr wichtig. Es geht um die Begrenzung der Kaderlöhne in kantonsnahen Betrieben oder in solchen, die sich im Eigentum des Kantons Bern befinden. Es ist etwas, worüber wir immer wieder diskutieren, und es ist wichtig, dass wir uns ausführlich zu diesem Thema austauschen können.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Wenn nicht, stimmen wir darüber ab. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte betreffend Traktandum 30 zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Geschäft 2017.RRGR.686; Antrag SP-JUSO-PSA [Marti, Bern])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	73
Nein	79
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesen Ordnungsantrag abgelehnt mit 79 Nein- gegen 73 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen. Wir kommen zum Traktandum 45. Auch hierzu liegt ein Ordnungsantrag auf freie Debatte vor. Wer wünscht seitens der Antragsteller das Wort? – Grossrätin Luginbühl, Sie haben das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Wir sind der Meinung, die Justizvollzugsstrategie werde doch ein riesengrosses Geschäft sein, sowohl inhaltlich als auch bezüglich der finanziellen Folgen. Deshalb sind wir der Meinung, dieses Geschäft solle in freier Debatte behandelt werden.

Präsident. Gibt es weitere Wortmeldungen? – Wenn nicht, befinden wir auch darüber. Wer dem Ordnungsantrag auf freie Debatte betreffend Traktandum 45 zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2018.RRGR.119; Antrag SP-JUSO-PSA [Veglio, Zollikofen] / Antrag BDP [Luginbühl-Bachmann, Krattigen])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	86
Nein	64
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesem Ordnungsantrag zugestimmt mit 86 Ja- gegen 64 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.415

Jahresbericht 2017 der Interparlamentarischen Geschäftsprüfungskommission (IGPK) der Interkantonalen Polizeischule Hitzkirch (IPH)

Wir kommen zum Traktandum 1, dem « Jahresbericht 2017 der Interparlamentarischen Geschäftsprüfungskommission [...] der Interkantonalen Polizeischule Hitzkirch [...]». Dieser Bericht wurde von der SiK vorberaten. Wir führen eine reduzierte Debatte. Ich gebe dem Präsidenten der SiK, Grossrat Moser, das Wort.

Werner Moser, Landiswil (SVP), Kommissionspräsident der SiK. Ich versuche, Ihnen diesen Jahresbericht in kurzen Zügen zu erläutern. Sie alle haben diesen auch von der Interkantonalen Polizeischule Hitzkirch (IPH) zugestellt erhalten. Elf Kantone betreiben in Hitzkirch gemeinsam die Grundausbildung unserer Polizeikorps. Gemäss dem Konkordatsvertrag aus dem Jahr 2003 sind sämtliche Konkordatsmitglieder verpflichtet, ihre deutschsprachigen Polizistinnen und Polizisten an der IPH auszubilden. Die Grundausbildung der französischsprechenden Polizistinnen und Polizisten wird aufgrund dieses Konkordats in Ittigen, im Kanton Bern, durchgeführt. Die Interparlamentarische Geschäftsprüfungskommission (IGPK) setzt sich aus je zwei Vertreterinnen oder Vertreter der elf Konkordatskantone zusammen. Im Berichtsjahr 2017 wurden wiederum zwei Lehrgänge mit Beginn in den Monaten April und Oktober durchgeführt. Die Grundausbildung der Polizistinnen und Polizisten dauert zehn Monate und wird danach mit der eidgenössischen Berufsprüfung abgeschlossen. Die einzelnen Kantone, welche sehr unterschiedliche Bedürfnisse haben, übernehmen danach die weitere Ausbildung in ihren kantonalen Korps.
Jetzt zu den konkreten Zahlen des Berichtsjahr 2017: Die Pauschalabgeltung war auf 13 Mio. Franken festgesetzt. Davon bezahlt der Kanton Bern 4 881 495 Franken, was 37,5 Prozent der 13 Mio. Franken entspricht. Die Berechnung der Pauschalabgeltungen ist im Konkordatsvertrag wie folgt geregelt: 70 Prozent nach dem Tragfähigkeitsprinzip. Diese setzen sich zusammen aus der Korpsgrösse, der Einwohnerzahl sowie den beanspruchten Ausbildungsplätzen der jeweiligen Kantone in den letzten fünf Jahren. Nur 30 Prozent werden nach den effektiv beanspruchten Plätzen berechnet. Im Berichtsjahr 2017 war die Anzahl Absolventinnen und Absolventen mit total 191 aus allen Konkordatskantonen sehr tief. Davon bestanden 51 Absolventinnen und Absolventen aus dem Kanton erfolgreich die eidgenössische Berufsprüfung. Zum Vergleich: Im Jahr 2013 besuchten 292 Absolventinnen und Absolventen die Ausbildung an der IPH. Dies hat natürlich negative Auswirkungen für den Kanton Bern bezüglich der im Konkordatsvertrag festgehaltenen Entschädigungsberechnung – dies mit Kostenfolgen, welche zum Nachdenken anregen. Die durchschnittlichen Kosten pro Teilnehmer am Konkordat betrugen im Berichtsjahr 73 446 Franken. Der Kanton Bern hat pro Teilnehmer 95 716 Franken bezahlt. Zum Vergleich: Noch im Jahr 2014 hatte der Kanton Bern bei 96 Absolventinnen und Absolventen Kosten pro Teilnehmer von 42 104 Franken. In dieser kurzen Zeit hat sich der Betrag also mehr als verdoppelt. Ein weiterer Grund für die stets steigenden Kosten sind die in Hitzkirch vorhandenen Gebäude. Diese sind alle denkmalgeschützt, was natürlich sehr hohe Renovationskosten ergibt. Ein grosser Teil davon ist – wie es im Vertrag steht – halt vom Kanton Bern zu tragen.

Aus all diesen Gründen hat die SiK heute Morgen entschieden, eine Kommissionsmotion einzureichen. Dies, um die Berner Regierung zu beauftragen, sich im Konkordatsrat Hitzkirch mit dem Finanzierungsschlüssel und vor allem auch bezüglich der Immobilien zu befassen und das Thema Finanzierung genauer unter die Lupe zu nehmen. Abklärungen sollten auch betreffend einen eventuellen Ausstieg aus dem Vertrag, welcher bis 2035 läuft, getroffen werden, auch dahingehend, welche Konsequenzen dies hat, ob diese finanzieller Art wären und was es baulich ausmachen würde, wenn man es selber machen wollte. Abschliessend kann ich sagen, dass die IPH die gestellten Anforderungen an die Grundausbildung von Polizistinnen und Polizisten erfüllt, dass aber die Kostenentwicklung, vor allem für unseren Kanton, eine grosse Herausforderung sein wird. In diesem Sinn bitte ich Sie im Namen der SiK, diesen Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

Präsident. Gibt es Fraktionssprecher? – Das ist der Fall. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Ich habe zuerst eine gute Nachricht: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion anerkennt die Leistungen der IPH, das heisst, dass die diese die Ausbildung der Polizistinnen und Polizisten grundsätzlich gut erbringt. Die schlechte Nachricht beginnt bei uns beim aktuellen Kostenschlüssel. Diesbezüglich ist SP-Fraktion ist mit der Entwicklung der finanziellen Belastung des Kantons alles andere als zufrieden. Es ist, wie es Werner Moser gesagt hat; es sind drei Punkte. Der Kanton Bern bezahlte im Jahr 2017 37,5 Prozent an die Gesamtkosten. Der zweite Punkt ist, dass im Jahr 2014 mehr als die Hälfte so viel an die Ausbildung bezahlt wurde wie im Jahr 2017. Das heisst, wir bezahlen nun doppelt so viel. Auch die finanziell überproportionale Beteiligung an der Sanierung der Immobilien ist für uns wirklich unbefriedigend. Dies ist nach unserem Dafürhalten eine unerwünschte Quersubventionierung.
Fazit: Die Situation muss für den Kanton Bern rasch verbessert werden. Die finanzielle Belastung und die lange Vertragsdauer sind für uns wirklich problematisch. Wir möchten, dass der Regierungsrat sowie die Berner Delegation der IGPK eine Handhabe haben, um das Ganze in möglichst gute Bahnen zu lenken.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Ich möchte Werner Moser herzlich für die gute Vorstellung dieses Geschäfts danken. Er hat die kritischen Punkte wirklich bereits angesprochen. Die EVP wird diesen Bericht trotz allem zur Kenntnis nehmen. Trotzdem gibt es von unserer Seite Verschiedenes zu Hitzkirch zu sagen, so zum Beispiel, dass der Kanton Bern, wie schon erwähnt, die Hauptlast dieses Konkordats trägt und während den letzten Jahren immer mehr hat tragen müssen. Dies, weil die Anzahl der Auszubildenden auch aus den anderen Kantonen zurückgegangen ist. Da wäre noch der Ort Hitzkirch, welcher geografisch weit vom Kanton Bern weg liegt. Der Kanton Bern kann also die Räumlichkeiten, welcher er auch mitträgt, nebst der Grundausbildung der Polizistinnen und Polizisten nicht anderweitig nutzen. Weiter hat sich herausgestellt, dass man in den letzten Jahren keine Rückstellungen für Investitionen gemacht hat. Es ist nicht so klar, wie die Finanzflüsse und Investitionen laufen betreffend den Betrieb, mit einem Gastrobetrieb auf dem Gelände, und der Weitervermietung. Das ist ziemlich unklar. Sie haben gehört, dass die Investitionen wieder anstehen und jetzt den Betrieb verteuern. Deshalb sind wir sehr froh, dass dies genauer angeschaut wird, oder dass zumindest die SiK verlangt, dass dies genauer angeschaut werden soll. Im Weiteren ist das Konkordat ein sehr schwerfälliges Gebilde, zu welchem der Grosse Rat wenig dazu zu sagen hat. Bisher war es sogar so, dass die Kosten als gebundene Kosten angeschaut wurden. Auch diesbezüglich muss man genauer hinsehen. Wir sind froh, dass die SiK diesen Vorstoss einreichen will.

Hans Schär, Schönried (FDP). Wir können den IGPK-Bericht zur Kenntnis nehmen. Wie bereits unser Präsident erwähnt hat, sind es elf Kantone, die Polizisten in Hitzkirch ausbilden. Die genauen Kostenbeteiligungen der Kantone sind im Konkordatsvertrag genau geregelt. Der Grosse Rat genehmigte diesen Vertrag 2004 für dreissig Jahre beziehungsweise schloss diesen bis zum Jahr 2035 ab. In den letzten Jahren nahmen auch die Ausbildungskosten pro Person stark zu. Diverse Projekte, Investitionen und Optimierungen stehen an, und die Kosten werden weiter ansteigen. Viele Fragen stehen im Raum. Die SiK und auch die FDP haben sich auch hierzu Gedanken gemacht: Ist denn der Stimmschlüssel der Kantone noch richtig? Kann man aus dem Vertrag aussteigen? Wenn ja, mit welchen Folgen? Was würde eine Polizeiausbildung für den Kanton im Alleingang kosten? Weitere Fragen sind noch zu klären. Mit einer Kommissionsmotion würden wir den Regierungsrat beauftragen, Möglichkeiten zu prüfen und zu verantworten. Trotz dieser Unzufriedenheit und der hohen Kosten empfiehlt die FDP, den Jahresbericht zur Kenntnis zu nehmen.

Etienne Klopfenstein, Corgémont (SVP). C'est avec intérêt que j'ai pu lire le rapport 2017 de l'Ecole intercantonale de police de Hitzkirch (EIPH) et j'en remercie les auteurs. Ce centre de formation offre une très bonne base pour les futurs policiers de langue allemande de notre canton et des dix autres qui font partie du concordat. Lorsqu'en 2004 le concordat a été signé, le canton de Berne participait financièrement avec un montant de 3,4 millions de francs. En 2017, nous voyons que cette participation est supérieure de 1 million de francs par rapport à 2014. Dans le rapport nous voyons aussi une énorme disparité entre les cantons pour la formation de leurs aspirants. En 2017 le canton de Berne a payé 95 216 francs par aspirant contre 34 333 francs pour le canton de Schwyz. Ceci à cause d'une clef de répartition qui tient compte du nombre d'habitants, de l'importance du corps de police et des aspirants de chaque canton formés l'année précédente.
Ces dernières années le nombre d'aspirants a énormément diminué. En 2011 il y avait 276 formés, en 2017 177. Cette diminution de 100 personnes en sept ans a eu pour effet une évolution négative du montant payé pour la formation des aspirants du canton de Berne. En 2014 42 104 francs étaient nécessaires, en 2017 plus du double. A plusieurs reprises déjà des critiques ont été faites sur la durée du concordat de 31 années. Un concordat de longue durée a l'avantage de donner une certaine stabilité et de permettre une planification à long terme. Mais cela peut devenir problématique lorsque les conditions changent de manière significative, ce qui est le cas pour l'EIPH. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* C'est pour cette raison que la CSéc a déposé une motion qui demande au Conseil-exécutif de revoir les conditions du concordat.
Le groupe UDC recommande de prendre connaissance du rapport. *(Der Präsident schaltet dem Redner das Mikrofon ab.)*

Präsident. Die Redezeit beträgt in der reduzierten Debatte einfach zwei Minuten. Für die Grünen hat Grossrat Gerber das Wort.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Vielen Dank für diesen Bericht. Die Fraktion der Grünen nimmt diesen Bericht zur Kenntnis. Aber auch wir stören uns daran, dass ein Ausbildungsplatz der Berner Polizei dermassen viel kostet, dass wir mit unseren Finanzen noch die Plätze der Polizeiausbildung des Kantons Zug mitfinanzieren respektive mitsubventionieren, und dass die Gebäude bereits einen so hohen Investitionsbedarf haben. Dies können wir so nicht nachvollziehen. Für mich stellt sich die Frage, wie ein solcher Vertrag, der den Kanton Bern dermassen benachteiligt, überhaupt zustande kommen konnte. Dennoch empfiehlt die Fraktion der Grünen, wie bereits am Anfang erwähnt, den Bericht zur Annahme. Danke für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Es gibt keine weiteren Fraktionssprecher. Wir kommen zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer den Bericht der IPH zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	143
Nein	0
Enthalten	4

Präsident. Sie haben diesen Bericht mit 143 Ja-Stimmen zur Kenntnis genommen, bei 4 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.748

Parlamentarische Initiative 285-2017 Köpfli (Bern, glp)
In dubio pro populo: Volksvorschläge vor grossrätlichen Eventualanträgen (Änderung der Kantonsverfassung)

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 2, der Parlamentarischen Initiative «In dubio pro populo: Volksvorschläge vor grossrätlichen Eventualanträgen (Änderung der Kantonsverfassung». Ich gebe dem Präsidenten der SAK das Wort, der dieses Geschäft vorbesprochen hat. Grossrat Jost, Sie haben das Wort. – Es funktioniert nicht, warten Sie kurz. Auf meinem Display wird das Traktandum angezeigt, vorne auf der Tafel hingegen nicht. Ich habe noch nicht herausgefunden, weshalb es nicht funktioniert. Gut, Grossrat Jost, Sie haben das Wort.

Marc Jost, Thun (EVP), Kommissionspräsident der SAK. Die SAK hat die Parlamentarische Initiative «In dubio pro populo: Volksvorschläge vor grossrätlichen Eventualanträgen […]» an ihrer letzten ordentlichen Sitzung vorberaten. Ich erkläre Ihnen nun, wie es dazu gekommen ist, dass wir einstimmig den Antrag stellen, die Parlamentarische Initiative vorläufig zu unterstützen. Der Kanton Bern kennt seit 1995 Eventualantrag und Volksvorschlag. Die zwei Volksrechte ermöglichen den Stimmberechtigten eine differenziertere Stellungnahme. Der Eventualantrag ist die vom Parlament verabschiedete Variante zu einer Hauptvorlage. Der Volksvorschlag wiederum ist der Vorschlag vom Volk, wie es das Wort sagt, das heisst von den Stimmberechtigten, welche beispielsweise bei einem Gesetz eine Variante vorlegen können. Die Totalrevision der Verfassung des Kantons Bern (KV) im Jahr 1999 führte dazu, dass nicht in jedem Fall ein Volksvorschlag möglich ist. Damals wollte man einerseits die Zahl der obligatorischen Volksabstimmungen reduzieren und andererseits die Zahl der fakultativ möglichen Volksabstimmungen erhöhen. Mit dem Eventualantrag kann, wie gesagt, eine Variante des Parlaments der Hauptvorlage gegenübergestellt werden. Diese kommt aber nur zum Zug, wenn es eine Volksabstimmung gibt. Kommt das Referendum zum Beispiel nicht zustande, dann fällt der Eventualantrag automatisch weg. Dies dürfte Ihnen vertraut sein.
Der Volksvorschlag kann dann zum Zug kommen, wenn die Möglichkeit einer fakultativen Volksabstimmung besteht und das Parlament eben keinen Eventualantrag zu einer Hauptvorlage an die Seite gestellt hat. Darauf bezieht sich eben die hier vorliegende Parlamentarische Initiative. Der Verfassungsgeber hat mit dem Volksvorschlag eine Variante des klassischen Referendums entwickelt, sodass nicht einfach nur Ja oder Nein gesagt, sondern eigens ein Vorschlag gemacht und so differenziert werden kann. Dies ist die Grundidee dieses Instruments, und deshalb nennt man den Volksvorschlag heute etwa auch «konstruktives Referendum». Schon 2013 gab es eine Parlamentarische Initiative, damals allerdings vonseiten unserer Ad-hoc-Kommission, welche das Parlamentsrecht revidierte. Die Kommission formulierte die Initiative damals relativ offen und zog unter anderem dahingehend Bilanz, dass der Eventualantrag und der Volksvorschlag in deren Wirkung und Ergebnis eine durchzogene Bilanz aufweisen. Die Kommission sah es damals als problematisch an, dass zum Beispiel der Eventualantrag im Grossen Rat einen Mehrheitsbeschluss voraussetzt. So könnte zum Beispiel ein Eventualantrag auch aus taktischen Gründen gestellt werden, wenn die Parlamentsmehrheit einen Volksvorschlag zu einem Geschäft verhindern will. Daraufhin bearbeitete die SAK – jene der letzten Legislatur – das Thema und gab unter anderem ein Gutachten in Auftrag und liess im Frühling 2018 auch eine Vernehmlassung durchführen. Auf der Basis der Antworten aus der Vernehmlassung schlug die SAK damals keine Änderungen vor. Sie machte aber wichtige Aussagen zur Würdigung dieser zwei Instrumente, von welchen wir immer hören. Die SAK betonte die hohe Bedeutung dieser beiden Instrumente, weil sich das Volk eben sehr differenziert äussern könne. Der damals wichtigste Kritikpunkt war die Tatsache, dass der Eventualantrag im Kanton Bern den Volksvorschlag, wie gesagt, verhindern kann. Deshalb ergebe sich ein erhebliches Missbrauchspotenzial. Die SAK wies damals nach, dass dies schon mehrmals vorgekommen war. Seit der Einführung 1995 stimmte der Grosse Rat siebenmal über einen Eventualantrag ab, wovon zwei abgelehnt und fünf vom Grossen Rat beschlossen wurden. In drei Fällen wurde dann erfolgreich das Referendum ergriffen. Die SAK ging davon aus, dass es in diesem drei Fällen immer darum gegangen war, auch den Volksvorschlag zu verhindern. Die unterliegende Minderheit hatte dies denn jeweils auch im Parlament scharf kritisiert.
Was haben wir seitens der SAK unternommen? – Wir haben in den Arbeiten der SAK der vorangegangenen Legislatur nachgeschaut, ob das neu über diesen Vorstoss, diese Parlamentarischen Initiative,

eingebrachte Thema schon jemals diskutiert, beraten und beurteilt worden ist. Wir haben nachgeschaut und gesehen, dass diese Frage, dieser Lösungsvorschlag für ein Problem nie behandelt worden war. Neu wird jetzt gemäss dieser Parlamentarischen Initiative gefordert, dass der Volksvorschlag, natürlich dann, wenn er zustande kommt, Vorrang haben solle, wenn bereits ein Eventualantrag zur Vorlage vorliegt. Der Eventualantrag solle also analog wegfallen, wenn ein Volksvorschlag kommt, so wie dies auch geschieht, wenn das Referendum gar nicht erreicht wird. In ihrer Würdigung ist die SAK – wie gesagt – anlässlich ihrer letzten Sitzung dazu gekommen, diesen Vorstoss vorläufig zu unterstützen. Dies würde bedeuten, sollte das Parlament diesem Antrag Folge leisten, dass die Kommission sich dann eingehend mit solch einem Lösungsvorschlag auseinandersetzen und anschliessend mit einem konsolidierten Antrag wieder ans Parlament, an den Grossen Rat hier, herantreten würde. Aus diesen Gründen, weil wir dies, wie gesagt, als neuen Lösungsvorschlag erachtet haben, beantragt Ihnen die SAK einstimmig, die Parlamentarische Initiative vorläufig zu unterstützen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Nun gebe ich das Wort dem Sprecher der Urheber der Parlamentarischen Initiative, Grossrat Köpfli.

Michael Köpfli, Bern (glp). Lieber Marc Jost, herzlichen Dank für diese Ausführungen. Es ist mir neu, dass es in der Kommission eine einstimmige Unterstützung war. Dies freut mich natürlich sehr. Weil der Sprecher der Kommission schon sehr gut ausgeführt hat, worum es eigentlich geht, verzichte ich darauf, die ganze Idee nochmals neu auszuführen und fasse mich relativ kurz. Mir und meinen Mitinitianten geht es darum, weder den Volksvorschlag noch den Eventualantrag abschaffen zu wollen, sondern eine andere Priorisierung einzuführen. Wir wollen die Volksrechte insofern stärken, als im Zweifelsfall immer das Volk vor einem Eventualantrag des Grossen Rats den Vorzug hat. Deshalb auch den Titel «In dubio pro populo […]». Das heisst, Eventualanträge bleiben möglich. Ich kann mir durchaus auch vorstellen, dass es sinnvoll ist, wenn man ein grosses Gesetz hat, das eigentlich unbestritten ist, aber in einem Punkt eine grosse Differenz besteht. Ich habe das Gefühl, dann könne es durchaus sinnvoll sein, dem Volk diese zwei Varianten vorzulegen, sodass der unbestrittene Teil sicher beschlossen wird, sich das Volk aber ansonsten entscheiden kann. Was wir hier drin oft erlebt haben, ist, dass mit einem «Buebetrickli» am Schluss die Mehrheit des Grossen Rats einen Eventualantrag beschlossen hat, nur um zu verhindern, dass die Minderheit einen Volksvorschlag, also ein konstruktives Referendum, ergreifen kann. Ich bin überzeugt, dies sei nicht im Sinn des damaligen Urhebers des Volksvorschlags für die Verfassung. Vor allem ist es nicht im Sinn der Volksrechte, wo eben immer die Möglichkeit bestehen sollte, das Instrument des Volksvorschlags zu nutzen. Aus diesem Grund danke ich der Kommission für die Unterstützung und hoffe sehr, dass sich auch das Parlament hinter diesen Vorschlag stellt und damit eine Lösung findet, die kein Instrument von diesen zwei abschafft, aber das Volk gegenüber dem Parlament priorisiert.

Präsident. Wünscht der Mitinitiant das Wort? Oder spricht er in der Reihenfolge an siebter Stelle? – Gut, dann gebe ich für die BDP-Fraktion Grossrätin Kohli das Wort.

Vania Kohli, Bern (BDP). In dubio pro populo – im Zweifelsfall für das Volk, im Zweifelsfall, Michael Köpfli? – Für wen sonst könnte man sich in einem demokratischen Land entscheiden? Repräsentieren nicht wir, genau wir, das Volk? Doch wir wollen heute keine philosophische Debatte über den Titel des Vorstosses oder dieser Forderung führen. Heute geht es nur um den Entscheid, ob dieses Thema von einer Kommission, in casu von der SAK, zuhanden des Parlaments überhaupt vorberaten werden soll. Es geht nicht um ein Ja zum Materiellen oder gar einem Nein zum Materiellen, sondern das Ergebnis aus der Kommission wird denn hier auch beraten. Es wird eine Vernehmlassung durchgeführt, und wir werden, im Fall, dass wir zustimmen, diese Verfassungsänderung sogar vor das Volk bringen. Ich kann sagen, dass die BDP mit einer Gegenstimme dieses Vorgehen einstimmig unterstützt.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Bachmann.

Christian Bachmann, Nidau (SP). Es ist schon ziemlich vieles darüber gesagt worden, worum es geht und welche Konsequenzen dies hat. In den letzten Jahren kam es mehr als einmal vor, dass ein Mehrheitsbeschluss des Grossen Rats dann um einen Eventualantrag ergänzt wurde. Wir kennen die Konsequenzen: Es konnte dann kein Volksvorschlag eingereicht werden. Diese Regelung konnte und kann missbräuchlich benutzt werden. Dieselbe Mehrheit, welche einen Grossratsbeschluss bestimmt

hat, kann nämlich einem wenig abweichenden oder chancenlosen Eventualantrag zustimmen und so verhindern, dass substanzielle Änderungen mit einem Volksvorschlag beschlossen werden können. Die jetzt vorgeschlagene Regelung, wonach wenn ein Volksvorschlag zustande kommt, der Eventualantrag hinfällig wird, ist sinnvoll und kann Missbrauch auch verhindern. Falls Sie dem Vorschlag von Michael Köpfli zustimmen, dann wird die SAK – dies ist auch bereits erwähnt worden – daran weiterarbeiten, das Vernehmlassungsverfahren durchführen und schliesslich dem Grossen Rat Antrag stellen, ob und wie eine Verfassungsänderung durchgeführt werden soll. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion befürwortet eine solche Änderung.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Ich denke, ich spreche für eine grosse Mehrheit unter uns, wenn ich sage, dass uns die Volksrechte kostbar und wichtig sind. Mit dem konstruktiven Referendum hat das Berner Stimmvolk ein sehr sinnvolles, direktdemokratisches Instrument zur Hand, um – wie der Name schon sagt – kritisch-konstruktiv in den parlamentarischen Prozess einzugreifen. Gemäss der aktuellen Regelung kann aber eine Mehrheit des Grossen Rats dieses Volksrecht aushebeln, indem diese einen Eventualantrag stellt. Ein Eventualantrag kann sich jedoch nur geringfügig vom Hauptantrag unterscheiden und in erster Linie darum strategisch verwendet werden, um einen differenzierten Volksvorschlag zu verhindern. Dies ist aus Sicht der EDU-Fraktion problematisch. Das Referendum ist in der Regel ein politisches Instrument, welches die jeweilige parlamentarische Minderheit bei einem politischen Geschäft gebrauchen darf und soll. Die unterliegende Seite soll stets die Möglichkeit haben, mit guten Argumenten an das Stimmvolk zu appellieren. In diesem Sinn sprechen wir uns für eine vorläufige Unterstützung dieser parlamentarischen Initiative aus.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Der Berg habe eine Maus geboren, hiess es an der vorletzten Novembersession hier in diesem Saal mehrfach, als der Bericht der SAK über den Revisionsbedarf der bernischen Verfassung behandelt wurde. Der Kommissionspräsident hat bereits auf diesen Bericht sowie die damaligen Abklärungen hingewiesen. Heute könnten wir dafür sorgen, dass sich aus diesem Berg doch langsam etwas Grösseres als eine Maus entwickeln kann, etwas Rechtes, sozusagen, nämlich die Stärkung der Volksrechte, die Stärkung des Volksvorschlags. Weshalb ist diese Stärkung nötig? – Auch dies ist schon gesagt worden. Vorausschicken möchte ich noch, dass der Volksvorschlag als Instrument im Bericht aus dem Jahr 2016, von dem ich erzählt habe, eigentlich bestätigt worden ist, dahingehend, es sei ein gutes, bewährtes Instrument. So sei weder eine Abschaffung noch eine Änderung des Volksvorschlags an sich angebracht.
Zum Eventualantrag – dieser ist eigentlich ein Recht des Grossen Rats – machte der Bericht der SAK damals nicht so positive Feststellungen, im Gegenteil, eigentlich nur negative oder zumindest kritische. Der Kommissionspräsident hat es gesagt: Dreimal kam es bisher zu einer Volksabstimmung über den Eventualantrag. Die SAK hat hierzu festgestellt, dass es in allen drei Fällen eigentlich nur einen Eventualantrag gegeben hat, um allfällige Volksvorschläge zu verhindern. Die SAK zog im Bericht 2016 das Fazit, «Das Missbrauchspotential des Eventualantrags ist […] nicht von der Hand zu weisen.» Wir Grünen hatten aus diesem Grund im bereits angesprochenen Vernehmlassungsverfahren den hauptsächlichen Handlungsbedarf und schlugen damals vor, für den Beschluss eines Eventualantrags eine qualifizierte Mehrheit zu verlangen, wie diese heute schon besteht, beispielsweise für die Steuererhöhungsbremsen, die Schuldenbremsen, für das Ratsreferendum oder für den Entscheid über geheime Beratungen. Die SAK erwähnte dies seinerzeit in ihrem Bericht, wollte diesen Vorschlag aber nicht weiterverfolgen. Sie liess auch andere vorgebrachte und zum Teil unbestrittene Vorschläge fallen, weil sie das Gefühl hatte, sie seien zu wenig wichtig und zu wenig dringlich. Damit wurde auch ein anderer Vorschlag schubladisiert, nämlich der Begriff Volksvorschlag, welcher ein bisschen missverständlich tönen kann, durch eine zutreffendere Beschreibung zu ersetzen, nämlich durch «Gegenvorschlag von Stimmberechtigten». Genau darum geht es, um Gegenvorschläge, welche von immerhin 10 000 Stimmberechtigten unterschrieben werden müssen. Solche Gegenvorschläge sollten nicht länger von einer einfachen Mehrheit von vielleicht 80 oder etwas mehr Grossratsmitgliedern ausgetrickst werden können. Dies ist die Grundforderung, die wir Grünen schon immer erhoben haben, die uns jetzt eigentlich dazu führt, die Parlamentarische Initiative zu unterstützen. In dubio pro populo – im Zweifel fürs Volk: Dies gilt für uns zwar nicht immer, zum Beispiel dann nicht, wenn man mit Volksrechten oder gar Volksentscheiden die Verletzung von Menschenrechten oder von zwingendem Völkerrecht anstrebt. Aber im Verhältnis zum Recht einer Parlamentsmehrheit geben wir den Volksrechten klar den Vorzug. Wir stimmen dem Antrag der SAK auf vorläufige Prüfung der Initiative gerne zu und hoffen, dass damit dem Missbrauch des Eventualantrags ein Riegel vorgeschoben wird. Wir versprechen uns vom geforderten Vorrang des Volksvorschlags auch, dass

hier im Rat weniger mit Eventualanträgen getrickst und dafür mehr nach guten, tragfähigen Kompromissen gesucht wird, damit vielleicht auch das mühsame Sammeln von Unterschriften für Volksvorschläge gar nicht mehr so häufig nötig sein muss. Im Gegenzug sind wir auch offen, wenn die SAK auf ihre frühere Ankündigung zurückkommen und die Chance der angestrebten Teilrevision der KV vielleicht nutzen will, um auf unbestrittene Änderungsvorschläge aus ihrem früheren Bericht zurückzukommen, so zum Beispiel auf das Umtaufen des Begriffs Volksvorschlag oder auf die Verankerung der Parlamentsdienste in der KV. Danke fürs Zuhören!

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Ich kann es eigentlich ganz kurz machen. Die Initiative entspricht uns, der SVP. Wir stellen das Volk immer ins Zentrum, und deshalb wird unsere Fraktion der Weiterverfolgung dieser Initiative einstimmig zustimmen.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Die Fraktion FDP wird diesen Vorstoss oder diese Parlamentarische Initiative nicht unterstützen. Wir finden, das Volk habe viele Rechte und könne sich immer wieder politisch einbringen. Wir finden auch, wir Grossrätinnen und Grossräte seien auch Volksvertretungen und würden das Volk vertreten. Deshalb halten wir dies nicht für nötig.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich habe als Miteinreicher bewusst gewartet, um noch die Stellungnahmen von SVP und FDP mitzubekommen. Es freut mich sehr, dass die SVP wie die einstimmige SAK hinter diesem Anliegen steht, und es erstaunt mich nicht wirklich, dass die FDP dies überflüssig findet. Es ist mehrmals vorgekommen und hier auch gesagt worden: Die Grossratsmehrheit hier drin hatte Angst vor einem konstruktiven Referendum. Mit einem Unterzug oder wie man dies nennen will… Jedenfalls war es nie fair. Mit dem Eventualantrag wurden Volksvorschläge verunmöglicht. Deshalb ist es für die EVP als echte Volkspartei eine Selbstverständlichkeit, diesen Vorstoss zu unterstützen, den ich miteingereicht habe. Volksvorschläge hatten eine andere Bestimmung, als dass sie hier drin ein paarmal mit einem unfairen Spiel abgeändert wurden. Wir sind der Meinung, dass man mit dieser Verfassungsänderung, den Volksvorschlag als Instrument seiner ursprünglichen Bestimmung zuführen kann und eben 10 000 Unterschreibenden mehr Rechte zukommen lässt als der Mehrheit hier drin. Deshalb bitte ich Sie, die Parlamentarische Initiative so zu unterstützen und selbstverständlich auch dann mitzuhelfen, wenn die Umsetzung ansteht.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, zuerst zu Grossrat Leuenberger, BDP. Wo ist er? – Da er nicht anwesend ist, fahren wir weiter. Der nächste Einzelsprecher ist Grossrat Haas, FDP.

Adrian Haas, Bern (FDP). Die Parlamentarische Initiative überzeugt nicht. Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, dass man Angst davor hat, dass der Eventualantrag oder die vom Parlament vorgeschlagene Variante genutzt werden kann, um einen Volksvorschlag zu verhindern. Wir haben aber auch Fälle, wie bei der Pensionskassengesetzgebung, wo man der Minderheit hier drin, namentlich der SVP, entgegen kam und eine Variante vom Volk vorschlug. Jetzt will man den Teufel mit dem Beelzebub austreiben. Man will jetzt quasi das Gleiche schaffen, indem man den Volksvorschlag künftig taktisch oder missbräuchlich einsetzen kann, um eine parlamentarische Variante zu verhindern. Sie brauchen nicht zu glauben, dass das Volk oder die sogenannte Zivilgesellschaft wirklich jemand anderes sei als wir hier, die politischen Vertreter und Parteien, Verbände und so weiter. In den allermeisten Fällen ist es so, dass Initiativen und Volksvorschläge von Komitees eingereicht werden, bei welchen genau wir hier dabei sind. Die schönen Worte «in dubio pro populo» höre ich wohl, allein mir fehlt der Glaube. Ich finde es ein Armutszeugnis für ein Parlament, wenn es sich hier die Möglichkeit nehmen muss, bei der Gesetzgebung Varianten vorzuschlagen. Deshalb lehne ich diese Initiative mit Überzeugung ab.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich bin Miteinreicher, habe mir aber erlaubt, die Debatte abzuwarten. Ich danke der SAK und den Fraktionen, die Unterstützung signalisiert haben, für ihre Zustimmung. Ich glaube, der Mehrwert überwiegt hier effektiv die Risiken. Wenn Sie sich anschauen, wenn eine Mehrheit hier drin das Gesetz macht, kann es dieselbe Mehrheit sein, die einen Eventualantrag verabschieden kann. Es müsste nicht unbedingt die Art Eventualantrag sein, den sich die unterliegende Mehrheit gerne wünscht. Würde man dieses System des Minderheitenschutzes zu Ende denken und dies konsequent, dann müsste man andere Quoren einführen. Aber solange die gleiche Mehrheit, die ein bestimmtes Gesetz will, der Minderheit einen Eventualantrag aufoktroyieren kann, glaube ich, ist das System mit Tücken behaftet. Man kann jetzt sagen, es sei politisch schwierig,

wenn Paketlösungen aufgeschnürt würden. Für diese Bedenken habe ich ein gewisses Verständnis, aber hierin liegt letztlich die Stärke des Volksvorschlags. Er ermöglicht eine präzise Stimmabgabe. Das Volk kann dann über zwei konkrete oder vielleicht auch über mehr als zwei konkrete Vorlagen abstimmen. Es kann dort, wo hier drin vielleicht etwas Kuhhandel betrieben wird, auch wieder im Sinne einer präzisen und insofern auch unverfälschten Stimmabgabe wieder aufschnüren und ermöglichen, dass sich die Leute präzise äussern können. Vielleicht als Entgegnung an Adrian Haas: Es können eben mehrere Seiten Volksvorschläge einreichen; es ist nicht nur eine Seite, die hier parlamentarische Kompromisse sabotieren kann.
Vielleicht noch ganz Schluss für all diejenigen, die Angst vor dem Untergang des Eventualantrags haben: Es gibt schon Möglichkeiten, den Eventualantrag weiter zu nutzen. So zum Beispiel, wenn das Parlament einen Eventualantrag beschliesst und danach die gesamte Vorlage dem obligatorischen Referendum unterstellt mit einem Quorum von – Irrtum vorbehalten – etwa 100 Stimmen; dann wird es keinen Volksvorschlag geben. Das ist auch in der KV. Dann haben wir den Eventualantrag genau an der Stelle, wo er hingehört, nämlich zum Minderheitenschutz. Dann wird man auch keine Kuhhändel mehr machen können, weil ein Quorum von 100 Stimmen nötig ist, um die Hauptvorlage und den Eventualantrag dem obligatorischen Referendum zu unterstellen. Wir haben also den Eventualantrag für die Fälle, für welche er gedacht ist, als Minderheitenschutz bei grundlegenden Abstimmungen, sodass auch keine Unterschriften mehr gesammelt werden müssen. Also, nochmals ein Danke an die SAK für die vorläufige Unterstützung, und Ihnen, liebe Kolleginnen und Kollegen, ebenfalls für die Unterstützung.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer der Parlamentarischen Initiative auf Antrag der SAK die vorläufige Unterstützung geben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag SAK – vorläufige Unterstützung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	134
Nein	14
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesem Antrag zugestimmt mit 134 Ja- gegen 14 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Ich habe drei Informationen. Erstens ist ein blauer Stick gefunden worden mit der Beschriftung «HEP-BEJUNE». Ich glaube, der Besitzer ist bereits gefunden worden. Danke. Zweitens: Die Übersetzerinnen bitten darum, dass Sie schriftliche Voten, wenn diese vorliegen, dem Guichet abgeben, damit das Guichet diese den Übersetzerinnen geben kann. Dies, damit die Übersetzerinnen Ihren Text bereits haben und so etwas besser übersetzen können. Nach wie vor ist klar: Es gilt das gesprochene Wort. Drittens: Draussen in der Wandelhalle liegt der technische Vergleich der Ausführungsprojekte mit der Alternatividee des Komitees «Westast so nicht!» zur A5 auf. Wer sich dies ansehen will, kann es tun. Dies meine Orientierungen.

Geschäft 2016.STA.10699

Gesetz über die politischen Rechte (PRG) (Änderung)

Präsident. Wir fahren weiter mit der Staatskanzlei. Ich begrüsse den Staatsschreiber recht herzlich. Wir kommen zum Traktandum 3, dem Gesetz über die politischen Rechte (PRG). Dieses ist von der SAK vorberaten worden. Wir führen eine Eintretens- und Grundsatzdebatte und gehen danach zur Detailberatung über. Der Kommissionssprecher kann nach vorne kommen, oder er bleibt hinten. Das spielt keine Rolle, wie er will. Ich gebe vorab dem Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, das Wort.

1. Lesung

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Gerne stelle ich Ihnen die Änderungen in dieser Vorlage dar. Die Situation ist etwas speziell. Wir haben dieses Gesetz sowohl in der vergangenen Legislatur in der alten Zusammensetzung der SAK diskutiert als auch in der neuen Zusammensetzung. Auf das Ergebnis hat dies an und für sich keinen grossen Einfluss gehabt. Kernpunkt und Filetstück dieser Vorlage ist die Einführung einer Hürde für zweite Wahlgänge bei Majorzwahlen. Es geht darum, dass chancenlose Kandidaten im Prinzip von vornherein stille Wahlen verhindern können. Diese Regelung angestossen haben – Sie erinnern sich an die letzten Ständeratswahlen – verschiedene Vorstösse, unter anderem von der SAK *(M 266-2015)*, von Frau Luginbühl *(M 260-2015)* sowie ein Vorstoss Messerli/Löffel *(M 307-2015)*.
Konkret sollen in Zukunft zu zweiten Wahlgängen von Ständerats-, Regierungsrats- und Regierungsstatthalterwahlen nur noch Kandidierende antreten können, welche im ersten Wahlgang mindestens 3 Prozent der gültigen Stimmen erhalten haben. Ausgeschlossen würden damit Kandidierende ohne realistische Chancen. Zudem sollen bei zweiten Wahlgängen keine weiteren Kandidierenden mehr angemeldet werden können. Ersatzkandidaturen für jene Kandidierenden, welche im ersten Wahlgang über 3 Prozent der Stimmen erhalten haben, wären aber möglich. Ein weiterer Kernpunkt dieser Vorlage ist die Optimierung der Regelungen zu den Abstimmungserläuterungen. Auch hier besteht gesetzgeberischer Handlungsbedarf. Wir haben diese Erfahrung bei den Einsprachen zur Abstimmung über das Tram Bern-Ostermundigen vom Februar dieses Jahres gemacht. Es hat sich gezeigt, dass man auch hier einen gewissen Handlungsbedarf erkannt hat, man diesen aber nicht entsprechend in die Vorlage des Regierungsrats hat einbinden können. Deshalb erkläre ich diese Sachen kurz, bevor wir in die Debatte einsteigen.
Bei den Anträgen der SAK geht es erstens vor allem darum, bei der Festsetzung der Abstimmungstermine auch auf die Verfahrensdauer zur Erstellung der Abstimmungserläuterungen Rücksicht zu nehmen. Ich erinnere daran, dass wir gerade diesen Sommer mehrere Referenden hatten und es für die Kommission herausfordernd ist, die zeitlichen Ressourcen zur Verfügung zu stellen. Für jene, die nicht wissen, wie es funktioniert: Wir haben in der SAK eine Subkommission, die sich mit den Abstimmungserläuterungen beschäftigt. Diese wiederum lädt alle Beteiligten zu einem Hearing ein, das heisst Leute der Referendumskomitees, des Kantons und auch aus anderen Kommissionen. Dieser Prozess ist recht aufwendig und braucht ziemlich viel Zeit. Das Zweite ist, dass wir den Beschwerdeweg bei den Abstimmungserläuterungen transparent zu machen versuchen und von Anfang an eine einheitliche Beschwerdefrist haben.
Damit komme ich zu Artikel 41 PRG ff.: Hintergrund dieses Vorschlags ist es, dass der Regierungsrat die Abstimmungstage und die zur Abstimmung kommenden Vorlagen festlegt. Dies wird nicht bestritten. Der Regierungsrat legt die Termine fest. Wir aber wollen, dass der Regierungsrat Rücksicht auf die Terminplanungen der Kommission nimmt, das heisst, dass wir in der Lage sind, seitens der Kommission die nötigen Hearings durchzuführen. Der Regierungsrat nimmt sicher weiterhin Rücksicht auf die Abstimmungssonntage, welche vom Bund festgelegt werden. Die Situation war bisher so, dass wir mit den Vorbereitungen der Erläuterungen begonnen hatten, bevor überhaupt klar war, ob ein Referendum zustande kommt. Sonst hat man eigentlich zu wenig Zeit gehabt, um die ganzen Prozesse durchzuziehen. Weiter ist es eben wichtig, dass der Regierungsrat bei der Bestimmung der Abstimmungstage auf die Verfahrensdauer Rücksicht nimmt. An der bisherigen ausschliesslichen Zuständigkeit des Regierungsrats bezüglich der Festsetzung der Abstimmungstermine ändert der Vorschlag der SAK nichts. Einzig würde die Regierung verpflichtet, bei einem Entscheid eben auch die Verfahrensdauer für die Erstellung der Abstimmungserläuterungen mitzuberücksichtigen. Die SAK hat diesen Antrag mit 14 Ja, 0 Enthaltungen und 1 Gegenstimme übernommen.
Ein zweiter Themenkomplex der SAK ist der Beschwerdeweg. Dort sind wir auch wieder beim Artikel 54 PRG. Der bisher geltende Artikel äussert sich schon zur Zuständigkeit, welche beim Grossen Rat liegt gemäss Absatz 1 und zum Inhalt sowie den Möglichkeiten von Initiativ- und Referendumskomitees gemäss den Absätzen 2 und 3. Die SAK schlägt jetzt bei Artikel 54 einen neuen Absatz 4 vor. Neu müssten die Abstimmungserläuterungen in den kantonalen Amtsblättern veröffentlicht werden. Konkret würde im Amtsblatt der Titel und ein Internetlink zum Text des Geschäfts publiziert. Das ist übrigens in Artikel 124 PRG auch schon bei den Referendumsvorlagen vorgesehen. Gleichzeitig würde der volle Wortlaut der Erläuterungen selbstverständlich im Internet allen zugänglich gemacht.

Eine solche Regelung ist rechtlich klar zulässig und nach Ansicht der SAK vor allem sehr dienlich, weil damit die Transparenz der Vorlage erhöht wird. Weiter gilt nach kantonalem Publikationsgesetz mit der amtlichen Veröffentlichung der betreffende Inhalt als bekannt.
Die Regelung von Artikel 165 PRG knüpft daran an. Mit der Amtsblattpublikation würde die Beschwerdefrist für Abstimmungserläuterungen zu laufen anfangen. Darauf komme ich später zurück. Das mit der Fristauslösung ist übrigens ein Grund, weshalb Ihnen die SAK diese Neuerungen vorschlägt. Im Moment beginnt die Beschwerdefrist gegen Abstimmungserläuterungen nämlich je nach Person und Konstellation unterschiedlich und vor allem meistens erst sehr spät vor der Abstimmung – mit der Zustellung des Abstimmungsmaterials an die Stimmberechtigten oder ausnahmsweise früher, zum Beispiel für Angehörige eines Referendumskomitees – zu laufen. Allfällige Mängel können so kaum vor dem Urnengang behoben werden, was sehr unbefriedigend ist. Mit dem Vorschlag der SAK würde der Fristbeginn neu nicht nur klarer bestimmt, sondern dieser würde viel früher anfangen – eben mit der Amtsblattpublikation. Zusätzlich wäre er für alle gleich, was ebenfalls zu begrüssen ist. Vor allem aber könnten allfällige Mängel – weil die Beschwerdefrist eben früher anfängt – schon frühzeitig vor der Abstimmung gerügt und möglicherweise sogar behoben werden. Damit wird das Vertrauen in die Abstimmungen insgesamt gestärkt. Wichtig ist noch der Hinweis, dass man diesen Neuerungen mit der Amtsblattpublikation auch für sich allein zustimmen kann, weil sie nur schon wegen der grösseren Transparenz einen Mehrwert darstellen. Die SAK hat dem eigentlich mehrheitlich zugestimmt mit 9 Ja, 3 Enthaltungen und 3 Gegenstimmen.
Weiter zu Artikel 162 PRG: Der bisherige Artikel 162 PRG regelt die Beschwerdemöglichkeiten im Bereich der politischen Rechte. Absatz 1 bestimmt, zu welchen Sachen eine Einsprache möglich ist – zu Wahlen, Abstimmungen Stimmberechtigung und Unvereinbarkeiten. Und Absatz 2 legt fest, dass gegen Akte des Grossen Rates und des Regierungsrats innerkantonal keine Beschwerde möglich ist. In diesem Fällen ist eigentlich nur der Weg an das Bundesgericht möglich. Die SAK schlägt Ihnen jetzt mit Artikel 162 Absatz 2 einen neuen Satz vor. Damit würde der Beschwerdeweg bei Abstimmungserläuterungen klar, genau und transparent im Gesetz ausgewiesen. Aus Gründen der Transparenz und Rechtssicherheit sollte deshalb eine Klärung erfolgen und im PRG genau aufgeführt werden. Das heisst unter Angabe von Beschwerdefrist, -instanz und so weiter bestehen Beschwerdemöglichkeiten in solchen Angelegenheiten innert 30 Tagen. Die Angaben entsprechen auch genau den Punkten für eine Rechtsmittelbelehrung. Der Kanton Graubünden hat dies bereits in seiner Gesetzgebung integriert. Er verzichtet zudem wie der Bund und die meisten anderen Kantone darauf, in den Erläuterungen selber eine Rechtsmittelbelehrung anzubringen. Das sei sachgerecht, weil sonst der Eindruck entstehen könnte, man büsse von vornherein etwas an Glaubwürdigkeit ein. Der Vorschlag der SAK, den Beschwerdeweg bei Abstimmungserläuterungen neu im Gesetz festzuhalten, ist übrigens klar zulässig. Dies, weil der Vorschlag lediglich geltendes Bundesrecht im kantonalen Recht wiedergibt. Selbstverständlich hat das Bundesrecht klar Vorrang. Damit bleibt auch die Rechtsetzungskompetenz des Bundes gewahrt. Vor allem aber stellt der Vorschlag der SAK einen Mehrwert dar, weil der Beschwerdeweg transparent im Gesetz aufgezeigt wird. Für Behördenstellen – Kantonsverwaltung und SAK – ist dies eindeutig ein Mehrwert, der eigentlich im Interesse aller liegt. Der Antrag der SAK ist in der Kommission intensiv diskutiert worden. Wir haben ihn mit 14 Ja, 0 Enthaltungen und 1 Gegenstimme beschlossen.
Nun komme ich noch zu Artikel 165 PRG: Eine Vorbemerkung. Die vorgesehene Änderung knüpft an die Amtsblattpublikation an, welche mit Artikel 54 vorgeschlagen wird. Wäre dies nicht der Fall, würden die Änderungen von Artikel 165 an und für sich obsolet. Zum Inhalt: In Artikel 165 geht es vor allem um die Beschwerdefristen im Bereich der politischen Rechte. Die bisherigen Absätze 1 bis 3 erwähnen aber nur die Fristen von kantonsinternen Beschwerden. Neu würde mit Fristbeginn für Beschwerden an das Bundesgericht gegen Abstimmungserläuterungen Bundesrecht gelten.
Nach den Artikeln 44 und 100 des Bundesgesetzes über das Bundesgericht (Bundesgerichtsgesetz, BGG) soll an diesen Vorgaben des Bundesrechts nicht gerüttelt werden. Was heisst jetzt aber «nach Eröffnung» oder «Mitteilung»? – Auch darauf liefert das Bundesrecht eine Antwort. Demnach gilt als ausreichende Eröffnung… *(Der Vizepräsident bringt dem Redner ein Glas Wasser.)* Danke! Es handelt sich um einen etwas schwierigen Text. … als ausreichende Eröffnung, wenn zum einen die klassische, individuelle Papier-Zustellung erfolgt, aber als eröffnet gilt es auch, wenn die Zustellung auf dem elektronischen Weg und vor allem auch im Amtsblatt erfolgt. Das Bundesrecht lässt somit auch die Veröffentlichung in einem amtlichen Blatt als schriftliche Eröffnung zu. Zusammen mit dem Vorschlag der SAK zur Amtsblattpublikation der Abstimmungserläuterungen würde mit dem Vorschlag eigentlich auch Klarheit bei der Fristenauslösung geschaffen. Das heisst, die Frist für Beschwerden gegen Abstimmungserläuterungen würde neu also mit der Amtsblattpublikation zu laufen beginnen.

Der Fristbeginn wäre damit neu auch für alle gleich und würde zudem viel früher erfolgen – und nicht wie heute in zum Teil völlig unterschiedlichen Konstellationen und meist zu spät. Die SAK hat diesen Vorschlag diskutiert und ist mit 15 Ja, 0 Enthaltungen und 0 Gegenstimmen der Meinung, dieser müsse neu ins Gesetz aufgenommen werden können.
Wir haben noch weitere Punkte diskutiert und zwar geht es dabei auch um das Thema Wahlvorschläge und damit darum, dass künftige Kandidierende ausdrücklich bestätigen müssen, dass sie zur Wahl antreten. Es handelt sich um Artikel 66 ff. Es geht vor allem darum, verhindern zu können, dass Personen ohne ihr Wissen auf eine Liste gesetzt werden. Hierzu liegen bereits Anträge vor, die wir in der Debatte behandeln werden.
Weiter haben wir auch noch über die moderate Fristenverlängerung diskutiert. Wir möchten Ihnen ebenfalls vorschlagen, dass die Fristen von Volksinitiativen, bis diese zur Abstimmung kommen, um weitere drei Monate verlängert werden. Dies war ein kurzer Überblick über die relativ juristischen Formulierungen. Die SAK beantragt Ihnen, auf diese Vorlage einzutreten und hofft, dass die von ihr darin gestellten Anträge von Ihnen getragen und unterstützt werden. Somit gebe ich zurück.

Präsident. Ist das Eintreten unbestritten? – Das ist der Fall. Es gibt keine Wortmeldungen Grundsatzdebatte. Wir gehen direkt zur Detailberatung über.

Detailberatung

I., Ingress
Angenommen

Art. 5 Abs. 1
Angenommen

Art. 6 Abs. 2
Angenommen

Art. 13 Abs. 1
Angenommen

Art. 13 Abs. 2

Antrag Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA)
Le bureau électoral ou ~~les employés communaux~~ le personnel communal collaborant à cette tâche en vertu de l'article 37a, alinéa 1 examinent la validité de la carte de légitimation. S'ils doutent que le nom qui y figure corresponde à celui de la personne qui la présente, ils exigent la présentation d'une pièce d'identité.

Präsident. Zu Artikel 13 Absatz 2 liegt auf der Antragsliste ein Antrag von Grossrätin Riesen vor. Sie begründet diesen gleich, und danach werden wir darüber befinden. Grossrätin Riesen, Sie haben das Wort.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Cet amendement est important puisqu'il témoigne de la difficulté d'être un canton bilingue avec des textes législatifs dans les deux langues. En effet, je propose une modification uniquement de la version française de la loi et non de la version allemande qui ne pose absolument pas de problème à mon sens. Je propose donc une modification de la version francophone car le terme utilisé dans le modèle qui vous est soumis ne respecte pas la règle d'usage de rédaction égalitaire dans le cadre des textes législatifs. Il s'agit d'une erreur rédactionnelle que j'avais déjà mentionnée en juin et on m'a demandé de le rapporter ici devant vous. Ma proposition vise donc uniquement à respecter le langage épicène dans la rédaction.
Le problème ici est que le terme «employés communaux» tel que proposé ne fait référence qu'à des employés de sexe masculin. Il ne prend pas en compte que l'employé puisse aussi être une femme. Cette façon de rédiger des textes de loi est dépassée depuis bientôt vingt ans. Aujourd'hui c'est la norme de faire attention à une écriture juste et égalitaire; c'est le principe du langage dit épicène. L'amendement de la version allemande que vous avez reçu n'a jamais été demandé et est à mon avis inutile. Il s'agit seulement de corriger la version française, cet oubli qui concerne l'égalité des sexes dans

l'utilisation du mot «employé» et de mettre plutôt «personnel communal» qui est un terme plus correct et aussi plus élégant. Cette remarque concerne donc aussi le prochain amendement du point suivant.

Präsident. Gut, Grossrätin Riesen hat erklärt, dass in der französischen Fassung nicht dasselbe steht wie in der deutschen Fassung. Laut der Redaktionskommission könne dies entsprechend ihrem Antrag geändert werden. Ist dies richtig? – Kann mich der Kommissionssprecher in dieser Annahme bestätigen? Bitte melden Sie sich rasch an.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Jawohl, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, wir haben heute über Mittag kurz darüber diskutiert. Es handelt sich nur um eine redaktionelle Änderung im französischen Text, die eigentlich keine Auswirkungen auf den deutschen Text hat. Deshalb würden wir diesem Vorgehen zustimmen.

Präsident. Gibt es Wortmeldungen? – Wenn nicht, kommen wir direkt zur Ausmehrung. Wer dem Antrag Riesen auf redaktionelle Änderung zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 13 Abs. 2, Art. 17 Abs. 1; Antrag Riesen, Sonceboz-Sombeval [PSA] gegen Antrag SAK [Aebi, Hellsau] / Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	139
Nein	0
Enthalten	1

Präsident. Sie haben diesem Antrag mit 139 Ja-Stimmen zugestimmt bei 0 Nein-Stimmen und 1 Enthaltung.
Sowohl bei Artikel 13 als auch bei Artikel 17 Absatz 1 handelt es sich um dieselbe Änderung. Ich nehme an, mit Ihrem Ja zum Antrag zu Artikel 13 haben Sie auch den Antrag zu Artikel 17 bejaht. Ich sehe keine Wortmeldungen. Dann ist dies so genehmigt.

Art. 13 Abs. 3
Angenommen

Art. 23 Abs. 3
Angenommen

Art. 37a (neu)
Angenommen

Art. 41 Abs. 1

Antrag SAK-Mehrheit
Der Regierungsrat setzt die Wahl- und Abstimmungstage fest und nimmt dabei Rücksicht auf die Verfahrensdauer für die Erstellung der Abstimmungserläuterungen.

Präsident. Hier liegt ein Antrag der SAK vor. Wünscht der Kommissionssprecher das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wünscht jemand aus dem Rat das Wort? Wünscht der Staatsschreiber das Wort? – Ich gebe dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Sie ersehen aus der Fahne, dass der Regierungsrat eine Differenz geschaffen hat. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, von der von der Kommission vorgeschlagenen Änderung abzusehen. Aus Sicht des Regierungsrats ist die Ergänzung des Artikels 41 PRG nicht notwendig. Eigentlich ist es heute eine Selbstverständlichkeit, dass der Regierungsrat bei der Festsetzung der Abstimmungstermine die ganze Situation beurteilt; er nimmt auf ganz verschiedene Dinge Rücksicht. Selbstverständlich nimmt er darauf Rücksicht, wie lange es dauert, bis die Abstimmungserläuterungen erstellt sind. Dies ist ein Prozess. An diesem beteiligt sind die Verwaltung, die Fach-

direktion und das Kommunikationsamt sowie der SAK-Ausschuss. Dies muss koordiniert werden, darauf nimmt man Rücksicht. Der Regierungsrat nimmt darauf Rücksicht, wie lange man braucht, um die Sache zu drucken. Er nimmt auf die im Prozess involvierten Gemeinden Rücksicht; er nimmt darauf Rücksicht, ob Ferien sind oder ob irgendwelche Bundesabstimmungen stattfinden. Bei der Festsetzung des Abstimmungstermins muss man vieles erwägen. Selbst Dinge, wie viel Zeit die Verpackungsstelle benötigt, müssen berücksichtigt werden. Es ist nicht sinnvoll, jetzt einen einzelnen Aspekt, der Jahre lang klar war und nie ein Problem darstellte, auf Gesetzesstufe zu verankern, indem man sagt, der Regierungsrat müsse auf den Erstellungsprozess der Abstimmungserläuterungen Rücksicht nehmen. Eine solche Gesetzgebung ist nicht notwendig. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, davon abzusehen und den Text so zu belassen, wie er heute ist.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über den Antrag SAK-Mehrheit gegen den Antrag Regierungsrat – geltendes Recht. Wer dem Antrag SAK zustimmt, stimmt Ja, wer dem Antrag Regierungsrat zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 41 Abs. 1; Antrag SAK-Mehrheit [Aebi, Hellsau] gegen Antrag Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Antrag SAK-Mehrheit	
Ja	98
Nein	36
Enthalten	10

Präsident. Sie haben dem Antrag SAK zugestimmt mit 98 Ja- gegen 36 Nein-Stimmen bei 10 Enthaltungen.

Art. 42 Abs. 1
Angenommen

Art. 42 Abs. 3 (neu)
Angenommen

Art. 45 Abs. 2 (neu)

Antrag Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP)
Bei Mehrheitswahlen ist die Verwendung von ausseramtlichen Wahlzetteln zulässig. Der Grosse Rat regelt die Einzelheiten durch Dekret.

Präsident. Zu Artikel 45 Absatz 2 (neu) liegt ein Antrag vor. Ich gebe der Antragstellerin, Grossrätin Amstutz, das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Bei Mehrheitswahlen ist die Verwendung von ausseramtlichen Wahlzetteln zulässig. Der Grosse Rat soll in einem Dekret die Details regeln. Bis 2010 war dies bereits Praxis. Dies ist also nicht neu, und man kennt die Praxis sowie die Regelungen, wie sie bis 2010 ohne Probleme galten. Dies hat den Vorteil, dass bei Mehrheitswahlen gleich wie bei den Verhältniswahlen vorgedruckte Wahlzettel vorliegen. Kantonale Wahlen sind nicht ganz einfach. Grossratskandidatinnen und -kandidaten können kumuliert werden; Regierungsratskandidatinnen und -kandidaten nicht. Zum Teil sind waren sogar Grossratskandidaten auf den Listen des Regierungsrat zu finden. Dies führt also zu mehr ungültigen Stimmen. Kantonale Wahlen sollen für die Stimmberechtigten möglichst einfach gestaltet werden. Deshalb soll es möglich sein, die Wahl zu haben, um entweder den vorgedruckten Wahlzettel in die Urne zu geben oder den leeren Zettel auszufüllen und so Stimmen abzugeben.
Ich war bei der ersten Lesung betreffend den ersten Teil in der SAK und hatte es damals bereits kurz erläutert. Danach war ich nicht mehr in der SAK tätig, und deshalb konnte ich den Antrag auch nicht mehr vorher einreichen. Ich möchte beliebt machen, diesem Antrag zuzustimmen oder allenfalls, dass die Kommission dies zurücknimmt zwecks Beratung hinsichtlich der zweiten Lesung.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Während der letzten Legislatur diskutierten wir tatsächlich in der alten Konstellation der SAK diesen Antrag mündlich. Der jetzt gestellte Antrag ging erst heute Morgen ein, und wir waren innerhalb der SAK nicht in der Lage, Ihnen eine Empfehlung abzugeben. Wir empfehlen Ihnen, dass wir diesen Antrag zurück in die Kommission nehmen und auf die zweite Lesung hin die Meinung der SAK kundtun.

Präsident. Für die grüne Fraktion wünscht Grossrat Grupp das Wort.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Damit wären wir nicht einverstanden. Von grüner Seite finden wir, es gebe schon sonst genug Papierkrieg rund um Wahlen. Vielleicht führt dies zu mehr Klarheit, aber natürlich ist die Beeinflussung durch die vorgedruckten Wahlzettel grösser. Deshalb erachten wir dies nicht für notwendig. Würde der Entscheid des Rats allerdings auf Rückweisung an die SAK hinsichtlich der zweiten Lesung lauten, könnten wir diesem so folgen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Natürlich ist die EVP auch nicht mit diesem Antrag einverstanden. Kurz ein Blick zurück in die Geschichte. 2007 fällte der Grosse Rat diesen Entscheid, wonach bei den Regierungsratswahlen keine ausseramtlichen Wahlzettel mehr beigelegt werden sollen. Bei den letzten drei Regierungsratswahlen – 2010, 2014 und 2018 – wurde dies angewendet. Es wird immer wieder gesagt, Majorzwahlen seien Persönlichkeitswahlen. Dazu gibt es verschiedene Ansichten. Der Antrag, wie er jetzt aber von der SVP oder von Ihnen, Madeleine Amstutz, gestellt wird, zeigt, dass Sie der Behauptung, wie sie im Zusammenhang mit Majorzwahlen immer wieder kommt, nicht ganz trauen. Wenn es Persönlichkeitswahlen sind, dann ist die jetzige Lösung, wonach nämlich die Staatskanzlei dem amtlichen Wahlzettel einen Zettel beilegt, auf welchem genau steht, welche Personen wählbar sind, sowie zusätzlich, welche Personen bisherig sind. In diesem Fall kann ich das Argument der Persönlichkeitswahlen zu drei Vierteln stehen lassen. Wenn Sie mit diesem Antrag kommen, zeigen Sie, dass Sie dieser Argumentation selber nicht trauen. Denn es ist völlig klar: Mit ausseramtlichen Wahlzetteln, mit welchen man Pakete schnüren kann, was zu Werbezwecken ohnehin gemacht wird, festigt man die Machtposition der grösseren Parteien. Deshalb bitte ich Sie, den Grossen Rat: Bitte bleiben Sie bei dem, was wir vor elf Jahren beschlossen haben und was nun dreimal erfolgreich in der Praxis umgesetzt wurde. Dies, damit wir ein wenig näher bei den Persönlichkeitswahlen sind, als wenn mit ausseramtlichen Wahlzetteln Pakete geschnürt werden. Jene, welche mehr Geld investieren können oder prozporzmässig grösser sind, können sich einen zusätzlichen Vorteil verschaffen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Gullotti das Wort.

Hervé Gullotii, Tramelan (SP). Le groupe socialiste rejette aussi la proposition d'amendement de notre collègue Amstutz. En effet, on la trouve trop contraignante comme l'a dit mon préopinant. Je pense que c'est important de laisser le choix à l'électrice et à l'électeur et au lecteur qui votent aussi pour des personnes avant de voter d'une manière partisane. Donc je soutiens le renvoi de ce point à la commission.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Wir konnten nicht richtig diskutieren. Ich möchte zuerst dem SAK-Sprecher für die Ausführungen danken, die er zu Beginn gemacht hat. Diese haben uns doch einen Überblick gegeben. Die FDP begrüsst, dass es die SAK nochmals zurücknehmen will, aber ich spüre auch einen gewissen Widerstand gegen eine Unterstützung der Rücknahme. Die FDP begrüsst, wie gesagt, dass man nochmals ernsthaft darüber diskutiert. Sollte die Rückweisung nicht zustande kommen, werden wir dem Antrag der SVP Unterstützung geben.

Vania Kohli, Bern (BDP). Bei uns ist es gerade umgekehrt. Eigentlich möchten wir diesen Antrag nicht unterstützen, wir können aber mit einer Rückweisung an die SAK leben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Die glp schliesst sich der Vorrednerin an. Wir wären nicht für diesen Antrag, könnten aber ebenfalls mit einer Rückweisung an die Kommission leben.

Präsident. Ich gebe dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat hat sich noch nicht zu diesem Antrag positionieren können, weil er der Kommission nicht vorlag. Insofern beschränke ich mich darauf, ein paar Fakten zu liefern sowie Informationen zum Verfahren. Man kann es immer zurückweisen und nochmals in der Kommission diskutieren. Dies ist sicher keine schlechte Variante. Allerdings würde in dieser Grundsatzfrage ein Entscheid im Rahmen dieser Vorlage mit einem Kommissionsentscheid ohne Vernehmlassung, ohne Einbezug der Parteien und ohne Einbezug der Gemeinden etwas übers Knie gebrochen. Ich bin überzeugt, dass es Gemeinden gibt, die dies keine gute Idee finden. Die Stadt Bern will beispielsweise in Zukunft bei Wahlen maschinenlesebare Wahlzettel haben, damit diese mit der Maschine genau eingelesen werden können. Dies ist mit einem ausseramtlichen Wahlzettel nicht machbar. E-Voting ist nicht mit einem ausseramtlichen Wahlzettel kompatibel. Zur Anzahl der ungültigen Stimmen, die in den letzten Jahren zugenommen hätten, wie behauptet worden ist: Wir haben heute Morgen noch erhoben, wie sich dies seit dem Wechsel verändert hat. Die Zahl hat nicht zugenommen; es gab keine Zunahme der ungültigen Stimmen. Die Leute sind durchaus in der Lage, auch mit den amtlichen Wahlzetteln Majorzwahlen durchzuführen. Insofern hätte der Regierungsrat sicher nichts dagegen, sollte nochmals in der Kommission darüber diskutiert werden, aber er hätte sehr grosse Vorbehalte dagegen, wenn dies hier und jetzt übers Knie gebrochen würde.

Präsident. Es liegt ein Antrag des Kommissionssprechers auf Rücknahme an die Kommission vor. Wir befinden zuerst darüber ab, ob man diesen Antrag in die Kommission zurücknehmen will. Wer der Meinung ist, dass man diese Frage auf die zweite Lesung hin nochmals in der Kommission besprechen soll, soll dies mit Ja beantworten, wer dagegen ist, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 45 Abs. 2; Antrag SAK [Aebi, Hellsau]; Rückweisung an die Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	123
Nein	22
Enthalten	2

Präsident. Mit 123 Ja- gegen 22 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen haben Sie die Rückweisung in die Kommission beschlossen. Wir fahren weiter.

Art. 47 Abs. 2, Art. 48 Abs. 3, Art. 49 Abs. 2
Angenommen

Art. 54 Abs. 4 (neu)

Antrag SAK-Mehrheit (Aebi, Hellsau)
Nach Verabschiedung der Abstimmungserläuterungen durch das zuständige Organ des Grossen Rates veröffentlicht dessen Sekretariat den Titel der Abstimmungserläuterungen in den kantonalen Amtsblättern und macht gleichzeitig den vollen Wortlaut der Abstimmungserläuterungen im Internet öffentlich zugänglich.

Präsident. Zu Artikel 54 Absatz 4 (neu) liegt Antrag der Kommission vor. Wünscht der Kommissionssprecher das Wort? – Der Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, hat das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Hier geht es um die Amtsblatt-Publikation. Wir sind seitens der SAK der Meinung, die Transparenz der Vorlage würde eindeutig erhöht und man hätte damit – auch für die Wähler – einen Mehrwert sowie insbesondere auch Auswirkungen auf die Artikel 162 und 165 PRG. Deshalb beantragen wir einstimmig, diesen Artikel so abzuändern.

Präsident. Es gibt keine Fraktionssprecher, also gebe ich dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich bitte Sie wirklich eindringlich: Entscheiden Sie dies jetzt nicht. Weisen Sie dies zumindest an die Kommission zurück. Sie würden etwas entscheiden, was der Kanton

Bern gar nicht so regeln kann. Dieser Artikel hat einen Zusammenhang mit dem noch folgenden Artikel 165 PRG. Dieser ist mit demselben Atemzug gekommen. Die Idee, welche dahintersteckt, wäre gewesen – wie es Markus Aebi gesagt hat –, Klarheit darin zu schaffen, wie man Beschwerde führen kann, wenn man nicht mit den Abstimmungserläuterungen einverstanden ist. Ich muss Ihnen aber sagen, dass der Kanton nicht regeln kann, wann die Beschwerdefrist zu laufen beginnt und wie lange diese dauert. Dies wird im Bundesrecht geregelt. Das BGG regelt im Verfahren, wann die Beschwerdefrist zu laufen beginnt und wie lange diese ist. Der Bundesgesetzgeber, der Bundesrat, hat gerade eben, am 18. Juni, einen neuen Entwurf für das BGG vorgelegt und diesen verabschiedet. Darin heisst es, dass die Beschwerdefrist fünf Tage beträgt. Würden Sie dann im Artikel 165 PRG dreissig Tage festschreiben, wäre es seitens des Kantons schon mal falsch geregelt. Man müsste es gleich wieder ändern, weil die Frist fünf Tage beträgt.
Zweitens schreibt das Bundesrecht, dass diese Frist zu laufen beginnt «mit Entdeckung der Unregelmässigkeit». Die Frist beginnt also dann zu laufen, wenn ein Bürger oder eine Bürgerin eine Unregelmässigkeit entdeckt. Es ist das Bundesgericht, welches dies auslegt. Es ist das Bundesgericht, welches im Einzelfall beurteilt, wann die Frist zu laufen begonnen hat. Es ist ein Trugschluss zu meinen, wenn etwas im Internet oder in Form eines Textes veröffentlicht ist, die Frist beginne damit zu laufen. Es kommt immer auf den Einzelfall an. Vielleicht sind die Abstimmungserläuterungen am Tag X im Internet veröffentlicht, während zwei Wochen später irgendeine Information, ein neuer Sachverhalt, bekannt wird, sodass man erst dann bemerkt, dass die Abstimmungserläuterungen gar nicht stimmen. Dies, weil man erst danach merkt, dass Zahlen falsch sind. Die Frist beginnt selbstverständlich erst dann zu laufen. Dies muss aber das Bundesgericht im Einzelfall festlegen.
Deshalb ist es wirklich nicht klug, in einem kantonalen Gesetz das Verfahren vor Bundesgericht zu legiferieren. Der Artikel, über welchen ich jetzt spreche, bildet eben das erste Puzzleteil dieser Legiferierung. Dies, indem man dort hineinschreibt, man solle den Titel der Abstimmungserläuterungen im Amtsblatt veröffentlichen – mit der Idee Amtsblatt gleich Beginn Beschwerdefrist. Der Bund hat in seinem Bundesrecht auch geregelt, dass man die Abstimmungserläuterungen nicht bloss in Form eines Büchleins publiziert, sondern dass man diese auch im Internet veröffentlicht. Dies ist eine gute Idee, diese kann man ins Gesetz schreiben. Im Kanton Bern ist es gar nicht nötig, denn die Abstimmungserläuterungen werden schon seit Langem Wochen vor dem Urnengang im Internet veröffentlicht. Dies geschieht schon heute, man muss es nicht regeln. Nicht sinnvoll wäre es hingegen, in das Gesetz zu schreiben, man müsse es im Amtsblatt publizieren mit der Idee, es beginne dann eine Beschwerdefrist zu laufen. Der Regierungsrat bittet Sie beziehungsweise stellt den Antrag, dies nicht so zu regeln, das heisst, diesen Artikel nicht so zu ergänzen, oder, sofern Sie nicht überzeugt sind, zumindest eine Rückweisung an die Kommission vorzunehmen. So könnte es die Kommission nochmals anschauen und darüber diskutieren.

Präsident. Der Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, wünscht nochmals das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Der Staatsschreiber bezieht sich vor allem auf die Möglichkeit, in Artikel 162 und 165 solche Regelunge aufzunehmen und die Bundesgesetzgebung dort abzubilden. Ich muss Ihnen aber sagen, dass in Artikel 54 die Veröffentlichung via Amtsblatt und Internet auch für sich alleine stehen und auch für sich alleine einen Mehrwert für das Volk bieten kann. Deshalb bitte ich Sie darum, dem SAK-Antrag so zuzustimmen.

Präsident. Es liegt ein Antrag auf Rücknahme an die Kommission vor, gestellt vom Staatsschreiber. Wir stimmen zuerst über diesen ab. Wer Artikel 54 Absatz 4 an die Kommission zurückweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 54 Abs. 4; Antrag Staatsschreiber auf Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	139
Nein	7
Enthalten	3

Präsident. Mit 139 Stimmen gegen 7 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen haben Sie auch diesen Artikel an die Kommission zurückgewiesen.

Art. 66 Abs. 5 (neu)

Antrag Grüne (Grupp, Biel/Bienne)
Jede vorgeschlagene Person ~~muss bestätigen,~~ bestätigt mit Unterschrift, dass sie die Wählbarkeitsvoraussetzungen (Art. 56) erfüllt und den Wahlvorschlag annimmt.
Fehlt die Bestätigung, so wird ihr Name gestrichen.

Präsident. Wir fahren weiter und kommen zu Artikel 66 Absatz 5 (neu). Hierzu liegt ein Antrag Grüne/Grupp vor. Ich gebe dem Sprecher der grünen Fraktion, Grossrat Grupp, das Wort.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Wir haben diesen Antrag zu Artikel 66 Absatz 5 mit der Idee eingereicht, einerseits grössere Klarheit zu schaffen, andererseits eine Vereinfachung. Dies, indem man sagt, dass die vorgeschlagenen Personen eigenhändig unterschreiben. Damit weiss man erstens, dass diese denn auch tatsächlich kandidieren wollen. Zweitens erklären sie damit auch noch, dass sie von den Wählbarkeitsvoraussetzungen Kenntnis genommen haben und diese erfüllen. Dies wäre der so eingepackte Satz, wie wir diesen vorgeschlagen haben. Danke, wenn Sie dem folgen oder zumindest ermöglichen, dass wir es zur weiteren Beratung an die Kommission zurückgeben. Der Ablauf ist noch nicht ganz klar. Sie erinnern sich, dass es gerade bei den letzten Grossratswahlen ein ziemliches Hin und Her gab. Wahlkampfleiterinnen und Wahlkampfleiter mussten im letzten Moment entsprechenden Bestätigungen nachrennen. Dies war ein ziemlich hoher Aufwand. Wir sind der Meinung, wir könnten so einen Schritt in Richtung Vereinfachung machen.

Präsident. Herr Grupp, haben Sie den Antrag auf Rückweisung an die Kommission gestellt? – Der Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, wünscht das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Gerne nehme ich auch dazu kurz Stellung. Wahrscheinlich haben Sie bei der ersten Beurteilung festgestellt, dass der Unterschied nicht wahnsinnig gross ist. Wir haben heute Mittag auch in der SAK darüber diskutiert. Der Artikel, welcher geändert werden soll, hat einen kleinen Pferdefuss. Dies betrifft vor allem, dass die Bestätigung vor den Wahlen vorliegen muss, sodass man das Amt denn auch ausüben kann. Wenn Sie Mitarbeiter des Kantons sind, erfüllen Sie diese Bedingungen nicht. Mit der ursprünglichen Variante können Sie als Kantonsangestellter kandidieren, und sollten Sie gewählt werden, können Sie als Kantonsangestellter zurücktreten, um das Grossratsamt gleichwohl auszuüben. Wir haben darüber diskutiert, und die SAK stellt den Antrag, diesen Artikel in die Kommission zurückzunehmen, um diesen eingehend zu diskutieren und in der zweiten Lesung nochmals zu behandeln.

Präsident. Ich gebe dem Fraktionssprecher der EVP das Wort. – Nein, er verzichtet. Ich gebe dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Zuerst möchte ich mich bei diesem Artikel bei der SAK bedanken, dass sie ein Anliegen aufgenommen hat, das wir kurzfristig nicht im Rahmen der Vorlage bringen konnten, weil es erst bei den letzten Wahlen aufkam. Es wurde nämlich jemand auf eine Liste geschrieben, der gar nicht kandidieren wollte. Insofern ein Danke an die SAK, dass sie dies aufgenommen hat. Der Regierungsrat würde es in der jetzigen Situation begrüssen, dies nochmals in der Kommission anzuschauen. Eigentlich hatten wir in der Kommission nach der Diskussion gesagt, man solle besser sagen «Jede vorgeschlagene Person bestätigt», das heisst nicht durch Unterschrift, damit man offen lassen kann, ob eine E-Mail reicht oder ob es eine Unterschrift braucht oder nicht. Mit der Formulierung des Antrags Grupp würde dies – mit der Unterschrift – enger gefasst, sodass man E-Mails wiederum nicht zulassen würde. Vielleicht sollte man diesen Prozess nochmals anschauen. Auch die zweite Ergänzung, die Selbstdeklaration, wonach man die Wählbarkeitsvoraussetzungen erfüllt, wäre eine andere Variante gegenüber jener der letzten Wahlen. Damals mussten die Parteien die Stimmrechtsbescheinigungen einholen. Diese Variante ist vielleicht machbar. Weil aber eine zweite Lesung stattfindet, wäre es, so glaube ich, richtig, dies in der Kommission nochmals durchzudenken.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über die Rückweisung an die Kommission. Wer auch diesen Artikel an die Kommission zurückweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 66 Abs. 5; Antrag SAK [Aebi, Hellsau] auf Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	143
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diesen Artikel mit 143 Ja-Stimmen in die Kommission zurückgeschickt, bei 0 Gegenstimmen und 0 Enthaltungen.

Art. 69
Angenommen

Art. 73 Abs. 1
Angenommen

Art. 79 Abs. 2 *(betrifft nur den französischen Text)*
Angenommen

Art. 73 Abs. 3, Art. 101 Abs. 2 und Art. 109 Abs. 1
Angenommen

Art. 109 Abs. 2 und 3 (neu)
Angenommen

Art. 110 Abs. 2
Angenommen

Art. 111 Abs. 1
Angenommen

Art. 111 Abs. 1a (neu)
Angenommen

Art. 111 Abs. 2 (Aufhebung)
Angenommen

Art. 121 Abs. 1
Angenommen

Art. 121 Abs. 1a (neu)
Angenommen

Art. 121 Abs. 2
Angenommen

Art. 149 Abs. 2
Angenommen

Art. 150 Abs. 1
Angenommen

Art. 151, Randtitel
Angenommen

Art. 151 Abs. 1

Antrag Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP) / Haas, Bern (FDP) / Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP) / Schwarz, Adelboden (EDU)
…~~oder die vorberatende Kommission~~ ...

Präsident. Zu Artikel 151 Absatz 1 liegt ein Antrag SVP/FDP/BDP/EDU vor. Ich gebe dem Antragsteller, Grossrat Haas, das Wort. Bitte melden Sie sich rasch für die Rednerliste an.

Adrian Haas, Bern (FDP). Hier geht es um die Frage, ob die vorberatende Kommission erwähnt werden soll. Dies betrifft sowohl Artikel 151 als auch Artikel 152. Nach KV muss der Grosse Rat entscheiden, ob er einen Gegenvorschlag erarbeiten will oder nicht. Die Kommission kann dies grundsätzlich nicht beschliessen. Ich verweise auf Artikel 60 der Staatsverfassung. Hinzu kommt, dass es gewisse Sanktionen gibt, wenn man die Frist nicht einhält. Dies entspricht dem heutigen Artikel 153 PRG. Diesen finden Sie nicht auf der Fahne, weil er nicht revidiert wird. In diesem steht: «Hat der Grosse Rat zum Zeitpunkt des Fristablaufs *seinen* Beschluss über die Initiative und einen allfälligen Gegenvorschlag noch nicht gefasst, so ordnet der Regierungsrat die Volksabstimmung über die Initiative an.» Daran sehen Sie, dass das geltende Recht und der jetzige Vorschlag, mit welchem der Artikel 153 nicht abgeändert wird, davon ausgehen, dass ein Grossratsbeschluss vorliegen muss mit Bezug auf die Frist. Deshalb ist es hier nicht korrekt zu schreiben, die Kommission beschliesse. Aus diesem Grund, weil dies nicht korrekt ist, bitte ich Sie, diesen Begriff zu streichen. Dies ist nicht von grosser politischer Bedeutung, aber es muss so sein.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Adrian Haas hat absolut recht darin, dass die Kommission selber nicht solche Sachen entscheiden kann. Dieser Artikel ist aber auch nicht so gemeint; es bezieht sich allein auf die Fristverlängerung und nicht auf den Entscheid. Wir haben heute über diesen Artikel diskutiert und schlagen Ihnen vor, diesen in die Kommission zurückzunehmen und so anzupassen, dass er der KV entspricht.

Präsident. Wünscht der Staatsschreiber das Wort? – Herr Staatsschreiber, Sie haben das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Es kann nicht schaden, wenn die Kommission dies nochmals anschaut. In der Sache teile ich die Auffassung von Adrian Haas nicht. Es tut mir leid, wenn dies juristisch etwas spitzfindig ist. Es liegt ein Missverständnis vor. Der Entscheid, dem Volk einen Gegenvorschlag vorzulegen, muss selbstverständlich vom Grossen Rat getroffen werden. Keine Kommission kann diesen Entscheid treffen. Deshalb geht es darum, zu entscheiden, wann sich die Frist verlängert. Man hat es bei der «Spitalstandort-Initiative» gesehen: Es kann Fälle geben, wo der Regierungsrat sagt, er mache keinen Gegenvorschlag zu einer Gesetzesinitiative. Die Kommission sagt vielleicht, dies überzeuge sie nicht, weil man es politisch nicht durchbringe. Wenn aber ein Gegenvorschlag erarbeitet wird, zum Beispiel indem der Regierungsrat damit beauftragt wird oder die Kommission diesen selber erarbeitet, braucht es Zeit. Dies kann man in sechs Monaten nicht machen. Wenn die Kommission einen Gegenvorschlag erarbeitet oder vom Regierungsrat einen solchen erarbeiten lässt, dann sind die sechs Monate abgelaufen, bis der Grosse Rat als Plenum entscheiden muss, ob er den Gegenvorschlag dem Volk vorlegen will oder nicht, beziehungsweise ob er dem Volk einen anderen Gegenvorschlag vorlegen will. Die Frist ist dann bereits abgelaufen, sodass bereits die Guillotine-Regelung zur Anwendung käme. Deshalb ist die Idee des Artikels die Folgende: Wenn man merkt, dass es länger dauert, weil die Kommission einen Gegenvorschlag möchte, verlängert sich die Frist, damit die benötigte Zeit vorhanden ist. Es ist sicher auch gut möglich, dies in der Kommission nochmals gut zu überdenken.

Präsident. Wir stimmen darüber ab, ob wir diesen Artikel an die Kommission zurückweisen. Ich nehme an, dass wir zugleich über den Artikel 152 Absatz 1 abstimmen. Oder beraten wir diesen noch, Grossrat Haas? Es geht um beide Artikel. Wir stimmen vorerst über Artikel 151 und die Rückweisung an die Kommission ab. Wer dem zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 151 Abs. 1; Antrag SAK [Aebi, Hellsau] auf Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	145
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Sie haben zugestimmt mit 145 Ja-Stimmen gegen 1 Nein-Stimme bei 0 Enthaltungen.

Art. 152 Abs. 1

Antrag Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP) / Haas, Bern (FDP) / Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP) / Schwarz, Adelboden (EDU)
…~~oder die vorberatende Kommission~~ ...

Präsident. Zu Artikel 152 Absatz 1 liegt ebenfalls ein Antrag SVP/FDP/BDP/EDU vor. Es geht um dasselbe. Wünscht der Antragsteller, Grossrat Haas, das Wort? – Wünscht sonst jemand das Wort? Der Kommissionssprecher oder der Staatsschreiber? – Gut. Wir befinden darüber, den Artikel 152 Absatz 1 ebenfalls an die Kommission zurückzuweisen. Wer auch diesen Artikel an die Kommission zurückweisen will, bezeuge dies mit Ja, wer dies ablehnt, mit Nein.

Abstimmung (Art. 152 Abs. 1; Antrag SAK [Aebi, Hellsau] auf Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	147
Nein	1
Enthalten	0

Präsident. Mit 147 Ja-Stimmen bei 1 Gegenstimme haben Sie auch diesen Artikel an die Kommission zurückgewiesen.

Gemeinsame Beratung von Art. 162 Abs. 2 und Art. 165 Abs. 4 (neu)

Art. 162 Abs. 2

Antrag FDP (Reinhard, Thun)
Rückweisungsantrag: Art. 162 Abs. 2 ist an die Kommission zurückzuweisen, mit der Auflage abzuklären, ob mit der von der Kommission vorgeschlagenen Formulierung tatsächlich eine Klärung der Fristensituation erfolgt, zumal hierfür eigentlich das Bundesrecht massgebend ist.

Art. 165 Abs. 4 (neu)

Antrag FDP (Reinhard, Thun)
Art. 165 Abs. 4 ist an die Kommission zurückzuweisen, mit der Auflage abzuklären, ob mit der von der Kommission vorgeschlagenen Formulierung tatsächlich eine Klärung der Fristensituation erfolgt, zumal hierfür eigentlich das Bundesrecht massgebend ist.

Präsident. Zu Artikel 162 Absatz 2 liegt ein Rückweisungsantrag der FDP vor. Ich gebe dem Sprecher der FDP, Grossrat Reinhard, das Wort.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Zu Artikel 54 hat der Staatsschreiber eigentlich klar gesagt, dass man diesen nochmals an die Kommission zurückgeben sollte. Diesen Antrag stelle ich auch. Bei Artikel 54 hat er in seiner Begründung eigentlich immer Bezug auf die Artikel 162 und 165 genommen. Die Mehrheit der FDP ist auch der Meinung, das Bundesrecht gebe die Regelung vor und hier bestünden teilweise Widersprüche. Da wir bereits so viele Artikel an die Kommission zurückgewiesen haben, beantragen wir, auch Artikel 162 Absatz 2 und Artikel 165 Absatz 4 an die Kommission zurückzugeben.

Präsident. Ich gebe dem Kommissionssprecher, Grossrat Aebi, das Wort.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Kommissionssprecher der SAK. Ich nehme auch hier kurz Stellung. Wir haben dies besprochen. Die Wiedergabe von Bundesrecht im kantonalen Recht ist absolut unproblematisch. Sonst wäre nämlich der jetzige Artikel 162 unzulässig. Der Vorschlag der SAK dient einzig und allein dazu, Transparenz zu schaffen. Dieser ist ohne Weiteres vereinbar. Wir haben seitens der SAK heute Mittag über diesen Artikel diskutiert. Wir sind der Meinung, dass wir diesen durchaus zurücknehmen können und stellen entsprechend Antrag, diesen zurückzunehmen, um nochmals darüber zu gehen, damit der Vorschlag für die nächste Lesung denn auch der Haltung der SAK-Mitglieder entspricht.

Präsident. Wünscht der Staatsschreiber das Wort? – Er verzichtet. Wir befinden also direkt über die Rückweisungsanträge zu Artikel 162 Absatz 2 und Artikel 165 Absatz 4. Wir bestritten, dass wir in einer Abstimmung darüber befinden? – Dies scheint nicht der Fall zu sein.
Dann stimmen wir gemeinsam bei beiden Artikeln über deren Rückweisung an die Kommission ab. Wer für die Rückweisung an die Kommission ist, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 162 Abs. 2 und Art. 165 Abs. 4; Anträge FDP [Reinhard, Thun] auf Rückweisung an Kommission)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	145
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben auch diese zwei Artikel zurück an die Kommission geschickt mit 145 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Titel nach Art. 172 (neu)
Art. T1-1 (neu)
Angenommen

II., III., IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen im Rahmen der ersten Lesung? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Wünscht jemand vor der Schlussabstimmung das Wort? – Der Kommissionssprecher verzichtet. Wünscht der Staatsschreiber noch das Wort? – Auch er verzichtet. Somit kommen wir zur Gesamtabstimmung in erster Lesung. Wer diesem Gesetz, wie wir es beraten haben, zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Gesamtabstimmung 1. Lesung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	142
Nein	0
Enthalten	2

Präsident. Sie haben diesem Gesetz in erster Lesung mit 142 Ja-Stimmen zugestimmt, bei 0 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.

Geschäft 2015.STA.23717

«Transparenz jetzt! Offenlegung der Politikfinanzierung» Bericht des Regierungsrates zur Umsetzung der Motion 299-2015 SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 4. Der Ordnungsantrag dazu kam durch, sodass wir hier eine freie Debatte führen. «‹Transparenz jetzt! Offenlegung der Politikfinanzierung› Bericht des Regierungsrates zur Umsetzung der Motion 299-2015 SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)». Die SAK hat diesen Bericht vorberaten. Wir werden je einen Sprecher der Kommissionsmehrheit und der Kommissionsminderheit hören. Für die Kommissionsmehrheit gebe ich dem Sprecher der SAK das Wort. Ich bitte ihn, sich anzumelden. Grossrat Schilt, Sie haben das Wort.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Marti, Bern) – Nr. 1
Der Regierungsrat ist aufgefordert, Offenlegungsregeln für Beiträge ab Fr. 10 000.— für die Politikfinanzierung (Zuwendungen an Parteien sowie für Abstimmungs- und Wahlkampagnen) auszuarbeiten und dem Grossen Rat vorzulegen.

Planungserklärung glp (Köpfli, Bern) – Nr. 1a
Der Regierungsrat ist aufgefordert, Offenlegungsregeln für Beiträge ab Fr. 10 000.— für die Politikfinanzierung (Zuwendungen an Parteien sowie für Abstimmungs- und Wahlkampagnen) auszuarbeiten und dem Grossen Rat vorzulegen. Werden Arbeitnehmer/-innen von ihren Arbeitgeber/-innen für die politische Arbeit freigestellt, gilt der Lohn für diese Zeit als Politikfinanzierung.

Planungserklärung SP-JUSO-PSA (Marti, Bern) – Nr. 2
Anonyme Zuwendungen sind zu verbieten.

Walter Schilt, Utzigen (SVP), Sprecher der SAK-Mehrheit. Am 23.11.2016 wurde die Motion «Transparenz jetzt! [...]» *(M 299-2015)* in ein Postulat umgewandelt und mit 85 zu 64 Stimmen an den Regierungsrat überwiesen. Wir haben den vom Regierungsrat am 16. Mai 2018 abgegebenen Bericht in der SAK beraten und auch die Gründe diskutiert, weshalb der Regierungsrat dazu gekommen ist, eine ablehnende Haltung einzunehmen. Ein Grund ist, dass auf eidgenössischer Ebene im Jahr 2017 eine «Transparenz-Initiative» eingereicht wurde und das eidgenössische Volk in den nächsten Jahren darüber abstimmen wird. Dadurch stünde die Überarbeitung des bernischen Modells gleich wieder an.
Der Kanton könnte sich beim Erlass der eigenen Vorschriften an der hängigen eidgenössischen Initiative orientieren. Weiter schreibt der Regierungsrat, es bestünde dahingehend ein Vorbehalt, inwieweit der Kanton überhaupt befugt sei, Vorschriften betreffend nationale Wahl- und Abstimmungskampagnen zu erlassen. Weiter sieht er in seiner Studie die schier unmögliche Umsetzung hinsichtlich des weit gefassten Adressatenkreises, auch bezüglich der grossen Umgehungsmöglichkeiten, der Komplexität und des unverhältnismässig hohen Verwaltungsaufwands bis hin zur fast unlösbaren Überprüfbarkeit. Diese Regelung wäre ein tiefer Einschnitt in das politische System, und vor allem

seien auch die entstehenden Vollzugskosten sowie die zusätzlichen Personalressourcen nicht zu unterschätzen. Letztlich stünde bei allen regulatorischen Lösungen der gesetzgeberische Aufwand in einem ungünstigen Verhältnis zum allgemeinen Aufwand. Insgesamt erachtet der Regierungsrat den ganzen Aufwand griffiger Offenlegungspflichten als höher als den erwarteten Vorteil. Die Kommissionsmehrheit der SAK hat denn einer Kenntnisnahme des Berichts des Regierungsrats zugestimmt.

Präsident. Ich gebe dem Sprecher der Kommissionsminderheit, Grossrat Graf, das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP), Sprecher der Kommissionsminderheit der SAK. Die Minderheit der Kommission lehnt die Kenntnisnahme ab und möchte, dass weitergearbeitet wird. Wir haben das Privileg, in einer Demokratie zu leben. Die Übersetzung ins Deutsche von Demokratie lautet Volksherrschaft. Wir wollen aber auch, dass diese Demokratie funktioniert und nicht zur blossen Etikette verkommt. Welches sind die wichtigsten Voraussetzungen für eine funktionierende Demokratie? – Zwei Pfeiler sind elementar: der erste die freie Willensbildung, der zweite die freie und geschützte Willensäusserung und -übertragung. In die Sicherung der geheimen, manipulationsfreien Willensübertragung investieren wir zu Recht viel Geld. Geringste Zweifel führen zu Unsicherheiten, zu Fehlentwicklungen, letztlich zu Staatsverdrossenheit.
Im nächsten Traktandum wird darüber debattiert werden, ob wir wiederholt respektable Summen einsetzen wollen, damit eine relativ kleine Gruppe ihren Willen bequemer äussern kann. Dieses Geld reut mich überhaupt nicht; es sind Demokratiekosten, die für das System sehr wichtig sind. Der Return on Investment ist gegeben. Der zweite Pfeiler, meine geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ist aber ebenso wichtig. Auch für die Willensbildung müssen Regeln eingehalten werden. Zu Recht gehen wir davon aus, dass der mündige, urteilsfähige und informierte Bürger beziehungsweise die Bürgerin unser Staatswesen via Wahlen und Abstimmungen lenkt. Dazu braucht es aber Transparenz. Die emanzipierte Bürgerin will wissen, wer wie viel Geld investiert wird – in Parteien, Kampagnen, in Politikerinnen und Politiker. Denn in der Politik ist es nicht anders als in der Wirtschaft: Geldgeber wollen Resultate sehen. Ihre Investitionen sind nicht ohne Absichten. Aus diesem Grund ist es wichtig, dass gewichtige Geldströme offengelegt werden und die Absender bekannt sind. Die Argumentation der Regierung ist aus Sicht der Minderheit nicht schlüssig. Einmal mehr wird in einem demokratiepolitisch wichtigen Punkt auf Zeit gespielt, und die notwendigen Arbeiten werden nicht angepackt. Der wichtige Kanton Bern darf hier ruhig eigenständig legiferieren. Was in der Bundesabstimmung herauskommt, spielt keine Rolle. Wie andere Kantone auch, kann der Kanton Bern dies regeln.
Eine kleine Überlegung meinerseits vom gestrigen Nachmittag: Gestern habe ich einen Cervelat zum Zvieri gegessen und danach den Stimmzettel für die nächsten Abstimmungen ausgefüllt. *(Heiterkeit)* Beim Cervelat kann ich aufs Milligramm genau die Zusammensetzung nachvollziehen, weil dort eine Deklarationspflicht besteht. Bei den Abstimmungsparolen weiss ich hingegen nicht, wer wie viel in die Kampagne investiert hat, welche Interessen dahinterstecken. Das frustriert. Hier ist zu handeln, die Dunkelkammer ist endlich auszuleuchten! Der aufgeklärte Mensch lebt nicht vom Cervelat allein. *(Heiterkeit)*

Präsident. Zu diesem Bericht liegen drei Planungserklärungen vor. Ich gebe den Antragstellern das Wort, zuerst für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Der Bericht der Regierung gestützt auf das überwiesene Postulat für eine transparente Parteienfinanzierung ist sehr enttäuschend und unbegreiflich. Die Mehrheit des Grossen Rats hatte bekundet, dass Handlungsbedarf besteht und die Regierung die Transparenz offen anpacken soll. Was tut die Regierung? – Rein gar nichts! Sie sucht nach Ausflüchten statt nach Möglichkeiten, die Transparenz zu verbessern. Dies können wir seitens der SP-Fraktion nicht akzeptieren. Wir fordern mit dieser Planungserklärung, dass für Beträge ab 10 000 Franken Offenlegungsregeln auszuarbeiten sind, und zwar für Beiträge an Parteien sowie für Abstimmungs- und für Wahlkampagnen. Anonyme Zuwendungen sind zu verbieten. Dies entspricht der zweiten Planungserklärung, welche natürlich im Zusammenhang mit der ersten zu verstehen ist.
Die Schweiz hat bei der Transparenz einen grossen Nachholbedarf. Sie steht international in der Kritik; sie hat von der Staatengruppe gegen Korruption «Group of States against Corruption (Greco)» beziehungsweise vom Europarat, bei welchem wir Mitglied sind, bereits zum fünften Mal die Note «ungenügend» erhalten. Die Greco hält die Schweiz dringend an, Gesetze für die Transparenz der Politikfinanzierung zu erlassen. Dies gilt gleichermassen für den Bund und die Kantone. Einige der Kantone haben es bereits angepackt. Es wäre schön, der Kanton Bern wäre nicht das Schlusslicht

und würde nicht solange zuwarten, bis er dann als letzter Kanton eine Regelung hat.
Auf das Argument, welches ich vom befürwortenden Kommissionssprecher gehört habe, wonach es gar nicht möglich, nicht machbar sei, möchte ich ganz klar entgegnen: Es gibt andere Staaten und Kantone, die es können. Weshalb sollten wir es nicht können? Ganz und gar nicht geht, dass sich Bund und Kantone diese Aufgabe gegenseitig zuweisen, also diese abschütteln. Der Bund sagt, dies sei föderalistisch zu regeln; der Kanton sagt, man warte auf den Bund. Dies geht gar nicht! Bund und Kantone haben beide für Offenlegungsregeln zu sorgen, und zwar schnell. Die renitente Haltung von Bund und Kanton in dieser Frage führt dazu, dass wir auf Bundesebene umso vehementer für die «Transparenz-Initiative» kämpfen werden. Wenn ich «wir» sage, dann ist dies längstens nicht mehr nur die SP. Auch die Grünen sind dabei sowie die BDP und die EVP. Sie alle sind Mitinitianten wie viele andere Organisationen auch. Wir kämpfen hier gemeinsam.
Zuwendungen für Kampagnen und Parteien sind übrigens nichts Schlechtes. Wir alle überweisen unseren Parteien ab und zu Geld – 50 Franken, 100 Franken. Das ist absolut normal und okay. Aber sobald es eben grosse Zuwendungen sind, sind sie massgebliche Einflüsse auf die Meinung der Stimmbevölkerung. Mit hohen Geldbeträgen kann man Kampagnen und somit auch die Resultate beeinflussen. Wir wollen die grossen Beiträge nicht einmal verhindern, wir wollen aber, dass sie der Stimm- und Wahlbevölkerung offengelegt werden müssen. Dies ist eine Frage der Demokratie, eine Frage der Fairness und der Glaubwürdigkeit unseres Staats und unserer demokratischen Instrumente. Deshalb bitte ich Sie, diese Planungserklärung zu unterstützen.
Ich nehme zugleich Stellung zur Planungserklärung der glp: Wir unterstützen auch die Planungserklärung der glp, aber... Jetzt folgt leider das Aber: Meine Abklärungen haben ergeben, dass unsere Planungserklärung mehr Stimmen machen wird als deren. Deshalb werden wir an der unseren festhalten. Wir möchten aber betonen, dass wir den von der glp gemachten Zusatz eigentlich gut finden, sodass wir diesen im Prinzip unterstützen würden.

Michael Köpfli, Bern (glp). Wenn es in Ordnung ist, verbinde ich mein Votum mit dem Fraktionsvotum. Wir waren grundsätzlich gegen eine freie Debatte, weil in der Begründung für die freie Debatte gesagt wurde, es handle sich primär um ein Thema auf nationaler Ebene, und ein Alleingang des Kantons Bern sei zwar möglich, aber wahrscheinlich schwierig umzusetzen. Dies, weil gerade die Abgrenzung zwischen nationaler und kantonaler Parteienfinanzierungen schwierig ist. Denn wir sind alles Parteien, die auf beiden Ebenen aktiv sind, auch im Kanton Bern. Grundsätzlich unterstützen wir die Bestrebungen hin zu mehr Transparenz, sind aber sicher für grosszügige Freibeträge und vor allem gegen eine staatliche Parteienfinanzierung. Wir sind deshalb nicht Mitglied des Initiativkomitees auf nationaler Ebene. Wenn würden wir eher ein System bevorzugen, welches auf Anreize statt auf eine Pflicht setzt, beispielsweise indem man sagt, Fraktionsbeiträge, welche vom Kanton oder eben auch vom Bund ausgerichtet werden, sollen nur an Parteien ausbezahlt werden, welche ihre Finanzen offenlegen. Dies wäre ein Anreiz, welcher unserem liberalen Staat gerecht würde und die Wahl am Schluss den Parteien überliesse. Auch bei der ganzen Frage um die Abstimmungskampagnen ist es nicht so einfach, diese abzugrenzen. Ich nenne eine Beispiel: Es wird vielleicht bald einmal zu einer Abstimmung über das Jagdgesetz kommen. Was ist denn, wenn Pro Natura während dieser Zeit eine Kampagne zum Schutz des Luchses oder des Wolfs lanciert oder der Jägerverband eine Imagekampagne für die Jagd? – Ist dies dann eine Kampagnenfinanzierung oder eine Imagekampagne dieser Verbände? Ich glaube, eine Abgrenzung wäre bei Kampagnen extrem schwierig.
Nichtsdestotrotz sind wir bereit, mit unserer ergänzenden Planungserklärung eine Debatte darüber zu ermöglichen. Wie die Lösung im Kanton Bern denn genau aussehen wird, darüber wird man noch diskutieren müssen. Soweit kommt es ziemlich sicher erst nach der nationalen Abstimmung. Wenn man die Parteien dazu verpflichtete, ihre Finanzen offenzulegen, wäre es für uns aber zentral, dass dies zwingend auch gelten müsste, wenn beispielsweise eine Person hier drin auf Arbeitszeit Politik macht. Es kann sein, dass jemand zum Beispiel für einen privaten Arbeitgeber oder auch für eine Gewerkschaft oder einen Wirtschaftsverband tätig ist und für die Zeit hier drin freigestellt wird. Der Lohn für diese Zeit, während der er oder sie – für 30 oder 40 Prozent – freigestellt wird, ist nichts anderes als eine Politikfinanzierung. Ich würde sogar so weit gehen und sagen, dass es wahrscheinlich so ist, dass diese Person eher in einer Abhängigkeit vom Arbeitgeber ist, als wenn eine Unternehmung oder ein Verband beispielsweise nur einen Geldbetrag überweist. Für mich ist es zwingend, dass solch ein Fall offengelegt würde. Dies ist auch eine der grossen Schwächen der nationalen Initiative, die dergleichen nicht berücksichtigt. Deshalb unsere ergänzende Planungserklärung. Zur Mehrheitsfähigkeit kann ich nur sagen: Wenn diese so ergänzt wird, dann wird zumindest ein Teil der glp dieses Anliegen unterstützen. Ohne diese Ergänzung lehnen wir es klar ab. Dann wäre es weiterhin

so, dass Gewerkschaften oder Verbände Leute indirekt finanzieren könnten, ohne dass dies der Offenlegungspflicht unterläge, direkte Spenden hingegen schon. Damit würde die Intransparenz eher noch erhöht.

Präsident. Ich würde dann die Planungserklärungen 1 und 1a bei der Abstimmung einander gegenüberstellen. Dies, weil sie im ersten Teil identisch sind. Entweder man will den Zusatz, oder man will ihn nicht. So wissen es die Fraktionssprecher gleich von vornherein. Für die EVP-Fraktion hat Grossrat Löffel das Wort.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Wer etwas zu verstecken hat, insbesondere, wenn es um hohe Beträge geht: Hier sind wir uns wohl darin einig, dass wir in dieser Diskussion nicht über irgendwelche kleinen Spenden oder Kollekten sprechen, sondern über grosse Beträge. Die SP hat dies in ihrer Planungserklärung ausgedeutscht. Wer bei so hohen Beträgen etwas zu verstecken hat, setzt sich dem Verdacht aus, Dreck am Stecken zu haben. Politik zeichnet sich nicht gerade dadurch aus, dass wir in der Bevölkerung ein wahnsinnig grosses Vertrauen geniesst. Es gibt eine Volksweisheit, welche besagt, Transparenz schaffe Vertrauen. Hier können wir ein wenig Transparenz in der Politik schaffen, um damit etwas des seitens der Bevölkerung bitter benötigten Vertrauens zurückzugewinnen. Für die EVP ist klar, dass wir den Bericht so nicht zur Kenntnis nehmen. Dies, weil wir finden, dass der Kanton Bern – nebst anderen Kantonen, welche jetzt bereits aktiv geworden sind – sagen soll: Doch, grosse Beträge, welche in Politkampagnen oder direkt an die Parteien fliessen, sollen transparent offengelegt werden.
Als ich über diese Thematik nachdachte, wurde mir noch etwas bewusst. Die Hauptargumentation für die ablehnende Haltung im Bericht ist jene, dass es zu einem viel zu hohen Aufwand käme, um alles zu kontrollieren und zu organisieren. Ich habe Folgendes bemerkt: Von welchem Menschenbild gehen wir denn eigentlich in der Politik aus, auch wenn wir hier drin diskutieren? – Wenn das Gesetz sagt, Zuwendungen an politische Parteien, an Kampagnen, welche 10 000 Franken oder mehr betragen, werden offengelegt – wie dies auch immer im Detail aussehen mag, das ist eine andere Frage –, dann gehe ich eigentlich davon aus, dass es grundsätzlich so gemacht wird, wenn das Gesetz oder die gesetzliche Grundlage, welche es denn auch sein mag, so fordert. Ich gehe doch davon aus, dass eigentlich die meisten Leute, die sich hier drin befinden, in ihrer Partei oder ihren Strukturen so ehrlich sind, wenn solche Vorgaben bestehen, sich grundsätzlich daran zu halten. Es hat mich beinahe etwas erschüttert, als ich mir dies konkret vorstellte: Wir alle wissen es, seitens der Parteisekretariate wüsste man es, wenn es so beschlossen würde: 10 000 Stutz und mehr werden einfach deklariert! Wenn wir dieser Argumentation folgen, wonach es ein riesiger Aufwand wäre, dies zu kontrollieren, so gingen wir implizit davon aus, dass unsere Parteien, wenn grosse Beiträge flössen, so unehrlich wären, sich nicht daran zu halten. Von der EVP kann ich sagen, dass mir seit den dreissig Jahren, während derer ich aktiv bin, nicht bekannt ist, dass wir irgendwann einmal einen Betrag zugeschoben erhalten haben, der annähernd in diese Richtung gegangen wäre. Bei uns ist es so, dass fast schon die Korken des alkoholfreien Spritzmosts knallen, wenn ein vierstelliger Betrag eintrifft. *(Heiterkeit)* 10 000 Stutz, dies hat uns noch nie annähernd betroffen. Deshalb dünkt mich diese Grenze sehr hoch.
Selbstverständlich unterstützten wir die Planungserklärung, wobei wir eben von so viel Ehrlichkeit ausgehen können und von der Transparenz, dass deklariert wird. Deshalb bitte ich Sie, den Bericht nicht wie von der Minderheit gefordert zur Kenntnis zu nehmen. Eigentlich fand ich den Verweis auf die nationale Abstimmung im ersten Moment auch richtig. Es wäre irgendwie dumm, wenn wir hier selber etwas in Gang setzten. Ich gehe aber davon aus, dass diese Abstimmung bald einmal stattfinden wird. Natürlich kann man auch genau umgekehrt argumentieren. Verschiedene Kantone fordern eine solche Transparenz auf kantonaler Ebene. Wenn wir jetzt sagen, wir wollten diese auch, dann könnten wir der eidgenössischen Abstimmung ein Stück weit Schub verleihen, wobei wir sagen würden, dass wir uns bei der Umsetzung an die eidgenössische Lösung anlehnten, sollte das Volk Ja dazu sagen. Man kann es auch von dieser Seite anschauen.
Deshalb bitte ich Sie: Verweigern Sie die Kenntnisnahme bei diesem Bericht und sagen Sie, dass wir die Umsetzung wollen, sodass eine minimale Transparenz bei grossen Beträgen in Zukunft auch im Kanton Bern gelten soll. Die EVP unterstützt also die ersten zwei Planungserklärungen. Ich hoffe, dass die glp, sollte sie mit der ihren unterliegen, trotzdem mithilft. Immerhin wäre es ein Teilschritt in Richtung Transparenz, wenn die Spenden so deklariert würden. Beim dritten Punkt – hier habe ich mich noch versichert – geht es um diese 10 000 Franken und nicht um jede anonyme Kollekte von 20 Franken. Deshalb können wir diesen so auch unterstützen.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (SVP). Dans son rapport, le Conseil-exécutif a très bien présenté les enjeux relatifs à la mise en œuvre des propositions du PS-JS-PSA «Financement des partis: faire la transparence». Il évoque principalement les véritables difficultés qu'engendrerait une nouvelle législation cantonale sur la transparence en matière de financement de partis dans le contexte actuel. Des raisons que le Conseil-exécutif évoque, le groupe UDC en retient trois – les plus significatives – qui plaident pour une prise de connaissance du rapport sans les déclarations de planification. Tout d'abord il est évident que même une mise en œuvre modérée et partielle de la Motion Marti induirait des coûts considérables pour notre canton. Songeant ici au volume de travail engendré par la nécessité du contrôle des comptes de campagne… *(Der Präsident unterbricht die Rednerin kurz aufgrund eines technischen Problems bei der Simultandolmetschung.)* Est-ce que cela fonctionne? – Oui, parfait. Alors, je reprends. Songeant ici au volume de travail engendré par la nécessité de contrôler des comptes de campagne et la liste des donateurs des 2111 candidates et candidats aux élections du Grand Conseil du 25 mars 2018. Ensuite, une initiative sur la transparence au niveau fédéral en 2017. Le Conseil fédéral la rejette. Les chambres fédérales devront se prononcer sur cette initiative. Peut-être décideront-elles d'élaborer un contre-projet. Le peuple et les cantons devront également se prononcer. Si l'initiative ou un éventuel contre-projet devaient être acceptés, notre canton devrait rapidement modifier une législation sur le même objet que notre Grand Conseil aurait préparé et adopté peu auparavant; cela évidemment si notre Grand Conseil acceptait aujourd'hui les déclarations de planification Marti et pvl. Uniquement de ce point de vue, accepter ces déclarations nous semblerait parfaitement inopportun. Finalement, le Conseil-exécutif a raison de dire que soumettre à des contrôles un grand nombre d'actrices et d'acteurs de la vie politique de notre pays qui ne sont pas directement membres d'un parti dans le but de rendre la transparence complète et crédible représenterait – je cite –«une profonde entaille dans le système politique».
Puisque le débat est libre, permettez-moi d'ajouter quelques réflexions de fond largement partagées au sein de notre groupe parlementaire. Jamais dans l'immédiat après-guerre et même jusque dans les années 1960 la gauche modérée et démocratique de notre pays n'aurait accepté que soient rendus publics les dons versés aux partis politiques. Pourquoi cette réticence justifiée? Les pays européens venaient d'échapper aux griffes de l'abject totalitarisme nazi qui avait scandaleusement répudié toute idée de sphère privée et supprimé la plupart des libertés individuelles. La population, mais aussi les élites politiques démocratiques de notre pays savaient aussi que le totalitarisme communiste piétinait les libertés individuelles et la sphère privée presque de la même manière que le nazisme. Tous les démocrates de cette époque avaient conscience qu'il n'y a pas de libertés individuelles sans respect substantiel de la sphère privée. Aujourd'hui la majorité des habitants de notre pays et même de nombreux membres des autorités politiques ne font plus le lien entre la pérennité de la démocratie libérale et le respect de la sphère privée. La pédagogie de catastrophe ne déploie malheureusement plus ses effets. C'est pour cette raison de fond que s'abat sur nos sociétés cette frénésie d'exigences de transparence dans bientôt tous les domaines de la vie. Il faut bien voir que la transparence absolue du financement des partis politiques implique que la société connaisse le nom de toutes les donatrices et de tous les donateurs de partis politiques et des associations qui lancent des initiatives ou des référendums. Cette traçabilité permet évidemment à chacune et à chacun de connaître les préférences politiques mais aussi philosophiques voire religieuses des personnes, ce qui est malsain dans un régime démocratique. Ne l'oublions pas: la démocratie et les libertés individuelles ne peuvent être pérennisées qu'accompagnées d'importants écrans protecteurs dont le respect de la sphère privée, le pluralisme des idées, le secret bancaire, la propriété privée, la libre initiative et l'absence de surveillance électronique excessive figurent au premier rang. Le désir scélérat de tout savoir sur tous pourrait un jour nous conduire là où la majorité d'entre nous ne désire pas aller – vers l'émergence d'un nouveau totalitarisme en verticaux et latéraux. Pour cette raison, le groupe UDC rejette les déclarations de planification et prendra connaissance du rapport à condition que les déclarations de planification ne soient pas acceptées.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Fisli das Wort.

Karin Fisli, Meikirch (SP). Die Kantone Tessin, Genf und Neuenburg können es; auch diverse Nachbarländer und andere europäische Länder haben es – die Transparenz der Politikfinanzierung. Der Bericht des Regierungsrats hingegen ist niederschmetternd. Man wartet ab, lehnt sich zurück und übernimmt keine Verantwortung. Das ist keine verantwortungsvolle Politik. Abzuwarten, bis auf Bundesebene irgendetwas passiert, dies reicht nicht! Können wir als grosser Kanton Bern uns weiterhin weigern, transparent, ehrlich und offen mit unseren Parteienfinanzierungen, unseren Wahlkampfgeldern

und Abstimmungsunterstützungen umzugehen? – Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist klar anderer Meinung. Wovor hat man denn Angst? Natürlich braucht es ausführliche und fundierte Überlegungen, wie eine Offenlegung im Kanton Bern aussehen könnte, dahingehend, ob dies für alle kantonalen Abstimmungen und Wahlen gelten soll oder nur für die Parteien im Grossen Rat. Das wäre zu diskutieren. Dass man aber nicht einmal darüber nachdenken will, wie so etwas umgesetzt werden könnte, ist himmeltraurig! Die Schweiz und somit auch der Kanton Bern stehen immer wieder international in der Kritik. Ist es nicht an der Zeit, dass der Kanton Bern hier eine Vorreiterrolle einnimmt? – Wir könnten zusammen mit den Kantonen Tessin, Genf und Neuenburg als Vorbilder fungieren, als innovativ und modern gelten. Und wir könnten mit Stolz sagen: Wir *sind* offen, ehrlich und transparent. Wir lassen nicht zu, dass Gelder versteckt werden. In diesem Sinn wird die SP-JUSO-PSA-Fraktion den Bericht des Regierungsrats nur dann zur Kenntnis nehmen, wenn unsere Planungserklärung unterstützt wird.

Jakob Schwarz, Adelboden (SVP). Grundsätzlich hat die EDU-Fraktion gewisse Sympathien für dieses Anliegen. Als sehr kleine Partei, als kleinste hier drin, mit bescheidenen finanziellen Mitteln, wahrscheinlich sogar den geringsten, haben wir nichts zu befürchten und auch nichts zu verstecken. Trotzdem wird unsere Fraktion diesen Bericht zur Kenntnis nehmen und mehrheitlich weitere Massnahmen ablehnen. Der Bericht des Regierungsrats zeigt nämlich sehr gut auf, dass es erhebliche Umsetzungsschwierigkeiten geben würde. Wenn das Ganze nicht zu einer Alibiübung verkommen soll, müsste ein umfassender Deklarations-, Überprüfungs- und Kontrollaufwand betrieben werden. Wir fragen uns, ob dies denn wirklich ein Nutzen für die Wählerinnen und Wähler wäre, wenn sie wüssten, wie die Geldflüsse sind, oder ob eher eine Neiddebatte ausgelöst würde. Wir fragen uns wirklich, ob die Resultate anders ausfielen, wenn die Leute über die Geldflüsse informiert wären. Wir kennen einige Beispiele von Grossratswahlen – ich könnte Ihnen ein paar aus meinem Wahlkreis aufzählen –, wo mit sehr vielen finanziellen Mitteln viele grosse, farbige Inserate geschaltet wurden. Sie müssen nicht das Gefühl haben, die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger seien dumm. Damit sehen sie denn auch, dass sehr viel Geld dahintersteckt. Trotzdem wurde so erfolglos versucht, ein Mandat zu erreichen.
Grossrat Köpfli hat es eigentlich gut aufgezeigt, so wie es auch die Planungserklärungen 1a und 1b. zeigen: Es gibt grosse Abgrenzungs- und Interpretationsschwierigkeiten, dahingehend, was als Beitrag gilt und wer erfasst wird. Wenn wir eine wirklich saubere Kontrolle oder Lösung wollen, dann führt dies zu einem immensen Aufwand.
Vielleicht noch zu Kollege Löffel: Die Welt sieht eben anders aus, als dass sich jeder freiwillig schön daran halten würde. Oder weshalb machen wir denn Geschwindigkeitskontrollen? Weshalb müssen wir Abgastests durchführen? – Er hat sich hier vor ein paar Tagen oder während der letzten Session oder vor einiger Zeit über die Bürokratie im Zusammenhang mit den Stimmrechtsbescheinigungen beschwert: Lieber Ruedi Löffel, für die über 2000 Franken – beziehungsweise sie haben ja keine 2000 Franken – werden wir alle ein Deklarationsformular ausfüllen und aufzeigen, woher jeder Kandidat wie viel erhalten hat. Dies auch dann, wenn er keine 10 000 Franken erhält. Er muss dann deklarieren, dass er nicht 10 000 Franken erhalten hat. Aus diesem Grund lehnt die EDU-Fraktion die Planungserklärungen mehrheitlich ab.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Auch die BDP hatte den Vorstoss, welcher diesem Bericht zugrunde liegt, damals mitunterstützt, und sie steht dahinter, in diesen Fragen aktiv eine Lösung zu fordern. Auf eidgenössischer Ebene setzt sich die BDP aktiv für die «Transparenz-Initiative» ein. Dies haben Sie alle mitgekriegt. Die BDP respektive die Junge BDP ist im Initiativkomitee vertreten. Wir haben bemerkt, dass unsere Basis eigentlich eine Bundeslösung favorisiert. Die BDP anerkennt das gesellschaftspolitische Anliegen, dass man auch bei der Parteienfinanzierung nach mehr Transparenz schreit. Erhöhte Transparenz schafft auch Vertrauen – dies ist von den Rednerinnen und Rednern vor mir bereits gesagt worden – und stärkt somit auch unsere politische Landschaft. Auf eidgenössischer Ebene erfüllen wir mit dieser Forderung denn auch ein Wahlversprechen, welches wir bei den eidgenössischen Wahlen abgegeben haben. Wir haben stets gesagt, dass wir für praktikable und massvolle Lösungen handbieten. Das heisst, wir wollen keine übermässige Bürokratie und unsere Verwaltung auf kantonaler Ebene nicht unnötig beanspruchen, wenn dies aus unserer Optik nicht zwingend notwendig ist. So wenig wie möglich und so viel wie nötig – dies muss das Kredo bei dieser Geschichte sein. Wir möchten auch darauf aufmerksam machen, dass wir bei den ganzen Transparenzfragen das Kind nicht mit dem Bade ausschütten sollten. Parteien- und Kampagnenspenden und -finanzierungen sind in unserem milizdemokratisch organisierten Politsystem ein sehr wichtiger Pfeiler innerhalb unserer politischen Landschaft. Das Milizsystem ist aus unserer Optik ein

sehr zentraler Begriff der Schweizer Politik, und das Milizsystem wollen wir nicht infrage stellen. Dies zum Grundsatz, wie sich die BDP auf eidgenössischer Ebene äussert.
Nun kommen wir zum vorliegenden Bericht und zur Frage, ob wir jetzt unverzüglich im Kanton Bern vorpreschen und mit hohem Aufwand Lösungen zementieren müssen, die vielleicht überholt werden. Der Sprecher der Grünliberalen hat bereits darauf aufmerksam gemacht, dass grosse Abgrenzungsschwierigkeiten zwischen eidgenössischer und kantonaler Politik bestehen. Hier stellen wir jetzt gewisse Differenzen zu denjenigen Parteien fest, die dem Initiativkomitee der «Transparenz-Initiative» angehören. Der Bericht des Regierungsrats zeigt aus unserer Optik doch gleichwohl deutlich auf, wo die Probleme einer rein kantonalen Lösung liegen. Sofern wir uns nicht mit einer Alibiübung zufrieden geben und griffige Regelungen aufstellen wollen, ist eine kantonale Lösung doch recht aufwendig und kompliziert. Ich gebe Ruedi Löffel nicht ganz recht, wenn er sagt, es sei doch selbstverständlich, alle Regeln einzuhalten. Selbstverständlich ist dies selbstverständlich! Lieber Ruedi Löffel, Sie wissen so gut wie ich – auch aus anderen Politkreisen –, dass Gebote und Verbote nur dann griffig und sinnvoll sind, wenn sie ebenfalls von staatlichen Behörden überprüft und kontrolliert werden und dabei entsprechende Sanktionsmassnahmen vorgesehen sind. Dort haben wir eine Differenz, obwohl wir in der Grundsatzfrage keine Differenzen haben.
Aus unserer Optik sollte das Hauptaugenmerk einer Lösung für Transparenzfragen primär einmal auf Bundeseben liegen. Die BDP verschliesst sich schlussendlich einer kantonalen Lösung nicht, eine solche macht aus unserer Sicht jedoch nur dann Sinn, wenn wir grundlegende Mechanismen, auch vonseiten des Bundes vorgegeben oder wenigstens vorgeschlagen erhalten. Der grösste Teil der Parteien, ich glaube fast alle, sind ebenfalls auf Bundesebene vertreten. Wir alle sind eingebettet in ein Parteiensystem, in welchem die Parteien auf Bundesebene aktiv sind. Wenn Sie rein kantonale Regelungen für die Finanzierungen aufstellen, beisst sich das. Deshalb muss die Regelung von oben kommen und erst dann im Kanton Bern vollzogen werden.
Die BDP ist somit der Ansicht, es mache zurzeit keinen Sinn, aktiv in ein Gesetzgebungsverfahren einzusteigen und irgendwelche kantonale Insellösungen zu propagieren, welche sich später als überholt herausstellen. Wir empfehlen, die Abstimmung über die «Transparenz-Initiative» auf Bundesebene abzuwarten. Wir unterstützen diese Initiative und empfehlen diese dem Schweizer Volk auch zur Annahme. Wir nehmen den Bericht zur Kenntnis und lehnen alle Planungserklärungen ab.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Beim dritten Mal kürze ich etwas ab. Wir wissen es ja: In der Schweiz ist jede und jeder ein Sonderfall, auch jeder Kanton ist ein Sonderfall, die Eidgenossenschaft sowieso. Dies führt im vorliegenden Fall dazu, dass die Schweiz weit herum das einzige Land ist, zumindest in Westeuropa, aber noch weit darüber hinaus, das keine Regelung zur Parteien- und Wahlfinanzierung kennt. Dafür werden wir auch immer wieder gerügt. Es ist ein Sonderfall, auf welchen wir nicht stolz sein können. Denn er hat nichts mit Freiheit oder Eigenständigkeit zu tun, sondern vor allem mit der Bevorteilung der Mächtigen und Finanzkräftigen. Zugegeben, an anderen Orten geht es lediglich um Wahlfinanzierungen. Bei uns, wo wir drei Staatsebenen haben und jeweils auch noch Abstimmungen stattfinden, wird es ein bisschen komplizierter. Wer soll jetzt genau offenlegen? – Initiativkomitees müssten genauso offenlegen. Tun sie es denn freiwillig oder staatlich verordnet? Gibt es eine Kontrolle? Wer führt diese aus? Gibt es Sanktionen bei Verstössen? – Es ist klar, ohne einen erheblichen Aufwand wäre es nicht zu machen. Aber wir haben viele andere Gesetze, welche auch Aufwand bedeuten. Die Kantone Neuenburg, Tessin und Genf zeigen, dass es geht. Es geht also nicht um einen Alleingang. Sie zeigen auch, dass man es mit unterschiedlichem Aufwand lösen kann. Die Kantone Freiburg und Schwyz haben es gerade erst in einem Urnengang angenommen; dort kommt die Parteienfinanzierungstransparenz auch zustande.
Die Regierung führt dies alles in diesem Bericht aus. Sie zeigt Verständnis für die Anliegen, lehnt aber weitere Abklärungen und Bearbeitungen ab. Dies bedauern wir von grüner Seite sehr und verstehen es nicht. Natürlich gibt es den Verweis auf die Bundesebene. Dort sind sicher ganz andere Summen im Spiel. Wir wissen auch, dass der Bundesrat in der vorangegangenen Woche die überwiesene Volksinitiative ohne einen Gegenvorschlag weitergeleitet hat. Wir können also nicht auf Vorschläge warten, wie man dergleichen umsetzen könnte. Man könnte aber tatsächlich einmal vorausgehen. Irgendwann wird die eidgenössische Volksabstimmung stattfinden, sodass wir uns dazu werden äussern können. Wir sind dezidiert der Meinung, dieses Anliegen könne man jetzt nicht ad acta legen. Wir nehmen im ablehnenden Sinn von diesem Bericht Kenntnis. Zu den Planungserklärungen kann ich sagen, dass wir grundsätzlich alle drei unterstützen. In der Gegenüberstellung geben wir aber jener der glp den Vorzug.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Ich versuche, mich in meiner Redezeit kurz zu halten, damit wir vielleicht heute noch abstimmen können. Vieles wurde gesagt. Sehr gut gefallen haben mir vor allem die Voten der Kollegen Schwarz und Leuenberger. Die FDP bedankt sich beim Regierungsrat für diesen Bericht und stimmt diesem auch zu.
Die vorliegenden Planungserklärungen lehnen wir ab. Ich möchte sagen, weshalb. Wir sind der Meinung, dies könne nur national gelöst werden. Die Umgehungsmöglichkeiten wären viel zu gross. Bei einer Initiative, wo das Büro, welche diese betreut, in Zürich ist, und Inserate in einer Zeitschrift geschaltet werden, die in Zürich gedruckt wird, während es ein kantonales Thema ist, wird dies schwierig handhabbar. Allerdings habe ich auch die Befürchtung, dass die Diskussion nur noch über das Geld geführt wird und gar nicht über die Themen. Denken Sie daran: Es betrifft nicht nur – wie dies in den Planungserklärungen formuliert ist – politische Parteien. Die Ärztegesellschaft äussert sich beispielsweise auch immer zu politischen Themen. Wäre diese auch betroffen? Umweltverbände und weitere Verbände äussern sich, auch die Kirche äusserst sich manchmal zu politischen Dingen. Diese wären in diesem Fall ebenfalls von den Vorgaben betroffen. Ich teile die Meinung von Kollega Löffel nicht, wonach man es zuerst hier lösen sollte, bevor man es national tut. Ich bin offen gegenüber der nationalen Diskussion. Wenn die Bevölkerung dann Ja dazu sagt, können wir es auf den Kanton Bern herunterbrechen.
Wir werden diese Planungserklärungen, wie gesagt, ablehnen. Was die Planungserklärung 2 betrifft, wonach anonyme Zuwendungen zu verbieten sind, habe ich mir vorhin ein paar Gedanken darüber gemacht, was denn anonyme Zuwendungen sind. Wenn ich Geld überwiesen erhalte, sehe ich, von wem es kommt, ob es anonym ist oder nicht. Wenn mir jemand persönlich Geld übergibt, weiss ich auch, von wem es ist. Wenn jemand Geld in einer Plastiktüte vor meine Haustüre legt, weiss ich nicht, ob es für den Politiker Reinhard oder für die Privatperson Reinhard bestimmt ist, weil vielleicht jemand Mitleid mit mir hat. Das wüsste ich dann nicht. Deshalb habe ich ziemliche Probleme damit, die Planungserklärung 2 betreffend die anonymen Zuwendungen zu verstehen. Ich lerne auch gerne. Wenn Sie mir vielleicht erklären könnten, was anonyme Zuwendungen sind und wie dies ablaufen soll, dann bin ich offen. Wie gesagt, nehmen wir den Bericht zur Kenntnis und lehnen die Planungserklärungen ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Das Wort hat Grossrat Kullmann, EDU.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Ich begründe kurz meine persönliche Meinung. Ich werde den Planungserklärungen zustimmen und mich hier für die Transparenz bei der Parteienfinanzierung einsetzen. 2016 gab es eine Umfrage von Vimentis. Es nahmen über 20 000 Teilnehmerinnen und Teilnehmer daran teil. 44 Prozent sprachen sich dafür aus, dass alle Spenden deklariert werden müssen und weitere 30 Prozent, dass Spenden ab 10 000 Franken deklariert werden müssen. Nur 20 Prozent aus dem Stimmvolk waren dagegen. Ich gehe davon aus, dass wenn die «Transparenz-Initiative» zur Abstimmung kommt, es sich auch in etwa diesem Rahmen bewegen wird und hier ein klarer Auftrag sowie klare Erwartungen seitens der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger vorhanden sind. Man sagt, Geld sei Macht. Vielleicht kann man nicht jede Abstimmung, jede Wahl, kaufen, aber irgendein Einfluss ist vorhanden. Dies wird auch von der politikwissenschaftlichen Forschung nachgewiesen. Dies ist eigentlich keine Frage. Deshalb finde ich, hat das Stimmvolk das Recht, sich darüber zu informieren, wo grössere Beträge fliesen.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Es ist eine Tatsache, dass Geld in der Politik eine wichtige Rolle spielt. Dies sowohl für die Parteienfinanzierung als auch für die Finanzierung der Kampagnen, die den Parteien zu Erfolg verhelfen sollen. Für die Bürgerinnen und Bürger ist es von grosser Bedeutung zu wissen, woher das Geld für die Parteien- und Abstimmungskampagnen kommt. Die Bevölkerung will wissen, wer all diese Plakate finanziert, die während Wahlen und Abstimmungen unsere Bahnhöfe, Felder, Wiesen und Dörfer schmücken. Es ist unser aller Recht, ein Recht, das die Politik auf nationaler, kantonaler und Gemeindeebene respektieren sollte. Wer nichts zu verbergen hat, sollte auch nichts gegen Transparenz in der Parteien- und Kampagnenfinanzierung haben. Seit Jahren werden wir von der Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) und der Greco wegen mangelnder Transparenz in der Parteien- und Kampagnenfinanzierung kritisiert. Greco gab der Schweiz in ihrem letzten Zwischenbericht im August 2018 eine ungenügende Note. Wer sind diese Organisationen denn überhaupt? Sind sie für uns relevant? – Ich glaube schon, und es drängt sich geradezu auf, ihre Kritik ernst zu nehmen. Die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, OECD, organisiert zum Beispiel Wahlbeobachtungen, sie schickt Delegationen in die

Länder, wo Wahlen stattfinden; auch Mitglieder unseres nationalen Parlaments sind jeweils dabei. Ihre Beobachtungen und Einschätzungen haben ein grosses Gewicht und sind weltweit bekannt. Le groupe d'États contre la Corruption, Greco, ist das Gremium des Europarats, dem die Schweiz 2016 beigetreten ist. Die OECD und Greco sind also nicht einfach unbedeutende Organisationen, die uns beobachten. Sie wissen, was in der Schweiz geschieht, und geben zu Recht und fundiert entsprechende Empfehlungen ab.
Natürlich können bei der Umsetzung der Transparenz Probleme auftauchen. Gewisse Leute können mit betrügerischen Methoden versuchen, das Ganze zu umgehen. Diese Ausrede sollte uns aber nicht davon abhalten, die Finanzierung der politischen Parteien und Kampagnen transparent zu machen. Die Erfahrungen werden die Lücken in der Umsetzung dieser Gesetze schliessen. Ausnahmen wird es geben, auch bei solchen, die sich im kriminellen Bereich bewegen. Doch das gibt es wohl bei der Umsetzung vieler anderer Gesetze auch. Die Tatsache, dass man Transparenzregeln umgehen kann, darf nicht ein Grund sein, sie nicht einzuführen. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ich komme zum Schluss Danke vielmals, Herr Präsident. Deshalb werde ich die Planungserklärungen annehmen. Danke für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Als letzter Einzelsprecher hat Grossrat Hess das Wort.

Erich Hess, Bern (SVP). Diese Debatte ist mir ein wenig vorkommen wie im Kindergarten, weil Argumente ins Feld geführt worden sind, die jenseits von Gut und Böse sind. Dies, weil ich davon ausgehe, dass die Leute, die hier drin sitzen, sich in der politischen Landschaft ein bisschen auskennen. Doch diesen Eindruck hat es für mich nicht gemacht. Sie wissen haargenau, dass es nicht so einfach ist, wie Sie es dargelegt haben. Sie wollen einfach wieder einen riesengrossen Bürokratie-Tiger aufbauen, den wir Steuerzahler schlussendlich wieder finanzieren müssen, der aber keinem Steuerzahler irgendetwas bringt. Das bringt auch den Stimmbürgern nichts. Was bringt es Ihnen, wenn Sie ein Jahr oder anderthalb später wissen, nachdem die Verwaltung endlich ausgewertet hat, wie viel Geld welche Kampagne oder welcher Abstimmungskampf erhalten hat? – Ein bis anderthalb Jahre später interessiert dies niemanden mehr. Früher wird es nicht herauskommen. Überall dort, wo sie es eingeführt haben, wird knapp ein Jahr später kommuniziert, wie viel für welche Kampagne investiert wurde. Es ist gleichermassen illusorisch wie der Antrag der SP-JUSO, der anonyme Zuwendungen verbieten will.
Es ist nicht so, wie der FDP-Sprecher gesagt, wonach es nicht möglich wäre. Ich kann anonym Geld am Postschalter einbezahlen, und es kommt sogar an. Theoretisch ist das möglich. Wenn ich den politischen Gegner unterstützen möchte, damit er noch etwas Spendengelder hätte, dann weiss ich, dass ich nie eine anonyme Spende zuhanden der SP machen darf. Sie würde diese wahrscheinlich zurückschicken, wüssten aber einfach nicht an wen. Die SP hat ganz vergessen, dass sie von diesem System am meisten profitiert, weil noch von niemandem eine Offenlegung verlangt worden ist. Sie wird unterstützt von der Unia. In der «Unia-Zeitung» werden riesige Inserate für einzelne Kandidaten oder Abstimmungsvorlagen gemacht. Genau gleich ist es beim Landschaftsschutz und wie diese Verbände alle heissen. Dies alles müsste auch offengelegt werden – jedes einzelne Inserat, das abgedruckt wird! Sprich es ist ein Werbegegenwert, der schlussendlich auch offengelegt werden müsste. Was tue ich schliesslich, wenn jemand für mich Werbung macht, obwohl ich dies gar nicht verlangt hatte? – Es ist jedem freigestellt, im ganzen Kanton Bern ein Flugblatt von mir zu verschicken, um Werbung für mich zu machen. Mit dieser Kampagne stünde ich allenfalls in gar keinem Zusammenhang. Theoretisch ist es schon möglich. Wer soll es offenlegen und wie? – Ich bitte Sie deshalb, ganz klar für die Demokratie zu stimmen und alles klar abzulehnen. Die internationalen Organisationen wie Greco, die hier Druck machen, diese haben alle keine Ahnung, wie basisdemokratisch Demokratie wirklich funktioniert. Deshalb: ganz klar Nein!

Präsident. Wir stimmen morgen Vormittag über dieses Geschäft ab. Es wäre sonst dem Staatsschreiber gegenüber unfair, ihm jetzt das Wort zu geben, weil alle um 16.30 Uhr nach Hause gehen möchten. Ich wünsche Ihnen einen schönen Abend. Bis morgen um 09.00 Uhr!

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorin:
Eva Schmid (d/f)

Dienstag (Vormittag) 4. September 2018, 09.05–11.00 Uhr

Zweite Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 154 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Hässig Vinzens Kornelia, Linder Anna-Magdalena, Müller Moritz, Salzmann Peter, Schindler Meret.

Geschäft 2015.STA.23717

«Transparenz jetzt! Offenlegung der Politikfinanzierung» Bericht des Regierungsrates zur Umsetzung der Motion 299-2015 SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)

Präsident. Guten Morgen miteinander. Der heutige Tag dient vorwiegend dazu, miteinander zu kommunizieren, doch dies ist erst ab 11 Uhr der Fall, wenn die Fraktionsausflüge beginnen. Sie werden dann genügend Zeit haben, um sich auszutauschen. Wir sind gestern beim Traktandum 4 stehen geblieben. Wir haben die Fraktionen und die Einzelsprecher angehört. Ich begrüsse den Staatsschreiber unter uns und erteile ihm das Wort zu Traktandum 4.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen. Er beantragt zudem, die Planungserklärungen nicht zu überweisen. Der Regierungsrat hat es sich bei seinem Entscheid, wie er das überwiesene Postulat umsetzen soll, nicht leicht gemacht. Es ging ihm ein wenig ähnlich wie dem Bundesrat, der sich letzte Woche zur eidgenössischen Volksinitiative «Für mehr Transparenz in der Politikfinanzierung (Transparenz-Initiative)» positioniert hat. Auch die Berner Regierung hat, wie der Bundesrat, Verständnis für dieses Anliegen. Die Transparenz in Sachen Verwendung der Mittel im Wahl- und Abstimmungskampf wäre ein gutes Mittel, um die Demokratie zu fördern. Es würde dem einen oder anderen Stimmbürger oder der einen oder anderen Stimmbürgerin die Entscheidungsfindung erleichtern, wenn man wüsste, wie viel Geld von welcher Seite im Abstimmungskampf eingesetzt wurde, oder wie viel eine Person für die Wahlkampagne aufgewendet hat. Trotz allen Verständnisses kann es die Regierung wie der Bundesrat nicht dabei bewenden lassen, Verständnis zu haben und deshalb regulieren zu wollen.
Die Regierung stellt sich vielmehr verschiedene Fragen: Zeitigen diese Regeln, die vom Parlament verlangt werden, die Wirkung, die man erzielen möchte? Wie kann man diese Regeln vollziehen, welches Vollzugsregime muss man aufziehen? Wie teuer wird dieses Vollzugsregime, wie stark belastet es die Parteien und die Verwaltung? Führt es zu mehr Bürokratie? Zeitigen die Regeln schlussendlich die Wirkung, die man sich gewünscht hat? – Die Regierung hat diese Überlegungen angestellt und bei den gestern erwähnten Kantonen Neuenburg, Tessin und Genf geschaut, wie diese Kantone die Parteienfinanzierung geregelt haben. Die Regierung kam zu folgendem Schluss: Es gibt zahlreiche Abgrenzungsfragen und Umsetzungsschwierigkeiten, und es gibt auch viele Möglichkeiten, solche Regeln zu umgehen. Ohne ein beträchtliches Mehr an Bürokratie wird dies nicht möglich sein. Wenn über 2000 Kandidierende bei den Grossratswahlen Formulare ausfüllen und im Wahlkampf laufend darüber Buch führen müssen, wie viele Zuwendungen sie erhalten, und über 2000 Formulare an die Staatskanzlei geschickt und von dieser angeschaut und triagiert werden müssen, dann ist dies nicht ohne zusätzliche Bürokratie möglich. Weiter besteht auch die Gefahr, dass es, wie gestern gesagt wurde, ein Alibi-Gesetz werden könnte, mit welchem man letztlich nicht das Ziel erreicht, das wir uns alle wünschen. All diese Schwierigkeiten haben den Regierungsrat zur Erkenntnis geführt, dass es zum jetzigen Zeitpunkt nicht sachgerecht wäre, im Kanton Bern solche Regeln zu erlassen.

Ich möchte noch zwei Aspekte erwähnen: Die Regierung hat bei ihren Überlegungen auch ernst genommen, was im Grossen Rat erst kürzlich beschlossen wurde, nämlich, dass man weniger regulieren, sondern vielmehr deregulieren solle. Wir haben den Auftrag erhalten, eine Regulierungs-Checkliste zu erstellen. Das heisst, dass wir bei jeder neuen Regulierung, zu welcher wir als Kanton nicht gezwungen sind, aufgrund verschiedener Kriterien schauen müssen, ob es diese neuen Gesetzesvorschriften braucht. Wenn wir diese Checkliste, die wir jetzt erarbeiten, auf diese Frage anwenden würden, dann kämen wir in Anbetracht all dieser Schwierigkeiten zum Schluss, dass eine Regulierung im Moment nicht richtig wäre und dass man nicht mehr Gesetze schaffen sollte.
Zum letzten Punkt, der Verhältnismässigkeit: Wenn wir diese recht komplexen Parteientransparenzregeln aufstellen, führen diese dann auch zum erklärten Ziel? – Die grossen Summen werden bei den eidgenössischen Abstimmungskämpfen eingesetzt. Beim Bundesgesetz über Geldspiele (Geldspielgesetz, BGS) haben sogar ausländische Online-Casinos Geld eingesetzt, um in der Schweiz auf eine Abstimmung Einfluss zu nehmen. Hier ist das Bedürfnis sicher noch grösser, Transparenz zu schaffen.
Doch im Kanton Bern ist alles ein wenig kleiner. Wenn Ruedi Löffel sagt, es sei noch gar nie vorgekommen, dass er oder seine Partei 10 000 Franken erhalten habe, dann muss man sich fragen, warum wir eine Regelung machen wollen, die besagt, dass alle 2000 Leute Buch führen müssen wegen einer Regelung, die ab 10 000 Franken gilt, obwohl dies nicht häufig vorkommt. Im Kanton Bern ist die Problematik vielleicht auch nicht so gross wie auf Bundesebene. Wir haben auch die kantonalen Regimes angeschaut. Im Kanton Neuenburg gibt es die Regel seit drei Jahren: Parteien müssen jedes Jahr die Bilanz und die Erfolgsrechnung sowie Listen mit ihren Zuwendungen einreichen. Der Bundesrat hat sich erkundigt, wie gross das Interesse sei. In diesen drei Jahren hat keine einzige Person, auch kein Journalist, Einsicht genommen! Niemanden hat es interessiert, was diese Parteien bei der Staatskanzlei eingereicht haben. Die Staatskanzlei des Kantons Neuenburg musste diese Zahlen sammeln, triagieren und registrieren, doch niemand interessierte sich dafür. Dessen muss man sich bewusst sein, wenn man solche neuen Regeln aufstellt.
Noch eine Bemerkung zum Argument, dass der Bund auf die Kantone verwiesen und gesagt habe, die Kantone müssten hier vorangehen, während der Kanton Bern sage, der Bund solle zuerst regulieren. Die Regierung hat Verständnis für das Argument, dass man hier einfach den Ball hin- und herschiebt. Wenn nun auf Bundesebene noch eine Postulats- oder Motionsantwort abgewartet werden müsste, wäre dies kein Argument, um zu sagen, man warte jetzt auf eine Positionierung des Bundes. Aber wir wissen alle, dass beim Bund jetzt ein politischer Entscheid ansteht. Das Parlament muss sich noch positionieren, und das Stimmvolk wird gezwungenermassen über die eidgenössische «Transparenz-Initiative» abstimmen. Es gibt somit einen Entscheid auf Bundesebene. In dieser Situation ist es sinnvoll, abzuwarten, wie dieser Entscheid herauskommt. Wenn ein Ja zur eidgenössischen «Transparenz-Initiative» herauskommt und es dann Regeln auf Bundesebene gibt, dann ist es sinnvoll, dass der Kanton Bern sich mit diesen Regeln koordiniert und die Kandidierenden bei den Nationalratswahlen nicht andere Formulare ausfüllen und andere Anforderungen erfüllen müssen als bei den Grossratswahlen, sondern dass man sich koordinieren kann. Deshalb sagt die Regierung, sie möchte im Moment keine Regulierung, obwohl man Verständnis für das Anliegen hat. Aber je nach dem, was auf Bundesebene geschieht, ist man bereit, dies nochmals anzuschauen und etwas nachzureichen. Insofern lautet der Antrag auf Kenntnisnahme des Berichts und auf Ablehnung der Planungserklärungen.

Präsident. Wünschen die Antragsteller der Planungserklärungen das Wort? – Dies ist der Fall. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Ich danke für diese Ausführungen und Erklärungen ergänzend zum Bericht. Ich möchte jedoch trotzdem noch ein paar Dinge dazu sagen: Mir scheint es, dass die Frage der Demokratie in der Beurteilung der Regierung etwas zu kurz kommt. Es ist wichtig, die Bedürfnisse der Bevölkerung, und insbesondere der Stimmbevölkerung, in den Vordergrund zu rücken. Diese hat ein Anrecht darauf, bei einem Abstimmungs- und Wahlkampf zu erfahren, woher die Gelder kommen. Darum geht es doch, es geht nicht darum, den Parteien, die dies fordern, einen Gefallen zu tun. Im Zentrum stehen die Interessen der Bürgerinnen und Bürger, die ein Recht auf Transparenz haben. Dies fehlt mir ein wenig. Es wird gesagt, man müsse auf den Bund warten. Wir wissen jedoch nicht, was auf Bundesebene geschehen wird. Es wird eine Abstimmung geben. Wir hoffen natürlich, dass diese gewonnen wird. Die Chancen sind auch gross, umso mehr bei der Verweigerung, die wir hier heraushören, ich kann es leider nicht anders sagen. Wir wissen jedoch nicht, wie die Abstimmung herauskommt.

So oder so: Bund und Kantone müssen in dieser Frage etwas tun. Es gibt auch internationale Standards, die dies fordern. Heute, wo man die Möglichkeit dazu hat, Transparenz herzustellen, ist es nicht mehr zeitgemäss, dies nicht zu tun. Es ist auch eine Frage der Demokratie. Deshalb bitte ich Sie, wenigstens mit einer Planungserklärung ein bisschen nachzuhelfen, dass die Regierung nicht so einfach davonkommt und sich Gedanken machen muss. Ich bitte Sie, entweder unsere Planungserklärung oder diejenige der glp zu unterstützen. Wir können mit beiden sehr gut leben.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Zuerst werde ich die beiden Planungserklärungen 1 und 1a gegeneinander ausmehren. Wer die Planungserklärung der SP-JUSO-PSA vorzieht, stimmt Ja, und wer die Planungserklärung der glp vorzieht, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung SP-JUSO-PSA [Marti, Bern] – Nr. 1 gegen Planungserklärung glp [Köpfli, Bern] – Nr. 1a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme Planungserklärung Nr. 1a

Ja	6
Nein	141
Enthalten	5

Präsident. Sie haben sich für die Planungserklärung der glp entschieden mit 141 Nein- gegen 6 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Wir kommen nun zur Abstimmung darüber, ob wir diese Planungserklärung überweisen wollen. Wer diese Planungserklärung überweisen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung glp [Köpfli, Bern] – Nr. 1a)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	71
Nein	80
Enthalten	0

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung abgelehnt mit 80 Nein- gegen 71 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.
Eine Frage an die Antragstellerin: Ist es immer noch so, dass die Planungserklärung 2 zurückgezogen ist? – *(Grossrätin Marti bestätigt, dass die Planungserklärung 2 zurückgezogen ist.)* Gut. Dann müssen wir nicht mehr über diese abstimmen. Somit kommen wir zur Abstimmung über den Bericht. Wer den Bericht zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer die Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	91
Nein	60
Enthalten	1

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 91 Ja- gegen 60 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2014.STA.20196

Amt für Ressourcen und politische Rechte (ARP); E-Voting für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. Betrieb. Ausgabenbewilligung; Objektkredit; Verpflichtungskredit 2019–2020

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 5, «Amt für Ressourcen und politische Rechte […]: E-Voting für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. […]». Es ist ein Objektkredit und ein Verpflichtungskredit. Der Kredit wurde von der SAK vorberaten. Die Kommissionssprecherin der SAK hat das Wort. Danach liegen zwei Abänderungsanträge zum Beschluss vor. Deshalb haben anschliessend die Antragsteller das Wort und dann die Fraktionen. Sobald sich Grossrätin Kohli angemeldet hat, kann ich sie freischalten.

Vania Kohli, Bern (BDP). Das Geschäft E-Voting ist nicht neu. Der Verpflichtungskredit wurde zum letzten Mal 2016 im Grossen Rat mit 133 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen angenommen. Ich erinnere daran, dass es auch diesmal «nur» um die Möglichkeit der Stimmabgabe von Bernerinnen und Bernern geht, die im Ausland leben. Es geht somit nicht um die Möglichkeit der Ausdehnung auf alle Bernerinnen und Berner. Es geht grob gesagt um nichts Neues, sondern um die Wiederholung von etwas, das man bereits hat und das sich bewährt hat. Dennoch gibt es eine kleine Neuigkeit, nämlich die Möglichkeit, dass die im Ausland lebenden Bernerinnen und Berner ebenfalls an den National- und Ständeratswahlen 2019 teilnehmen können. Dies nennt man «E-Election». E-Voting ermöglicht vielen im Ausland lebenden Bernerinnen und Bernern, überhaupt am politischen Geschehen teilzunehmen, weil die Postzustellung so lange dauert, dass diese Personen nur noch einen oder zwei Tage Zeit hätten, und somit ihre Stimmabgabe nicht rechtzeitig in der Schweiz ankäme. Die mit E-Voting gemachten Erfahrungen im Kanton Bern sind durchwegs positiv, und eine Mehrheit der abstimmenden Bernerinnen und Berner im Ausland, nämlich über 60 Prozent, macht auch davon Gebrauch.
Die zu bewilligende Kreditsumme für zwei Jahre hat sich, verglichen mit dem letzten Kredit, wesentlich verkleinert. Dies ist der Fall, weil man festgestellt hat, dass man die Postgebühren nicht in den Kredit einrechnen sollte. Deshalb hat die Summe entsprechend abgenommen. Waren es für die Jahre 2017 und 2018 749 000 Franken für acht Urnengänge, so sind es für die Jahre 2019 und 2020 noch 539 000 Franken. Auch wenn die Portokosten abgezogen werden, ist es immer noch etwas mehr. Weshalb? – Weil es vergleichsweise mehr Personen hat, die Interesse zeigen und sich bei der Gemeinde melden, um im Ausland am politischen Geschehen im Kanton Bern und in der Schweiz teilzunehmen. Die SAK als vorberatende Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, dem zweijährigen Verpflichtungskredit für die Jahre 2019 und 2020 für das E-Voting der im Ausland lebenden Bernerinnen und Berner zuzustimmen. Die zwei Auflagen, die von Michael Köpfli sowie von der SP-JUSO-PSA-Fraktion eingebracht wurden, haben wir in der SAK nicht im Detail beraten. Deshalb gibt die SAK keine Stellungnahme dazu ab.

Präsident. Ich erteile Grossrat Köpfli, dem Antragsteller des ersten Antrags, das Wort, sobald er sich angemeldet hat.

Antrag Köpfli, Bern (glp)
Der Verpflichtungskredit ist mit folgender Auflage zu ergänzen: In der Kreditperiode 2019–020 ist eine vergleichende Analyse von Kosten, Nutzen und Sicherheit zwischen der heute gewählten und weiteren auf dem Schweizer Markt erhältlichen E-Voting-Lösungen vorzunehmen. Die Resultate müssen dem Grossen Rat vor dem Verpflichtungskredit für das Jahr 2020 und weitere vorgelegt werden.

Antrag SP-JUSO-PSA (Stampfli, Bern)
Der Verpflichtungskredit ist mit folgender Auflage zu ergänzen: Der Regierungsrat ist aufgefordert beim Weiterbetrieb des E-Votings für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer auch den Sicherheitsbedenken bezüglich allfälliger Manipulationen Rechnung zu tragen.

Michael Köpfli, Bern (glp). Mein Antrag stellt das vorliegende Geschäft nicht infrage. Die einzige Auflage besteht darin, dass im Rahmen der zweijährigen Kreditperiode eine umfassende Evaluation auch von alternativen Anbietern von E-Voting-Systemen gemacht werden soll, und zwar nach Kosten-Nutzen-Überlegungen, aber auch unter Einbezug von Sicherheitskriterien. Es gibt zumindest einen

weiteren Anbieter. Es scheint uns nicht richtig zu sein, die Nutzung des Systems des Kantons Genf langfristig immer wieder zu verlängern, wenn es noch andere Angebote gibt. Insbesondere weil das E-Voting je nachdem auch ausgedehnt werden soll und Vorgaben der Bundeskanzlei hinzukommen, scheint es uns jetzt der richtige Moment zu sein, um eine Auslegeordnung von bestehenden oder auch neuen Konkurrenzangeboten vorzunehmen und uns diese vor der nächsten Verlängerung dieses Kredits vorzulegen. So können wir dann auf der Basis dieser Informationen entscheiden, ob und wenn ja, mit welchem Anbieter wir in Zukunft weiterarbeiten möchten.

Präsident. Als zweiter Antragsteller hat Grossrat Stampfli das Wort.

David Stampfli, Bern (SP). Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion hält das E-Voting grundsätzlich für eine gute Sache. Dennoch haben wir in der Fraktion kontrovers darüber diskutiert. Es ging um die Frage der Sicherheit. Wir sind in der Schweiz durchaus zu Recht stolz auf die Demokratie und darauf, dass wir so oft abstimmen und wählen können. Es wäre umso gefährlicher, wenn auf einmal in Zweifel gezogen würde, ob diese Resultate stimmen. Sehr viele Expertinnen und Experten sind sich darin einig, dass E-Voting immer noch gewisse Kinderkrankheiten hat, und es gibt gewisse heikle Stellen, wo man noch nicht weiss, wie man mit ihnen umgehen soll. Beim konventionellen Abstimmen weiss man, dass die Stimm- und Wahlzettel in den einzelnen Gemeinden aufgehoben werden. Beim E-Voting hingegen sieht es ganz anders aus. Wir sind der Meinung, dass man dem unbedingt Rechnung tragen muss. Aus meinem familiären Umfeld kenne ich das Thema sehr gut: Ich habe zwei Brüder, die im Ausland leben und von dieser Möglichkeit Gebrauch machen und dies sehr schätzen. Das E-Voting ist somit etwas, das wir weiterverfolgen müssen. Deshalb wollen wir diesen Kredit sicher auch unterstützen. Aber der Regierungsrat soll unbedingt darauf achten, dass die Sicherheit gewährleistet ist. Deshalb bitte ich Sie, diesen Abänderungsantrag zu unterstützen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Riesen.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Le groupe PS-JS-PSA soutient le crédit d'engagement 2019/2020 de 539 000 francs concernant le vote électronique des suissesses et suisses de l'étranger. Les bernoises et bernois de l'étranger peuvent voter par voie électronique depuis 2012. Il s'agit maintenant de renouveler le crédit d'engagement pour le fonctionnement de ce vote par Internet pour les années 2019/2020, et de permettre son extension aux élections en plus des votations. Le système informatique utilisé par le canton de Berne, résultant de la collaboration avec la République et canton de Genève, semble avoir fait ses preuves depuis sa mise en œuvre. Ce système a d'ailleurs évolué avec les avancées notoires suivantes: les cantons pourront gérer les scrutins de manière autonome, les utilisateurs auront accès à une console arrière-guichet pour gérer autant de scrutins qu'ils le souhaitent, et la vérifiabilité universelle est introduite. De plus, le canton de Berne pourra lui-même crypter et décrypter l'urne et il y a la volonté de publier l'intégralité du code-source du système. A noter que le nouveau système devra d'abord recevoir l'aval du Conseil fédéral avant de déterminer s'il correspond aux exigences de l'ordonnance de la chancellerie fédérale sur le vote électronique. Le groupe PS-JS-PSA prend note des améliorations du système informatique utilisé.
Au vu des éléments rapportés depuis la mise en place du système, ainsi que des processus de contrôle par lesquels le système doit passer avant d'être appliqué, il est dans sa majorité favorable à la continuation de ce projet. Cependant, les éléments suivants doivent être absolument et en toute situation respectés durant l'ensemble des procédures: l'anonymat du vote et la sécurité ou garantie du résultat. Le groupe PS-JS-PSA est extrêmement attentif aux aspects liés à la sécurité et de la garantie de l'anonymat. Tout élément indiquant une potentielle faille dans ces deux aspects compromettra l'ensemble de son application. Un troisième élément important est l'accès facultatif au vote électronique par rapport au vote papier. Cette méthode doit rester complémentaire à l'envoi papier afin de ne pas désavantager une partie de la population moins liée à l'informatique. Etant donné ce qui précède, le groupe PS-JS-PSA soutient donc l'acceptation du crédit d'engagement concernant le vote électronique des suissesses et suisses de l'étranger.
Concernant les amendements, la majorité du groupe soutient l'amendement Köpfli qui demande une analyse comparative de coût, de l'utilité et de la sécurité entre la solution sélectionnée avec Genève, et les autres solutions disponibles. Au vu des montants engagés, et qui vont être engagés par la suite, cette manière de procéder est justifiée. Nous vous invitons à accepter cette proposition. Concernant la proposition Stampfli, nous soutenons bien sûr la proposition du député Stampfli.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Ich werde mich kurz fassen. Bei diesem Geschäft folgen die Grünen der Staatskanzlei und der SAK ohne Differenz. Wir sind mit dieser Vorlage vollständig einverstanden und erachten es auch als wichtig, dass Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer in dieser ersten Phase, die schon eine Weile andauert, diese Möglichkeit haben. Diese wird auch rege genutzt. Wir werden den 540 000 Franken zustimmen. Es ist ein bewährtes System, welches in die Verlängerung geht. Bis man es dereinst erweitern kann, ist es gut aufgegleist.
Zu den Änderungsanträgen: Dem Antrag glp, Köpfli, können wir nicht folgen. Diese Abklärungen wurden bereits umfassend gemacht, so umfassend wie dies möglich ist, wenn es schweizweit nur noch einen anderen Anbieter gibt. Wenn man nochmals sehr viel Geld in eine umfassende Analyse investiert, wie es gefordert worden ist, wäre ein möglicher Spareffekt wohl schon durch die Kosten der Analyse verdampft, bevor wir überhaupt dazu kämen, die Angebote miteinander zu vergleichen. Deshalb lehnen wir diesen Antrag ab.
Dem zweiten Antrag folgen wir jedoch, weil den Fragen betreffend die Datensicherheit auch unsere grössten Bedenken gelten. Wenn es einen kritischen Punkt bei dieser Vorlage gibt, dann ist dies in unseren Augen die Datensicherheit, die wir nie absolut gewährleisten können. Doch ich denke, der Staat muss ein Maximum dafür tun, damit diese soweit irgendwie möglich gewährleistet ist – Stichwort «simulierte Hacker-Angriffe» und so weiter – und man schaut, dass es nicht zu Manipulationen kommt. Deshalb folgen wir diesem Antrag. Ich danke Ihnen, wenn Sie dies ebenfalls tun.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Nous avons affaire aujourd'hui à une demande de prolongation du vote électronique des bernois de l'étranger, et ceci grâce à deux crédits d'engagement valables pour 2019 et 2020. Il s'agit d'utiliser cet argent pour couvrir les frais d'exploitation du vote électronique. Les bernois peuvent le faire depuis 2012 via Internet. Il est dès lors important de continuer cette façon de faire, afin d'offrir à ces personnes la possibilité de donner leur avis grâce à ce vote électronique. D'ailleurs, en octobre 2019, on fera cet exercice aussi avec les votations nationales du Conseil national et du Conseil des Etats. De 2012 à 2017, 19 votations cantonales ont été réalisées. 60 pourcent des personnes ont pris part aux différents scrutins. Comme président cantonal d'un parti, je relève qu'il s'agit aussi d'une quantité de suffrage qui peut faire gagner des sièges. Il ne faut pas l'oublier. Aujourd'hui, on compte environ 18 000 votants de l'extérieur. Donc, l'attrait exercé par le vote électronique est réel, c'est plus rapide et plus fiable que le vote par correspondance. Attention, pourtant, aux cyberattaques éventuelles, raison pour laquelle nous soutiendrons les deux amendements Köpfli et Stampfli concernant la surveillance et la sécurité. Le groupe PLR soutient les deux crédits pour 2019 et 2020 pour un montant d'un demi-million.

Verena Aebischer, Riffenmatt (SVP). Das Angebot des E-Votings ist sicher zukunftsorientiert und in der aktuellen Ausführung gerade für Auslandschweizer in Übersee eine sehr praktische Variante. Oftmals reicht der Postweg nicht aus, damit die Abstimmungskuverts rechtzeitig zurück in der Schweiz sind. Die SVP-Fraktion will sich vor dieser Entwicklung nicht verschliessen. Man muss jedoch auch bedenken, dass die Gefahr von Betrug und Hackerangriffen besteht. Dieses Thema wurde in unserer Fraktion intensiv diskutiert. Nicht nur das E-Voting-System, sondern auch diejenigen, die dieses System missbrauchen wollen, entwickeln sich weiter. Aufgrund dieser Sorgen wird ein Teil unserer Fraktion diesen Objektkredit ablehnen oder sich enthalten. Die beiden eingereichten Anträge verlangen, dass bezüglich der Sicherheit oder bezüglich anderer Optionen genauer hingeschaut wird. Damit werden die Sorgen der SVP-Fraktion betreffend das E-Voting berücksichtigt. Deshalb wird es bei beiden Anträgen eine teilweise Zustimmung geben.

Marc Jost, Thun (EVP). In der EVP-Fraktion ist dieser Kredit nicht bestritten. Wir sehen es auch nicht so, dass dies ein Vorentscheid für weitere Projekte in diese Richtung wäre. Aber natürlich haben auch wir in der Fraktion diese Fragen diskutiert. Für die Zielgruppe, um die es hier geht, ist es sehr angemessen, diese Möglichkeiten auszunützen. Deshalb stimmen wir diesem Kredit wie gesagt zu. Gleichzeitig gibt es auch in unserer Fraktion ein Unbehagen im Hinblick auf die Ausweitung dieser Technologien auf die Gesamtbevölkerung. Wir sehen die Chancen dieser neuen Möglichkeiten, die sicher auch dazu führen können, dass wieder mehr Personen am politischen Geschehen teilnehmen. Gleichzeitig wurde uns durch die jüngsten Ereignisse bewusst, wie anfällig solche Technologien sind. Deshalb ist die EVP-Fraktion für den Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Wir werden diesen unterstützen. Wir finden es wichtig, dass man diese Sicherheitsbedenken sehr ernst nimmt.
Was den Antrag Köpfli betrifft, sind wir der Meinung, dass eine einfache Analyse und Übersicht über die vorhandenen anderen Möglichkeiten gegeben ist. Wir möchten jedoch gut zuhören, was der

Staatsschreiber zu diesen Fragen sagt und wie aufwendig eine solche Analyse ist. Je nachdem werden wir auch diesem Antrag zustimmen, falls er nicht zu aufwendige und komplizierte Arbeiten auslöst. In diesem Sinne wird die EVP-Fraktion diesen Kredit annehmen.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Die BDP-Fraktion wird diesem Kredit einstimmig zustimmen. Die im Jahr 2012 für die Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer geschaffene Möglichkeit, elektronisch abzustimmen, soll zukünftig sichergestellt werden, nehmen doch – davon können wir im Kanton Bern nur träumen – über 60 Prozent an den Abstimmungen teil.
Ich komme zu den eingereichten Anträgen. Die BDP-Fraktion hat beide Anträge, die im Raum stehen, diskutiert. Der Antrag Köpfli fand im ersten Moment eine Mehrheit in der Fraktion, weil wir die gewünschte Ergänzung für gut befunden haben. Aber eben, er ist gut gemeint und grundsätzlich sinnvoll, aber das Problem besteht darin, dass es keine echte Vergleichbarkeit gibt. Die Kantone, die das elektronische Abstimmen zulassen, sind gemäss unserem Kenntnisstand mit demselben Anbieter unterwegs. Wenn Sie, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, dem Antrag Köpfli zustimmen, verursachen Sie schlichtweg nur Kosten. Deshalb lehnt die BDP-Fraktion diesen Antrag ab. Zum Antrag Stampfli: Die BDP-Fraktion teilt die Sicherheitsbedenken nicht in dem Ausmass, wie es hier dargestellt wurde, denn wir gehen davon aus, dass die Anbieter auch ihre Vorkehrungen treffen. Aufgrund dessen lehnt die BDP auch diesen Antrag ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich kann mich recht kurz fassen: Die EDU-Fraktion wird diesen Verpflichtungskredit einstimmig gutheissen. E-Voting ist eine gute Sache, insbesondere für Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer. Anders als noch vor zwei oder drei Jahren betrachten wir E-Voting heute, gerade bezüglich der Sicherheit, wesentlich kritischer. Deshalb werden wir auch nach den Ausführungen von Grossrat Stampfli, welche wir voll unterstützen, den Antrag SP-JUSO-PSA einstimmig annehmen.
Was den Antrag Köpfli betrifft, möchten wir auch gerne noch hören, was der Staatsschreiber dazu sagt. Grundsätzlich gehen wir davon aus, dass der Kanton, wenn er einen Auftrag vergibt, bereits eine Offerte einholt oder eine Analyse vornimmt, sodass diese Forderung eigentlich unnötig sein sollte. Wir würden gerne hören, was schon getan wurde, und werden uns je nachdem entscheiden.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich nehme erst einmal gerne zur Kenntnis, dass die grosse Mehrheit des Grossen Rats den zweijährigen Objektkredit unterstützt. Wie gesagt worden ist, werden Sie sich bald wieder mit diesem Thema befassen. Es geht lediglich darum, in den nächsten zwei Jahren weiterzufahren und den Auslandschweizern – nur den Auslandschweizern – auch das elektronische Wählen anzubieten und gleichzeitig die Entwicklung sehr aufmerksam zu beobachten. Es gilt, zu schauen, was auf Bundesebene geschieht. Auch für die Regierung ist es wichtig, dass die Sicherheit vorgeht. Wir sind bei diesem Thema alle ein wenig in Sorge, dass das Vertrauen der Bevölkerung in diese Stimmabgabe erhalten bleiben kann.
Zu den beiden beantragten Auflagen: Die zweite Auflage, jene von Grossrat Stampfli, fällt mir etwas leichter. Die Regierung ist bereit, dies umzusetzen, so gut es für uns überhaupt möglich ist. Den Sicherheitsbedenken beim Weiterbetrieb Rechnung zu tragen, ist etwas, das wir bereits tun und weiterhin zu tun versuchen. Wir können auch beim nächsten Kredit, den wir Ihnen unterbreiten werden, darlegen, was wir hier getan haben. Sie können versichert sein, dass die STA zusammen mit dem Kanton Genf das Ganze aufmerksam beobachtet. Wenn es irgendeinen Hinweis gibt, dass etwas nicht sicher ist, würden wir die Sache einstellen.
Schwieriger ist hingegen der Antrag Köpfli. Ich bin froh um das Votum des Kommissionspräsidenten, der gesagt hat, man müsse schauen, was der Prüfungsantrag genau auslöse. Ich bin eigentlich froh, dass die BDP Nein sagt und hoffe, ich könne auch noch die FDP-Fraktion oder andere Fraktionen davon überzeugen, dass dieser Antrag, der auf den ersten Blick überzeugend aussieht, problematisch ist. Der Antrag verlangt, dass die STA in diesen zwei Jahren einen Bericht verfasst, in dem man die beiden Systeme – das System des Kantons Genf und das System der Post – bezüglich Nutzen, Kosten und Sicherheit überprüft. Diese Berichterstattung ist etwas, das wir nicht leisten können. Das muss ich Ihnen offen sagen.
Zu den Kosten: Einverstanden, der Kanton und die Regierung haben ein Interesse daran, zu schauen, wie viel das andere System kosten würde. Im Moment gehen wir davon aus, dass die beiden Systeme ähnlich teuer sind. Im Rahmen der Ausschreibungen in den letzten Jahren haben sich mehrere Kantone für Genf entschieden. Einzelne Kantone haben sich auch für die Post entschieden. Aargau und St. Gallen haben sich wie Bern Genf angeschlossen. Für sie ist dies das beste und kostengünstigste

System. Andere haben sich für die Post entschieden. Da wird es keine grossen Unterschiede geben. Bezüglich des Nutzens ist der Vergleich insofern schwierig, als das System einfach das können muss, was wir verlangen, nämlich die elektronische Stimmabgabe aufnehmen und in unser System einspeisen. Hier wird der Vergleich nicht viel bringen.
Was Ihr Hauptthema, die Sicherheit, betrifft, habe ich volles Verständnis dafür, dass Sie einen Vergleich haben möchten. Aber da müssen Sie wissen, was der Bund und der Bundesrat mit diesen Systemen alles tun. Bei beiden Systemen wird neu verlangt, dass der Quellcode offengelegt wird. Spezialisten können sich somit ein Bild davon machen, wie diese Anwendungen funktionieren. Es gibt öffentliche Hackertests. Der Bund hat dies als Vorgabe festgehalten. Dies sind öffentlich angekündigte Tests, bei denen jeder aus der ganzen Welt teilnehmen und im Rahmen eines Wettbewerbs versuchen kann, dieses System zu hacken. Dies ist eine Anforderung an das neue System. Die beiden Systeme werden zertifiziert. Dies ist eine lange Geschichte. Während Monaten werden diese Systeme durch ein Unternehmen zertifiziert. Nur wenn sie diese Zertifizierung erhalten, erfüllen sie die Anforderungen, und nur dann – dies ist die vierte Hürde – wird der Bundesrat die Bewilligung für diese Systeme erteilen. Sie sehen, es geschieht eine umfassende Überprüfung der Sicherheit dieser beiden Systeme durch die Bundeskanzlei und den Bundesrat. Zur Erwartung, dass die Staatskanzlei des Kantons Bern auch noch die beiden Systeme überprüft und einen Bericht verfasst, muss ich Ihnen sagen, dass wir nichts anderes tun können, als abzuschreiben, was die Spezialisten des Bundes und der Informatik des Bundes herausfinden. Wenn Sie erwarten, dass wir das System des Kantons Genf und jenes der Post auch noch selber betreffend die Sicherheit überprüfen, dann muss ich Ihre Erwartungen dämpfen. Insofern beantragt der Regierungsrat die Ablehnung der ersten Auflage zum Kredit, weil wir sie so nicht erfüllen können.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung und stimmen zuerst über die beiden Abänderungsanträge ab. Wer den Abänderungsantrag glp/Köpfli, annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Köpfli, Bern [glp])

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	57
Nein	89
Enthalten	5

Präsident. Sie haben diesen Abänderungsantrag abgelehnt mit 89 Nein- gegen 57 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Wir kommen zum Abänderungsantrag SP-JUSO-PSA, Stampfli. Wer diesen annehmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abänderungsantrag Stampfli, Bern [SP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	132
Nein	17
Enthalten	2

Präsident. Sie haben diesen Antrag mit 132 Ja- gegen 17 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen.
Wir kommen zur Abstimmung über den Kredit. Wer dem Objektkredit zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst
Annahme mit Auflage

Ja	116
Nein	24
Enthalten	10

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt mit 116 Ja- gegen 24 Nein-Stimmen bei 10 Enthaltungen.
Wir haben noch ein Geburtstagskind unter uns: Natalie Imboden. Ich wünsche Ihnen alles Gute zu Ihrem Wiegenfest am heutigen Tag! *(Applaus)*

Geschäft 2018.RRGR.294

Motion 087-2018 Veglio (Zollikofen, SP)
Radiostudio gehört nach Bern

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 6, der Motion «Radiostudio gehört nach Bern». Ich erteile der Motionärin das Wort. Grossrätin Veglio muss sich noch anmelden.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Ich gebe als Erstes meine Interessenbindung bekannt: Ich bin Vorstandsmitglied der Genossenschaft «SRG Bern Freiburg Wallis» und fühle mich dadurch dem Medienstandort Bern verpflichtet. Es vergeht aktuell kaum ein Tag, an dem das Radiostudio Bern nicht in der Tagespresse erwähnt wird. Man konnte lesen, dass Alt-Bundesrat Ogi und SVP-Präsident Rösti den SRG-Generaldirektor Gilles Marchand in der Wandelhalle des Bundeshauses in die Mangel nehmen. Regierungsrat Christoph Neuhaus, der Berner Stadtpräsident Alec von Graffenried und der Freiburger Ständerat Beat Vonlanthen ermahnen die SRG gemeinsam an der Protestkundgebung auf dem Bundesplatz, diese Sparidee, das Radiostudio Bern nach Zürich zu verlegen, doch bitte zu begraben. Das Radiostudio Bern vereint sogar alle Fraktionspräsidien des Berner Stadtrats. Zürich greift wieder einmal nach dem Radiostudio Bern, und Bern wehrt sich mit vereinten Kräften und schöpft alle Möglichkeiten aus. Es gilt, den Druck auf die SRG aufzubauen und ein klares Zeichen zu setzen für den Medienstandort Bern – diese schädliche Sparidee soll wirklich begraben werden.
Dies ist auch die Absicht dieser Motion. Wir leben im Zeitalter von Facebook, Twitter und Push-Nachrichten. Meinungen und Haltungen gelten als die neuen Fakten. Umso wichtiger sind gehaltvolle Sendungen mit Hintergrundinformationen wie zum Beispiel das «Echo der Zeit», das «Rendez-vous» und «Heute Morgen» von Radio SRF, produziert im Radiostudio Bern. Das Radio SRF steht seit Jahren auf einem Spitzenplatz, wenn es um Glaubwürdigkeit und Qualität geht, und geniesst bei den Menschen grosses Vertrauen. Dies ist ein sehr wertvolles Gut, welches nicht leichtsinnig aufs Spiel gesetzt werden darf. Eine weitere Konzentration der Medien in Zürich stösst auch in breiten Teilen der Bevölkerung auf grosse Skepsis – zu Recht, wie ich meine. Die regionale Verankerung der SRG war ein wichtiges Argument im Abstimmungskampf gegen die «No Billag»-Initiative. Heute ist die SRG bereit, diesen zentralen Punkt einfach zu opfern, zulasten von Bern. Es ist nicht verwunderlich, dass der SRG in der öffentlich geführten Debatte Wortbruch vorgeworfen wird. Es waren schliesslich die Regionen, die sich damals für die SRG stark gemacht hatten. Die gebührenfinanzierte SRG ist der ganzen Schweiz verpflichtet. Die Schweiz ist mehrsprachig und vielfältig. Gerade Bern hat eine wichtige Brückenfunktion inne zwischen der West- und der Deutschschweiz. Von Bern aus ist ein ganzheitlicher Blick auf alle Regionen der Schweiz möglich. Von Zürich aus ist dies ein wenig anders, und Zürich alleine ist nicht die Schweiz.
Die SRG als Arbeitgeberin ist für die Region und für die Stadt Bern zudem von grosser volkswirtschaftlicher Bedeutung. Vom Umzug wären rund 170 Stellen betroffen, die von Bern nach Zürich verlagert würden. Dieser Abbau von hochqualifizierten Arbeitsstellen würde unsere Region Bern schmerzlich treffen. Bern als Bundeshauptstadt und als Hauptstadtregion ist das politische Zentrum der Schweiz

und braucht deshalb einen starken Medienstandort. Das Radio ist das Flaggschiff der politischen Berichterstattung der SRG und gehört deshalb zwingend in unsere Region. Die SRG will und muss sparen, so hat sie es auch nach der «No Billag»-Abstimmung versprochen. Dagegen haben wir gar nichts. Doch es gibt verträglichere Spar-Alternativen, ohne lange und gut Bewährtes aufs Spiel zu setzen und Bern derart zu schwächen. Verschiedene Möglichkeiten stehen im Raum. Der Wille der SRG-Spitze, diese zu prüfen, fehlt zurzeit leider noch. Voraussichtlich Mitte September entscheidet der Verwaltungsrat der SRG, wie die Zukunft des Radiostudios Bern aussehen wird. Bleibt es in Bern, oder wird es wirklich nach Zürich-Leutschenbach verlegt? – Ich danke dem Regierungsrat für seine Antwort und anerkenne gleichzeitig das grosse Engagement und den Willen der Regierung, das Radiostudio Bern in Bern zu erhalten.
Zur Abstimmung stelle ich mich folgendermassen: Es bleiben noch rund zwei Wochen bis zum Entscheid, und ich vertraue der Regierung, dass sie ihr Engagement aufrechterhält. Es blinkt schon, ich komme zum Schluss: Wir in diesem Saal können ein klares Zeichen setzen, indem wir diese Motion möglichst einstimmig unterstützen. Ich danke Ihnen vielmals für ein Ja.

Präsident. Ich gebe zuerst der Mitmotionärin das Wort. – Nein, Grossrätin Luginbühl verzichtet auf dieses Privileg. Somit spricht Bruno Vanoni für die Grünen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Im Unterschied zu meiner Vorrednerin muss ich keine Interessenbindung offenlegen, aber vielleicht einem Missverständnis vorbeugen. Ich war in jungen Jahren für die SRG tätig, aber nur für das Regionaljournal Ostschweiz im Regionalstudio St. Gallen, und nicht im Radiostudio Bern. Eigentlich müsste man der umfangreichen Argumentation der Motionärin und des Regierungsrats inhaltlich nichts mehr beifügen. «Hände weg vom Radiostudio Bern!» – das hat Regierungspräsident Christoph Neuhaus an der Kundgebung letzten Mittwoch auf dem Bundesplatz gerufen. Auch dem kann man nur beipflichten. Der Regierungsrat und seine Mitglieder verdienen Dank und Anerkennung für all die Schritte und Gespräche, die sie in den letzten Monaten zur Rettung des Radiostudios Bern unternommen haben. Sein Antrag, diese Motion anzunehmen und als «erledigt» abzuschreiben, mag formal vertretbar sein, aber mit einer Zustimmung zum Antrag auf Abschreibung setzen wir ein falsches Signal.
Eigentlich kann man diese Motion erst abschreiben, wenn die Bemühungen des Regierungsrats zum Erfolg geführt haben und das Radiostudio Bern wirklich in Bern bleibt. Hinter den Kulissen klingt es zurzeit gar nicht danach. Deshalb müssen sowohl wir als auch der Regierungsrat einen Zacken zulegen. Die Frage ist, wie dies geschehen könnte. Es gibt dazu drei Ideen oder Ansätze: Die SRG hat vom Bundesrat letzte Woche eine neue Konzession erhalten. Darin würde sie in Artikel 3 Absatz 4 unter anderem verpflichtet, den Zusammenhalt unter den Landesteilen zu fördern und die Besonderheiten des Landes sowie die Bedürfnisse der Kantone zu berücksichtigen. Diese Grundsätze betreffen explizit das publizistische Angebot, stehen jedoch im Kapitel «Allgemeine Bestimmungen». Diese müssten eigentlich auch für das unternehmerische Gebaren und die Standortpolitik der SRG wegleitend sein.
Die Grünen haben im April 2018 in der Vernehmlassung zur neuen SRG-Konzession darauf hingewiesen, dass die Verankerung der SRG in den verschiedenen Regionen der Schweiz – auch innerhalb der Deutschschweiz – zur Grundidee des medialen Service Public, zur «idée suisse» gehört. Die Grünen haben damals dem Bundesamt für Kommunikation (BAKOM) geschrieben: «Eine Verlagerung des Radiostudios Bern nach Zürich würde nicht nur die Brückenfunktion der Hauptstadt schwächen, sondern hätte auch unerwünschte publizistische Nebenwirkungen.» Die Grünen haben deshalb in einem ersten Grundsatz für die neue SRG-Konzession gefordert: «Die SRG SSR trägt in ihren Strukturen den föderalen Gegebenheiten der Schweiz Rechnung.» Ein solcher Grundsatz ist in der neuen SRG-Konzession leider nicht zu finden. Es stellt sich deshalb die Frage, ob es der Bundesrat verpasst oder vielleicht bewusst vermieden hat, die SRG auch auf die Verankerung in den verschiedenen Regionen auch innerhalb der grössten Sprachregion zu verpflichten. Darauf hinzuweisen und dies vielleicht auch zu kritisieren, wäre eine erste Idee, um einen Zacken zuzulegen. Man könnte sich auch darüber beschweren, dass dies im erwähnten Artikel 3 Absatz 4 der neuen SRG-Konzession auch mitgemeint ist. Vielleicht müsste man in diesem Zusammenhang auch darauf hinweisen, dass der Bundesrat die SRG-Gebühren gesenkt hat. Davon profitieren wir alle. Aber dies hat das grosse Sparprojekt der SRG ausgelöst und das Radiostudio Bern infrage gestellt. Es wäre deshalb interessant zu erfahren, wie stark die Angebote von Stadt und Kanton Bern im Liegenschaftsbereich den Spareffekt einer Radiostudioverlegung nach Zürich vermindern würden. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort davon geschrieben. Dies wäre die zweite Idee, um eine Zacken zuzulegen.
Nun noch ein dritter Gedanke: Der drohende Wegzug des Radiostudios Bern steht aus meiner Sicht

in einem grösseren Zusammenhang. Es geht für Bern und für die Hauptstadtregion bereits um die dritte Schwächung von medien- und staatspolitisch interessanten Institutionen in ganz kurzer Zeit. Das frühere Politforum des Bundes, welches der Bundesrat totsparen wollte, haben Stadt und Kanton mit weiteren Partnern gerettet, auch mit Unterstützung des Grossen Rats. Anlässlich der Novembersession haben wir hier drin versucht, uns gegen publizistische Abbaupläne und Entlassungen beim Medienunternehmen Tamedia und bei der Schweizerischen Depeschenagentur (SDA) zu wehren. Jetzt droht die Schliessung des Radiostudios Bern. Wenn es nicht gelingt, dies zu verhindern, befürchte ich, dass es mit dem staats- und medienpolitischen Bedeutungsverlust von Bern immer weitergehen wird. Setzen wir ein Zeichen dagegen, legen wir einen Zacken zu und schreiben wir diese Motion noch nicht als erledigt ab!

Jean-Luc Niederhauser, Court (FDP). La faible croissance mise en évidence par cette motion est un problème sur lequel il y a effectivement lieu d'être attentif. Cependant, comme le relève le Conseil-exécutif, ce sujet n'est pas de la compétence du Grand Conseil, mais de sa propre compétence. Le Conseil-exécutif et toutefois prêt à étudier cette requête dans le cadre du processus d'élaboration du programme gouvernemental de législature, et propose d'adopter cette demande sous forme d'un postulat. Le groupe PLR a décidé de rejeter cette motion et de l'accepter sous forme d'un postulat.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Auch ich möchte als Erstes meine Interessenbindung bekannt geben. Ich bin Genossenschafterin von SRF Bern Freiburg Wallis. Dies aufgrund der Überzeugung, dass Mitteilungen aus der Region, seien es Radiomeldungen oder seien es Meldungen via Printmedien, trotz oder wegen der Flut von News aus der ganzen Welt für die Bevölkerung einer Region von grosser Wichtigkeit sind. Gerade auch für die ältere Generation gehört das Radio zum Fenster oder zum Ohr zur Aussenwelt und nimmt im Tagesablauf einen hohen Stellenwert ein. Die BDP hat sich stark gegen die «No Billag»-Initiative gewehrt, auch wegen der Punkte, die ich anfangs erwähnt habe. Das Aufrechterhalten der Medienvielfalt, die Nähe zur Bevölkerung mit regionalen Standorten und die grosse Akzeptanz des Schweizer Fernsehens generell waren die Gründe, warum die Abstimmung für die Gegner der Initiative ein voller Erfolg war. Dass die SRG kurz nach der Abstimmung und damit wie gesagt nach dem grossen Zeichen der Bevölkerung für das staatliche Fernsehen die Verlegung des Radiostudios Bern nach Zürich aus Spargründen angekündigt hat, ist auch für die BDP unverständlich. Es zeugt aus unserer Sicht von einer gewissen Insensibilität der SRG-Spitze. Es war vielleicht blauäugig zu glauben, das Vorhaben, das Studio Bern zu schliessen, ginge nach einem so intensiven Abstimmungskampf mit starken und klaren Voten und einem solchen Resultat ohne Widerstand über die Bühne. Der Protest wegen des Umzugs und des geplanten Wegfalls von 170 Stellen war von Anfang an gross und wird immer grösser. Mittlerweile stellen sich sogar namhafte Politikerinnen und Politiker – auch aus Zürich und anderen Regionen – mit klaren Worten hinter das Radiostudio und den Standort Bern; Stichwort: «Die Schweiz ist mehr als Zürich». Auch wir machen auf den Protestanlass von letzter Woche aufmerksam, wo diverse Menschen, darunter bei Weitem nicht nur Medienvertreter, ihren Unmut über die Schliessung kundtaten.
Die BDP schliesst sich der Meinung der Motionäre und des Regierungsrats vollumfänglich an. Die BDP nimmt die Motion einstimmig an und hofft somit, für den Standort Bern weiterkämpfen zu können. Wir danken dafür, dass sich der Regierungsrat stark einsetzt, und wir danken für die klare und deutliche Antwort auf die Motion. Die BDP ist sicher auch der Meinung, dass sich die SRG wirtschaftlich ausrichten soll und muss, und dass die angekündigten Einsparungen auch angegangen werden müssen. Dazu gehören ganz bestimmt auch die Mietkosten sowie die allgemeinen Kosten. Wir hoffen sehr, dass sich in dieser Diskussion Lösungen finden lassen. Leider ist die Geschichte noch nicht zu Ende, wir haben es gehört: Der definitive Entscheid fällt irgendwann im September. Wir möchten deshalb den politischen Druck aufrechterhalten und lehnen die Abschreibung einstimmig ab.

Präsident. Für die Députation hat Peter Gasser das Wort.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Au nom de la députation francophone, je vous recommande d'adopter la présente motion. Ainsi que l'a mentionné la motionnaire, notre région a l'instar du canton de Berne s'est fermement opposée à l'initiative «No Billag». Ce résultat traduit une forte volonté populaire de conserver une information neutre, à même d'assumer la diversité linguistique et culturelle de notre pays. Sous la pression de groupes privés dont les velléités reposent avant tout sur les dividendes à redistribuer à leurs actionnaires, notre paysage médiatique est d'ores et déjà en train de perdre de sa substance, soit l'indépendance et le regard critique propre à chaque région linguistique. En cas

de déménagement, il est pour le moins choquant de constater que la capitale politique de notre confédération serait ainsi traitée de région périphérique, puisque seules les berges de la Limmat semblent convenir aux investisseurs. Par ailleurs, la présence ici à Berne de la rédaction apporte cette proximité nécessaire pour bien sentir les thématiques chères à notre région, en particulier pour les francophones. Combien même la technique permet d'avoir un centre décisionnel éloigné, le feeling politique ne sera forcément pas le même si cette centrale décisionnelle est située aux antipodes des régions concernées. Les francophones sont très attachés aux médias de service public, car de par sa définition, un tel média n'est pas uniquement soumis au principe de rentabilité, mais également à une présence régionale équitable pour assurer des places de travail dans plusieurs régions linguistiques.
Ne sacrifions pas sur l'autel des économies une organisation qui a fait ses preuves, et qui contribue à la formation de l'opinion publique, thématique essentielle dans notre démocratie directe. Nous remercions également le gouvernement pour les diverses démarches entreprises afin de conserver ce studio ici à Berne. Nous constatons avec satisfaction que ces dernières ont depuis le début de l'année multiplié les démarches afin de faire entendre notre point de vue que je me permets de qualifier de «voix de la raison». Afin de donner au Conseil-exécutif toute la légitimité pour continuer à maintenir une certaine pression sur les organes dirigeants de la SSR, il nous semble primordial d'accorder un très large soutien à cette motion. Je vous remercie pour votre attention et votre soutien.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrat Graf.

Urs Graf, Interlaken (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion Veglio einstimmig. Zu einer Hauptstadt gehört ein Radiostudio. Das Kostenargument der SRG – wenn es denn tatsächlich stimmt, was ich aufgrund verschiedener anderer Projekte zu bezweifeln wage – greift zu kurz und zeugt von wenig Sensibilität. Der Eindruck entsteht, dass die SRG das vermeintliche Kostensparprojekt, welches schon lange vorliegt, im Sog der Versprechungen im Zusammenhang mit der «No Billag»-Abstimmung umsetzen will. Hier geht es jedoch nicht mehr nur um Kosten, sondern es geht um die geografische Nähe des staatlichen, öffentlich finanzierten Leitmediums zur eidgenössischen Politik, um qualifizierte Arbeitsplätze hier in Bern, um Pendlerströme und – ganz wichtig – um Regionalität. Die Schweiz lebt gut mit ihren dezentralen Strukturen und ist ein eigentliches Erfolgsmodell. Ohne Not wird nun dieses Erfolgsmodell in einem ganz wichtigen Punkt infrage gestellt. Mit der Verlegung des Radiostudios nach Zürich wird dem Primatsanspruch der Wirtschaft gegenüber der Politik in geradezu schamloser Weise nachgegeben. Hier muss sich die Politik wehren. Wir unterstützen deshalb die Motion Veglio mit Überzeugung.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). Den Grünliberalen ist es klar, dass nach der «No Billag»-Debatte und aufgrund der vereinbarten Gebührensenkung auf 365 Franken pro Jahr und Haushalt Sparmassnahmen bei der SRG umgesetzt werden müssen. Dazu soll die SRG auch unternehmerische Freiheiten nutzen dürfen. Doch die SRG hat auch einen staatlichen Leistungsauftrag. Ihre Aufgabe besteht darin, die Schweizer Bevölkerung, und damit auch uns alle in diesem Saal, über Gesellschaftliches und Politisches, über Hintergründe und über Tagesaktuelles zu informieren. Dabei muss sie die sprachliche und kulturelle Vielfalt der Schweiz berücksichtigen. Mit einer Zentralisierungsstrategie läuft die SRG Gefahr, ihre Nähe zur Bevölkerung zu verlieren. Die Schweiz ist mehr als Zürich, wie wir heute schon mehrmals gehört haben.
Dass die SRG einen grossen Rückhalt bei den Schweizerinnen und Schweizern geniesst, hat das eindeutige Abstimmungsergebnis zur «No Billag»-Initiative eindrücklich gezeigt. Es wäre ungeschickt, wenn die SRG jetzt ihre Verankerung in den Regionen aufgäbe und die Mehrheit ihrer Medienschaffenden von Zürich aus agierte. Gerade in Zeiten, wo private Medienhäuser ihre Redaktionen reihenweise zusammenlegen und damit die Gefahr eines medialen Einheitsbreis steigt, wäre es für die SRG eine Chance, sich anders zu positionieren. Es geht nicht um Lokalpatriotismus. Bern ist unsere Hauptstadt und das politische Zentrum unseres Landes. Trotz der Digitalisierung sind wir kritisch, ob es jemandem gelingt, sein Netzwerk aufrechtzuerhalten, wenn er oder sie den Lebensmittelpunkt nicht mehr an einem bestimmten Ort hat.
Der Regierungsrat hat in seiner Vorstossantwort umfangreich dargelegt, was er bis jetzt schon alles unternommen hat, um die SRG-Leitung davon zu überzeugen, das Radiostudio in Bern zu belassen. Wir sind dem Regierungsrat sehr dankbar dafür und bestärken ihn darin, sein Engagement weiterzuführen. Speziell begrüssen wir, dass unsere Regierungsmitglieder nicht nur strategische Gespräche führen, sondern auch konkrete Lösungsvorschläge zur Standortfrage des Platzes Bern bieten. Unsere Fraktion unterstützt diese Motion. Bei der Abschreibungsfrage sind wir uns nicht einig.

Walter Schilt, Utzigen (SVP). Die Argumente sind wohl schon fast alle genannt worden. Die SVP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss in allen Teilen, bestreitet jedoch die Abschreibung. Hier darf man noch ein wenig Gas geben. Wichtig ist es vor allem, der SRG zu sagen: «Zürich ist nicht die Schweiz, und die SRG ist nicht Zürich.» Sparen ist schön, es ist gut, es ist ein hehres Ziel. Doch ich denke, es ist hier nicht einmal sicher, ob man überhaupt etwas spart, und der Schaden, den man anrichtet, ist nicht aufzuwiegen mit dem, was man tatsächlich sparen würde. Deshalb: Das Radiostudio gehört in die Hauptstadt, sonst verkommen wir zur Dependance von Zürich, was nicht sein darf. Amen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Meine Interessenbindung: Ich halte das «Regionaljournal Bern Freiburg Wallis» für eines der besten, informativsten und für mich als Kantonspolitiker wichtigsten Medienprodukte. Ich habe ein grosses Interesse daran, dass dieses weiterhin von Bern aus produziert wird, und kann mir schlecht vorstellen, dass diese Sendung sowie viele andere Sendungen von Zürich aus auch nur halbwegs so gut produziert werden könnten wie hier in Bern. Abgesehen davon ist Bern die Bundeshauptstadt, und es ist klar, dass hier das politische Zentrum liegt und dass das Radiostudio hierhin gehört. Für die EVP ist es ganz klar, dass wir diese Motion einstimmig unterstützen. Wenn das Radiostudio Bern geschlossen und zerschlagen würde, würde sich die SRG einen kapitalen Fauxpas leisten. Ich persönlich habe mich sehr stark gegen die «No Billag»-Initiative engagiert. Aber die Arroganz und die schnoddrige Art und Weise, wie die SRG-Leitung auftritt und das Radiostudio Bern schliessen will, ist für mich unerträglich. Ein andermal würde es wohl anders herauskommen, wenn die SRG grundsätzlich infrage gestellt wird.
Die EVP unterstützt diesen Vorstoss. Sie unterstützt jedoch auch dessen Abschreibung. Wir sind gegen Zeichen- und Symbolpolitik. Die Regierung unternimmt alles und legt in ihrer Antwort auch dar, was sie alles schon gemacht hat. Wir von der EVP vertrauen darauf, dass die Regierung auch in der verbleibenden Zeit alles tun wird und es eine Selbstverständlichkeit ist, dass sie sich auf politischer Ebene gegen die Schliessung dieses Radiostudios wehrt. Deshalb können wir der Abschreibung so zustimmen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. – Nein, Entschuldigung, wir kommen zuerst zum letzten Fraktionssprecher. Für die EDU hat Grossrat Schwarz das Wort.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Es wurde schon alles gesagt, nur etwas fehlt noch: Die EDU-Fraktion unterstützt diese Motion einstimmig und bestreitet deren Abschreibung.

Präsident. Damit kommen wir jetzt zu einem Einzelsprecher. Grossrat Sancar hat das Wort.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Gemütlich ist die Bootsfahrt nicht, dennoch sitzen wir alle im selben Boot. Auch die SRG ist mit dabei, möchte nun aber das Boot verlassen und ins trübe Wasser springen, und dies bei stürmischem Wetter. Es ist eine Seltenheit, dass sich die SRG, die sich ihrer Diversität rühmt, nun vom Credo der vielfältigen und differenzierten Berichterstattung verabschieden möchte. Dies ist auf jeden Fall nicht das Versprechen, welches die SRG während des «No Billag»-Abstimmungskampfs gegeben hat. Eine Konzentration der Medien in Zürich schadet der Medienvielfalt und erschwert die differenzierte Berichterstattung. Bern ist das Zentrum der Schweiz, Bern ist das Zentrum der Politik, wo die wichtigen Entscheide getroffen werden, es ist die Quelle wichtiger Informationen über das politische Geschehen. Bern ist ein Bindeglied zwischen der lateinischen und der deutschen Schweiz und selbst ein zweisprachiger Kanton.
Während der «No Billag»-Kampagne habe ich mich für die Gebühren und das Bestehenbleiben der SRG eingesetzt, Inserate gemacht und mehrere Leserbriefe für das «Echo der Zeit» aus Bern geschrieben. Viele Migrantinnen und Migranten waren gegenüber den Gebühren kritisch eingestellt. Ich habe ihnen erklärt, worum es geht. Ich habe sie informiert, damit sie bessere Entscheidungsgrundlagen haben. Heute fühle ich mich verraten, wenn die SRG das Politzentrum Bern verlassen möchte. Bern ohne SRG wäre ein Schlag gegen den Föderalismus, und die SRG würde sich damit mehr Schaden zufügen als sie durch Einsparungen gewinnen könnte. Mit einem Umzug geht ein grosses Wissen verloren, denn schon jetzt hören und wissen wir, dass ein grosser Teil der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter nicht umziehen wird. Die SRG soll die Idee eines Umzugs von Bern nach Zürich jetzt wirklich begraben. Der bisherige Schaden ist schon immens. L'idée suisse n'existe pas sans le studio à Berne. Die Motion darf nicht abgeschrieben werden, solange die SRG-Verantwortlichen den Umzugsgedanken nicht aus ihren Köpfen verbannt haben.

Präsident. Die Motionärin hat nochmals das Wort.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Ich danke für diese Voten und stelle fest, dass wir uns in dieser Sache einig sind: Das Radiostudio Bern soll in Bern bleiben. Ich habe mich vorhin noch nicht zur Abschreibung geäussert. Ich will die Abschreibung bestreiten und somit den Vorstoss nicht abschreiben, dies nicht im Sinne einer Nichtanerkennung der Bemühungen und des Einsatzes des Regierungsrats, sondern um den notwendigen Druck aufrechtzuerhalten. Ich möchte diese Motion nicht abschreiben, bis definitiv klar ist, dass das Radiostudio in Bern bleibt.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich danke auch im Namen des Regierungsrats für diese Debatte. Es ist sehr erfreulich, dass über alle Fraktionen hinweg die Zustimmung zur Haltung des Regierungsrats zu hören war. Ich denke, diese parteienübergreifende Zustimmung und die einheitliche Haltung gegenüber dem Ansinnen der SRG, das Radiostudio nach Zürich zu verlegen, ist auch ein starkes Signal. Vielen Dank.
Ich möchte die Argumente nicht wiederholen, die der Regierungsrat in seiner Antwort aufgeführt hat. Ich möchte mich nur noch zur Frage der Abschreibung äussern. Bruno Vanoni hat gesagt, die Regierung müsse noch einen Zacken zulegen. Wir sind immer offen für neue Argumente. Ich habe auch Bruno Vanoni und den anderen gut zugehört, als sie sagten, was man noch vorbringen könne. Ich möchte hier Folgendes festhalten: Für die Regierung hat dieses Thema oberste Priorität. Es gab keine Regierungssitzung in den letzten Wochen, an der dieses Thema nicht diskutiert wurde. Die Regierung ist andauernd damit beschäftigt. In diesem Sinne kann man fast nicht mehr einen Zacken zulegen. Wie gesagt worden ist, hat die Regierung aus formellen, rechtlichen Gründen die Abschreibung beantragt, weil der Vorstoss verlangt, dass sich die Regierung bei der SRG dafür einsetzt, dass das Radiostudio in Bern bleibt. Die Regierung hat dies getan. Sie hat mit dem Verwaltungsrat der SRG sowie mit der Konzernleitung Gespräche geführt, zusammen mit der Stadt Bern und mit der Hauptstadtregion. Man hat unzählige Male geschrieben und sich eingesetzt. Insofern ist der Auftrag eigentlich erfüllt, aber ich verstehe auch, wenn man ein Signal aussenden und sagen will, dass dieser Auftrag andauert. Selbstverständlich wird die Regierung nicht die Hände in den Schoss legen und zur Tagesordnung übergehen. Insofern ist es für die Regierung auch kein Unglück, wenn Sie diese Abschreibung ablehnen und die Abschreibung im Rahmen des jährlichen Geschäftsberichts beantragt wird.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer der Motion «Radiostudio gehört nach Bern» zustimmt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	140
Nein	7
Enthalten	1

Präsident. Sie haben diese Motion überwiesen mit 140 Ja- gegen 7 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir stimmen noch über die Abschreibung ab. Wer diese Motion abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	11
Nein	133
Enthalten	6

Präsident. Sie haben diese Motion nicht abgeschrieben mit 133 Nein- gegen 11 Ja-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Ich kann mir folgende Bemerkung nicht verkneifen: Während der Debatte über diese Motion war es hier drin sehr ruhig. Die Gespräche der Kommissionen, die im Moment halt stattfinden müssen, fanden schön in der Wandelhalle statt. Sobald das Zeichen zur Abstimmung ertönte, wurden diese Gespräche in den Ratssaal verlegt, und während des Votums des Staatsschreibers herrschte eine recht grosse Unruhe. Ich bitte Sie, wie zuvor, Ihre Gespräche draussen in der Wandelhalle zu führen, denn dies war sehr angenehm. Ich bitte Sie jedoch, zuzuhören, sobald Sie den Saal betreten. Sie können ja nachher wieder gehen, denn das nächste Traktandum folgt sogleich.

Geschäft 2018.RRGR.359

Motion 104-2018 Gnägi (Jens, BDP)
Schwerpunkt Wachstumsschwäche bei den Regierungsrichtlinien 2019–2022
Richtlinienmotion

Präsident. Somit kommen wir zum Traktandum 7. Gestern haben wir per Ordnungsantrag eine freie Debatte zu dieser Richtlinienmotion beschlossen. Diese trägt den Titel: «Schwerpunkt Wachstumsschwäche bei den Regierungsrichtlinien […]». Die Regierung will sie als Postulat annehmen. Der Motionär, Grossrat Gnägi, hat das Wort.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Am 8. Mai 2018 hat es die «Berner Zeitung (BZ)» auf den Punkt gebracht: Der Kanton Bern hat eine Wachstumsschwäche. Die «BZ» hat diesem Thema eine grosse Reportage gewidmet. Dieser konnten wir entnehmen, dass dieses Problem nicht neu ist, sondern bereits seit 150 Jahren besteht, und dass es auch nicht danach aussieht, als würden wir es in Zukunft bald loswerden. Auf den ersten Blick klingt dies vielleicht gar nicht so tragisch, doch was es bedeutet, wird rasch klar. In der Wirtschaftsstrategie 2025 räumt die VOL ein, dass das langsame Wachstum «eine der folgenreichsten Schwächen des Kantons Bern» sei. Diese Schwäche hat Auswirkungen auf den Arbeitsmarkt, auf das Bildungssystem, aber zum Beispiel auch auf die Sozialversicherungen. Der Nachteil im nationalen Standortwettbewerb ist sehr schwierig für die Wirtschaftskraft des Kantons Bern, für ihre Platzierung, aber auch für die finanzielle Situation.
Am 21. August äusserte sich auch Professor Paul Messerli zu diesem Thema in der «BZ». Unter dem Titel «Jetzt muss der Regierungsrat die Zügel in die Hand nehmen» appelliert er an die Verantwortlichen in der Berner Politik, sich endlich mit wichtigen Reformprojekten auseinanderzusetzen. Er benennt das Problem unseres Kantons klar: «Stadt und Land, Politik und Wirtschaft schaffen es nicht, eine gemeinsame Strategie für den Kanton Bern zu entwickeln, egal ob es um Schulstandorte, Landwirtschaft oder Verkehrsfragen geht, man reibt sich auf in einem […] Verteilkampf. Und steht danach still.» Ist dies der Grund, weshalb der Kanton Bern im Rückstand ist? – Gefordert ist nun der Regierungsrat. Mit unserer Motion fordern wir, dass er sich beim Erstellen der neuen Regierungsrichtlinien mit dem strategisch und entwicklungspolitisch wichtigen Thema Wachstum auseinandersetzt. Es stehen Fragen im Raum: Wo soll der Kanton Bern hingehen? Wo hat er seine Stärken, wo hat er Potenzial? Welches ist die richtige Richtung? – Es ist wichtig, dass sich der Regierungsrat nicht nur dem Alltagsgeschäft widmet, sondern dass er auch solche strategischen Schwerpunkte festlegt. In 150 Jahren soll man nicht mehr von einem wirtschafts- oder wachstumsschwachen Kanton Bern sprechen. Wenn dies schon vorher nicht mehr der Fall ist, ist dies umso besser. Wir halten bei diesem Thema an der Motion fest. Es ist zu wichtig, um es in einer Schublade verschwinden zu lassen. Danke, wenn Sie uns unterstützen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Niederhauser das Wort.

Jean-Luc Niederhauser, Court (FDP). La faible croissance mise en évidence par cette motion est un problème sur lequel il y a effectivement lieu d'être attentif. Cependant, comme le relève le Conseil-exécutif, ce sujet n'est pas de la compétence du Grand Conseil, mais de sa propre compétence. Le Conseil-exécutif et toutefois prêt à étudier cette requête dans le cadre du processus d'élaboration du programme gouvernemental de législature, et propose d'adopter cette demande sous forme d'un postulat. Le groupe PLR a décidé de rejeter cette motion et de l'accepter sous forme d'un postulat.

Kurt Zimmermann, Frutigen (SVP). Auch die SVP-Fraktion ist sich bewusst, dass der Regierungsrat für die Regierungsrichtlinien 2019–2022 genügend Zeit benötigt. Wir sind gespannt zu erfahren, welche Schwerpunktthemen, Zielsetzungen und Strategien er uns in der Frühlingssession 2019 vorschlägt. Besonders zum Thema «Wachstumsschwäche im Kanton Bern» erwarten wir griffige Vorschläge, die zeitgerecht umgesetzt werden können. Im Vergleich zu anderen Kantonen entwickelt sich der Kanton Bern seit 150 Jahren weniger dynamisch. Wachstum ist gefragt, weil es positive Auswirkungen auf unseren Arbeitsmarkt und auf das Bildungssystem hat, aber auch auf unsere Wettbewerbsfähigkeit. Eines von vielen Beispielen dürfen wir hier schon nennen: Heute pendeln sehr viele Leute aus steuergünstigen Nachbarkantonen zur Arbeit in unseren Kanton. Sie bezahlen hier keine Steuern und gestalten hier das Alltagsleben nicht mit. Die Auswirkungen sind bekannt: Bern exportiert sein Wachstum in die Nachbarkantone. Wachstum lässt sich nicht staatlich verordnen. Staatliche Eingriffe in die private Wirtschaft bringen auch keinen Erfolg. Aber bei der strategischen Entwicklung muss die Berner Regierung den Lead übernehmen. Wir erwarten von der Regierung auf die Frühlingssession 2019 hin konkrete Vorschläge zu wirtschaftlichen, steuerlichen und sozialen Verbesserungen für unseren Kanton. Die SVP-Fraktion lehnt die Motion grossmehrheitlich ab, wird jedoch einem Postulat zustimmen.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Soviel vorweg: Wir unterstützen diesen Vorstoss auch als Motion. Weshalb? – Der Kanton Bern ist bezüglich des Wachstums nicht dort, wo er sein könnte oder sein sollte. Im innerkantonalen Vergleich haben wir zwar relativ wachstumsstarke Zentren, aber im gesamtschweizerischen Vergleich hinken diese hinterher. Die ländlichen Gebiete wiederum hinken leider auch im innerkantonalen Vergleich hinterher. Deshalb erachten wir die Auseinandersetzung mit dem Wachstum als sehr wichtig. Gerade jetzt, wo sich abzeichnet, dass sich der Steuerwettbewerb verschärfen wird, denken wir, dass wir dem Regierungsrat diesen verbindlichen Auftrag erteilen sollten. Warum ist Wachstum wichtig? – Eine kleine Rechnung: Wir haben knapp 7 Mrd. Franken Steuereinnahmen. Wenn wir davon ausgehen, dass diese Steuereinnahmen proportional zum Wachstum wachsen, und wenn wir weiter annehmen, dass wir es dank einer geschickten Wachstumspolitik schaffen, beispielsweise innerhalb von fünf Jahren um 1 Prozent stärker zu wachsen, würde dies pro Jahr zusätzliche Steuereinnahmen von 70 Mio. Franken bedeuten. Es lohnt sich somit, hier genauer hinzuschauen. Es handelt sich um einen Weg, bei dem man nicht übers Sparen und über Leistungskürzungen spricht, sondern über etwas Positives, nämlich über das Wachsen und Weiterkommen.
Wir erwarten, dass in den Regierungsrichtlinien verbindlich folgende Themen angesprochen werden: Welche konkreten Massnahmen soll der Kanton treffen, um das Wachstum in den Zentren und in den Landregionen zu fördern? Was soll die Verwaltung tun, wie soll sie sich organisieren, und welche Prozessänderungen hat dies zur Folge? Welche konkreten Projekte soll der Kanton fördern, und wie ist diese Förderung am effizientesten möglich? Das heisst, Kosten und Nutzen sind abzuwägen. Nicht zuletzt erwarten wir, dass man Wachstum aus qualitativer Sicht betrachtet und sich auch überlegt, in welchem Gebiet und in welcher Branche man ein Wachstum will.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Grossrätin Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Wir erachten die Antwort des Regierungsrats als schlüssig und werden ein Postulat unterstützen. Dass der Kanton Bern nicht der wirtschaftsstärkste Kanton ist, ist seit Längerem bekannt. Vielleicht hat dies auch etwas mit uns zu tun, die wir hier drin sitzen; ich weiss es nicht. Aber wir erachten es sicher als richtig, dass man dieses Thema in die nächsten Regierungsschwerpunkte aufnimmt. Wir unterstützen die Motion nicht, stimmen jedoch einem Postulat zu.

Marc Jost, Thun (EVP). Beim Zeitunglesen entstehen immer wieder gute Ideen. Auch wir haben diesen Artikel gelesen. In der EVP-Fraktion wurde dieser Vorstoss jedoch etwas ambivalent aufgenommen. Wir gehen auch davon aus, dass der Regierungsrat nicht nur Zeitung liest, sondern sich intensiv Gedanken macht über die Fragen, die hier angesprochen werden. Doch die Ambivalenz, die wir verspüren, ist auch aus der Antwort des Regierungsrats herauszuhören: Wie stark sollen wir in die Regierungsrichtlinien dreinreden? – Wir schliessen uns der Antwort des Regierungsrats an und sagen, dass dies eine Idee sei, die aufgenommen und diskutiert werden solle. Deshalb ein Postulat. Wir gehen jedoch davon aus, dass der Regierungsrat diese Verantwortung wahrnimmt und das Thema selbstverständlich nicht nur diskutiert, sondern auch in die Richtlinien aufnimmt. In diesem Sinne stimmen wir diesem Vorstoss als Postulat zu.

Präsident. Für die SVP-Fraktion spricht Grossrat Krähenbühl. – *(Grossrat Krähenbühl erklärt von seinem Platz aus, er wolle als Einzelsprecher das Wort ergreifen.)* Ach so. Für die BDP-Fraktion spricht in diesem Fall Grossrat Gerber.

Peter Gerber, Schüpfen (BDP). Wir haben es gehört: Der Kanton Bern hinkt hinterher. Die Wachstumsschwäche zeitigt negative Folgen für die finanzielle Situation des Kantons Bern. Was fehlt Bern heute zu einer überzeugenden Hauptstadt? Wie kann Bern in 30 Jahren aussehen? Das Buch «Wie viel Bern braucht die Schweiz?» zeigt spannende Ansätze. Die Journalisten Stefan von Bergen und Jürg Steiner benennen Berns wunde Punkte und zeigen, wie die Hauptstadt über sich hinauswachsen könnte. Bern muss sich neu erfinden. Die international ausgerichteten Krafträume Zürich/Basel und Genf/Lausanne sind das ökonomische Rückgrat dieses Landes. Nur wenn Bern erstarkt, wird es zu einer Hauptstadt, die der Schweiz nützt. In Bern befinden sich das Kantons- und das Bundesparlament sowie die Universität. Nutzen wir diese Chance! Der Regierungsrat hat die Chance erkannt. Am Anlass der Sitem-insel vom vergangenen Montag waren vier Vertreter unserer Regierung vor Ort. Dies ist ein gutes Beispiel für die Zusammenarbeit zwischen Parlament, Regierung und Universität. Die Motion verlangt nichts Verrücktes. Sie verlangt nur vom Regierungsrat, dass diese Thematik umgehend in die Regierungsrichtlinien aufgenommen wird und die Strategie und die Richtung aufgezeigt werden. Der Auftrag an die Regierung muss jetzt erteilt werden. Die BDP wird diese Motion einstimmig unterstützen.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Im Marketing gibt es einen wichtigen Grundsatz: Du kannst gegen einen Mitbewerber nur mit deinen Stärken gewinnen; deine Schwächen musst du hingegen soweit wie möglich eliminieren. Den Grünen ist dieses Anliegen sehr wichtig. Eine gute Strategie, die die Schwächen des Kantons Bern vermindern kann, braucht es unbedingt, genauso wie es eine Strategie braucht, um die Stärken zu stärken. Auf lange Sicht bringt dies dem Kanton viel mehr als ein Dutzend Sparprogramme. Aus diesem Grund hat der frühere Regierungspräsident Bernhard Pulver in seinem Präsidialjahr zum Entwicklungsdialog eingeladen. Er führte umfassende Gespräche und verfasste einen Bericht – das Resultat des Austauschs mit wichtigen Akteuren aus der Wirtschaft, der Forschung und der Gesellschaft. Daraus liessen sich viele Strategien ableiten, auch zur Verminderung der Wachstumsschwächen des Kantons Bern.
Nun liegen uns eine Motion sowie die Antwort des Regierungsrats vor. Wir sind der Meinung, dass beide mit angezogener Handbremse fahren. Diese Motion ist sehr vage formuliert. Man hätte gewisse Dinge andenken und mit einer Begründung vorentwickeln können. Dies vermissen wir. Wir sind der Meinung, so bringe der Vorstoss nicht viel. Entsprechend oberflächlich und unwillig gibt sich der Regierungsrat, weil man ihm in dieser oberflächlichen Weise dreinreden will. Ein solch‘ laues Lüftchen wollen wir Grünen nicht aufhalten, aber mitsegeln kann man auch nicht. Wir werden deshalb der Motion sicher nicht zustimmen. Bei einem Postulat würden wir uns wohl mehrheitlich enthalten, und einige würden wahrscheinlich dafür stimmen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Als Erstes hat Grossrat Krähenbühl das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Ich werde diese Motion als Postulat unterstützen, wie es unser Fraktionssprecher tut. Ich nehme positiv zur Kenntnis, dass die BDP das Problem der Wachstumsschwäche des Kantons geortet hat. Gleichzeitig möchte ich die BDP dazu auffordern, Nägel mit Köpfen zu machen, denn letztendlich wissen wir – oder zumindest wir Bürgerlichen –, wo der Hund begraben ist. Unsere Fiskalquote ist viel zu hoch, unsere Staatsausgaben sind im Verhältnis zu hoch, und vor allem ist unsere Steuerquote zu hoch. Es wurde bereits in einem Votum erwähnt: Die Leute, die im Kanton Bern arbeiten, wohnen häufig ausserhalb des Kantons. Dies betrifft notabene auch Staatsangestellte, weil die Steuern einfach zu hoch sind. Deshalb, liebe BDP, an dieser Stelle ein Werbespot im Hinblick auf unsere Motion «[…] Ausgabenwachstumsbremse […]» *(M 278-2017):* Stimmen Sie dieser einfach zu, dies wäre eine gute Massnahme, um Nägel mit Köpfen zu machen. Hier hingegen würden wir wieder Richtlinien und Berichtchen verfassen und in der Gegend herumeiern. Wir müssen endlich vorwärtsmachen. Ich würde es sehr begrüssen, wenn Sie dann zustimmen könnten.

Präsident. Ich erteile dem Staatsschreiber das Wort.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich denke, der Eindruck von Christoph Grupp ist falsch, dass die Regierung dies auf die leichte Schulter nimmt, nur weil die Motionsantwort relativ knapp ausgefallen

ist. Für die Regierung ist die Wachstumsschwäche des Kantons ein Thema, welches sie sehr beschäftigt, und mit welchem sie sich sehr stark auseinandersetzt.
Wir stecken gerade mitten im Prozess der Erarbeitung der Regierungsrichtlinien der neuen Legislaturplanung. Die neue Regierung ist noch nicht so lange im Amt. Man ist jetzt gerade dabei, diese Regierungsrichtlinien zu erarbeiten. Diese werden Anfang Dezember zuhanden des Grossen Rats verabschiedet. Das Thema Wachstumsschwäche ist dabei sicher wichtig. Die Regierung nimmt zur Kenntnis, was Leute wie Professor Messerli sagen. Wie erwähnt, hat der frühere Regierungspräsident zahlreiche Gespräche geführt. Trotzdem beantragt die Regierung die Annahme dieses Vorstosses nur in Form eines Postulats, weil dieser Prozess zurzeit im Gang ist; diese Regierungsrichtlinien liegen noch nicht vor und werden noch nicht verabschiedet. Es ist ein Thema, welches die Regierung anschauen und prüfen wird. Es handelt sich ja auch um eine Richtlinienmotion; die Kompetenz, diese Richtlinien zu erlassen, liegt beim Regierungsrat. Der Grosse Rat kann sich im März des nächsten Jahres dazu äussern, Planungserklärungen abgeben und damit seine Haltung zum Ausdruck bringen.

Präsident. Der Motionär hat nochmals das Wort.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Vielen Dank, liebe Kolleginnen und Kollegen, für diese Diskussion. Ich hatte den Eindruck, dass alle das Problem erkannt haben. Einige haben einen aus meiner Sicht etwas speziellen Umkehrschluss gezogen, wie etwa Christoph Grupp. Man erkennt zwar das Problem, will aber die Motion nicht annehmen. Ich habe den Grund dafür nicht ganz verstanden. Ich lese Ihnen gerne nochmals die Forderung unserer Motion vor: «Der Regierungsrat wird beauftragt, der Problematik der Wachstumsschwäche einen Schwerpunkt bei der Erstellung der Regierungsrichtlinien 2019–2022 einzuräumen.» Dies ist doch eine offene Forderung, die ein wichtiges Problem betrifft. Wir können nun als Parlament ein klares Zeichen setzen, wonach wir Innovationen fördern und vorwärtsgehen wollen. Wir von der BDP wollen dies auf jeden Fall, weshalb wir diese Motion aufrechterhalten.

Präsident. Wir stimmen somit über eine Motion ab. Wer dieser Motion zustimmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	46
Nein	85
Enthalten	11

Präsident. Sie haben diese Motion abgelehnt mit 85 Nein- gegen 46 Ja-Stimmen bei 11 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.705

Motion 267-2017 Machado Rebmann (Bern, GaP)
Volksmotion und Volkspostulat – neue demokratische Rechte im Kanton Bern

Präsident. Wir kommen zur nächsten Motion. Diese wurde noch von Grossrätin Machado eingereicht. Der Titel lautet: «Volksmotion und Volkspostulat – neue demokratische Rechte im Kanton Bern». Die Regierung lehnt die Motion ab. Die Motion wurde von Grossrätin Ammann, AL, übernommen. Grossrätin Ammann hat das Wort.

Christa Ammann, Bern (AL). Es wurde schon gesagt: Ich durfte diese Motion von Simone Machado übernehmen. Sie fordert die Einführung neuer demokratischer Rechte im Kanton Bern, die sogenannte

«Volksmotion» und das «Volkspostulat». Dabei handelt es sich, wie im Vorstoss beschrieben, um eine Möglichkeit für Nichtparlamentarierinnen und Nichtparlamentarier, mit einer bestimmten Anzahl Unterschriften Motionen und Postulate auf kantonaler Ebene einzureichen und diese selber im Rat zu vertreten. Es gibt diverse Kantone und Gemeinden, die diese Instrumente bereits kennen. In den Kantonen Solothurn und Schaffhausen beispielsweise wird diese Möglichkeit der politischen Teilhabe ungefähr ein- bis dreimal pro Jahr genutzt. Dadurch werden Anliegen aus der Bevölkerung im Parlament diskutiert. Auf Gemeindeebene ist die Volksmotion teilweise ebenfalls bekannt. Im Kanton Bern etwa ist dies in Ostermundigen, Zollikofen und Worb der Fall. In Ostermundigen wurde dieses Mittel in den Jahren 2017 und 2018 je einmal genutzt.
Der Regierungsrat sagt in seiner Antwort, es bestehe kaum Interesse, und deshalb, weil dieses Mittel im Durchschnitt nur zweimal pro Jahr verwendet werde, sei es nicht notwendig. Diese Argumentation ist im Zusammenhang mit politischen Rechten nicht nur falsch, sondern auch gefährlich. Quantifiziert müssten mit dieser Argumentation nämlich auch die Volksinitiative und das Referendumsrecht abgeschafft werden. Wenn man diese analysiert, sieht man, dass seit 2012 pro Jahr durchschnittlich nur ein Referendum sowie nicht mehr als 0,5 Initiativen zustande kamen. Ich nehme nicht an, dass es in diesem Rat deshalb bestritten ist, dass es diese Mittel braucht. Ich gehe vielmehr davon aus, dass diese nicht infrage gestellt werden, sondern dass es sich um zentrale Rechte unserer Demokratie handelt. Ein politisches Recht zu haben, heisst nicht, dass man dieses Recht auch wahrnehmen muss. Ein politisches Recht zu haben, heisst, sich aktiv einbringen zu können, wenn einen etwas bewegt und man den Eindruck hat, dass etwas diskutiert werden sollte. Wo der Regierungsrat vermutlich Recht hat, ist in der Aussage, dass wohl kein Zusammenhang besteht zwischen den Anforderungen bezüglich der Anzahl Unterschriften bei Initiativen und Referenden und der Nutzung von Volksmotionen und Volkspostulaten. Es sind jedoch ergänzende Mittel zu Initiativen, Referenden und Petitionen. Deshalb sollten diese trotzdem eingeführt werden. Ich möchte deshalb im Gegensatz zum Regierungsrat festhalten, dass ein hinreichendes Interesse für zusätzliche Mittel der politischen Partizipation besteht, aber dass wohl auch nicht mit einer exzessiven Nutzung dieses neuen Rechts zu rechnen wäre. Es wäre einfach eine weitere Chance, sich einzubringen.
Für den Kanton Bern fordert der Vorstoss, dass die neu zu schaffenden Instrumente der Volksmotion und des Volkspostulats nicht nur den Stimmberechtigten zustehen sollen, sondern sämtlichen im Kanton Bern wohnhaften Personen ab dem 14. Lebensjahr. So hätten auch Personen ohne Schweizer Pass sowie Jugendlich die Möglichkeit, ihre Anliegen nach der Sammlung der benötigten Unterschriften diskutieren zu lassen und an der Gestaltung ihrer Lebensräume mitzuwirken. Dies kann in einer lebendigen Demokratie nur wünschenswert sein. Auch die Wahlbeteiligung ist tief. Dies bedeutet, dass wir nicht nur darüber nachdenken, was man tun könnte, damit dieses politische Recht wieder stärker genutzt würde, sondern dass wir auch aktiv darüber nachdenken müssen, welche weiteren politischen Mittel geschaffen werden müssen, damit eine breite Bevölkerung politisch teilhaben kann. In diesem Sinne bitte ich Sie, diese Motion zu überweisen und die Volksmotion sowie das Volkspostulat als sinnvolles und ergänzendes Mittel im Kanton Bern einzuführen.

Präsident. Ich erteile dem ersten Fraktionssprecher das Wort. Grossrat Bachmann spricht für die SP-JUSO-PSA-Fraktion.

Christian Bachmann, Nidau (SP). Ich kann mich etwas kürzer fassen. Bei dieser Motion geht es darum, dem Volk eine neue Möglichkeit zu geben, sich politisch zu äussern. 200 Personen ab 14 Jahren sollen im Grossen Rat eine Motion oder ein Postulat einreichen und dies vor dem Rat vertreten dürfen. Mit dieser Motion soll somit der Personenkreis, der politische Anliegen einbringen kann, massiv erweitert werden. Wir haben in unserem Rat Parteien – ich schaue jetzt vor allem geradeaus zur grössten Fraktion –, die bei jeder Gelegenheit vom Volkswillen sprechen und die unsere Demokratie in den höchsten Tönen loben. Mit diesem Vorstoss haben diese Parteien ein neues Mittel, welches sie dem Volk in die Hand drücken können, um die Demokratie zu stärken. Wer mehr Demokratie und direktere Demokratie will, der oder die stimmt diesem neuen demokratischen Recht im Kanton Bern zu. Seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt eine grosse Mehrheit dieser Motion zu. Es gibt auch ein paar Mitglieder, die sie ablehnen, mit der Begründung, dass die heutigen Möglichkeiten der politischen Einflussnahme genügten. Danke fürs Zuhören und Zustimmen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Wir konnten gestern schon sagen, wir Grünen seien für die Stärkung der Volksrechte und wir seien auch für differenzierte Volksrechte. Wir unterstützen deshalb auch die Idee, das neue Volksrecht der Volksmotion oder des Volkspostulats einzuführen, weil es sich dort,

wo es schon besteht, auf Gemeindeebene bewährt hat. Ein Grund für das neue, differenzierte Recht besteht sicher darin, dass die Unterschriftenzahlen für die bestehenden Volksrechte im Kanton Bern sehr hoch sind und im Vergleich zu anderen Kantonen sehr hohe Hürden für Volksinitiativen und Referenden darstellen. Dies kann man in der Begründung dieser Motion nachlesen. Die Volksmotion und das Volkspostulat unterstützen wir jedoch nicht nur, weil es dafür weniger hohe Hürden benötigen würde. Ob es nur 200 Unterschriften sein müssten, wie in der Begründung steht, darüber kann man noch diskutieren. Im Motionstext selbst wird keine Zahl genannt, deshalb sollte diese auch kein Ablehnungsgrund sein. Wir unterstützen Volksmotion und Volkspostulat, weil sie auch eine andere Qualität eines Volksrechts aufweisen.
Auf diese andere Qualität möchte ich näher eingehen mit dem Hinweis auf die guten Erfahrungen, die man damit in meiner Wohngemeinde Zollikofen gemacht hat und weiterhin macht. Seit 2005 wurden dort vier Volksmotionen eingereicht. Dies klingt nach wenig, aber es sind immerhin viermal so viele wie es im selben Zeitraum Volksinitiativen gegeben hat. Von diesen vier Volksmotionen in Zollikofen wurden zwei vom Gemeindeparlament angenommen. Dies deutet darauf hin, dass sie ein Anliegen zur Sprache gebracht haben, an welches man in den politischen Behörden vorher nicht gedacht hat. Eine dieser Volksmotionen führte sogar nachher zu einer Änderung der Gemeindeverfassung, die vom Volk angenommen wurde. Somit kam ein Anliegen aufs Tapet, welches am Schluss die Zustimmung des Volkes fand. Der Regierungsrat geht in seiner Antwort auf Erfahrungen in anderen Kantonen ein.
Die guten Erfahrungen in den bernischen Gemeinden, wo diese Möglichkeiten schon bestehen, kommentierte er nicht. Ich möchte vor allem den Schlussabschnitt der Zusammenstellung des Regierungsrats hervorheben. Dort weist dieser darauf hin, dass es auch noch spezifischere Instrumente gibt, wie etwa die Jugendmotion, die von Jugendlichen eingereicht werden kann, oder die Ausländermotion, die in der Stadt Bern ein grosses Politikum war. Die Volksmotion hat im Unterschied zu diesen selektiven neuen Volksrechten einen integrativen Charakter. Dies müsste meiner Meinung nach dazu führen, dass wir dieser Motion zustimmen. Integrativ ist es deshalb, weil eine Volksmotion oder ein Volkspostulat zum Beispiel in der Gemeinde Zollikofen von allen Personen ab 14 Jahren, die in der Gemeinde wohnen und angemeldet sind, unterschrieben werden kann. Das heisst, aus der Bevölkerung kann ein Anliegen sowohl von jungen als auch von älteren Personen, von Ausländerinnen und Ausländern als auch von «Ureinwohnern» ins Parlament getragen werden. Es ist ein Instrument, welches die Beteiligung, das Interesse und die Sensibilisierung auf Gemeindeebene zu wecken erlaubt. Soviel zum Beispiel Zollikofen. Dasselbe Instrument würde auch dem Kanton Bern guttun. Ich denke, wir im Grossen Rat müssen uns nicht davor fürchten. Es wird keinen inflationären Gebrauch dieses Rechts geben, weil wir ja selber so viele gute Ideen haben, sodass wir das ganze Ideenspektrum abdecken. Aber für den Fall, dass es einmal ein Anliegen gibt, auf welches wir nicht selber gekommen sind und welches uns ein gewisser Anteil der Bevölkerung unterbreiten will, täte die Einführung der Volksmotion und des Volkspostulats gut. In diesem Sinne danke ich Ihnen für die Zustimmung zu dieser Motion.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Für die EVP als Volkspartei klingt diese Motion natürlich sehr verlockend. Wir sind für das Volk und versuchen dieses zu vertreten, oder zumindest diejenigen Personen, die uns wählen. Wir haben uns gestern im Zusammenhang mit dem Volksvorschlag für die Stärkung der Volksrechte eingesetzt. Wir sind jedoch dezidiert der Meinung, dass es genügend Volksrechte und genügend Möglichkeiten gibt für alle Leute, ob sie nun 14 oder 12 Jahre alt sind, und ob sie nun eingebürgert sind oder nicht. Wenn Anliegen vorhanden sind, die uns, wie Bruno Vanoni gesagt hat, noch nicht in den Sinn gekommen sind, dann geht die EVP davon aus, dass diese Leute, die ein solches Anliegen einbringen möchten, einen direkteren Weg nutzen können. Wenn man nämlich weiss, wie eine Volksmotion oder ein Volkspostulat funktioniert und wie man diese Unterschriften sammeln muss, ist man sicher auch in der Lage zu wissen, wie man eines der 160 Mitglieder des Grossen Rats erreicht und ihm das Anliegen auf direktem Weg mitgibt.
Folgender Punkt der Begründung erscheint mir wichtig: Eine Volksmotion und ein Volkspostulat würden hier drin wie ein «normaler» parlamentarischer Vorstoss behandelt. Doch es gibt auch den direkten Weg: Man kann an jemanden von uns gelangen, damit diese Person dann das betreffende Anliegen einbringt. Dazu braucht es keine zusätzlichen Volksrechte. Die EVP glaubt auch nicht daran, dass wegen solcher zusätzlichen Instrumente die Beteiligung an der Politik höher wird und mehr Leute damit erreicht werden können. Wir sind der Meinung, dass man diesen Vorstoss ablehnen kann, wie es auch die Regierung sagt. Es braucht keine zusätzlichen Möglichkeiten. Es bestehen genügend Möglichkeiten, Anliegen aus der Bevölkerung in diesen Rat einzubringen.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). Grossrat Löffel hat mir nun fast sämtliche Worte aus dem Mund genommen. Die Motionärin bemängelt, dass die Hürde für die Lancierung einer Volksinitiative oder eines Referendums im Kanton Bern zu hoch sei. Sie schlägt deshalb vor, ein neues Instrument, eine Volksmotion, einzuführen. Mit einer Volksinitiative können Stimmberechtigte ein genau definiertes Begehren einbringen, welches vom Grossen Rat und vom Regierungsrat danach umgesetzt werden muss. Mit einer Motion kann nicht annähernd gleich viel erreicht werden. Der Grosse Rat müsste eine Volksmotion zwar behandeln, aber er könnte sie ablehnen, im Extremfall sogar, ohne eine grosse Debatte darüber zu führen. Damit ist das Ziel einer einfacheren Einflussnahme auf die kantonale Politik aus Sicht der Grünliberalen nicht erreicht.
Wir Grossrätinnen und Grossräte sind vom Volk gewählte Vertreter. Es ist unsere Aufgabe, Anliegen aus der Bevölkerung aufzunehmen und hier in Form von Vorstössen einzubringen oder in die Kommissionsarbeit einfliessen zu lassen. Wenn 200 Personen auf uns Grossräte zugehen und ihnen ein Problem oder ein Anliegen schildern, ist es doch genau unsere Aufgabe, sich dieser Sache anzunehmen und abzuklären, ob und wie man die betreffende Situation verbessern könnte. Mit Blick auf die Motionen, die im Laufe eines Jahres oder einer Legislatur von links bis rechts eingereicht werden, habe ich den Eindruck, dass die Mitglieder des Grossen Rats ihre Ohren offen haben und nicht untätig sind. Die Fraktion der Grünliberalen wird diese Motion ablehnen. Wir sind der Meinung, dass eine Volksmotion oder eine Bevölkerungsmotion den Stimmberechtigten im Kanton Bern nicht substanziell mehr Einflussnahme ermöglicht, als sie diese mit den heutigen Instrumenten bereits besitzen.

Carlos Reinhard, Thun (FDP). Ich hätte nicht zu träumen gewagt, dass ich meinen beiden Vorrednern einmal zustimmen kann. Aber die FDP, die Liberalen, lehnen dieses Anliegen ebenfalls einstimmig ab, auch in der Form eines Postulats. Der Kollege Löffel hat es gut ausgedrückt. Wir sind keine anonymen Grossräte, sondern wir haben ein Profil auf der Website des Kantons Bern. Teilweise steht sogar eine Handynummer oder eine E-Mail-Adresse dabei. Auch ein Kind oder jemand von ausserhalb des Kantons kann sein Anliegen mitteilen, und ich kann dann allenfalls einen Vorstoss einreichen. Man sieht auch, dass es dazu sehr wenige Unterschriften braucht: Es braucht nur eine einzige. Man sieht dies auch beim Vorstoss der Kollegin Machado: «Weitere Unterschriften: 0.» Das heisst, es wurde ein Vorstoss mit einer einzigen Unterschrift eingereicht. Ich bin auch nicht davon überzeugt, dass dies in den anderen Kantonen wirklich so gut ankommt, wie hier behauptet wird. Ich vertrete jetzt die Gegenposition und sage, es habe sich in den anderen Kantonen nicht bewährt, wenn ich daran denke, wie viele Vorstösse eingereicht wurden. Wir haben genügend Volksrechte, es sind genügend Instrumente vorhanden, und deshalb sind wir mit der Erklärung des Regierungsrats einverstanden und lehnen dieses Anliegen einstimmig ab.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Das Anliegen der Motionärin lautet, eine Volksmotion und ein Volkspostulat einzuführen und damit eine Verfassungsänderung auszulösen. Ich fasse mich kurz, denn wir haben schon fast alles gehört, was ich auch sagen könnte und was die BDP auch unterschreiben würde. Wir kennen alle die verschiedenen Möglichkeiten, wie sich unsere Bevölkerung politisch einbringen kann und soll, und dies auch immer wieder tun will. Die Regierung hat dieses Begehren um Ausdehnung der politischen Rechte auf eine Volksmotion und ein Volkspostulat aus BDP-Sicht breit analysiert, mit anderen Kantonen verglichen und auch die Praktikabilität umfassend beleuchtet. Die BDP kann den Erläuterungen der Regierung vollumfänglich folgen. Wir werden diese Motion deshalb einstimmig ablehnen.

Christine Gerber, Detligen (SVP). Ich fasse mich ebenfalls kurz. Die Bevölkerung des Kantons Bern hat bereits heute unterschiedliche Möglichkeiten, ihre Anliegen direkt in die Politik einzubringen. Dies haben wir schon mehrmals gehört, und die Regierung hat es auch in ihrer Antwort festgehalten. Solange der Volkswille nach Abstimmungen teilweise ignoriert wird, sehen wir keinen Bedarf, neue demokratische Rechte einzuführen, jedenfalls nicht so, wie sie in der vorliegenden Motion beschrieben werden. Aus diesem Grund lehnt die SVP diese Motion einstimmig ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Wir haben es gehört: Erfreulicherweise haben wir sehr weitgehende Volksrechte. Erfreulich ist auch, dass der Grosse Rat bei uns sehr vielfältig zusammengesetzt ist bezüglich Herkunft, Gesinnung oder Parteizugehörigkeit. Einer der grossen Vorteile unseres Milizparlaments besteht darin, dass wir tagtäglich mit der Bevölkerung in Kontakt stehen. Wir leben und arbeiten mit ihr zusammen. Deshalb ist es auch für uns so, wie es Grossrat Löffel ausgeführt hat: Jede Gruppierung wird eine Grossrätin oder einen Grossrat finden, um ihr Anliegen zu deponieren,

damit dieses hier diskutiert werden kann. In diesem Sinne ist es nicht nötig, ein neues Volksrecht zu schaffen. Auch wären die Kosten nicht unerheblich. Die EDU-Fraktion wird diesen Vorstoss ablehnen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Zuerst hat Grossrätin Gabi Schönenberger das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Ich muss zuerst das Pult etwas nach unten schrauben. Die Partizipation der Bevölkerung ist wichtig. Es ist eine Tatsache, dass die Möglichkeit der Einflussnahme beispielsweise durch eine Petition eher gering ist. Petitionen werden kaum seriös angeschaut, es sei denn, sie hätten über 10 000 Mitunterzeichnende. In der Interparlamentarischen Konferenz Nordwestschweiz (IPK NWCH), der ich angehöre, habe ich mit meinen ausserkantonalen Kolleginnen und Kollegen über das Thema «Petitionen» diskutiert. Diese haben mir erzählt, dass bei ihnen Petitionen teilweise direkt in den Kantonsrat gelangen und auch dort behandelt werden. Bei uns ist dies, wie Sie wissen, nicht der Fall. Deshalb wäre es entweder eine Option, das Petitionsrecht etwas zu modifizieren oder, wie hier vorgeschlagen, der Bevölkerung die Möglichkeit zu gewähren, sich über den Weg einer Volksmotion oder eines Volkspostulats bemerkbar zu machen.
Es ist auch eine Realität, dass Referenden und Initiativen von Parteien und Organisationen ergriffen werden und meist nicht direkt aus dem Volk stammen. Die beiden neuen Werkzeuge würden einen Mehrwert für unsere Schweizer Demokratie sowie mehr Mitsprache und Partizipation bedeuten. Dafür stehe ich persönlich ein. Haben wir doch keine Angst davor! Deshalb lege ich Ihnen ans Herz, mitzuhelfen, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Der Begriff «direkte Demokratie» wurde hier drin mehrmals genannt. Es ist ein wichtiger Begriff. Ich denke, es ist der Faktor, der uns in der Schweiz zu unserem Wohlstand verholfen hat, obwohl wir keine Bodenschätze haben. Dazu müssen wir Sorge tragen. Aber es ist doch bemerkenswert, wenn mehrere Parteien, die hier drin vertreten sind, zum Beispiel bei der eidgenössischen Volksinitiative «Gegen Masseneinwanderung» mitgeholfen haben, genau dieses Recht zu verwässern, und somit den Volkswillen missachtet haben. Daher freut es mich sehr, dass gerade die links-grüne Seite vorhin auf die direkte Demokratie gepocht und gesagt hat, sie wolle diese stärken. Ich warte gespannt darauf, wie diese Seite argumentiert, wenn es um die Abstimmung über die «Selbstbestimmungsinitiative» geht, die eigentlich nichts anderes will, als die direkte Demokratie zu erhalten. Aus meiner Sicht haben wir längstens genügend Rechte; wir müssen sie nur wahrnehmen und Entscheide richtig umsetzen. Dann wird das Volk auch wieder abstimmen gehen.

Präsident. Diese Sessionssitzung ist bis 11 Uhr angesetzt. Danach finden die Fraktionsausflüge statt. Nun sind noch der Staatsschreiber und die Motionärin an der Reihe. Wir verschieben dies auf morgen Vormittag. Ich wünsche Ihnen allen einen schönen Fraktionsausflug. Kommen Sie morgen früh wieder gesund und munter zurück in den Rat. Damit ist diese Sitzung geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.00 Uhr.

Die Redaktorin:
Sara Ferraro (d/f)

Mittwoch (Vormittag) 5. September 2018, 09.00–11.45 Uhr

Dritte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Blum Christine, Grimm Christoph, Hamdaoui Mohamed, Hässig Vinzens Kornelia, Müller Moritz.

Geschäft 2018.RRGR.459

Wahl zweier Mitglieder deutscher Muttersprache für das Obergericht mit Beschäftigungsgrad von je 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.460

Wahl einer Richterin oder eines Richters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.461

Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.462

Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 60 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Geschäft 2018.RRGR.458

Wiederwahl der 19 Fachrichterinnen und Fachrichter deutscher und französischer Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2024

Gemeinsame Debatte der Wahlgeschäfte 2018.RRGR.459, 2018.RRGR.460, 2018.RRGR.461, 2018.RRGR.462 und 2018.RRGR.458. Wahlresultate und Vereidigung siehe Vormittagssitzung vom 5. September 2018, Geschäft 2018.RRGR.44.

Präsident. Guten Morgen allerseits. Ich hoffe, dass Sie alle einen schönen Fraktionsausflug erlebt haben und sich wohlauf wieder im Grossen Rat befinden. Wir kommen heute Morgen zuerst zu den Wahlen. Wir haben Richterwahlen vorzunehmen. Ich erteile das Wort zuerst dem Präsidenten des Ausschusses IV, Grossrat Freudiger.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP), Kommissionssprecher der JuKo. Ich habe das Vergnügen, Sie heute Morgen als Ausschussleiter kurz in die heutigen Wahlen einzuführen. Ich werde mich auch noch als Fraktionssprecher äussern. Dies aufgrund der Tatsache, dass zwischen Ausführungen mit einer politischen und solchen mit einer fachlichen Komponente klar zu trennen ist. Ich werde deshalb nicht alles auf einmal sagen, sondern später nochmals ans Mikrofon treten.

Wir haben folgende Wahlen vorzunehmen: die Wahl zweier Mitglieder deutscher Muttersprache für das Obergericht als Ersatz für die amtierenden Oberrichter Peter Zihlmann, Grüne, und Stephan Stucki, SP. Sie werden per Ende Januar 2019 demissionieren. Es geht also um die Amtsdauer bis 31. Dezember 2022 und einen Beschäftigungsgrad von 100 Prozent. Die JuKo beziehungsweise der Ausschuss IV, den ich präsidieren darf, kann Ihnen folgende Kandidaten mit der besten Qualifikation «sehr geeignet» wärmstens zur Wahl empfehlen: Herr Ronnie Bettler, SVP, Herr Christoph Horisberger, parteilos, und Frau Anastasia Falkner, FDP. Da es mehr Vorschläge als Kandidaten gibt, werden Sie einen leeren Wahlzettel in Ihren Unterlagen vorfinden. Sie müssen also noch etwas tun beziehungsweise ein bisschen schreiben.
Die zweite Wahl betrifft eine Richterin – es wird sich aller Voraussicht nach um eine Richterin handeln – französischer Muttersprache für die Regionalgerichte. Es geht dabei um den Ersatz von Agnès Schleppy, die ans Obergericht gewählt wurde. Die Amtsdauer erstreckt sich wiederum bis Ende 2022. Der Beschäftigungsgrad beträgt 100 Prozent. Wir vom Ausschuss IV empfehlen, wiederum mit der besten Qualifikation, Frau Pic Jeandupeux Maryvonne – ich hoffe, ich habe es richtig ausgesprochen – von der SP. Sie werden hier ebenfalls einen leeren Wahlzettel vorfinden.
Die dritte Wahl betrifft einen Richter deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte mit einer Amtsdauer bis Ende 2022 und einem Beschäftigungsgrad von 100 Prozent. Der Ausschuss IV empfiehlt Ihnen für diese Stelle Herrn Michael Erismann, SP. Für ihn gibt es einen vorgedruckten Wahlzettel.
Die vierte Wahl betrifft eine Richterin als Ersatz von Herrn Martin Müller. Die Amtsdauer erstreckt sich wiederum bis Ende 2022. Der Beschäftigungsgrad beträgt 60 Prozent. Hier empfiehlt Ihnen der Ausschuss IV ebenfalls mit der Qualifikation «sehr geeignet» Frau Alexia Ackermann. Sie werden auch für die vierte Wahl einen vorgedruckten Wahlzettel vorfinden. Der Ausschuss IV hat sämtliche der genannten Kandidatinnen und Kandidaten, die zur Wahl stehen, zusammen mit anderen persönlich befragt, auf Herz und Nieren geprüft und in Kenntnis der Bewertungen der einschlägiger Organisationen seine Empfehlungen abgegeben. Wir können Ihnen diese Personen, wie bereits erwähnt, wärmstens empfehlen.
Wir haben noch eine fünfte Wahl. Dabei geht es um die Wiederwahl von Fachrichterinnen und Fachrichtern des Kindes- und Erwachsenenschutzgerichts. Diese werden für eine Amtsdauer von sechs Jahren gewählt. Hier war das Prozedere ein wenig anders. Es handelt sich um bereits amtierende Richterinnen und Richter, das heisst die JuKo hat sie alle einzeln angefragt, ob sie für eine weitere Amtsdauer dabei sein möchten. Bei denjenigen, die dies bejahten, wurde eine Stellungnahme bei den einschlägigen Organisationen eingeholt, namentlich beim Obergericht, beim Verwaltungsgericht, bei der Generalstaatsanwaltschaft, beim Bernischen Anwaltsverband (BAV) und beim Verband Bernischer Richterinnen und Richter, Staatsanwältinnen und Staatsanwälte (VBRS). Diese Stellungnahmen fielen bei allen Kandidaten, die zur Wahl stehen, positiv aus. In diesem Sinn besteht aus Sicht des Ausschusses IV kein sachlicher Grund, diese abzulehnen. Deshalb empfiehlt der Ausschuss IV beziehungsweise die JuKo heute dem Grossen Rat, sämtliche Fachrichterinnen und Fachrichter, die sich zur Wiederwahl stellen, für die neue Amtsdauer von Januar 2019 bis Dezember 2024 wiederzuwählen.
Die Ersatzwahl für die beiden Personen, die sich zur Wiederwahl für die neue Amtsdauer abgemeldet haben, werden wir zusammen mit anderen Wahlen in der Novembersession vornehmen. Die betreffenden Stellen sind zurzeit ausgeschrieben. Auch für die fünfte Wahl finden Sie einen vorgedruckten Wahlzettel vor. Dies sind meine Ausführungen. Sollten Fragen entstanden sein, würde ich diese selbstverständlich gerne beantworten. Ich danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Präsident. Gibt es Fraktionssprecher? – Grossrat Freudiger, Sie haben sich vorhin als Fraktionssprecher angemeldet. (*Grossrat Freudiger signalisiert, später sprechen zu wollen.)* Dann erteile ich zuerst für die BDP-Fraktion, Grossrat Gnägi, das Wort.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Die BDP-Fraktion dankt zuerst allen Personen, die sich für die betreffenden Ämter zur Verfügung stellen. Wir finden die erfreuliche Situation vor, dass uns äusserst qualifizierte Personen vorgeschlagen werden. Dies freut uns sehr. Zum Obergericht: Die BDP-Fraktion unterstützt ganz klar die Kandidatur von Frau Anastasia Falkner, die eine herausragende Qualifikation vorweisen kann. Für den zweiten Sitz am Obergericht unterstützt die BDP-Fraktion mehrheitlich die Kandidatur von Herrn Ronnie Bettler. Herr Christoph Horisberger wird aber auch Stimmen aus der BDP-Fraktion erhalten.
Für die Regionalgerichte, 100 Prozent, unterstützen wir Herrn Erismann, für die Regionalgerichte, 60 Prozent, Frau Ackermann und für die französischen Regionalgerichte Frau Pic von der SP.

Bei den Fachrichterinnen und Fachrichtern unterstützen wir alle vorgeschlagenen Kandidaten und bedanken uns auch dort für ihre Bereitschaft, sich zur Verfügung zu stellen.

Christoph Patrick Zimmerli, Bern (FDP). Namens der FDP-Fraktion darf ich mich zu den Richterwahlen äussern. Wie schon erwähnt wurde, durften wir positiv zur Kenntnis nehmen, dass sich qualifizierte Kandidatinnen und Kandidaten für diese Funktionen gemeldet haben. Dies ist nicht selbstverständlich. Auch dieses Mal bewerben sich wieder mehr Kandidierende, als wir Positionen zu vergeben haben. Als Neuling in der JuKo und im Ausschuss IV habe ich positiv zur Kenntnis nehmen dürfen, dass die Richterwahlen mit grosser Sorgfalt vorbereitet werden. Die FDP-Fraktion wählt die Richter nach folgenden Grundsätzen: erstens Qualifikation und Eignung für das konkrete Richteramt und zweitens Proporzanspruch mit der Folge, dass parteigebundene Kandidatinnen und Kandidaten gegenüber parteilosen einen Vorteil haben. Unter dieser Voraussetzung unterstützt die FDP-Fraktion für die Wahl ans Obergericht Frau Anastasia Falkner und Herrn Ronnie Bettler. Frau Falkner ist unbestrittenermassen eine ausgewiesene und bestens qualifizierte Richterin mit langjähriger Erfahrung in Beruf, Richtergremien und gesellschaftlichen Engagements. Sie hat denn auch beim Ausschuss IV einen hervorragenden Eindruck hinterlassen. Sie ist dafür prädestiniert, nun endlich ans Obergericht gewählt zu werden. Ronnie Bettler ist ein akademisch hochqualifizierter Richter, der sehr kompetent auftritt. Trotz seines noch jungen Alters verfügt er über eine umfassende Berufserfahrung auf allen Stufen der richterlichen Tätigkeit. Wir sind davon überzeugt, dass er dem Obergericht wertvolle Dienste leisten wird. Christoph Horisberger ist ebenfalls bestens qualifiziert und wäre ebenfalls wählbar. Nach dem Grundsatz jedoch, dass wir parteigebundenen Kandidaten den Vorzug geben, fällt er dieses Mal als Parteiloser und Überzähliger weg.
Zur zweiten Wahl: Die Fraktion unterstützt für die Wahl an das Regionalgericht französischer Muttersprache Frau Maryvonne Pic Jeandupeux. Wir hatten im Ausschuss IV Freude an ihrem kraftvollen Auftritt und sind überzeugt, dass sie als Familien- und Berufsfrau mit breiter Lebenserfahrung mit beiden Beinen im Leben steht und deshalb diesem Gericht nur guttun kann.
Für die dritte Wahl eines Richters deutscher Muttersprache mit dem Pensum von 100 Prozent am Regionalgericht unterstützen wir Michael Erismann, der ebenfalls fachlich und persönlich einen sehr kompetenten Eindruck hinterlassen hat. Für die vierte Wahl am Regionalgericht unterstützen wir für die deutsche Muttersprache, 60 Prozent, Frau Alexia Ackermann. Sie wird der Richterschaft guttun, indem sie als weitere lebenserfahrene Frau, die Familie und Beruf kombiniert, das Gericht verstärken wird. Für die fünfte Wahl empfehlen wir schliesslich sämtliche 19 Fachrichterinnen und Fachrichter für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht zur Wiederwahl und danken ihnen für ihr Engagement.

Antonio Bauen, Münsingen (Grüne). Ich danke den Kandidierenden auf der Tribüne, dass sie sich zur Verfügung stellen und diesem Prozedere Folge leisten. Wie bereits erwähnt, werden Ende Januar nächsten Jahres die beiden Herren Stephan Stucki, SP, und Peter Zihlmann, Grüne, als Oberrichter altershalber demissionieren. Die SP und wir Grüne haben also klar einen Anspruch auf diese beiden Sitze. Zudem geht es auch darum, am Obergericht den Frauenanteil zu erhöhen, welcher zurzeit noch klar zu gering ist. Uns Grünen ist die Qualität der Justiz und damit die Qualifikation der Richterinnen und Richter sehr wichtig. Wir sind überzeugt, dass nur eine gute, hochqualifizierte Justiz auch die Garantie für eine gute Demokratie und das Wohlbefinden der Bürgerinnen und Bürger bietet. Wir unterstützen deshalb die ungeschriebene Regel, Qualität – also Ausbildung und Erfahrung – vor den Parteienproporz zu stellen. Wie der Vorredner erachten wir die Arbeit im Ausschuss IV als seriös und haben den Eindruck, dass die Beurteilung und Auswahl richtig ausgefallen sind. Wir respektieren die Empfehlungen des Ausschusses IV. In diesem Sinn und aufgrund der aussergewöhnlichen Qualifikation werden wir bei der ersten Wahl ans Obergericht Frau Anastasia Falkner unterstützen, obschon die FDP klar keinen Proporzanspruch hat. Wir haben uns kürzlich bereits bei der Wahl von Frau Schleppy, BDP, so verhalten. So können wir wenigstens teilweise den Frauenanteil erhöhen.
Für die zweite Stelle am Obergericht werden wir aus denselben Gründen Herrn Christoph Horisberger unterstützen. Zweifelsohne bringt auch er eine sehr gute Qualifikation und grosse erstinstanzliche Erfahrung in beiden Bereichen Straf- und Zivilrecht sowie als Ersatzrichter am Obergericht mit, an welchem er bereits diverse Einsätze hinter sich hat. Durch seine um vier Jahre längere erstinstanzliche Erfahrung steht er für uns gegenüber Herrn Bettler leicht im Vordergrund. Wir stehen mit Herrn Horisberger seit Längerem in Kontakt und haben ihn bereits bei den vergangenen Wahlen unterstützt. Er steht uns Grünen sehr nahe, will aber parteilos bleiben, wie er bereits vor dem Ausschuss und anlässlich der Gespräche mit den Parteien plausibel dargelegt hat. Auf diese Weise könne er eine möglichst grosse Unabhängigkeit bewahren, was wir grundsätzlich richtig finden und respektieren.

Trotzdem haben wir ihm angeboten, die Stelle von uns Grünen, die uns eigentlich zusteht, einzunehmen. Wir bekennen uns auch zuhanden des Protokolls klar dazu, dass wir ihn heute als grünen Kandidaten portieren und im Kontingent unseres grünen Anspruchs akzeptieren würden. Wir möchten ihn nicht zuletzt aufgrund seiner Qualifikation, aber auch aufgrund unseres Anspruchs klar als grünen Kandidaten portieren. Ich erinnere Sie daran, dass dies in der Vergangenheit mehrmals auf diese Weise gehandhabt wurde. Als Grüne danken wir Ihnen, wenn Sie sich dazu durchringen und die Kandidatur so akzeptieren können. Unser Kandidat wird vielleicht in absehbarer Zeit schliesslich zu den Grünen übertreten. Ohne dem vorgreifen zu wollen, bitte ich Sie, ihn zu unterstützen.
Zu den anderen Wahlen sage ich Folgendes: Betreffend das Regionalgericht deutscher Muttersprache werden wir klar den Anspruch der SP respektieren beziehungsweise aufgrund seiner Qualifikation Herrn Erismann die Stimme für die 100-Prozent-Stelle und Frau Ackermann für die 60-Prozent-Stelle geben. Bei den Regionalgerichten französischer Muttersprache hat ebenfalls Frau Pic Jeandupeux bei uns einen sehr guten Eindruck hinterlassen. Wie bereits gesagt wurde, glauben wir ebenfalls, dass sie mit ihrer breiten Lebenserfahrung sehr geeignet für diese Aufgabe ist. Betreffend die Fachrichterinnen und Fachrichter werden wir die vorgeschlagenen Personen wählen. Abschliessend danken wir allen Kandidierenden für ihr Engagement und gratulieren ihnen bereits jetzt zur Wahl.

Barbara Mühlheim, Bern (glp). Ich mache es kurz. Als Erstes unterstützen wir Frau Alexia Ackermann für die 60-Prozent-Stelle als Gerichtspräsidentin. Im Besonderen möchten wir einen Appell an die Justizleitung richten, weiterhin 60- oder 70-Prozent-Stellen für Gerichtspräsidentinnen oder Gerichtspräsidenten auszuschreiben. Es haben sich viele Frauen beworben, die Familie und Erziehungsarbeit mit der Justiz verbinden wollen. Wir haben längst nicht alle hochqualifizierten Frauen berücksichtigen können. Ich denke, dass es an der Zeit ist, vermehrt 60- und 70-Prozent-Stellen für die Justiz auszuschreiben. Wir freuen uns, dass auch die SVP der Frage der Teilung von Arbeit und Familie Gewicht verleiht und eine ausgezeichnete Kandidatin präsentiert, die wir klar unterstützen. Betreffend die 100-Prozent-Stelle eines Gerichtspräsidenten unterstützen wir Michael Erismann, SP, und für die Stelle beim Obergericht französischer Muttersprache Frau Pic Jeandupeux. Betreffend die Stelle beim Obergericht deutscher Muttersprache wird es zu einer Kampfwahl kommen. Es ist klar, dass Anastasia Falkner, FDP, längst eine ausgewiesene Fachfrau ist. Wir sind froh darüber, dass sie sich hier bewirbt, und werden sie vollumfänglich unterstützen, obwohl die FDP keinen Anspruch darauf hat.
Kolleginnen und Kollegen, seit Jahrzehnten wählen wir für die oberste Ebene auch Parteilose, sei es beim Verwaltungs- oder beim Obergericht. Warum? – Die Frage der Qualität muss das höchste Gut bleiben. Wir dürfen nicht in ein System geraten, in welchem nur noch jemand mit einer Partei im Rücken eine Chance haben kann. Ich erinnere an Christian Trenkel, Oberrichter, parteilos, aber von Beginn an im Kontingent der Grünen, und an Ruth Herzog, eine der besten Verwaltungsrichterinnen, aber von Beginn an ebenfalls im Kontingent der Grünen. Es ist klar: Kleine Parteien haben aufgrund des Wahrscheinlichkeitsprinzips nicht immer die hochgeeignetsten Kandidaten unter ihren Parteimitgliedern. Deshalb bin ich froh, dass die Grünen hier über ihren Schatten springen, Qualität und Erfahrung über alles stellen und Christoph Horisberger auf ihre Mandatsliste nehmen. Damit wird die Problematik, dass ein Parteiloser alle anderen Parteianteile schmälert, beseitigt. Aus diesem Grund werden auch wir Christoph Horisberger unterstützen. Er verfügt über einen kleinen Vorteil gegenüber Ronnie Bettler, da er bedeutend mehr Jahre Gerichtspraxis als Gerichtspräsident vorweisen kann. Zweitens hätte die SVP keinen Anspruch mehr. Eine der grössten Parteien hat ihre Mandate gefüllt. Sie hat lediglich noch Anrecht auf 0,2 Stellen, also nicht einmal mehr auf eine halbe Stelle. Aus diesem Grund ist klar, dass Herr Bettler zwar nicht herabgesetzt wird, wir aber aufgrund der erwähnten Systematik vollumfänglich Christoph Horisberger unterstützen. Damit versuchen wir weiterhin, unsere Gerichte auch mit Parteilosen zu besetzen, da wir überzeugt sind, dass Qualität über den ungeschriebenen Rechtsanspruch der Parteien gestellt werden muss.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Wie angekündigt oder je nach Sichtweise befürchtet, trete ich nochmals ans Rednerpult. Zur Position der SVP. Wir werden die Fachrichter wählen, da es keinen Grund gibt, diese nicht zu wählen. Bei den Gerichtspräsidenten werden wir nicht nur aus Mangel an Alternativen, sondern aus Überzeugung die beiden vorgeschlagenen Kandidaten wählen. Herr Erismann hat vor dem Ausschuss einen hervorragenden Eindruck gemacht. Ebenso ist Frau Ackermann hervorragend qualifiziert. Auch sie war ausserordentliche Gerichtspräsidentin und verfügt über eine reichhaltige Erfahrung. Zudem ist es sehr zu begrüssen, dass hier Teilzeitstellen offengehalten und mit Leuten besetzt werden können, die familiäre Verpflichtungen haben. Als frischgebackener Vater

will ich zwar nicht von familiären Verpflichtungen sprechen, sondern von familiären Freuden. Genau für diesen Personen sollen die jeweiligen 50- und 60-Prozent-Stellen – oder welches Pensum es auch immer ist – zur Verfügung stehen.
Ich komme zum Obergericht, nein noch nicht. Bei der Wahl für die Regionalgerichte französischer Muttersprache werden wir auch mit Überzeugung Frau Pic Jeandupeux wählen. Auch sie hat einen sehr guten Eindruck hinterlassen, und auch sie verfügt über Erfahrung als ausserordentliche Gerichtspräsidentin.
Zum Obergericht: Wir werden einstimmig Frau Falkner die Stimme geben. Sie hat eine langjährige Erfahrung im Zivil- und Strafbereich. Sie ist auch Suppleantin und über alle Zweifel erhaben. Sie ist von allen Stellen als hervorragend qualifiziert worden. Es ist nun effektiv an der Zeit, nicht nur aus Gender-, sondern gerade aus Qualitätsüberlegungen Frau Falkner zur Oberrichterin zu wählen. Dies bringt einen klaren Mehrwert für die Justiz im Kanton Bern. Für die zweite Stelle werden wir ebenso einstimmig Herrn Ronnie Bettler unterstützen. Lassen Sie mich dies wie folgt begründen: Es wurde gesagt, er sei etwas jung und habe etwas weniger Erfahrung. Dies stimmt so nicht ganz. Herr Ronnie Bettler ist der einzige Oberrichterkandidat, der Erfahrung auf allen drei Gerichtsstufen mitbringt, also sowohl beim Bundesgericht als auch als Gerichtsschreiber beim Obergericht und als Gerichtspräsident. Zudem ist Herr Ronnie Bettler ebenfalls Suppleant am Obergericht. Seine Suppleantenerfahrung ist länger als diejenige von Herrn Horisberger. Herr Horisberger verfügt über eine etwas längere Erfahrung als Gerichtspräsident; aber als Suppleant an demjenigen Gericht, an welches wir nun eine Person wählen sollten, hat Ronnie Bettler mehr Erfahrung. Im Übrigen ist Ronnie Bettler auch wissenschaftlich tätig. Dies können Sie aus Ihren Unterlagen ersehen. Die Erfahrung als Gerichtspräsident, die möglicherweise etwas geringer ist, macht er durch Erfahrung auf allen drei Richterstufen wett, darunter am Bundesgericht, und eine mehrjährige Suppleantentätigkeit.
Noch ein Wort zum Proporz: Auch die SVP unterstützt grundsätzlich die Überlegung bei gleicher Eignung den Proporz. Als kleines Korrektiv zur Aussage meiner Vorrednerin: Die SVP ist im Moment nicht übervertreten. Eine gewisse Übervertretung entstünde erst durch die Wahl von Ronnie Bettler. Im Moment ist die SVP noch untervertreten, allerdings in sehr geringem Ausmass. – *(Es erfolgt ein Zwischenruf aus dem Rat.)* Dann haben wir uns falsch verstanden. In diesem Fall sind wir uns einig. Selbstverständlich berücksichtigt die SVP als Grundsatz den Proporz. Es käme uns zum Beispiel auch nicht in den Sinn, im November bei der Wahl von Suppleanten unter Berücksichtigung dieser sehr klaren Ausgangslage den proporzmässigen Anspruch der SP in Zweifel zu ziehen; bei den Suppleanten wird das Minus sehr klar sein – dies als kleiner Exkurs. Wenn wir den Proporz genauer anschauen, ist zu sagen, dass wir mit Herrn Horisberger einen parteilosen Kandidaten haben, der sich als Parteiloser präsentiert hat und dessen Dossier klar parteilos ist und keinen Hinweis auf die Nähe zu den Grünen enthält. Erst nach der Beurteilung durch den Ausschuss IV hörten wir auf einmal Aussagen der Grünen, sie wollten Herrn Horisberger bei sich aufnehmen. Ein solcher Fall ist effektiv beispiellos. Es sind bereits Fälle aufgeführt worden, in denen Parteilose einer Partei angerechnet wurden. Barbara Mühlheim hat richtigerweise gesagt, dass diese von Beginn an angerechnet worden seien. Darin besteht der klare Unterschied zur jetzigen Ausgangslage. Hier wurde nicht um fünf vor zwölf, sondern um zwei nach zwölf gesagt, man nehme den Kandidaten rasch auf, um den Proporzanspruch rechtfertigen zu können. In diesem Fall frage ich mich, warum dies nicht getan wurde, als Herr Horisberger sich zur Wahl als Suppleant fürs Obergericht zur Verfügung stellte. Dort bewarb er sich klar als Parteiloser; vonseiten der grünen Fraktion erfolgte keine Wortmeldung dahingehend, man nehme Herrn Horisberger ins Kontingent der Grünen auf. Dies war vielleicht nicht ganz zufällig der Fall, da man nämlich bei den Suppleanten keinen Anspruch hat. Es bestehen also verschiedene Unwägbarkeiten, welche diese Richterstelle denkbar ungeeignet dafür machen, von einem klaren proporzmässigen Vorteil zugunsten der Grünen zu sprechen. Vielmehr hat man aus Sicht der SVP-Fraktion einen Parteilosen. Vielleicht noch ein Gedanke: Heute haben wir zwar gehört, dass man sich diesen anrechnen lassen will, wie es zuhanden des Protokolls sagt worden ist. Wenn Antonio Bauen aber in einigen Jahren vielleicht im Nationalrat sitzt und auf einmal von den Grünen gesagt würde, man wolle sich Herrn Horisberger nun doch nicht mehr anrechnen lassen, stellt sich die Frage, wie es in diesem Fall funktionieren soll. Gälte die Zusicherung dann noch? Wäre er noch ein Grüner oder doch wieder ein Parteiloser? – Es fehlt hier einfach eine letzte Verlässlichkeit, um sagen zu können, es bestehe hier ein ausgewiesener Anspruch der Grünen. Wenn Antonio Bauen heute noch sagt, in nicht allzu ferner Zeit sei Herr Horisberger vielleicht effektiv Mitglied der Grünen – dies haben wir auch gehört –, dann wäre es in nicht allzu ferner Zeit effektiv angezeigt, dass sich Herr Horisberger als grüner Kandidat bewirbt. Dann hätten wir proporzmässig eine eindeutige Situation. Zusammengefasst nehmen wir zur Kenntnis, dass die Grünen nach Proporz einen Anspruch hätten. Da der vorliegende

Fall aber ausgesprochen singulär ist und namentlich, weil die Zurechnung erst erfolgte, nachdem die Karten offengelegt worden waren – und dies erst nach der Beurteilung durch den Ausschuss IV –, ist die SVP-Fraktion der Meinung, man müsse hier nicht mit Proporzüberlegungen kommen. Diese Überlegung verfängt hier nicht. Getreu dem Grundsatz, wonach man den Parteigebundenen grundsätzlich den Vorrang gewährt, wie es auch der FDP-Sprecher befürwortet hat, werden wir in diesem Fall den Vorrang Ronnie Bettler geben; die Parteien sollen ein Abbild der Gesellschaft sein, und die Zusammensetzung der Parteien soll auch in der Justiz abgebildet werden.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Die EDU-Fraktion hat aus Effizienzgründen darauf verzichtet, die Kandidatinnen und Kandidaten zu Vorstellungsgesprächen in die Fraktion einzuladen. Sie stützt sich dabei auf den Eindruck, den sie im Ausschuss IV in der JuKo erhalten hat, in welchem wir bekanntlich auch vertreten sind. Ich komme zur Wahl ans Obergericht. Dort stellt sich eine fachlich herausragende Kandidatin in Person von Frau Falkner zur Verfügung. Dies veranlasst auch unsere Fraktion, Frau Falkner einstimmig zu unterstützen, obwohl die FDP gemäss Parteienproporz bereits übervertreten ist. Wir ordnen uns in diesem Fall aber der Qualität als erstem Kriterium unter und betrachten den Parteienproporz erst als zweites Kriterium. Was die weiteren Kandidaten, Herrn Bettler und Herrn Horisberger, betrifft, sind beide aus unserer Sicht fachlich gleichwertig und sehr geeignet. Nach unseren Spielregeln kommt für den Anspruch in diesem Fall der Parteienproporz zur Geltung. Hier hat die SVP mit Herrn Bettler einen zwar kleinen, aber ausgewiesenen Anspruch. Herr Horisberger hat als Parteiloser nach unserem bisherigen System keinen Anspruch. Dies kann man gut oder nicht gut finden, aber bisher galt diese Regel. Wir haben grundsätzlich Sympathie für Parteilose, aber das bestehende System wurde einst so gewählt. Nun haben wir aber gehört, dass die Grünen Herrn Horisberger in ihr Kontingent aufnehmen werden. Wir finden es problematisch, wenn ein Kandidat solch klare Präferenzen für eine Partei zeigt, sich aber nicht für einen Parteieintritt entscheidet. Es wäre transparenter, sich dieser Partei anzuschliessen. Gemäss dem offiziellen Proporzschlüssel, den wir von der JuKo für die nächsten Wahlen erhalten werden, würde Herr Horisberger als Parteiloser aufgeführt. Ob hier im Protokoll erwähnt wird, dass er ins Kontingent der Grünen aufgenommen wird oder nicht, ist nicht massgebend. Der Proporzschlüssel der JuKo ist massgebend. Auf diese Weise bliebe der Anspruch der Grünen unverändert bestehen. Wer weiss schon in ein paar Jahren noch, dass er dem Kontingent der Grünen angehört? – Ich bin bereits einige Jahre im Grossen Rat dabei. Erst vor zwei Tagen habe ich vernommen, dass Herr Trenkel eigentlich dem Kontingent der Grünen anzurechnen sei. Der Grund dafür ist, dass es nirgends im offiziellen Parteienproporzschlüssel abgebildet ist. In Zukunft wird es uns Probleme bescheren, wenn wir Parteilose wählen, die eigentlich einem Kontingent oder einer Partei zugehörig sind. Aus diesem Grund wählt die EDU einstimmig Herrn Bettler und empfiehlt Ihnen, dies ebenfalls zu tun.
Bei den weiteren Wahlen unterstützen wir die vorgeschlagenen Kandidatinnen und Kandidaten einstimmig. Zum Schluss möchte ich dem Ausschussleiter Patrick Freudiger danken. Er hat diese Aufgabe zum ersten Mal übernommen und sie sehr gut gelöst. Vielen Dank!

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Kocher das Wort.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Richterwahlen können eine sehr emotionale Sache sein, nicht nur für die Kandidierenden, sondern auch für die Parteien. Ich konnte zum ersten Mal im Ausschuss IV mitarbeiten und an den Bewerbungsgesprächen teilnehmen. Wir führten während anderthalb Tagen Bewerbungsgespräche mit 17 Kandidierenden. Dabei stellten wir fest, dass die Bewerberinnen und Bewerber, die am Regionalgericht Bern-Mittelland tätig sind, zwar eine hohe fachliche Qualifikation mitbringen, sich ihre Berufserfahrung jedoch «nur» auf ein Fachgebiet bezieht, da sie entweder in der Zivil- oder in der Strafabteilung eingesetzt werden. Dies führt dazu, dass die Juristinnen und Juristen immer mehr zu Spezialistinnen und Spezialisten werden und so den Generalistenanspruch, den es braucht, nicht mehr erfüllen können. Der SP-JUSO-PSA-Fraktion ist es ein Anliegen, diese Thematik in der JuKo zu besprechen und auch das Gespräch mit den Verantwortlichen des Regionalgerichts zu suchen. Ich bin davon überzeugt, dass man eine Lösung für diese Problematik finden wird. Nun zu den aktuellen Wahlen: Die SP verliert mit ihrem zurücktretenden Stephan Stucki Ende Januar nächsten Jahres einen hervorragenden Oberrichter. Damit verlieren wir auch einen Sitz am Obergericht. Unser Proporzanspruch für das Obergericht erhöht sich damit auf 2,6 Stellen. Deshalb ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion klar der Meinung, dass für die nächsten Suppleantenstellen SP-Richterinnen und SP-Richter berücksichtigt werden müssen, damit wir unseren Rückstand am Obergericht baldmöglichst ausgleichen können. Wir hoffen daher auch, dass wir im November auf die

Unterstützung aller Fraktionen zählen dürfen und wir unseren Proporzanspruch erfüllen können. Für die Fraktion der SP-JUSO-PSA war die Entscheidfindung hinsichtlich des Obergerichts schwierig. Neben der fachlichen Qualifikation, die wir bei Herrn Bettler als breiter erachten, gab auch bei uns die Parteilosigkeit von Herrn Horisberger viel zu reden. Die Fraktion kam in diesem Punkt nicht zu einem klaren Entscheid. Wir werden die Kandidaten je zur Hälfte unterstützen. Für den zweiten Sitz unterstützen wir die Kandidatur von Frau Falkner. Sie hat durch ihre hohe fachliche Qualifikation überzeugt. Natürlich freut es uns sehr, dass mit ihrer Wahl der Frauenanteil am Obergericht etwas vergrössert wird, wenn auch noch viel Luft nach oben verbleibt.
Für die Stelle am Regionalgericht zu 100 Prozent empfehlen wir unseren Kandidaten Michael Erismann. Seine Kandidatur sticht mit einem hervorragenden Leistungsausweis heraus. Er ist seit 2010 als Gerichtsschreiber am Obergericht in beiden Abteilungen, also Zivil- und Strafrecht, tätig. Er hat Erfahrungen als ausserordentlicher Gerichtspräsident am Regionalgericht Berner Jura – Seeland gesammelt und ist auch als ausserordentlicher Staatsanwalt tätig. Er verfügt also über Generalistenerfahrung und eignet sich bestens für die Stelle als Richter. Wir danken für die Unterstützung für unseren Kandidaten. Für die zweite Stelle am Regionalgericht zu 60 Prozent werden wir die Kandidatin der SVP, Frau Ackermann, unterstützen. Für das Regionalgericht in Moutier empfehlen wir unsere Kandidatin, Maryvonne Pic Jeandupeux. Sie hat ihre berufliche Laufbahn als Juristin nach der Familienpause begonnen und arbeitet seit 2012 als Gerichtsschreiberin am Regionalgericht Berner Jura – Seeland. In ihrer Funktion leistet sie Einsätze im Zivil- und Strafbereich. Sie hat seit einiger Zeit Erfahrung als ausserordentliche Gerichtspräsidentin gesammelt und ist bestens aufs Amt als Richterin vorbereitet. Wir danken auch hier für die Unterstützung der Fraktionen. Bei den Fachrichterinnen und Fachrichtern empfehlen wir alle Kandidierenden zur Wiederwahl.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Die EVP-Fraktion hat ebenfalls festgestellt, dass sich wieder einmal ausgezeichnete Kandidatinnen und Kandidaten für die anstehenden Wahlen präsentiert haben. Wir danken allen, die sich dieser, wir mir scheint, schwergewichtigen Aufgabe in unserem Kanton stellen wollen. Die zweite, dritte, vierte und fünfte Wahl sind bei uns unbestritten. Wir unterstützen alle Vorgeschlagenen einstimmig.
Bei der ersten Wahl verfügen wir ebenfalls über drei ausgezeichnete Kandidatinnen und Kandidaten. Ganz klar und unbestritten erhält Frau Anastasia Falkner sämtliche Stimmen von der EVP für ihre Wahl ans Obergericht. Bei der zweiten Wahl, für die zwei Männer zur Auswahl stehen, Ronnie Bettler und Christoph Horisberger, kann ich mich im Grundsatz dem Votum von Barbara Mühlheim anschliessen. Auch wir sind der Meinung, dass Parteilose absolut eine Chance erhalten sollten. Den Ausschlag für unsere Wahl von Christoph Horisberger gibt seine aus unserer Sicht längere gerichtliche Erfahrung. Er ist auch etwas älter, wenn auch nicht viel. Deshalb gibt die Fraktion der EVP einstimmig Christoph Horisberger ihre Stimme.

Präsident. Normalerweise ist es so, dass bei Wahlen nach den Fraktionssprechern keine Einzelsprecher zugelassen sind. Ich nehme jedoch an, dass die Fraktionschefin der Grünen über einen triftigen Grund verfügt, noch etwas zu sagen. Ist dem so? – Dann erteile ich Grossrätin de Meuron das Wort.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Dies hat der Präsident richtig erkannt, und ich danke dafür, dass ich ausnahmsweise auch noch das Wort erhalte. Ich möchte nochmals kurz auf das zurückkommen, was Kollege Freudiger gesagt hat. Wenn Sie den Zettel betrachten, den Sie vor sich liegen haben, ist es mir wichtig festzuhalten, dass es darum geht, dass sowohl die Grünen als auch die SP Oberrichter verlieren und ihr Anspruch definitiv am höchsten ist. Dies ist ein Fakt, den wir hier auf diesem Blatt lesen können. Wir haben uns klar zur Qualität bekannt. Wir hätten Kandidaten gehabt, die vom Ausschuss im Vergleich zu anderen Kandidaten als zu wenig qualifiziert beurteilt wurden. Wir anerkennen diese Qualität. Zur Auswahl stehen nun drei Personen. Bei diesen drei Personen beurteilen wir ganz klar sowohl die Qualität als auch den Proporz. Dies führt dazu, dass wir finden, dass Herr Horisberger aufgrund seiner Qualifikation unbedingt eine Chance für seine Wahl erhalten sollte. Es kommt ja nicht von ungefähr, dass wir ihn in unser Kontingent aufnehmen. Er steht uns nahe. Wir fragen Sie, was geschehen wäre, wenn Herr Horisberger gesagt hätte: «Huch, ich trete noch rasch in die Partei ein, damit ich wirklich das Etikett habe, welches ich benötige.» Wie wäre dies bei Ihnen angekommen? Hätte dies seine Wahlchancen erhöht? – Er bekennt sich zu uns, und wir würden ihn bei uns anrechnen. Dass man dies vergisst, wage ich zu bezweifeln, wenn ich von Kollegin Mühlheim höre, wie sie sich sehr wohl daran erinnern kann, wie es bisher war. Wenn nicht mehr zählt, was hier gesagt wird, und alles vergessen werden kann, was hier einmal entschieden wurde, dann fände ich

dies sehr bedauerlich. Ich möchte an Sie appellieren, nicht zu vergessen, was wir hier gesagt haben. Herr Horisberger gehört zu uns Grünen. Wir würden deshalb künftig auf unseren Anspruch verzichten. Wir mussten uns überlegen, dass wir jetzt einen unserer Sitze besetzen. Wenn nun anschliessend jemand mit unserem Parteibüchlein gewählt werden möchte: Was würden wir dann tun? Genau dies haben wir diskutiert. Nein, wir anerkennen Herrn Horisberger als grünen Kandidaten und würden ihn in unser Kontingent aufnehmen. Ich danke für die entsprechende Berücksichtigung bei der Wahl.

Präsident. Somit kommen wir zu den Wahlen. Ich bitte die Weibel, die Wahlkuverts auszuteilen.

(Die Wahlkuverts werden ausgeteilt.)

Präsident. Ich möchte Sie noch auf etwas aufmerksam machen. Sie haben sicher alle festgestellt, dass im Wahlkuvert bei der Wahl 2 zwei Linien vorhanden sind, aber nur ein Kandidat beziehungsweise eine Person zu wählen ist. Wenn Sie dort eine zweite Person hinzufügen, ist der Wahlzettel ungültig. Ich hoffe, dass alle gemerkt haben, dass bei einem Kandidaten und zwei Linien nur eine Person aufgeschrieben werden kann. Es kann einmal ein Fehler beim Drucken der Zettel passieren; ich glaube nicht, dass wir die Wahl deswegen heute Nachmittag nochmals wiederholen wollen. Andernfalls erwarte ich innerhalb von zehn Minuten eine Wahlbeschwerde hier beim Präsidium, damit wir gleich anschliessend darüber befinden könnten. Vielen Dank. Die Stimmenzähler können die Kuverts einsammeln.
Ich habe noch eine Mitteilung zu machen. Der Früherziehungsdienst des Kantons Bern hat in der Wandelhalle Flyer aufgelegt. Heute findet eine Mittagsveranstaltung statt. Sie können sich bis 10.00 Uhr per SMS anmelden. Die Nummer ist auf dem Flyer vermerkt.

(Die Sitzung wird kurz unterbrochen, bis die Wahlkuverts wieder eingesammelt sind und ausgezählt werden können.)

Präsident. Wir fahren mit der Traktandenliste weiter. Die Stimmenzähler können die Wahlkuverts auszählen.

Geschäft 2017.RRGR.705

Motion 267-2017 Machado Rebmann (Bern, GaP)
Volksmotion und Volkspostulat – neue demokratische Rechte im Kanton Bern

Fortsetzung

Präsident. Gestern Morgen sind wir beim Traktandum 8 verblieben. Es handelt sich um eine Motion der ehemaligen Grossrätin Machado, die von Grossrätin Ammann übernommen worden ist. Wir haben die Fraktionen und die Einzelsprecher gehört. Nun wünscht die Motionärin nochmals das Wort vor dem Staatsschreiber. Ich erteile Grossrätin Amman von der Alternativen Liste das Wort.

Christa Ammann, Bern (AL). Ich war ziemlich davon beeindruckt, wie gestern hier argumentiert wurde. Ich fasse es kurz zusammen. Einzelne Parteien, auch solche, die sich als liberal bezeichnen, waren der Meinung, dass jemand aus dem Volk sich doch bitte an die Parteien, also an die Grossrätinnen und Grossräte, wenden solle, wenn er oder sie ein Anliegen habe. Wenn die Idee gut oder wichtig genug sei, finde man sicher jemanden, der das übernehme. Ich glaube, dass einige nicht begriffen haben, worum es geht. Vielleicht geht es ja auch darum, dass sich ein Teil der Bevölkerung durch die Parteien oder durch die Grossrätinnen und Grossräte nicht vertreten fühlt. Es kann auch sein, dass jemand das Bedürfnis hat, ein ihm oder ihr wichtiges Anliegen selber zu vertreten. Die betreffende Person möchte dies vielleicht nicht an jemanden delegieren, der es hier an ihrer Stelle tut und dann vielleicht noch mit Worten oder einer Argumentation, die ihr nicht entsprechen.
Man muss sich auch der Tatsache bewusst sein, dass nur noch 30 Prozent der Leute wählen gehen. Das heisst, die anderen 70 Prozent interessieren sich entweder nicht dafür, was wir hier tun, oder sie

fühlen sich durch uns nicht vertreten. Diese Leute sollen auch eine Möglichkeit erhalten, sich politisch einzubringen. Wir müssen wirklich überlegen, welche Mittel benötigt werden, damit möglichst viele Personen am politischen Prozess teilhaben können. Dies ist die Voraussetzung für eine direkte Demokratie, wie wir sie haben wollen. Wir sollten nicht an der Obrigkeitsgläubigkeit, die im Kanton Bern sehr ausgeprägt ist, festhalten und die Leute zwingen, diese Strukturen zu benutzen. Wir sollten uns vielmehr überlegen, welche Strukturen es braucht, damit eine Demokratie lebendig bleiben kann und möglichst viele Personen mitdiskutieren. Sie sollen dabei möglichst viele Optionen dazu vorfinden, ihre Stimme hörbar zu machen und ihren Lebensraum mitgestalten zu können.
Die Motion fordert, dass dies nicht nur für die Stimmberechtigten zutrifft, sondern dass auch andere teilhaben sollen. Ich denke, dass dies wichtig ist, da man sich sonst zurückzieht und sich nicht mehr interessiert. Wenn man an einem Ort lebt, soll man den Lebensraum mitgestalten können. Dementsprechend bitte ich Sie wirklich, es nochmals zu überdenken und die Motion zu überweisen, statt weiter an dieser Obrigkeitsgläubigkeit der Bevölkerung beziehungsweise am Glauben an die eigene Wichtigkeit festzuhalten. Tragen Sie dazu bei, neue Mittel zu schaffen und trauen Sie den Leuten zu, selber und ohne unsere Unterstützung ihre Anliegen formulieren und hier im Ratssaal vertreten zu können.

Präsident. Ich erteile das Wort dem Staatsschreiber.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, diese Motion abzulehnen. Er ist der Auffassung, dass die Partizipationsrechte der Bevölkerung im Kanton Bern gut ausgebaut sind. Anders als beim Bund verfügen wir im Kanton Bern nicht bloss über eine Verfassungsinitiative, sondern auch über eine Gesetzesinitiative. Wir haben sogar die Möglichkeit, eine Initiative auf Erlass eines Grossratsbeschlusses zu lancieren. Anders als beim Bund gibt es im Kanton Bern die Möglichkeit, ein Finanzreferendum zu ergreifen, wie beispielsweise jenes gegen den Kredit für unbegleitete minderjährige Asylsuchende (UMA), über welchen wir in Kürze abstimmen werden. Anders als in den meisten anderen Kantonen – es gibt nur noch einen Kanton, nachdem Zürich den Volksvorschlag abgeschafft hat – haben wir im Kanton Bern auch noch das konstruktive Referendum, also die Möglichkeit, einen Volksvorschlag einzureichen und als Bevölkerung so inhaltlich gestaltend Einfluss auf einen Erlass zu nehmen, der hier im Parlament beraten wurde. Alle bestehenden Volksrechte werden im Kanton Bern auch genutzt. Wir haben gerade jetzt mehrere Volksabstimmungen vor uns, die stattfinden, weil die Bevölkerung tätig wurde und sich bemerkbar machte, sei es mit einem Volksvorschlag wie im Fall des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG), sei es mit einem Referendum wie beim UMA-Kredit oder gegen die Revision des Steuergesetzes (StG). Sie partizipiert damit an der Gestaltung unseres Staats.
Wir haben ausserdem das Recht, eine Petition einzureichen. Auch dies wurde gestern erwähnt. Es ist zwar richtig, dass eine Petition bei uns im Kanton Bern nicht hier im Plenum beraten wird, aber Sie als Grossrätinnen und Grossräte erhalten von dieser Petition Kenntnis und haben die Möglichkeit, dieses Anliegen aufzunehmen, falls es Sie überzeugt, und in einer Motion oder in einem Postulat hier einzubringen. Der Regierungsrat ist eigentlich der Auffassung, dass Sie bis jetzt keine Hemmungen zeigten, solche Motionen und Postulate einzureichen, und diese Möglichkeit durchaus genutzt wird. Deshalb ist der Regierungsrat der Auffassung, dass ein weiteres Volksrecht, also die Volksmotion, die mit der Motion gefordert wird, zu weit geht und die bestehenden Partizipationsrechte nochmals um ein Element ergänzen würde, welches in unserem Kanton in dieser Art nicht notwendig ist.
Es ist richtig, was Bruno Vanoni gesagt hat: Wir haben bei unserer Untersuchung auf die anderen Kantone geachtet, nicht auf die Gemeinden. Wenn ich aber höre, was in Zollikofen mit diesem Instrument geschehen ist, muss man sagen, dass es bisher offenbar nicht besonders häufig eingesetzt wurde, sondern nur ganz wenige Male. Wie ich gestern in einem anderen Zusammenhang gesagt habe, würde man, wenn man hier legiferierte und die Kantonsverfassung änderte, einmal mehr Regeln zu einem Instrument erlassen, welches kaum jemals benutzt würde. Es ist dieses Parlament, welches – ich habe dies bereits gestern erwähnt – mit dem Postulat Lanz *(P 183-2015)* gesagt hat: Schaffen wir nicht jedes Mal neue Regeln, sondern überlegen wir uns, ob es eine neue Regulierung oder eine neue Rechtsgrundlage für etwas braucht oder ob man es nicht will. Auch hier läge wieder ein Fall vor, zu welchem man Rechtsgrundlagen für ein Instrument erlassen würde, welches wahrscheinlich nur selten genutzt würde. Dies sind die Erfahrungen der anderen Kantone. Der Regierungsrat beantragt Ihnen deshalb, diese Motion abzulehnen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer die vorliegende Motion «Volksmotion und Volkspostulat – neue demokratische Rechte im Kanton Bern» annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	42
Nein	105
Enthalten	2

Präsident. Die Motion wird mit 105 Nein- zu 42 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2018.RRGR.45

Motion 016-2018 Imboden (Bern, Grüne)
Ehre für den Berner Friedensnobelpreisträger Charles-Albert Gobat: Sein Wirken im Berner Rathaus sichtbar machen

Präsident. Wir kommen zur Motion Imboden: «Ehre für den Berner Friedensnobelpreisträger Charles-Albert Gobat: Sein Wirken im Berner Rathaus sichtbar machen». Die Regierung will sie als Postulat annehmen. Ich gebe der Motionärin das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Wie der Vorsitzende gesagt hat, geht es hier um den Berner Friedensnobelpreisträger Charles-Albert Gobat. Ich nehme an, dass es vielen von Ihnen gleich wie mir ergangen ist, als die «Berner Zeitung» Anfang dieses Jahres in einem Artikel vom «vergessenen Nobelpreisträger» – so lautete der Titel – berichtete und darauf aufmerksam machte, dass es sich um eine Persönlichkeit handelt, die in der politischen Erinnerung unseres Staatswesens relativ wenig Beachtung findet. Deshalb will die Motion dieser Person etwas mehr Erinnerung in unserem kollektiven Gedächtnis sichern, indem sie in diesem Rathaus sichtbar gemacht wird. Ich möchte der Regierung an dieser Stelle herzlich dafür danken, dass sie dieses Anliegen entgegennimmt und bereit ist, nach Lösungen dafür zu suchen, wie dies ermöglicht werden kann.
Wer war Herr Gobat? – Er war ein ehemaliger Regierungsrat. Aber sollen alle Regierungsräte und Regierungsrätinnen hier im Haus verankert werden? Indirekt ist dies sicher der Fall. Hier geht es aber doch um eine besondere Persönlichkeit. Charles-Albert Gobat wurde Mitte des vorletzten Jahrhunderts 1843 in Tramelan geboren. Er durchlief eine politische Karriere von zuunterst bis zuoberst, vom Grossrat bis zum Regierungsrat, und amtete 24 Jahre als Erziehungsdirektor. Diese Person machte aber nicht nur kantonale und nationale Politik, sondern war auch international aktiv in der damals sehr aktiven Friedensbewegung. Die Friedensbewegung war damals sehr bürgerlich geprägt. Es gab eine sehr breite Allianz, die im Vorfeld des Ersten Weltkriegs alles versuchte, um Kriege auf internationaler Ebene zu verhindern. Ich werde nicht detailliert darauf eingehen. Er hat für sein Wirken 1902 den Friedensnobelpreis erhalten, was eine grosse Auszeichnung ist. Der Kanton Bern kennt einen zweiten Nobelpreisträger, Theodor Kocher, an den heute im Zusammenhang mit dem Inselspital als medizinische Referenz in den naturwissenschaftlichen Bereichen noch immer im kollektiven Gedächtnis erinnert wird.
Der Vorstoss möchte aber, dass wir unseren zweiten historischen Nobelpreisträger, den Träger des Friedensnobelpreises, ebenfalls ins kollektive Gedächtnis aufnehmen. Deshalb sind wir der Meinung, dass er einen Ort im Rathaus verdient, wobei es nicht darum geht, lediglich irgendwo eine Plakette in eine Ecke zu stellen und diesen Wunsch damit als erfüllt zu betrachten. Ich denke, dass es darum geht, zu überlegen, was er uns heute zu sagen hat. Wir sehen uns auch heute Auseinandersetzungen gegenüber. Es ist wichtig, dass auch die Hauptstadtregion Bern ihre Rolle als sehr engagierter Player, die sie vor hundert Jahren einnahm, weiter aufrechterhält. Ihrer Tradition und ihrem Engagement als national und international aktive Stadt für Frieden, Zusammenarbeit und Völkerverständigung sollten wir weiterhin gedenken und heute die entsprechenden Schlussfolgerungen daraus ziehen. Ich bin der Meinung, dass das Postulat ein gangbarer Weg dafür ist. Auch in seiner Heimatgemeinde

Tramelan gibt es Bestrebungen, an diese Erinnerungen anzuknüpfen und sein bis heute in Erscheinung tretendes Wirken sichtbar zu machen. Aus diesem Gesichtspunkt kann die Motion in ein Postulat gewandelt werden. Ich hoffe aber, dass dieses auf breite Unterstützung stösst.

Präsident. Die Motionärin hat die Motion in ein Postulat gewandelt. Ist dieses bestritten? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wir warten noch 15 Sekunden, bis die Stimmenzähler bei uns sind. Wer das Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	104
Nein	29
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Postulat mit 104 Ja- gegen 29 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.40

Postulat 011-2018 Brönnimann (Mittelhäusern, glp)
Regierungsreform für einen dynamischen Kanton Bern

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 10, einer Motion von Grossrat Brönnimann. Ich übergebe ihm das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Es ist spürbar, dass etwas Unwichtigeres ansteht. Der Präsident hat den Vorsitz dem Vizepräsidenten übergeben, damit dieser etwas üben kann. Es gibt sicher einige unter Ihnen, die sich fragen, warum ich und die Grünliberalen schon wieder mit diesem Anliegen an Sie gelangen. Was haben diese gegen den Jura beziehungsweise den Berner Jura? – Ich kann Ihnen versichern: rein gar nichts! Genetisch betrachtet, bin ich selber zu 25 Prozent Jurassier beziehungsweise Neuenburger, um präzise zu sein. Gestern auf dem Fraktionsausflug waren wir Grünliberalen in Saint-Imier und besichtigten dort das «Technopôle», was sehr interessant war. Dabei haben wir mitbekommen, dass der Berner Jura über die höchste Arbeitsplatzdichte im industriellen Bereich verfügt, nämlich über 40 Prozent. Dort weht ein etwas anderer Wind als im restlichen Kanton. Dort spürt man den Weltmarkt, wenn er hustet.
Worum geht es mir in diesem Vorstoss? – Er entspricht meiner tiefen Sorge über den Kanton Bern und gleichzeitig der Hoffnung, dass wir mit der neuen Regierung eine Situation vorfinden, in welcher wir uns dynamischer aufstellen können. Gestern wurde meine Hoffnung bereits etwas gedämpft, als wir die Motion von Jan Gnägi diskutierten. Diese war ja sehr offen formuliert und schaffte es als Motion trotzdem nicht. Ich verstand danach die Welt nicht mehr. In diesem Saal bestreitet wohl niemand, dass wir ein Problem der Wachstumsschwäche haben. Dies stört mich auch an der Antwort des Regierungsrats auf meinen Vorstoss. Er tut so, als ob wir kein besonderes Problem hätten und alles in Ordnung sei. Alles hat sich scheinbar bewährt, und es gibt nichts zu ändern. Dies ist eben nicht der Fall. In den letzten zwanzig Jahren hat es sich eben nicht bewährt. Ich werde dies noch erläutern. Der Kanton Bern hat im Vergleich zu anderen Kantonen einfach schlecht abgeschnitten.

Ich nehme Stellung zur Antwort des Regierungsrats und beginne bei Punkt 3. Zuhanden des Protokolls erwähne ich, dass ich punktweise Abstimmung verlange. Ich beginne hinten bei Punkt 3. Es ist ein Fakt, dass der Jurasitz zum «Mehrheitsmachersitz» im Kanton Bern geworden ist. Scheinbar wurde dies von den Parteizentralen gewünscht. Ich halte an der Ansicht fest, dass es nicht gut war, als wir aufgrund des Regierungssitzes des Berner Juras noch über eine rotgrüne Regierungsmehrheit verfügten; es ist auch heute zu Zeiten einer bürgerlichen Mehrheit im Regierungsrat nicht gut. Es geht nicht an, dass in einem Wahlkreis von knapp 50 000 Einwohnern über die Regierungsmehrheit in einem Kanton mit über 1 Mio. Einwohnern entschieden wird. Dies hat nichts mehr mit einem Minderheitenschutz zu tun, sondern ist aus meiner Sicht nicht demokratisch.
Ich gehe zu Punkt 2 über: Wie der Staatsschreiber in seiner Antwort schreibt, ist es wahr, dass sich die Parteien auf den freiwilligen Proporz geeinigt haben. Wie er aber daraus konstruiert, dies sei ein Argument für ein Majorzwahlverfahren, welches schon lange keines mehr ist, hat sich mir nicht erschlossen. Es ist eine Tatsache, dass die Regierungsratskandidaten im Kanton Bern in den Parteivorständen und nicht mehr von den Bürgern gewählt werden. Es gab acht Kandidaten mit einer realistischen Wahlchance. Wir Bürger hatten nur die Wahl, zu bestimmen, wer die Vertretung des Berner Juras übernimmt. Damit haben wir gleichzeitig auch die Mehrheit bestimmt. Ich sage damit nicht einmal, ob dies gut oder schlecht ist. Vielleicht wählen die Parteivorstände ja bessere Leute aus, als dies die Bürgerinnen und Bürger könnten. Aber es ist nicht demokratisch und entspricht nicht meinem Demokratieverständnis. Es hat eher einen Touch von Parteioligarchie. Welches sind die Folgen? – Im Kanton Bern ist ein gewählter Regierungsrat auf immer gewählt. Mit diesem System und dieser Kultur kann er gar nicht abgewählt werden. Dies ist aus dem Blickwinkel der demokratischen Kontrolle nicht gut. Es gibt keine innerparteiliche Konkurrenz. Ich gehöre nun mal zu jenen, die finden, dass Konkurrenz das Geschäft belebt, dies sogar innerparteilich. Es gibt eine Tendenz zur Blockbildung, was niemand bestreiten kann. Diese Blockbildung existiert vor allem auch im Berner Jura. Diesem ist damit auch nicht gedient. Gestern erlebten wir bei unserem Besuch, wie den meisten Leuten – anders als hier im Grossen Rat – die Diskussion über Pro-Berner, «autonomistes» und weiss ich was gleichgültig ist. Sie wünschen sich einen dynamischen Kanton Bern, damit sie als Randregion davon profitieren, wenn die Wirtschaft läuft. Darauf sind sie mit ihrer Industrie angewiesen. Als Randbemerkung für all jene, die glauben, ich verträte diese Haltung hier nur pro domo, damit die Mitte einen Sitz habe: Es ist eine Tatsache und gleichzeitig eine Randerscheinung, dass mit dem heutigen System die Mitte über null Chancen verfügt, auch einmal in der Regierung vertreten zu sein.
Ich komme zu Punkt 1 und der Antwort des Regierungsrats. Dort unterstellt er einen Widerspruch zwischen meinem Vorstoss und der Motion Luginbühl *(M 269-2015)*, die eine Direktionsreform verlangt. Ich erkenne diesen Widerspruch nicht. Ich sehe aber, dass sich die Direktionsreform je länger, desto mehr zu einem Rohrkrepierer entwickelt. Von einer Aufspaltung der GEF und von einer echten Spitalreform spricht heute schon niemand mehr. Im Kanton Zürich wurde vor zwanzig Jahren eine Reform durchgeführt, die nicht nur einem «Reförmchen» gleichkam. Heute werden die Früchte geerntet. Der Kanton Zürich verfügt heute über ein qualitativ besseres Gesundheitssystem zu günstigeren Fallkosten als der Kanton Bern. Dafür lese ich, dass in der jetzigen Direktionsreform die VOL mit der Energie angereichert werden soll, damit der zuständige Regierungsrat doch noch etwas zu tun hat. Mir wird wohl kaum jemand bei der Behauptung widersprechen, die Energie gehöre in die BVE. Dies war bereits zu Zeiten der Fall, als die BVE sich in den Händen der SP befand, und dies soll auch zu Zeiten so bleiben, in welchen Erstere eine Direktion der SVP ist. Ich möchte darauf hinweisen, dass ich im Text meines Vorstosses nichts darüber gesagt habe, der Regierungsrat solle aus neun Mitgliedern bestehen. Ebenso wenig habe ich gesagt, man solle ein vierjähriges Regierungspräsidium einführen. Ich habe lediglich Ideen präsentiert. Falls man hinsichtlich der Jurafrage die betreffende Minderheit so stark zu vertreten gedenkt, dass man ihr eigene Sitze zugesteht, dann müsste man sich auch davon lösen, sich mit allen anderen Kantonen zu vergleichen. Wir haben es tatsächlich mit einer einzigartigen Situation zu tun. Aber der Regierungsrat wollte mich bei meiner Idee scheinbar auf die Begründung behaften und nicht darauf, was ich wirklich gefordert habe. Ich bin überzeugt, dass das Problem des Kantons Bern weder in seiner Grösse noch in seinem landwirtschaftlichen Charakter liegt, wie dies immer wieder gebetsmühlenartig wiederholt wird, sondern in seiner mangelnden Dynamik. Sowohl von Saint-Imier als auch von Interlaken aus gelangt man innert zwei Stunden an einen internationalen Flughafen, teilweise sogar an mehrere. Es gibt unzählige Regionen in Europa, die diese Möglichkeit nicht haben. Auch von Saint-Imier und von Interlaken aus ist man innert einer Stunde an einer Universität oder einer Fachhochschule. Dies sind eigentlich hervorragende Voraussetzungen. Das Schöne an unserer heutigen Welt, in welcher alles so dynamisch ist, ist die Tatsache, dass Industrien zwar innert zehn Jahren zusammenbrechen, aber auch innert zehn Jahren neu entstehen

und sich neu erfinden können. Hier könnten wir von unseren Nachbarkantonen doch einiges lernen. Ich habe den Kanton Zürich genannt und die Reform im Spitalbereich erwähnt. Schauen Sie einmal, wie die ETH und die Universität im Kanton Zürich auf Life Sciences fokussiert haben. Vor zehn oder fünfzehn Jahren war Schlieren/ZH noch dafür bekannt, dass alle Gebrauchtwagenhändler dort ihre Läden hatten. Heute ist Schlieren dafür bekannt, innerhalb der Schweiz am meisten Biotech-Start-ups zu beherbergen. Man spricht beinahe schon von einem «Bio Valley». Dies könnte im Kanton Bern doch auch passieren. Aber der Regierungsrat des Kantons Zürich übernahm eben die Leadership. Als der Bund mit den Geldern für den Tiefbahnhof zögerte, beschloss der Regierungsrat des Kantons Zürich, diesen vorzufinanzieren und zu bauen.
Was tun wir im Kanton Bern aktuell? – Wir bauen einen Tiefbahnhof in Form eines Sackbahnhofs. Dabei muss man sich schon fast an den Kopf greifen. Es wird unter Ihnen sicher einige geben, die der Meinung sind, wir könnten uns nicht mit Zürich vergleichen. In Zürich hätten sie eben einen Flughafen und sprächen schneller; dort sei man nun mal etwas fixer. Ich glaube dies nicht. Ich vergleiche den Kanton Bern noch viel mehr mit dem Kanton Waadt. Vor etwa 25 Jahren war der Kanton Waadt etwa gleich verschlafen wie der Kanton Bern. Was heute als hochangesehene ETH Lausanne brilliert, weltweit unter den zwanzig bis dreissig Topuniversitäten figuriert, im Bereich Life Sciences unter den Top Ten und unter den aufstrebenden Universitäten laut «Times Higher Education (THE)»-Ranking die Nummer eins ist, war einst nicht viel mehr als unser Technikum in Biel. Die Universität Lausanne war noch schlechter als die Universität Bern. Dann aber rauften sich die Verantwortlichen zusammen, verlegten den naturwissenschaftlichen Teil dorthin und machten etwas Grossartiges daraus. Dies war nur möglich, weil es Menschen – darunter die Regierungsräte – gab, die daran glaubten und eine Zehnjahresstrategie erstellten. Wir sollten uns am Kanton Waadt orientieren. Dieser nahm 2002 eine Verfassungsreform vor, die eine fünfjährige Legislatur, ein Regierungspräsidium, ein Legislaturprogramm und die Einführung eines Rechnungshofs beinhaltete. Warum können wir dies nicht auch tun? – Gestern endete unser Besuch mit dem Slogan der Haute Ecole Arc (HE-Arc): «Osez, pensez, créez!». Ich rufe den Regierungsrat und Sie dazu auf, meinen Vorstoss zumindest als Postulat zu überweisen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Vielleicht haben Sie es bemerkt: Ich habe Grossrat Brönnimann nicht länger sprechen lassen, weil er derselben Partei angehört, sondern weil er gleichzeitig das Fraktionsvotum abgegeben hat. Insgesamt dauerte dies genau zehn Minuten. Ich möchte den Kollegen Brönnimann aber darauf aufmerksam machen, dass wir im Grossen Rat selbstverständlich keine unwichtigen Geschäfte behandeln und somit die Anwesenheit von uns zweien hier oben auf dem Bock keine politische Aussage ist. Pour la Députation, Peter Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Au nom de la Députation francophone, je vous recommande de refuser le troisième point de ce postulat. Grâce à sa loi sur le statut particulier, le canton de Berne dispose d'un outil législatif qui permet à sa minorité francophone d'avoir une conseillère ou un conseiller d'Etat représentant sa population. En effet, grâce à l'artifice de la moyenne géométrique, la partie germanophone ne peut pas imposer un candidat ou une candidate au Jura bernois, puisque celle-ci ou celui-ci doit obtenir la plus grande partie de ses voix dans notre région. Contrairement à ce qu'affirme l'auteur de la motion, je ne considère pas cette disposition comme un privilège accordé aux francophones du Jura bernois, mais bien plus comme la reconnaissance d'une deuxième culture dans notre canton qui n'a pas le statut de petit strapontin, mais bel et bien de partenaire à part entière. Jusqu'à présent, le Grand Conseil bernois a reconnu l'importance de cette particularité dans son système politique. En effet, ce traitement constitutionnel d'une minorité linguistique témoigne d'une grande sensibilité démocratique. J'aime affirmer que la sagesse d'une majorité se mesure à l'aune du respect et de la place laissée à sa minorité. Dans le système proposé, l'auteur propose de conserver deux sièges réservés aux francophones de l'ensemble du canton. Et c'est bien ici que le bât blesse, puisque la garantie actuelle du siège dévolu au Jura bernois serait étendue sur l'ensemble de la minorité francophone cantonale. C'est évidemment un changement de paradigme total.
En clair, cela signifie pour le Jura bernois non plus un fauteuil garanti, mais un «peut-être», car les électeurs pourraient, par exemple, voter majoritairement pour des élus biennois ou bernois francophones. Autre point de divergence avec notre collègue député: l'affirmation selon laquelle le siège francophone, c'est le siège qui détermine la majorité gouvernementale. En observant l'actuelle composition du gouvernement, on pourrait penser qu'il en est ainsi. Mais cette analyse ne tient pas compte des autres membres du gouvernement germanophones. Chacun contribue à sa manière à faire pencher l'exécutif d'un côté ou de l'autre. Permettez-moi de faire la comparaison avec l'école. Lorsqu'un élève est finalement insuffisant dans une discipline, ce n'est pour ainsi dire jamais à cause d'un seul

résultat négatif, mais dû à l'ensemble des résultats qui traduit le manque de compétence de l'élève en question.
Enfin, comme je le relevais déjà lors de la session précédente, à propos du nombre de sièges de députés garanti au Jura bernois, dans la situation actuelle, il serait pour le moins maladroit de modifier la représentativité du Jura bernois, alors que les promesses pour un statut quo plus ont été faites à cette population lors des dernières votations en lien avec l'appartenance cantonale. Jusqu'à présent, le Grand Conseil a régulièrement confirmé, chaque fois qu'une motion demandait un changement de paradigme, sa volonté de conserver le système actuel. J'espère qu'il en soit toujours ainsi. C'est la meilleure preuve de reconnaissance que vous pouvez adresser à la population du Jura bernois. C'est entre autres pour ces raisons que la Députation francophone vous invite dans sa totalité à rejeter le chiffre 3 de ce postulat. Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Mehr Dynamik für den Kanton Bern – dieser Appell klingt ohnehin immer gut. Ich bin nicht einer, der es toll findet, sich immer in Minderwertigkeitskomplexen gegenüber den Zürchern, den Ostschweizern oder wem auch immer zu wälzen. Man darf aber sicher feststellen, dass für den Kanton Bern etwas mehr Dynamik sicher wünschenswert wäre. Zurzeit ist eine Regierungsreform in Gang, wenn auch eine kleine. *(Der Vizepräsident unterbricht den Redner kurz infolge eines technischen Problems bei der Simultandolmetschung.)* Man darf sicher geteilter Meinung darüber sein, ob daraus tatsächlich viel mehr Dynamik resultiert.
Ich habe den Ausführungen des Kollegen Brönnimann mit viel Aufmerksamkeit zugehört. Ich finde, dass er sehr spannende Aussagen über die Leistungsfähigkeit der verschiedenen Kantone im Vergleich mit dem Kanton Bern gemacht hat. Er hat erwähnt, wie man Spezialitäten entwickeln und Stärken der Wirtschaft herausstreichen kann, aber auch darüber gesprochen, wie man versuchen kann, auf gesellschaftlicher Ebene Schwächen auszubügeln. Wir haben dies bereits gestern diskutiert. Mir fehlt etwas der direkte Zusammenhang zwischen diesen äusserst spannenden Ausführungen einerseits und der Regierungsstruktur beziehungsweise der Regierungsorganisationsform andererseits. Darüber hätte ich gern Genaueres erfahren; ich erkenne die direkten Zusammenhänge diesbezüglich nicht. Ein Regierungspräsidium über längere Zeit könnte sich allenfalls als interessant erweisen. Wir können aber nach Basel schielen, wo sich dies nicht bewährt hat. In dieser Hinsicht wird dort nicht gerade Schlange gestanden, weil es nicht als besonders attraktiv betrachtet wird, nur Präsidentin oder Präsident einer Regierung zu sein.
Punkt 2 zur Proporzwahl: Auch darüber lässt sich immer wieder diskutieren. Im Kanton Bern haben wir verschiedene Städte, in welchen die Regierungen im Proporz gewählt werden. Im Kanton wird die Regierung im Majorz gewählt. Ist man als Partei selber an der Regierung beteiligt, findet man dieses Wahlverfahren gut; ist man es nicht, findet man es weniger gut. Tatsache ist, dass in einer Majorzwahl eher Köpfe gewählt werden können. Insofern erkenne ich nicht unbedingt einen grossen Nachteil für kleine Parteien. Auch sie können profilierte Köpfe zur Wahl stellen und bisweilen durchbringen.
Über den dritten Punkt verliere ich ebenfalls nicht mehr viele Worte. Wir haben in der letzten Session ausführlich darüber debattiert, ob an diesem System der frankophonen Vertretung zugunsten oder zulasten der bernjurassischen Vertretung geschraubt werden soll oder nicht. Der Grosse Rat war mehrheitlich der Meinung, dies sei nicht zielführend. Ich glaube, dass wir nicht wieder die gesamte Debatte von Neuem aufrollen müssen.
Ich komme zu einem weiteren wichtigen Punkt, der nur in der Begründung erwähnt wurde. Er betrifft die Erwägung, dass man alle Änderungen, die im Postulat vorgeschlagen werden, nur realisieren kann, wenn die Regierung von sieben auf neun Mitglieder vergrössert wird. Damit gelangten wir aber an einen Punkt, der völlig quer in der Schweizer Politlandschaft stünde. Der Kanton Bern war der letzte Kanton, der die neunköpfige Regierung abschaffte und sie auf eine siebenköpfige reduzierte. Mit der Erhöhung der Anzahl Regierungsmitglieder auf neun wären wir die einzigen, die dies so handhabten. Ob ein grösseres Gremium wirklich eine grössere Dynamik entfalten würde, wage ich zu bezweifeln, ganz abgesehen davon, dass ein solches Regierungssystem komplexer und teurer würde und schliesslich dem Ziel der Dynamisierung nicht diente. Seitens der Grünen folgen wir deshalb dem Regierungsrat und lehnen das Postulat ab.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Regierungsreformen für einen dynamischen Kanton Bern werden im Postulat von Thomas Brönnimann gefordert. Dynamischer Kanton Bern: Dies klingt gut. Gestern haben wir mit meiner Motion in eine ähnliche Stossrichtung starten wollen. Beim hier vorliegenden Postulat haben wir allerdings starke Zweifel, ob die Vorschläge, die in der Begründung gemacht werden, denn auch wirklich zu mehr Dynamik führten. Dies als Einleitung dazu, wie die BDP-Fraktion über diesen

Vorstoss denkt.
In diesen Vorstoss, lieber Thomas Brönnimann, haben Sie derart viele Punkte gepackt, dass fast alle etwas finden, wogegen sie etwas haben können. Zugegebenermassen habe ich gestern eher offen formuliert und bin damit auch nicht durchgekommen. Vielleicht ist die jetzige Strategie Erfolg versprechender. Das Thema Jurasitz hatten wir in der letzten Session aufgrund zweier Vorstösse bereits intensiv diskutiert. Wir kamen dabei zum Schluss, nichts daran zu ändern. Dies hat sich für die BDP-Fraktion inzwischen nicht geändert. Ihr Postulat habe ich auch nicht so verstanden, dass es primär um das Thema Jurasitz geht. Die Idee der Proporzwahl ist relativ neu; mir ist jedenfalls nicht bewusst, dass wir in den letzten Jahren hier darüber diskutiert hätten.
Persönlich finde ich Proporzwahlen für Exekutivämter immer etwas speziell. Ich weiss nicht einmal, ob dies der BDP zum Vor- oder Nachteil gereichen würde, da ich es nicht berechnet habe. Es ist aber für unsere Haltung zu diesem Thema auch nicht ausschlaggebend. Wichtig ist für uns, dass Regierungsmitglieder eine breite, demokratische Abstützung geniessen dürfen. Diese ist bei einer Majorzwahl eher gegeben als bei einer Wahl im Proporz. Im Fall des Proporzes träte auch die Situation ein, dass beim vorzeitigen Rücktritt eines Regierungsmitglieds nicht eine Neuwahl stattfinden, sondern eine Person nachrutschen würde, die bei den Wahlen unter Umständen deutlich weniger Stimmen erhalten hat als die Person, die zurückgetreten ist. Weiter hätte dies zur Folge, dass die Wahl dieser nachrutschenden Person bereits einige Zeit vorher stattgefunden hätte. Ein nachrutschender Regierungsrat würde also aufgrund seines Resultats nachrutschen, das er bei den Wahlen vor zwei oder drei Jahren erzielt hat. Diese Situation finden wir etwas unglücklich.
Für die Grundhaltung dieser Motion, also das Anliegen einer dynamischen Regierung, hegt die BDP, wie gesagt, natürlich Sympathien. Dafür haben wir aber bekanntlich eine andere Strategie gewählt. Eine der einzigen Motionen, wenn nicht die einzige überwiesene Motion zum Themenbereich Regierungsreform, ist diejenige von Anita Luginbühl, die eine Direktionsreform forderte. An dieser Motion hat sich auch die glp beteiligt. Wir haben diese noch nicht abgeschrieben, wollen diesen Weg weiter beschreiten und diese Stossrichtung weiterverfolgen. Wir befürchten ein bisschen, dass die Überweisung eines Postulats, die auch einen Bericht zur Folge hätte, diese Stossrichtung verzögerte. Deshalb unterstützen wir dieses Postulat nicht und wollen unseren gewählten Weg weitergehen.

Virginie Heyer, Perrefitte (FDP). L'auteur du postulat demande trois choses pour lesquelles le groupe PLR estime que le train est passé. Le projet de réforme des directions est en cours, et il faut laisser une chance à ce projet qui est en consultation et qui doit permettre de mieux répartir les tâches et diminuer les interfaces entre les directions. Il ne servirait à rien de recommencer la réflexion à ce stade en intégrant l'idée d'un régime présidentiel ou celle d'une augmentation du nombre de membres au gouvernement. A l'heure de la rationalisation des coûts, cela serait un non-sense. Quant au système d'élection à la proportionnelle, le Conseil-exécutif s'est déjà penché sur la question par le passé, et nous n'allons pas y revenir en détail. Nous relevons seulement que le système majoritaire donne une plus grande légitimité démocratique et conserve donc tout son sens pour une élection au gouvernement. Finalement, au sujet de la réforme du siège garanti du Jura bernois, il y a eu de différents débats lors de la session de juin. Il est impératif pour la cohésion de notre canton que la minorité linguistique et régionale soit protégée, et que la volonté de la population du Jura bernois soit considérée de la meilleure des manières. Nous estimons aussi que le fait que la majorité au gouvernement ait été déterminée dans le Jura bernois lors des dernières législatures est une conséquence de la situation politique dans tout le canton de Berne et non pas inhérente au système. Nous proposons donc tout comme le Conseil-exécutif de rejeter le postulat dans son ensemble.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Graf das Wort.

Urs Graf, Interlaken (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt das Postulat in allen drei Punkten ab. Die Dynamik des Kantons Bern kann mit dem bestehenden oder angedachten Regierungssystem eintreten oder auch nicht. Es hängt nicht von der angedachten Änderung ab. Der Postulant verlangt implizit oder explizit vier Punkte: Proporz statt Majorz, Präsidialsystem, Erhöhung der Zahl der Regierungsratsmitglieder, Neuregelung des Jurasitzes. Zu Punkt 1: Die SP schliesst sich der Antwort des Regierungsrats an und vertritt die Meinung, dass der Majorz das bessere Wahlsystem ist, weil bei einem Rücktritt Neuwahlen erforderlich sind. Der Postulant hat gesagt, dass die Parteiversammlung beim Majorzsystem einen grossen Einfluss habe. Dies ist richtig; dieser Einfluss kann allerdings auch beim Proporzsystem vorliegen, indem Listenplätze vergeben und Kumulationen vorgenommen werden.

Es ist auch nicht schlecht, wenn sich ein Kandidat in seiner Partei durchsetzen muss.
Zum Präsidialsystem: Es ist richtig, dass das Präsidialsystem einige Vorteile aufweisen würde, insbesondere im Aussenkontakt. Die Nachteile überwiegen indessen. Die Wahrnehmung der Regierung würde sich mehr auf eine Person konzentrieren, was vielleicht das Kollegialsystem und die faktisch gelebte Konkordanz gefährden könnte. Die übrigen Regierungsräte würden vielleicht noch pointierter ihre Direktion vertreten, weil sie die Rolle des Präsidenten nicht ausübten. Die Erhöhung von sieben auf neun Regierungsmitglieder hat sehr viel mit dem Proporzsystem zu tun und den Chancen der kleinen und mittleren Parteien, ebenfalls einen Sitz in der Regierung zu erhalten. Auch dies lehnt die SP ab.
Über die Jurafrage haben wir in der letzten Session diskutiert. Auch diesen Punkt lehnt die SP ab. Ich glaube nicht, dass dieses Regierungssystem dazu führt, den Nationalrat oder die ETH in den Kanton Bern zu führen, wie Sie dies implizit dargestellt haben. Dieser Zusammenhang verschliesst sich mir.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich beginne gleich mit dem dritten Punkt, der uns der wesentlichste zu sein scheint. Ich kann es kurz machen: Die Begründung des Postulanten, wonach die Jurafrage demokratisch entschieden und gelöst sei, teilen wir nicht. Sie ist noch längstens nicht gelöst, und es steht ein sehr langer, harter Weg bevor, bis der Entscheid, der von einigen Gemeinden gefällt wurde, umgesetzt werden wird. Die EVP findet es den entschieden falschesten Zeitpunkt, um hier nochmals Öl in die Glut zu giessen. Deshalb lehnen wir diesen dritten Punkt ab, auch wenn richtigerweise festgestellt wurde, dass Sie nicht einfach die Abschaffung des garantierten Jurasitzes fordern, was wir zur Kenntnis genommen haben. Letztlich steckt aber wohl trotzdem diese Diskussion dahinter. Wir sind im Moment nicht dazu bereit, weiter darüber zu sprechen.
Beim ersten Punkt gibt es einen Teil der EVP-Fraktion, der Sympathien für die Idee zeigt, anstelle des jährlichen Rotationsprinzips über eine andere Form des Regierungspräsidiums nachzudenken. Ein Teil wird deshalb Ja zum Postulat sagen, weil es diese Idee wert wäre. Falls dieser Punkt durchkäme, was ohnehin nicht geschehen wird, soll der entsprechende Bericht kurz und bündig, aber bitte nicht hundertseitig erstellt werden.
Der zweite Punkt im Postulat ist gleichsam ein Evergreen der EVP. Bei diesem werden wir selbstverständlich hundertprozentig mithelfen. Wir haben es als kleinen Witz aufgefasst, wenn in der Antwort steht, gelegentlich würden auch Personen kleinerer Parteien gewählt. Ich bin schon lange in der bernischen Politik dabei. Vielleicht kann mir der Staatsschreiber ein Beispiel dafür nennen, dass dies im Kanton Bern auch schon einmal geschehen ist. Mir ist zumindest keines bekannt. Den zweiten Punkt unterstützen wir mit Überzeugung.

Markus Aebi, Hellsau (SVP). Ich kann es vorwegnehmen: Die SVP lehnt alle drei Punkte einstimmig ab. Ich glaube, dass dieses Parlament aber ab und zu einen Querdenker braucht. So müssen wir auch das vorliegende Postulat betrachten und diskutieren. Ich glaube, dass es einige Anregungen enthält, die man vertieft prüfen sollte. Gleichzeitig scheint mir der Postulant so viel zusammengemischt zu haben, dass er etwas weit übers Ziel hinausschiesst, wenn er den Titel «Regierungsreform für einen dynamischen Kanton Bern» benutzt. Ich komme kurz auf die einzelnen Punkte zu sprechen.
Ich beginne mit Punkt 3. Zu diesem kann ich einfach sagen, dass die SVP zum Berner Jura steht. Wir wollen an diesem Sitz des Berner Juras nicht rütteln. Es wäre auch ein völlig falscher Zeitpunkt, nun hier wiederum Diskussionen rund um diesen Sitz zu führen. Wir lehnen diesen Punkt 3 also einstimmig ab.
Zu Punkt 2: Ich glaube nicht, dass eine Veränderung des Wahlsystems zur Dynamisierung des Kantons Bern beiträgt. Vielmehr denke ich, dass eine gewisse Verunsicherung und Instabilität entstehen könnten, wenn ein Riesenwettbewerb zwischen diesen Kandidaten entstünde. Ich glaube, dass Kontinuität mehr zur Dynamik beiträgt.
Ich komme zu Punkt 1: Für diesen haben wir alle gewisse Sympathien. Wir wissen, dass der Kanton Bern etwas dynamischer sein könnte. Wir wissen auch, dass im Moment eine Regierungsreform in Gang ist, falls man sie überhaupt so nennen kann. Ich denke vielmehr, dass es sich nicht um eine Reform, sondern um eine Optimierung der Arbeitsbelastung unserer Regierungsräte handelt. Ich begründe dies damit, dass dieser auch nicht eine strategische Arbeit zugrunde gelegt ist. Ob allerdings eine Aufstockung der Anzahl Regierungsräte Sinn macht, bezweifle ich. Über dieses Regierungssystem kann man durchaus diskutieren. Es gibt Kantone, die ein solches haben und damit recht erfolgreich sind. Ich glaube aber, dass dieser Prozess eingeleitet worden ist und darüber diskutiert wird, wie die BDP gesagt hat. Diesen Weg wird man weiter beschreiten. Deshalb lehnen wir auch den Punkt 1 ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Ich erteile das Wort Roland Benoit.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Je crois que à peu près tout a été dit ici à la tribune. Mais j'aimerais quand même relever ici certaines déclarations de notre collègue, Monsieur Brönnimann, dans son postulat. Il commence par brosser le poil au Jura bernois en disant que son groupe a choisi comme course d'école le Jura bernois. Je vous en remercie. C'est bien de penser à nous, et que nous sommes une région dynamique. Ici, quand je vois le titre de votre postulat, «Réforme gouvernementale: pour un canton de Berne dynamique», ben, finalement, je conçois que vous êtes celui qui dit que le Jura bernois est la cause de ce non-dynamisme du canton. Parce que sinon, vous seriez en contradiction entre le fait d'augmenter un gouvernement – on sait quand qu'on augmente un gouvernement en personnes, on est moins dynamique. C'est le cas également pour les conseillers municipaux. Je constate également que Monsieur Brönnimann n'aime pas trop les minorités. Si on regarde un petit peu ce qui s'est passé les derniers temps, le parti vert-libéral est celui qui ne doit pas trop aimer le Jura bernois. Parce que je vois que vous aviez cosigné la motion de Monsieur Güntensperger, et finalement vous revenez à charge. Moi, je pensais que durant une législature, on peut uniquement déposer une motion ou un postulat, et vous revenez à charge dans la même législature, puisque ce postulat a été déposé le 24 janvier 2018. Donc, on prend acte que le parti des verts-libéraux ne nous aime pas. Vous tirez à boulets rouges sur le Jura bernois. Je ne comprends pas pourquoi. Je vous invite, chers collègues, à rejeter ce postulat à l'unanimité.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es sind keine weiteren Einzelsprecher mehr angemeldet. Ich gehe davon aus, dass Sie, Grossrat Brönnimann, vor dem Staatsschreiber sprechen wollen.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Vielen Dank, liebe Kollegen, für die Diskussion. Manchmal ist die Diskussion viel wichtiger als die Frage, ob das Postulat überwiesen wird oder nicht. Zu Grossrat Benoit kann ich sagen: C'est un malentendu. Le Jura bernois est peut-être la région plus dynamique du canton de Berne, et peut-être ça ferait du bien au canton de Berne un peu plus du Jura bernois, de cette dynamique industrielle. Ich schliesse gleich bei Peter Gasser von der Députation an: Peter Gasser, Sie wissen, dass ich hier sogar für zwei von sieben Sitzen einstehen würde, wenn auch nicht für den Berner Jura, sondern für die «francophones». Ich habe auch keine Angst, dass sich gute Kandidaten aus dem Berner Jura nicht im gesamten Kanton durchsetzen könnten.
Zu Christoph Grupp, der den Vergleich mit Basel-Stadt angestellt hat, muss ich sagen, dass ich den Vergleich mit dem Waadtland gemacht habe. Dies ist bei Weitem nicht dasselbe wie ein Vergleich mit Basel-Stadt. Basel-Stadt verfügt über einen Präsidenten, der als Grüssonkel ohne Portefeuille fungiert. Im Kanton Waadt ist der Regierungspräsident der Finanzminister, Herr Pascal Broulis, der Druck ausübt. Jan Gnägi, Urs Graf und teilweise auch dem Staatsschreiber muss ich sagen, dass bei Proporzwahlen nicht zwingend gleich jemand nachrutscht. Wir in Köniz haben für die Regierung schon lange Proporz, wobei es keine «Kronprinzenregelung» gibt, wie man es nennt. Dies müsste im Grunde auch der Staatsschreiber wissen; meines Wissens wohnt er in Wabern. Seine Verknüpfung ist also aus meiner Sicht schon beinahe bösartig und eine Unterstellung, die nicht der Wahrheit entspricht.
Virginie Heyer möchte ich mitteilen, dass ich nicht das Gefühl habe, der laufende Prozess entspreche einer Regierungsreform, sondern einer Direktions- und Verwaltungsreform. Markus Aebi hat dies noch pointiert zugespitzt. Hoffentlich kommt es noch anders heraus. Im Zentrum steht für mich, dass man sich auf ein Regierungsprogramm einigt. Wir haben zu grossen Teilen einen neugewählten Regierungsrat für die nächsten zehn Jahre. Ich frage mich einfach, wo im Kanton Bern die Personen sind, die im Waadtland Broulis oder Maillard heissen. Vielleicht heissen sie dann bei uns im Kanton Bern Allemann, Schnegg, Müller – wer weiss. Oder vielleicht übernimmt unsere Finanzministerin der BDP diese Rolle aus der Mitte, indem sie am Strick zieht und der Kanton Bern einen Zehnjahresfokus anvisiert. Tatsache ist, dass der Campus Ecublens steht und die Metro dort hinausfährt. In Biel beginnen wir erst zu bauen; ich glaube, dass es viel wichtiger für den Berner Jura ist, dass dieser Campus vom Boden abhebt. Bei allem Lob von gestern über die HE-Arc war ich trotzdem erstaunt zu hören, dass Biel irgendwie zur Berner Fachhochschule (BFH) und die HE-Arc nun mal zur Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) gehöre. Die beiden arbeiten offenbar nicht besonders zusammen. Ich glaube, daran sollte sich etwas ändern. Ich bin aber zuversichtlich, da mir jemand zugeflüstert hat, die Berner Regierung lasse sich nun von jemandem beraten, der früher auch schon

die Waadtländer Regierung beraten habe. Dann kommt es ja vielleicht doch noch gut. Ich werde einmal mehr mit meinem Anliegen untergehen, aber ich werde wieder damit kommen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat der Staatsschreiber.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ich möchte zu Beginn zwei Missverständnisse ausräumen. Zum ersten Missverständnis: Ich vertrete die Haltung des Regierungsrats, Thomas Brönnimann, und nicht die Haltung des Staatsschreibers. Dies sei erwähnt, weil Grossrat Brönnimann mir bereits entgegnen wollte, bevor ich überhaupt das Wort ergriffen habe. Es ist also der Regierungsrat, der Ihnen die Ablehnung dieser Motion beantragt, und zwar in allen drei Punkten. Zum zweiten Missverständnis: Es ist nicht so, dass die Regierung des Kantons Bern der Meinung ist, es stehe alles zum Besten mit diesem Kanton, dieser müsse sich nicht weiterentwickeln und es gebe kein Wachstumsproblem in diesem Kanton. Dies ist nicht der Fall. Aber der Zusammenhang, den Grossrat Brönnimann in seiner Motion mit seiner Feststellung hergestellt hat, erschliesst sich wie vielen meiner Vorredner auch dem Regierungsrat nicht ganz. Der Bogen, den Grossrat Brönnimann gespannt hat, dass der RBS-Bahnhof nur als Kopfbahnhof geplant sei und dies bei einer Proporzwahl des Regierungsrats beziehungsweise mit neun Regierungsmitgliedern oder einem Präsidialsystem anders wäre: Dieser Zusammenhang erschliesst sich dem Regierungsrat nicht ganz. Die Motion verlangt eine Berichterstattung, und zwar eine umfassende Berichterstattung. Der Regierungsrat beantragt die Ablehnung auch deshalb, weil zu diesen Punkten bereits umfassend Bericht erstattet worden ist.
Zum Punkt betreffend das Proporzwahlsystem: Es ist nicht so, wie Grossrat Jan Gnägi gesagt hat, es sei hier in letzter Zeit nicht darüber diskutiert worden ist. Im Juni 2015 war dies der Fall. Genau deshalb hat Ruedi Löffel auch gesagt, es handle sich um einen Evergreen. Damals wurde die entsprechende Motion von Philippe Messerli *(M 183-2014)* hier behandelt und ging mit nur 23 Ja-Stimmen unter. Der Grosse Rat sprach sich also klar gegen die Proporzwahl des Regierungsrats aus. Der Regierungsrat erstattete damals Bericht. Er ist der Meinung, dass man nicht bereits jetzt noch einmal dazu Gutachten und Berichte verfassen sollte.
Zum Präsidialsystem: Dieses ist in der Tat ein System, welches man immer wieder diskutieren kann. Auch dieses ist hier im Grossen Rat umfassend diskutiert worden, was allerdings etwas länger her ist. 2008 führte man diese grossen Reformdiskussionen unter anderem mit Gutachten, die eingeholt wurden. Es gibt Kantone, die dieses System anwenden, so der Kanton Genf. Dessen Regierung hat kürzlich Pierre Maudet zum Regierungspräsidenten gewählt; zudem wurden die Kantone Basel-Stadt und Waadt genannt. Es gibt also Kantone mit diesem Präsidialsystem, wenn auch nur sehr wenige. Auch der Bund kennt dieses nicht. Die Regierung ist auch hier weiterhin der Ansicht, dass alle Regierungsmitglieder, die auf gleiche Weise vom Volk gewählt worden sind, denselben Status haben sollten und sich dieser Turnus bewährt hat. Insbesondere das Präsidialsystem würde aus ihrer Sicht wohl auch nicht diese dynamische Entwicklung bewirken, wie es sich die Motion erhofft.
Zum Jurasitz wurde auch bereits etwas gesagt. Die Regierung pflichtet dem Votum von Grossrat Benoit bei. Auch dieses Thema wurde bereits in den Motionen Güntensperger *(M 265-2017)* und zuvor Hamdaoui *(M 024-2017)*, zu welchen sich der Regierungsrat auch positioniert hat, behandelt. Dabei wurde dargelegt, welche Nachteile darin liegen und warum es nicht richtig wäre, wenn der garantierte Jurasitz nicht für den Berner Jura, sondern für die gesamte frankophone Bevölkerung gelten würde, und dies kein gutes System wäre. Der Regierungsrat lehnt auch diesen Punkt ab.
Was die Erhöhung auf neun Regierungsmitglieder betrifft, ist es richtig, dass dies nicht mit einer Ziffer so verlangt worden ist; aber implizit wird in der Begründung der Motion dargelegt, dass nur auf dem Weg der Erhöhung der Zahl der Regierungsmitglieder auf neun den Forderungen Nachachtung verschafft werden könne. Auch diese Erhöhung lehnt der Regierungsrat ab. Der Kanton Bern wäre der einzige Kanton in der gesamten Schweiz mit neun Regierungsmitgliedern. Es ist völlig klar, dass dies zu einer Kostensteigerung führen würde. Die zusätzlichen Regierungsmitglieder hätten ihren zusätzlichen Stab, ihre Infrastruktur, ihre Büros, was ohne Kostensteigerung nicht zu machen ist. Dies ist aus Sicht der Regierung nicht der richtige Weg, um diesen Kanton weiterzubringen. Deshalb: Ablehnung dieses Postulats in allen drei Punkten.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung. Es wurde punktweise Abstimmung verlangt. Infolgedessen kommen wir zu Punkt 1. Wer den Punkt 1 des Postulats annehmen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	13
Nein	130
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben den Punkt 1 mit 130 Nein- gegen 13 Ja- bei 2 Enthaltungen abgelehnt.
Wer den Punkt 2 annimmt, stimmt mit Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	25
Nein	116
Enthalten	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch den Punkt 2 dieses Postulats mit 116 Nein- gegen 25 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt.
Wer den Punkt 3 annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	6
Nein	136
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Auch der Punkt 3 wird mit 136 Nein- gegen 6 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2018.RRGR.44

Postulat 015-2018 Gerber (Reconvilier, EVP)
Anpassung der Wahlkreise für die Wahlen in den Bernjurassischen Rat

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zu Traktandum 11, dem Postulat Gerber, Reconvilier, EVP: «Anpassung der Wahlkreise für die Wahlen in den Bernjurassischen Rat». Die Regierung will das Postulat annehmen. Ist dies bestritten? – Dies scheint nicht der Fall zu sein.
Somit kommen wir direkt zur Abstimmung. *(Der Postulant, Grossrat Gerber, tritt ans Rednerpult.)* Wir machen hier eine Ausnahme. Normalerweise ist es nicht vorgesehen, dass zu einem unbestrittenen

Postulat noch etwas gesagt wird, aber, Grossrat Gerber, Sie dürfen kurz... *(Nach einer Intervention erteilt der Präsident dem Postulanten das Wort nicht mehr.)* Nein, es wird nun doch abgestimmt. Wer das Postulat annimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	145
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat mit 145 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen angenommen.
Damit sind wir mit den Geschäften der Staatskanzlei am Ende angelangt. Ich danke dem Staatsschreiber für seine Anwesenheit und wünsche ihm eine gute Zeit. Wir kommen zu den Wahlresultaten der Richterwahlen.

Resultate der Wahlgeschäfte der Septembersession 2018

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.459 – Wahl zweier Mitglieder deutscher Muttersprache für das Obergericht mit Beschäftigungsgrad von je 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 0 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, werden bei einem absoluten Mehr von 78 gewählt:

Anastasia Falkner mit 146 Stimmen
Ronnie Bettler mit 99 Stimmen

Christoph Horisberger erhielt 47 Stimmen
Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.460 – Wahl einer Richterin oder eines Richters französischer Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 153 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 10 und ungültig 1, in Betracht fallend 142, wird bei einem absoluten Mehr von 72 gewählt:

Maryvonne Pic Jeandupeux mit 141 Stimmen

Marguerite J.S. Ndiaye erhielt 1 Stimme

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.461 – Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 100 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 1 und ungültig 0, in Betracht fallend 153, wird bei einem absoluten Mehr von 77 gewählt:

Michael Erismann mit 153 Stimmen

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.462 – Wahl einer Richterin oder eines Richters deutscher Muttersprache für die Regionalgerichte mit Beschäftigungsgrad 60 %, für die Amtsdauer bis 31.12.2022

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 5 und ungültig 1, in Betracht fallend 148, wird bei einem absoluten Mehr von 75 gewählt:

Alexia Ackermann mit 147 Stimmen

Diverse erhielten 1 Stimme

(Applaus)

Resultat des Wahlgeschäfts 2018.RRGR.458 – Wiederwahl der 19 Fachrichterinnen und Fachrichter deutscher und französischer Muttersprache für das Kindes- und Erwachsenenschutzgericht, für die Amtsdauer vom 01.01.2019 bis 31.12.2024

Bei 154 ausgeteilten und 154 eingegangenen Wahlzetteln, wovon leer 0 und ungültig 0, in Betracht fallend 154, werden bei einem absoluten Mehr von 78 alle kandidierenden Fachrichterinnen und Fachrichter gewählt.

(Applaus)

Präsident. Auf der Website des Grossen Rats *(Geschäft 2018.RRGR.458)* können Sie nachsehen, mit welchen Resultaten dies der Fall war. Ich gratuliere allen Gewählten.

Gemeinsame Vereidigung

Präsident. Wir kommen zur Vereidigung unserer beiden neuen Oberrichter. Ich bitte Frau Falkner und Herrn Bettler, nach vorne zu treten. Beide werden das Gelübde ablegen. (*Der Generalsekretär liest die Gelübdeformel in deutscher Sprache vor.)*

Frau Anastasia Falkner und Herr Ronnie Bettler legen das Gelübde ab.

Präsident. Damit ist die Vereidigung abgeschlossen. Ich wünsche den beiden neugewählten Oberrichtern im neuen Amt viel Fingerspitzengefühl und alles Gute. *(Applaus)*

Geschäft 2018.RRGR.360

Wiederherstellung der Ordnungsmässigkeit des Jahresabschlusses des AGG 2016 und Sicherstellung der Ordnungsmässigkeit der Rechnungslegung der BVE für die Zukunft; «Projekt Optima» und zweites Projekt «FIT 2017»; nachträglicher Verpflichtungskredit des Grossen Rates für die Gesamtausgaben

Präsident. Ich begrüsse den Regierungspräsidenten Christoph Neuhaus. Wir kommen zu den Geschäften der BVE und zum Traktandum 12. Dieses Geschäft wurde in der FiKo vorbesprochen; es gilt die reduzierte Debatte. Ich gebe dem Sprecher der FiKo, Grossrat Etter, das Wort.

Jakob Etter, Treiten (BDP), Kommissionssprecher der FiKo. Bei der Umstellung auf das Harmonisierte Rechnungsmodell 2 (HRM2) sind beim Amt für Grundstücke und Gebäude (AGG) der BVE erhebliche Schwierigkeiten aufgetreten. Von den 166 Abweichungen, die die Finanzkontrolle bei ihrem Restatement feststellte, betraf der grösste Teil das AGG. Sowohl im Abschluss 2016 als auch in der Eröffnungsbilanz 2017 sind Fehler aufgetreten. Infolge personeller Wechsel und mangelnder Kenntnis war es nicht möglich, diese Abweichungen intern zu beheben. Mit Herrn Baumgartner wurde ein

externer Fachmann engagiert, um die Ordnungsmässigkeit wiederherzustellen. Das Projekt unter dem Namen «Optima» wurde mit einem Kostenvoranschlag von 497 000 Franken geplant und umgesetzt. Die FiKo wurde durch die Baudirektorin und Herrn Baumgartner laufend über den Fortschritt dieses Projekts informiert. Die aufgetretenen Mängel konnten weitgehend behoben und die Ordnungsmässigkeit wiederhergestellt werden.
Allerdings wurde schnell offensichtlich, dass die Aufarbeitung dieser Mängel allein nicht ausreicht. Die künftigen Verbuchungen und die korrekte Rechnungslegung im AGG haben damit noch nicht sichergestellt werden können. Deshalb hat die BVE beim Regierungsrat einen zweiten Objektkredit in der Höhe von 885 000 Franken unter dem Namen «FIT 2017» beantragt. Damit konnten die nötigen Grundlagen für eine korrekte und ordnungsmässige Rechnungslegung für die Zukunft geschaffen werden.
In diesem Moment begann das Pingpongspiel zwischen der Regierung und der FiKo. Die Regierung war der Meinung, die zwei Kredite stünden in keinem Zusammenhang und lägen beide in der Kompetenz des Regierungsrats. Die FiKo sah dies eindeutig anders und erkannte einen direkten Zusammenhang; sie verlangte deshalb eine Zusammenrechnungspflicht bezüglich dieser beiden Kredite. Nach mehreren Diskussionen und Briefwechseln lenkte die Regierung ein und arbeitete das Geschäft entsprechend für die FiKo und heute für den Grossen Rat auf; sie beantragte einen nachträglichen Kredit. Damit beträgt die Kreditsumme für die Aufarbeitung dieser Mängel und für die zukünftige Rechnungslegung 1,382 Mio. Franken, was die Regierungskompetenz überschreitet. Die FiKo hat den nachträglichen Kredit geprüft und mit 12 zu 0 Stimmen bei 3 Enthaltungen genehmigt. Deshalb beantragen wir Ihnen auch, diesen nachträglichen Objektkredit in der Höhe von 1,382 Mio. Franken zu genehmigen.

Präsident. Gibt es weitere Sprecher? Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Für die SVP-Fraktion Grossrat Wyss.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Der SVP ist bewusst, dass wir mit diesem Kreditgeschäft nur noch Vergangenheitsbewältigung betreiben. Erlauben Sie mir trotzdem einige Bemerkungen zu diesem Geschäft, mit welchem sich natürlich vor allem die Mitglieder der FiKo seit März 2017 vertieft befasst haben. Als Erstes ist es mir wichtig zu erwähnen, dass wir von der SVP nicht in erster Linie ein Problem damit haben, dass dem AGG bei der Rechnungslegung massive Fehler passiert und durch die Finanzkontrolle zum Rechnungsabschluss 2016 scharf monierte Mängel zum Vorschein gekommen sind. Wo gearbeitet wird, passieren Fehler; dies ist uns allen bewusst. Danach stellt sich aber die Frage, welche Schlüsse und Folgerungen man aus diesen Fehlern zieht. Zweitens möchten wir allen Mitarbeitern des AGG danken, die anschliessend mit unermüdlichem Einsatz, viel Fleiss und Hochdruck unter Anleitung und Mithilfe von Experten im Rahmen des Projekts «Optima» mit Sofortmassnahmen, die Ordnungsmässigkeit des Rechnungslegungsabschlusses 2016 möglichst schnell wiederherzustellen und gleichzeitig zu klären versuchten, ob Handlungsbedarf für weitere Massnahmen besteht.
Die zweite Frage wurde denn auch mit Ja beantwortet, und das Projekt «FIT 2017» wurde lanciert. Die SVP lehnt den Kredit grossmehrheitlich bei einigen Enthaltungen und wenigen Ja-Stimmen ab, weil wir nur so unser Unbehagen zu all diesen Ungereimtheiten in der Buchführung des AGG kundtun können. Damit anerkennen wir trotzdem, dass die BVE unter Einbezug der FIN im März 2017 – leider viel zu spät und nachdem man mehrmals hatte verlauten lassen, man habe alles im Griff – auf Aufforderung des Regierungsrats vom 8. März 2017 sofort reagierte und alles Erforderliche in die Wege leitete und unternahm, um die Ordnungsmässigkeit des Rechnungslegungsabschlusses 2016 wiederherzustellen.
Seither ist allen bestens bekannt, dass sich die Probleme leider auch auf die Rechnung 2017 ausgewirkt haben. Was bezwecken wir mit unseren Proteststimmen? – Es ist unakzeptabel, dass in einem Amt des Kantons Bern bei der Rechnungslegung solch schwere Mängel auftreten können, ohne dass rechtzeitig vonseiten der zuständigen Direktion dank eines internen Kontrollsystems (IKS) oder mindestens und spätestens durch die FIN frühzeitig interveniert wird. Wenn solche Feststellungen erst durch die Finanzkontrolle gemacht werden, haben einige Personen im oberen Kader ihre Verantwortung nicht wahrgenommen. Zudem wurden aus unserer Sicht viel zu lange bereits aufgeworfene Bedenken der Finanzkontrolle nicht ernst genommen. Wir von der SVP fragen uns schon länger, ob die Art und Weise der Führung der Finanzen im Kanton Bern mit 68 rechnungsführenden Organisationseinheiten noch zeitgemäss ist. Drittens hat uns bei diesem Geschäft, von welchem man seit Längerem wusste, dass im AGG grosse Probleme vorhanden sind, eine klare und unmissverständliche Intervention und Führung vonseiten der FIN gefehlt. Ich komme zum Schluss. *(Der Präsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon aus.)*

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Inhaltlich hat der FiKo-Sprecher ausgeführt, worum es hier geht. Die EVP wird den Krediten zustimmen. Gleichwohl halten wir als EVP es für richtig und wichtig, hier einige Worte dazu zu sagen, auch wenn nicht der betroffene Regierungsrat hier anwesend ist; eigentlich waren es die ehemalige Regierungsrätin und die FIN, die sich thematisch damit befassten, aber das wird sicher dann an diese weitergeleitet.
Fakt ist, dass wir nun 1,4 Mio. Franken zur Wiederherstellung der Ordnungsmässigkeit der Buchführung in einem Amt benötigen. Es handelt sich um ein wesentliches Amt, das stark von dieser Umstellung betroffen war. Es stellt sich trotzdem die Frage, wie es dazu kommen konnte, dass bei der Einführung von HRM2 solche Schwierigkeiten entstanden. Die Mitarbeiter im Amt gaben ihr Bestes, stiessen aber auch an ihre Grenzen, weil sie vielleicht etwas unvorbereitet in diesen Prozess eingeführt wurden. Es drängen sich also auch Fragen zur Projektführung auf sowie dazu, wie die Buchführungsprozesse gesamtheitlich im Kanton aufgestellt sind. Wer hat bei den Buchführungsentscheiden das Sagen? Wer trägt welche Verantwortung: die BVE, die Amtsleitung, die FIN? – Dies sind viele Fragen, die wir hier und heute nicht klären können.
Deshalb habe ich zusammen mit Kollegen der FiKo zwei Motionen eingereicht, über welche wir im November entscheiden werden. Es geht uns einerseits darum, einen lehrreichen Blick zurück auf den Einführungsprozess von HRM2 zu werfen, und bewusst die Lehren für die Zukunft zu ziehen mit der Einführung von Enterprise Resource Planning (ERP), die uns bevorsteht. Es geht uns mit der zweiten Motion darum, zu beobachten, wie die Buchführungsprozesse in der Gesamtheit der Verwaltung in allen Direktionen aufgestellt sind, und einiges über alle Direktionen hinweg verbessern zu können. Mit den vorliegenden Krediten bezahlen wir die mehrheitlich abgeschlossene Arbeit in einem Amt in der BVE. Die Arbeit ist aber noch nicht abgeschlossen. Wir müssen die Rechnungslegung im Kanton für die Zukunft fit machen. Die EVP stimmt deshalb diesem Kredit zu, dies aber im Bewusstsein, dass die Arbeit damit nicht abgeschlossen ist und noch einiges auf uns zukommen wird, das über dieses Amt hinausgeht.

Präsident. Der Regierungsrat hat das Wort. Er wünscht es nicht.
Somit kommen wir zur Abstimmung. Wer dem vorliegenden Kreditgeschäft zustimmt, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	96
Nein	20
Enthalten	11

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 96 Ja- bei 20 Nein-Stimmen und 11 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.323

Ins/Lindenhof, Justizvollzugsanstalt Witzwil, Instandsetzung von 10 Gebäuden (Lindenhof) und der ehemaligen Verwaltervilla für Haftplätze des Arbeitsexternats. Verpflichtungskredit für die Ausführung

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 13. Es ist ein Kreditgeschäft mit fakultativem Finanzreferendum. Es geht um die Justizvollzugsanstalt Witzwil. Das Geschäft wurde von der BaK vorberaten. Wir haben zwei Anträge zu diesem Geschäft. Ich gebe zuerst dem Sprecher der BaK das Wort und gehe davon aus, dass er den Antrag der BaK gleichzeitig deklarieren wird. Dann kommt der Antragsteller Grossrat Aeschlimann an die Reihe und danach die Fraktionen. Ich erteile das Wort Grossrat Mentha.

Antrag BaK (Mentha, Liebefeld)
Die Gesamtkosten fu¨ die Sanierung der Justizvollzugsanstalt Witzwil sind von 59,8 Mio. Franken auf CHF 55,0 Mio. Franken zu reduzieren (Differenz von 4,8 Mio. Franken). Demzufolge beträgt der vorliegende Verpflichtungskredit fu¨ die Ausfu¨ rung neu 51,36 Mio. Franken anstatt 56,16 Mio. Franken.

Antrag Aeschlimann, Burgdorf (EVP)
Der Verpflichtungskredit ist mit folgender Auflage zu erga¨ zen:
Die sanierten Geba¨ de mu¨ss n, wie im Wettbewerbsprogramm gefordert, den Standard MINERGIE-P-Sanierung oder einen energetisch gleichwertigen Standard erreichen.

Luc Mentha, Liebefeld (SP), Kommissionssprecher der BaK. Die BAK hat sich intensiv mit diesem Geschäft befasst. Zusammen mit Hans Jörg Rüegsegger habe ich als von der BaK eingesetzter Referent das Geschäft vorbereitet. Wir haben die Akten studiert, eine Besichtigung vor Ort und dabei zusammen mit Herrn Schwarz ein Hearing mit Personen des AGG sowie anschliessend eine Besprechung mit Regierungspräsident Neuhaus und seinen Mitarbeitern durchgeführt. Wir haben umfassend Auskunft erhalten; dies kann ich hier so zu Protokoll geben. Die Gespräche waren offen und konstruktiv, auch als Hans Jörg Rüegsegger und ich der BVE eröffneten, dass wir den Kredit in der vom Regierungsrat beantragten Höhe nicht mittragen können. Dafür möchte ich herzlich danken.
Zuerst einige grundsätzliche Bemerkungen zu diesem Sanierungskredit: Gemäss der Justizvollzugsstrategie ist der Bedarf nach Plätzen in Witzwil langfristig gegeben. Die Justizvollzugsstrategie spricht insgesamt von einem Zusatzbedarf von 200 Plätzen, allerdings eben nicht im Bereich des offenen Strafvollzugs, sondern im Bereich der Untersuchungs- und Administrativhaft. Dies betrifft Witzwil mit seinen 180 Plätzen somit nicht. Was die Gebäudestruktur und die Grundinfrastruktur betrifft, erfüllt das Gebäude in Witzwil grundsätzlich die Mindestanforderungen, so zum Beispiel auch bezüglich Zellengrösse, aber der Neubau benötigt eine umfassende Sanierung. Wie wir uns haben sagen lassen, kämen ein Abbruch und anschliessender Neubau der Anstalt Witzwil nach den Richtwerten des Bundes auf rund 100 Mio. Franken zu stehen. Deshalb kann mit Recht gesagt werden, dass es sich lohnt, die hier beantragten Mittel in dieses Haus zu stecken. Als grundsätzliche Beurteilung dieses Sanierungskredits kann ich Ihnen deshalb mitteilen, dass nach Auffassung der BaK die Sanierung der richtige Weg ist. Sie ist nötig. Es wird auch kein zweiter «Fall Prêles» eintreten, bei dem man auf einmal vor der Situation stehen würde, die Plätze im offenen Strafvollzug nicht mehr zu benötigen. Dies haben wir geprüft und festgestellt, dass diese Gefahr nicht besteht.
Nun zur Höhe des Kredits: Zunächst weise ich Sie darauf hin, dass die FiKo die BaK in einem Mitbericht mit Besorgnis darauf hingewiesen hat, dass hohe Investitionskosten auf den Kanton zukommen würden. Es gibt zahlreiche Grossprojekte, die sich im Kanton Bern in der Pipeline befinden: Stichwort Campus, Stichwort Umfahrungsstrasse und auch Stichwort Justizvollzugsstrategie. Allein der Erhalt des bestehenden Angebots im Justizvollzug kostet nach ersten groben Schätzungen 300 Mio. Franken. Will man die zusätzlich in der Strategie ausgewiesenen 200 Plätze schaffen und berechnet dies nach den Benchmarkzahlen des Bundes, kostet dies nochmals zusätzlich rund 120 Mio. Franken. Die Justizvollzugsstrategie stellt also ebenfalls einen grossen Brocken dar. Die FiKo hat uns im Übrigen mitgeteilt, dass sie die Kostensteigerungen beim vorliegenden Projekt als eklatant und unerklärlich beurteilt, und die BAK deshalb gebeten, genau hinzuschauen. Dies haben wir getan. Die Projektkosten bildeten die Basis sowohl für den Projektierungskredit als auch für die eigentliche Projektierung. Sie sind im Vergleich zu den Grobkostenschätzungen in der Phase des Projektierungskredits, der zum heutigen Antrag führt, aus dem Ruder gelaufen. Ich kann es nicht anders bezeichnen. Für den Wettbewerb, den man vor dem Projektierungskredit ausgeschrieben hatte, wurde die strikte Vorgabe gemacht, dass die Sanierung 42 Mio. Franken nicht überschreiten dürfe – ohne Reserven und Provisorien. Beim Projektierungskredit wurde der Level bereits auf 52 Mio. Franken, allerdings inklusive Provisorien und Reserven, angehoben. Als man den heutigen Kreditantrag vorbereitete, landete man schliesslich bei deutlich über 60 Mio. Franken, was dann BVE-intern zu einer Redimensionierung des Projekts führte, bevor das Geschäft dem Regierungsrat vorgelegt wurde. Dies möchte ich anerkennend erwähnen. Es wurde versucht, die Kosten zu reduzieren. Es wurde beschlossen, auf den Neubau des Arbeitsexternats zu verzichten, wie Sie Ihren Unterlagen entnehmen konnten. Stattdessen wird eine Renovation des ehemaligen Verwalterwohnhauses vorgenommen und dieses zum Arbeitsexternat gemacht. Dafür werden nur 1,7 Mio. statt 4 Mio. Franken ausgegeben. Die Aussenhaut der Gebäude wird einfacher gestaltet und der energetische Standard auf das Minimum reduziert. Die Sanierungsmassnahmen, die für die Betriebsgebäude Landwirtschaft und Werkstatt im Projektierungskredit vorgesehen waren, wurden massiv zusammengestrichen, nämlich um 6,3 Mio. Franken. Dazu

muss ich Ihnen allerdings sagen: Es handelt sich dabei nicht um eine Einsparung, die hier vorgenommen wurde. Vielmehr wurde die Sanierung dieser Betriebsgebäude Landwirtschaft und Werkstatt faktisch um 15 Jahre hinausgeschoben, wie uns dies in der BaK bekanntgegeben wurde. Irgendeinmal werden diese Kosten anfallen. In diesem Sinn ist dieser Baukredit mit einer Verschiebung der Investition reduziert worden. Der Ausführungskredit betrug nach den Einsparungen durch die BVE trotzdem noch 56,1 Mio. Franken, und die Gesamtkosten belaufen sich auf 59,8 Mio. Franken.
Die Kostensteigerung wird von der BVE mit strengeren Brandschutzvorschriften, aufgelaufenem Unterhalt, der bisher nicht realisiert worden sei, der Instandsetzung betriebsbedingter, sicherheitsspezifischer Anlagen, Mehrkosten bei den Provisorien und der Erneuerung der Hafttechnik begründet. Wir haben sowohl in der BaK als auch insbesondere Hans-Jörg Rüegsegger und ich den Stand der Kosten im Moment des Projektierungs- und des Baukredits miteinander verglichen. Die Veränderungen waren wirklich extrem eklatant und für uns inakzeptabel. Hier einige Bespiele: Der Betrag für das Verwaltungsgebäude weist beim definitiven Kredit gegenüber dem Projektierungsstand eine Kostensteigerung von 80 Prozent aus – 80 Prozent, meine Damen und Herren! Zahlreiche Gebäude weisen im Vergleich zwischen Projektierungs- und Baukredit Kostensteigerungen von 60 bis 70 Prozent aus, dies auch noch nach den Sparmassnahmen, die durch die BVE vorgenommen wurden. Die Sanierung des Mehrzweckgebäudes mit Aula, welches nicht besonders gross ist, kostet nun statt 2,7 Mio. 4,6 Mio. Franken; es handelt sich also um eine Kostensteigerung von 70 Prozent. Und so weiter und so weiter.
Ich verzichte aus folgendem Grund darauf, hier allzu sehr in die Tiefe zu gehen: Zwischen uns und Regierungsrat Neuhaus fand danach eine Aussprache statt, bei welcher wir ihm unsere Bedenken vortrugen. Nach einer sehr konstruktiven Diskussion erklärte sich die BVE bereit, den Kredit um 4,8 Mio. Franken zu kürzen. Sie ist damit einverstanden. Herr Neuhaus wird dies heute noch darlegen und bekanntgeben, wie die BVE vorzugehen gedenkt. Die Kürzung wird bei den Reserven vorgenommen. Weshalb bei den Reserven? – Hätten wir dort nicht gekürzt, dann hätten wir das Geschäft zur Überarbeitung des gesamten Projekts an den Regierungsrat zurückweisen müssen. Dies wollten wir nicht tun, da dies eine Verzögerung dieses Bauprojekts erzeugt hätte. Diese hätte wiederum erneute Planungskosten und Honorare generiert. Wenn Sie die Details betrachten, stellen Sie fest, dass sich die Honorarpositionen bereits jetzt in einer unwahrscheinlichen Höhe bewegen. Die BVE wird beim Vollzug des Sanierungsprojekts und der Umsetzung dieses Baukredits eine besonders strenge Kostenkontrolle durchführen. Statt wie geplant 6,8 Mio. Franken Reserven, was damals stolzen 13 Prozent entsprach, stünden dann noch 2 Mio. Franken als Reserven zur Verfügung. Regierungsrat Neuhaus wird später noch ausführen, wie dies im Vollzug umgesetzt werden soll. Es wird alles daran gesetzt werden, um diesen Kredit nicht zu überschreiten. Damit kann vermieden werden, dass das Geschäft zur Überarbeitung an den Regierungsrat zurückgewiesen werden muss. Die BVE wird beim Vollzug des Sanierungsprojekts eine besonders strenge Kostenkontrolle walten lassen und alles daran setzen, den Kredit nicht zu überschreiten.
Ich komme zum Fazit von Hans Jörg Rüegsegger und mir als Referenten betreffend dieses Geschäft und auch zum Fazit der BaK. Die BaK hat den Kürzungsantrag mehrheitlich gutgeheissen und den Baukredit in der gekürzten Version einstimmig verabschiedet. Wir empfehlen Ihnen deshalb, den Antrag der BaK gutzuheissen und das Geschäft so zu verabschieden. Die Sanierung ist dringend; wir sind überzeugt, dass mit den gekürzten Mitteln eine Sanierung in guter Qualität durchgeführt werden kann. Wir gewinnen mit dieser Einsparung ein Stück Spielraum für die Umsetzung der Justizvollzugsstrategie, die wie gesagt nach heutigem Stand rund 420 Mio. Franken kosten könnte – ich betone: 420 Mio. Franken. In diesen 420 Mio. Franken ist die Sanierung Witzwil enthalten. In Zeiten angespannter Finanzen, meine Damen und Herren, muss sich auch das AGG bei Sanierungsprojekten nach der Decke strecken. Dies ist die Auffassung der BaK.
Nun liegt auch ein Antrag Aeschlimann vor. Er will, dass der Minergiestandard angewendet wird. Er wird seinen Antrag meines Wissens noch leicht modifizieren. Zuerst beantragte er den Minergie-P-Standard; nun wird er den Minergiestandard beantragen. Wir konnten dies in der BaK nicht diskutieren. Es ist vorgesehen, den Minergiestandard durchzusetzen und einzuhalten, dies aber mit einer Ausnahme in Bezug auf die kontrollierte Lüftung, meine Damen und Herren. Die gesetzlichen Anforderungen werden also erfüllt. Wir werden allerdings in Bezug auf die kontrollierte Lüftung eine Ausnahme beantragen. Dies ist nicht eine Meinung der BaK, weil wir nicht darüber beraten konnten, sondern eine persönliche Bemerkung. Grossrat Aeschlimann konnte an der betreffenden Sitzung wegen eines Unfalls nicht teilnehmen. Wenn man in einem Gefängnis eine kontrollierte Lüftung installiert, bin ich der Meinung, dass man die gefangenen Insassen dazu anhalten muss, die Fenster immer geschlossen zu halten. Sonst macht eine kontrollierte Lüftung beim Minergiestandard keinen Sinn. Ob dies in

einem Gefängnis das Richtige für Leute ist, die im Prinzip ihr Leben für mehrere Jahre täglich 24 Stunden lang in dieser Anlage verbringen müssen, bezweifle ich. Hier finde ich persönlich, dass es sich rechtfertigt, in diesem Fall den Anspruch an den Minergiestandard etwas zu reduzieren und diesbezüglich masszuhalten. Dies ist, wie gesagt, eine persönliche Bemerkung. Ich danke Ihnen, wenn Sie das Geschäft mit der Kürzung, die die BaK Ihnen beantragt, unterstützen. Vielen Dank, wenn Sie dies tun.

Präsident. Wir kommen zum Antragsteller Grossrat Aeschlimann. Ich bin froh, dass Sie wieder gehen können. Gemäss der Nachricht, die ich erhalten habe, sieht es scheinbar besser aus. Grossrat Aeschlimann, Sie erhalten das Wort für die Begründung Ihres Antrags.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Mit dem Fuss kommt es wieder gut. Weshalb dieser Antrag? – Wir haben es gehört: Es wurde zu sparen begonnen, und dabei wurden auch die Energiestandards ins Visier genommen. In der Massnahmenplanung zur Energiestrategie fordert die Massnahme 15–5 eine Erhöhung der Minimalanforderungen an die Energienutzung für Bauten im Eigentum des Kantons. Artikel 40 der jetzt gültigen Kantonalen Energieverordnung (KEnV) verlangt zudem für Gesamtrenovationen bestehender Gebäude, die unter Artikel 52 Absatz 3 des Kantonalen Energiegesetzes (KEnG) fallen, mindestens die Anforderung des Minergiestandards für die Sanierung. Dies entspricht geltendem Recht. In der Vorlage werden die Projektanpassungen aufgezählt, die zu einer Kostenreduzierung beitragen. Dort steht wortwörtlich, ich zitiere: «Zudem werden alle energetischen Standards auf die minimalen gesetzlichen Anforderungen beschränkt, indem beispielsweise auf mechanische Lüftungen in den bestehenden Wohngruppen verzichtet wird.» In der Beschreibung der Sanierungsmassnahmen wird zwar zusätzlich ergänzt, dass die Gebäudehülle saniert und gemäss Minergiestandard aufgedämmt werde. Der Minergiestandard für Sanierungen greift aber weiter und umfasst ein gesamtes Paket von Massnahmen: einerseits eine gut gedämmte Gebäudehülle, andererseits eine hocheffiziente erneuerbare Energieversorgung und drittens einen kontrollierten Luftwechsel. In der Gebäudekategorie «Wohnen» – ich stelle mir dabei, wie bereits gehört, vor, dass die Personen 24 Stunden pro Tag nichts anderes tun, als dort zu wohnen – ist gemäss Minergiereglement eine kontrollierte Lüftung Pflicht. Ich nahm diesbezüglich gestern noch Rücksprache mit Herrn Ulrich Nyffenegger, der dies bestätigt hat. Er ist gleichsam der «Minergiepapst» des Kantons Bern. Die Fachleute der BVE haben auf den Abänderungsantrag geantwortet. Sie argumentieren mit unverhältnismässigen Kosten, die der Minergie-P-Standard verursache, und beantragen, wie wir vorhin von Luc Mentha gehört haben, eine Ausnahme für die fehlende Komfortlüftung, zu welcher der Kanton eigentlich gemäss KEnV verpflichtet wäre.
Wenn ich nun die Antwort der BVE weiterlese, folgen weitere Argumente wie das folgende: Die Fenster in den Zellen stünden wegen des Rauchens ohnehin meistens offen. Ich bin der Meinung, dass dieser Frage gerade aus energietechnischer beziehungsweise energetischer Sicht bei der Ausführungsplanung viel grössere Beachtung geschenkt werden sollte. Ein Beispiel dafür, dass ein Minergie-P-Eco-Gefängnis möglich ist, ist das PPP-Projekt in Burgdorf, welches Sie alle in diesem Saal bewilligt haben. Dort sind die Fenster auch im Winter geschlossen. Eine Klammerbemerkung: Wenn wir solche vom Gesetz geforderte Energiestandards mit hemdsärmeligen Bemerkungen zu unterlaufen beginnen, die da lauten: «Diese Leute haben ja ohnehin wenig frische Luft.», dann ist dies fachlich auf keiner guten Basis begründet. Ich finde, wenn wir hier eine Ausnahme erteilen wollen, müssen wir eine solide Basis dafür haben und über fachliche Grundlagen verfügen. Diese fehlen in diesem Fall. Die von der BVE geschätzten Kosten für den Minergie-P-Standard betragen 10 Mio. Franken beziehungsweise 4 Mio. Franken für eine Lüftungsanlage, wie in der entsprechenden E-Mail zu lesen ist. Aus meiner Sicht steht die BVE damit etwas schief in der statistischen Landschaft. Man kann Vergleichswerte ganz verschiedener realisierter Minergieprojekte betrachten. Die hier geschätzten Kosten sind deutliche Ausreisser, die vielleicht noch hinterfragt werden müssten. Ich kenne die Vergleichswerte für Installationen in einem Gefängnis nicht, da es nicht viele gibt. Vielleicht müssen ja auch die Lüftungskanäle ausbruchsicher konstruiert werden und führen deshalb zu den entsprechenden Kosten.
Ein freundlich gemeinter Hinweis an die Verfasser für die nächsten gröberen Sanierungsprojekte: Das Thema Energiestandard sollte nicht unter der Rubrik «Einsparungen und Übriges» mit einem Satz abgehandelt werden. Dieses Thema müsste umfassender mit energetischer Wirkung, der Einordnung ins KEnG und den finanziellen Auswirkungen dargestellt werden. Ich bin der Meinung, dass man dies als BaK-Mitglieder verlangen darf. Dann könnten wir eine solche Diskussion hier etwas weniger aus dem Bauch heraus führen. Ich bin bereit, angesichts der 10 Mio. Franken Mehrkosten für eine

Erhöhung des Standards auf Minergie-P, die die BVE in den Raum gestellt hat und die ursprünglich im Wettbewerbsprogramm gefordert wurde, diese zu reduzieren. Der Antrag lautet demnach neu mit genau demselben Wortlaut: «Die sanierten Gebäude müssen den Standard Minergie Sanierung erreichen.», also ohne «P» und ohne «energetisch gleichwertigen Standard». Mit dieser Forderung würde der Kanton Bern als Bauherrschaft lediglich geltendes Recht einhalten, was das Minimum ist. Dazu ist der Kanton aus energiepolitischer Perspektive nichts anderes als schlicht verpflichtet. Ich schaue noch zur links-grünen Ratsseite: Wenn Sie bereits jetzt diesen Standard unterlaufen wollen, frage ich mich, wo Sie dann den Schwellenwert ansetzen wollen. Wann bei den nächsten Bauprojekten befürworten Sie dann, den Energiestandard wieder hinauszukippen und aufs gesetzliche Minimum zurückzugehen?

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die BDP-Fraktion Grossrat Riem.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). 2016 bewilligten wir hier den Projektierungskredit. Nun liegt ein leicht abweichendes Ausführungsprojekt für die komplette Sanierung des Lindenhofs für 59,8 Mio. Franken vor. Die BDP-Fraktion folgt der Meinung der Verantwortlichen, dass das Arbeitsexternat nicht neu gebaut, sondern im ehemaligen Verwalterwohnhaus eingerichtet werden soll. Wir sind der Meinung, dass die komplette Sanierung der Gebäude ebenso richtig ist wie die Tatsache, dass man aufgrund der Justizvollzugsstrategie fest mit Witzwil rechnet. Der Neuorganisation der Gefängnisstandorte wird nicht vorgegriffen. So hat es der Regierungsrat im Vortrag und in der BaK erklärt. Wir erachten dies als logisch. Unsere Fraktion hat sich deshalb vor allem mit den steigenden Kosten im Lauf der Projektentwicklung befasst. Wir haben sehr intensiv diskutiert und sind nicht alle gleicher Meinung bezüglich des Reduktionsantrags der BaK. Eine Minderheit will den Kredit nicht kürzen, weil sie dies unseriös findet; man solle sagen, was man nicht wolle, und nicht einfach einen Teil der Reserven wegsparen. Dies verleite in Zukunft die Planer bereits im Voraus, Luft einzuplanen. Ebenso werde mehr Druck auf die Handwerker ausgeübt, was Folgen bezüglich der Arbeitsqualität habe. Die Mehrheit der Fraktion unterstützt den Antrag der BaK. Die Entwicklung der Bausumme macht stutzig; sie ist im Finanzplan laufend gestiegen. Trotz Einsparungen beim Arbeitsexternat entstehen nochmals zusätzliche Kosten. Als Gegenargument zum unüblichen pauschalen Kürzungsantrag werde ich die Vermutung nicht los, dass auch die 59,8 Mio. Franken nur aus dem Gedanken entstanden sind, aus keinen Umständen 60 Mio. Franken daraus werden zu lassen.
Die BDP hat in der Vergangenheit mehrmals versucht, die Standards kantonaler Projekte etwas zu verringern und nicht die Energiestandards. Dies leider mehrmals erfolglos. Das letzte Mal geschah dies – damals allerdings erfolgreich – bei einem Überprüfungsantrag im neuen Polizeizentrum. Ich bin der Meinung, dass nicht zu teuer gebaut wird, sondern die hohen Investitionskosten mehrheitlich von den Ansprüchen der Nutzer in die Höhe getrieben werden. Der Kanton hat einen enormen Investitionsbedarf. Viele Projekte laufen, und viele, sogar sehr viele, müssen wir realisieren. Wir werden die zukünftige Gesamtinvestitionssumme erhöhen müssen, aber nicht unendlich. Sie wird einmal reichen müssen. Deshalb müssen diese Mittel sehr sorgfältig eingesetzt werden. Zusammengefasst: Die BDP unterstützt mehrheitlich den Kürzungsantrag, stimmt dem Verpflichtungskredit dann aber einstimmig zu.

Peter Sommer, Wynigen (FDP). Bei diesem Ausführungskredit geht es ja um notwendige Sanierungsarbeiten in der Strafanstalt Witzwil. Aus Sicht der FDP ist dieser Sanierungsbedarf unbestritten. Es scheint klar zu sein, dass dort etwas unternommen werden muss. Wir haben dies auch bereits mit dem Projektierungskredit bekundet. Wir werden diesen Kredit unterstützen. Uns hat sich dieselbe Frage gestellt, die bereits beim Vorredner herauszuhören war, nämlich, ob man diesen Antrag um 5 Mio. Franken kürzen will oder nicht. Wie unser Referent der BaK bereits erwähnt hat, war der Auslöser dafür bekanntlich die Kostensteigerung im Lauf dieses Planungsprozesses von ursprünglich 52 Mio. Franken, von welchen wir ursprünglich zum Zeitpunkt des Projektierungskredits ausgingen, auf heute circa 60 Mio. Franken. Wir haben uns auch die Begründung seitens der BVE beziehungsweise der Planer angehört. Die Erhöhung wurde mit zusätzlichen Massnahmen im Brandschutzbereich, zusätzlichen betriebs- und sicherheitstechnischen Einrichtungen und notabene auch mit der Planungsungenauigkeit zum Zeitpunkt der Genehmigung des Projektierungskredits begründet. Hier sprechen wir von einer Bandbreite von ungefähr 20 Prozent oder minimal 15 Prozent. Dies muss man einfach wissen. Für die FDP ist die Begründung seitens der Planer plausibel. Deshalb werden wir diesem Kürzungsantrag nicht zustimmen. Der Kürzungsantrag erwähnt auch nicht genau, wo diese Kosten eingespart werden sollen. Wir befürchten, dass infolgedessen willkürlich oder nicht gezielt

gekürzt wird. Wenn schon, müsste man in einer früheren Phase prüfen, ob die Bestellung des Auftraggebers, in diesem Fall die POM, nicht ausufernd war und zu einem Wunschkonzert ausartete. Es sollte darauf geachtet werden, ob wirklich alles, was bestellt wurde, auch notwendig ist.
Zum Antrag Aeschlimann, welcher einen Minergie-P-Standard oder Gleichwertiges fordert: Wir befürchten einerseits, dass dies höhere Kosten auslösen wird, und andererseits, dass es in den Gebäulichkeiten von Witzwil nur schwer umgesetzt werden kann. Ersteres ist auch erwiesen. Es geht vor allem um Sanierungsarbeiten; bei diesen ist ein Standard immer viel schwieriger zu erfüllen. Logischerweise sind diese mit einer massiven Kostensteigerung verbunden. Wir werden auch diesen Antrag ablehnen und dem Kredit als Ganzes zustimmen.

Präsident. Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass Grossrat Aeschlimann seinen Antrag abgeändert hat und dieser nun folgenden Wortlaut beinhaltet: «Die sanierten Gebäude müssen den Standard Minergie erreichen.»

Daniel Trüssel, Trimstein (glp). Als Erstes möchte ich mich herzlich bei Luc Mentha und Hans Jörg Rüegsegger für die äusserst seriöse Vorbereitung dieses Geschäfts bedanken. Dass der Bedarf unbestritten ist und die Gebäude in einem schlechten Zustand sind, scheint mir keiner Diskussion mehr würdig. Zu diesem Gesamtkredit werde ich mich nicht mehr äussern; wir werden ihn unterstützen.
Ich komme zu den Anträgen. Die glp wird beide Anträge unterstützen, und zwar aus einem äusserst einfachen Grund. Kostenmässig haben wir überschossen. In der Wirtschaft nennt man dies Kostenoptimierung oder Design-to-Cost (DTC). Wir haben einen Kostenrahmen und müssen ein Ziel mit den Kosten erreichen, die wir haben. Dies funktioniert und ist machbar. Was für mich nicht geht und was Sie als Privatperson auch nicht tun können – ausser ich erhalte die Zusage der BVE –, ist Folgendes: Ich möchte nämlich jetzt auch ein Haus bauen und bin gerade etwas knapp bei Kasse. Ich möchte etwas weniger dick isolieren und etwas schlechtere Fenster installieren. Aber offenbar kann man dies ja machen: Wenn man einen kleinen Engpass im Budget aufweist, setzt man sich einfach etwas über gesetzliche Vorgaben hinweg. Meine Damen und Herren, das geht nicht! Wir können nicht, nur weil wir erstmals betreffend einen kleinen Budgetposten Gegenwind verspüren, einfach befinden, dass alle Vorgaben, die wir uns gesteckt haben, in diesem Fall ausnahmsweise nicht gelten. Wenn wir nun eine Verzichtsplanung machen und die Lüftung dort innen weglassen, heisst das, dass wir den Minergiestandard nicht mehr erreichen können; technisch ist es nicht mehr möglich. Gehen Sie einmal als Privatperson zur BVE oder zu Ihrer Gemeinde und wünschen Sie, dünnere Dämme oder weniger dicke Fenster installieren zu dürfen. In diesem Fall werden Sie ein «Njet» hören. Sie müssen sich dann mit ihrem kleinen Budget nach der Decke strecken und das Häuschen so bauen, wie es Ihr Budget zulässt. Ich bitte Sie diesbezüglich schon darum, dass das geltende Recht auch für den Kanton gelten muss. Es geht nicht an, dass man sich in einer Verzichtsplanung einfach mal von energetischen Grundsätzen verabschiedet. Geradeso gut könnte man beim Brandschutz oder bei der Personensicherheit sparen. Dies würden wir auch nicht akzeptieren. Ich bitte Sie sehr, dort nicht ein Zeichen zu setzen, welches aus meiner Sicht völlig falsch wäre. Unterstützen Sie den Antrag Aeschlimann, der nichts anderes will, als dass sich der Kanton ans geltende Recht halten muss. Vielen Dank.

Daniel Klauser, Bern (Grüne). Auch ich möchte mit dem Dank an die beiden Referenten Luc Mentha und Hans Jörg Rüegsegger für ihre äusserst seriöse Vorbereitung dieses Geschäfts starten. Ich danke auch der BVE für die sehr konstruktive Zusammenarbeit. Es wurde bereits von vielen Vorredner gesagt: Der Bedarf der Sanierung ist an und für sich unbestritten. Aber auch bei uns hat die Kostensteigerung gegenüber dem Projektierungskreditstand, wie sie von Luc Mentha in seinem Referat dargestellt wurde, für Stirnrunzeln gesorgt. Es handelt sich für Teile dieses Projekts um exorbitante Kostensteigerungen. Es kann nicht mehr gesagt werden, die Grobschätzung sei in einer Grössenordnung zwischen 20 und 30 Prozent gelegen, wenn es sich bei Teilen dieses Projekts um 70 bis 80 Prozent handelt. Peter Sommer hat gesagt, dass man eigentlich zu spät sei; man hätte zu einem früheren Zeitpunkt korrigierend eingreifen müssen. Lässt man es dann einfach laufen, wenn man merkt, dass es sich um exorbitante Kostensteigerungen handelt? Man muss sich fragen: Wenn man hier bei diesem Kredit nicht kürzt und die Kostensteigerung nicht ein Stück weit zurückbindet, wann dann wird man noch irgendeinen Kredit kürzen? – Luc Mentha hat in seinem Referat dargestellt, weshalb man diese Kürzung vornimmt, ohne spezifisch zu sagen, auf welche Teile verzichtet wird. Dies hätte auch die Kommission in ihrer Arbeit nicht tun können. Die Alternative wäre eine Rückweisung gewesen, was zu einer Verzögerung geführt hätte. Dies hätte wiederum eine Kostensteigerung

zur Folge gehabt. Insofern befinden wir uns in einer Zwangssituation. In diesem Sinn sind wir von der grünen Fraktion der Meinung, dass man bei diesem Projekt Optimierungen vornehmen muss.
Nun liegen zwei Anträge vor, die solche Anpassungen bei diesem Kredit vorzunehmen beabsichtigen. Der eine Antrag von Martin Aeschlimann, der nun angepasst worden ist, verlangt, dass der Minergiestandard komplett inklusive der Lüftung umgesetzt wird. Diese soll mit demselben Geld im selben Kredit zusätzlich enthalten sein. Dies bedeutet in der Konsequenz, dass in anderen Teilen dieses Projekts noch Anpassungen und Redimensionierungen vorgenommen werden müssen. Mit dem zweiten Antrag, also dem Antrag der BaK, in welchem die Minergie und die Lüftung nicht mehr enthalten sind, wird basierend auf dem, was schon angepasst wurde, gewünscht, es seien noch weitere Optimierungen vorzunehmen. Aus grüner Sicht sind wir der Meinung, dass der Minergiestandard bei Sanierungen konsequent durchgesetzt werden soll, was auch für dieses Projekt gelten soll. Deshalb nehmen wir den Antrag Aeschlimann an und bitten den Ratspräsidenten, zuerst über diesen Antrag abstimmen zu lassen, weil er eine inhaltliche Anpassung des Projekts vornimmt. Sollte der Antrag Aeschlimann angenommen werden, sind wir der Meinung, dass man in diesem Fall den Kredit nicht auch noch kürzen sollte. Dies entspräche einer doppelten Kürzung, da man mehr ins Projekt packen und gleichzeitig den Kreditbetrag kürzen würde. Egal, ob es korrekt ist, dass dies die 4 Mio. Franken ausmachen würde, die das AGG schätzte, oder ob es eher weniger wäre, wie Martin Aeschlimann andeutete, würde es nichtsdestotrotz eine Kürzung bedeuten, die vom Umfang her äusserst gross wäre. Sollte der Grosse Rat entgegen unserer Bitte und den Vorgaben den Antrag Aeschlimann ablehnen, würden wir mehrheitlich dem Antrag der BaK zustimmen.

Willy Marti, Kallnach (SVP). Auch wir von der SVP haben uns, der Kreditgrösse entsprechend, intensiv mit diesem Geschäft befasst. Obwohl einige Fraktionsmitglieder das Geschäft mit der Begründung zurückweisen wollten, dass zuerst eine Justizvollzugsstrategie, die heute hier noch nicht vorliegt, debattiert werden muss, hat sich doch eine deutliche Mehrheit für eine Behandlung dieses Geschäfts ausgesprochen. Diese Mehrheit erkennt auch, dass die gesetzlich bedingten Vorgaben in Sachen Brandschutz und Sicherheit erfüllt werden müssen. Auch die Sanierungsarbeiten sind gemäss unserem Kommissionssprecher Hans Jörg Rüegsegger, der sich vor Ort befand, angebracht und werden nicht angezweifelt. Auch uns hat diese Kostenentwicklung zwischen dem Zeitpunkt des Projektierungskredits Januar 2016 und heute natürlich schon erstaunt. Dass unterwegs, im Wissen darum, dass die ursprünglich berechneten Kosten bei Weitem nicht reichen würden, Korrektive vorgenommen wurden, begrüssen wir ausdrücklich. Dass Kosten für den Umbau statt für den Ersatz des ehemaligen Verwalterwohnhauses von 4 Mio. auf 1,7 Mio. Franken gesenkt wurden, freut uns natürlich auch.
Aber hätte die Schlaufe mit dem Neubau nicht bereits im Vorfeld nach Konsultation mit einem Baufachmann vor Ort mit rudimentären Zahlen und im Vergleich zu Benchmarkzahlen für den Neubau verhindert werden können? – Die Neubauträume hätte man wahrscheinlich frühzeitig begraben müssen. Die verschobenen Sanierungsarbeiten zeigen auf, wie dringend all die Bauvorhaben in Wahrheit sind, die hier vorgelegt werden, von denen man das Gefühl hat, die Häuser würden gleich in sich zusammenfallen, wenn man den entsprechenden Krediten nicht gleich zustimme. Hier sieht man einfach, dass man es etwas später machen kann, wenn das Geld nicht ausreicht. Dies als Wink für ein weiteres Mal. Die energetischen Massnahmen sind nach unserem Geschmack ausreichend. Die integrierte Lüftung brauchen wir nicht unbedingt. Die Vernunft muss auch noch irgendwo Platz haben. Die beiden Kommissionssprecher waren vor Ort und haben sich informiert. Sie können sich ein Bild machen. Sie wollen die Reduktion von 4,8 Mio. Franken bei den Reserven vornehmen. Dieser Betrag ist klar für die Reserven definiert worden; das sage ich zuhanden der FDP. Statt 6,8 Mio. 2 Mio. Franken ist immer noch ein Haufen Geld für einen Bau, der eigentlich nicht mehr sehr viele Überraschungen zu erwarten hat. Es geht hier um 33-jährige Bauten, es geht nicht um Tunnelbau! Wir wissen doch, was vorhanden ist, und können mit vorhandenen Plänen weiterfahren. Wir wissen, wie der Dachaufbau jetzt aussieht und wie er danach mit der zusätzlichen Isolation und Kollektoren aussehen muss. In der BaK wurde uns erklärt, es sei minutiös geplant worden. Wenn man minutiös mit den Plänen geplant hat, wofür wollen wir dann 6,8 Mio. Franken ausgeben? Wir glauben, dass Kürzungen möglich sind.
Betreffend den Antrag Aeschlimann und den Kürzungsantrag finden wir, dass diese einander widersprechen. Wir sparen diese 4.8 Mio. Franken lieber ein und lassen den Kredit so genehmigen, statt auf der anderen Seite schon wieder hinaufzuschrauben. Der Kredit ohne Kürzung erhält von uns keine Zustimmung. Wenn die beantragte Kürzung vorgenommen wird, unterstützen wir den entsprechenden Antrag einstimmig.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Seitens der EDU-Fraktion stimmen wir dem Antrag BaK zur Kürzung des Kredits zu. Wir sind überzeugt, dass später nicht noch zusätzlicher Luxus eingebaut wird, wenn man von Beginn an bei den Reserven etwas kürzt. Dies ist verkraftbar. Den Antrag Aeschlimann lehnen wir auch in der abgeänderten neuen Fassung ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Dumermuth das Wort.

Marianne Dumermuth, Thun (SP). Wir haben mit Luc Mentha als Angehörigem unserer Fraktion und als Referent der BaK sehr ausführlich über dieses Projekt gesprochen, da es etwas auffällig ist, was die Kostenentwicklung anbelangt. Ich mache es kurz: Wir akzeptieren den Antrag der BaK, haben uns aber Überlegungen zu den Reserven gemacht. Es ist etwas eigenartig, wenn man einfach kürzt und findet, dies solle bei den Reserven geschehen. Diese Reserven wurden schliesslich nicht grundlos in den Kredit aufgenommen. Es gibt während des Baus immer wieder Unvorhergesehenes. Wir möchten den Regierungspräsidenten fragen, wo die BVE in der vergangenen Zeit zwischen BaK und heute, seit welcher man diesen Abänderungsantrag ja kennt, gedenkt, diese Reserven zu behalten und andernorts zu sparen. Dies würde uns sehr interessieren. Zusätzlich kann ich sagen, dass wir eine Liste haben – jedenfalls habe ich eine solche erhalten, da wir bereits in Münchenbuchsee ein Projekt hatten, bei welchem sich die Kosten negativ entwickelten –, auf welcher man sieht, dass dies nur sehr selten vorkommt. Denken wir nur an den Bypass in Thun. Hier kann man sich schon beinahe die Frage stellen, weshalb dieser auf einmal nur noch 100 Mio. Franken und nicht mehr 140 Mio. Franken kostet.
Zum Abänderungsantrag Aeschlimann: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist ja eigentlich äusserst unverdächtig, was die Haltung gegenüber Energieforderungen anbelangt. Trotzdem lehnen wir hier den Antrag Aeschlimann ab, weil wir eine Gesamtbetrachtung anstellen und deshalb die Energie nicht als prioritär betrachten. Wir wollen sie also nicht aus dem gesamten System herausnehmen, da wir nämlich nicht wissen, welche Folgen dies für die Insassen bezüglich anderer Verbesserungsvorschläge hat. Aus diesem Grund möchten wir das ganze System betrachten. Wir haben den Kredit nun gekürzt, können also für die Energie nicht wieder mehr verlangen. Wir werden den Antrag Aeschlimann ablehnen.

Präsident. Somit wünsche ich Ihnen beim Mittagessen einen guten Appetit. Wir fahren um 13.30 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Der Redaktor:
Daniel Zurflüh (d)
Die Redaktorin:
Sara Ferraro (f)

Mittwoch (Nachmittag) 5. September 2018, 13.30–16.30 Uhr

Vierte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Bauen Antonio, Grivel Pierre-Yves, Hässig Vinzens Kornelia, Sommer Peter, von Greyerz Nicola.

Geschäft 2018.RRGR.323

Ins/Lindenhof, Justizvollzugsanstalt Witzwil, Instandsetzung von 10 Gebäuden (Lindenhof) und der ehemaligen Verwaltervilla für Haftplätze des Arbeitsexternats. Verpflichtungskredit für die Ausführung

Fortsetzung

Präsident. *(Der Präsident läutet die Glocke.)* Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, ich bitte Sie, die Gespräche nach draussen in die Wandelhalle zu verlegen. Wir wollen hier drinnen weiter debattieren. Danke. Wir sind beim Kreditgeschäft betreffend die Justizvollzugsanstalt Witzwil verblieben.
Wir haben Fraktionssprecher gehört und kommen jetzt zu den Einzelsprechern.
Ich habe vorgängig noch eine Mitteilung betreffend den Früherziehungsdienst des Kantons Bern zu machen: Es ist richtig festgestellt worden, dass diese Mittagsveranstaltung morgen stattfindet. Aber wenn man einen Flyer ohne Datum bekommt und auf diesem «heute» steht, dann ist heute heute und morgen ist morgen. Für jene, die schon angemeldet sind oder sich noch anmelden wollen: Die Mittagsveranstaltung findet morgen statt. Ich gebe das Wort dem Einzelsprecher, Grossrat Schlup, SVP.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Ich hoffe, Sie haben alle gut gegessen. Nach dem Essen ist man eigentlich eher wohlgesinnt. Aber ich kann Ihnen sagen, dass ich es hier definitiv nicht bin. Vor dem Mittag haben wir sehr viel Kritik zu diesem Kredit gehört. Aber am Schluss sagen alle, sie stimmten dann doch zu. Das kann ich nicht ganz nachvollziehen. Es geht immerhin um fast 60 Mio. Franken, vielleicht sogar um etwas mehr. Ich komme aus folgenden Gründen zu diesem Schluss: Daniel Trüssel, der Minergie-P-Standard ist angesprochen worden: Ich habe ein bisschen Mühe, dass wenn man schon eine ökologische, CO_2-neutrale Heizung hat, aber dann ums Verrecken noch einen extremen Energiestandard haben muss bei den Häusern. Aus meiner Sicht beisst sich da die Katze selbst in den Schwanz. Anstelle von Holz brauche ich dann vielleicht mehr Kohlestrom von irgendwoher. Wenn man sich das logisch überlegt, könnte man dort gut ein paar Abstriche machen. Im Vortrag lese ich auf Seite 4 – ich komme später darauf zurück –, der Kredit sei unabhängig von der Justizvollzugsstrategie notwendig. Genau eine halbe Seite weiter, auf Seite 5 oben, lese ich dann, der Kreditantrag entspreche der Justizvollzugsstrategie 2017–2032. Das kann ich nicht ganz nachvollziehen. Aber der Hauptpunkt, der mir fehlt, ist, dass wir keine Justizvollzugsstrategie haben. Wir haben zwar eine, aber für mich ist es keine. Man redet und liest etwas darüber. Aber es ist seit Jahren immer dasselbe. Wir haben vor noch nicht vielen Jahren Prêles umgebaut, schlussendlich für mehr als 40 Mio. Franken. Das wird seither nicht genutzt und steht einfach leer. Wahrscheinlich bleibt es leer, bis dann die nächsten Renovationsarbeiten anstehen. Das kann doch nicht sein! In dieser Strategie stehen nur grobe Überlegungen. Es kommen Wörter vor wie «Status quo», «Status quo plus», «Status quo mutatis

[mutatio]», aber überall ohne Zahlen, Ort und Kosten. Es steht auch nichts davon, mit wie vielen Häftlingen man rechnet und welche anderen Massnahmen auch noch ergriffen werden könnten. Die POM möchte einfach die teuerste Strategie, nämlich den «Status quo mutatis [mutatio]». Man weiss eigentlich nicht weshalb. Beispielsweise steht auch Prêles statt Krauchthal drin und Niederwangen statt Bern. Also, mir fehlen da wirklich Zahlen und überhaupt Überlegungen. Das ist eher ein Gekritzel, und mehr ist es nicht wert.
Man könnte sich bezüglich der Konkordate Folgendes überlegen: Es kann ja nicht sein, dass wir Leute aus anderen Kantonen aufnehmen, dies aber nicht selbstragend ist. Wir wären blöd, dergleichen anzubieten. Aus diesen Gründen kann man definitiv Ja dazu sagen. Jeder Straftäter kostet uns zwischen 10 000 und 15 000 Franken im Monat. Wir müssen im Sozialbereich, bei den Löhnen und bei manchen anderen Sachen sparen. Daher stimme ich hier ganz klar Nein und hoffe, dass ein paar von Ihnen dies auch machen werden.

Präsident. Ich habe es vorhin falsch mitgeteilt. Wir haben noch einen Fraktionssprecher, für die EVP-Fraktion Grossrat Aeschlimann.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). In der BaK-Diskussion wurde kritisiert, die Kosten seien aus dem Ruder gelaufen. Hintergrund dieser Diskussion waren Bedenken aus dem FiKo-Mitbericht, Sorgen, welche primär die Gesamtkostenentwicklung im Zusammenhang mit der Justizvollzugsstrategie betreffen. Aus fachlicher Sicht kann ich die Kritik an der Projektentwicklung betreffend die Baukosten nicht ganz nachvollziehen. Die Leute der BVE sind aus meiner Sicht keine Anfänger. Das haben wir hier schon mehrmals sehen können. Wenn man den Betrag der Grobkostenschätzung – es ist eben eine Schätzung – mit dem angegebenen Genauigkeitsgrad von 15 Prozent hochrechnet wird, dann ergeben sich Kosten von knapp 60 Mio. Franken, wie sie jetzt vorliegen. Die Kostengenauigkeit zum Zeitpunkt einer Grobkostenschätzung – noch vor der Durchführung des Wettbewerbs notabene – sollte eher 20 bis 25 Prozent betragen. Dort könnte die Kritik an den Projektverantwortlichen vielleicht ansetzen. Die Abweichung beziehungsweise die Genauigkeit, welche man angeben muss, gilt besonders bei einem Sanierungsprojekt mit einer solch speziellen Nutzung, wo keine spezifischen Kostenkennwerte verfügbar sind. Die BaK verlangt jetzt, die Gesamtkosten seien auf 55 Mio. Franken zu reduzieren. Begründet wurde dieser Antrag, nach Rücksprache mit der BVE, man könne die Reserven reduzieren. Ich halte diesen Ansatz für fachlich nicht ganz verständlich und insbesondere bei einem Sanierungsprojekt für nicht ganz seriös. Die Reserven eines Bauprojekts werden in Abhängigkeit der Gesamtbausumme und der zu erwartenden Risiken abgeschätzt. Stichworte hierzu: Erdbebensicherheit; Zustand von Armierungseisen: Man sieht nämlich nie in den Beton hinein und kann niemals sämtlichen Beton untersuchen, bevor man mit Bauen anfängt. Ein weiteres Stichwort sind die Schadstoffe. Es wird munter erzählt – wir haben es heute Morgen von den Sprechern gehört –, es handle sich bei den gekürzten Reserven immer noch um einen Haufen Geld. Ähnlich wie bei der Frage des Energiestandards wird auch hier relativ stark aus der Bauchgegend heraus argumentiert. Wenn mit dem Herabsetzen der Reserven gespart werden soll, müssen wir uns bewusst sein, dass die Kosten in Form von Unvorhergesehenem und Nachkrediten wieder zurückkehren können. Die BVE müsste zudem fachlich begründen, weshalb auf einmal die Reserve von 6,3 Mio. um 4,8 Mio. Franken reduziert werden können.
Wir haben in der EVP-Fraktion auch schon ähnliche Diskussionen geführt. Die Aussage, wonach das gleiche Bauprojekt mit zig Millionen weniger Geld zu realisieren sei, entzieht sich einer gründlichen Auseinandersetzung und wirkt beliebig. Oder fällt uns eine Forderung für eine Kostenreduzierung bei einer JVA leichter als bei einem Bildungscampus oder einer Universität? Die Auftraggeber und Besteller können schon das Budget respektive das Kostendach reduzieren, aber dann müssen sie auch sagen, wo sie bereit sind, Abstriche zu machen wie beispielsweise bei der Sicherheit, dem Ausbaustandard und so weiter. Sonst besteht die Gefahr, dass die Kosten zulasten der Qualität gespart werden und dann einfach später wieder in der Buchhaltung erscheinen. Die EVP-Fraktion will auch keine Abstriche beim Energiestandard machen – das habe ich heute Morgen bereits erklärt – und ist nicht bereit, die gesetzlichen Verpflichtungen zu unterlaufen. Zu meinem Abänderungsantrag werde ich später etwas sagen. Ich glaube, diesbezüglich sind noch Missverständnisse im Raum. Es geht lediglich darum, dass wir gemäss der Kantonalen Energieverordnung (KEnV) den Minergie-Standard verlangen wollen.

Präsident. Wir kommen zum nächsten Einzelsprecher, zu Grossrat Etter, BDP.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Die beiden vorliegenden Anträge zeigen eindrücklich das Spannungsfeld, in dem sich dieser Aus- und Umbau bewegt. Die BaK fordert eine Kürzung, ohne zu sagen wo, und der Antrag Aeschlimann verlangt einen höheren Energiestandard, der – wie wir gehört haben – mehr kosten würde. Ich habe mich intensiv mit dem Geschäft befasst. Ich habe mich auch vor Ort überzeugen können, dass der Umbau und die Renovationen dringend nötig sind. Es gibt massive bauliche Schäden, Risse. Fenster sind undicht. Türen gehen zum Teil nicht mehr zu, was meines Erachtens das Schlimmste in einem Gefängnis ist. Eine Gesamtsanierung ist unumgänglich. Der Kredit gemäss Vorlage – also die 59,6 Mio. Franken – entsprechen dem absoluten Minimum, das man dort investieren muss. Es ist eine zweckmässige Investition und kein Luxus. Der Direktor der Strafanstalt Witzwil, der auch auf der Tribüne sitzt, hat mir versichert, der Kredit sei absolut nicht übertrieben, er beinhalte keine Reserven und nichts Unnötiges, sondern umfasse das, wie du und ich auch bauen würden. Er entspricht dem internationalen Standard. Eine Kürzung um 4,8 Mio. Franken ist hier unverantwortlich. Eine weitere Reduktion der Kosten macht langfristig wieder Investitionen notwendig oder verursacht mehr Kosten in Form von zusätzlichem Unterhalt und unter Umständen sogar von zusätzlichen Personalkosten.
Ein weiterer Punkt ist, dass wir, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, hier wieder unsere eigenen Grundsätze untergraben. Wir haben hier einmal die Richtlinie festgelegt, dass bei Neubauten 8 Prozent und bei Renovationen 13 Prozent Reserven einzuplanen sind. Beim vorliegenden Projekt verlangt die BaK, die Reserven von 13 Prozent quasi auf null zu reduzieren. Wenn Sie dort die Anlage und die Umgebung sehen würden … Der Baugrund ist schwierig, sodass man nicht weiss, was er verbirgt und man auch mit Unvorhergesehenem rechnen muss, wie es Grossrat Aeschlimann gerade gesagt hat. Wenn man jetzt den Kredit noch einmal kürzt, ist das unverantwortlich. Die 59,6 Mio. Franken entsprechen dem absolut Notwendigsten. Ich bitte Sie, beide Anträge abzulehnen.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Grossrat Marti hat in seinem Votum vorhin dafür plädiert, Vernunft walten zu lassen. Das ist bei diesem Projekt ein ganz wichtiger Punkt. Wir müssen unbedingt Vernunft walten lassen und das Geld nicht zum Fenster hinausschmeissen. Wir, liebe Kolleginnen und Kollegen, stehen hier jetzt an der Schwelle, Geld zum Fenster hinauszuwerfen, wenn wir auf die Lüftung nach Minergiestandard verzichten. Dann bauen wir ein gut isoliertes Haus mit Fenstern und mit einer Mauer mit einem U-Wert von 1,0. Der Bewohner, der nicht die Mentalität wie ein Eigentümer hat, wird sein Fenster offenhalten, sodass im Winter viel Wärme an die Umgebung verloren geht. Das macht keinen Sinn. Wie baut man ein solches Gebäude richtig? – Das ist keine politische, sondern eine sachliche Frage. Das Gebäude bekommt eine gut gedämmte Fassade und Fenster, die jeder nach Wunsch öffnen und schliessen kann. Die Fenster haben einen Magnetkontakt, der sicherstellt, dass die Heizung sich ausschaltet, solange das Fenster offen ist. So kann niemand durch Offenhalten der Fenster die Umgebung heizen. Offenes Fenster, abgestellte Heizung. Wenn das Fenster geschlossen ist, gibt ihm die Lüftung automatisch die nötige Frischluft. Die Lüftung muss nicht sehr teuer sein. Da gibt es heute relativ einfache Systeme wie Abluftanlagen, die minergiekonform sind. Solche Systeme werden beispielsweise in der Genfersee-Region standardmässig eingebaut. In diesem Punkt dürfen wir nicht nachgeben. Das Gebäude braucht eine mechanische Lüftung oder – wie man sagt – eine Komfortlüftung, wenngleich man nicht Komfort bauen will. Aber das braucht es unbedingt. Ich bitte Sie darum, dem Antrag meines Kollegen, Grossrat Aeschlimann, unbedingt zuzustimmen.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich steige nicht auf die Diskussion ein, ob es Minergie braucht oder nicht. Mein Vorredner hat dazu seinen Standpunkt dargelegt. Mir scheint es wichtig aufzuzeigen, was es bedeutet, wenn man den Kredit ablehnt. Vor vier Jahren haben wir hier diskutiert, ob man das Frauengefängnis Hindelbank nach Witzwil verlegen sollte. Das ist nachher – aus welchen Gründen auch immer – abgelehnt worden, nachdem sich Gegner fraktionsübergreifend zusammengeschlossen haben. Aber damals gab es auch die Möglichkeit, Witzwil als Gruppe zu besuchen. Der Direktor führte uns durch die Gebäude, die schon vor vier Jahren in einem desolaten Zustand waren. Sie müssen berücksichtigen, dass der Moorboden sich hebt und senkt. Das verursacht Risse, sodass die Beanspruchung der Gebäude nicht gleich ist wie zum Beispiel in Seewil, im Emmental oder im Oberland. Dort sind die Gebäude nach dreissig Jahren einfach veraltet.
Was würde es also bedeuten, wenn man dem Kredit nicht zustimmen will? – Grossrätin Luginbühl-Bachmann hat eine Interpellation *(I 026-2018)* gemacht. Wie viele Franken sind seit 2014 einfach nur für Unterhaltsmassnahmen ins Frauengefängnis Hindelbank geflossen, ohne dass wir hier dafür Geld gesprochen haben? – Wir haben es aufgerechnet. Grob geschätzt waren es innerhalb von vier Jahren

5 Mio. Franken. Jetzt können wir wählen: Wollen wir mit Witzwil genauso verfahren, dass wir Unterhaltsmassnahmen und Sanierungen durchführen müssen, ohne dass wir hier etwas dazu sagen können? Oder stimmen wir dem Kredit, wie ihn die BaK vorgelegt hat, zu? Ich weiss, dass 55 Mio. Franken viel Geld sind. Aber es geht um die einzige offene Vollzugsanstalt schweizweit mit einer geschlossenen Abteilung, sechs offenen Wohngruppen und einem schweizerischen Zentrum für pädagogischen Freiheitsentzug in 26 verschiedenen Berufen. Wir können auch stolz sein, dass wir diese Vollzugsanstalt haben, die auch noch der grösste Landwirtschaftsbetrieb in der ganzen Schweiz ist. Also: Wollen wir das noch, oder wollen wir es nicht mehr? Wenn wir Ja dazu sagen, Männer aus dem Kanton Bern und aus anderen Kantonen im offenen Freiheitsentzug in eine gute Zukunft zu führen, dann müssen wir den 55 Mio. Franken zustimmen. Wenn wir es nicht wollen, müssen wir Witzwil schliessen.

Präsident. Ich gebe jetzt dem Regierungspräsidenten, Regierungsrat Neuhaus, das Wort.

Christoph Neuhaus, Bau-, Verkehrs- und Energiedirektor. Nach der geführten Debatte gehe ich davon aus, dass man das Sanierungsprojekt nicht grundsätzlich infrage stellt. Es ist unbestritten, dass die zwei Gebäude auf dem Lindenhof für den Vollzug in Witzwil weiterhin nötig, aber sanierungsbedürftig sind. Man hat die Sanierung hinausgeschoben, weswegen das eine oder andere jetzt hinzukommt und die Sanierung unabhängig von der Justizvollzugsstrategie notwendig ist. Die 180 Plätze werden besetzt. Ungewöhnlich ist bei diesem Projekt, wie die Projektierung verlaufen ist. Fachleute haben mehrere Male über die Bücher gehen müssen. Die ursprüngliche Idee, einen Erweiterungsneubau für das Arbeitsexternat zu bauen, hat sich als zu teuer erwiesen. Zahlreiche Schutz- und Effizienzvorgaben sind hinzugekommen, und die Kostenfolgen haben nachher die grosse Einsparungs- und Verzichtsplanung nötig gemacht. Um es ein bisschen salopp auszudrücken: Es trifft nicht alles zu, wenn man grob schätzt. Bei der Planung des Polizeizentrums, für das Sie 270 Mio. Franken bewilligt haben, ist man zu Beginn von 92 Mio. Franken ausgegangen. Auch dort wurde es ein bisschen mehr. Das jetzt vorliegende Projekt ist aber bereits mehrmals überarbeitet und optimiert worden, und dennoch beantragt die BaK eine weitere Kostenreduktion um 5 Mio. Franken, wofür ich Verständnis habe.
Diese Herausforderung nehmen wir sportlich, wir nehmen sie an. Aber – und dieses Aber kann ich Ihnen nicht ersparen – es ist meine Pflicht als Baudirektor, hier ausdrücklich darauf hinzuweisen, dass ich nicht 120-prozentig versprechen kann, dass die rund 5 Mio. Franken tatsächlich eingespart werden können. Wir haben schon mehrere Spar- und Verzichtsrunden absolviert, die nicht ganz einfach waren. Wir nehmen damit ein gewisses Risiko in Kauf, später einen Zusatzkredit zu benötigen. Das hängt gar nicht von unserem Willen zum Sparen ab – im Gegenteil. Ich habe bereits gesagt, dass wir die Herausforderung annehmen. Wir werden alles daransetzen, dass es gelingt.
Grossrätin Dumermuth wollte wissen, wo man sparen kann und will. Wir wollen nicht bei der Leistung oder der Sanierungsqualität sparen, sondern bei den Ausschreibungen schauen, welche Einsparungen sich realisieren lassen. Dabei orientieren wir uns an zwei Punkten: Erstens soll das Ganze langlebig und nachhaltig sein und zweitens alle betrieblichen Anforderungen der Nutzer erfüllen. Das verstehe ich unter einem wirksamen Investitionsschutz. Von einer ein wenig billigeren, aber baulich und betrieblich nicht überzeugenden Lösung hat niemand etwas. Damit würden wir die Probleme nur in die Zukunft verlagern.
Zum Antrag Aeschlimann: Ich bin auch Energiedirektor. Daher hat der Antrag auf eine minergie-P-konforme Sanierung meine Sympathie. Aber dies entspricht genau einer der ursprünglichen Ideen, die man im Verlauf der Projektierung gehabt hat, aber hat verwerfen müssen. Sie haben es gehört: Herr Grossrat Wenger hat gesagt, man könne die Fenster öffnen. Wenn dann eine Lüftung einzubauen ist, wird es schwierig. Der jetzt vorgesehene Minergie-Standard entspricht den gesetzlichen Vorgaben und bringt eine wesentliche energetische Verbesserung. Sollten Sie den Minergie-P-Standard jetzt durchsetzen, müssten wir etwa 10 Mio. Franken mehr aufwerfen. Sie würden uns also zwingen, einerseits 5 Mio. Franken zu sparen und gleichzeitig 10 Mio. Franken mehr auszugeben. Damit wären wir wieder dort, wo wir nicht sein möchten, nämlich weit über 60 Mio. Franken. Das wäre einfach zu teuer. Die Justizvollzugsanstalt ist eben ein besonderes Gebäude. Wir können nicht auf das Dach, sondern müssten in den Untergrund bauen. Minergie-zertifiziert kostet das etwa 4 Mio. Franken. Das kann Herr Hans-Rudolf Schwarz, der auf der Tribüne sitzt, bestätigen. Die Kantonale Energieverordnung (KEnV) vom Mai 2016 nimmt Bezug auf den Minergie-Standard 2010. Mit dem vorgeschlagenen Kredit halten wir somit den Standard gemäss geltenden Vorschriften ein. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dem Kredit zuzustimmen und den Antrag Aeschlimann abzulehnen.

Präsident. Jetzt gebe ich dem zweiten BaK-Sprecher, Grossrat Rüegsegger, das Wort.

Hans-Jürg Rüegsegger, Riggisberg (SVP), Kommissionssprecher der BaK. Im Namen von Grossrat Mentha und mir danke ich Ihnen für die intensive Diskussion hier im Rat. Ich stelle fest, dass der Bedarf für die Sanierung am Standort Witzwil und auch die Stellung dieses Projekts in der Justizvollzugsstrategie nicht infrage gestellt sind. Die Lage am Standort Witzwil ist der Kommission bekannt. Die Institution wird sehr gut und zeitgemäss geführt. Wir sind beim Besuch ausführlich dokumentiert worden. Auf Nachfragen haben wir entsprechende Antworten erhalten. Uns hat die Kostenentwicklung sehr beschäftigt. Wir haben diese ausführlich diskutiert. Ich werde die Diskussion hier jetzt nicht mit den Stichworten wiedergeben, die wir hinlänglich gewälzt haben. Aber eine Tatsache ist jetzt wenig berücksichtigt worden. Ich schaue möglichst alle an, weil wir hier alle Laien sind: Die Sanierung wird bei laufendem Betrieb mit den Gefangenen durchgeführt. Ich habe höchsten Respekt vor den Mitarbeitern, vor dem Umfeld und vor denen, die es schlussendlich durchführen und auch bauen müssen. Das hat für mich höchste Priorität. Wir haben gerade gehört, dass der Regierungsrat und die BVE bereit sind, die Herausforderung sportlich anzunehmen, auch wenn sie wissen, dass es keine Garantie zu 100 Prozent gibt. Die Frage, wo gekürzt werden soll, steht jetzt im Raum. Die Beantwortung dieser Frage liegt in ihrem Kompetenzbereich. Die BaK hat deshalb nur gesagt, dass der Kredit zu kürzen ist, sie hat aber nicht gesagt wo. Ich bitte Sie, den Kredit insgesamt so anzunehmen, ebenso den Änderungsantrag der BaK, der deutlich überwiesen worden ist.

Präsident. Ich gebe noch dem zweiten Antragssteller, Grossrat Aeschlimann, das Wort.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Ich möchte noch etwas zum Abänderungsantrag sagen. Der Minergie-P-Standard ist nun vom Tisch. Damit geht es nicht mehr um den Betrag von 10 Mio. Franken, den Sie, Regierungsrat Neuhaus, vorhin erwähnt haben. Wie mir in einer E-Mail bestätigt worden ist, hat die BVE aus Spargründen ein Ausnahmegesuch für einen Verzicht auf die kontrollierte Lüftung gestellt. Sie können es drehen und wenden, wie Sie wollen: Damit wird der gesetzlich geforderte Energiestandard unterschritten, weil Minergie, dieser ist nachher nicht mehr als abschliessende Minergie-Sanierung zertifiziert.
Wir haben über den Mittag diskutiert, wie wir noch Vorurteile aus dem Weg räumen könnten. Es stimmt nicht, dass beim Minergie-Standard die Fenster geschlossen bleiben müssen. Dies hat schon Grossrat Wenger gesagt. Auch zeige ich Ihnen gerne Beispiele von Ein- und Mehrfamilienhäusern, wo sämtliche Fenster geöffnet werden können. Es ist erwiesen, dass die Raumluftqualität in Bezug auf die CO_2-Belastung in den Räumen sehr gut ist; sie ist auch viel besser in Bezug auf die Pollenbelastung. Das ist erwiesen. Da gibt es zig Studien und Auswertungen. Heute Morgen habe ich herausgehört, dass Sozialdemokratinnen das Wohl der Insassen wichtig ist. Ihnen gebe ich zu bedenken, dass es wesentlich gesünder ist, mit einer funktionierenden Komfortlüftung als bei offenem Fenster zu schlafen, weil man sich leichter erkälten kann. Die Komfortlüftung ist keine Frage der Technik. Diese lässt sich technisch problemlos realisieren. Wir können da den Ingenieuren mit ihrer Kreativität vertrauen. Vielleicht liesse sich der Minergie-Standard sogar realisieren, ohne dass man in den Untergrund bauen müsste, wie ich das vorhin gehört habe. Minergie ist heute Standard, den grosse, institutionelle Investoren als selbstverständlich voraussetzen und der nicht nur in ein paar Wohnungen, sondern in Hunderten von Wohnungen realisiert wird, wie Sie das im Grossraum Basel, Zürich und auch Bern sehen können. Die Technologie begegnet Ihnen überall. Mich hat einfach die Argumentation der SP überrascht oder leicht irritiert. Ist diese Partei wirklich so sprunghaft, dass sie fallweise aus dem Bauch heraus entscheidet, wo sie den gesetzlich geforderten Energiestandard zu unterlaufen bereit ist? Es ist mir wirklich ernst. Im Rahmen der Revision des kantonalen Energiegesetzes (KEnG) versuchen wir die breite Bevölkerung für mehr Zugeständnisse zu gewinnen. Dabei geht es um die Frage, die heute Morgen gestellt wurde: Wie kann ich meinen Leuten verkaufen, dass sie den Standard einhalten müssen, wenn es der Kanton nicht tut?

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Ich lasse zuerst über den Abänderungsantrag Aeschlimann abstimmen, dann über den Abänderungsantrag der BaK und am Schluss über den Kredit. Der Abänderungsantrag Aeschlimann lautet jetzt noch: «Die sanierten Gebäude müssen […] den Standard Minergie-P-Sanierung […] erreichen.» Wer diesem Antrag zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag Aeschlimann, Burgdorf [EVP] – modifziert)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	70
Nein	80
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Antrag mit 80 Nein- gegen 70 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen abgelehnt. Wir kommen zum Antrag BaK. Wer dem Antrag BaK zustimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Antrag BaK [Mentha, Liebefeld])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	125
Nein	11
Enthalten	17

Präsident. Sie haben dem Antrag BaK mit 125 Ja- bei 11 Nein-Stimmen und 17 Enthaltungen zugestimmt.
Wir kommen zur Abstimmung über den Kredit. Wer dem Kreditgeschäft zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	138
Nein	9
Enthalten	5

Präsident. Sie haben dem Kreditgeschäft mit 138 Ja-, 9 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.301

Bern, Hodlerstrasse 7, Amthaus. Instandsetzung Fassaden und Sanierung Haustechnik. Verpflichtungskredit für die Projektierungsarbeiten

Präsident. Wir gehen über zum nächsten Kreditgeschäft: «Bern, Hodlerstrasse 7, Amtshaus. […]». Dieser Projektierungskredit wurde von der BaK vorberaten. Ich gebe dem BaK-Sprecher, Grossrat Riem, das Wort.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP), Kommissionssprecher der BaK. Ich darf Ihnen das Geschäft zum Amtshaus an der Hodlerstrasse 7 vorstellen. Heute geht es um den Verpflichtungskredit für die Projektierung, für die 1,2 Mio. Franken beantragt sind. Diese umfasst die Arbeiten bis hin zur Baubewilligung. Für alle, die noch nicht vorgeladen wurden: Im Gebäude befinden sich mehrere Gerichtssäle sowie Büroräumlichkeiten. Das Gesamthaus wird seit der Justizreform 2011 durch das Regional-

gericht Bern-Mittelland, das regionale Zwangsmassnahmengericht und durch die Staatsanwaltschaft genutzt. Damals wurden für die neue Nutzung verschiedene Massnahmen im Innern des Gebäudes durchgeführt. Man hat einen Empfangsbereich mit Schleuse, im Innern die Sicherheitszone mit Fluchtweg und so weiter eingerichtet. Dabei hat man sich bewusst auf die Massnahmen konzentriert, die für die neue Nutzung notwendig waren. Fassade und Haustechnik hat man belassen. Die Sanierung dieser Teile soll in den Jahren 2020/21 bis 2023 gemacht werden. Die Sandsteinfassade muss ebenfalls umfassend saniert werden. Es geht um eine energetische und technische Sanierung, insbesondere um die Gebäudehülle sowie umFenster und Haustechnik.
Daneben sind Anpassungen bei der Erdbebensicherheit und beim Brandschutz notwendig. Die Raumeinteilung bleibt bestehen. Das Amtshaus ist ein Gebäude aus der Jahrhundertwende. 1981 wurde es um einen vom Atelier 5 konzipierten Anbau erweitert. Der Anbau wurde dem Amtshaus auf der Rückseite angehängt und auf dem Grund des alten Gefängnisses errichtet. Den Anbau, der aus Stahl und Glas konstruiert wurde, sieht man von der Strasse eigentlich nicht richtig. So hat man den historischen Charakter des Amtshauses gut erhalten können. Auch dieser Anbau, der mit seiner halbrunden Form sehr modern und imposant wirkt, muss saniert werden. Die Sanierung in diesem neuen Teil ist technisch sehr aufwendig. Eine tolle Architektur hat es eben auch in sich. Das ganze Gebäude befindet sich heute im Inventar und ist beeindruckend, besonders die imposanten, teilweise sehr grossen Gerichtssäle im ursprünglichen Gebäude. Wer im Assisi-Saal Platz nehmen muss weiss, was die Stunde geschlagen hat. Das Projekt tangiert nicht die unmittelbar angrenzenden, kantonalen Gebäude wie jene an der Speichergasse 12 und das Regionalgefängnis an der Genfergasse.
Der Verpflichtungskredit von 1,2 Mio. Franken berücksichtigt die Kosten für die Projektierung. Die Gesamtinvestitionskosten für die Ausführung wird nach heutigem Erkenntnisstand auf 20,3 Mio. Franken geschätzt. Nach der vorherigen Diskussion wissen Sie, dass es nicht einfach ist, den Betrag festzulegen. Wir werden also sehen, wie es sich entwickelt. Über den Ausführungskredit reden wir im Jahr 2020; die Realisierung ist für 2021 bis 2023 vorgesehen. Die Sanierung ist unabhängig von der Justizvollzugsstrategie, da die bisherige Funktion des Amtshauses erhalten bleibt. In der BaK war dieser Aspekt unbestritten. Es wurde als sinnvoll angesehen, dass die bestehenden Gerichtssäle und Büroräume so wie bisher genutzt werden. Die BaK beantragt Ihnen einstimmig, dem Projektierungskredit von 1,2 Mio. Franken zuzustimmen.

Präsident. Gibt es weitere Sprecher? – Wünscht der Regierungsrat das Wort? – *(Regierungsrat Neuhaus signalisiert, er wünsche das Wort nicht.)*
Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer dem Geschäft zum Projektierungskredit betreffend die Hodlerstrasse 7 zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen Kredit ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	143
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 143 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.308

Kantonsbeitrag an den Wärmeverbund Bolligen/Stettlen. Verpflichtungskredit und Leistungszusicherung

Präsident. Beim Traktandum 15 geht es auch um ein Kreditgeschäft: «Kantonsbeitrag an den Wärmeverbund Bolligen/Stettlen. Verpflichtungskredit und Leistungszusicherung». Die BaK hat dieses Geschäft vorberaten. Ich gebe dem Sprecher der BaK, Grossrat Trüssel, das Wort.

Daniel Trüssel, Trimstein (glp), Kommissionssprecher der BaK. Ich darf Ihnen die Haltung der BaK zum Geschäft betreffend Kantonsbeitrag an den Wärmeverbund Bolligen/Stettlen präsentieren. Es geht um eine finanzielle Unterstützung an einen Holzverbund mit Ölkessel als Spitzendeckung.
Die Energiestrategie 2006 des Kantons Bern sieht vor, den Anteil erneuerbare Energien für Wärmeerzeugung im Gebäudebereich auf 70 Prozent auszudehnen. Das bedeutet, dass wir CO_2-intensive Öl- und Gasheizungen ablösen müssen. Der Wärmeverbund hat eine Leistung von 4,8 Megawatt. Zu Ihrer Orientierung: Damit lassen sich ungefähr 600 Einfamilienhäuser versorgen. Die Wärme wird aus Holz gewonnen, das erneuerbar und CO_2-neutral ist. Wichtig ist zu berücksichtigen, dass das Holz aus der Region kommt. Somit ist dies von grosser Bedeutung für die lokale Holzwirtschaft und auch volkswirtschaftlich sinnvoll. Damit man die Menschen im Versorgungsgebiet motivieren kann, sich dem Verbund anzuschliessen, braucht es attraktive Wärmeleistungskosten. Viele Wärmeverbünde – vor allem solche in Gebieten mit relativ kleiner Leistungsdichte – können noch nicht wirtschaftlich betrieben werden. Daher ist ein Kantonsbeitrag sinnvoll. Das Betreiberkonsortium bestehend aus der Elektra Baselland EBL und der BKW AEK Energie AG hat das Beitragsgesuch in Höhe von 1,452 Mio. Franken basierend auf dem Kantonalen Energiegesetz (KEnG) gestellt. Die Beitragshöhe ist nicht willkürlich, sondern diese basiert auf dem interkantonal harmonisierten Modell, mit welchem man berechnen kann, wie viel Geld es mit dem Verteilnetz gibt und wie viel mit der Wärmeerzeugung, also in der Führung selber. Beim vorliegenden Kredit sprechen wir von einem Beitrag von 700 000 Franken für die Wärmeerzeugung aus Holzschnitzeln. Selbstverständlich ist nur der erneuerbare Teil der Wärmeerzeugung und nicht der ölbetriebene Teil zur Notversorgung beitragsberechtigt.
Für das Wärmenetz ergibt sich gemäss interkantonalem Leitfaden abhängig von der transportierten Wärmemenge ein Beitrag von 752 000 Franken. Der Bund unterstützt den Kanton mit Globalbeiträgen. Darum kann man nicht genau sagen, wie viel der Bund und wie viel der Kanton zu diesem Projekt beitragen. Ausgehend vom zugesprochenen Kantonsbeitrag lässt sich schätzen, dass sich der Bund mit 65 Prozent oder 950 000 Franken an diesem Kredit beteiligt. Ich habe das Projekt hinsichtlich Absatzdichte, vertraglich festgelegter Wärmemenge und so weiter genau geprüft. Da ist alles korrekt. Im Namen der BaK, die das Geschäft einstimmig befürwortet, möchte ich den Antrag stellen, diesem Geschäft zuzustimmen.
Als BaK-Sprecher erlaube ich mir noch eine kleine, flankierende Bemerkung, die ich auch schon in der BaK zuhanden der BVE gemacht habe: Das Formular zum Stellen des Gesuchs ist ein umfassendes Werk mit Zahlen und Tabellen, und der Mechanismus ist unglaublich kompliziert. Das könnte man nach allen Regeln der Kunst vereinfachen. Es ist mir bestätigt worden, dass selbst für die Verwaltung die Bearbeitung der Gesuche einen grossen bürokratischen Aufwand verursach. Ich bitte den neuen Energiedirektor, eine einfache, pragmatische Lösung für solche Beitragsgesuche zu suchen, deren Höhe von Anfang an feststeht. Ich bitte Sie, im Namen der BaK, dem Kredit zuzustimmen.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen. Wünscht der Regierungsrat das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer dem Kredit an den Wärmeverbund Bolligen/Stettlen zustimmen will, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	139
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Kredit mit 139 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.226

Motion 081-2018 Gerber (Hinterkappelen, Grüne)
Regionaler Baustoff Holz soll durch Zertifizierung aufgewertet werden
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 16, der Motion Gerber, Hinterkappelen, Grüne: «Regionaler Baustoff Holz soll durch Zertifizierung aufgewertet werden», eine Richtlinienmotion. Die Regierung will die Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben. Der Motionär ist mit der Regierung einverstanden. Wird dies im Rat bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein.
Dann gehen wir direkt zur Abstimmung über. Wer die Motion annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	139
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben die Motion mit 139 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.

Geschäft 2018.RRGR.166

Postulat 039-2018 Klopfenstein (Corgémont, SVP)
Die baulichen Zeugen der Geschichte von Moutier sollen erhalten bleiben!

Präsident. Wir kommen weiter zum Traktandum 17, dem Postulat Klopfenstein: «Die baulichen Zeugen der Geschichte von Moutier sollen erhalten bleiben!» Die Regierung will das Postulat annehmen. Ist dies bestritten? – Das ist der Fall. Ich gebe dem Postulanten, Grossrat Klopfenstein, das Wort.

Etienne Kopfenstein, Corgément (SVP). A la fin du mois d'octobre, il est prévu que la préfète du Jura bernois communique la décision concernant les recours suite aux votes du 17 juin 2017 sur l'appartenance cantonale de la ville de Moutier. A ce jour, tout est encore ouvert. Durant plus de 200 ans, le Jura bernois a pu bénéficier de faire partie d'un canton qui a de grands atouts de par sa diversité économique, régionale et linguistique. Aujourd'hui, c'est de l'histoire contemporaine qui n'a encore pas une grande valeur historique. Par contre, dans quelques décennies, il sera important de pouvoir s'informer sur un passé qui a façonné notre région durant des siècles.
Pourquoi une demande pour la préfecture? Cet important bâtiment du 16ème siècle a connu de différentes étapes de construction, surtout après des incendies. En 1818, il a été acheté par le canton de Berne pour devenir en 1841 le bâtiment de la préfecture du district de Moutier. Le tribunal a été construit en 1931 par le canton de Berne, et sert encore actuellement de tribunal pour l'entier du Jura bernois. Ces bâtiments sont idéalement situés pour pouvoir accueillir des archives, là où les évènements se passent. La préfecture a desservi ses possibilités non seulement pour la ville de Moutier, mais pour tout l'ancien district. Et puis, le tribunal régional est pour tout le Jura bernois. Le Conseil-exécutif est d'accord avec la vision du postulat et propose d'en tenir compte le moment venu. Pour cette raison, je vous remercie pour votre soutien et de voter Oui à ce postulat.

Präsident. Ich gebe den Fraktionssprechern das Wort. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrat Gullotti.

Hervé Gullotti, Tramelan (SP). Au nom du groupe socialiste, je vous invite à rejeter le postulat déposé par notre collègue Etienne Klopfenstein. Ce n'est pas tellement l'intention qui a marqué les esprits et a conduit à cette décision. Le groupe socialiste dans son ensemble défend clairement les intérêts du canton de Berne dans la procédure en cours qui touche la commune de Moutier. Nous sommes en effet sensibles au fait que l'empreinte bernoise qui a marqué la ville demeure. Il n'est en effet pas permis d'effacer les témoins du passé, comme si ceux-ci n'avait jamais existé. Il s'agit d'une question d'honnêteté intellectuelle et historique, et à cet égard, nous nous pouvons imaginer que le changement de propriété ait une incidence sur l'architecture des bâtiments dont le postulat fait mention. Nous sommes aussi convaincus que le dialogue pourra se faire entre les deux autorités si la propriété bernoise devait se maintenir. Le groupe socialiste est plutôt emprunté par le ton employé par le dépositaire du postulat, en regrette la manière. L'émotion vive qu'exprime notre collègue Klopfenstein n'est pas perçue à sa juste valeur, et elle noie dans l'incompréhension l'objectif que celui-ci espérait atteindre par son intervention. Au nom du groupe socialiste, je vous invite à rejeter le postulat tel que présenté.

Martin Aeschlimann, Burgdorf (EVP). Der Vorstoss erscheint mir seltsam. Entgegen meines ersten Eindrucks geht es bei diesem Postulat nicht um Denkmalschutz. Das erstaunt auch nicht bei einer Partei, die sonst beim Kulturgüterschutz schnell den Vorschlaghammer hervornimmt. Die irritierende Idee dieses Vorstosses, wie ich sie verstanden habe, lautet sinngemäss: Der Kanton soll mindestens zwei Gebäude als Zeitzeugen und Erinnerungsstätten behalten, um sicherzustellen, dass sich eine abtrünnige Bevölkerung dauerhaft an die Wohltaten des Kantons Bern und an den Nutzen der früheren Zugehörigkeit erinnert. Müsste man dann nicht auch den anderen Besitzern gedenken? – Der Ort hat während Jahrhunderten zum untergegangenen Bistum Basel gehört. Zur Zeit des Wiener Kongresses 1815 stand er sogar unter französischer Herrschaft. Die Tonalität des Vorstosses im Original wirkt wie ein revisionistisches Traktat, in dem betont wird, dass die Region «seit jeher von [dessen] Wohltaten [des Staates Bern] profitiert hat.» Weiter spricht man im Postulat von «Leugnung der Geschichte» und von Beleidigung der Stimmbürger.
Bei der Diskussion waren wir etwas ratlos. Der Vorstoss klingt fast wie ein Hilferuf zur Rettung der Baudenkmäler vor den Barbaren und zum Schutz der eigenen Symbole vor den anwesenden Invasoren. Ich versuche, das zu verstehen. Müssten wir Burgdorfer unser Schloss auch vor fremden Einflüssen schützen, um sicherzustellen, dass die Bevölkerung zukünftig die Bedeutung der Herrschaft der Zähringer und Kyburger in Erinnerung behält? Müssten wir die Berner Wappen neu streichen und diese nachts noch stärker beleuchten? – Natürlich habe ich verstanden, dass es um mehr geht. Es geht um die Geschichte des Jurakonflikts und die jahrhundertealte Frage nach Zugehörigkeit und fragilen Identitäten. In einer Zeit, in der nationale und nationalistische Symbole sogar bis in den Bereich des Sports wiederaufleben, sollte solchen Forderungen mit Vorsicht und kritisch begegnet werden. Nationalistische Rhetorik und Symbole sind jene Ingredienzen, an denen sich längst überwunden geglaubte Konflikte wieder entzünden können. Ich erinnere an Belfast im Zusammenhang mit dem Brexit. Aus meiner Sicht ist dieser Vorstoss entgegen der Worte des Postulanten kein Ansatz zur Versöhnung. Genauer gesagt soll ein Stachel in der Wunde dauerhaft die Heilung am Vergessen hindern.
Doch welche Bedeutung hat die Frage der Kantonszugehörigkeit heute noch für die heutigen Generationen? Bestimmen nicht vielmehr wirtschaftliche Perspektiven und ein wachsendes multikulturelles Umfeld die Realitäten des Alltags in dieser Region? – Es sollte doch möglich sein, die Jurafrage losgelöst vom Nationalistischen und Symbolischen auf die Ebene der Argumente und der demokratischen Entscheide zu bringen, hinweg von starren Grenzen und Zäunen, besonders in den Köpfen, zu einem Konzept des beweglichen kulturellen und konfessionellen Zusammenlebens. Symbole und Nationalgefühl werden immer wieder politisch bewirtschaftet. Es ist und bleibt aber ein Spiel mit dem Feuer. Aus diesen grundsätzlichen Überlegungen lehne ich den Vorstoss ab und mit mir auch ein Teil von der Fraktion.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Die BDP unterstützt den Vorgehensvorschlag des Regierungsrats, die Auswirkungen des Kantonswechsels auf die Vermögenswerte des Kantons Bern gesamthaft anzuschauen und darauf basierend zu entscheiden, was mit seinen Gebäuden passieren soll. Unsere Fraktion kann dem Postulat so zustimmen. Ob am Ende das ehemalige Regierungsstatthalteramt und das Regionalgericht tatsächlich ein Ort der Erinnerung an Nutzen und Wohltaten des Kantons Bern sein werden, erscheint uns fraglich. Aber vielleicht wirkt die Übersetzung auch nur so pathetisch. Das weiss ich nicht genau. Aber selbstverständlich wollen wir nicht, dass die neuen Herrscher – wie es im Vorstoss heisst – alle Zeichen und Spuren des Kantons Bern auslöschen. Wir erwarten darum, dass

die Regierungsräte der Kantone Bern und Jura diese Baudenkmäler mit Vernunft und Fingerspitzengefühl behandeln, sodass alle Bürgerinnen und Bürger von Moutier würdevoll koexistieren können.

Sandra Hess, Nidau (FDP). Ich fasse mich kurz und schliesse mich meinem Vorredner an. Auch die FDP-Fraktion wird den Vorstoss als Postulat unterstützen und ihn annehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Als Erstes Grossrätin Riesen, PSA.

Maurane Riesen, Sonceboz-Sombeval (PSA). Je vous invite à refuser ce postulat. Premièrement parce qu'il n'est pas justifié sur le fond, étant donné que le partage de biens entre Berne et Moutier suite à la décision démocratique de la ville de Moutier doit être considérée dans son ensemble, tel que c'est d'ailleurs mentionné dans la réponse du Conseil-exécutif.
Les décisions concernant le patrimoine et les bâtiments devront être discutées lors des négociations qui auront lieu entre les deux cantons et c'est là que devra se décider comment vont se répartir notamment les bâtiments. Il n'est donc pas approprié de prendre ce type de décision maintenant.
Sur la forme ensuite: le postulat se veut vindicatif et provocateur. Absolument aucun élément ne peut laisser croire que le gouvernement du canton du Jura se comportera tel que le présente l'auteur du postulat. Au contraire, les relations interjurassiennes dans de nombreux domaines se perpétuent, se passent très bien et elles sont là pour le bien de la population.
Qu'un organe démocratique tel que le Grand Conseil bernois soutienne ce type de propos n'est pas à la hauteur de l'institution dans laquelle nous siégeons. La situation de Moutier est bouillante, on attend de nous qu'on l'apaise et non qu'on l'envenime. Je vous appelle donc à refuser ce postulat.

Präsident. Es gibt noch einen Fraktionssprecher, nämlich Grossrat Sutter für die SVP-Fraktion.

Walter Sutter, Langnau i. E. (SVP). Dies ist ein emotionsgeladenes Thema und so auch der Vorstoss. Darum gebe ich ein relativ emotionsloses Votum für die SVP-Fraktion ab. Die Fraktion unterstützt grossmehrheitlich das Postulat und das von der Regierung vorgeschlagene Vorgehen.

Präsident. Der Regierungsrat verzichtet auf ein Votum. Wünscht der Postulant noch einmal das Wort? – Grossrat Klopfenstein, Sie haben das Wort.

Etienne Klopfenstein, Corgément (SVP). J'aimerais vous remercier pour la discussion qui a eu lieu. Suite à la remarque de Madame Riesen, c'est exactement l'objectif, c'est de l'inclure dans les discussions qui auront lieu ultérieurement pour autant qu'un transfert de Moutier ait lieu. En ayant réfléchi aussi à ce postulat, j'ai pensé à différentes situations. Nous avons le Musée d'art et d'histoire à Delémont qui est financé collatéralement par le canton de Berne et le canton du Jura. Nous avons «les halles» à Porrentruy qui sont les archives de l'ancien évêché de Bâle qui est aussi cofinancé par le canton de Berne, avec le canton du Jura. Dans le Jura bernois, nous avons «mémoires d'ici», et actuellement cette institution importante qui fait un excellent travail malgré le manque de place. Donc, de ce côté-là, je pense qu'on trouverait une solution idéale pour avoir de la place supplémentaire pour localiser les archives de notre passé. Je vous remercie pour votre soutien.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat Klopfenstein unterstützt, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	88
Nein	52
Enthalten	7

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 88 Ja- gegen 52 Nein-Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.219

Postulat 076-2018 Tanner (Ranflüh, EDU)
Gewässerabstand mit Augenmass

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 18, dem Postulat Tanner, Ranflüh, EDU: «Gewässerabstand mit Augenmass». Die Regierung will dieses annehmen. Ist dieses Postulat bestritten? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann befinden wir direkt darüber. Wer das Postulat Tanner annehmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	141
Nein	3
Enthalten	2

Präsident. Sie haben das Postulat mit 141 Ja- gegen 3 Nein-Stimmen bei 2 Enthaltungen angenommen.
Ich danke dem Regierungspräsidenten für seine Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Tag. Wir warten auf den Vizepräsidenten.

Geschäft 2017.RRGR.15

Gesetz über das bäuerliche Boden- und Pachtrecht (BPG) (Änderung)

2. Lesung

Grundsatzdebatte

Präsident. Ich begrüsse den Volkswirtschaftsdirektor, Regierungsrat Ammann. Wir kommen zum Traktandum 19, der zweiten Lesung des Gesetzes über das bäuerliche Boden- und Pachtrecht (BPG). Dieses Gesetz wurde von der FiKo vorberaten. Gibt es seitens der Kommission Wortmeldungen vor der Detailberatung? – Wenn nicht, gehen wir direkt zur Detailberatung über.

Detailberatung

I.
Art. 1
Angenommen

Art. 9
Angenommen

II.
Änderungen Art. 25 Abs. 3 und Art. 56 Abs. 2 StG
Art. 25 Abs. 3 StG

Antrag FiKo-Mehrheit
Geltendes Recht.

Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat
Aufgehoben.

Antrag Kipfer (Münsingen, EVP)
Bei den Landwirtschaftsbetrieben, die nicht als landwirtschaftliche Gewerbe im Sinne des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB) gelten, wird der Eigenmietwert angemessen reduziert, sofern zu deren Bewirtschaftung mindestens ~~eine halbe Standardarbeitskraft~~ 0,6 Standardarbeitskraft notwendig ist.

Art. 56 Abs. 2 StG

Antrag FiKo-Mehrheit
Geltendes Recht.

Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat
Aufgehoben.

Antrag Kipfer (Münsingen, EVP)
Bei den Landwirtschaftsbetrieben, die nicht als landwirtschaftliche Gewerbe im Sinne des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB) gelten, wird der amtliche Wert angemessen reduziert, sofern zu deren Bewirtschaftung mindestens ~~eine halbe Standardarbeitskraft~~ 0,6 Standardarbeitskraft notwendig ist.

Präsident. Wir kommen zu Kapitel II. Dort haben wir Änderungsanträge zu Artikel 25 Absatz 3 Steuergesetz (StG). Ich gebe dem Kommissionsmehrheitssprecher, Grossrat Wyss, das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Wir kommen jetzt wieder zu diesem nicht ganz einfachen Gesetz, wobei die relativ komplizierten Sachen unbestritten und quasi bereits genehmigt sind. Es geht um einen Teil des Gesetzes, welcher grundsätzlich das StG betrifft. Ich möchte hier kurz erläutern, worum es konkret geht, damit wir alle den gleichen Wissensstand haben. Es betrifft nicht mehr nur das bäuerliche Boden- und Pachtrecht und mit der ganzen «Gewerbegeschichte», wie wir sie beim letzten Mal diskutiert haben. Ich wiederhole schnell, was ich in der ersten Lesung gesagt habe. Die Änderung dieses Steuererlasses ist etwas speziell abgelaufen. Ich wiederhole, was ich bei der letzten Beratung gesagt habe. Es geht um Folgendes: Vor ein paar Jahren wurde die Bewertungsgrenze in Standardarbeitskräften (SAK) zur Definition von Gewerbebetrieben geändert. Dies hat zur Eingabe der Motion Graber (*M 128-2012*) geführt, mit welcher vorgeschlagen wurde, die Steuererhöhung wieder zu neutralisieren.
Daraufhin hatte der Grosse Rat die Grenze im Steuergesetz auf 0,5 SAK herabgesetzt. Das bedeutet, dass ein Landwirtschaftsbetrieb bis zu dieser Grenze von 0,5 SAK bei der Steuerverwaltung als gewerblich angesehen wird. Das ist kein Privileg, sondern die normale Anwendung des Bundesgesetzes über das bäuerliche Bodenrecht (BGBB), welches Landwirtschaftsbetriebe steuerlich anders einschätzt als zum Beispiel Privatpersonen. Ich kann Ihnen das an einem Beispiel erläutern. Ich führe einen Landwirtschaftsbetrieb. Mein Bauernhaus ist zusammengebaut, wodurch meine Wohnung gewerblich und nicht als Privatvermögen bewertet wird. Das ist der Unterschied zu Privaten zum Beispiel, die eine Eigentumswohnung oder ein Einfamilienhaus besitzen. Weil das bei uns schwer trennbar ist, gehört das Haus zum landwirtschaftlichen Gewerbe und – wie man sagt – wird landwirtschaftlich geschätzt. Und was bedeutet das? – Das ist einfach eine tiefere Schätzung beziehungsweise ein Ansatz, der eben für die landwirtschaftliche Schätzung gilt, die dazu führt, dass der Eigenmietwert ein bisschen tiefer ist. Dadurch ist der Vermögenswert nicht so hoch, denn sonst würde die Landwirtschaft natürlich nicht das Gleiche herausholen wie das Gewerbe, das im Privatbesitz wäre oder eben im Privatvermögen.

So wird jeder Landwirtschaftsbetrieb in der Schweiz beim Bund geschätzt. Mit dem aktuellen StG hatte der Grosse Rat damals die Möglichkeiten ausgeschöpft, damit nicht die offizielle Gewerbegrenze bei der Abstufung gilt, sondern die 0,5 SAK massgeblich dafür sind, wann etwas ins Privatvermögen übergeht. Es geht hier nur um diesen Aspekt, nicht um Direktzahlungen, Berechtigungen oder Gewerbe. Dabei ist der Kanton Bern nicht der einzige Kanton in der Schweiz, der dies herabgesetzt hat. Da gibt es auch andere Kantone. Besonders war auch bei dieser Änderung des BPG, dass der Regierungsrat die Änderung des StG nicht beantragt hat. Vielmehr ist sie durch die Motion Graber (*M 128-2012*) als Kompromiss ins Spiel gekommen und ist darum in der Vorlage. Aber der Regierungsrat hat nicht beantragt, dies im bäuerlichen Bodenrecht zu ändern. So ging es in die erste Lesung. Ich hatte Sie damals noch auf diesen kleinen Irrtum der FiKo aufmerksam gemacht, weswegen wir es in die Kommission zurückgenommen hatten, um es noch einmal zu beraten.
Daraufhin haben wir Abklärungen treffen lassen, deren Ergebnis ich Ihnen jetzt präsentiere. Das, was jetzt gilt, soll also gemäss Antrag gestrichen werden. Es ist schon speziell, dass die Regierung jetzt bei der zweiten Lesung mit dem Antrag kommt, eine Änderung vorzunehmen, die sie in der ersten Lesung gar nicht beantragt hatte. Nun sagt sie, dass wir eine neue Gewerbegrenze definiert haben, und zwar 0,6 SAK für Berggebiete und 0,85 SAK für die Talzone. Darauf basierend beantragt die Regierung jetzt, dass man die 0,5 SAK, die man gerade erst eingeführt hat, wieder aus der Gesetzesvorlage streicht und stattdessen die Gewerbegrenze einführt. Die Kommission hat daraufhin den Auftrag zur Abklärung erteilt, wie sich diese Änderung auswirkt. Die Zahlen gebe ich Ihnen jetzt bekannt. Es geht um eine Steuererhöhung für eher kleinere und mittlere Betriebe – dieser Begriff ist eher schwierig zu handhaben. Ich werde auch hier konkreter, damit Sie Fakten bekommen. Es kommt natürlich darauf an, um welche Art Betrieb es sich handelt. Ich wähle diese Region als Beispiel, weil der andere Antrag von Grossrat Kipfer einen Bezug dazu hat. Nehmen wir also das Beispiel eines Betriebs im Gebiet Münsingen, der keine Tiere hat und nur Ackerbau, nicht einmal den Anbau von Kartoffeln, betreibt. Wenn der Betrieb vom Ackerbau profitieren will, muss er mindestens über eine Landfläche von 22 ha verfügen. Diese muss grösser sein als 22 ha. Denn grob gerechnet erreicht er mit 22 ha gerade die 0,5 SAK. Dies nur, um zu zeigen, was es heisst, wenn es nur die ganz kleinen Betriebe trifft.
Ich weise Sie darauf hin, dass Landwirtschaftsbetriebe im Kanton Bern – mit über 10 000 Landwirtschaftsbetrieben der Kanton mit den meisten Betrieben in der Schweiz – durchschnittlich keine 20 ha gross sind. Ich sage Ihnen das, damit wir über dieselben Fakten verfügen, nicht um das werten zu wollen. Die Auswirkungen sind folgende: Es würde vor allem Betriebe im Talgebiet treffen, weil sie mit der Heraufsetzung der Gewerbegrenze von 0,5 auf 0,85 SAK die grösste Steuererhöhung zu vergegenwärtigen hätten. Denn die Spezialregelung im StG würde wegfallen. Im Berggebiet würde die Grenze von 0,5 auf 0,6 SAK steigen. Somit wäre die Steuererhöhung nicht ganz so gross. Gemäss Schätzung der Steuerverwaltung wären 742 Betriebe betroffen. Für kleinere und mittlere Betriebe würden sich die Steuern jährlich im Schnitt um 735 Franken erhöhen. Diese Zahl gilt wahrscheinlich für die Kantons- und die Gemeindeebene. Es sind rund 550 000 Franken. Man könnte das jetzt berechnen. Ich habe das jetzt nicht ausgerechnet. Es ist natürlich nur eine Schätzung. Vermögens- und Liegenschaftssteuer betragen ungefähr 360 Franken im Jahr, die Einkommenssteuer in etwa 375 Franken. Dabei ist noch angemerkt worden, dass nicht sehr viele Betriebe von der Vermögenssteuer betroffen sind, weil sie die Freigrenze von 795 000 Franken nicht erreichen. Das ist es, was wir für die zweite Lesung haben abklären lassen. Dies hat die FiKo bewogen, Ihnen zu beantragen, die Aufhebung nicht vorzunehmen und die Regelung im StG so – bei 0,5 SAK – zu belassen. Das ist der Antrag der FiKo-Mehrheit. Ich hoffe, dass ich Sie mit meinen Ausführungen ein wenig ins Thema einführen konnte, damit wir für den Entscheid wissen, wovon wir reden, nämlich von einer jährlich wiederkehrenden Steuererhöhung für kleine und mittlere Betriebe im Tal- und Berggebiet.

Präsident. Ich gebe Grossrätin Marti als Sprecherin der FiKo-Minderheit das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP), Kommissionssprecherin der FiKo-Minderheit. Nachdem wir in der ersten Lesung definiert hatten, wann ein Landwirtschaftsbetrieb grundsätzlich als Gewerbebetrieb gilt, geht es jetzt um die Frage nach der Besteuerung der Betriebe, die nicht als Gewerbebetrieb gelten. Konkret geht es um die Frage, ob der Eigenmietwert und der amtliche Wert von Betrieben ab einer Grösse von mindestens einer halben SAK reduziert werden soll. Es geht also wirklich um kleine Betriebe. Die Meinungen in der FiKo dazu waren zwiespältig. Die Mehrheit hat sich nur knapp durchsetzen können. Ich vertrete die starke Minderheit. Auch der Regierungsrat hat sich unserer Meinung angeschlossen. Unserer Meinung nach sollte es bei der Besteuerung keine Ausnahmen mehr geben. Die Bestimmungen von Artikel 25 Absatz 3 und Artikel 56 Absatz 2 sollen aufgehoben werden. Damit würden nur noch die

Betriebe steuerrechtlich als Gewerbe gelten, die auch landwirtschaftsrechtlich als Gewerbe gelten. Weshalb? – Die bisherige Bestimmung ist eine Ausnahmeregelung, die im Bundesrecht eigentlich nicht vorgesehen ist. Sie widerspricht klar dem Bundesgesetz. Im Kanton Bern wurde sie eingeführt, um die Folgen der eidgenössischen Agrarpolitik 2014–2017 abzufedern. Jetzt erübrigt sie sich, weil der Grosse Rat die Gewerbegrenze im Berg- und Hügelgebiet sowie in der Talzone gesenkt hat.
Bei dieser Revision, welche neu definiert, ab wann ein Betrieb als Gewerbebetrieb gilt, bietet es sich an, das Gesetz zu bereinigen, zu vereinheitlichen und so zu gestalten, dass es dem Bundesgesetz entspricht. Das ist auch das Anliegen der Regierung. Die Finanzdirektorin weist schon seit Längerem darauf hin, dass die jetzige Bestimmung dem Bundesrecht widerspricht. Uns ist es zudem wichtig, dass wir bei der Besteuerung eine Gleichbehandlung aller kleinen Landwirtschaftsbetriebe schaffen, die nicht die Gewerbegrenze erreichen. Weiter geht es darum, bei der Steuerpflicht Rechtsgleichheit zwischen diesen kleinen Landwirtschaftsbetrieben und natürlichen Personen zu schaffen, die auch nicht auf Rosen gebettet sind. Es gibt eigentlich keinen Grund, kleine Landwirtschaftsbetriebe, die die Gewerbegrenze nicht erreichen, besser zu behandeln. Die Aufhebung dieser zwei Gesetzesbestimmungen, wie wir sie befürworten, würde dem Kanton rund eine halbe Million Franken Steuereinnahmen einbringen. Betroffen wären – Fritz Wyss hat es gesagt – etwa 740 Kleinbetriebe. Sie hätten eine Mehrbelastung von durchschnittlich 735 Franken pro Betrieb und Jahr zu tragen. Das erscheint uns vertretbar, wenn man bedenkt, dass diese Betriebe einige Jahre von geringeren Steuern profitieren konnten, was eigentlich nach Bundesrecht gar nicht vorgesehen war. Daher beantragt die FiKo-Minderheit, die zwei Absätze zu streichen.

Präsident. Wir haben noch einen Antrag Kipfer/EVP zu diesem Thema. Ich gebe dem Antragssteller, Grossrat Kipfer, das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Wir sprechen hier nicht mehr von der Gewerbegrenze oder Direktzahlungen, sondern es geht effektiv um steuerliche Fragen. Diese stellen sich, weil der Bund den Kantonen neu erlaubt, die bäuerliche Einstufungsgrenze auf 0,6 SAK festzulegen. Wir haben in der ersten Lesung bei der Festlegung der Gewerbegrenze beschlossen, zwischen Berg- und Talgebiet zu differenzieren. Bei der steuerlichen Entlastung, beim Eigenmietwert und beim Ertragswert liegt die Gewerbegrenze altrechtlich bei 0,5 SAK, die unserer Ansicht nach der Bundesvorgabe widerspricht. Der Bund setzt Normen, wann ein Bauernbetrieb ein Bauernbetrieb ist, und erlaubt es den Kantonen, die Grenze bis auf 0,6 SAK zu senken. Der EVP ist es ein Anliegen, dass Privilegien nicht über Bundesrecht hinaus geschaffen oder erhalten werden. Gleichzeitig möchte die EVP gerade kleine Betriebe, die gerade noch als Bauernbetriebe gelten können, von diesen speziellen, steuerlichen Regelungen profitieren lassen, unabhängig davon, ob sie sich im Tal- oder im Bergbereich befinden. So sind wir auf die Grenze von 0,6 SAK gekommen. Wir empfehlen Ihnen, 0,6 SAK als allgemeine steuerliche Grenze einzusetzen. So betrifft es nicht so viele Betriebe wie vorhin erwähnt. Wir erreichen auch nicht das Volumen und schaffen eine weniger hohe Differenz, aber wir erfüllen dann Bundesrecht.

Präsident. Wenn es keine Fraktionssprecher gibt … Wünscht der Kommissionsmehrheitssprecher noch das Wort zum Antrag vom Grossrat Kipfer? – Grossrat Wyss, Sie haben das Wort.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Kommissionssprecher der FiKo-Mehrheit. Ich teile Ihnen kurz das Resultat aus der FiKo mit. Wir haben gewusst, dass der Antrag Kipfer kommen wird, haben diesen noch einmal beraten und lehnen ihn grossmehrheitlich ab. Es war ein klares Abstimmungsergebnis, aber wir haben keine Gegenüberstellung gehabt. Darum habe ich fairerweise «grossmehrheitlich» gesagt. Es wird sich je nach Abstimmungskaskade nachher zeigen, aber der Antrag Kipfer hat in der FiKo keine Mehrheit gefunden.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die glp-Fraktion, Grossrat Köpfli.

Michael Köpfli, Bern (glp). Der Sprecher der Kommissionsmehrheit hat die komplexe Ausgangslage grundsätzlich korrekt wiedergegeben und meiner Meinung nach verständlich darlegen können, worum es geht. Auch die Auswirkungen auf die betroffenen Betriebe hat er korrekt wiedergegeben. Wie man diese bewertet und welche Begrifflichkeiten man verwendet, hängt dann von der politischen Einstellung ab. Dabei haben wir eine Differenz. Ich nehme vorweg, dass das der Grund ist, weshalb wir den Antrag der Kommissionsminderheit unterstützen. Der Sprecher der Kommissionsmehrheit hat gesagt, die Änderung im StG bedeute für die Betriebe eine Steuererhöhung, weil diese dann unter die

landwirtschaftliche Gewerbegrenze fallen. Das ist richtig, wenn man sich auf die aktuelle Gesetzeslage bezieht, nach der sie privilegiert besteuert werden. Aus gesamtwirtschaftlicher Sicht ist es aber nicht unbedingt eine Steuererhöhung, sondern schlicht die Beseitigung eines Steuerprivilegs und die Gleichstellung mit anderen Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern im Kanton Bern. Ursula Marti, die Sprecherin der Kommissionsminderheit, hat das richtig gesagt. Daher folgern wir, dass die landwirtschaftliche Gewerbegrenze über alle rechtlichen Bereiche hinweg, auch im StG, konsequent umzusetzen ist. Es gibt für uns keinen Grund, gewisse Betriebe bei der Besteuerung, insbesondere beim Eigenmietwert, zu privilegieren. Dabei sind die zusätzlichen Einnahmen des Kantons nicht unendlich hoch, aber immerhin jährlich bei einer halben Million Franken. Diese halbe Million Franken trägt dazu bei, dass das Steuersystem des Kantons verständlicher und fairer ist. Hinzu kommt, dass der Antrag der Kommissionsmehrheit Bundesrecht widerspricht. Hans Kipfer hat das korrekt gesagt. Für uns ist das ein weiteres Argument. Wenn man das StG nicht anpasst, ist die Gesetzgebung nicht sauber.
Damit bin ich beim Antrag von Hans Kipfer. Dieser ist dem Antrag der Kommissionsmehrheit klar vorzuziehen, weil er bundesrechtskompatibel ist. Allerdings hat man bei diesem Antrag immer noch keine konsequente Gesetzgebung, weil die Steuerprivilegien für Betriebe, die nicht als landwirtschaftliche Betriebe gelten, bestehen bleiben. Der Antrag der Kommissionsminderheit stellt somit die konsequenteste Lösung dar, weil er konsistent ist und damit klar und fair. Wir werden darum zunächst den Antrag Kipfer dem Antrag der Kommissionsmehrheit vorziehen und uns am Schluss in jedem Fall für den Antrag der Kommissionsminderheit einsetzen.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Die Mehrheit der Fraktion wird den Antrag der FiKo-Mehrheit unterstützen, obwohl wir der Privilegierung einzelner Berufsgruppen im StG kritisch gegenüberstehen. Wir sind der Meinung, dass die Aufhebung von Artikel 25 Absatz 3 nur kleinere und mittlere Betriebe betreffen würde. Die übrigen Betriebe profitierten weiterhin von gewissen Vorteilen. Aus diesem Grund können wir die Aufhebung mehrheitlich nicht unterstützen. Zudem sind wir der Meinung, dass es zur Steuerung der Strukturentwicklung in der Landwirtschaft bessere Instrumente gibt. Ich denke dabei an ein transparentes Direktzahlungssystem oder transparente Zahlungstarife. Daher unterstützen wir hier das geltende Recht. Die zwei Anträge Kipfer lehnen wir mehrheitlich ab. Sie würden die Gesetzgebung zwar vereinfachen, aber wiederum nur kleine und mittlere Betriebe betreffen, und dies ziemlich stark, wie wir vom Sprecher der FiKo-Mehrheit gehört haben. Es geht hier um jährlich 700 Franken mehr für eine Bauernfamilie.

Adrian Haas, Bern (FDP). Die Änderung, die in dieser Lesung zur Diskussion steht, ist von niemandem verlangt worden. Wenn man dem Antrag der Kommissionsminderheit folgt, würde man verschiedene Landwirtschaftsbetriebe, vor allem im Talgebiet, höher besteuern als heute. Ob dies nur kleine sind, wage ich zu bezweifeln. Denn das ist sehr unterschiedlich und hat mit der Berechnung von der SAK zu tun. Wir von der FDP sind grundsätzlich gegen Steuererhöhungen besonders angesichts der aktuellen Steuersituation des Kantons. Wir stimmen einstimmig dem Antrag der Kommissionsmehrheit zu.
Ich habe ein wenig Mühe mit dem argumentativen Rückwärtssalto der glp von vorhin, als man uns erklärt hat, dass die Steuererhöhung doch keine Steuererhöhung ist. Das kann ich schlicht nicht nachvollziehen. Aber da bin ich wahrscheinlich nicht der Einzige. Den Antrag Kipfer lehnen wir ebenfalls ab, weil er auch eine Steuererhöhung bedeutet. Auch eine kleine Steuererhöhung macht die Sache für uns nicht besser. Wir bitten Sie, der Kommissionsmehrheit der FiKo zu folgen.

Ueli Augstburger, Gerzensee (SVP). Wie schon gesagt, geht es weder beim Antrag Kipfer noch beim Antrag der Kommissionsminderheit noch bei jenem der Regierung um eine Anpassung im BPG, sondern darum, ob das StG in diesem Zusammenhang geändert werden soll. Wir von der SVP sind wie die FiKo der Meinung, dass die in der ersten Lesung aufgrund der Motion Graber (*M 128-2012*) vorgenommene Gesetzesänderung die heutige, strengere Berechnungsgrundlage, die der Bund vorgibt, auffängt. Wie bereits mehrfach erwähnt sieht der Gesetzestext eine Senkung im Berg-, Tal- und Hügelgebiet paritätisch um 0,15 SAK auf 0,6 und 0,85 SAK vor. Das bedeutet, dass die Betriebe genauso belastet werden wie heute. Es gibt darum auch keinen plausiblen Grund, warum das StG im Zuge der Änderung des BPG auch geändert werden sollte. Denn die heutige Regelung mit 0,5 SAK in Artikel 25 und 56 ist erst seit wenigen Jahren in Kraft, und auch das Bundesrecht wurde in der Zwischenzeit nicht geändert.
Noch kurz zu Ursula Marti, die gesagt hat, es spiele gar keine Rolle mehr. Es spielt sehr wohl eine Rolle, weil es dort natürlich eine Differenz für die Betroffenen gibt, die da doch zu Schaden kämen respektive eine Mehrbelastung zu tragen hätten, auch wenn dort die Anpassung bei den SAK vorgenommen

worden ist, um die Berechnungsgrundlage auszugleichen. Ich bitte Sie, von einer Änderung im StG im Zusammenhang mit der Änderung des BPG abzusehen und dem Antrag der Kommissionsmehrheit Folge zu leisten.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). In der aktuellen Debatte geht es nur noch um eine steuertechnische Frage. Dabei ist der SP-JUSO-PSA-Fraktion wichtig, dass die Gewerbegrenze auch der Steuergrenze entspricht – so wie es Regierungsrat und Kommissionsminderheit wollen und so wie es Bundesrecht entspricht. Adrian Haas, es geht nicht darum, Steuern zu erhöhen, sondern eine Steuerausnahme abzuschaffen. Ich weiss nicht, wie gern Sie Steuerausnahmen schaffen. Wir müssen hierbei ein Prinzip durchsetzen, auch wenn wir Sympathien für die gewerbetreibenden Betriebe haben. Dabei muss man auch sagen, dass es um 750 Betriebe geht, die von einer Steuererhöhung von 740 Franken betroffen sind oder nicht mehr Steuern sparen können. Dies ist die Grössenordnung, über die wir hier diskutieren. Wir haben hier schon über viel höhere Beträge debattiert. Daher bitte ich Sie, der Kommissionsminderheit zu folgen. Der Antrag Kipfer ist vielleicht ein Mittelweg, aber auch ein bisschen türkischer Basar, dahingehend, ob man nun 0,5, 0,6 oder 0,7 SAK heranzieht. Wir haben uns nun mal für 0,5 SAK entschieden und bleiben dabei. Entsprechend lehnen wir den Antrag Kipfer ab und unterstützen den Antrag der Kommissionsminderheit, der steuertechnisch ehrlich ist.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE/Huttwil (EDU). Es ist eigentlich schon alles gesagt worden, ausser dass wir von der EDU uns für kleine und mittlere Betriebe einsetzen. Darum sind wir gegen eine Steuererhöhung für die kleinen Familienbetriebe und stimmen für 0,5 SAK wie bisher. Danke für Ihre Aufmerksamkeit und dafür, dass Sie auch so abstimmen.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). En tant que représentant d'un parti du centre, je vous propose une solution de consensus typique pour le centre. C'est la raison pour laquelle je vous invite à accepter l'amendement Kipfer. On est à 0,6 UMOS (unité de main-d'œuvre standard), ce qui est une toute petite augmentation, mais finalement conforme au droit fédéral permettant un bon compromis bien suisse.

Präsident. Die Übersetzung hat einmal mehr nicht funktioniert. Wir haben Sie gesehen, aber ich kann jeweils nicht direkt eingreifen. Wenn das Votum nicht länger dauert, dürfte es auch so gehen. Ich gebe nun für die BDP-Fraktion Grossrat Leuenberger das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Sie haben am 12. September 2012 den Vorstoss des Kollegen Graber überwiesen, der die steuerrechtliche Senkung auf 0,5 SAK verlangt hat. Der Vorstoss ist deutlich mit über 100 Ja-Stimmen überwiesen worden. Das ist die Grundlage dieser Regelung, die wir jetzt im StG haben. In den letzten Jahren hat die Verwaltung dementsprechend die betreffenden Höfe neu bewertet und die amtlichen Werte entsprechend der Vorgabe, wie sie dieses Parlament der Verwaltung aufgetragen hat, angepasst. Wir vonseiten der BDP standen damals dieser Regelung kritisch gegenüber, fanden aber keine Mehrheit. Wir erachten auch die aktuelle Lösung im StG nicht unbedingt als glücklich. In diesem Punkt teilen wir die Kritik, die die SP heute vorgetragen hat. Aber die Verwaltung hat jetzt das, was wir in diesem Parlament beschlossen haben, umgesetzt und vollzogen. Der Vollzug ist erst vor Kurzem abgeschlossen worden. Wenn Sie das StG wieder ändern wollen, beanspruchen wir wiederum für zwei Jahre die Verwaltung, die dies umsetzen muss. Ich verstünde das Parlament nicht, wenn es einmal hier und nachher dort sagt.
Insbesondere verstehe ich die Kritik der SP an der momentanen steuerlichen Konstruktion nicht ganz. Im Protokoll vom 12.09.2012 können wir lesen, dass die SP dem Ansinnen sehr wohl zugestimmt hat. Da gab es noch nicht das heilige Lied von der Steuergerechtigkeit oder Bundesrechtswidrigkeit, das man heute angestimmt hat. Auch die Steuerehrlichkeit stand damals nicht zur Diskussion. Vielmehr hat man die steuerrechtlichen Konsequenzen der Agrarpolitik des Bundes übersteuern wollen. Ich finde es nicht ganz fair, wenn man jetzt die allgemeine Leier von der Steuergerechtigkeit anstimmt, obwohl die Fraktion vor sechs Jahren grossmehrheitlich zugestimmt hat. Das geht für mich nicht ganz auf. Wir stehen der heutigen Regelung kritisch gegenüber, sind aber der Meinung, dass die Neubewertung die Verwaltung dermassen intensiv beschäftigt und einen grossen Aufwand verursacht, dass wir uns schweren Herzens für die aktuelle Regelung aussprechen. Wir unterstützen daher die Kommissionsmehrheit und wollen beim heutigen Recht bleiben.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern, Grossrat Krähenbühl, SVP.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Mein Vorredner mit demselben Vornamen wie ich hat den Finger richtig auf einen wunden Punkt gelegt. Ich schaue in die Richtung der Kolleginnen und Kollegen dort. (Der Redner blickt zur Ratslinken.) Ich sehe eine gewisse Inkonsequenz in Ihrer Haltung zu dieser Frage. Hier spreche ich namentlich Regina Fuhrer an. Mich würde persönlich interessieren, wie Sie als Präsidentin der Kleinbauernvereinigung mit der Haltung Ihrer Partei umgehen. Jetzt will die Partei kleine Bauern schwächen und ihnen die Steuern erhöhen. Sie führen selbst einen kleinen Betrieb mit ungefähr 12,5 ha. Ich frage mich, wie die Präsidentin der Kleinbauernvereinigung mit dem Antrag ihrer Partei umgeht. Da sind in meinen Augen die Grünen immerhin schon konsequenter, die sich für die «Fair-Food-Initiative» einsetzen und hier die kleinen Bauern unterstützen. Aber mit der Haltung der SP habe ich ein wenig Mühe.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Auf diese Herausforderung, Samuel Krähenbühl, muss ich einsteigen und kann natürlich nicht schweigen. Ich bin zum Glück Mitglied einer Partei, die eine Vielfalt an Meinungen zulässt und in der es auch Mehrheits- und Minderheitsmeinungen gibt. Wo ich schon einmal hier bin, lege ich hier gern meine Gedanken dar. Zunächst fange ich mal richtig an: Herr Grossratspräsident, Herr Volkswirtschaftsdirektor, geschätzte Kolleginnen und Kollegen. Zunächst will ich zurückschauen. Wir wissen, dass die Diskussion durch die von Samuel Graber angeregte Festlegung der Gewerbegrenze ins Rollen gekommen ist. Die Motion (*M 128-2012*) verlangte die Gewerbegrenze auf 0,6 SAK für alle Betriebe festzulegen. Damit bezweckte man, politische Rahmenbedingungen zu schaffen, die der Vielfalt der bernischen Landwirtschaftsbetriebe gerecht werden und die die kleinen und mittleren Betriebe nicht benachteiligen. Denn die Vielfalt der bernischen Landwirtschaft ist unsere Stärke. Wir haben gehört, dass die Umsetzung dieser Motion zu Änderungen geführt hat. Im BPG ist die einheitliche SAK-Grenze nicht so aufgenommen worden, weil sie keine Mehrheit gefunden hat. Es fand sich ein Kompromiss im Gesetz. Aktuell liegt der SAK-Wert bei 0,6 für das Hügel- und Berggebiet und bei 0,85 für das Talgebiet. Weshalb im Zusammenhang mit der Motion Graber (*M 128-2012*) auch das StG geändert werden soll, ist für mich nicht nachvollziehbar.
Wir haben es in den verschiedenen Voten gehört, dass mit der vorliegenden Änderung im StG sogenannte Privilegien oder Ausnahmen ausgemerzt werden sollen. Ich bin auch der Meinung, dass alle im StG mit gleichen Ellen gemessen und Ausnahmen und Schlupflöcher bekämpft werden sollen. Diesbezüglich denke ich, dass es noch relativ viel Handlungsbedarf gibt – allerdings eher im oberen Segment der Steuerpflichtigen. Bei der vorliegenden Änderung will man ausgerechnet bei den kleinen und mittleren Bauernbetrieben, den finanziell Schwächeren, ansetzen. Steuergerechtigkeit heisst für mich nicht, dass man auf den Kleineren und Schwächeren herumtrampelt, sondern dass man oben besser hinschaut. Darum unterstütze ich die Kommissionsmehrheit.

Präsident. Ich gebe dem Volkswirtschaftsdirektor, Regierungsrat Ammann, das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Das Thema, das wir hier ausführlich debattieren, wurde nicht von der Regierung selbst angestossen. Ich erinnere daran, dass die FiKo zu diesem Thema einen Antrag in der ersten Lesung gestellt hat, dem sich die Regierung nachher angeschlossen hat. Auch wenn die Regierung das Thema nicht selbst angestossen hat, ist sie der Auffassung, dass es aus rein steuerrechtlicher Sicht konsequent ist, ausschliesslich die Betriebe als Gewerbe zu behandeln, die auch landwirtschaftsrechtlich als Gewerbe gelten. Das ist die Fragestellung. Verschiedene Vorrednerinnen und Vorredner haben die Geschichte dieser Regelung erwähnt. Es ist festzuhalten, dass es Grossrat Graber war, der die Diskussion über eine besondere steuerrechtliche Gewerbegrenze im Parlament angestossen hat. Dies kam zum Zeitpunkt, als man über die SAK-Faktoren im Zuge der Umsetzung der Agrarpolitik 2014–2017 diskutierte. Damals hatte eine Mehrheit im Parlament das Bedürfnis, ein Instrument zu finden, um die SAK-Faktoren abzufedern, wenn sie denn einmal umgesetzt würden. Das ist die Geschichte. Damit ist die Diskussion über eine Änderung im BPG schlussendlich auf einen dieser Vorstösse Graber (*M 128-2012* und *M 084-2012*) zurückzuführen, und wir konnten die Abfederung der SAK-Faktoren umkehren.
Schon damals war klar, was es heisst, ein solches Instrument einzusetzen. Wer das Tagblatt aus dem Jahr 2014 beziehungsweise zu jener Session liest, in welcher dieses Thema besprochen wurde, liest die Aussagen der damaligen Finanzdirektorin, die auch heute noch Finanzdirektorin ist. Diese weisen darauf hin, dass man hier unter Umständen eine bundesgesetzwidrige Regelung hat. Und dies gilt noch heute. Die Steuerverwaltung stellt sich auf den Standpunkt, dass… Ich komme zuerst auf die Zahlen zu sprechen. Wie auch bereits in der Debatte erwähnt, ergeben sich, wenn man die SAK-Faktoren und die Steuerfaktoren gleichstellt, Mehreinnahmen des Kantons gegenüber der heutigen

Regelung von rund 545 000 Franken. Die Gesamtsumme verteilt sich auf rund 740 Betriebe. Im Durchschnitt ergibt das die schon erwähnten 735 Franken. Das ist die durchschnittliche Mehrbelastung, die nach Auffassung der Regierung vertretbar ist.
Die Regierung sieht das Hauptproblem dort, worauf auch schon Grossrat Wyrsch hingewiesen hat. Es geht darum, ob man steuerrechtlich Bundesrecht verletzt, wenn wir den Sonderfall weiterschreiben. Sachlich lässt sich eine unterschiedliche Regelung des SAK-Werts und damit der Gewerbegrenze sowohl im Berg- als auch im Hügelgebiet rechtfertigen, nicht aber in der Talzone. Nach Auffassung der Regierung würde man damit das verfassungsmässige Gleichbehandlungsgebot verletzen. Wenn es zu einem Rechtsfall kommt, könnten landwirtschaftliche Betriebe ohne steuerliche Ermässigung, also Betriebe mit SAK-Werten unter 0,5, zu Recht eine verfassungsrechtliche, unzulässige Benachteiligung geltend machen. Im Bundesgesetz über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) findet man keine Grundlage für eine steuerliche Begünstigung landwirtschaftlicher Betriebe in diesem Rahmen. Die Regierung geht davon aus, dass wir mit einer solchen Regelung auch eine Verletzung des StHG in Kauf nehmen würden. Aus diesen Gründen und in Anbetracht der Vorgeschichte weise ich darauf hin, dass es nicht die Regierung war, die das Thema aufgegriffen hat, und dass der Regierungsrat Ihnen beantragt, wie von der Kommissionsminderheit vorgeschlagen, keine Sonderkategorien im StG zu schaffen und die SAK-Werte steuer- und landwirtschaftsrechtlich gleichzusetzen.
Damit habe ich auch schon eine Antwort auf den Antrag Kipfer gegeben. Dieser Antrag ist weder Fisch noch Vogel. Er entlastet zwar auf der einen Seite innerhalb einer Kategorie, beseitigt aber auf der anderen Seite das steuerrechtliche Problem nicht. Die Regierung lehnt den Antrag ab. Ich bitte Sie, sich der Haltung der Kommissionsminderheit und der Regierung anzuschliessen.

Präsident. Ich gebe dem Antragsteller, Grossrat Kipfer, noch einmal das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Auch wenn mein Antrag weder Fisch noch Vogel ist, probiere ich es noch einmal. Denn in der Landwirtschaft reden wir, glaube ich, von anderen Tieren als von Fischen und Vögeln. (*Heiterkeit*) Sie wissen, dass die Agrarpolitik vom Bund gesteuert wird. Wir vollziehen sie im Kanton, weswegen es immer die Verzögerungen gibt.
In der Vergangenheit haben wir immer wieder Anpassungen vorzunehmen und kantonal-bernische Lösungen zu kreieren versucht, um dem Kanton gerecht zu werden. So ist es zu den verschiedenen Anpassungen in der Vergangenheit gekommen, und mit den 0,5 SAK hat man über das Ziel hinausgeschossen, weil man auf neue Anforderungen des Bundes in der Agrarpolitik hat reagieren wollen. Inzwischen haben wir das gesamte Gesetz angeschaut, gewisse Änderungen gemacht und die Gewerbegrenze neu angepasst. Nun machen wir einen konsequenten Schritt und schauen, was für unseren Kanton sinnvoll ist. Dabei bewegen wir uns innerhalb des vom Bund vorgegebenen Rahmens. Dieser ist nicht tiefer als 0,6 SAK. Daher korrigieren wir das so. Unser Vorschlag ermöglicht es Ihnen, die kleinen Betriebe weiterhin entsprechend zu berücksichtigen und in diesem Bereich zu entlasten. Gleichzeitig haben Sie eine Norm, die der Bundesvorgabe entspricht. Das steht dem Kanton Bern gut an.

Präsident. Die Kommissionssprecher verzichten auf ein weiteres Votum. Dann mehren wir aus. Zuerst der Antrag der Kommissionsmehrheit gegen den Antrag Kipfer; dann der obsiegende gegen den Antrag der Kommissionsminderheit. Wer der Kommissionsmehrheit die Stimme geben will, stimmt Ja, wer dem Antrag Kipfer die Stimme gibt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 25 Abs. 3; Antrag FiKo-Mehrheit gegen Antrag Kipfer [Münsingen, EVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	131
Nein	19
Enthalten	1

Präsident. Sie haben der Kommissionsmehrheit mit 131 gegenüber 19 Stimmen und 1 Enthaltung den Vorrang gegeben.
Wir kommen zur nächsten Ausmehrung. Wer dem Antrag der Kommissionsmehrheit zustimmt, stimmt Ja, wer demjenigen der Kommissionsminderheit zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 25 Abs. 3; Antrag FiKo-Mehrheit gegen Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	100
Nein	42
Enthalten	9

Präsident. Sie haben der Kommissionsmehrheit mit 100 Ja- gegenüber 42 Nein-Stimmen und 9 Enthaltungen zugestimmt.
Wir fahren weiter mit Artikel 56 Absatz 2. Hier ist das Vorgehen identisch. Gibt es dazu Wortmeldungen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Dann mehren wir analog dem vorangegangenen Artikel aus. Wir stellen den Antrag der Kommissionsmehrheit dem Antrag Kipfer gegenüber. Wer der Kommissionsmehrheit zustimmt, stimmt Ja, wer dem Antrag Kipfer zustimmt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 56 Abs. 2; Antrag FiKo-Mehrheit gegen Antrag Kipfer [Münsingen, EVP])

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	132
Nein	18
Enthalten	2

Präsident. Sie haben der Kommissionsmehrheit mit 132 gegen 18 Stimmen bei 2 Enthaltungen zugestimmt.
Zur nächsten Abstimmung: Antrag Kommissionsmehrheit gegen den der Kommissionminderheit. Wer der Kommissionsmehrheit die Stimme gibt, stimmt Ja, wer der Kommissionsminderheit die Stimme gibt, stimmt Nein.

Abstimmung (Art. 56 Abs. 2; Antrag FiKo-Mehrheit gegen Antrag FiKo-Minderheit/Regierungsrat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	101
Nein	44
Enthalten	7

Präsident. Sie haben dem Antrag der Kommissionsmehrheit mit 101 Stimmen gegen 44 Stimmen bei 7 Enthaltungen zugestimmt.

III. (Keine Aufhebungen)
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? – Das scheint nicht der Fall zu sein. Gibt es Wortmeldungen vor der Schlussabstimmung über die Gesetzesänderung? Wünscht der Regierungsrat das Wort? –

Dann kommen wir zur Schlussabstimmung über das BPG. Wer diesem Gesetz zustimmen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (2. Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	127
Nein	15
Enthalten	9

Präsident. Sie haben dieses Gesetz mit 127 Ja- gegen 15 Nein-Stimmen bei 9 Enthaltungen angenommen.

Geschäft 2018.RRGR.328

Kantonsbeitrag zur Finanzierung der Feuerwehr-Sonderstützpunkte für Öl-/Gas- und ABC-Wehr. Verpflichtungskredit für 2019–2022 (Objektkredit)

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 20, «Kantonsbeitrag zur Finanzierung der Feuerwehr-Sonderstützpunkte […]», ein Kreditgeschäft aus der FiKo, das dem fakultativen Finanzreferendum unterliegt. Ich gebe dem Sprecher, Hans Kipfer, das Wort. Er verlangt das Wort nicht. Wird das Wort sonst verlangt? – Es gibt keine Sprecher. Wünschen Sie, Herr Regierungsrat, das Wort? – Das ist der Fall.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Es war eigentlich nicht vorgesehen, dass ich mich zu Wort melde. Aber aus aktuellem Anlass mache ich es doch. Es ist wohl Ironie des Schicksals, dass dieses Geschäft heute im Parlament behandelt wird, während wir momentan ein grösseres Brandereignis im Kanton Bern haben. Sie haben es wahrscheinlich auf dem Live-Nachrichtenticker gesehen, dass die Papierfabrik Utzenstorf brennt. Ich kann hier Entwarnung geben. Denn ich habe gerade eine SMS vom obersten Feuerwehrmann des Kantons Bern erhalten. Er schreibt mir, die Rauchentwicklung sei auf einen Silobrand zurückzuführen. Zwei Silos würden brennen; Altpapier sei in Brand geraten, was die starke Rauchentwicklung verursacht hat. Die Feuerwehr habe die Sache im Griff. Das ist die beruhigende Meldung, die die Bedeutung dieses Kreditgeschäfts und die politische Verantwortung des Parlaments unterstreicht.
Um die Feuerwehraufgaben in den Bereichen Öl-/Gas- und ABC-Wehr sowie Personenrettung bei Unfällen zu erfüllen, braucht es eine besondere Ausbildung und entsprechend geeignete Ausrüstung der Einsatzkräfte. Darum gelten diese Aufgaben von Gesetzes wegen als kantonal. Der Regierungsrat überträgt sie an geeignete Gemeindefeuerwehren. Das sind die so genannten Stützpunktfeuerwehren. Die Gebäudeversicherung Bern (GVB) kümmert sich um die Koordination, insbesondere um die Ausbildung. Die GVB ist auch dafür verantwortlich, das Spezialmaterial für die Sonderstützpunkte einheitlich und zu günstigen Tarifen zu beschaffen. Dies muss auf dem aktuellen Stand der Technik sein und einsatztechnischen und -taktischen Erkenntnissen entsprechen. Da dies für eine kantonale Aufgabe ist, müssen die sogenannten Vorhalteleistungen der GVB für die Sonderstützpunkte abgegolten werden. Hier braucht es einen höheren Personalausrüstungsaufwand, zum Glück jetzt nicht in Utzensdorf als Beispiel. Die Regierung kann die Betriebskostenpauschale an Gemeinden in eigener Kompetenz bewilligen. Das sind gebundene Ausgaben. Aber die übrigen Ausgaben fallen in den Kompetenzbereich des Parlaments unter Vorbehalt des fakultativen Referendums, weil bei diesem Kreditgeschäft Positionen betroffen sind, bei denen der Aufwand wiederkehrend 400 000 Franken übersteigt. Die Entwarnung bezüglich Utzenstorf zeigt einmal mehr, dass sich die Stützpunktorganisationen in

den letzten Jahren bewährt haben und in zahlreichen Fällen ihre Einsatz- und Leistungsfähigkeit bewiesen haben. Deshalb beantrage ich im Namen des Regierungsrats, dass Sie, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, ihre Zustimmung zu diesen beantragten Ausgaben geben, um so die Einsätze zu bewilligen und die ausgezeichnete Arbeit der Sonderstützpunkte anzuerkennen. Ein deutliches Resultat wäre ein schönes Zeichen gegenüber den Leuten, die im Moment im Einsatz stehen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Somit kommen wir zur Abstimmung über dieses Kreditgeschäft. Wer den Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	139
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben dem Kredit einstimmig mit 139 Ja-Stimmen zugestimmt.

Geschäft 2018.RRGR.329

Kantonsbeitrag zur Finanzierung der Feuerwehr-Sonderstützpunkte für Personenrettung bei Unfällen. Verpflichtungskredit für 2019–2022 (Objektkredit)

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 21, «Kantonsbeitrag zur Finanzierung der Feuerwehr-Sonderstützpunkte […]». Es handelt sich auch um ein Kreditgeschäft. Ich nehme an, auch hier wolle sich der Kommissionssprecher nicht äussern. Und wahrscheinlich hat auch Regierungsrat Ammann das Pulver bereits verschossen. *(Heiterkeit)* – Damit kommen wir direkt zur Abstimmung. Oder möchte jemand aus dem Saal das Wort ergreifen? – Das ist nicht der Fall. Dann kommen wir zur Abstimmung. Wer den Antrag annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	136
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Auch dieser Kreditantrag ist einstimmig mit 136 Ja-Stimmen angenommen worden.

Geschäft 2018.RRGR.342

Motion 096-2018 Knutti (Weissenburg, SVP)
Finanzielle Entlastung der Gemeinden bei Feuerwehraufgaben
Richtlinienmotion

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der nächste Punkt, das Traktandum 22, wurde zurückgezogen. Ich begrüsse herzlich die Mitarbeitenden der Bundesparlamentsdienste auf der Tribüne. Es handelt sich um Mitarbeitende im Bereich «Internationales und Mehrsprachigkeit». Es freut uns natürlich sehr, dass Sie uns anlässlich Ihres Betriebsausflugs besuchen. Dabei fehlt bei uns zugegebenermassen das Italienische, das Sie auf Bundesebene haben. Wir haben aber «à côté de la langue française» sehr verschiedene Dialekte zu bieten, die teilweise eine Herausforderung für die Protokollierenden oder für die Übersetzung darstellen. Wir sprechen hier noch Mundart, haben allerdings auch schon auf Hochdeutsch debattiert, beispielsweise im Rahmen der automatischen Protokollierung, ein System, das auch bei Ihnen im Bundesparlament getestet wird. Ich hoffe, Sie haben einen interessanten Nachmittag bei uns im Grossen Rat. Herzlich willkommen! (*Applaus*)

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Präsident. Ich gebe dem Motionär das Wort. Er hat die Motion zurückgezogen, gibt aber noch eine Erklärung ab. Grossrat Knutti, Sie haben das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich ziehe die Motion zurück, weil wir nach Einreichen dieser Motion ein gutes, klärendes Gespräch mit dem Vorsteher der Gebäudeversicherung des Kantons Bern (GVB) gehabt haben. Ich möchte es trotzdem nicht unterlassen, hier meine Bedenken zu den immer wiederkommenden Mindestanforderungen zu deponieren. Ich bitte den Regierungsrat höflichst, mehr Rücksicht auf kleinere Gemeinden zu nehmen. Unsere Gemeinde Därstetten musste für die vorgesehene Anschaffung eines Tanklöschfahrzeugs (TLF) rund 700 000 Franken aufwenden. Die Sicherheit, die in der Motionsantwort angemahnt wurde, würde sich meiner Auffassung nach nicht erheblich verbessern, wenn man die minimale Menge von 1000 Liter Wasser dabeihat. Die Anschaffung von TLF hat viele kleine Feuerwehren zur Fusion gezwungen – zwar nicht wünschenswert, aber unter enormen Druck der GVB. Unsere Feuerwehrleute haben klar signalisiert, dass sie nicht mehr aktiv Feuerwehrdienst leisten wollen, wenn wir fusionieren. Das sehe ich als Zeichen dafür, dass man da zu weit geht. Die Mindestanforderungen der GVB wie ein TLF sind nach meiner Auffassung für kleinere Gemeinden, die praktisch keine Einsätze haben, unverhältnismässig. Wenn bei uns ein Alarm ausgelöst wird, dann kommt der Stützpunkt Spiez mit der Drehleiter zur Sicherheit hinterher. Darum bitte ich den Regierungsrat, in Zukunft mehr Rücksicht auf die kleinen Feuerwehren zu nehmen und Mindestanforderungen nicht für alle linear über den Kanton zu stellen.

Geschäft 2018.RRGR.352

Motion 100-2018 Knutti (Weissenburg, SVP)
Notwendige Massnahmen zum Schutz unseres Waldes
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 23, der Motion «Notwendige Massnahmen zum Schutz unseres Waldes» von Grossrat Knutti. Es ist eine Richtlinienmotion. Die Regierung will Ziffer 1 als Postulat annehmen und lehnt Ziffer 2 ab. Wir führen eine reduzierte Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Die Winterstürme Burglind und Evi haben Sturmholz in der Grössenordnung von einer Jahresnutzung Rundholz geworfen. Zwischen 80 und 90 Prozent des Sturmholzes hat bisher aufgerüstet werden können. Das ist sicher sehr erfreulich und zeigt das tatkräftige Handeln sämtlicher Akteure. Nach Rückmeldung von Forst- und Waldbesitzern erlaube ich

mir, Ihnen heute einen Vorstoss zu präsentieren, weil die Ausgangspopulation der Borkenkäfer nach Einschätzung der Berner Waldbesitzer (BWB) relativ hoch ist und jetzt wichtige Vorsorgemassnahmen zu ergreifen sind. Ich bin froh, dass der Regierungsrat auch der Auffassung ist, bei ungenügenden Massnahmen und bei ungünstiger Witterung bestehe ein hohes Risiko für die Borkenkäfervermehrung. Gefährdet sind in erster Linie Fichten und Weisstannen. Wir Motionäre sind der Meinung, dass auch im übrigen Wald bei Bedarf – ich betone explizit: bei Bedarf – die nötigen Mittel zur Verfügung gestellt werden müssen.
Im Punkt 2 geht es lediglich darum, das Nasslagerkonzept des Kantons unter Umständen bald zu erweitern. Es muss nach unserer Auffassung innert weniger Wochen möglich sein, Nasslager zu aktivieren. Darum benötigen wir einen unbürokratischen, schnellen Prozess, bis der Kanton eine effiziente, schnelle Lösung präsentieren kann. Sollten die Absatzmärkte diesen Herbst wieder ins Stocken geraten – wovon man ausgehen kann –, sind Waldbesitzer auf schnelle Lösungen angewiesen. In diesem Fall gibt es zwei Möglichkeiten: Entweder machen wir Nasslager oder wir spritzen das Holz im Wald. Aber dann würde Chemie eingesetzt werden. Damit wir den Wald weiterhin bestmöglich nutzen und bewirtschaften können, bitte ich Sie, diese zwei Punkte zu unterstützen.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär, Grossrat Ruchti, das Wort.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Ich möchte noch Zahlen anfügen, die zeigen, worum es hier geht. Wir haben im Kanton Bern rund 181 000 Hektar Wald. Davon sind 90 000 Hektar, rund 50 Prozent, Schutzwald. Dieser wird gesondert gesetzlich geregelt. Die andere Hälfte ist normaler Wirtschaftswald. Davon ist die Hälfte im Privatbesitz, also im Ganzen 48 Prozent. Etwa 52 Prozent sind im öffentlichen Besitz. Der grösste öffentliche Besitzer ist mit rund 12 500 Hektaren der Kanton. Wir haben im Kanton Bern 70 Mio. Kubikmeter Holzvorrat. Es ist schön, einen Holzvorrat zu haben.
Von diesen 70 Mio. Kubikmeter nutzen wir rund 1 Mio. Kubikmeter. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Von diesem Holzvorrat im Wald haben die Forstleute, die dort arbeiten, nichts. *(Das Mikrofon setzt infolge eines technischen Problems kurz aus.)* […] von dem, was sie im nächsten Jahr machen sollen. Wir müssen Massnahmen treffen, um das Holz, das ausgeräumt wird, zu schützen. Deswegen unterstütze ich die Motion.

Präsident. Ich entschuldige mich noch einmal bei der Übersetzung. Wir wissen, dass es an irgendeinem Ort einen Fehler hat, weswegen es nicht immer funktioniert. Die Rathausverwaltung kümmert sich darum, weiss aber noch nicht, wo der Fehler liegt. Wir können nicht jedes Mal unterbrechen und neu anfangen, weil wir in einer reduzierten Debatte sind. Wir werden punktuell entscheiden. Es ist gut, wenn Sie sich melden. Aber wenn wir hier vorne nicht reagieren, liegt es nicht daran, dass ich es nicht sehe oder nicht sehen will, sondern dass ich die Session nicht unterbrechen will. Ich gebe dem zweiten Mitmotionär das Wort, Grossrat Schlup.

Martin Schlup, Schüpfen (SVP). Ausserordentliche Vorfälle erfordern ausserordentliche Massnahmen. Es geht hier nicht darum, für den Wald einfach ein bisschen Geld zu sprechen. Aber es geht darum, dass wir alle den Wald nutzen. Gerade während dieses warmen Sommers sind wir wahrscheinlich viel in den Wald gegangen, um Schatten zu suchen, und haben uns daran erfreut. In einer solchen Ausnahmesituation, denke ich, dass es angebracht ist, für den Wald zu sorgen. Der Kanton muss Möglichkeiten haben, am richtigen Ort zu unterstützen. Wenn wir jetzt keine Massnahmen ergreifen, werden wir in den nächsten Jahren je nach Witterungsverlauf grosse Probleme haben – vor allem mit den Nadelbäumen wie Fichten und Tannen. Wenn wir dem Kanton jetzt die Möglichkeit geben, reichen einfache Gegenmassnahmen ohne Chemie, wenn es dringend nötig ist. Mehr wollen wir gar nicht. Wenn ich daran denke, dass wir nach dem Mittag einfach so 60 Mio. Franken gesprochen haben… Hier geht es um ein paar Hunderttausend Franken, vielleicht einmal im Jahr, vielleicht einmal um 2 Mio. Franken, aber sicher nicht um mehr. Denn das sind Ausnahmefälle.

Präsident. Ich begrüsse noch eine Delegation der FDP aus dem Emmental auf der Tribüne. Sie wohnen unserer Debatte bei. *(Der Vizepräsident wendet ein, es handle sich noch nicht um die entsprechende Delegation.)* Gut, dann warten wir noch mit dieser Begrüssung. *(Heiterkeit)* Wir fahren weiter mit den Fraktionen, für die EVP-Fraktion Grossrat Wenger.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Die Regierung schlägt vor, Punkt 1 als Postulat anzunehmen. Das ist gut so. Die EVP unterstützt das. Die Regierung will Punkt 2 ablehnen. Wir sind aber der Meinung, dass

zusätzliche Massnahmen in diesem Bereich nötig sind. Waldbesitzer, Forstwirtschaft und Sägereien stellen immer wieder fest, dass es nicht ausreichend schnell geht, wenn Bäume, vor allem Fichten, – ich sage jetzt – mit Notschlachtungen herausgeräumt werden müssen. Der Sturm Burglind diesen Winter war nicht das letzte Ereignis, bei dem man solche Schäden erleben wird. Mit dem Klimawandel und den Veränderungen, die wie alle feststellen, wird es in Zukunft vermehrt zu solchen Ereignissen kommen. Deshalb erachten wir es als sinnvoll, Punkt 2 als Postulat zu überweisen. So können Kanton, Waldbesitzer und Sägereien eine Verbesserung der Situation anstreben, damit man in nützlicher Frist die unerwartet anfallenden Holzmengen in Nasslagern versorgen kann. Denn Gift ist das, was man in diesem Bereich sicher nicht haben will.

Ueli Frutiger, Oberhofen (BDP). Die Motion will im ersten Punkt zusätzliche Mittel für die Walderhaltung im übrigen Waldgebiet bereitstellen, damit die Sturmschäden des letzten Winters beseitigt werden können. Ein Beitrag in Höhe von 7,2 Mio. Franken ist schon bewilligt worden, aber vorwiegend in Schutzwald geflossen. Der Wald ausserhalb der Schutzwälder spielt aber auch eine grosse Rolle für die Bevölkerung. Der Wald ist Freizeitpark Nummer eins. Eine Mehrheit der BDP-Fraktion sieht nicht ein, warum es angesichts der Notlage im übrigen Waldgebiet nicht möglich sein sollte, Mittel zu sprechen. Wir unterstützen diesen Punkt als Postulat.
Betreffend Punkt 2 hat sich die BDP-Fraktion überzeugen lassen, dass dort auch nicht alles rund läuft. Die Anfrage eines unserer Waldbesitzer aus der Fraktion bei seinem Regionalverband hat gezeigt, dass zwei von drei Nasslagerplätzen, die im Jahr 2009 ausgeschieden wurden, gar nicht mehr gebraucht werden können. Diese stehen nicht mehr zur Verfügung. Weiter ist das Bewilligungsverfahren viel zu kompliziert. Wir sind der Meinung, dass solche Bewilligungen innert Tagen erteilt werden können müssen, damit ein Waldbesitzer das geräumte Holz nicht zwischenlagern muss, sondern direkt auf solchen Nasslagerplätzen deponieren kann. Aus diesem Grund unterstützen wir Punkt 2 als Motion.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Ich fange beim Punkt 2 der Motion an. Aus unserer Sicht legt der Regierungsrat plausibel dar, dass die Anforderungen an ein Nasslager in nützlicher Frist erfüllbar sind. Darum sehen wir keinen Grund, Punkt 2 anzunehmen. Folglich werden wir, wie der Regierungsrat, diesen Punkt ablehnen. Ich beantrage für den Fall, dass der Punkt angenommen wird, dass man gleichzeitig über die Abschreibung befindet. Auch bei Punkt 1 können wir dem Regierungsrat folgen. Aus unserer Sicht macht es Sinn, weitere Massnahmen für Wälder ausserhalb der Schutzgebiete zu prüfen. Als Postulat ist dies sinnvoll. Wir folgen dem Regierungsrat und werden das Postulat annehmen.
Noch eine Schlussbemerkung an die Motionäre und an die SVP: Es gibt einen ganz einfachen Weg, das Problem zu lösen. Nehmen Sie einfach das KEnG an. Setzen Sie sich dafür ein. Mit dem KEnG fördern wir nachhaltige Energiequellen. Holzschnitzel werden teurer. Mit den Holzschnitzeln wird das Holz generell wertvoller, und der Wald kann wirtschaftlicher und profitabler bewirtschaftet werden. Das entschärft auch die Käferproblematik.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (SVP). Burglind und Evi haben dieses Jahr im Januar ihr Unwesen getrieben und grosse Schäden angerichtet. Die Rede ist nicht von Regierungsräten, sondern von Wirbelstürmen. Die Regierung unternimmt beim Waldschutz nicht nichts. Das zeigt klar ihre Antwort auf die Motion. Das ist positiv zu würdigen. Aus Sicht der SVP-Fraktion ist die Regierung nicht so weit von den Forderungen der Motion entfernt. Aber das ist auch schon gesagt worden: Ausserordentliche Lagen verlangen ausserordentliche Massnahmen. Wir von der SVP wollen mehr Verbindlichkeit. Es braucht mehr Verbindlichkeit. Ich bitte Sie, zur Kenntnis zu nehmen, dass es sich hier – in Anführungszeichen – «lediglich» um eine Richtlinienmotion handelt, die sehr allgemein formuliert ist. Denn im ersten Punkt steht, dass die zusätzlich bereitgestellten Mittel nur bei Bedarf eingesetzt werden sollen. Aus diesen Gründen wird die SVP-Fraktion der Motion in beiden Punkten zustimmen, und wir bitten Sie, dies auch zu tun.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Die grüne Fraktion unterstützt grossmehrheitlich Punkt 1 und 2 als Postulat. Als Motion erhält der Punkt 2 ein paar Stimmen. Aber erlauben Sie mir ein paar kritische Worte zu dieser Motion. Die Motion macht eines deutlich: Der Holzmarkt ist am Boden. Deswegen ist es wichtig, Schweizer Holz als Bau- und Energieholz zu nutzen. Es kann nicht sein, dass wir Konstruktionsholz aus dem Ausland importieren. Ein Holzlieferant hat mir kürzlich erklärt, er habe das Lager schliessen müssen, in dem er zuvor Schweizer Holz gelagert hatte. Nun nutze er es für

importiertes Konstruktionsholz, weil das pro Laufmeter ein paar Rappen günstiger sei. Jetzt könne er es verkaufen; für das Schweizer Holz habe es keinen Absatz gegeben. Denn im Kanton Bern fehlt es an gewerblichen und industriellen Sägereien für die Weiterverarbeitung zu Schweizer Holzprodukten. Sobald ein grösserer Sturm über den Kanton zieht, wird der Ruf nach Subventionen und Kantonsbeiträgen laut. Aber in Berner Wäldern wird immer noch zu wenig Holz geschlagen, auch weil der Holzpreis viel zu tief ist. Dies ist natürlich eine Folge des vielgelobten, freien Markts und der Globalisierung. Das führt dazu, dass bei einem Sturm Bäume umgeworfen werden, deren Holz bereits einige Jahre vorher hätte geerntet werden sollen. Es bleibt aber auch viel Energieholz im Wald liegen, das manchmal erst nach Jahren abgeführt und zu Schnitzeln verarbeitet wird. Beim Energieholz kommt keine Forderung nach Nasslagern. Das wird einfach im Wald gespritzt. Es darf nicht sein, dass geforderte Nasslager als Vorratslager für Sägereien dienen. Es darf nicht sein, dass ein ganzer Jahreseinschlag in Nasslagern gelagert wird, weil die verarbeitenden Betriebe fehlen. Aus unserer Sicht sollten Nasslager immer eine Notfalllösung und nicht ein günstiger Lagerplatz der Sägereien sein. Wir müssen mehr Schweizer Holz verbauen und nutzen, sodass die Nachfrage nach Nasslagern gar nicht erst entsteht. Mit dieser Anmerkung unterstützt die grüne Fraktion, wie eingangs gesagt, Punkt 1 und 2 grossmehrheitlich als Postulat.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Zryd das Wort.

Andrea Zryd, Magglingen (SP). Ich kann es kurz und bündig machen. Die Regierung unterstützt das Anliegen schon gut. Daher nimmt sie den Punkt 1 als Postulat an. Darin unterstützen wir die Regierung und vertrauen darauf, dass das gut kommt. Bei Punkt 2 ist sich die Fraktion nicht einig. Ein grosser Teil will diesen ablehnen. Ein paar wären bereit, die Motion unter der Bedingung anzunehmen, dass sie abgeschrieben wird. Denn das Anliegen wird bereits erfüllt. Ich nehme an, dass sich Regierungsrat Ammann nachher noch dazu äussern wird. Selbstverständlich wollen wir, dass unser Wald gesund ist. Dann fühlen sich auch Bär und Wolf im Wald wohl.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Die Fraktion der FDP lehnt diese Motion ab, unterstützt aber den Entscheid des Regierungsrats. Punkt 1 und Punkt 2 lehnen wir ab. Die warme Witterung und die Trockenheit in diesem Sommer haben dazu beigetragen, dass sich der Borkenkäfer stark vermehrt hat. Das minderwertige Holz sollte jetzt möglichst rasch aus dem Wald entfernt werden. Sonst sind nächstes Jahr doppelt bis drei Mal so viele Bäume befallen. Im Moment sind – mein Vorvorredner hat schon darauf hingewiesen – die Holzverarbeiter immer noch damit beschäftigt, das Sturmholz aus dem Winter 2017/18 zu verarbeiten, und daher nicht am minderwertigen, durch den Borkenkäfer geschädigten Holz interessiert. Deshalb sehen wir die Gefahr, dass dieses Holz im Wald bleibt. So unterstützen wir den Punkt 1 als Postulat, damit man wenigstens allfällige nützliche Massnahmen prüft, um das Holz zügig aus dem Wald zu räumen. Der Regierungsrat oder der kantonale Forstdienst sollten dabei berücksichtigen, dass auch Ertrag stehen bleibt. Zu Punkt 2 haben wir nichts anzumerken und lehnen ihn ab.

Präsident. Ich gebe Regierungsrat Ammann das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Wir haben einen stürmischen Januar und einen Hitzesommer gehabt. Als Volkswirtschaftsdirektor kann ich die Sorgen der Motionäre um den Berner Wald bestens nachvollziehen. Ich weise Sie aber daraufhin, dass die Regierung bereits reagiert hat. Wegen der Schadensmeldungen nach dem Wintersturm Burglind hat sie im Februar dieses Jahres 7,2 Mio. Franken gesprochen. Sie stützte sich dabei auf Notrecht, bezog aber, auch wenn es in ihrer Kompetenz lag, die FiKo mit ein. Waldbesitzer und Forstdienste haben das Mögliche getan, um die Forstschäden möglichst schnell in den Griff zu bekommen und – wie auch schon gesagt wurde – die Folgeschäden durch den Borkenkäfer möglichst gering halten zu können.
Jetzt ist aber das Befürchtete eingetroffen, was die, die in der Aare gebadet oder in irgendeiner Form unter der Hitze gelitten haben, gut nachvollziehen können. Die Witterung in diesem Sommer war ideal für die Entwicklung des Borkenkäfers. Die Folgen sind schon zu sehen: Die Fichten sind befallen. Man kann davon ausgehen, dass die Trockenperiode dieses Sommers wie ein zusätzliches Schadensereignis angesehen werden muss, welches auch ohne die Sturmschäden zur Vermehrung des Borkenkäfers geführt hätte. Ich möchte damit sagen, dass wir trotz der Anstrengungen, die wir in der ersten Jahreshälfte unternommen haben, mit grösseren Borkenkäferschäden in unseren Wäldern rechnen müssen. Das Risiko ist relativ gross. Ich kann aber diejenigen beruhigen, die jetzt Schreckens-

szenarien sehen oder Handlungsnotstand formulieren. Es ist eine gesetzliche Aufgabe des Kantons, die gesellschaftlichen Leistungen des Waldes sicherzustellen. Das steht im Bundesgesetz über den Wald (Waldgesetz, WaG), und dieses ist für den Kanton bindend. In Artikel 27 steht dort: «[…] ergreifen die Kantone Massnahmen gegen […] Ursachen und Folgen von Schäden, welche die Erhaltung des Waldes in seinen Funktionen erheblich gefährden können. […]». Das müssen wir und das machen wir. Dabei denke ich nicht nur an Naturgefahren, sondern auch an die Nutzfunktion des Waldes und an die richtigerweise zunehmende und wichtiger werdende Versorgung mit dem inländischen Rohstoff Holz.
Gleichzeitig müssen wir im Licht des Sparpakets der letzten Jahre die finanziellen Möglichkeiten und damit die begrenzten Interventionsmöglichkeiten des Kantons im Auge behalten. Nun komme ich zum Thema «Fichte und Beiträge sprechen». Wir stellen fest, dass die Fichten unabhängig vom Borkenkäfer durch das wärmere und trockenere Klima infolge des Klimawandels in tieferen Lagen zunehmend Probleme bekommen. Wir wollen diese wichtige Baumart für den Berner Wald fördern, aber nur dort, wo die natürlichen Bedingungen in Zukunft für die Fichte günstig sind. Weiter ist es eine Tatsache, dass wir begrenzte Verarbeitungskapazitäten in der Holzindustrie haben. Dies kann der Kanton kaum beeinflussen und nicht einfach über Nacht aus der Welt schaffen. Wie gesagt ist Holz ein ausgezeichneter Werkstoff, der nachwächst. Die Nachfrage danach nimmt zu. Mit seiner Waldstrategie setzt sich der Kanton dafür ein, die Wettbewerbsfähigkeit der bernischen Holz- und Waldwirtschaft zu verbessern. Momentan ist es aber so, dass die Sägereien – wie schon angesprochen – kein Holz mehr aufnehmen können. Aus Sicht der Regierung sind aber ausserordentliche Beiträge und der generelle Waldschutzbeitrag nicht das richtige Mittel, um das Problem wirklich zu lösen. Was schlagen wir darum vor? – Ich wechsele jetzt auf die untere Ebene. Gemäss Kantonalem Waldgesetz (KWaG) ordnet der Kanton Massnahmen an, wenn die Erhaltung des Waldes oder seiner Funktionen grundsätzlich gefährdet sind. Beim Borkenkäfer sind wir in dieser Situation, wenn die Fichte den eigentlichen Waldbestand bildet oder wichtige Objekte vor Naturgefahren schützt. Dabei denke ich unter anderen an den Bergwald im Berner Oberland. Deswegen hat der Kanton denn auch Käferbekämpfungsgebiete klar definiert und ausgeschieden. Diesen richtet er nachher unter restriktiven Bedingungen die Beiträge aus. Die Regierung war schon, bevor der vorliegende Vorstoss eingereicht wurde, dabei, weitere Massnahmen zu prüfen, um diese, so sie wirkungsvoll scheinen, schon auf das nächste Jahr hin umzusetzen – auch ausserhalb des Käferbekämpfungsgebiets. Dies betrifft auch das Mittelland. Wir suchen nach Lösungen wie die Unterstützung bei der Überwachung oder die Beratung durch den kantonalen Forstdienst, damit Schäden möglichst früh erkannt werden und Waldbesitzer die richtigen Massnahmen einleiten können. Darüber hinaus werden wir prüfen, ob ausserordentliche Beiträge für gemeinschaftliche Leistungen wie die Holzlagerung oder die Vermarktung an Waldbesitzerorganisationen gesprochen werden könnten. Weiter prüfen wir noch andere direkte Massnahmen zur Eindämmung der Borkenkäferschäden in fichtenreichen Beständen. Dazu kann ich jetzt schon klar sagen, dass wir nur dort Beiträge für Massnahmen zur Käferbekämpfung auslösen werden, wo sie nützlich sind.
Ich fasse zusammen: Die Regierung hat das Problem bereits mit dem Beschluss vom Februar erkannt und Massnahmen ergriffen. Wir sind daran, weitergehende Massnahmen über das laufende Jahr hinaus zu prüfen. Deshalb schlägt der Regierungsrat vor, Punkt 1 der Motion als Postulat anzunehmen. Wir wollen unter Einbezug der Waldbesitzerorganisationen griffige und nachhaltige Lösungen prüfen, vorbereiten und diejenigen, welche als geeignet angesehen werden, umsetzen. Ich komme zu Punkt 2 der Motion. Die Regierung geht mit den Motionären darin einig, dass Nasslager ein wichtiges und taugliches Instrument für die Wald- und Holzwirtschaft sind, wenn man gutes Holz – ich betone: gutes Holz – zwischenlagern will. Wie schon in der Debatte erwähnt worden ist, hat das Kantonale Amt für Wald (KAWA) schon 2009 ein entsprechendes Konzept der BWB mitfinanziert. Ich habe die Verwaltung in meiner Direktion angewiesen, konkrete Gesuche für Nasslagerplätze rasch, aber im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen wohlwollend zu prüfen und nach Möglichkeit Lösungen anzubieten. Ich betone es nochmals: im Rahmen der gesetzlichen Möglichkeiten. Deshalb ist die Regierung hier der Auffassung, dass es keine neuen Anstrengungen braucht. Die Grundlagen sind vorhanden. Wir sind bereit, Nasslagerplätze soweit und so rasch wie möglich einzurichten. Die Regierung beantragt daher, Punkt 1 als Postulat anzunehmen und Punkt 2 abzulehnen.

Präsident. Der Motionär, Grossrat Knutti, wünscht noch einmal das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Wir von der SVP sind zwar gegen das KEnG, aber auch für weniger Vorschriften und Gebühren. Grossrat Gerber hat gesagt, dass mehr Holz gebraucht werden

sollte. Ja: Fakt ist aber, dass viel Zeit notwendig ist, um das Holz zu verarbeiten, wenn ein Sturm die Menge einer Jahresnutzung umwirft. Ich kann die Kritik an Punkt 2 nicht verstehen. Daran werden wir festhalten. Der BDP-Sprecher hat es vorhin auf den Punkt gebracht. Wir verlangen nicht mehr als ein einfaches, unkompliziertes Verfahren. Denn das an mich herangetragene Problem ist, dass es sechs oder acht Monate dauern kann, bis ein Nasslager eröffnet werden kann. Ich bin sicher, dass Nasslager innert zwei, maximal drei Monaten bewilligt werden könnten, wenn man sich anstrengt. Vorher wissen sie es wahrscheinlich gar nicht. Darum geht es hier, und das muss besser werden. Ich bitte Sie, Punkt 2, der derart offen formuliert ist, als Motion zu überweisen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Der Motionär hat den Punkt 1 in ein Postulat umgewandelt. Wir stimmen punktweise ab. Wer den in ein Postulat gewandelten Punkt 1 annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	147
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Das Postulat ist mit 147 Ja-Stimmen bei keinen Nein-Stimmen und keinen Enthaltungen angenommen worden.
Wir kommen zum Punkt 2, der in der Form der Motion geblieben ist. Wer diesen Punkt als Motion überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme

Ja	74
Nein	67
Enthalten	6

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 74 Ja- gegen 67 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen als Motion überwiesen.
Vorhin wurde beantragt, Punkt 2, solle, sofern er angenommen werde, direkt abgeschrieben werden. Wir befinden über die Abschreibung. Wer den Punkt 2 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	71
Nein	72
Enthalten	3

Präsident. Sie haben den Punkt 2 mit 72 Nein- gegen 71 Ja-Stimmen bei 3 Enthaltungen nicht abgeschrieben.

Geschäft 2017.RRGR.559

Motion 214-2017 Rudin (Lyss, glp)
Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 24: «Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland». Es handelt sich um eine Motion von Michel Rudin, der leider nicht mehr im Grossen Rat ist. Grossrat Jost übernimmt diese Motion. Die Regierung lehnt diese ab. Ich gebe Grossrat Jost das Wort.

Marc Jost, Thun (EVP). Der Vorstoss ist im Seeland entstanden. Als Mitmotionär habe ich diesen jetzt übernommen. Zuerst kurz meine Interessenbindung: Ich wohne in Thun und bin Präsident des Oberländerrats. In diesem Sommer habe ich viele schöne Wanderungen unternommen, insbesondere im Berner Oberland. Und immer wieder haben mich internationale Gäste gefragt: Wie kann man hier vor lauter Schönheit überhaupt arbeiten? Mir fällt die Work-Life-Balance im Berner Oberland leicht. Ich würde es gern noch vielen anderen gönnen, mit Sicht auf die Alpen zu arbeiten. Das ist ein Privileg. Nichtsdestotrotz haben Dörfer in den Alpen und in ländlichen Regionen grosse Herausforderungen zu meistern. Sie sind vom demografischen Wandel und von Landflucht betroffen. Viele fragen sich heute, wie ihr Dorf aussehen wird, wenn die Bevölkerung immer älter wird. Werden noch junge Familien zu uns ins Dorf ziehen? Können wir unsere Infrastruktur, den öffentlichen Verkehr, Läden und die Gesundheitsversorgung aufrechterhalten? Wird es in Zukunft noch Unternehmen in unserer ländlichen Region geben? – Sie haben sicher auch von Gadmen gehört, wo das Schulhaus nicht mehr als solches genutzt und zu einer Unterkunft, der «Gadmer Lodge», umgenutzt wird. Dieses Beispiel zeigt, dass Innovation gefragt ist. Die bayrische Staatsregierung, die ich nicht in jedem Fall zitieren würde, meint zu diesem Thema: «Die Menschen in den Alpen leben zusätzlich noch unter besonderen Bedingungen – von der anspruchsvollen Topografie mit ihren Folgen für Landwirtschaft, Nahversorgung und Verkehr, über den Klimawandel bis hin zum Tourismus, mit Herausforderungen wie Staus, Unterbringung und Energiebedarfsspitzen. Auch die eingeschränkte Erreichbarkeit von Schulen und Arbeitsplätzen bei Extremwetterlagen erschweren den Alltag.»
Eine überparteiliche Gruppe möchte mit diesem Vorstoss dazu beitragen, dass die Chancen der Digitalisierung für ländliche Regionen besser genutzt werden können. Wir träumen davon, dass Arbeitsplätze für Grafiker, Programmiererinnen, Journalisten und ähnliche Berufe, die vor allem auf eine schnelle Internetverbindung und einen Computer angewiesen sind, nach Grindelwald, Innertkirchen, Kandersteg, Adelboden oder ähnliche schöne Orte verschoben werden könnten. Selbstverständlich könnten sie auch in Tramelan oder Schangnau entstehen. Aus unserer Sicht brauchen ländliche Regionen attraktive Rahmenbedingungen. Das Ziel für ein solch‘ digitales Dorf könnte sein, das Potenzial der Digitalisierung zu nutzen. Im Mittelpunkt stünde die Frage: Wie kann die Versorgung des ländlichen oder alpinen Raums mithilfe von neuen Kommunikationstechnologien unterstützt und damit zukunftsfähig gemacht werden? Chancen sehen wir auch in der Zusammenarbeit mit Bildungsinstitutionen, die Seminarräume oder sogar Institute vor Ort aufbauen könnten. Eine Aussenstation des Geographischen Instituts der Universität Bern würde sich doch zum Beispiel unter dem Grindelwaldgletscher gar nicht so schlecht machen und wäre sicher ein Innovationstreiber. Dies ist einmal eine provokative Idee. Es stellt sich die Frage, weshalb Gemeinden, Unternehmen und Bildungsinstitutionen nicht von sich aus solche Projekte lancieren. Wenn man einen Blick auf die vom Kanton geförderten Projekte wirft, findet man keine Projekte dieser Art. Nur das Projekt der Wirtschaftskammer Biel/Seeland «KMU Digital Road Map» geht in die Richtung, ist aber sehr allgemein und nicht spezifisch auf den ländlichen oder alpinen Raum zugeschnitten. Im Gespräch mit Schlüsselpersonen oder Unternehmen aus solchen Regionen wurden vor allem zwei Herausforderungen genannt: Die Gemeinden sind bei solchen Projekten auf die Hilfe des Kantons angewiesen, weil diese in der Region nur schwer zu stemmen sind. Sie haben nicht unbedingt die Ressourcen, um ein solches Projekt in Gang zu bringen und anzustossen. Insbesondere bestehen grosse Abhängigkeiten von der Infrastruktur.
Es ist zwar zum Beispiel begrüssenswert, wenn ein grosses Telekomunternehmen in Guttannen drei Bürgerinnen und Bürgern ein 5G-Netz zur Verfügung stellt. Aber es stellt sich die Frage, ob dort jemals eine schnelle Verbindung via Glasfaserkabel geschaffen werden kann. Ich komme an dieser Stelle zum Schluss. Der Haupteinwand der Regierung, dass der Kanton nicht selbst ein Förderprojekt einreichen kann, hat uns dazu bewogen, die Motion in ein Postulat umzuwandeln. Wir laden Sie ein, das Postulat anzunehmen, damit geprüft werden kann, welche Rolle der Kanton spielen könnte,

welches Potenzial vorhanden ist und welche Möglichkeiten bestehen, solche Projekte anzustossen. Ich danke zunächst einmal.

Präsident. Ich gebe der Mitmotionärin oder Fraktionssprecheri das Wort. – Die Fraktionssprecherin de Meuron hat das Wort.

Andrea de Meuron, Thun (Grüne). Der Begriff «digitales Dorf» kann aus meiner Sicht widersprüchlich wirken. Dadurch erzeugt er vielleicht eine ablehnende Haltung. Für mich ist auch klar, dass die Digitalisierung, wie alles im Leben, zwei Seiten hat – manchmal eine gute und eine schlechte. Sie kann das Leben erleichtern, aber auch Arbeitsplätze vernichten. Mit der Digitalisierung kann man wiederum neue Arbeitsplätze schaffen. Es fragt sich nur, wo diese geschaffen werden und wie dies als Chance für Berner Regionen genutzt werden kann, damit nicht nur Arbeitsplätze erhalten, sondern, wie es mein Vorredner gesagt hat, neue entstehen. Deshalb gibt es diesen Vorstoss. Liest man die Antwort des Regierungsrats, entsteht der Eindruck, man wolle ein Dorf zwingen, etwas zu machen, und dies sei gar nicht Aufgabe des Kantons. Die Aufgabe des Kantons ist es, Flughäfen auszubauen und Olympiawünsche gedeihen lassen, die dann aber wieder platzen. Aber die Digitalisierung scheint nicht unbedingt seine Sache zu sein. Andere Kantone sehen das anders, wie ich recherchiert habe. Im Oberwallis zum Beispiel wollen fünf Bergdörfer, unter anderem Saas Fee, eine Pionierrolle übernehmen und im Rahmen eines alpenweiten Projekts namens «Smart Village» aufzeigen, welche Chancen die Digitalisierung Bergdörfern bietet. Ich frage mich, ob Saas Fee und das Fieschertal das allein initiiert haben. Eher nicht. Der Kanton Wallis unterstützt das Projekt, und die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Berggebiete (SAB) hat es initiiert. Ich gehe davon aus, dass diese auch in unserem Kanton aktiv werden würde. Es gibt praktische Beispiele, wie man die Chancen der Digitalisierung nutzen könnte. Sie könnte zum Beispiel helfen, die Mobilität zu verbessern. Es gibt Dörfer, wo die Bewohner einen Gruppenchat eingerichtet haben, um leichter Mitfahrgelegenheiten für die Fahrt ins Tal oder zurück ins Dorf abzusprechen, wenn am Abend kein Bus mehr fährt. Ich habe beruflich selbst Erfahrung damit gemacht. Dabei ist die Digitalisierung also hilfreich, ebenso in der Gesundheitsversorgung, wenn es keinen Hausarzt mehr gibt. Ein Muttermal muss gezeigt werden. Es genügt, einem Spezialisten ein Bild zu schicken. Dies sind kleine, pragmatische Beispiele. Entscheidend erscheint uns auch, dass für den Tourismus neue Absatzkanäle erschlossen werden können. Denn es wäre wichtig, wir würden unsere Ferien im schönen Kanton Bern machen, statt ins Ausland zu reisen. Ein digitales Dorf im Kanton Bern könnte eine Pionierrolle übernehmen. Man könnte Erfahrungen sammeln und anderen Dörfern im Kanton ein Vorbild sein. Das Postulat soll diese Chance eröffnen. Nun stellt sich die Frage, ob eine Mehrheit im Grossen Rat dies unterstützt, damit unsere Bergregionen in Zukunft ein Daheim für Menschen bleiben und die Menschen dort nicht in Städte abwandern müssen. Deshalb wird unsere Fraktion das Postulat unterstützen. Ich danke allen, die dies auch tun.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Die FDP teilt natürlich die Meinung des Regierungsrats sowie der Motionärinnen und Motionären, wonach attraktive Arbeitsplätze für eine wirtschaftliche Entwicklung im Berner Oberland sehr wichtig sind. Aber das vermeintliche Zauberwort «digital» oder «Digitalisierung» ist nicht per se ein Problemlöser – und schon gar nicht, wenn die entscheidenden Player nicht vor Ort den Lead übernehmen können. Dann besteht das grosse Risiko, dass diese erst wirklich aktiv werden, wenn die Digitalisierung schon vorbei ist und die nächste Innovationswelle vor der Tür steht. So etwas kann nur funktionieren, wenn die direkten Player das Heft in die Hand nehmen. Nur sie können die Bedürfnisse definieren und dann unmittelbar starten. Wenn sie sich nicht finden, dann ist das Projekt sowieso von Anfang an zum Scheitern verurteilt. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort festgehalten, dass ein solches Projekt ein Projekt der Neuen Regionalpolitik (NRP) ist. Alles andere ist gestorben, bevor es gestartet ist. Mit den NRP-Projekten hat der Bund eine Möglichkeit geschaffen. Da muss der Kanton sein Portemonnaie nicht noch einmal öffnen. Die Fraktion der FDP lehnt die Motion einstimmig ab, als Postulat abgesehen von einer Stimme auch.

Vania Kohli, Bern (BDP). Ich mache es wie immer kurz und bündig. Die BDP-Fraktion hat beschlossen – und das macht mich sichtlich stolz –, mit einem analogen, einstimmigen Ja das digitale Dorf als Postulat zu unterstützen. Ich bitte Sie, das Gleiche zu tun.

Martin Egger, Frutigen (glp). Ein digitales Dorf im Berner Oberland schaffen, das klingt wirklich gut und würde unserem Berggebiet im Strukturwandel wirtschaftlich sehr guttun. Denn in den Berggebieten

stehen sowohl die Landwirtschaft als auch der Tourismus stark unter Druck. Darum wäre es für die wirtschaftliche Entwicklung des Berner Oberlands gut und wichtig, wenn wir dort neue, attraktive Arbeitsplätze schaffen könnten. Aber die allgemeine Definition «digitales Dorf» gibt es nicht. In der Wirtschaftsstrategie 2025 hat sich der Regierungsrat zum Ziel gesetzt, die wirtschaftliche Entwicklung voranzutreiben. Auch über die NRP will er die Innovations- und Wettbewerbsfähigkeit im Berggebiet fördern und stärken. Wir von der glp sind der Meinung, dass damit genug getan wird, und können die Motion nicht unterstützen. Als Postulat werden wir den Vorstoss unterstützen. Nützt es nichts, so schadet es auch nicht.

Präsident. Jetzt darf ich eine Gruppe auf der Tribüne begrüssen. Ich hoffe, dass es dieses Mal die richtige ist. Es sind Gäste der FDP aus dem Emmental, die uns in der Debatte zuhören, hinterher noch das Rathaus besichtigen und Gespräche mit den Emmentaler Grossräten führen werden. Zum Abschluss sind sie auch zum Stehlunch der Partei eingeladen. Herzlich willkommen! Ich hoffe, dass Sie einen Einblick darin erhalten, wie intensiv eine solche Debatte ist. (*Applaus*) Wir fahren fort mit Grossrätin Speiser für die SVP-Fraktion.

Anna Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Der Titel klingt gut: «Schaffung eines digitalen Dorfes im Berner Oberland». Das klingt, als wenn wir endlich einmal etwas im Oberland machen würden. Der Strukturwandel ist nicht von der Hand zu weisen. Die Motion zeigt leider nicht auf, welches die Ursachen für den Strukturwandel sind. Dort liegt genau das Problem. Die unhaltbare Zentralisierung, die immer wieder unterstützt wird, führt zu einer steten Ungleichheit, die Transferkosten verursacht. Die Motion will Alternativen mit neuen Business-Optionen schaffen. Arbeitsplätze wurden in den ländlichen Regionen wie dem Berner Oberland in den letzten zwanzig Jahren vernichtet. Als Kompensation will man jetzt quasi ein digitales Dorf installieren. Dabei haben die meisten Motionäre, ausser einer in der Vergangenheit, dem Stellenabbau im Service Public leider immer wieder zugestimmt. Durch die Konzentration auf einen Standort führt man nun in einer Teilregion quasi die Zentralisierung weiter. Die Motionäre haben die Zentralisierung zum Beispiel beim Thema Raumplanung, Entwicklungsschwerpunkte (ESP), Wirtschaftsstrategien und so weiter in der Vergangenheit nicht ernst genommen. Dabei hätten die Teilregionen des Berner Oberlands gern die Unterstützung des Grossen Rats gehabt, um ihre Entwicklungsmöglichkeiten bewahren zu können und diese nicht immer wegrationalisiert zu sehen. Wenn regionale Massnahmen dem ganzen Berner Oberland dienen sollen, dürfen sie nicht an einem Standort konzentriert werden. Allerdings stimmt die SVP nicht mit dem Regierungsrat überein, dass die vorhandenen Instrumente zur Förderung der wirtschaftlichen Entwicklung in den Regionen, also auch im Berner Oberland, ausreichend sind. Die Regierung sollte sich dringend mit der ungleichen Entwicklungsmöglichkeit von Stadt und Land auseinandersetzen. Bekanntlich ist der Kanton nur so stark wie sein schwächstes Glied. An dieser Stelle appelliere ich an Sie, in Zukunft genau hinzuschauen, wie man mit Arbeitsplätzen im ländlichen Raum umgehen will. Jede Zentralisierung hat den Spareffekt eigentlich nicht gebracht. Die SVP lehnt die Motion abgesehen von zwei Stimmen ab, und dem Postulat wird mit ganz wenigen Stimmen zugestimmt.
Ich erlaube mir noch, ein Beispiel anzufügen. Es ist uns nicht gelungen, mit dem Argument der Digitalisierung die Schliessung des Betreibungs- und Konkursamts und der Regionalen Arbeitsvermittlung (RAV) zu verhindern. Da hat niemand geholfen. Somit treten wir am Ort.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrat Wyrsch das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP). Der Kanton sollte nicht für ein «Silicon Valley», sondern für ein «Digital Village» die Infrastruktur zur Verfügung stellen, diverse Akteure an den Tisch bringen und die Kosten für die Wirtschaftsförderung übernehmen. Der Regierungsrat zeigt in seiner Antwort auf, dass er die Wirtschaft in den Regionen bereits fördert. Man kann darüber diskutieren, wen und was er fördert. Aber wir dürfen bezweifeln, dass das erfolgreich ist. Es bringt mich zum Schmunzeln, wenn man sonst die Einmischung des Kantons ablehnt, aber hier, wenn es um Digitalisierung und um das Vernetzen geht, gerade dies wünscht. Dabei gibt es nichts Einfacheres, als sich zu vernetzen. Die meisten haben eine E-Mailadresse oder dergleichen. Ich vertraue darauf, dass die Wirtschaft und diese Dörfer innovativ genug sind, um sich zu vernetzen. Dabei stellt sich die Frage, wo ein solches Dorf seinen Sitz hat, wenn alle digital miteinander kommunizieren. Unsere Fraktion lehnt die Motion ab – auch wenn diese nicht mehr zur Diskussion steht. Das Postulat wird mehrheitlich angenommen. Ich bin gespannt, was der Volkswirtschaftsdirektor dazu sagt.

Präsident. Ich begrüsse eine weitere Gruppe auf der Tribüne. Es ist die FDP aus Wangen an der Aare, die von Stefan Costa, unserem zweiten Vizepräsidenten, geführt wird. Ich wünsche Ihnen viel Vergnügen im Rathaus und hoffe, dass wir einen guten Eindruck vermitteln. Herzlich willkommen! (*Applaus*) Ich gebe das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor, Regierungsrat Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Der Vorstoss ist sicher gut gemeint, klingt für mich aber – nehmen Sie es mir nicht übel – etwas unglücklich. Das beginnt schon mit dem Begriff «digitales Dorf», eine «Gummiformulierung» ohne klare Definition. Im Allgemeinen versteht man darunter etwas Virtuelles wie internetbasierte Lösungen, Telearbeit, E-Government, Online-Shopping oder Online-Services. Aber das mit der Motion geforderte, andere Element der Ansiedlung von Unternehmen oder Institutionen gehört eigentlich nicht dazu. Die Regierung teilt, wie wahrscheinlich alle im Grossen Rat, die Ansicht der Motionärinnen und Motionäre, dass attraktive Arbeitsplätze wichtig für die wirtschaftliche Entwicklung im ganzen Kanton sind, nicht nur im Berner Oberland, liebe Grossrätinnen und Grossräte. Die Regierung setzt sich im Rahmen von geltenden Strategien dafür ein, dass Attraktivitätssteigerungen wirklich in den Regionen ankommen. Ich denke beispielsweise an die Wirtschaftsstrategie 2025, die sechs ESP-Standorte im Berner Oberland definiert. Ich weiss nicht, wer sie gelesen hat. Die Standortförderung unterstützt im Rahmen der NRP – wie schon gesagt – Projekte und Massnahmen, die Innovation in den Berggebieten und allgemein im ländlichen Raum und damit deren Wettbewerbsfähigkeit stärken.
Als Berner Oberländer und als Volkswirtschaftsdirektor höre ich aus den Aussagen, wie sie hier in der Debatte gefallen sind, auch ein Klagelied und eine verzerrte Wahrnehmung heraus. Es klingt nach «Heidiland», auch wenn das in Graubünden liegt, nach einem Kantonsteil, wo noch ein paar Wölfe heulen und das Telefon noch eine Drehscheibe hat. Wenn man hier, wo immerhin noch Medienschaffende zuhören, ein solches Bild vom Berner Oberland in die Welt setzt, tut mir das weh. Als Volkswirtschaftsdirektor betone ich bei jeder Gelegenheit, dass das Berner Oberland eine der bedeutendsten Regionen für die schweizerische Maschinenindustrie und hinter Zürich die zweitgrösste Tourismusregion ist. Dazu trägt das Berner Oberland zusammen mit der Stadt Bern bei. Im Berner Oberland gibt es kleine und mittlere Unternehmen (KMU), die Nischen besetzen und in diesen Nischen Weltmarktführer sind. Es ist ein anderes Bild vom Berner Oberland, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, das ich nicht nur nach aussen trage, sondern als Volkswirtschaftsdirektor auch wahrnehme. Das Klagelied postuliert, die Digitalisierung sei kein Thema. Dabei gab es diverse Vorstösse, die wir abgelehnt oder halbherzig überwiesen haben oder die sich noch in der Pipeline befinden. Dabei wird nicht zur Kenntnis genommen, dass die Digitalisierung durchaus ein Thema im Kanton ist, der in Biel einen Innovationspark hat. Dieser ist schweizweit beispielhaft und auch für Unternehmen aus dem Berner Oberland offen. Dort sind digitale Lösungen ein Thema. Ich lade Sie ein, die Swiss Smart Factory (SSF) in Ipsach zu besuchen, eine Schweizer Forschungs- und Demonstrationsfabrik zum Thema Industrie 4.0 für KMU aus unserem Kanton. Da brauchen wir keine Berichte. Vielmehr können wir hinschauen und Lösungen für grosse und kleine Unternehmen entdecken. Wenn wir attraktive Arbeitsplätze in den Regionen schaffen wollen, müssen wir nicht träumen und auch nicht nach dem Staat schreien. Dabei möchte ich betonen, dass der Kanton Bern trotz Strategie – wie sie hier in dieser Woche diskutiert worden ist und wie sie in Zukunft auch noch diskutiert werden wird – nie eine Industriepolitik verfolgt und nicht planwirtschaftlich unterwegs ist. Wir definieren nicht, was in welchem Dorf oder Teil des Kantons passieren muss. Das ist nicht das Verständnis von Wirtschaftspolitik der Regierung, und ich habe den Eindruck, dass eine grosse Mehrheit des Parlaments dies teilt.
Seit Längerem betreiben wir mit nachhaltigen Erfolgen eine Innovationspolitik, die nicht nur in den Regionen greift, sondern auch kantonale Leuchttürme hervorbringt wie den Innovationspark in Biel, die Sitem-insel mit dem Translationszentrum oder die Eidgenössische Materialprüfungs- und Forschungsanstalt (Empa) in Thun. Über das Controlling der Standortförderung können Sie sich regelmässig darüber ins Bild setzen lassen, wie wir mit der NRP im ländlichen Raum gezielt Projekte unterstützen, unter denen durchaus ein digitales Dorf sein könnte, wenn man zu einem Begriffsverständnis kommt und das Projekt «Fleisch am Knochen» hat. Das Instrument wird dann Wirkung haben, wenn es eine Initiative aus der Region und eine Trägerschaft gibt, die eine fundierte Idee entwickeln will. Der Kanton Bern ist dann bereit, über die Standortförderung etwas Nachhaltiges zu schaffen. Ich betone es noch einmal: Wir haben die Instrumente, die wir im ländlichen Raum genauso einsetzen wie in Städten und Agglomerationen. Dieser Vorstoss ist unnötig. Die Regierung beantragt deshalb, diesen abzulehnen.

Präsident. Ich gebe noch einmal dem Motionär, Grossrat Jost, das Wort.

Marc Jost, Thun (EVP). Das Votum unseres Volkswirtschaftsdirektors hat mich irritiert. Das Letzte, was ich als Oberländer wollte, war es, ein Klagelied anzustimmen – im Gegenteil. Die Gruppe, die den Vorstoss vorbereitet und eingereicht hat, kam nicht aus dem Oberland. Es ist eine thematische Gruppe, die sich überlegt hat, wie man die Digitalisierung als Chance für die ländlichen Regionen, insbesondere in den Alpen, nutzen kann, um so Innovation zu fördern und dem Kanton dabei eine aktive Rolle zu geben. Wir haben verstanden, dass der Kanton nicht selber NRP-Projekte einreichen kann. Aber er kann fördern, prüfen und die entscheidenden Player an den Tisch bringen, wenn er an einem Ort Schwerpunkte setzen will.
Zur NRP schreibt der Regierungsrat selbst: «Das Ziel sämtlicher Projekte liegt in der Stärkung der Innovationsfähigkeit. Mit den Projekten der Neuen Regionalpolitik soll die Innovationsfähigkeit nicht nur in den Zentren, sondern in den Regionen gefördert werden.» Es ist sogar ein «Haus der Innovationen» vorstellbar, wo man darüber nachdenken könnte, was genau ein digitales Dorf im Kanton Bern sein könnte. Heute fördert der Kanton Bern im Bereich Innovation zu Recht, wie schon erwähnt, die Sitem-insel in Bern oder den Switzerland Innovation Park in Biel. Das ist gut. Aber auch da hat der Kanton die Führung übernommen, damit das auch zustande kam. Warum nicht etwas Ähnliches machen unter dem Titel «Nutzung der Chancen der Digitalisierung im Alpenraum und in weiteren ländlichen Regionen»? – Ich habe nicht ohne Grund am Anfang Bayern erwähnt. Die bayrische Staatsregierung, die genau skizziert hat, was sie unter einem digitalen Dorf versteht, fördert das Projekt «Digitales Dorf». Das bayrische Staatsministerium für Wirtschaft, Medien, Energie und Technologie koordiniert das Projekt. So etwas könnten wir uns vorstellen, wenn man den Vorstoss als Postulat überweist, wozu ich Sie eindringlich auffordere. Sie ermöglichen es dem Kanton, sich mit der Thematik auseinanderzusetzen und zu zeigen, dass wir unsere Innovation losgelöst von den Zentren weiterentwickeln wollen. Danke für die Unterstützung des Postulats.

Präsident. Wir stimmen über das Postulat ab. Wer das Postulat unterstützen will, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	77
Nein	65
Enthalten	6

Präsident. Sie haben das Postulat mit 77 Ja- gegen 65 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen angenommen. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit beim Zvieri. Wir fahren um 17.00 Uhr weiter.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.30 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Regine Duda (d)
Sara Ferraro / Eva Schmid (f)

Mittwoch (Abend) 5. September 2018, 17.05–19.00 Uhr

Fünfte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 156 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Bauen Antonio, Grivel Pierre-Yves, Hässig Vinzens Kornelia.

Geschäft 2017.RRG.683

Motion 253-2017 Sauvain (Moutier, PSA)
Überbrückungsrente zum Schutz älterer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer

Präsident. Wir setzen die Beratung fort und kommen zum Traktandum 25. Das ist die Motion «Überbrückungsrente zum Schutz älterer Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer». Sie wird durch Grossrat Gasser vertreten. Die Regierung lehnt sie ab. Ich gebe dem Motionär das Wort, Grossrat Gasser.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). C'est à moi qu'incombe la difficile mission que de vous tirer des torpeurs dues à la lente digestion de votre petit encas. Et donc, j'espère que vous saurez prêter attention à mes propos. En préambule, je vous signale mon intention de transformer cette motion en postulat. Une évidence s'impose à nous tous. Le marché du travail pour les personnes âgées de plus de 50 ans s'apparente à un véritable chemin de croix pour les personnes licenciées. Les statistiques le démontrent: cette catégorie de travailleuses et travailleurs représentent désormais la tranche la plus nombreuse. Il est évident que les coûts des assurances sociales, donc y compris le deuxième pilier, sont un facteur déterminant pour trouver de l'embauche. Cette situation a également une conséquence directe sur le taux de bénéficiaires de l'aide sociale, puisque cette catégorie a augmenté de près de la moitié ces dernières années. Il faut donc absolument trouver une solution digne pour toutes ces personnes. La proposition qui vous est faite ne concerne que les personnes qui ont épuisé leur droit aux indemnités du chômage et qui sont à deux ans de la retraite. Le but est que pour des personnes qui ont travaillé toute leur vie mais qui sont proches d'une retraite bien méritée, se voient condamnées à éventuellement puiser dans leur petite fortune voir encore à reprendre quelque chose dans le deuxième pilier pour réussir à joindre l'âge légal de la retraite.
Comme le mentionne la réponse gouvernementale, les travailleuses et les travailleurs bernois sont in fine contraints à obtenir un versement anticipé de leur rente AVS, ceci avec une réduction logique de prestations tout de même importante, puisque ce sont pour deux ans de pré-retraite, une déduction de 13,6 pour cent. Si ce montant ne suffit pas pour vivre, la personne peut s'adresser aux prestations complémentaires. Il est vrai que ce système permet ainsi aux personnes dans le besoin d'obtenir un complément à leur rente pour pouvoir assurer ses besoins essentiels. Toutefois, cette manière de faire est extrêmement stigmatisante pour les personnes concernées. D'une certaine façon, elles doivent ainsi demander l'aumône pour continuer à vivre dignement, alors qu'elles ont peut-être travaillé toute leur vie et payé régulièrement leurs impôts.
Cette situation a un effet pervers important. Nombreuses sont les personnes qui pourraient bénéficier d'une aide, mais qui n'en font pas la demande, car leur fierté les empêche de demander quelque chose. Avec le système qui vous est proposé, ces personnes en fin de droit n'auraient pas à quémander un peu d'humanité, mais seraient directement prisent en charge, par exemple, par le biais de leur conseiller personnel. Le canton de Vaud applique une telle mesure depuis plusieurs années, sans que l'on assiste à une explosion de tels cas. Cet exemple démontre si besoin était, que des solutions sont possibles. C'est d'ailleurs une des raisons qui m'ont amené à transformer le texte en postulat, car je ne voudrais pas fermer la porte à des solutions innovantes et originales. Si l'aspect humain de cette requête est facilement compréhensible, et je l'espère saura vous émouvoir, l'aspect

financier est également important. Une participation des travailleuses et des travailleurs au financement de cette mesure est évidemment envisageable, mais aussi une éventuelle participation patronale. Entre les trois contributeurs – Etat, employeurs et employés – il est à mon avis possible de trouver une solution qui partage le coût de cette mesure. Je vous prie donc d'accepter ce postulat qui veut tout simplement une étude afin que le gouvernement puisse réfléchir sereinement à cette problématique et à nous faire par la suite des propositions. Vous le savez tous: les chances pour les personnes concernées de retrouver un travail sont quasi inexistantes. Grâce à cette proposition de rente-pont, elles retrouveront une certaine dignité. Inspirons-nous des exemples connus pour développer un concept original. Je vous remercie pour votre attention et pour votre soutien.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die grüne Fraktion spricht Grossrätin Ammann.

Christa Ammann, Bern (AL). Wir teilen die Einschätzung des Regierungsrats nicht, dass mit der Möglichkeit des Vorbezugs der AHV-Rente bereits ein Instrument vorhanden ist, welches das Anliegen der Motion erfüllt. Wie mein Vorredner auch schon ausgeführt hat, führt der AHV-Vorbezug zu einer lebenslangen AHV-Kürzung und hat also lebenslange finanzielle Konsequenzen. Der Vorbezug der AHV ist seit 2009 obligatorisch. Es handelt sich also auch nicht um eine «Möglichkeit», wie es der Regierungsrat formuliert, sondern es ist für sämtliche ausgesteuerten Personen «ein Muss». Sobald als möglich wird von den Sozialdiensten die Frühpensionierung eingeleitet. Das heisst, nach der zweiten und dritten Säule, die bereits fünf Jahre vor dem ordentlichen Pensionsalter herausgelöst werden müssen, wenn eine Person ausgesteuert ist, erfolgt nachher auch noch die Zwangsfrühpensionierung. Das hat einen massiven Einfluss auf das Einkommen, das einem nach der Pensionierung noch zur Verfügung steht. Wir sind der Meinung, dass eine Überbrückungsrente ein sinnvolles Instrument sein kann, um Altersarmut zu verringern. Unbestritten ist für uns auch, dass die Politik auch beziehungsweise primär aufgefordert ist, die Wirtschaft in die Pflicht und Verantwortung zu nehmen. Es kann nicht sein, dass ältere Personen von Unternehmen aufgrund von Kostenüberlegungen in die Altersarmut geschickt werden.
Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort, dass verschiedene Punkte wie Anspruchsvoraussetzungen und Vollzugsmodalitäten zu klären wären. Da hat er sicher Recht, und diesen Auftrag übergeben wir dem Regierungsrat gerne. Der Kanton Waadt hat es eben so gelöst, dass nur Anspruch hat, wer während mindestens drei Jahren im Kanton Waadt gelebt hat. Zudem erfolgt die Finanzierung über eine Aufteilung zwischen Arbeitnehmer und Arbeitnehmerinnen sowie Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen mit einem Beitrag von je 0,06 Prozent. Es handelt sich also auch nicht um massive Beiträge, während man noch einer Erwerbstätigkeit nachgeht.
Wir sind der Meinung, dass Konsequenzen und Wirkungen einer Überbrückungsrente vom Regierungsrat seriös geprüft und durchgerechnet werden müssen, damit man nachher entscheiden kann, ob eine Überbrückungsrente den gewünschten Effekt hat und nicht einfach die Altersgrenze, zu welchem Zeitpunkt eine Aussteuerung massive Konsequenzen für den Rest des Lebens hat, um ein paar wenige Jahre nach unten verschoben wird.
Noch einen kurzen Einschub: Grundsätzlich erscheint uns die Erhöhung des Grundbedarfs bei ausgesteuerten Personen ab 55 Jahren, wie er bei den Ergänzungsleistungen (EL) gilt, als sinnvollere Variante als eine Überbrückungsrente für die letzten zwei Jahre – so, wie es ja auch der Volksvorschlag verlangt, über den wir abstimmen werden. Wir sind uns aber bewusst, dass es sich hier nicht um eine Variantenabstimmung handelt und finden deshalb den vorliegenden Vorstoss auch prüfenswert. Wir werden ihn als Postulat unterstützen, und ich bitte Sie, dem auch zu folgen.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Der Vorstoss verlangt die Einführung einer kantonalen AHV-Überbrückungsrente für ausgesteuerte Frauen über 62 und Männer über 63 Jahre. Wie der Regierungsrat lehnen wir von der FDP-Fraktion diese Motion ab. Wir finden, das sei die falsche Flughöhe. Wir haben ein engmaschiges soziales Netz, aber dieses Netz wird auf Bundesebene geknüpft. Natürlich gibt es Härtefälle, aber dafür gibt es die verschiedensten Instrumente, wie beispielsweise die EL. Zudem sind wir der Meinung, dass es sich der Kanton gar nicht leisten kann, eine kostspielige Versicherung aufzubauen.
Noch einmal: Für uns ist es die falsche Flughöhe, denn wir beginnen auch nicht einfach so auf die Schnelle kantonale Autobahnen zu bauen.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Notre parti est sensible à la thématique de cette motion. Cependant, notre groupe se prononce majoritairement contre cette motion, aussi transformée en postulat.

En voilà les raisons: notre but pour les travailleurs seniors, et je reprends les termes de la motion, n'est pas de les mettre à la retraite une ou deux années plus tôt, mais bien plus de créer les conditions pour qu'ils aient la possibilité de garder ou de reprendre une activité lucrative jusqu'à l'âge de la retraite. D'autre part – et cela a déjà été évoqué – le projet populaire pour une aide sociale efficace sur lequel la population sera appelée à voter l'année prochaine, donc tout bientôt, propose une alternative, soit celle d'avoir recours aux prestations complémentaires pour les personnes qui sont visées par cette motion ou ce postulat. Cette solution nous paraît meilleure que la présente motion. En outre, il n'est pas tout à fait à exclure que les entreprises pourraient même utiliser l'argument de la rente-pont pour «se débarrasser» avec une bonne conscience de travailleurs seniors deux années plus vite. Le groupe évangélique vous propose donc majoritairement de rejeter cette motion, et aussi le postulat.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Es ist absolut richtig, dass jeder Verlust von Arbeit für die Betroffenen ein einschneidendes Ereignis im Leben darstellt. Nicht nur für Menschen kurz vor dem Pensionsalter kann es sehr hart sein, wenn ein solches Ereignis eintritt. Für Menschen kurz vor dem Pensionsalter ist es aber mit Sicherheit nicht einfach, eine neue Beschäftigung zu erhalten. Unser Sozialsystem sieht aber auch für solche Fälle Angebote vor, nämlich via Rentenvorbezug oder via EL. Die Schaffung einer weiteren Kasse würde für den Kanton Bern heissen: neue Kosten, finanzielle Kosten und einen Mehraufwand im administrativen und personellen Bereich. Ich habe mir die aktuellen Arbeitslosenstatistikzahlen des Kantons Bern angeschaut. Es ist leider tatsächlich so, dass die Alterskategorie Ü-50 die grösste ist. Diese Gruppe wird aber in der Statistik noch in drei Gruppen aufgeteilt. Die Motionäre wollen ja für die ausgesteuerten Personen über 62 respektive über 63 Jahre eine neue Rente respektive eben die Übergangsrente einführen. Die aktuellen Zahlen dieser Gruppe, erfasst in der Gruppe 60 und mehr Jahre, sind vom Januar bis Juni 2018 erfreulicherweise gesunken – und zwar von 1111 auf 935 Personen. Über die effektiv ausgesteuerten Personen haben wir ja aktuell keine Zahlen. Dafür haben wir aber in der Junisession meines Wissens das Postulat Gabi Schönenberger überwiesen, wo man das dann anschauen und überprüfen möchte.
Die Einführung einer Überbrückungsrente könnte aber auch missbraucht werden. Weshalb? Ein Arbeitgeber könnte sich den genauen Zeitpunkt der Kündigung ausrechnen, um sich berechnend von einem älteren Arbeitnehmer früher zu trennen. Zwei Jahre Arbeitslosengeld und dann zwei Jahre Übergangsrente würde heissen: Die Finanzierung würde über die öffentliche Hand und über die anderen Arbeitgeber finanziert, und der Arbeitgeber hätte sich von Verpflichtungen freikaufen können und wäre dann fein raus. Ich weiss, das ist eine reine Miss-Mutmassung. Aber leider finden neue Systeme immer wieder neue Lücken, auch für einen Missbrauch. Die BDP-Fraktion will deshalb keine weitere Kasse, denn wie gesagt, bietet unser System gute Möglichkeiten an, der Forderung der Motion zu entsprechen.
Vielleicht noch eine Nebenbemerkung: Das Gesetz über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) kommt ja nun vors Volk. Das Referendum ist zustande gekommen. Dort gibt es auch einen Teil, der sich dieser Problematik annimmt, und nun soll doch das Volk sagen, ob es dort eine Lösung will oder nicht. Und nun möchte ich Ihnen als Unternehmerin einfach etwas auf den Weg geben, damit wir die Arbeitslosenzahlen weiterhin möglichst tief halten können: Kaufen wir alle regional und saisonal ein, berücksichtigen wir alle bei Arbeitsvergaben das lokale, regionale und kantonale Gewerbe, und stimmen wir der moderaten Steuersenkung für juristische Personen zu. So erhalten wir nämlich auch Arbeitsplätze, explizit auch für über 62- respektive 63-Jährige.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrätin Funiciello.

Tamara Funiciello, Bern (SP). Menschen, die älter als 50 Jahre sind und ihren Job verlieren, haben kaum mehr eine Chance, wieder in den Arbeitsmarkt einzusteigen. Nach jahrelangem Hin und Her zwischen der Regionalen Arbeitsvermittlungsstelle (RAV) und schlecht bezahlten Arbeitsstellen landen sie nicht selten auf dem Sozialamt. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion findet es beschämend, dass so etwas in einem reichen Land wie die Schweiz möglich ist, in einem Land, in dem die 300 reichsten Leute im letzten Jahr um 60 Mrd. Franken reicher wurden. Das ist beschämend. Nichtsdestotrotz ist dies eine Realität, die sich nicht von der Hand weisen lässt, und auch wenn die BDP-Fraktion irgendwie an die Arbeitgeber und Arbeitgeberinnen appelliert. Appelle nützen offensichtlich nichts, denn eine Wirtschaft, die sich am Profit orientiert, hat weder Herz noch Verstand und wird nicht von selber einfach auf Lösungen kommen. Das ist eine Tatsache. Deshalb haben wir ja die ausgesteuerten Ü-60-Personen, und es ist in unserer Verantwortung, hier Lösungen für diese Probleme zu finden – und zwar für die Menschen. Vorhin hat irgendjemand in einer Debatte rund ums Oberland gesagt, dass

unsere Gesellschaft sich daran misst, wie es dem schwächsten Glied geht. Diesem geht es im Moment nicht gerade sehr gut.
Die vorliegende Motion wird nicht alle Probleme lösen. Dafür müssten wir uns an einer Wirtschaft orientieren, die sich an den Bedürfnissen der Menschen ausrichtet und nicht am Profit der Wenigen. Man könnte beispielsweise die Arbeitszeit für alle reduzieren. Das würde Jung und Alt dienen, vor allem im Zeichen der Digitalisierung, die vorhin schon genannt worden ist. Heute geht es aber lediglich darum, dass Menschen, die 40 Jahre lang gearbeitet haben, in diesem Land auch in Würde altern können: eine sichere Übergangsrente ohne demütigenden Gang zum Sozialamt und ohne Rentenkürzungen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stellt sich immer hinter die Menschenwürde, und deshalb werden wir die Motion annehmen und laden Sie ein, dasselbe zu tun.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Altersarbeitslosigkeit ist ein wichtiges Thema, und das wird von dieser Motion adressiert. Wir glauben auch, dass dies ein echtes Problem ist. Wir glauben aber nicht, dass das Vorgeschlagene eine gute Lösung ist. Wir sehen hier eher die Wirtschaft in der Pflicht, und wir glauben, dass die Einführung einer neuen Sozialversicherung sogar kontraproduktiv wirken kann, abgesehen davon, dass sie nicht finanzierbar ist. Wir haben vorhin vom Motionär gehört: Bezahlen müssten dies dann die Arbeitnehmer, die Arbeitgeber und der Staat. Das würde also bedeuten, dass wir unsere Bedingungen für die Wirtschaft, für die Unternehmen – das sind genau diejenigen, die diese Leute anstellten sollten – verschlechtern würden. Und wir glaubten dann, dass die Wirtschaft besser laufen würde. Das ist aus unserer Optik ein Trugschluss.
Das zweite Argument, weshalb ich sage, es könne kontraproduktiv sein, ist auch bereits genannt worden. Dies könnte gerade ein Anreiz für die Entlassung von Leuten bieten, weil sie ja dann gerade in eine Sozialversicherung kommen könnten. Man könnte also sagen, dieser gut gemeinte Vorstoss könnte gerade diejenigen, denen er nützen sollte, aus dem Arbeitsmarkt hinausdrängen, weil man diese dann auf Kosten einer Versicherung quasi günstig entlassen könnte. Das wollen wir nicht. Diesen Anreiz wollen wir nicht setzen, dass ältere Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer günstig entlassen werden können. Deshalb glauben wir, dass hier für ein echtes Problem die falsche Lösung vorgeschlagen wird und lehnen deshalb die Motion und auch das Postulat ab.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Ich glaube, wir sind uns einig, dass wir hier über eine sensible Population sprechen, die nicht auf der Sonnenseite des Lebens ist. Aber nichtsdestotrotz: Für diese haben wir verschiedene Gefässe, wie wir auch schon verschiedentlich gehört haben. Wir haben die EL, und ich glaube, wenn man hier nun noch einen weiteren Topf öffnen würde, wird das sicher nicht einfacher. Wie auch schon verschiedentlich gesagt wurde, ist zudem der Anreiz für die frühzeitige Entlassung von Leuten, die man sonst eventuell noch bis zur Pension halten würde, auch grösser, wenn man noch solche zusätzlichen Gefässe zur Verfügung hat. Zudem müssen auch die Voraussetzungen für eine solche Überbrückungsrente zuerst klar definiert werden. Auch dort ist es nicht so einfach: Wo zieht man die Grenze? Welche Leute können von dieser Überbrückungsrente profitieren? Auch der Vollzugsmodus ist mehr unklar als klar, und zuletzt ist es halt auch so, dass der Kanton mit einer solchen Variante schlussendlich auch noch mehr belastet wird. Aus all diesen Gründen wird auch die glp-Fraktion weder die Motion noch das Postulat unterstützen.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor, Regierungsrat Ammann.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Regierung lehnt diese Motion ab. Die Schaffung einer solchen kantonalen AHV-Überbrückungsrente würde für den Kanton Bern eine massive zusätzliche finanzielle Belastung bedeuten. Dies hätte auch einen grossen administrativen Mehraufwand zur Folge. Das ist der erste Punkt.
Zweitens ist die Regierung auch der Auffassung, wie das hier in der Debatte verschiedene Leute gesagt haben, dass man mit den heutigen Möglichkeiten für einen Vorbezug der AHV-Rente auch schon ein Instrument hat, das den Anliegen der Motionärinnen und Motionäre entgegenkommt. Das Bundesgesetz über die Alters- und Hinterlassenenversicherung (AHVG) sieht nämlich die Möglichkeit eines flexiblen Rentenalters vor sowie den Vorbezug der Leistungen der AHV. Allerdings führt ein Vorbezug zu einer lebenslänglichen Kürzung der Altersrente, auch das ist hier gesagt worden. Das heisst also, wenn die Altersrente nachher nicht für den Lebensunterhalt ausreicht, gibt es die Möglichkeit der EL. An den Kosten dieser EL beteiligt sich der Bund. Hingegen hätte bei einer Überbrückungsrente einzig der Kanton diese Last zu tragen. Der Vorteil dort: Es ist klar, dass man auf einen Vorbezug der AHV-Rente verzichten könnte und damit auch keine Rentenkürzung hätte. Der Nachteil der Lösung,

wie sie die Motionäre vorschlagen, ist, dass es dann aber auch keinen Anspruch auf EL gäbe. Das muss ich vollständigkeitshalber auch noch sagen. Noch einmal: Der Kanton hätte die Überbrückungsrente vollständig zu tragen. Das ist nach Auffassung der Regierung vor dem Hintergrund der aktuellen finanzpolitischen Lage nicht umsetzbar. Die Regierung lehnt diesen Vorstoss deshalb ab.

Präsident. Der Motionär wünscht das Wort noch einmal.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). J'entends avec plaisir que vous vous inquiétez tous de cette population. Mais, malheureusement, je constate que vous n'avez pas de nouvelles solutions à leur proposer. Or, c'est bien ce que j'essaie de vous proposer. On me dit, le canton n'a pas les moyens. Je m'excuse, les dernières 20 années, une seule année des chiffres rouges! Sinon, toujours des chiffres noirs. Une entreprise qui fonctionne comme cela, on dit que c'est une entreprise qui va bien. Il ne faut pas dire qu'il n'y a pas l'argent. C'est une question de choix. On choisit de mettre l'argent à une place ou à une autre. Mais il ne faut pas dire qu'il n'y en a pas. Je suis désolé, ce n'est pas vrai. On dit que ces personnes pourraient reprendre une activité lucrative. Mais je vous rappelle qu'elles ont été deux ans au chômage! Pendant deux ans, on ne les a pas voulus! Alors pourquoi, par miracle, tout à coup cela arriverait? En général, je vous rappelle que les personnes qui trouvent un emploi sont les premières à être très contentes d'accepter un emploi. Ce n'est pas parce que vous dites «il faudrait qu'elles aillent retrouver un emploi», non, elles ne vont plus en retrouver. C'est cela, la réalité. Il faut bien l'accepter. Je constate que vous êtes extrêmement méfiants envers les patrons. Je suis de gauche, mais j'ai presque envie de dire que je suis moins méfiant que vous envers les patrons!
Dans le canton de Vaud, cette crainte avait été exprimée exactement de la même manière: l'effet pervers. Mais ce n'est pas du tout le cas. La réalité a démontré qu'il n'y a pas d'explosion. C'est une expérience. Ce ne sont pas de pronostics, ce ne sont pas des envies. Ce n'est pas une lubie. Non, c'est la réalité. Dans le canton de Vaud, il n'y a pas eu d'explosion de ces cas. Ils en sont à 700 personnes qu'ils soutiennent. Evidemment, il faut bien cadrer qui a le droit etc., mais on y arrive, et ces 700 personnes, au lieu de vivre dans l'indigence et devoir aller quémander, eh bien, elles peuvent vivre dignement. Cela me paraît extrêmement important. On dit aussi qu'il y aura beaucoup plus d'administration. Mais, quand vous êtes déjà pris en charge par un responsable au chômage, c'est quand-même assez facile qu'à la fin on dit, «ok, tu n'as plus le droit, maintenant, on passe à cela», et puis, c'est réglé. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Il ne faut pas me dire que cela demande 50 000 heures de travail. Voilà, c'est ce que j'avais envie de vous dire. Donc, pensez à ces gens. Je vous dis que c'est un postulat. On peut y réfléchir. Y réfléchir! Peut-être qu'on ne trouve aucune solution qui est bonne. Mais on peut au moins y réfléchir. Merci.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über ein Postulat. Wer dieses Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	52
Nein	102
Enthalten	0

Präsident. Sie haben das Postulat mit 102 Nein- gegen 52 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.

Geschäft 2017.RRGR.605

Motion 233-2017 Knutti (Weissenburg, SVP)
Grossraubtierproblematik im Kanton Bern muss endlich gelöst werden

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 26: «Grossraubtierproblematik im Kanton Bern muss endlich gelöst werden». Es ist eine Motion von Grossrat Knutti. Die Regierung lehnt sie ab. Ich gebe dem Motionär das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Jetzt kommen wir zu einem leidigen Thema in der Geschichte der Nutztierhalter, und ich habe nie gedacht, dass es bei den Nutztierhaltern so grossen Handlungsbedarf gibt. Daher haben wir im April eine kantonale Vereinigung zum Schutz von Wild- und Nutztieren vor Grossraubtieren im Kanton Bern gegründet, und diese Vereinigung hat nach wenigen Monaten bereits 500 aktive Mitglieder. Unsere Vereinigung hat aber mittlerweile nicht nur Nutztierhalter als Mitglieder, sprich Schaf- oder Geissenzüchter – auch Jäger und zahlreiche Bergführer haben sich bei uns gemeldet und sich uns angeschlossen. Das ist doch ein deutliches Zeichen, dass man hier nicht einfach von Populismus sprechen kann. Ich würde eher meinen, Populismus betreiben diejenigen, die behaupten, das Zusammenleben mit dem Wolf in der Schweiz sei unproblematisch und man müsse sich halt jetzt mit diesem Wolf arrangieren.
Diesen Sommer habe ich zum Thema Grossraubtiere sehr viele Gespräche geführt und sehr viele Nutztierhalter anhören müssen. Sie haben Tiere verloren und standen völlig hilflos und entmutigt da. Ich wurde immer wieder gefragt: Was macht jetzt die Politik, und weshalb erhält man vom Jagdinspektorat keine bessere Unterstützung?
Wir hatten in diesem Sommer auf zwei Alpen grosse Probleme. Eine war die Schangnauer Alp, wo durch den bekannten M76 sehr viele Risse geschehen sind. Der M76 hat laut der Jagdstatistik bereits im Jahr 2017 31 Nutztiere auf dem Gewissen, und dieses Jahr sieht es nicht viel besser aus. – Eine allgemeine Information: Ein Wolf braucht täglich rund 4 Kilogramm Fleisch. Besonders auffallend ist, wie dieser M76 mehrmals ganz nahe, bis 30 Meter, zur Sennhütte gekommen ist, um die Schafe zu reissen. Das kann es nach unserer Auffassung nicht sein.
Der Regierungsrat schreibt in seiner Antwort ausdrücklich, dass das Wolfskonzept beachtet werden müsse. Ich zitiere: «[…] [Das] Konzept Wolf […] sieht im Anhang 5 denn auch explizit den Abschuss von Wölfen vor, die Menschen potenziell gefährlich werden könnten, wie z. B. Wölfe, die ihre natürliche Scheu vor Menschen verloren haben.» Genau dies müsste jetzt mit dem genannten Wolf geschehen, und das Jagdinspektorat hätte jetzt die Gelegenheit, beim Bundesamt für Umwelt (BAFU) eine Abschussbewilligung einzuholen, damit nicht noch mehr Tiere gerissen werden. Man kann sagen, dass der M76 im Durchschnitt wöchentlich im Schangnau zuschlägt.
Noch trüber sieht es in diesem Sommer im Lauterbrunnental aus. Auf der Alp Sous wurden bis am 9. August 21 tote Schafe gefunden, und der Hirte sah keinen anderen Ausweg mehr, als diese Alp zu verlassen. Zu erwähnen ist hier noch, dass in verschiedenen Interviews mit dem Jagdinspektor, dem Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT) sowie dem Regierungsrat keiner von denselben Zahlen gesprochen hat. Das hat mich ein wenig irritiert. Alle haben andere Zahlen verwendet. Tatsache ist aber, auf dieser Alp wurden 21 tote Schafe gefunden. Zudem ist es mit ganz grosser Wahrscheinlichkeit so, dass bei sämtlichen Tieren der Wolf in dieser Herde war und diese Tiere teilweise in den Tod getrieben hat, auch wenn dies jetzt natürlich nicht so ausgelegt wird.
Erfreulich ist aus meiner Sicht, dass der Regierungsrat sich bei der Vernehmlassung zur Revision des Bundesgesetzes über die Jagd und den Schutz wildlebender Säugetiere und Vögel (Jagdgesetz, JSG) für die Regulation ausgesprochen hat. Somit müsste er aber jetzt eigentlich auch die Motion dankend annehmen. Sehr speziell finde ich die Antwort zu Punkt 2 unserer Motion. Uns wurde doch immer gesagt, in der Schweiz würden keine Grossraubtiere ausgesetzt. Aber es gibt die Möglichkeit, beim Bund eine Bewilligung einzuholen. Das zeigt doch deutlich, dass Tiere ausgesetzt werden. Für mich ist der Fall längst klar und deutlich: Die Grossraubtiere sind in den letzten zehn Jahren nicht einfach plötzlich in die Schweiz eingewandert. Tiere werden ausgesetzt – und das in ganz Europa. Schauen wir einmal in Deutschland oder in Österreich, was dort mit den Wölfen abgeht und wo bereits Kälber in den Ställen gerissen werden.
Meine Redezeit ist abgelaufen. Ich bitte Sie aus diesen Gründen: Jetzt müssen wir handeln, jetzt ist es noch nicht zu spät. Diese Problematik mit den Grossraubtieren wird in den nächsten zehn Jahren noch viel extremer werden, unterstützen Sie deshalb diese Motion dringend.

Präsident. Die Mitmotionärin Grossrätin Amstutz hat nun das Wort.

Madeleine Amstutz, Schwanden Sigriswil (SVP). Die Grossraubtierproblematik muss gelöst werden, und heute haben wir die Möglichkeit, einen ersten Schritt zu tun. Unser Kanton ist für eine unbeschränkte Anzahl von Grossraubtieren zu klein. Deshalb braucht es eine Regulierung des Bestands. Sigriswil ist flächenmässig schon anderthalbmal so gross wie der Kanton Basel-Stadt. Das ist gross, aber im Kanton ist es ein kleiner Teil, und wir haben auch schon bei uns grosse Probleme.
Als beispielsweise der Bär gesichtet wurde, hat das bei Wanderern und Bikern Unsicherheit ausgelöst. Aber das grössere Problem ist der Wolf. Auf dem Sigriswilergrat wurden Schafe gerissen, wie an vielen anderen Orten im Kanton Bern. Leider ist das ein grosses Problem für Schaf- und Geissbesitzer und -züchter. Es ist auch nicht gut, dass es so weit kommt, dass Alpen nicht mit Schafen und Geissen bewirtschaftet werden, weil man Angst vor den Grossraubtieren hat. Die Grossraubtierproblematik muss angegangen werden, und deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern: für die BDP-Fraktion Grossrat Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Ich nehme zur Motion Knutti im Namen der BDP-Fraktion Stellung. Ein weiteres Mal befassen wir uns nun im Kantonsparlament mit dem Thema Grossraubtiere. Die Zuständigkeiten sind ganz klar geregelt. Grossraubtiere sind Bundessache, und mit der Annahme der Motion Engler *(M 14.3151, Curia Vista)* hat das nationale Parlament die Möglichkeit geschaffen, dass die Wolfsbestände reguliert werden können. Damit dürften also Wölfe, die allzu grosse Schäden anrichten, auch ganz offiziell abgeschossen werden. Jetzt scheiden sich natürlich die Geister, was unzumutbare Schäden sind. Das Ganze ist halt auch eine sehr emotionale Sache. Hier geht es ja nicht nur um Franken und Rappen. Ein Beispiel: Ein Hobbyschafhalter aus dem Talgebiet gibt vier schöne Schafe zu Berg: Frieda, Rösi, Arnika und Fränzi. *(Heiterkeit)* Wenn dann aus der zusammengewürfelten grossen Herde, die es daraus gibt, ausgerechnet zwei von seinen vier Tieren gerissen werden, dann hat dieser Besitzer einen Schaden von 50 Prozent und kann mit Fug und Recht in der Dorfbeiz poltern, die Hälfte seiner Schafe sei auf dem Berg gerissen worden. Der emotionale Schaden ist gross, weil dieser Besitzer seine Schafe eben noch mit Namen kennt und sie gerne hat.
Nun aber wieder ganz seriös: Lieber Thomas Knutti, es gibt auch noch die andere Seite. Ein Verwandter von mir sömmert im Simmental eine Herde von 2000 Schafen mit vier Herdenschutzhunden, im Gebiet zwischen Oberwil und den Freiburger Alpen, also im Wolfsgebiet. Sein Problem ist die Haltung der Hunde im Winter und nicht der Wolf. Das ist das Spezielle, und dort muss man den Motionären auch etwas ein wenig zu Gute halten: Der Herdenschutz ist tatsächlich sehr aufwendig. Die Sache mit den Herdenschutzhunden ist nicht einfach. Diese müssen nämlich auch im Winter irgendwo sein. Es gibt das Beispiel Rüeggisberg, das in allen Medien gekommen ist. Diese Hunde machen im Winter ausserordentlichen Lärm, sie bellen jedes Mal, wenn jemand vorbeikommt. Zudem müssen sie in der Nähe von Schafen sein. Diese Herdenschutzhunde sind manchmal fast ein wenig Schafe. Das ist gar keine einfache Sache. Für die Betroffenen ist die ganze Sache sehr mühsam und ärgerlich; das kann ich als Bauer sagen.
Die BDP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss trotzdem ab. Die Zuständigkeiten sind einfach beim Bund, und wir hoffen, dass man in Zukunft das richtige Augenmass und die Balance zwischen zumutbaren, bezahlbaren Schäden und der Existenz des wildlebenden Wolfs findet.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Die Fraktion der Grünliberalen hat durchaus Verständnis für die Tierhalter, für die solche Wolfsrisse sicherlich mit viel zusätzlichem Aufwand und Emotionen verbunden sind. Schliesslich schliesst man seine Nutztiere ins Herz. Trotzdem sind wir der Meinung, dass Grossraubtiere einen Platz in der Natur haben dürfen und nicht nur im Zoo zu bestaunen sein sollten. Ein friedliches Zusammenleben ist möglich. Deshalb ist es umso wichtiger, dass Tierhalter den Herdenschutz weiterhin verbessern, so wie es in anderen Kantonen auch zu funktionieren scheint. Zudem sind wir der Meinung, dass es keine Ausrede ist, dass der Bund für den Erlass von rechtlichen Bestimmungen für Schutz und Regulation der Grossraubtiere zuständig ist. Vielmehr ist dies ein Fakt, und es gilt ihn zu befolgen.
Ich bin selber direkt am Waldrand aufgewachsen und kann nicht verstehen, wie man mit dem Schutz der Bevölkerung argumentieren kann, da Interaktionen von Grossraubtieren mit Menschen höchst selten sind. Wenn man etwas für den Schutz der Bevölkerung tun will, sollte man seine Ressourcen eher bei der Prävention von Unfällen – beispielsweise im Strassenverkehr – einsetzen, denn dort gibt es tatsächlich noch Handlungsbedarf.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Ob auf Deutsch oder auf Französisch, ob im Kanton Bern oder im Kanton Wallis, la question du loup divise et fait monter les émotions, elle fait beaucoup parler et couler beaucoup d'encre. La problématique n'est pas simple. Le groupe évangélique, cependant, a, comme à son habitude, tient aussi dans ce domaine à contribuer à prendre des décisions factuelles et applicables dans le sens, nous demandons le vote point par point, et nous rejetterons les trois premiers à une grande majorité. Nous les rejetterons parce que simplement, comme le signifie le Conseil-exécutif dans sa réponse, ces points ne relèvent pas de la compétence cantonale.
Par contre, nous sommes prêts, majoritairement, à soutenir le point 4. Nous partageons l'avis du Conseil-exécutif que les mesures de protection de troupeaux peuvent encore clairement être améliorées. Cela a déjà été dit, ce n'est pas si simple. Cependant, il nous semble important de considérer le travail effectué par les agriculteurs de montagne et l'importance de l'utilisation des pâturages en montagne. Il est clairement trop simple de donner des leçons à la «y'a qu'à», surtout de la part de personnes qui ne se sont jamais occupé de bétail et encore moins dans des conditions particulièrement difficiles. Sur le plan émotionnel, en tant qu'agriculteur, craindre et subir une attaque de loup, au niveau de vos sentiments, c'est comparable à ce que vous ressentez quand un membre de votre famille est en danger. Bien sûr, on va certainement me reprocher que là, j'utilise les émotions. Peut-être, c'est vrai. Mais n'empêche, il me paraît utile que ceux qui veulent à tout prix protéger le loup se rendent compte un minimum de ce que vivent les détenteurs de bétail, des détenteurs d'animaux qui subissent ces attaques. Notre groupe soutiendra donc majoritairement la demande formulée au point 4, soit, que le canton s'engage pour que le nombre d'animaux que le loup doit tuer pour accorder une autorisation de tirer soit fortement diminué.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Lieber Thomas Knutti, ich bin nun nicht ganz sicher, ob ich ein Populist bin, weil ich für den Wolf bin oder nicht. Aber ich halte nun doch einmal mein Votum. Bei den erwähnten Wolfsübergriffen wurden im Jahr 2017 63 Schafe und 2 Geissen durch einen Wolf getötet. Das war das absolute Spitzenjahr, wie wir lesen konnten. Aber das ist nur ein Bruchteil von all den Schafen, die abgestürzt, durch Blitzschlag oder durch Krankheiten umgekommen sind oder einfach nicht mehr gefunden wurden.
Von 2013 bis 2016 wurden pro Jahr sechs bis sieben Schafe gerissen, und wie wir auch in der Antwort lesen konnten, ist der Herdenschutz nicht gescheitert, wie man das in der Motion lesen kann. Wenn sich der Wolf als Raubtier wieder etablieren kann, werden auch die Schafe zu ihrem natürlichen Fluchtinstinkt zurückfinden. Zudem verhindern schlecht installierte Zäune genau diese Flucht, oder schlecht installierte Zäune verhindern respektive begünstigen eben, dass der Wolf überhaupt zu diesen Tieren kommt. Das Problem der Schafe und der Alpen ist wohl viel weniger der Wolf als vielmehr der Fleischmarkt, wo die Preise viel zu tief sind, sodass dies eigentlich dem Schaf respektive dem Tier in keiner Art und Weise gerecht wird.
Ich wandere gerne und fände es eigentlich noch spannend – ich habe das zwar noch nie erlebt –, wenn ich auf einer meiner Wanderungen doch einmal einen Luchs, einen Wolf oder vielleicht sogar einen Bären sehen würde, und ich kann Ihnen sagen, das könnte durchaus auch eine touristische Attraktion sein.
Der Wolf ernährt sich sicher nicht nur von Schafen, sondern auch von Wildtieren, die in den Bergen heimisch sind. Das hat wiederum den positiven Effekt, dass die Tiere dank Wolf und Luchs ein gesünderes und natürlicheres Verhalten an den Tag legen. Deshalb lehnt die grüne Fraktion die Motion ab. Vielen Dank für die Aufmerksamkeit.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Zybach.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich habe mir vorhin überlegt, ob dies wirklich eine solche Touristenattraktion wäre, und ich gebe zu, selbst wenn ich Ursula heisse, also kleine Bärin, ist die Vorstellung eines grossen Bären vis-à-vis keine, die ich touristisch suchen würde, und auch den Wolf suche ich nicht. Aber: Wolf, Luchs und Bär sind streng geschützte Tiere. Ihre Anwesenheit hat Risiken für Mensch und Tier, und ich denke, wir müssen wirklich lernen, damit umzugehen. Es gibt Völker, die das mit Krokodilen, Löwen und Elefanten tun müssen, und ich glaube, wir schaffen es, dass wir hier auch mit Wölfen, Luchsen und Bären klarkommen. Ein totes Schaf heisst nicht, dass es von einem Wolf gerissen wurde, und es ist sehr spannend, dass man das aufgrund des Speichels oder anderer Spuren, die der Wolf hinterlässt, beweisen kann. Deshalb kann man nachher auch nachweisen, welcher Wolf wirklich was gemacht hat. Ich glaube, dort muss man sogfältig hinschauen. Sind es wirklich gerissene Schafe, oder sind es manchmal auch Schafe, die heruntergefallen sind, weil sie Angst vor

irgendetwas anderem hatten, weil sie wegen einem Velo erschrocken sind oder was auch immer? Damit bin ich auch gleich beim Stichwort Verkehr. Eines der grossen Risiken für die Schafe ist auch der Verkehr. Der Leitfaden des Bundes für die Kantone ist meines Erachtens ein sehr gutes Instrument. Daran gilt es festzuhalten. Die Massnahme «Herdenschutzhunde» ist etwas Gutes, das kann man steigern, und den Strukturwandel kann man nicht einfach dem Wolf unterjubeln. Dahinter stecken noch ganz andere Gründe. Kurz: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird dieser Motion nicht zustimmen.

Ueli Gfeller, Schangnau (SVP). Als Fraktionssprecher und auch als Betroffener bin ich hier ein wenig in einer Doppelrolle. Ich gehe seit 55 Jahren auf die Alp Tannisboden hinter dem Kemmeriboden, und ich weiss, wovon ich spreche, wenn es um dieses Thema geht. Ich war sowohl in diesem Sommer wie auch 2012 von tödlichen Wolfsrissen betroffen, und diese sind nachweisbar, Frau Zybach. Das wurde klar erhoben. Mit den Emotionen bringt man das Ganze eigentlich nicht weg. Wenn man so etwas erlebt, wenn es einen selber trifft, wenn man hinzukommt, wenn ein Tier elendiglich «verreckt» – ich kann es nicht anders sagen –, in den letzten Zügen liegt, ist das etwas ganz anderes. Das muss man zuerst auch verarbeiten, und das braucht viel Zeit.
Werte Kolleginnen und Kollegen, gerne würde ich Sie alle einladen und Ihnen einmal zeigen, dass eben Herdenschutz mit Hunden oder auch mit Zäunen nur sehr beschränkt und nicht an allen Orten einsatzfähig ist und auch nicht immer funktioniert. Aber vor allem möchte ich Ihnen auch zeigen, dass das Beweiden dieser Alpen und Steilhänge sehr wichtig ist. Jedes Jahr ziehen Hunderte von Älplern alleweil im Kanton Bern, aber auch in der ganzen Schweiz, auf die Alpen. Sie gehen nicht nur zur Freude dort hinauf. Klar entwickelt sich in all den Jahren ein Bezug zur Natur, zum Alpgebiet. Das ist ja auch schön. Es ist aber ein Teil ihres Einkommens, und sie machen dies auch aus Überzeugung. Sie leisten einen ganz grossen, unverzichtbaren Beitrag für die Allgemeinheit. Ich denke da vor allem an den Tourismus – er wurde vorhin angesprochen, wenn auch nicht im gleichen Zusammenhang –, an die Wanderer, an die Biker, aber auch an all die Menschen, die sich je länger je mehr von Stress und Hektik erholen wollen und in solche Gebiete hinausgehen, um dort Kraft zu tanken.
Wir sind erst am Anfang dieses grossen Problems. Das Konzept Wolf Schweiz muss überarbeitet werden. Das Zusammenleben mit dem Wolf stellt die Bewirtschafter und Älplerfamilien vor grosse Herausforderungen. Die Bestossung von Alpen und Steillagen ist sehr wichtig und nachhaltig. Sie darf nicht vernachlässigt werden. Der Kanton Bern kann hier ein Zeichen setzten. Die SVP-Fraktion stimmt dieser Motion mit wenigen Gegenstimmen grossmehrheitlich zu.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Die EDU-Fraktion unterstützt diese Motion. Die zehn aufgelisteten Standorte von Wolfsrissen in einem Jahr sind für uns erschreckend. Das Raubtier Wolf ist in seinem Schutzstatus herunterzusetzen. In unserem Kanton haben wir zu wenig Wildnis, als dass sich der freilaufende Wolf rechtfertigen würde. In der Antwort des Regierungsrats stört mich ein Satz ganz besonders. Ich zitiere: «Nach langer Abwesenheit des Wolfs muss sich die Bevölkerung, allen voran die Halterinnen und Halter von Schafen und Ziegen, wieder auf eine regelmässige Wolfspräsenz einstellen.» Das ist eine heikle Aussage, Herr Regierungsrat. Wenn sich der Wolf nicht bei uns integrieren will, dann soll er hier auch kein Bleiberecht haben! *(Heiterkeit und Applaus)* Als Kanton Bern sollten wir hier nun handeln. Ich empfehle Ihnen: Annahme der Motion.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Leider sind meine paar Sätze, die ich nun sage, von kleinerem Unterhaltungswert als diejenigen von Ernst Tanner. Herzlichen Dank! Ich mache es sehr kurz. Ich glaube, die Problematik der Diskussion, die wir hier führen, wird durch die Regierung in ihrer Antwort auf fünf Zeilen in einer zutreffenden Art und Weise zusammengefasst. Ich verweise auf Ziffer 1, ziemlich zuunterst auf Seite 3 von 4. Dort sagt der Regierungsrat Folgendes, ich zitiere: «Die Zuständigkeit zum Erlass von rechtlichen Bestimmungen für den Schutz und die Regulation der Grossraubtiere liegt ausschliesslich beim Bund.» Schlussfolgerung: Der Kanton Bern ist nicht in der Lage und befugt, hier irgendwelche Bestimmungen zu erlassen. Ich setze das Zitat fort: «Im Rahmen der laufenden Revision der eidgenössischen Jagdgesetzgebung wird auch über den Schutzstatus des Wolfes und den zukünftigen Umgang mit dieser Tierart diskutiert.» Die Überlegungen und Probleme, die Thomas Knutti hier angesprochen hat, werden also auf der zuständigen Ebene bei der Revision des JSG diskutiert. Der dritte Satz des Zitats lautet: «Der Regierungsrat des Kantons Bern hat einer Regulation der Wolfsbestände im Grundsatz zugestimmt.» Also: Der Regierungsrat verschliesst sich der Problematik nicht einfach und sagt, das sei kein Problem, gehen wir zur Tagesordnung über. Vielmehr hat er sich bereits in der Vernehmlassung dafür eingesetzt, dass man diesem Problem nachgeht, aber auf der richtigen Ebene, auf der Bundesebene. Es kann nicht sein, dass in der Schweiz

nachher jeder Kanton sein eigenes Wolfskonzept hat und nach mehr oder weniger einleuchtenden Kriterien entscheidet, ob nun ein Wolf abgeschossen werden kann oder nicht.
Basierend auf diesen einleuchtenden Argumenten beantragt Ihnen die FDP-Fraktion die Ablehnung dieses Vorstosses, und sie geht klarerweise davon aus, dass der Kanton dann, wenn die entsprechenden gesetzlichen Bestimmungen auf Bundesebene einmal geändert worden sind, diese Gesetzgebung auf zweckdienliche Art und Weise umsetzen wird.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern: Grossrat Wandfluh, SVP.

Ernst Wandfluh, Kandergrund (SVP). Ich bin mir bewusst, dass die Wölfe und die Grossraubtierproblematik eine eidgenössische Vorlage sind und dies auf dem eidgenössischen Parlament gelöst werden muss. Die Alpwirtschaft hat in unserem Kanton eine lange Tradition und gehört zu unserem Brauchtum. Ich bewirtschafte selber eine Schafalp oberhalb von Kandersteg und weiss deshalb auch, wovon ich spreche. Die Schafalpen im Berner Oberland sind sehr gross, eine Grösse zwischen 300 und 500 Fussballfelder ist keine Seltenheit. Die Schafe dort zu schützen ist alles andere als einfach. Der Aufwand, den man betreiben muss, um unsere Schafe zu schützen, wird so gross, dass eine kostendeckende Bewirtschaftung unserer Berge nicht mehr möglich sein wird.
Die Bewirtschaftung der Alpen ist sehr wichtig; das haben wir heute gehört: Tourismus, Verbuschung und der Erosion wird erfolgreich entgegengetreten. Die Alpwirtschaft ist je länger je mehr unter Druck, und wir müssen aufpassen, dass unsere Alpen weiterhin bewirtschaftet werden. Wir stehen kurz davor, dass viele Berge nicht mehr bewirtschaftet werden. Das kommt faktisch einer Enteignung gleich.
Unsere Tiere haben bei uns Tierbesitzern Familienanschluss. Es sind unsere Freunde. Wir leben mit unseren Tieren, wir pflegen sie, und wir lieben sie. Stellen Sie sich Folgendes vor: Sie gehen zu Ihren Tieren auf die Alp, eine absolut heile Welt. Wenn Sie zu Ihren Tieren kommen, merken Sie, dass etwas nicht stimmt. Sie sind verstört. Sie beginnen, sie zu suchen. Das kann einen Tag oder auch zwei Tage dauern, und wenn es Nebel hat, noch länger. Einen solchen Sommer wie dieses Jahr, als es oft schön war, haben wir nicht jeden Sommer. Wenn ein Wolf Schafe tötet, dann beisst er zu, bis es sich nicht mehr bewegt. Das heisst, wenn er die Schafe findet, ist eines tot und vielleicht vier oder fünf verletzt. Das humanste, das er machen kann ist, sie zu erlösen.
Jetzt stellen Sie sich vor, das sei Ihre geliebte Katze oder Ihr geliebter Hund. Wenn Sie solches sehen, können Sie vielleicht auch verstehen, weshalb wir so emotional reagieren. Ich bitte Sie im Namen von uns Älplern, diese Motion zu unterstützen.

Ueli Abplanalp, Brienzwiler (SVP). Ausserhalb dieses Rathauses hat man ab und zu gehört, es gehe darum, die Grossraubtiere auszurotten. Davon distanziere ich mich ganz klar. Aber für die Grossraubtierproblematik muss man dringend eine Regelung finden. In der Regierungsratsantwort wird auf die Berner Konvention verwiesen. Sie wurde am 19. November 1979 hier in diesem Rathaus unterzeichnet und am 1. Juni 1982 ratifiziert. Damals gab es noch keine Wölfe in der Schweiz. Dort wurde von ausgestorbenen und vom Aussterben bedrohten Raubtieren gesprochen. Der Wolf ist aber mittlerweile leider in der Schweiz und vor allem auch im angrenzenden Alpenraum etabliert.
Aus meiner Sicht muss der Wolf vom Status «streng geschützt» zu neu «geschützt» eingestuft werden. Damit kann man auch eine Regulierung bei weniger grossen Schäden ermöglichen. Als Schaf- und Geissenhalter ist es sehr bitter, gerissene und teilweise noch schwer verletzte Tiere vorzufinden und zu wissen, dass ihr Mörder noch frei herumläuft, ungerechtfertigt, gesetzlich geschützt.
Es ist keinesfalls so, dass alle Wölfe Nutztiere reissen. Aber wenn wir die wenigen Tiere, die Schäden verursachen, aus diesem Bestand herausnehmen können, wird das Verständnis unter uns Landwirten und Nutztierhaltern wachsen, und man kann ein erfolgreiches Zusammenleben ermöglichen. Die vorliegende Motion trägt zu einer solchen Regelung unmissverständlich bei. Ich bitte Sie, besonders im Namen der Schaf- und Geissenhalter aus dem Berner Oberland-Ost, aber auch aus dem ganzen Kanton Bern, diese Motion zu unterstützen. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

Präsident. Ich gebe dem Volkswirtschaftsdirektor das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die Regierung lehnt diese Motion ab, muss sie ablehnen. Mit Bezug auf die Regierungsantwort hat Grossrat Hansueli Gfeller auch erklärt weshalb: Wir sind nicht zuständig. Wenn man allerdings in diesem Sommer die Medien gelesen und die Bilder betrachtet hat, dann kam man nicht um die Grossraubtierproblematik herum, namentlich auch nicht um den Wolf: Bilder von toten Schafen, Risszahlen, die herumgeboten wurden, und teilweise happige

Vorwürfe an die Verwaltung, namentlich an die Wildhut. Emotionen waren im Raum, nicht nur auf dem Papier, und ich spreche nicht von den Emotionen hiervon betroffener Schafhalter, die dies als Redner am Pult eindrücklich erklärt haben. Dafür habe ich grösstes Verständnis.
Weniger Verständnis habe ich dafür, wenn man mit Emotionen Wahlkampf macht. Deshalb halte ich mich an die Fakten und korrigiere Ihnen gerne gewisse Zahlen. Im Kanton Graubünden gibt es 23 Wölfe, im Kanton Bern deren 2. Wir haben in diesem Jahr 25 gerissene Tiere, und darin sind auch diejenigen bereits eingerechnet, von denen wir die Bestätigung durch DNA-Proben noch nicht haben. Wir haben im letzten Jahr 65 Tiere gehabt. Jährlich gehen auf Berner Alpen rund 400 Schafe ab – ohne Einwirkung des Wolfs, sondern durch Steinschlag, Absturz, Blitzeinschlag, Krankheiten und so weiter.
Es gibt im Moment keinen Wolf im Siedlungsgebiet. Es gab eine einzige Sichtung im letzten Jahr. Das war ein Jungwolf in der Gemeinde Belp, den man dann sofort, unmittelbar nachdem man ihn sah, vergrämt hat, und seither wurde dieses Jungtier nie mehr gesehen. Im Kanton Bern wurden keine Tiere ausgesetzt, schon gar nicht unter Einwirkung oder Anweisung der Berner Regierung. Beim Bären wie beim Luchs – und das gilt auch für den Wolf – haben wir es mit international streng geschützten Tieren zu tun. Zudem wurde richtig gesagt – und ich kann das nur unterstreichen –, dass der Umgang mit diesen Tieren auf Stufe Bund, also im Bundesrecht, geregelt ist. Damit gibt der Bund auch vor, unter welchen Voraussetzungen man einen Wolf erlegen kann. Das ist die Ausgangslage.
Zu den Vorwürfen an die Verwaltung: Es gibt einen Spielraum, und es gibt auch Vollzugsaufgaben, die der Kanton hat. Aber ich kann Ihnen hier versichern, dass meine Leute von der Wildhut im Rahmen von dem, was sie können, das Möglichste tun. Wir schauen nicht einfach zu, aber ich kann nicht einen Wildhüter auf eine Alp schicken und sagen: «Wenn Sie einen Wolf sehen, dann erschiessen Sie ihn.» Wir können beim Herdenschutz mithelfen. Ich habe in diesem Sommer eine befristete Stelle bewilligt. Wir müssen dort mehr tun. Wir wollen mehr tun, und wir wissen, dass wir mit Herdenschutz nicht überall zu guten Lösungen kommen. Wir sind ja nicht naiv.
Wir sind auch bei den Rissmeldungen sofort vor Ort, und das betrifft wieder die Wildhut, das sind ja die Frontleute. Wir überwachen den Wolfsbestand und schauen, dass wir mit den Anspruchsgruppen in Kontakt sind. Es gibt ja seit mehreren Jahren die «Kerngruppe Umgang mit dem Wolf BE (Kerngruppe Wolf)», in welcher alle diese Anspruchsgruppen vertreten sind. Dort spricht man miteinander, datiert sich über die Probleme auf, über Lösungsmöglichkeiten und das weitere Vorgehen. Erwähnt worden ist auch, dass sich die Regierung im Rahmen des Vernehmlassungsverfahrens zum JSG auch zu diesem Thema geäussert hat. Das ist das, was wir tun, und das ist das, was wir tun können. Was wir nicht tun können, ist, die Forderungen des Vorstosses zu erfüllen, und deshalb lehnt die Regierung diesen Vorstoss ab.

Präsident. Der Motionär wünscht noch einmal das Wort: Grossrat Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Ich habe eigentlich etwas mehr Widerstand erwartet und bin in diesem Sinne erfreut, dass diese Problematik anerkannt und von vielen Sprecherinnen und Sprechern gut aufgenommen wurde. Mich hat natürlich gefreut, dass gerade zwei Frauen der SP vor Kurzem eine solche Alp besichtigt haben. Das ist doch einfach ein Zeichen, dass ihnen nicht gleichgültig ist, was in unseren Bergen bezüglich dieser Geschichte abgeht.
Noch zwei oder drei Dinge: Die Zuständigkeit ist genannt worden. Das ist richtig. Die Zuständigkeit liegt nicht hundertprozentig hier bei uns. Aber wenn man diesen Vorstoss heute überweisen würde, könnte man damit ein Signal Richtung Bund aussenden, dass wir eben nicht einverstanden sind und man gewisse Korrekturen machen sollte. Zum Herdenschutz: Das ist eine Sache, die viele nicht wissen. Es gibt eine Studie, die belegt, dass man auf 60 Prozent der Alpen gar keinen Herdenschutz betreiben kann. Dies ist nicht möglich, denn diese sind im Felsen, in den Steinen, und dort können Sie nicht einfach zäunen. Deshalb ist es ein wenig eine Illusion, einfach zu denken, diese Bauern sollten doch Herdenschutz betreiben. Der Aufwand ist viel zu gross, und es ist nicht umsetzbar. Es betrifft eben dann genau die Bauern, die sich jetzt sagen: «Nein, dann höre ich auf. Dann wird es mir zu viel.» Zur Koexistenz: Mit der Koexistenz kann ich leben. Aber wenn ein Wolf zu reissen beginnt, dann ist meines Erachtens die rote Linie überschreiten.
Frau Kollegin Zybach muss ich schon noch etwas sagen: Wenn man diese Fotos sieht, die ich gesehen habe, und man sich etwas mit der Thematik befasst, dann kann man nicht behaupten, es könnte doch noch von einem Velo gewesen sein, und die Aussage «Ja, wir schaffen das!» wurde vor einigen Jahren in Deutschland gemacht. Ich weiss nicht, ob das heute noch so gesagt würde. Hansruedi Saxer hat es gesagt: «Die Zuständigkeit ist nicht hier.» Wenn es eine punktweise Abstimmung geben

soll, dann könnte man wenigstens Punkt 4 überweisen, wo man verlangt, «dafür zu sorgen, dass das Wolfskonzept Schweiz gelockert» wird. Ich denke, dazu könnte man vom Kanton aus die Zustimmung geben, und ich würde mich freuen, wenn sich noch der eine oder andere überwinden könnte, diesem Punkt zuzustimmen.

Präsident. Damit hat der Motionär eine punktweise Abstimmung verlangt. Das machen wir natürlich. Wer die Ziffer 1 dieser Motion überweisen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	46
Nein	102
Enthalten	1

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 abgelehnt mit 102 Nein- gegen 46 Ja-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wer die Ziffer 2 überweisen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	47
Nein	101
Enthalten	2

Präsident. Die Ziffer 2 haben Sie mit 101 Nein- gegen 47 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen abgelehnt. Wer die Ziffer 3 der Motion überweisen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	42
Nein	101
Enthalten	5

Präsident. Sie haben die Ziffer 3 abgelehnt mit 101 Nein- gegen 42 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen. Wer die Ziffer 4 überweisen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 4)

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	55
Nein	87
Enthalten	7

Präsident. Sie haben auch die Ziffer 4 abgelehnt mit 87 Nein- gegen 55 Ja-Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Ich begrüsse noch eine Gruppe auf der Tribüne. Es ist eine Delegation der Jungen Grünliberalen des Kantons Bern. Recht herzlich willkommen zu unserer Abendsession. Ich hoffe, Sie können sich gut amüsieren beziehungsweise etwas aufnehmen und mitnehmen. Herzlich willkommen! *(Applaus)*

Geschäft 2017.RRGR.611

Motion 235-2017 Etter (Treiten, BDP)
Werke der Juragewässerkorrektionen zur Sicherung der landwirtschaftlichen Produktion von hochwertigen Lebensmitteln erhalten und optimieren
Richtlinienmotion

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 27. Das ist eine Richtlinienmotion, eingereicht von Grossrat Etter. Die Regierung hat diese punktweise beantwortet. Wir führen eine reduzierte Debatte, und ich gebe dem Motionär das Wort.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Für die langfristige Sicherung der Produktionsmöglichkeiten im Seeland braucht es punktuelle Verbesserungen der früheren Werke. Ich betone: Diese Motion verlangt keine neue Juragewässerkorrektion. Das ist eine wichtige Vorbemerkung. Wir müssen uns heute aber die Frage stellen, welches Seeland wir in dreissig oder in fünfzig Jahren haben wollen. Ziel der Massnahmen ist die langfristige Erhaltung des Seelands als Lebensraum, Erholungsgebiet und als Arbeitsstätte für die nächste, aber auch für die übernächste Generation. Was verlangt diese Motion? – Sie enthält drei Punkte: Erstens: die Sicherung der landwirtschaftlichen Produktion; zweitens: das Einleiten von Schritten, bei denen der Kanton Bern bei der Planung eine führende Rolle zwischen dem Bund, den Nachbarkantonen und den betroffenen Gemeinden einnimmt; drittens: die Anpassung der Gesetze. Ich nehme es vorweg: Punkt 3 ziehen wir zurück.
Zu Punkt 1: «Sicherung […] der landwirtschaftlichen Produktion[…] durch eine nachhaltige Nutzung der natürlichen Ressourcen […]». Das ist doch eine ganz natürliche Forderung. Das Seeland ist eines der wichtigsten Vorranggebiete für die einheimische Ernährungssicherheit der Schweiz. Es gibt hier kaum ein Spannungsfeld zwischen landwirtschaftlicher Produktion und Naturschutz, wie die Regierung in der Antwort schreibt. Es gibt nur ein Miteinander. Weit über 100 Hektaren Öko-Flächen wurden ausgeschieden und zahlreiche Vernetzungsprojekte realisiert. Ziel ist es, die Anforderungen von Schutz und Nutzen in Einklang bringen. Punkt 2 verlangt, dass der Kanton Bern eine Koordinationsfunktion unter den Gemeinden, den Nachbarkantonen und dem Bund einnimmt, also eine Leaderfunktion. Ich bitte Sie, Punkt 1 als Postulat zu überweisen. Wir wandeln alles in ein Postulat. Aber schreiben Sie bitte nicht ab, denn wir stehen am Anfang. Bei Punkt 2 halten wir an der Motion fest, und Punkt 3 ist zurückgezogen.

Präsident. Ich gebe dem Mitmotionär das Wort, Grossrat Ruchti.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Wenn Sie heute durch das Seeland fahren, durch den «Gemüsegarten», wie er heute auch genannt wird, ist das nicht immer so gewesen. Vor der ersten Juragewässerkorrektion war das ganze Seeland eigentlich das Armenhaus des Kantons Bern oder sogar der ganzen Schweiz, und es gab dort Seuchen. Das ist nachher durch die Juragewässerkorrektion besser geworden. Nun sind diese Werke rund 130-, 140-jährig, und sie kommen in ein Alter, wo sie nicht mehr ganz funktionieren. Heute Morgen haben wir einen Kredit gesprochen, um dreissigjährige Gebäude in Witzwil zu erneuern. Genauso kann man hier auch sagen, nach 130, 140 Jahren müsse etwas gehen. Ich glaube, damit ist auch der Regierungsrat einverstanden. Es besteht nämlich ein Landwirtschaftsbericht von 2014, worin Planungen vorgesehen sind. Daraus resultierten 11 Massnahmenblätter, und die Hochschule für Agrar-, Forst- und Lebensmittelwissenschaften (HAFL) hat heute ein Konzept über die Bodenfruchtbarkeit in Arbeit.
Die Regionalkonferenzen, Teilkonferenzen Seeland Biel/Bienne werden regelmässig darüber informiert, was dort vor sich geht. Die Bodenkarte über 6000 Hektaren im Kanton Bern und Freiburg liegt auch vor. Die Resultate liegen vor, und alle sagen: «Hier ist Handlungsbedarf». Ich habe hier als Mitmotionär geholfen, weil ich das Gefühl habe, nun sei der Zeitpunkt wirklich da, dass der Kanton

Bern den Lead übernehmen muss, um in diesem ganzen Seeland mit dem Kanton Freiburg und vielleicht sogar Waadt und Neuenburg die Massnahmen der Juragewässerkorrektionen wieder einmal näher anzuschauen und voranzutreiben. Denn das muss Bundessache werden. Das kann nicht der Kanton Bern alleine machen. Das muss Bundessache werden, aber der Kanton Bern muss hier den Lead übernehmen, und deshalb beantrage ich Ihnen, Punkt 1 als Postulat zu überweisen und die Abschreibung zu bestreiten.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die glp-Fraktion: Grossrat Stocker.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Wir Grünliberalen teilen die Sorgen der Motionäre um die Sicherung der landwirtschaftlichen Produktion im Grossen Moos. Die Landwirtschaft ist ein wichtiges Standbein des Seelands. Wir finden es aber interessant, dass diejenigen, die jetzt Forderungen nach Massnahmen zu ihren Infrastrukturprojekten und neuen Gesetzgebungen mit dem Klimawandel begründen, aus der gleichen politischen Ecke kommen, wie diejenigen, die den Klimawandel in der Vergangenheit geleugnet haben. Das ist der Beweis, dass man die Klimaerwärmung in den vergangenen Jahrzehnten zu wenig ernst genommen hat. Ich hoffe, dass sich die bürgerlichen Parteivertreter in Zukunft die Wichtigkeit der Ökologie mehr vor Augen führen. Es besteht viel Handlungsbedarf, und wir sind froh, dass sich wenigstens der Regierungsrat auch seiner ökologischen Verantwortung bewusst ist. Ebenso begrüssen wir das wissenschaftliche Vorgehen. Deshalb werden wir dem Antrag des Regierungsrats folgen.

Beat Bösiger, Niederbipp (SVP). Für die Region Seeland, insbesondere das Grosse Moos ist eine gut funktionierende Infrastruktur der Wasserregulierung sehr wichtig. Durch die beiden realisierten Juragewässerkorrektionen hat man das grosse Gebiet für die landwirtschaftliche Produktion urbar gemacht. Im Grossen Moos wird etwa 20 Prozent des Schweizer Gemüses produziert. Zusammen mit den Ackerkulturen ist das Gebiet für die Ernährungssicherheit von nationaler Bedeutung. Die bestehenden Kanäle sind wichtig für die Entwässerung und Bewässerung dieser landwirtschaftlichen Kulturen. Nach fünfzig Jahren muss man diese Infrastruktur unterhalten, und sie muss saniert werden. Die Fraktion der SVP nimmt die Antwort des Regierungsrats zur Kenntnis und wird wie folgt befinden. Ziffer 1: Annahme als Postulat ohne Abschreibung. Ziffer 2: Annahme als Postulat.

Kilian Baumann, Suberg (Grüne). Unsere Fraktion ist auch der Meinung, dass es weiterhin möglich sein muss, im Dreiseenland Nahrungsmittel zu produzieren. Aber: Seit Jahren wissen wir, wie wir gegenwärtig im Dreiseenland Nahrungsmittel produzieren. Der Boden wird kaputtgemacht und – ich muss es leider etwas überspitzt formulieren – das Wasser verschmutzt. Trotz Warnungen hat man den Boden über Jahre sehr intensiv genutzt, sodass er sich immer mehr abgesenkt hat. Man fährt mit schweren und grossen Maschinen über diese Böden, und man hat nie oder zu wenig Humusaufbau betrieben und zu wenige entsprechende Fruchtfolgen gemacht. Vielmehr hat man sehr intensiv produziert, bis es jetzt teilweise einfach fast nicht mehr geht: Man ist auf der Seekreide unten.
Über Jahre gingen die Gewinne an die Privaten, an Bauern, Verarbeiter, Händler und grossmehrheitlich wahrscheinlich an Grossverteiler. Jetzt, wo der Boden ausgelaugt ist, soll die Allgemeinheit, der Staat, kommen und den Schaden übernehmen beziehungsweise diese Böden wieder reparieren oder aufwerten. Es gibt ja Kreise, die bereits eine Milliardenforderung für eine sogenannte dritte Juragewässerkorrektion stellen.
Für unsere Partei, aber ich glaube, da spreche ich für sämtliche Parteien von Mitte-Links, ist klar: Im Dreiseenland kann man nur investieren, wenn auch alle Anspruchsgruppen berücksichtigt werden und diese Investitionen an klare Bewirtschaftungsregeln gebunden werden. Es muss also verhindert werden, dass sich der Humus weiter abbaut. Es kann nur investiert werden, wenn die nötigen Gewässerabstände umgesetzt werden, und es braucht Auflagen zum Einsatz von chemisch-synthetischen Pestiziden und Kunstdüngern. Zudem braucht es weitere Naturschutzflächen und Biodiversität. *(Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen.)* Ich komme zum Schluss. Man kann nicht so weitermachen wie bisher. Man braucht klare Auflagen, sonst sind wir in einigen Jahren wieder gleich weit. Unsere Fraktion wird Ziffer 1 ... *(Der Präsident schaltet dem Redner infolge überschrittener Redezeit das Mikrofon aus.)*

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Le Seeland est, et doit rester, le jardin potager de notre canton et de notre pays. Das Seeland ist unser Gemüsegarten. Comme nous avons compris le sens de la motion, il s'agit surtout d'assurer à long et très long terme les acquis de la correction des eaux du Jura. Il ressort

de la réponse du Conseil-exécutif que le canton a déjà mis en place un certain nombre de mesures, et s'engage dans ce sens. Notre groupe soutient la demande des motionnaires, et nous pensons que c'est bien la tâche du canton d'assurer la planification de l'entretien à long et très long terme de ces infrastructures pour continuer d'assurer la productivité de notre jardin potager. Bien sûr, on peut comprendre de manière différenciée les termes «production agricole moderne» et «denrée alimentaire à haute valeur ajouté». Nous comprenons qu'une production agricole moderne est une agriculture productrice, certes, mais qui assure aussi des buts paysagers, des buts environnementaux et écologiques. Nous comprenons que dans les denrées alimentaires à haute valeur ajoutée on parle en fait, particulièrement de légumes et de cultures qui ont des besoins particuliers, notamment en eau. Notre groupe soutient donc les deux premiers points de la motion et va aussi aider à ne pas classer le premier point.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Der Motionär Jakob Etter ist ein absoluter Kenner des Themas, das in dieser Motion behandelt wird. Er wohnt mitten im betroffenen Gebiet und hatte auch beruflich zeitlebens mit dieser Materie zu tun. Deshalb ist es nicht verwunderlich, dass auch der Regierungsrat grossen Handlungsbedarf ortet, wenn man das einzigartige, wertvolle Gebiet erhalten will, wo Landwirtschaft und Naturschutz noch weitgehend im Einklang sind.
Im Seeland sind die betroffenen Akteure, die Landwirtschaft, die Gemüsebauern, das Kantonale Amt für Landwirtschaft und Natur (LANAT), die Kraftwerkbetreiber, die Schifffahrt, die Fischerei und der Vogelschutz sowie die betroffenen Kantone, schon lange im intensiven Gespräch, und verschiedene Projekte sind am Laufen. Es geht also darum, Schutz und Nutzen dieses urbanisierten Gebiets weiterhin in Einklang zu bringen. Bei alldem darf aber nicht vergessen werden, dass im Grossen Moos immer noch die besten Fruchtfolgeflächen (FFF) liegen, die mühsam nutzbar gemacht wurden und die vor allem auch vor dem Hintergrund der immer knapper werdenden Ressourcen unbedingt erhalten werden müssen.
Der Kanton als grösster Betroffener dieses Gebiets soll dort also den Lead übernehmen und die nötigen Massnahmen koordinieren und vorantreiben. Dies fordert diese Motion. Ernährungssicherheit gibt es nicht ohne gut erhaltene FFF. Die BDP ist bei Punkt 1 für ein Postulat, aber ganz sicher ohne Abschreibung. Punkt 2 muss als Motion durchgehen. Ich danke Ihnen fürs Zuhören.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht nun Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Es freut mich, dass ich als gebürtige Aarbergerin für die Fraktion zu diesem Thema sprechen kann. Ich bin im Seeland aufgewachsen und kenne das Grosse Moos sehr gut. Ich kenne insbesondere auch den Hagneckkanal, der damals zu meiner Jogging-Hausstrecke gehörte. Der Hagneckkanal ist ja aus der Juragewässerkorrektion entstanden. Heute wohne ich in Bern, aber das Gemüse vom Grossen Moos habe ich immer noch sehr gern – jedenfalls dann, wenn es biologisch produziert worden ist.
Auch der SP-JUSO-PSA-Fraktion liegt das Grosse Moos am Herzen. Auch wir sind der Meinung, dass eine nachhaltige Nutzung von Boden und Wasser sichergestellt werden muss. Die Frage ist einfach: Welches ist der richtige Weg? Uns ist wichtig, dass die Nutzung nicht zu intensiv sein darf, sondern so, dass sich der Boden auch immer wieder regenerieren kann. Eine gesunde Entwicklung des Grossen Mooses kann in gewissen Bereichen auch einen Schritt zurück oder einen Schritt in eine andere Richtung bedeuten: hin zu weniger Drainage, welche die Torfböden austrocknet oder zu weniger Gewächshäuser mit extensivem Anbau. Der Regierungsrat erwähnt das Konzept zur Sicherung der Bodenfruchtbarkeit und der Verbesserung des Wasserhaushalts sowie das Meliorationsverfahren, das nach dem Bottom-up-Verfahren funktioniert, das Kulturland aufwertet und auch bestehende Entwässerungssysteme saniert. Diese Art von Massnahmen erscheinen uns als sinnvoll, und wir unterstützen in diesem Sinne die Punkte 1 und 2 als Postulat. Punkt 1 werden wir abschreiben.

Adrian Haas, Bern (FDP). Auch wir unterstützen die Absicht dieses Vorstosses, das Seeland als Gemüsegarten auch für die Zukunft zu erhalten. Eine bessere Bewirtschaftung des künftigen Wasserbedarfs ist wichtig, auch mit Blick auf extremere klimatische Verhältnisse in Zukunft. Man kann dem nun Gewässerkorrektion sagen oder nicht, das ist eigentlich nicht so wichtig. Die Klimaerwärmung als globale Entwicklung können wir nur bedingt steuern. Das wissen wir. Aber wir können Anpassungsmassnahmen treffen, und das verlangt diese Motion oder jetzt eben das Postulat. Abschreiben wollen wir es eigentlich auch, weil man schon daran ist, Dinge in die Wege zu leiten.
Punkt 2 verlangt eine kantonsübergreifende Zusammenarbeit. Auch das begrüssen wir. Welche Schritte man aber konkret unternehmen soll, muss man eben prüfen, deshalb das Postulat.

Präsident. Der Motionär möchte noch einmal sprechen, vor dem Regierungsrat. Er hat das Wort.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Ich muss leider bekannt geben, dass ich den zweiten Punkt wandle. Dies ist zwar gegen meinen Willen, aber lieber ein überwiesenes Postulat als eine abgelehnte Motion. Erlauben Sie mir zwei Bemerkungen zu den Voten. Also für den Klimawandel sind wir im Seeland nicht verantwortlich, Julien Stocker. Zudem sind die Böden im Seeland nicht ausgelaugt, sonst wären sie heute nicht so fruchtbar. Aber für die nächste und übernächste Generation braucht es Massnahmen. Danke, wenn Sie die beiden Punkte als Postulat überweisen können, den ersten Punkt ohne Abschreibung.

Präsident. Der Volkswirtschaftsdirektor hat das Wort.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Die landwirtschaftliche Bedeutung des Seelands und insbesondere des Grossen Mooses ist hier im Saal unbestritten, und unbestritten sind hier auch die vielschichtigen Herausforderungen, die wir anzupacken haben. Nun haben wir einen Punkt 2, der gewandelt ist. Daher erlaube ich mir, auf die Regierungsantwort zu verweisen, und das bedeutet: Ziffer 1: Annahme als Postulat und gleichzeitige Abschreibung gemäss Antrag der Regierung; Ziffer 2: Annahme als Postulat. Ich bitte Sie, diesen Anträgen zu folgen.

Präsident. Wir kommen zur punktweisen Abstimmung. Der Vorstoss ist in ein Postulat gewandelt worden. Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	141
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Ziffer 1 angenommen mit 141 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen. Wir stimmen noch über die Abschreibung ab. Wer Ziffer 1 abschreiben will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	77
Nein	67
Enthalten	1

Präsident. Sie haben Ziffer 1 abgeschrieben mit 77 Ja- gegen 67 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer Ziffer 2 als Postulat überweisen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	145
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben Ziffer 2 als Postulat überwiesen mit 145 Ja- gegen 0 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen. Die Abschreibung wurde hier nicht beantragt.

Geschäft 2018.RRGR.41

Motion 012-2018 Graf-Rudolf (Belp, Grüne)
Wiedereinführung des obligatorischen Hundehalterkurses

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 28 und somit zur Motion «Wiedereinführung des obligatorischen Hundehalterkurses». Die Regierung lehnt diese Motion ab. Ich gebe das Wort der Motionärin, Grossrätin Graf.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Vom 1. September 2008 bis zum 31. Dezember 2016 waren die Hundehalterinnen und Hundehalter durch die eidgenössische Tierschutzverordnung (TSchV) zum Besuch eines Kurses mit Sachkundeausweis verpflichtet. Den Ausschlag für die obligatorischen Kurse gab, dass 2005 ein Kind von einem Pitbull zu Tode gebissen worden war. In diesen Hundehalterkursen haben die Hundebesitzer tiergerechte Erziehung lernen können und wie sie in Alltagssituationen mit dem Hund richtig reagieren. Diese Kurse waren sehr sinnvoll, denn Tiere zu halten, bedeutet auch viel Verantwortung zu übernehmen, umso mehr wenn sie sich im öffentlichen Raum aufhalten. Anfang 2017 wurde dieses Hundekursobligatorium vom National- und vom Ständerat gegen den Willen des Bundesrats und diverser Tierschutzorganisationen abgeschafft. Die Abschaffung war ganz klar ein Rückschritt für eine harmonische Mensch-Hunde-Beziehung. Gesetzlich gibt es jetzt einen Flickenteppich von 26 unterschiedlichen kantonalen Regelungen. Der Kanton Zürich hat im Mai 2018 beschlossen, den obligatorischen Hundehalterkurs abzuschaffen. Aber 62 Mitglieder des Kantonsrats haben bereits das Referendum ergriffen. Im Kanton Wallis wurde das Obligatorium des Hundehalterkurses auch wieder eingeführt.
Seit der Streichung des Hundehalterkurses gab es zunehmend mehr Unfälle mit Hunden. Im letzten Jahr wurde ein Höchststand von Hundebissen aufgrund mangelnder Beaufsichtigung von Hunden erreicht. Schweizweit sind die Verurteilungen wegen Hundebissen gestiegen. Betroffen ist vor allem die jüngste Altersklasse, Kinder bis 10 Jahren. Es ist noch nicht lange her, dass ich von einem Hund in die Hand gebissen wurde. Das bedeutete: Arztbesuch, Starrkrampfimpfung und Antibiotika. Aber die Arztperson hat nicht nach dem Halter des Hundes gefragt. Ein grosser Hund hat einem Hund einer mir nahe stehenden Person quasi den Kopf ausgerissen. Die Hundehalter hatten in diesem Fall keine Ahnung vom Umgang mit einem Hund. Der Tierarzt meldete auch hier das Ereignis nicht weiter. Ich denke, die Dunkelziffer der Anzahl Hundebisse ist gross. Ich gehe davon aus, dass es auch Ihnen allen manchmal nicht so wohl ist, wenn Sie an einem Hund vorbeigehen. Ich bin ganz fest der Meinung, dass das Obligatorium des Hundehalterkurses im Kanton Bern wieder eingeführt werden muss. Also, meine lieben Kolleginnen und Kollegen: Unterstützen Sie zur Sicherheit von uns allen die Wiedereinführung des Hundehalterkurses.

Präsident. Wir haben keine weiteren Voten. Oder gibt es Leute, die etwas sagen wollen? *(Die Rednerliste ist bisher leer, und plötzlich erscheinen sehr viele Namen. Heiterkeit)* – Für die FDP-Fraktion: Grossrat Haas. Vielleicht gerade noch etwas. Wenn es einigermassen machbar wäre, möchten wir die Geschäfte der VOL heute abschliessen. Das heisst, wir haben noch 24 Minuten Zeit. Grossrat Haas, Sie haben das Wort.

Adrian Haas, Bern (FDP). Ich muss hier zuerst meine «Desinteressenbindung» bekannt geben. Ich habe keinen Hund. *(Heiterkeit)* Aber Spass beiseite. Wir sind gegen die Wiedereinführung dieser Hundekurse. Sie haben offensichtlich keinen Biss, wie die Zahlen klar zeigen, und auch andere Kantone haben sie wieder abgeschafft oder sind daran, beispielsweise Zürich. Wir setzen als Freisinnige auf die Eigenverantwortung, die ja offensichtlich spielt. Wenn sie dann einmal nicht spielen sollte und etwas geschieht, dann gibt es auch noch eine recht strenge Tierhalterhaftung. Wir bitten Sie, diese Motion abzulehnen.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Ich entspreche dem Wunsch des Grossratspräsidenten und halte mich sehr kurz. Die BDP-Fraktion hat sich intensiv über dieses Thema unterhalten. Es ist eine Motion, bei der man, glaube ich, kein Links-Rechts-Schema hat. Vielmehr hängt es hier einfach auch ein wenig davon ab, wie man ganz persönlich zu diesem Thema steht. Wir sind in unserer Fraktion auch nicht einstimmig. Eine Mehrheit lehnt die Motion ab, und es gibt auch Stimmen dafür.

Samuel Leuenberger, Bannwil (SVP). Der Wiedereinführung obligatorischer Hundehalterkurse kann die SVP-Fraktion geschlossen nicht zustimmen. Wir schliessen uns der Meinung des Regierungsrats an. Wir setzen auf die Eigenverantwortung. Die Hundehalter und Tierbesitzer, die Interesse haben, etwas mit ihrem Hund zu tun, gehen bereits heute in diese Kurse, die angeboten werden. Denjenigen, die das nicht wollen und ihre Tiere nicht im Griff haben, ist ohnehin nicht zu helfen. Aus diesem Grund bitte ich Sie, diese Motion abzulehnen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die EVP-Fraktion bringt diesem Vorstoss grosse Sympathie entgegen. Sie erinnern sich vielleicht noch: Bevor die Bundeslösung mit dem Sachkundeausweis für Hundehalterinnen und Hundehalter eingeführt wurde, gab es verschiedene schwere Unfälle mit Hundebissen, und die EVP hat sich damals auf allen politischen Ebenen dafür eingesetzt, dass solche Unfälle in Zukunft verhindert werden. Wir waren deshalb ziemlich konsterniert, als das Bundesparlament entschieden hat, die obligatorischen Hundehalterkurse abzuschaffen. Die Probleme in diesem Zusammenhang sind noch nicht aus der Welt geschafft. Am 18. Juli dieses Jahres konnte man beispielsweise in der Zeitung lesen, dass ein achtjähriges Mädchen in Muri von einem Rottweiler gebissen wurde. Da hiess es: «Unvermittelt fiel er das Mädchen an, […]. Die Mitglieder der Gruppe», mit welcher das Mädchen unterwegs war, «und der Hundehalter konnten schliesslich das Tier vom Kind trennen und unter Kontrolle bringen.» Ich wage zu behaupten, dass man gegen solche Vorfälle präventiv etwas machen kann. Auch wenn nicht jeder Fall so schlimm ausgeht, gibt es doch recht häufig Vorfälle, die vor allem für Kinder mit Schrecken und Angst verbunden sind, einfach weil die Hundehalter und Hundehalterinnen ihren Hund halt doch nicht ganz im Griff haben und ihnen eigentlich ein Hundehalterkurs gut täte.
Wir sind mit dem Regierungsrat einverstanden, dass man zum jetzigen Zeitpunkt sicher noch nicht genau weiss, welche Auswirkungen die Abschaffung der Hundekurse hat. Es ist aber doch seltsam, dass man einfach einmal abwarten und schauen will, wie viele Hundebisse in der nächsten Zeit gezählt werden. Noch eigenartiger ist folgender Satz in der regierungsrätlichen Antwort. «Der Vollzug des Hundewesens durch Kanton und Gemeinden soll mit einem vernünftigen Aufwand bewältigt werden können.» Beim Verkehr würde man sich bei einem solchen Satz wohl an den Kopf greifen. Es würde niemandem in den Sinn kommen, die Fahrprüfungen beziehungsweise die Fahrzeugprüfungen abzuschaffen, weil der Aufwand zu gross ist. Klar braucht es Kontrollen, wenn man einen obligatorischen Hundehalterkurs einführt. Es kann aber nicht sein, dass man eine solche präventive Massnahme nicht einführen will, weil der Aufwand zu gross ist. Offensichtlich hat der Kanton Bern die Kontrolle des bisherigen Hundekursobligatoriums vom Bund auch nicht sehr ernst genommen. Sonst würde der Regierungsrat jetzt nicht so argumentieren.
Wie gesagt, wir haben grosse Sympathie für diesen Vorstoss. Es wird aber auch solche geben, die ihn ablehnen werden, weil ich ebenfalls einen Vorstoss eingereicht habe, der nur diejenigen Hundehalter zu einem Kurs verpflichten will, die zum ersten Mal einen Hund gekauft haben.

Martin Boss, Saxeten (Grüne). «Er macht nichts» – so heisst es von einem Teil der Hundehalter, und sie meinen den Hund. Dieser Spruch widerspiegelt die Aktion zwischen Hunden, deren Haltern und Mitmenschen. Es kann nämlich auch etwas passieren, wenn er sogenannt «nichts macht», denn der Hund ist ein Tier. Wenn der Hundehalter den Hund «im Griff» hat, braucht es diesen Ausspruch, «Er macht nichts.», gar nicht, weil der Hundehalter für eine sichere Situation steht. Wichtig ist meines Erachtens, dass Hundehalter Grundkenntnisse über das Wesen und das Verhalten des Hundes haben, aber auch das eigene, das persönliche Verhalten in Bezug auf den Hund kennen. Das sind wichtige Grundvoraussetzungen, damit Konflikten mit Hunden vorgebeugt werden kann. An einem obligatorischen Hundehalterkurs werden dieses Wissen und die Praxis vermittelt. Es entstehen ein Austausch mit anderen Hundehaltern und auch wichtige Kontakte zu Hundetrainern. Es gibt nicht nur problematische Hunderassen wie Pitbull oder Dobermann – Klammer: wolfsähnliche –, sondern viele Konflikte gehen gar nicht auf den Hund zurück, sondern auf dessen Hundehalter mit seinem Verhalten oder Fehlverhalten. In diesem Sinne unterstützt die grüne Fraktion die Motion grossmehrheitlich, mit ein paar Enthaltungen und allenfalls einer Ablehnung.

Barbara Stucki, Stettlen (glp). Diese Motion fordert, dass im Kanton Bern der Hundehalterkurs, der zwischen 2008 und 2016 durch die TSchV vorgeschrieben war, wieder eingeführt wird. Theoretisch haben alle, die zwischen 2008 und 2016 einen neuen Hund angeschafft haben, einen Kurs mit einem sogenannten Sachkundenachweis (SKN-Kurs) machen müssen. Aber eben nur theoretisch, denn praktisch war dieser Kurs obligatorisch, ohne dass konsequent überprüft wurde, ob man ihn besucht hat. Für all diejenigen, die mit ihrem jungen oder neuen Hund nicht in diesen Hundehalterkurs gegangen sind, hatte das also unter Umständen überhaupt keine Konsequenzen. Dieser Kurs hat vier Abende gedauert. Wenn man an diesen vier Abenden dabei gewesen ist, das heisst körperlich anwesend war, dann wurde einem dieser Sachkundenachweis ausgestellt.
Geschadet hat dieser Kurs sicher niemandem, aber er hat sein Ziel verfehlt. Vier Abende Kurs, ohne dass anschliessend eine Prüfung abgelegt werden muss oder nur schon geprüft wird, ob man als Hundehalter oder Hundehalterin über den SKN verfügt, reichen nicht aus, den Hund besser im Griff zu haben oder zumindest abrufen zu können. Ich glaube, alle, die Hunde haben und mit ihnen arbeiten, beispielsweise im Hundesport oder sie zum Hüten, Treiben oder Jagen brauchen, wissen, wovon ich spreche. Vielleicht würde man sogar eine Mehrheit finden, welche die Einführung einer Art Führerschein für die Hundehaltung begrüssen würde. Aber das würde bedingen, dass man dann auch an eine Führerprüfung gehen müsste und – um diese Terminologie weiter zu verwenden – man entsprechend sanktioniert würde, wenn man ohne Ausweis mit dem Hund unterwegs ist.
Der langen Rede kurzer Sinn: Auch wenn unsere Fraktion durchaus Verständnis für das Anliegen der Motionäre hat, und dabei meinen wir auch unseren Kollegen Zaugg, lehnen wir diese Motion grossmehrheitlich ab. Die Wiedereinführung eines Hundehalterkurses, so wie er bis letztes Jahr eidgenössisch vorgeschrieben war, trägt unseres Erachtens nicht dazu bei, dass die Hunde besser gehalten und erzogen werden. Ich persönlich habe aber Freude daran gehabt, dass Grossrätin Streit gesagt hat, sie plane eine Motion, welche in diese Richtung gehe. Vielleicht könnte man ja dort eine Prüfung oder die konsequente Prüfung, ob jemand den Kurs gemacht hat, irgendwie einbauen. Danke für Ihr Verständnis.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion: Grossrat Siegenthaler.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Ich spreche für eine Mehrheit der SP-JUSO-PSA-Fraktion. Wir befürworten diesen Vorstoss und werden ihm mehrheitlich auch zustimmen. Lassen Sie mich zwei, drei Bemerkungen machen. Zuerst meine Interessenbindung: Ich hätte nun gerne Herrn Haas gesagt: Man hat an seinem Votum gemerkt, dass er kein Interesse an dieser Frage hat, aber er ist leider nicht hier. Vielleicht kann man ihm dies dann ausrichten. Meine Interessenbindung ist: Ich habe einen solchen Hund. Wenn ich das Problem ein wenig zu analysieren versuche, geht es ja nicht primär darum, diesen Hund zu erziehen. Das schafft man nämlich in diesen wenigen Lektionen nicht. Das wissen alle, die einen Hund haben. Vielmehr geht es darum, den Menschen zu erziehen, der am Ende dieser Leine ist, und da gäbe es schon noch einiges an Bedarf, das in diesen Kursen aufgenommen werden dürfte.
Wir haben in Thun etwa 1500 Hunde, und ich attestiere gerne, dass sich dieses Problem in Thun wohl nicht gleich präsentiert wie im Schangnau. Das glaube ich schon. Aber im öffentlichen Raum gibt es diese Nutzungskonflikte. Er wird bei uns zunehmend dichter genutzt – durch Kinder, Jogger, Velofahrer, Rollbrettler, Skater und so weiter, die diesen öffentlichen Raum brauchen, öffentlicher Raum, der nach meiner Wahrnehmung auch immer enger wird. Wenn jetzt noch die Hunde hinzukommen und man dort ein paar Regeln weitervermitteln könnte, wie man seitens der Besitzer mit Hunden umzugehen hat, nebst all dem Administrativen, das sie auch erledigen können müssten, dann finde ich das im Grundsatz eine gute Sache.
Wenn ich einfach in dieser Antwort lese – und dort schliesse ich mich wohl ein wenig Barbara Streit an –, dass sich gezeigt habe, dass das Kursobligatorium, das bestanden habe, gerade von problematischen Hundehaltern teilweise missachtet worden sei, und man dies als Grund anführt, dass man es jetzt nicht mehr machen will, dann könnte ich Ihnen auch sagen: Dann müssten wir wohl noch ein paar Verkehrskontrollen abschaffen, denn diese werden regelmässig auch fast von den gleichen Leuten missachtet. Das darf ja wohl nicht eine ernsthafte Begründung sein! Das Zweite, das ich noch in dieser Regierungsantwort lese: Man setzt auf Toleranz, die man einander entgegenbringen soll. Ich stelle einfach fest, dass diese auch bei den Hundehaltern nicht in allen Teilen gleich ausgebildet ist. Kurse könnten dazu beitragen, einander die Sensibilisierung und das Toleranzverhalten ein wenig beizubringen. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Hundebesitzer können freiwillig Kurse der Hundeschulen besuchen. Das ist jedem zu empfehlen. Aber beissende Hunde sollen nicht mehr weitergezüchtet werden und

wenn nötig, zum Schutz der Kinder und der weiteren Opfer, sofort stillgelegt werden. Dann ist die Gefahr auch «ausser Haus». Die EDU-Fraktion ist nicht für die Wiedereinführung dieses Kurses. Wir lehnen diese Motion ab.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechenden. Als erster Einzelsprecher: Grossrat Hess, SVP.

Erich Hess, Bern (SVP). Das war eines der ersten Gesetze im Bundeshaus, das ich abzuschaffen geholfen habe, und Sie wissen, es braucht viel, bis der Bund ein Gesetz abschafft. Dann muss es völlig überflüssig sein, und deshalb hat der Bund dieses Gesetz abgeschafft, sprich: es ist richtig.
Nun müssen wir auf kantonaler Ebene nicht meinen, wir müssten wieder neue Gesetze einführen, die der Bund schon als überflüssig betrachtet hat. Wenn wir dann effektiv Todesfälle und schwere Verletzungen verhindern wollen, dann müssten wir in diesem Kanton wohl eher einen obligatorischen Fahrkurs oder eben sogar eine obligatorische Prüfung für alle Velofahrerinnen und Velofahrer machen, denn dort gibt es viel mehr Verletzte und Todesopfer.
Ein Hundehalter ist entweder fähig, zu einem Hund zu schauen oder eben nicht, und das hat mit Charakterstärke zu tun und nicht mit einer Schulung. Übrigens noch meine Interessenbindung: Ich habe keinen Hund.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp). Lieber Erich Hess, ich garantiere Ihnen, Sie werden der Allererste sein, der im Nationalrat eine Motion eingeben wird, wenn das nächste Mal ein solch grober Hundeunfall geschieht. Genau so ist es damals passiert. Ein Kind wurde totgebissen, und dann haben alle zetermordio geschrien, genau diejenigen, die nachher so grossartig sagen: Man muss nicht immer alles überregeln. Genau diese sind nachher gekommen und haben gesagt: Wir müssen unbedingt etwas haben. Und dann hat man es geändert.
Ich gebe meine Interessenbindung bekannt: Ich habe seit dreissig Jahren Hunde; ich habe sogar Kampfhunde. Ich kämpfe jeden Tag gegen Hunger und mit dem Schlaf. *(Heiterkeit)* – Nein es sind tatsächlich Kampfhunde. Sie gelten als Kampfhunde. Ich habe solche, die man wirklich «im Griff» haben muss und die nicht jeder haben sollte. Wir haben unsere Hunde meistens an der Leine, und wir haben einfach festgestellt, so lange man die SKN hatte, war die Reaktion plötzlich anders. Sonst haben sie immer gesagt, «Meiner macht nichts!», und ich musste immer sagen: «Ja, aber meiner!» *(Heiterkeit)* Dann haben sie sie sofort genommen. Wenn Sie irgendeinem Hundebesitzer sagen müssen: «Wissen Sie, meiner hat noch kein Frühstück gehabt; nehmen Sie ihn lieber zu sich.», dann ist das einfach etwas eklig.
Das hat wesentlich gebessert, als man diese SKN hatte. Deshalb sehe ich nicht ganz, wie die Regierung dort auf die vorgelegte Antwort kommen kann. Auch die Begründungen sind etwas eigenartig, das hat Peter Siegentaler bereits gesagt. Zum Mehraufwand und den Ressourcen in den Gemeinden: Hallo, wir haben extra Schnittstellen zu den eidgenössischen Datenbanken, die mit den Gemeinde-Softwares zusammenspielen. Das ist ein Knopfdruck. Bei uns auf der Gemeinde gibt es keine zusätzliche Arbeitsstelle. Man muss einfach nur den Knopf drücken, und dann haben sie sofort festgestellt ... Ich wurde auch aufgefordert, doch bitte einen solchen SKN machen zu lassen, obschon ich seit dreissig Jahren Hunde habe. Selbstverständlich, das ist auch richtig, und wir hätten auch Sanktionen ergriffen. Das haben wir auch gemacht. Das ist kein Aufwand. Dann habe es noch das Ziel verfehlt: Dies habe ich vorhin schon gesagt. Das Ziel war eben nicht verfehlt. Als Hundehalter, der aktiv mit den Hunden arbeitet, hat man wirklich feststellen können, dass es besser wurde. Noch zum Letzten: Ganz lustig erscheint mir das von der Eigenverantwortung. Sagen Sie einmal dem Hund – das ist so das letzte berühmte Wort –, wenn sich die Fangzähne gerade so kurz vor dem Kopf befinden: Denk an die Eigenverantwortung! *(Heiterkeit)* Nehmen Sie diese Motion bitte an.

Präsident. Ich gebe das Wort dem Volkswirtschaftsdirektor.

Christoph Ammann, Volkswirtschaftsdirektor. Ich kann das weniger humoristisch, versuche es aber, es ebenso kurz zu machen wie der Vizepräsident des Grossen Rats. Die Motionäre fordern ja eine Wiedereinführung dessen, was der Bund abgeschafft hat. Das heisst, der Kanton soll dort für den Bund in die Lücke springen, wo der Bund während einer befristeten Zeit einen solchen Hundenachweis hat laufen lassen. Von 2008 bis 2016, also während acht Jahre, hat es diesen gegeben, zuvor nicht und danach auch nicht mehr. Danach nicht mehr – und das wäre dann die weniger humoristische Antwort auf den Kampfhund, den Grossrat Zaugg vor dem Gesicht sieht: In der Evaluation des Bundes – und darauf stützt sich die Regierung in ihrer Beurteilung – hat man keine sichtbare

Wirkung feststellen können. Zu Grossrat Siegenthaler: Es gilt nicht nur für den Hund, sondern auch für den Menschen, dass man ihn nicht in zwei Stunden erziehen kann. Dies könnte eine Erklärung sein. Es ist eine Vermutung von jemandem, der sich im früheren Berufsleben mal mit Erziehungsfragen beschäftigt hat. Sicher ist aber Folgendes, und damit möchte ich doch der etwas saloppen Darstellung des Arguments des verwaltungs- und administrativen Aufwands etwas entgegenhalten. Es ist effektiv so: Wenn dieser Hundehalterkurs auf kantonaler Ebene eingeführt wird, dann brauchen wir eine Gesetzesänderung, dann brauchen wir einen flächendeckenden konsequenten Vollzug. Das heisst, wir brauchen einen Kontroll- und Sanktionsapparat, und das heisst: Stellen. Das sage ich halt auch ein wenig vor dem Hintergrund der finanzpolitischen Debatte, die wir im letzten Jahr, in der Novembersession, geführt haben. Wir sind in einer neuen Legislatur, mit einem neu zusammengesetzten Parlament. Ich bitte Sie, dies bei Ihrer Beurteilung und Entscheidungsfindung auch zu berücksichtigen.
Aufgrund dieser Überlegungen kommt die Regierung zum Schluss, diesen Vorstoss abzulehnen. Wir haben keine sichtbare Wirkung feststellen können. Wir sehen den Verwaltungsaufwand und die Kosten, schlussendlich auch Personalkosten.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion, wenn die Motionärin nicht noch das Wort wünscht. – Das ist nicht der Fall. Wer die Motion «Wiedereinführung des obligatorischen Hundehalterkurses» annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	36
Nein	86
Enthalten	7

Präsident. Sie haben diese Motion abgelehnt mit 86 Nein- gegen 36 Ja-Stimmen bei 7 Enthaltungen.
Ich danke dem Volkswirtschaftsdirektor für die Anwesenheit, wünsche ihm alles Gute und entlasse ihn. Die Session ist für heute geschlossen. Morgen Vormittag fahren wir um 9.00 Uhr weiter. Einen schönen Abend.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 19.00 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Sonja Riser (d)
Sara Ferraro (f)

Donnerstag (Vormittag) 6. September 2018, 09.05–11.45 Uhr

Sechste Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 155 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Boss Martin, de Meuron Andrea, Dumermuth Marianne, Gerber Peter.

Geschäft 2018.RRGR.315

Erfolgskontrolle des Gesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG)

Präsident. «Erfolgskontrolle des Gesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich […]» – es handelt sich um einen Bericht, welcher von der FiKo vorberaten wurde. Wir führen eine reduzierte Debatte. Es liegen zwei Planungserklärungen vor. Wir machen es so, dass wir zuerst über den Bericht sprechen. Die Fraktionen können sich zum Bericht äussern, und danach behandeln wir die Planungserklärungen. So haben die Fraktionen vier Minuten Zeit und nicht nur zwei. Zuerst sprechen wir also über den Bericht und danach über die Planungserklärungen, in reduzierter Debatte mit zwei Minuten Redezeit. Ich gebe dem Sprecher der FiKo das Wort.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Es ist immer schön, wenn man am Morgen als Erster sprechen darf. Als Leiter des Ausschusses FIN-POM-ICT darf ich das Geschäft für die FiKo vertreten. Es geht um den Bericht des Regierungsrats zur Erfolgskontrolle des Gesetzes über den Finanz- und Lastenausgleich (FILAG), welches Sie sicher in- und auswendig kennen. Es geht um eine normale Überprüfung, welche alle vier Jahre stattfindet mit einer externen Evaluation. Das Ergebnis ist, dass das System allgemein gut ist. Die sehr komplexen FILAG-Mechanismen sind akzeptiert, und es braucht keine grossen Anpassungen. Trotzdem möchte der Regierungsrat in Zukunft drei punktuelle Verbesserungen vornehmen: Die pauschale Abgeltung der Zentrumslasten wird umverteilt. Der zweite Punkt ist, dass der Soziallastenindex so angepasst wird, dass der Anteil der Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommenen berücksichtigt wird. Der dritte Punkt ist, dass das jährliche Monitoring ausgebaut werden soll.
Innerhalb der FiKo ist der Bericht sehr positiv aufgenommen worden. Viele Lastenausgleiche und Beurteilungen stimmen für uns. So haben sich die Diskussionen auch auf nur zwei Sachverhalte konzentriert. Das eine war die sogenannte Mindestausstattung und das andere die pauschale Abgeltung der Zentrumslasten. Zu diesen zwei Themen haben wir eine Delegation der FIN zu uns in die FiKo eingeladen. Ich beginne mit dem Thema Mindestausstattung. Hier geht es um einen harmonisierten Steuerertragsindex, ein sehr schöner Begriff. Dieser zeigt, was die Steuerkraft pro Kopf im Vergleich zum kantonalen Mittel leisten kann. Ein Index von 100 entspricht… *(Das Mikrofon setzt infolge eines technischen Problems kurz aus).* Ein Index von 100 entspricht dem gewichteten Durchschnitt aller Gemeinden im Kanton. Der heutige Ausgleich basiert auf einem Index von 86, liegt also deutlich unter diesen 100. Wenn man den Index von 86 hat, gibt es 168 Gemeinden, die etwas aus dem Lastenausgleich erhalten. Es sind nicht nur ganz kleine Gemeinden, sondern es sind auch 13 Gemeinden mit mehr als 3000 Einwohnern. Dies haben wir uns von der FIN aufzeigen lassen. Wir haben uns in der FiKo auch gefragt, was es hiesse, wenn man den Index senkte. Es wurde das Beispiel mit 83,5 gegenüber 86 erläutert. Kantonsweit könnte der Kanton 11 Mio. Franken sparen, aber die Gemeinden bekämen natürlich weniger Geld. Dies würde für die einzelnen Gemeinden heissen, dass sie die Steuern um etwa 0,7 Steuerzehntel erhöhen müssten. Meistens sind dies nicht die Gemeinden, die den tiefsten Steuerfuss haben. Sie sehen, wenn man versucht am ganzen Mechanismus zu schrauben, ist es doch relativ kompliziert und bedeutet für Einzelne doch grössere Mindereinnahmen. So wie sich

der Index auf die Steuerkraft bezieht, ist die Senkung eigentlich kein Mittel für Fusionsanreize. Wenn man fusioniert, sind die Steuererträge immer noch gleich wie vorher. Man kann schon diskutieren, wie hoch die Mindestausstattung sein sollte. Hier erlaube ich mir eine Klammerbemerkung: Wenn man an den Nationalen Finanzausgleich (NFA) denkt, ist uns die Mindestausstattung als Bernerinnen und Berner sicher sehr wichtig. Zu den Planungserklärungen werde ich mich nachher äussern.
Der zweite Punkt, den wir diskutiert haben, waren die Zentrumslasten. Auch da können wir sagen, dass grundsätzlich die effektiven Zentrumslasten ermittelt werden und nicht irgendwie pauschal, so wie in anderen Kantonen. Die Ermittlung als solches ist auch in den Städten akzeptiert. Die aktuelle Abgeltung liegt für die Städte Bern, Biel und Thun – dies konnten Sie sicher nachlesen – bei 71, 63 und 61 Prozent. Wenn dies in der normalen Mischrechnung gewichtet wird, ergibt dies 68 Prozent. Die Regierung hat nun die Absicht dies so auszugleichen, dass alle drei Städte 68 Prozent erhalten. Man könnte auch da wieder zu schrauben anfangen. Wir haben gefragt, was passieren würde, wenn wir 80 Prozent nähmen, so wie man dies im Rahmen der FILAG-Diskussion 2012 geplant hatte. Dies würde den Kanton 15,6 Mio. Franken mehr kosten. Dies wollten wir natürlich aus finanzpolitischen Gründen nicht. Wie gesagt, die anderen Punkte im FILAG waren unbestritten. Wir haben nicht darüber diskutiert. Die FiKo hat den Bericht am Schluss mit 12 Ja-, 0 Nein-Stimmen und 3 Enthaltungen zur Kenntnis genommen und bittet Sie, es ihr gleich zu tun. Ich möchte abschliessen und danke der FIN für die Erarbeitung des Berichts sowie für die zufriedenstellende Beantwortung unserer diversen Fragen. Jetzt bin ich gespannt auf die Diskussion. Wenn danach alle leicht unzufrieden sind, wie ich mit dem FILAG, dann ist erfahrungsgemäss der komplexe Mix gut und richtig.

Präsident. Gibt es Fraktionserklärungen? – Sonst fahren wir direkt weiter. Es gibt solche. Jetzt dürfen Sie zum Bericht sprechen und danach zu den Planungserklärungen sprechen. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Stucki das Wort.

Beatrice Stucki, Bern (SP). Das FILAG des Kantons Bern ist wahrscheinlich eines der besten Finanz- und Lastenausgleichsgesetze, das wir in der Schweiz haben. Es ist gut austariert und berücksichtigt die sozialen Aspekte des Gemeinwesens genauso wie die geografischen Gegebenheiten. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Bericht zur Kenntnis nehmen. Allerdings, jedenfalls teilweise, nur mit mässiger Begeisterung. Dies hat mit dem Ausgleich der Zentrumslasten zu tun, welcher in der Öffentlichkeit eigentlich der bekannteste Faktor dieses FILAGs ist. Bei den Zentrumslasten hat zwar ein Ausgleich stattgefunden – jedenfalls für die Städterinnen und Städter unter uns – zwischen den Städten Biel, Thun und Bern, aber notabene zulasten der Stadt Bern. Die eigentlich dringend notwendigen Anpassungen bei diesen Zentrumslasten, sprich Korrekturen nach oben, haben nicht stattgefunden. Dass eine höhere Abgeltung der Zentrumslasten gerechtfertigt wäre, zeigt eine Studie, welche die Stadt Bern unter Gemeinderat Schmidt erstellt hatte. Dies ist nachgewiesen. Ich bin sicher, dass dies bei Thun und Biel nicht anders ist. Angesichts der kantonalen Finanzen bleibt eine Anpassung nach oben im Moment sicher Wunschdenken. Trotzdem ist es nicht fair, dass die Zentrumslasten nicht angepasst werden, angesichts der wirtschaftlichen Impulse, die von den Zentren ausgehen. So bezahlt die Stadt Bern jährlich einen doppelstelligen Millionenbetrag in den Lastenausgleich ein. Sie ist also Nettozahlerin, das heisst, sie bezahlt sehr viel mehr als sie bezieht. Die Stadt Bern akzeptiert diesen Entscheid und ist mit Biel und Thun solidarisch. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diesen Bericht zur Kenntnis nehmen.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die Grünen teilen die Einschätzung des Berichts, wonach der Finanz- und Lastenausgleich im Kanton Bern ein differenziertes, effektives Instrument ist und seine Ziele weitgehend erreicht. Daher ist aus unserer Sicht auch kein grundlegender Umbau des Systems angesagt, aber wir unterstützen die punktuellen Korrekturen. Einfach noch einmal zur Erinnerung: Der Lastenausgleich ist ein sehr komplexer Mechanismus. Es geht um Sozialhilfe, Volksschule, Sozialversicherungsausgleich, öffentlichen Verkehr, Disparitätenabbau, Mindestausstattung, Abgeltung der Zentrumslasten, Abgeltung von Sonderlasten, Soziallastenindex, topografischen Index. Sie wissen dies. Es sind sehr viele Mechanismen. Das Gesamtvolumen dieses Ausgleichs umfasst rund 1 Mrd. Franken. Dies ist ein sehr grosser finanzpolitischer Mechanismus. Mich erinnert das FILAG an ein Tinguely-Kunstwerk, sei es an die grossen Brunnen, sei es an die Räderwerke, wo die verschiedenen Töpfe zusammenspielen, ineinandergreifen und ein Gesamtwerk darstellen.
Aber, und dies ist wichtig, auch bei einem solchen Gesamtmechanismus braucht es manchmal ein genaues Hinschauen, wo Änderungen notwendig sind. Das FILAG vermindert die Unterschiede zwischen den finanzstarken und finanzschwächeren Gemeinden und führt vor allem zu Entlastungen der

strukturell benachteiligten Gemeinden. Es ist ein Solidaritätsinstrument, und die grüne Fraktion ist der Meinung, dass diese Solidarität spielen muss, aber auch immer in alle Richtungen. Gerade, wenn man dies mit dem FILAG vergleicht beziehungsweise mit dem NFA, zeigt sich, wie wichtig, dies ist. Zwei Minuten sind kurz, wenn man über 1 Mrd. Franken Finanzierung sprechen will. Die grüne Fraktion stimmt dem Bericht so zu, verlangt aber von der Regierung, dass dem Zentrumslastenausgleich in Zukunft mehr Beachtung geschenkt wird.

Michael Köpfli, Bern (glp). Die glp steht hinter dem FILAG. Wir haben das Gefühl, das System habe sich bewährt und brauche keine fundamentalen Änderungen. Bei den Anpassungen sind für uns die Anpassungen beim Soziallastenindex unbestritten; dieser wird begrüsst. Der Ausbau des Monitorings ist sicher sinnvoll. Bei den Zentrumslasten ist es so, dass wir es richtig finden, dass der Ausgleich zwischen den drei Zentren, also Biel, Thun und Bern, gemacht wird und alle drei Zentren gleichermassen berücksichtig werden. Dies ist auch aus Sicht der Stadt Bern, welche nun darunter leidet, vertretbar und nachvollziehbar. Grundsätzlich wären wir schon der Meinung, man sollte Zentrumslasten voll abgelten, wie dies das System eigentlich vorsieht. Wir respektieren und verstehen aber auch die Argumentation, dass der Kanton Bern im Moment finanziell sehr schlecht dasteht – wahrscheinlich steht er schlechter als diese Zentren da – und deswegen nicht den gesamten Ausgleich gewähren kann. Wofür wir aber kein Verständnis haben ist, dass auf der anderen Seite bei der Mindestausstattung nicht angesetzt wird. Mit der gleichen Argumentation ist es für uns völlig klar, dass man auch bei der Mindestausstattung die Schraube etwas anziehen muss. Der Kanton hat nämlich auch da eigentlich zu wenig Geld, dies zu garantieren. Wir sind der Meinung, bei der Mindestausstattung sei eine Senkung notwendig. Nicht nur die Zentren, sondern auch die kleinen Gemeinden müssen ihren Beitrag an die kantonalen Finanzen leisten. Damit habe ich auch schon etwas vorweggenommen, was wir zu den Planungserklärungen sagen werden. Weil aber der Ratspräsident eine separate Debatte wünscht, werde ich dies danach noch einmal kurz ausführen.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Das FILAG – ich durfte die letzte Revision in der Kommission mitmachen – kommt mir vor wie ein kinetisches Kunstwerk von Tinguely, oder vielleicht waren Sie auch schon im Verkehrshaus und standen vor der Röllchenbahn mit dem Röllchen, welches durch die ganze Schweiz geht oder eben durch den Kanton Bern. Es bewegt sich immer irgendetwas und es geht weiter. Es hängt alles zusammen, einmal schneller, einmal langsamer. Am Schluss kommt das Röllchen ans Ziel. Dieses Kunstwerk haben wir hier vor uns. Es hängt alles miteinander zusammen. Die EVP begrüsst, dass man eine Erfolgskontrolle macht – regelmässig. Wir begrüssen aber auch, dass man zur Erkenntnis kommt, es brauche jetzt keine grössere Revision. Wenn man an den vielen Mechanismen schraubt, heisst dies, genau hinschauen. Es ist eine intensive Arbeit, die man wieder neu aufgleisen müsste, dahingehend, wo das Röllchen, das Bällchen, das Kügelchen durchgehen soll. Wir begrüssen, dass man zur Erkenntnis gekommen ist, dass man Feinjustierungen machen muss, aktuell aber nicht mehr. Zu den konkreten Punkten komme ich gerne nachher.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Ich kann mich meinen Vorrednern anschliessen. Es handelt sich um ein komplexes System, und auch wir haben keine grundsätzlichen Einwände. Es ist allerdings immer so, dass wenn man Lasten umverteilt, es nicht völlig unproblematisch ist. Man muss darauf achten, dass nicht irgendwo Fehlanreize im System sind. Aber wir glauben auch, dass es sich beim FILAG um ein Gesamtsystem handelt und dass man nicht einzelne Punkten herausnehmen und an diesen schrauben sollte, weil man sonst plötzlich überall schrauben muss und nicht mehr weiss, was hinten herauskommt beziehungsweise, um beim Beispiel von Hans Kipfer zu bleiben, aus welchem Röhrchen das Bällchen dann tatsächlich herauskommt. Das möchten wir nicht, da es auch nicht nötig ist. Daher stimmen wir diesem Grundsatz, dem Bericht und den Vorschlägen zu.
Bei uns haben auch diejenigen Punkte zu Diskussionen geführt, die der Sprecher der FiKo ausgeführt hat. Zentrumslasten waren bei uns ebenfalls ein Thema. Da ist die Begeisterung bei uns unterschiedlich ausgefallen, je nach Perspektive. Dies können Sie sich sicher vorstellen. Grundsätzlich sind wir der Auffassung, der Vorschlag des Regierungsrats, wonach die Städte gleich behandelt werden, sei richtig ist. Dies führt bei Einzelnen, wie der Stadt Bern, zu etwas weniger Abgeltung, bei uns, der Stadt Thun, zu mehr. Aus meiner Optik ist dies natürlich erfreulich, wobei man sich auch überlegen könnte, ob man wieder auf die 80 Prozent kommen müsste. Wir sehen aber natürlich in finanzpolitischer Hinsicht auch, dass dies in der jetzigen finanzpolitischen Situation wohl nicht ganz realistisch ist. Insofern glauben wir, dass der Vorschlag des Regierungsrats realpolitische Unterstützung verdient. Es wird nachher noch zu den Planungserklärungen Stellung genommen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Die FDP-Fraktion hat vom Ergebnis der Evaluation Kenntnis genommen. Das System wird von den Gemeinden mehrheitlich als gut beziehungsweise als tauglich eingestuft. Dies ist alles andere als selbstverständlich. Das FILAG, dies ist bereits mehrmals erwähnt worden, ist ein äusserst komplexes System, das nicht selbsterklärend ist. Dazu kommt, je nachdem wie man das FILAG ausgestaltet, dass die finanziellen Auswirkungen für die Gemeinden sehr gravierend sein können. Über einzelne Aspekte dieses FILAG, dieser Ausgestaltung, könnte man episch diskutieren. Als ehemaliger Gemeindepräsident von Muri wäre es für mich beispielsweise eine sehr reizvolle Diskussion über Sinn und Unsinn der sehr starken Abschöpfung der Steuerkraft bei finanzstarken Gemeinden. Ich habe oft darüber gewettert, um ein schärferes Wort zu verwenden. Dies würde aber den Rahmen meiner Redezeit bei Weitem sprengen. Deswegen beginne ich erst gar nicht damit. Aber insgesamt kann man sagen, dass das System Stand hält. Es gibt einzelne Bereiche, die man weiter optimieren müsste. Die FDP-Fraktion nimmt von den Änderungen, welche der Regierungsrat, gestützt auf die Evaluation des FILAG, vornehmen will, Kenntnis und stimmt diesen zu, namentlich auch der neuen Ausgestaltung der Abgeltung der Zentrumslasten. Wo von uns aus gesehen noch Handlungsbedarf besteht, ist bei der Mindestausstattung. Aber darauf komme ich bei der Planungserklärung zu sprechen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE/Huttwil (EDU). Ich weiss nicht, wer das FILAG durchgelesen hat. Ich glaube, es hat sich bewährt, und man sollte daran nicht zu viel schrauben. Den Städten können wir nicht mehr geben, weil wir aus finanziellen Gründen nicht 80 Prozent geben können. Es ist ein sehr komplexes Gebilde, wie dies viele schon gesagt haben, und deswegen verändern wir es lieber nicht zu stark und belassen den Vorschlag der Regierung.

Präsident. Ich gebe der Finanzdirektorin das Wort.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Scheinbar hatten Sie es gestern Abend ziemlich lustig. Nun werden wir uns wieder über eine ziemlich trockene Materie beugen. Es tut mir leid, es ist halt einfach so. Das FILAG verpflichtet den Regierungsrat, mindestens alle vier Jahre dessen Auswirkungen zu überprüfen und anschliessend dem Grossen Rat einen Bericht oder allenfalls eine Vorlage für eine Gesetzesänderung vorzulegen. Das revidierte FILAG ist seit 2012 in Kraft, und die Erfolgskontrolle musste also 2016 in Angriff genommen werden. Im Rahmen dieser Kontrolle wurde untersucht, ob die im FILAG festgelegten Ziele mit den bestehenden Instrumenten erreicht werden können. Gleichzeitig hat man geschaut, ob es im einen oder anderen Bereich irgendwelche Korrekturmassnahmen braucht. Die externe Evaluation, die unter anderem mit einer Befragung der Berner Gemeinden oder dem Verband Bernischer Gemeinden (VBG) erfolgte, hat ergeben, dass im FILAG kein Systemumbau notwendig ist. Auch die im Jahr 2017 durchgeführte Vernehmlassung ergab, dass insgesamt eine breite Zustimmung zu den Schlussfolgerungen des Regierungsrats vorliegt. Damit sind die zentralen FILAG-Mechanismen grossmehrheitlich nicht infrage gestellt worden. Man muss aber auch sagen, dass es teilweise kritische Bemerkungen gab. Kritisch beurteilt wurde beispielsweise das Ausmass der Mindestausstattung für die finanzschwachen Gemeinden, weil diese sich strukturerhaltend auswirkt und ein bisschen hemmend für Gemeindefusionen sei. Wir werden uns nachher noch über die Planungserklärung von Grossrat Saxer zu diesem Thema unterhalten. Von den einzelnen Gemeinden kamen noch Anregungen, und der eine oder andere kritische Punkt wurde auch noch erwähnt, wie zum Beispiel, dass die Abgeltung der Zentrumslasten nicht so sei, wie man sich dies vorstelle.
Summa summarum ergab sich aus Sicht des Regierungsrats keine neue Erkenntnis aus der Vernehmlassung. Deswegen schlagen wir Ihnen heute die vorgesehenen Optimierungsmassnahmen vor, aber ohne diese zu ergänzen. Wir schlagen Ihnen drei punktuelle Anpassungen vor. Aus finanzpolitischen Gründen kann die Gesamtsumme der Pauschalabgeltung trotz der höheren Zentrumslasten der Gemeinden Bern, Biel und Thun nicht erhöht werden. Es ist schon erwähnt worden: Die Finanzlage lässt dies schlicht und ergreifend nicht zu. Allerdings wir haben eine gerechtere Verteilung unter diesen Zentren anzustreben versucht. Der Soziallastenindex, der die Grundlage für die Berechnung des Zuschusses an Gemeinden mit soziodemografischen Lasten bildet, wird aktualisiert, und mit der Aufnahme eines zusätzlichen Kriteriums werden der Erklärungsgehalt und das Schätzungsmodell verfeinert und verbessert. Der dritte Punkt, das jährliche Monitoring über die Entwicklung der Disparitäten und der FILAG-Finanzflüsse, wird noch ein bisschen ausgebaut. Wie gesagt, dies ist meine Stellungnahme zum generellen Bericht. Natürlich danke ich Ihnen, wenn Sie dem Regierungsrat folgen und den Bericht genehmigen. Zu den einzelnen Planungserklärungen werde ich mich nachher äussern.

Präsident. Wir kommen zu den Planungserklärungen. Ich gebe das Wort den Antragsstellern, zuerst Grossrat Saxer zur Begründung der ersten Planungserklärung. Bitte melden Sie sich rasch an.

Planungserklärung FDP (Saxer, Gümligen) – Nr. 1
Der Finanzausgleich hat eine strukturerhaltende Wirkung und bremst daher angestrebte Gemeindefusionen. Um Fusionen (leicht) zu fördern, soll der Regierungsrat mit einer entsprechenden Änderung der Verordnung (d. h. Art. 8 Abs. 2 FILAV) den Wert des harmonisierten Steuerertragsindexes (HEI) für den Vollzug der Mindestausstattung auf **unter 86** senken.

Planungserklärung SVP (Freudiger, Langenthal) – Nr. 2
Der Regierungsrat schlägt dem Grossen Rat gesetzliche Grundlagen vor und/oder erlässt die nötigen Rechtssätze auf Verordnungsstufe, damit die heutigen systembedingten Fehlanreize im FILAG bei der Auszahlung von Zentrumslasten beseitigt werden. Gemeinden, welche durch schleppende, nicht sparsame oder nicht wirkungsvolle Aufgabenerfüllung zur Entstehung oder Vergrösserung von Zentrumslasten beitragen, sollen derartige selbst verursachten Lasten nicht direkt oder indirekt im Finanzausgleich geltend machen dürfen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Wir stehen vor einer anspruchsvollen, heiklen Ausgangslage. Einerseits stellen wir fest, dass die Zahl der Gemeinden immer noch bei 347 liegt und massiv reduziert werden muss. Andererseits, da ist man sich weitgehend einig, muss die Reduktion auf dem Weg der Freiwilligkeit erfolgen. Wenn man bei diesem heiklen und anspruchsvollen Prozess Fortschritte erzielen will, muss man entsprechende Anreize schaffen beziehungsweise falsche Anreize nicht beseitigen, aber zumindest minimieren. Damit sind wir beim FILAG. In Artikel 11 Absatz 2 sieht das Gesetz vor, dass der Regierungsrat nach dem Disparitätenabbau den Gemeinden eine Mindestausstattung gewährleisten kann, wenn diese in einer Bandbreite von 75–90 des Steuerertragsindexes liegen. In seiner Verordnung hat der Regierungsrat diesen Schwellenwert seit dem 01.01.2012 bei 86 festgelegt. Bei dieser Mindestausstattung ist es relativ simpel. Je höher dieser Wert festgelegt wird, desto kleiner ist der Anreiz für finanzschwächere Gemeinden, sich mit anderen Gemeinden zusammenzuschliessen. Vor diesem Hintergrund schlägt Ihnen die FDP-Fraktion vor, mit der Planungserklärung, den Regierungsrat aufzufordern, die Schwelle für den Vollzug der Mindestausstattung auf unter 86 zu senken. Wie stark dieser Wert gesenkt werden soll, überlässt die Planungserklärung bewusst dem Regierungsrat. Er verfügt über den nötigen Handlungsspielraum gemäss Gesetz. Es ist ein moderater Antrag, der in die richtige Richtung zielt, aber das FILAG nicht auf den Kopf stellt. Vielen Dank für Ihre Unterstützung.

Präsident. Für die zweite Planungserklärung, jene der SVP, gebe ich Grossrat Freudiger das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Das Wort «Zentrumslasten» ist bereits erwähnt worden. In unserer Planungserklärung geht es um diese Zentrumslasten. Es gibt zwei Arten: die grundsätzliche Abgeltung nach Artikel 13 FILAG und die Pauschalabgeltung nach Artikel 15. Im Fall der Stadt Bern wurde eine aufwendige finanzielle Aufstellung gemacht, was alles als Zentrumslast gilt. Der Bericht vom 11. Februar ist öffentlich und von Ecoplan erstellt worden. Wie ich habe zur Kenntnis nehmen müssen, macht dieselbe Firma Ecoplan die Evaluation des Kantons, und gestützt darauf hat der Regierungsrat den Grundlagenbericht erstellt. Im Rahmen eines Geschäfts von Anwälten wäre dies möglicherweise ein Fall für die Anwaltsaufsicht. Hier war es offensichtlich kein Problem. Dies spricht aber möglicherweise nicht unbedingt für das Vorgehen, wenn dieselbe Institution sowohl für die Stadt möglichst viel Geld herausholt als auch für den Kanton eine objektive Evaluation durchführen möchte.
Aber kommen wir zur Sache. Das Gesetz geht davon aus, dass die Zentrumslasten offenbar in keinem Fall beeinflussbar sind. Deswegen werden sie abgegolten. Dies stimmt aber nach unserem Dafürhalten nicht in jedem Fall. Wenn eine Gemeinde nicht wirtschaftlich und nicht sparsam agiert, ist es nicht richtig, wenn sie diese Lasten nachher im Rahmen des FILAG bei den Zentrumslasten geltend machen kann. Einige haben gesagt, es gehe sowieso wieder um einen auf die Reithalle bezogenen Vorstoss. Dem ist nicht so, obwohl es selbstverständlich nach unserer Auffassung zutrifft, dass wenn die Stadt Bern Recht und Ordnung konsequent durchsetzen würde, die Kosten für die Sicherheit ein wenig tiefer wären. Deswegen geht es für uns nicht an, dass diese Kosten gleichwohl wiederum als Zentrumslasten geltend gemacht werden, obwohl man diese mit einem konsequenten Management selber etwas reduzieren könnte. Aber noch einmal: Es geht um ganz viele weitere Fälle, bei denen es uns wichtig erscheint, diese Sache einmal gründlich zu überprüfen. Wir haben Soziales, wir haben

Kultur, wir haben Sport. Die Stadt Bern verlangt keine Eintrittspreise und erhält trotzdem Zentrumslasten mit nur einem Pauschalabzug von 10 Prozent. Die Stadt leistet sich Amtsstellen, Freizeitprojekte, gibt dies beim Sozialen der Zentrumslasten ein, obwohl man schon den Lastenausgleich hat. Die Stadt Bern hat 24 Kulturinstitutionen. Wir im Kanton, die bezahlen müssen, wissen nicht, ob dies wirklich wirtschaftlich ist. An den Präsidenten gerichtet, dies ist mein Schlusswort: Geben wir uns als Kanton und den Gemeinden, die diese Zentrumslasten finanzieren müssen, die Chance zu überprüfen, ob hier wirklich wirtschaftlich und sparsam agiert wird. Die Planungserklärung ist der Weg dazu. *(Der Redner räuspert sich.)* Entschuldigung für meine Stimme.

Präsident. Vielleicht sollten Sie zwischendurch ein bisschen Luft holen! *(Heiterkeit)* Ich gebe dem Kommissionssprecher der FiKo das Wort, Grossrat Wyrsch.

Daniel Wyrsch, Jegenstorf (SP), Kommissionssprecher der FiKo. Wir haben die beiden Planungserklärungen in der FiKo diskutiert. Bei jener der FDP/Saxer wurde über die Mindestausstattung diskutiert. Dies habe ich vorhin schon ausgeführt. Dabei geht es um den Steuerertrag, und bei Fusionen gibt es keine Steuererträge beziehungsweise keine zusätzlichen Steuererträge. Für die Fusionsverträge muss an anderer Stelle gesucht werden. Man kann darüber diskutieren, ob 86 genau der richtige Index sei oder nicht. Wir haben in der Kommission darüber diskutiert und diese Planungserklärung nachher ganz knapp mit 7 Ja- zu 8 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Auch die zweite Planungserklärung SVP/Freudiger haben wir diskutiert. Als Zahlenmensch war ich erstaunt, was man alles in zwei Sätze packen kann, wenn es ein bisschen schwammig ist. Es war schlussendlich so, dass auch diese Planungserklärung in der FiKo abgelehnt wurde, mit 6 Ja- zu 10 Nein-Stimmen. Also, zweimal ein Nein aus der FiKo.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt der Planungserklärung FDP/Saxer zu. Auch wir haben seit längerer Zeit den Eindruck, dass die Mindestausstattungen grosszügig bemessen sind und wahrscheinlich in diesem Ausmass nicht mehr zweckdienlich sind. Wir denken, diese seien tendenziell strukturerhaltend. Oder anders gesagt: Bei einem Teil der Gemeinden führte eine kleinere Mindestausstattung des Kantons dazu, dass kleinere Gemeinden sich zusammenschliessen und fusionieren würden. Das Ziel ist es ganz sicher nicht, dass die Steuern erhöht werden, sondern dass andere Massnahmen ergriffen werden, damit sich Gemeinden zusammentun, grössere Gebilde führen und stärker werden. Die Reduktion der Anzahl Gemeinden ist ein ausdrückliches Ziel des Kantons Bern und auch seitens unserer Fraktion. Aber, dies möchte ich ausdrücklich erwähnen, nicht, weil wir damit sparen wollen, sondern weil es für die Bevölkerung besser ist, wenn eine Gemeinde eine gewisse Grösse hat, um professionellere und gute Dienstleistungen auf dem heutigen Standard zu erbringen. Die Planungserklärung Freudiger lehnen wir ab, weil wir schlicht nicht nachvollziehen können, was mit dem Begriff «heutige systembedingte Fehlanreize» gemeint ist. Aus dem Bericht sind diese nicht ersichtlich. Das Gleiche gilt für die Beschreibung «schleppende, nicht sparsame oder nicht wirkungsvolle Aufgabenerfüllung». Dies ist für uns recht unspezifisch und aus der Luft gegriffen, um nicht zu sagen, tendenziös. Es ist eine Stimmungsmache gegen die Städte. Wir politisieren lieber aufgrund von Fakten und lehnen diese Planungserklärung ab.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Ich habe mich bei der ersten Runde bewusst nicht gemeldet. Selbstverständlich nehmen auch wir den Bericht zur Kenntnis. Ich bin der Meinung, dass es nichts bringt, wenn man achtmal dasselbe sagt, wie es sieben andere vorher schon gesagt haben. Ich komme zu den Planungserklärungen. Zuerst zur Planungserklärung Saxer: Nach dem Motto «Gut gemeint, aber unglücklich formuliert» – ich zitiere die gestrige Aussage des Herrn Volkswirtschaftsdirektors – stellen wir fest, dass die mit der Planungserklärung formulierten Ziele mit diesen Massnahmen nicht erreicht werden können. Wenn wir die Mindestausstattung von 86 Prozent senken, werden die finanzschwächsten Gemeinden nicht entsprechend unter Druck gesetzt, sodass sie finanzieren müssen. Im Gegenteil, es werden alle Gemeinden, die von dieser Mindestausstattung profitieren, unter Druck gesetzt, und deswegen können wir dieses Ziel sicher nicht erreichen. Die Planungserklärung schiesst damit, unserer Meinung nach, am Ziel vorbei. Die BDP-Fraktion betrachtet die Planungserklärung in Bezug auf das formulierte Ziel als wirkungslos und lehnt diese deswegen ab.
Zur Planungserklärung Freudiger: Wir haben tatsächlich die Vermutung, es sei eine verkappte Reitschuldebatte. Diese haben wir letztes Jahr im März ausführlich geführt. In der Zwischenzeit hat Patrick

Freudiger erklärt, was er alles unter seine Planungserklärung subsumiert. Wir gehen bei der Reduktion, das heisst, dass man die Zentrumslasten nicht zu 100 Prozent abdeckt, sondern nur zu 80 Prozent, davon aus, dass diese Luft noch vorhanden ist, dass dort die Zentrumsvorteile, wie man auch sagen kann, abgedeckt sind. Die BDP-Fraktion lehnt auch die Planungserklärung Freudiger einstimmig ab.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Die grüne Fraktion unterstützt den Antrag FDP/Saxer. Ich finde das, was auch der Sprecher der FDP, Herr Saxer, ausgeführt hat, wichtig, das heisst, dass es nicht um eine gesetzliche Änderung geht, sondern darum, dem Regierungsrat einen Hinweis zu geben, dass er beim Spielraum, den er hat – er kann zwischen 75 und 90 Prozent ausgleichen –, eher an die untere Grenze geht. Dies ist ausgeführt worden. Heute sind es 86. Die grüne Fraktion ist der Meinung, dass wir hier beim Strukturwandel eine Veränderung wollen. Dies heisst nicht, Ja oder Nein, sondern es ist eine ganz kleine Korrektur, die unserer Meinung nach in die richtige Richtung geht. Die grüne Fraktion spricht sich für eine Stärkung der Gemeinde aus. Dafür muss eine Gemeinde aber auch überlebensfähig sein, und daher ist dies der richtige Weg. Wie gesagt, es gibt die Unterstützung der Grünen.
Der Antrag von Herrn Freudiger habe ich mit grossem Erstaunen zur Kenntnis genommen. Dass ein Jurist einen solchen Satz schreiben kann, übersteigt meine Fähigkeiten des Verständnisses einer juristischen Ausbildung. Aber es ist nachher sehr klar ausgeführt worden, worum es geht. Wenn man hier anführt, es gehe trotzdem darum, dass die Stadt Bern anscheinend zu viele Kulturinstitutionen hat, bitte ich Herrn Freudiger, die Evaluation noch einmal ganz genau zu betrachten. Es ist in den Berichten sehr detailliert ausgeführt, was die Stadt Bern leistet, aber nicht nur die Stadt Bern, sondern auch die Stadt Biel und die Stadt Thun leisten. Die Evaluation zeigt genau auf, dass man im Sicherheitsbereich mehr macht, dass man im Bereich des privaten Verkehrs mehr macht, was die Städte leisten. Ich glaube, alle, die ein bisschen Verständnis haben für die Realität dieser drei Städte, müssen dies zur Kenntnis nehmen. Die grüne Fraktion lehnt diese Planungserklärung dezidiert ab. Ich möchte Herrn Freudiger sagen, dass er mit dem Stadtpräsidenten von Thun darüber diskutieren soll, ob die Stadt Thun wirklich keine wirksame Aufgabenerfüllung vornimmt. Ein solch pauschaler Vorwurf eines Grossrats erachte ich eher als peinlich.

Präsident. Ein kurzer Einschub. Links von mir neben der Türe steht ein Koffer. Wem gehört dieser? – *(Die die Protokollführerin teilt dem Präsidenten mit, der Koffer gehöre ihr.)* Ach so, dieser gehört Ihnen. Es hat sich geklärt. Wir fahren weiter mit den Fraktionen.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Also, wir dürfen beruhigt sein. Ich komme zurück auf mein Bild mit der Röllchenbahn im Verkehrshaus. Die FDP ermuntert den Regierungsrat, an einem dieser Räder der Röllchenbahn zu drehen. Es handelt sich um das Rädchen der Mindestausstattung. Man will dort eine Bremse einbauen, ein bisschen verschärfen. Wir wissen aber nicht, ob das Kügelchen nachher noch weiterrollt, wenn wir daran schrauben. Der Regierungsrat hat selbst die Kompetenz, hier in einem Rang von 75–90 den Mindestausstattungslevel festzulegen. Er hat dies aus einer Gesamtsicht bei 86 festgelegt. Die EVP will kein Signal aussenden, dahingehend, dass einfach man daran schrauben sollte. Die Kompetenz hat der Regierungsrat weiterhin, wenn er dies als richtig erachtet. Es gibt für uns aber noch einen weiteren Grund. Aus unserer Sicht gibt es keinen direkten Zusammenhang zwischen dem Steuerertragsindex und dem Fusionspotenzial. Man müsste nebenan noch Gemeinden haben, mit denen man fusionieren könnte. Der direkte Zusammenhang zwischen dem Steuerertragsindex und dem Fusionspotenzial ist nicht gegeben. Deswegen lehnen wir diese Planungserklärung ab.
Zur Planungserklärung der SVP: Das FILAG basiert darauf, dass man mit einem klaren Mechanismus nach einer Statusanalyse die verschiedenen Rädchen in Gang setzt. Bei keinem dieser Rädchen gibt es ein internes Verursacherprinzip. Genau dies soll aber jetzt mit dieser Planungserklärung eingeführt werden. Man will ein Verursacherprinzip einführen, bei allen, in diesem Fall bei den Zentrumslasten. Aber dann müsste man es konsequent bei allen Mechanismen machen, also hinschauen, ob eine Gemeinde selber schuld ist, dass sie in diesem Status ist. Dies ist kein Prinzip des FILAG. Es ist systemfremd, egal ob beim Disparitätenabbau oder bei der Mindestausstattung. Aus diesem Grund lehnen wir auch diese Planungserklärung als falsches Prinzip ab.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Bei der SVP-Fraktion hat die Planungserklärung Freudiger offensichtlich eine Mehrheit gefunden. Anders ist es bei der Planungserklärung FDP/Saxer. Wir haben gerade vorhin gehört, als sich alle Rednerinnen und Redner geäussert haben, dass sich das System eigentlich

bewährt hat. Doch nun will man mit dieser Planungserklärung die Grundlagen schaffen, damit man einseitig an einem Ort schrauben kann. Wir lehnen dies ab. Wir lehnen dies auch deswegen ab, weil wir glauben, dass Gemeindefusionen durchaus Sinn machen können. Sie sollten aber freiwillig erfolgen. Sie sollten von unten wachsen. Dann funktionieren sie auch. Wir wissen aus Studien, dass es keinen Zusammenhang gibt zwischen Gemeindefusionen und wie es diesen Gemeinden finanziell geht. Mir jedenfalls ist keine Studie bekannt, welche nach der Fusion finanzielle Vorteile ausweist. Es gibt allerdings eine aus St. Gallen, die besagt, dass es keinen gibt. Wir glauben, dass hier das Falsche avisiert wird. Wir glauben auch, dass dies vorhin auch ausgeführt worden ist, das heisst, dass der Vorschlag zu undifferenziert ist. Es stellt sich die Frage nach dem Ziel, welches man erreichen will, und ob man dieses überhaupt erreichen kann. Wenn man beispielsweise nebenan keine Gemeinde hat, mit welcher man fusionieren kann, bringt es nichts. Dies ist wohl das falsche Instrument, um Ziele, welche man hier erreichen will, zu erreichen. Deswegen lehnen wir die Planungserklärung FDP ab.

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich habe mich absichtlich nach dem Sprecher der SVP eingetragen, weil ich davon ausgegangen bin, dass die Freiwilligkeit der Gemeindefusionen zu Wort kommt, eben, dass man keinen Zwang will. Für uns ist die Planungserklärung Saxer ein genau solches Instrument. Er will überhaupt keinen Zwang ausüben. Er möchte aber, dass man die bestehenden, zum Teil ineffizienten, kleinräumigen Strukturen vonseiten des Kantons weniger subventioniert und so einen Anreiz zu Fusionen schafft. Dies ist ein sehr liberales und freiwilliges Instrument. Deshalb stimmen wir dieser Planungserklärung klar zu. Dies auch, weil wir gleichzeitig – wie ich dies bereits ausgeführt habe – finden, wenn die Zentrumslasten nicht voll ausbezahlt werden, weil der Kanton finanziell schlecht dasteht, könne man dies auch bei den kleinen Gemeinden bei der Mindestausstattung geltend machen.
Jetzt noch zur Planungserklärung von Kollege Freudiger: Er hat alles aufgezählt, wofür der Kanton ineffizient Geld ausgibt. Dies ist seine Meinung, dies ist legitim. Ich könnte auf der anderen Seite ausführen, dass das Berner Oberland drei Grundbuchämter hat, während das ganze Berner Mittelland nur eines hat. Darüber könnte man diskutieren. Ich habe die Mindestausstattung angesprochen. Auch wenn es keine «Lex Reitschule» ist, haben Sie primär über die Reitschule gesprochen. Jetzt muss auch ich meinen Evergreen bringen: Ich könnte auch sagen, dass die Viehschauen auch immer noch in den Landgemeinden sind, sprich auch dort, wo man, je nach politischer Sicht, das eine oder andere effizient oder ineffizient findet. Hier sind wir der Meinung, dass der Föderalismus gewahrt werden soll und nicht noch die politische Meinung über einzelne Ausgaben im Finanzausgleich geltend gemacht wird. Aus diesem Grund lehnen wir diese Planungserklärung klar ab.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (FDP). Es wird Sie alle sicher nicht verwundern, dass die FDP der Planungserklärung der FDP zustimmt. Nur noch zwei Hinweise: Wir sind der Meinung, dass es sich um einen sehr massvollen Vorschlag handelt, der nicht mit dem Dampfhammer kommt. Die Idee ist es, an den Regierungsrat und die finanzschwächeren Gemeinden ein politisches Signal senden zu können, wonach der Kanton erwartet, dass sie gegenüber Zusammenschlüssen mit anderen Gemeinden eine offene und konstruktive Haltung einnehmen. Dabei muss man beim Anreizsystem aktiv werden und die entsprechenden Signale aussenden, ohne das Grundsystem infrage zu stellen. Der Planungserklärung SVP/Freudiger können wir nicht zustimmen. Dies aus zwei Gründen: Erstens stellen wir fest, dass die Zentrumslasten vom Kanton nicht zu 100 Prozent abgegolten werden und die Gemeinden daher auch einen Spielraum haben sollen in der Art und Weise, wie sie ihre Aufgaben wahrnehmen. Das Zweite, welches für uns eigentlich noch fast wichtiger ist, sind die Begriffe «schleppende Aufgabenerfüllung», «nicht sparsame Aufgabenerfüllung» oder «nicht wirkungsvolle Aufgabenerfüllung». Dies sind Begriffe, die nicht justiziabel sind. Wenn Sie Abgeltungen kürzen wollen, müssen Sie Messlatten haben, um zweifelsfrei feststellen zu können, was sparsam und was nicht sparsam ist. Dies ist juristisch nicht machbar. Daher sind wir auch der Meinung, dies sei in der Praxis nicht vollziehbar. Deswegen lehnen wir die Planungserklärung ab.

Jakob Schwarz, Adelboden (EDU). Ich wollte eigentlich nichts sagen, aber Michael Köpfli hat mich doch gerade nach vorne gebracht. Irgendwie hat er den vorhergehenden Voten nicht zugehört. Er hat behauptet, Gemeinden mit einem kleinen Steuerkraftindex hätten weniger effiziente Strukturen. Dies ergibt keinen Zusammenhang. Diesen Beweis können Sie nicht erbringen. Ich kenne sehr viele Gemeinden, die einen kleinen Steuerkraftindex haben, aber sehr bescheidene, effiziente Strukturen haben. Dies hat keinen Zusammenhang damit. Man trifft damit nicht die Gemeinden, die Fusionspotenzial hätten oder für jene es Sinn machen würde, zu fusionieren. Die EDU-Fraktion lehnt diese Planungserklärung deswegen ab.

Präsident. Grossrat Freudiger hat sich als Antragssteller angegriffen gefühlt. Deswegen bekommt er noch einmal das Wort.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich werde mich nicht zur Debatte äussern. Dies darf ich nicht. Ich werde mich einzig zum persönlichen Angriff von Kollegin Imboden äussern. Jetzt muss ich das Mikrofon noch etwas herunterstellen, damit ich das von Kollegin Imboden angeschnittene Niveau halten kann. *(Der Redner verstellt die Höhe des Rednerpults.)* Sie hat zu keinem, zu keinem einzigen meiner Hinweise zu Kultur, Soziales und Sport Stellung genommen. Dass dies eher gegen sie denn gegen mich spricht, ist offenkundig. Zum Vorwurf, dass dies juristisch nicht qualifiziert sei, erlaube ich mir einfach – deswegen bin ich nach vorne gekommen – Artikel 35 FILAG, Variante 2001, vorzulesen. Dies war geltendes Recht bis 2001: «Der Regierungsrat verweigert die Zuschüsse im Rahmen dieses Gesetzes ganz oder teilweise, wenn eine Gemeinde ihre Aufgaben nicht wirtschaftlich und sparsam erfüllt. Der Entscheid des Regierungsrates ist endgültig.» Ich hatte also keine revolutionäre Idee, sondern nur etwas erwähnt, was bereits im Gesetz stand. Den Vorwurf der juristischen Unqualifiziertheit habe ich damit hoffentlich aus dem Weg räumen können.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Ich sage zuerst etwas zu Planungserklärung 1, und ich muss Ihnen ehrlich sagen, dass es mir vorgekommen ist, als würden wir eine Gemeindefusionsdebatte führen. Das FILAG orientiert sich an den Regeln des Finanz- und Lastenausgleichs, unter anderem auf der Basis des Grundsatzes, dass man zwischen Ausgleichs- und Anreizwirkungen eine Trennung der Instrumente macht. Dies ist in Artikel 2 FILAG geregelt. Der Finanzausgleich hat gleichzeitig das Ziel, die unterschiedliche Steuerkraft der Gemeinden auszugleichen. Dieses Ziel soll gemäss den FILAG-Grundsätzen nicht mit einem positiven, aber auch nicht mit einem negativen Anreiz für Gemeindefusionen vermischt werden. Ich denke, dies ist einer der wichtigen Punkte in dieser Debatte. Deshalb ist eine Senkung des massgebenden harmonisierten Steuerertragsindex (HEI), die zum Zweck der Fusionsförderung erfolgt, einzig mit dem Ziel, damit finanziellen Druck auf die finanzschwächsten Gemeinden auszuüben, wenn man diesen ausüben will, aus Sicht des Regierungsrats mit den FILAG-Grundsätzen überhaupt nicht vereinbar. Dies ist zentral in dieser Diskussion. Von einer generellen Kürzung der Mindestausstattung wären zudem nicht nur Klein- und Kleinstgemeinden betroffen. Wenn man das Jahr 2017 betrachtet, haben zum Beispiel 168 Gemeinden eine Mindestausstattung erhalten. Knapp 40 Prozent der Gemeinden, die eine Mindestausstattung erhalten hatten, hatten mehr als 1000 Einwohnerinnen und Einwohner, und knapp 20 Prozent der betroffenen Gemeinden hatten sogar mehr als 2000 Einwohnerinnen und Einwohner.
Ich möchte noch etwas zu den fusionshemmenden Nebeneffekten sagen. Man hat bereits im Rahmen der Revision 2012 die eine oder andere Situation ein bisschen verbessert, zum Beispiel durch die Verlängerung der Übergangsfrist für die Ausgleichszahlungen bei Gemeindefusionen. Diese hat man von fünf auf zehn Jahre verlängert. Zudem besteht seit 2013 die Möglichkeit, dass der Regierungsrat Leistungen aus dem Finanzausgleich kürzen kann, wenn sich eine Gemeinde einem wirtschaftlich sinnvollen Gemeindezusammenschluss verwehrt und diesen verhindert. Die Androhung dieser Massnahme, die wir seit 2013 haben, hat unter anderem dazu geführt, dass man 2016 die Gemeinde Niederösch mit den Gemeinden Ersigen und Oberösch fusionieren konnte. Wie Sie alle wissen, hat der Regierungsrat einen Prüfungsbericht zum Postulat von Grossrat Müller *(P 177-2014)* in Auftrag gegeben. Der Titel lautete: «Wie könnte der Kanton Bern heute aussehen?». Wir haben diesen Frühling eine Vernehmlassung durchgeführt. Sie werden in Kürze einen Bericht diskutieren können. Genau dort wird es um Themen wie Fusionsförderung gehen. Ich finde, dies müsse hier nicht mit dem FILAG vorweggenommen werden. Wenn wir diese Diskussion führen wollen, werden wir noch genügend Zeit haben. Dem Regierungsrat erscheint dies der richtige Weg und nicht jener, jetzt schnell mit einer Planungserklärung den HEI herabzusetzen. Seitens des Regierungsrats empfehlen wir, die Planungserklärung Nr. 1 von Grossrat Saxer abzulehnen.
Ich komme zur Planungserklärung Nr. 2. In der Verfassung des Kantons Bern (KV) ist festgelegt, dass das kantonale Recht den Gemeinden einen möglichst grossen Handlungsspielraum gewährt. Dies steht in Artikel 109 KV. Für den Finanzhaushalt in einer Gemeinde ist also gemäss Artikel 71 des Gemeindegesetzes (GG) primär der Gemeinderat zuständig und verantwortlich, während die Aufsicht über den Finanzhaushalt entweder der Gemeindeversammlung oder dem Gemeindeparlament obliegt. Ich muss nun trotzdem etwas festhalten: Der Regierungsrat geht primär davon aus, dass die bernischen Gemeinden ihre Finanzhaushalte so gestalten, dass sie mit wirtschaftlichem und

sparsamem Einsatz der Ressourcen bürgernahe Leistungen von hoher Qualität anbieten können. Dem Regierungsrat ist deshalb nicht klar, weshalb man jetzt im FILAG Fehlanreize bei der Abgeltung der Zentrumslasten haben sollte. Bei der Berechnung der Zentrumslasten werden nur diejenigen Leistungen der Städte berücksichtigt, von welchen die Bevölkerung von anderen Gemeinden profitieren kann, und dies anteilsmässig. Das FILAG sieht keine vollständige, sondern eine anteilsmässige Abgeltung der Zentrumslasten vor. Weiter möchte ich daran erinnern, dass die Ecoplan AG in ihrer Evaluation des FILAG im Jahr 2016 Folgendes festgehalten hat: «Im interkantonalen Vergleich kann der bernische Zentrumslastenausgleichheit durchaus als ‹Vorzeigemodell› betitelt werden.» Ich möchte Ihnen ans Herz legen, diese Planungserklärung abzulehnen. Diese wäre auch ein falsches Zeichen. Ich danke Ihnen, wenn Sie dem Regierungsrat folgen.

Präsident. Wir kommen zu den Abstimmungen. Wir stimmen zuerst über die beiden Planungserklärungen ab und danach über die Kenntnisnahme des Berichts. Wer die Planungserklärung Nr. 1 FDP/Saxer annehmen möchte, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung FDP [Saxer, Gümligen] – Nr. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	76
Nein	71
Enthalten	4

Präsident. Sie haben die Planungserklärung Nr. 1 angenommen mit 76 Ja- gegen 71 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.
Wir kommen zur Planungserklärung Nr. 2, SVP/Freudiger. Wer dieser Planungserklärung zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Planungserklärung SVP [Freudiger, Langenthal] – Nr. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	47
Nein	102
Enthalten	2

Präsident. Sie haben diese Planungserklärung abgelehnt mit 102 Nein- gegen 47 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.
Wir kommen zur Kenntnisnahme des Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer die Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Kenntnisnahme Bericht mit überwiesener Planungserklärung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	142
Nein	7
Enthalten	2

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 142 Ja-, 7 Nein-Stimmen und 2 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.686

Motion 256-2017 Speiser-Niess (Zweisimmen, SVP)
Begrenzung der Kaderlöhne in kantonsnahen Betrieben bzw. in solchen, die im Eigentum des Kantons Bern sind

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 30. Die Motion von Grossrätin Speiser wurde zurückgezogen. Sie gibt eine Erklärung ab. Grossrätin Speiser, Sie haben das Wort.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Mit meiner Motion wollte ich ein wichtiges Thema aufgreifen. Die Bevölkerung muss immer wieder feststellen, dass unvertretbare, horrende Löhne mit öffentlichen Geldern bezahlt werden, also mit Steuergeldern, mit Krankenkassenprämien und so weiter, oder weil ein Unternehmen einfach ein Monopol auf Dienstleistungen hat, welche die Bevölkerung einkaufen muss. Horrende Kaderlöhne in verschiedenen Betrieben, welche ganz oder teilweise, aber mehrheitlich dem Kanton Bern gehören: Das ist nichts Neues. Gute Arbeit und grosse Verantwortung sollen gut belohnt werden. Dies mag richtig sein, aber alles in einem vertretbaren Rahmen. Im November haben wir das Entlastungspaket verabschiedet. Auch ich habe diesem mehrheitlich zugestimmt. Ja, wir müssen Sorge tragen zu unseren Finanzen, weil dies auch die Bevölkerung und die Steuerzahlenden betrifft und somit alle. Wenn gespart werden soll, sollen aber auch jene ihren Beitrag leisten, die eben ein hohes Salär haben, was von der Öffentlichkeit oftmals nicht verstanden wird. Horrende Saläre bei Topmanagern bewahren aber weder Regierung noch Steuerzahler vor einschneidenden Fehlentscheiden. Entscheide, die nicht sorgfältig gefällt werden, sind aber auch von grossem Ausmass und zwar so, dass sie immer die ganze Bevölkerung treffen. Fehlentscheide führen häufig zu Rücktrittsforderungen, die aber am Schluss mit einem goldenen Fallschirm abgegolten werden.
Aktiengesellschaften, bei welchen weder die Verwaltungsratspräsidenten noch CEOs eigenes Geld investieren, also auch kein eigenes Risiko eingehen, kann man aus meiner Sicht nicht eins zu eins mit der Privatwirtschaft vergleichen. Die Regierung hat in ihrer Antwort leider nicht alle Betriebe aufgelistet, die ich angesprochen habe. Die öffentlichen Spitäler sind nicht erwähnt. Dort wissen wir doch, dass eigentlich fast alle im Alleineigentum des Kantons Bern sind. Hohe Krankenkassenprämien, ungebremste Kostensteigerungen – dort besteht auch dringender Handlungsbedarf. In der Antwort des Regierungsrats wird von marktgerechter Entschädigung bei den Spitzenlöhnen gesprochen, bei denen man eigentlich Mass halten sollte. Leider habe ich auch in verschiedenen Anfragen und Interpellationen feststellen müssen, dass der Regierungsrat häufig keine Kenntnis von diesen Löhnen hat. Das Lämpchen des Mikrofons leuchtet schon. Die Motion ist nicht mehrheitsfähig. Dies ist der Grund, weshalb ich sie zurückziehe. Ich werde mit dem Thema wiederkommen. Ich werde die Flughöhe der Saläre anpassen, ich werde eine adäquate Formulierung ausarbeiten und werde ganz sicher mit dem Thema wiederkommen.

Geschäft 2017.RRGR.741

Motion 278-2017 Krähenbühl (Unterlangenegg, SVP)
Ausgabenexplosion durch Ausgabenwachstumsbremse bremsen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 31: «Ausgabenexplosion durch Ausgabenwachstumsbremse bremsen». Es handelt sich um eine Motion, welche vom Regierungsrat abgelehnt wird. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Krähenbühl, das Wort.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). In dieser Session war schon mehrere Male von Vorstössen die Rede, konkret von der Motion Aebi und der Motion Brönnimann, bei denen es darum ging, den Kanton zu dynamisieren und etwas gegen die Wachstumsschwäche zu tun. Dies finde ich grundsätzlich ein berechtigtes Anliegen. Wenn man dies aber umsetzen und wissen will, welches wirklich die Gründe für die wirtschaftliche Schwäche des Kantons sind, muss man hinschauen. Interessanterweise hat man letzte Woche in der Presse einen spannenden Artikel zu diesem Thema lesen

können. Und zwar hat die VOL, notabene unsere Verwaltung, auf Einladung der «Berner Zeitung» ein Update des sogenannten Stocker-Risch-Berichts aus dem Jahr 1968 gemacht, der jetzt genau fünfzig Jahre alt ist. Schon damals hatte man die Situation des Kantons Bern analysiert. Experten der VOL haben nun ein paar Schlüsse daraus gezogen. Einen wichtigen Schluss, eigentlich fast einen Hauptschluss, lese ich wortwörtlich vor: «Steuern: Der Berner Ertrag aus den Bundessteuern ist immer noch unterdurchschnittlich, vor allem bei höheren Einkommen ist die Steuerbelastung hoch. Die Steuerschwäche liegt auch am hohen Anteil von Zupendlern, die in anderen Kantonen Steuern zahlen. Überdies ist die Bundesverwaltung nicht steuerpflichtig.» Hier ist von der Bundessteuer die Rede. Aber wir wissen alle: Dort gibt es einen relativ hohen Zusammenhang zwischen Kantonssteuer und Bundessteuer, gerade bei den hohen Einkommen. Tatsache ist also, dass die Steuerbelastung im Kanton Bern hoch ist. Viele Personen wohnen nicht hier, gerade jene der Verwaltung, gerade Kantonsangestellte. Ich kenne auch Spitzenbeamte, die im Kanton Wallis oder im Kanton Fribourg wohnen. Grundsätzlich ist dies legitim, aber man kann sich nach der Motivation fragen. Tatsache ist auch, dass nicht nur die Steuern der natürlichen Personen viel zu hoch sind, sondern auch jene der juristischen Personen. Es gibt den «Swiss Tax Report», und in diesem habe ich gerade die neusten Zahlen nachgeschaut. Gemäss diesen Zahlen sind wir am dritthöchsten, was die Gewinnsteuern betrifft. Wir sind also auch für juristische Personen eine Steuerhölle.
Wenn wir aus diesem Teufelskreis von hohen Steuern, Abwanderung von guten Steuerzahlern und negativen Anreizen für Unternehmen steuertechnisch herauskommen wollen, müssen wir im Steuerhaushalt Spielraum erhalten. Genau hier setzt unser Vorstoss an. Es ist nicht einmal die Idee, dass man im absoluten Sinn spart. Sparen bedeutet weniger ausgeben als im Vorjahr. Dies wird immer wieder verwechselt, liebe Kolleginnen und Kollegen auf der linken Seite. Sie sprechen immer von sparen, wenn man das Ausgabenwachstum bremst. In diesem Sinn ist dies für mich nicht sparen. Für mich ist gespart, wenn man absolut weniger ausgibt. Hier verlangen wir genau dies, eine gewisse Bremse des Ausgabenwachstums. Leider war das Ausgabenwachstum in den letzten Jahren immer sehr hoch. Ich komme darauf zurück. Interessanterweise sieht dies der Regierungsrat im Grundsatz auch so. Wenn wir die Antwort auf den Vorstoss lesen, lesen wir, «Der Regierungsrat kann das Kernanliegen der Motionäre – die Eindämmung des staatlichen Aufwandwachstums – grundsätzlich nachvollziehen. Auch er nimmt die Aufwandentwicklung in einzelnen staatlichen Aufgabenbereichen mit Besorgnis zur Kenntnis.»
Leider zieht die Regierung nicht die richtigen Schlüsse. Sie verweist auf die Schuldenbremse, was aus ihrer Sicht als finanzpolitisches Steuerungsmittel ausreichend ist. Die Schuldenbremse ist gut. Ich habe nichts gegen die Schuldenbremse. Diese braucht es. Leider aber sorgt die Schuldenbremse nur dafür, dass eigentlich der Finanzhaushalt auf einem zu hohen Niveau stabil bleibt. Doch kommen wir nicht vorwärts. Wir bleiben stets, zwar in einer labilen, aber hohen Balance, aber auf viel zu hohem Niveau. Wenn wir die Zahlen betrachten, wenn wir rein die Ausgaben des Kantons betrachten – dies habe ich in meiner Motion geschrieben –, lesen wir die Zahl von 8,8 Mrd. Franken Staatsausgaben im Jahr 2006. Im Jahr 2016 waren es schon 10,6 Mrd. Franken. Im aktuellen Jahr sind es 10,8 Mrd. Franken. Dies ist wesentlich mehr als zum Beispiel die Teuerung. Mit der Teuerung wären wir jetzt bei gut 9 Mrd. Franken. Jetzt kann man alles auseinandernehmen und sagen, dass man dies wegen diesem oder jenem nicht machen kann.
Ich gehe auf zwei konkrete Kritikpunkte zu unserer Motion ein. Ein Kritikpunkt ist, das Budget sei nicht jedes Jahr gleich zusammengesetzt. Es gebe zum Beispiel Verschiebungen der Aufgaben, zum Beispiel die neue Zusammensetzung des FILAG. Wir haben dies zwar hier nur teilweise beschlossen. Aber es gibt zum Beispiel Einlagerungen von Kantons- und Gemeindepolizeien, städtischen Polizeien in Kantonspolizeien und so weiter. Dies ist aber kein Grund, um gegen diesen Vorstoss zu sein. Dies kann man kontrollieren. Ich hoffe nämlich nicht, dass die Regierung Aufgaben im Budget aufnimmt, von welchen sie keine Ahnung hat, also subaltern, ohne dass man es irgendwie im Griff hat. Dies kann man kontrollieren, und dies ist genau unsere Forderung an den Regierungsrat, nämlich dass er Vorschläge bringt, wie man dies machen kann. Dann kann man dies berücksichtigen. Es gibt in der Ökonomie den Ausdruck «ceteris paribus», im Übrigen unter Gleichen. Dann macht man es halt so. Ein zweiter Punkt ist, dass die Regierung behauptet – es blinkt, ich muss trotzdem noch etwas sagen –, man könne viele Ausgaben nicht beeinflussen, weil sie gebunden seien. Viele Ausgaben sind gebunden, aber es gibt auch viele gebundene Ausgaben, die wir selber binden. Dort müssen wir Gesetzesänderungen machen. In diesem Sinn schliesse ich und bitte Sie um Annahme der Motion.

Präsident. Es gibt Mitmotionäre, es gibt Fraktionen. Wünscht niemand das Wort? – Doch. Als Mitmotionär oder für die Fraktion? – Gut, zuerst hat für die EVP-Fraktion Grossrat Kipfer das Wort.

Hans Kipfer, Münsingen (EVP). Die EVP sagt Ja zur bisherigen Schuldenbremse. Wir sagen aber Nein zu einer neuen Bremse. Bei einer Bremse, dies sagt das Wort schon, bremst etwas. Wir haben den Eindruck, dass die hier geforderte Bremse die Entwicklung des Kantons Bern bremst und die Geschwindigkeit, wie wir uns im Kanton Bern weiterentwickeln. Oder mit einem anderen Bild gesprochen, ich habe es wohl heute mit den Bildern: Es kommt mir vor, als hätten wir den Auftrag, 100 Leute mit Gehacktem und Hörnli zu verpflegen, aber nur für 50 Leute Fleisch und für 50 Leute Teigwaren zur Verfügung haben. Die Ausgabenbremse enthält aus meiner Sicht zwei Fehlkonstruktionen. Wir haben im Kanton Bern sehr viele fremdbestimmte Aufgaben, welche wir nicht selbst steuern können. Das ist erwähnt worden. Es ist ein Fakt, dass leider ein Grossteil unserer Aufgaben in der Entwicklung fremdbestimmt sind. Man kann diese ausklammern, dann bleibt das, was wir selbst bestimmen können. Wenn wir das, was wir selbst bestimmen können noch über diesen Level legen wollen, wird es am Schluss sehr schwierig. Der zweite Fehler aus meiner Sicht: Genau das, was wir selber bestimmen können, erachte ich es als wichtig, nämlich dass wir diese Aufgaben gezielt steuern und sagen können: Hier braucht es etwas mehr, hier vielleicht etwas weniger. Dies ohne dabei über einen Level zu gehen oder eine Bremse einzubauen und zu sagen, dass wir nicht mehr verfügbar haben. Es ist das gezielte Arbeiten mit dem, was wir haben. Um auf das Bild des Menüs zurückzukommen, welches ich vorhin erwähnt habe: Wir müssen mit den Zutaten umzugehen lernen, die wir haben, und mit dem kochen, was wir haben. Vielleicht ergänzen wir das Menü noch mit Zwiebeln und Karotten, die wir irgendwo haben. Vor allem sollten wir nicht ein Stück Fleisch für einzelne Personengruppen beiseitelegen. Dies führt mich dazu, dass wir den Auftrag haben, eine gute Parlamentsarbeit zu machen im Rahmen der ganzen Prozesse. Wir können die Entscheide hier selber fällen. Wir können selber sagen, dass wir jene Aufgaben, die wir steuern können, übernehmen, während wir es bei einer anderen nicht wollen. Genau dies müssen wir machen: gute Parlamentsarbeit. Dafür brauchen wir nicht eine zusätzliche Ausgabenbremse.

Adrian Haas, Bern (FDP). Der Regierungsrat sagt es. Er nimmt die «Aufwandentwicklung mit Besorgnis zur Kenntnis», wir ebenso. Die Schuldenbremse ist okay. Ich gehörte seinerzeit dieser Kommission an und kenne diese sehr gut. Allerdings konnten sie nicht verhindern, dass der Aufwand stetig wächst und dies übermässig. Oder mit dem Wort von Hans Kipfer gesprochen: Es gibt immer mehr Fleisch und mehr Hörnli, sodass unserer Fitness auf dem Spiel steht. Alle paar Jahre muss wieder mit einem Sparpaket versucht werden, den übermässigen Wachstumstrend zu brechen. Der Trend ist immer aufwärts, danach wird wieder ein bisschen gespart, und dann geht es wieder weiter, danach wird wieder ein bisschen gespart und dann geht es wieder weiter. Dies ist nicht unbedingt eine nachhaltige Finanzpolitik. Die Motion ist sehr offen formuliert und lässt viel Spielraum zur Erfüllung. Sie will ein langfristiges Instrument, also kein Hott und Hüst oder von Budget zu Budget. Sie will das Wachstum des Volkseinkommens oder eine andere zweckmässige Referenzgrösse. Konkret heisst dies, dass die Aufgaben durchaus noch steigen dürfen, aber eben nicht mehr als Wachstum der Volkswirtschaft. Ich glaube, eigentlich müsste dies ganz allgemein hier drin die Zielsetzung sein, dass man den Staat nicht über das Wachstum der Volkswirtschaft wachsen lässt. Wir sind überzeugt, dass es möglich ist, ein zusätzliches Instrument zur bisherigen Schuldenbremse zu implementieren. Es ist klar, dass dies behutsam und massgeschneidert gemacht werden muss. Aber wir vertrauen unserer FIN und der Finanzdirektorin, dass sie dies machen und uns einen Vorschlag dazu unterbreiten können. Die Erfüllungsfrist der Motion beträgt zwei Jahre. Dies muss möglich sein. Wir sind gespannt, was uns nachher vorgelegt wird. Wir bitten Sie im Namen der einstimmigen FDP-Fraktion diese Motion gutzuheissen.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Die Motionäre wollen zu den bestehenden Defiziten und zur Schuldenbremse noch eine weitere Bremse ins Gesetz beziehungsweise in die Verfassung einbauen. Sie sprechen von einer Ausgabenexplosion. Ich möchte Sie bitten, den Voranschlag und den Aufgaben- und Finanzplan (AFP) genauer anzuschauen, um zu sehen, was man unter dieser Ausgabenexplosion versteht. In den nächsten vier Jahren, gemäss AFP, nehmen die Aufgaben um 250 Mio. Franken zu. Bei 5 Mrd. Franken beträgt diese Explosion 2 Prozent. Die Einnahmen hingegen betragen 350 Mio. Franken, also mehr als 3 Prozent. Dem sagt man Ausgabenexplosion. Seit der Einführung der Defizitschuldenbremse konnte man Erfahrungen sammeln, und diese Erfahrungen sind durchaus positiv. Unserer Meinung nach bestehen kein Grund und kein Anlass, noch eine weitere Bremse einzubauen. Wir hatten, mit Ausnahme der Rechnung 2012 in den letzten Jahren immer positive Rechnungen. Das Defizit von 2012 hat gemäss KV innerhalb der nächsten Rechnungen problemlos kompensiert werden können, ohne Neuverschuldung. Die BDP-Fraktion will keine neuen zentralrechtlichen Vorgaben

für weitere Sparmassnahmen und um weitere Lasten aufzuerlegen. Wir sind der Meinung, dass wir genug Hürden haben. Wir wollen uns nicht noch selber mehr Hürden aufbauen. Wenn man in die Rechnungen respektive in den Voranschlag oder den AFP schaut, wo diese Ausgaben sind, die angeblich explodieren, sind diese vor allem im Gesundheitswesen. Ja, was wollen wir im Gesundheitswesen machen? – Den Kranken sagen, sie sollen sich in anderen Kantonen pflegen lassen? Sollen wir im Sozialwesen sagen, dass die älteren Leute den Kanton verlassen und in andere Kantone gehen sollen, weil wir kein Geld mehr für sie haben? Wollen wir bei den Schulen sparen? Bei der Erziehung? – Im Personalbereich haben wir ja bereits eine Motion, welche mit diesen 3 Prozent umgesetzt wird. Deswegen nimmt das Ausgabenwachstum, oder eben diese Ausgabenexplosion, wie sie genannt wird, in den nächsten vier Jahren nur um 2 Prozent zu. Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen. Die BDP-Fraktion lehnt diese einstimmig ab.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion, Grossrätin Rüfenacht.

Andrea Rüfenacht, Burgdorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion einstimmig ab. Dies aus einem ganz einfachen Grund: Eine solche Ausgabenwachstumsbremse wird in der Praxis zu einem automatisierten Leistungsabbau. Dies kann man so in der Antwort der Regierung auch noch lesen. Da sind wir natürlich klar dagegen. Man muss auch sehen, dass die anderen Kantone, die hier erwähnt worden sind, in den letzten zehn Jahren im Durchschnitt auch ein Ausgabenwachstum von 2 Prozent hatten. Als Vergleich beispielsweise, oder wer weiss, sogar als einigermassen besser definierter Referenzwert, könnte man dies mit der Zunahme der Krankenkassenprämien im selben Zeitraum vergleichen. Diese lagen im Durchschnitt bei 3,7 Prozent pro Jahr. Es ist eine Tatsache, dass die Teuerung zwar seit Jahren sehr tief ist. Sie ist aber auch immer überdurchschnittlich viel höher für Leute mit kleinen Einkommen. Ein solcher Referenzwert kann man nicht ernsthaft vorschlagen. Sicher, die Staatsaufgaben umfassen deutlich mehr Bereiche. Jakob Etter hat diese gerade aufgezählt. Es sind dies Bildung, Gesundheit, Soziales, gefolgt von der Sicherheit und dem Verkehr. Aber die Leistungen – dies ist jetzt schon klar – werden bei den Schwächsten abgebaut und dagegen wehren wir uns. Die Privatwirtschaft, die Wachstum generieren sollte, wie wir gehört haben, ist sehr wohl auf Staatsleistungen angewiesen, zum Beispiel auf gut ausgebildete Leute, die auch gesund bleiben oder auf ein funktionierendes Rechtswesen oder auf eine gute Verkehrsinfrastruktur. Es ist wichtig, dass die Wirtschaft hierherkommt und neue Arbeitsplätze schafft. Der Finanzhaushalt des Kantons wird schon mit zwei Bremsen gesteuert. Eine dritte braucht es ganz einfach nicht. Darum lehnen wir die Motion einstimmig ab und bitten Sie, das Gleiche zu tun.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich kann mich den meisten Voten meiner Vorrednerinnen und Vorredner, auch jenem von Herrn Jakob Etter von der BDP, anschliessen. Die grüne Fraktion ist klar der Meinung, der Vorstoss sei abzulehnen. Die Begründung der Regierung ist sehr ausführlich und sehr deutlich. Punkt 1: Wir haben bereits heute mit der Schuldenbremse – dies wird in der Antwort der Regierung ausgeführt – ein sehr strenges, restriktives Konzept. Wir haben bereits heute eine sehr restriktive gesetzliche und auch verfassungsmässige Ausgangslage. Es wurde auch von Herrn Etter erwähnt: Was die Entwicklung anbelangt, dort wo der Druck relativ hoch ist, also im Gesundheitswesen, auch in der Demografie, sind wir als Gesellschaft gefordert, Lösungen zu finden. Es ist tatsächlich nicht richtig, nur weil wir immer älter werden, zu meinen, dass wir dies lösen können, indem wir im Altersbereich einfach weniger Leistungen bezahlen. So einfach ist leider auch die ökonomische, volkswirtschaftliche Seite nicht.
Auch relativ problematisch ist die Formulierung des Vorstosses, das heisst, wie man dies umsetzen kann. Das Volkseinkommen wir als Referenzwert genannt. Es gibt bei der VOL eine Statistik, welche das Volkseinkommen pro Kopf im Kanton Bern berechnet. Wir wissen – und dies ist genau eines der Probleme –, dass wir ein relativ tiefes Volkseinkommen pro Kopf haben, weil wir in diesem Kanton Strukturschwächen haben. Es ist sogar gesunken, das Volkseinkommen im Kanton Bern. Das Pro-Kopf-Einkommen lag im Jahr 2015 bei 52 900 Franken, im Jahr 2016 200 Franken tiefer. Wir alle teilen die Einschätzung, dass der Kanton Bern dynamischer werden muss, dass wir uns entwickeln und Probleme angehen müssen. Aber die vorliegende Variante, welche relativ wolkig formuliert ist und auch das ist, was wir nicht richtig finden, ist eine Politikbremse. Wir sind hier als Grossrätinnen und Grossräte gewählt, um thematisch zu diskutieren. Braucht es mehr Ausgaben im Gesundheitswesen? Wie können wir anders regulieren? Wie gehen wir mit der Demografie um? – Dies ist unsere Aufgabe als Politikerinnen und Politiker, hier Lösungen zu finden und nicht einfach an der Bremse zu ziehen und zu meinen, der Kanton entwickle sich dynamischer. Darum bittet die grüne Fraktion, den Vorstoss abzulehnen.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Wir haben bereits eine Schuldenbremse, und die glp findet diese Schuldenbremse im Grundsatz gut und unterstützt sie. Wir sollten diese weiterhin so haben. Aber eine Ausgabenbremse braucht es aus unserer Sicht nicht, und deswegen werden wir die Motion einstimmig ablehnen.
Vielleicht vier Punkte, die zu dieser Einschätzung führen: Zum einen sagt die Regierung, es gebe technische Überlegungen. Es gibt durchaus Ausgaben, welche beim Einbuchen gleichzeitig zu Einnahmen führen, also sprich Ausgaben, die in der Rechnung netto keinen Ausgaben sind. Solche Geschichten müsste man auch adressieren. Dies ist eine relativ technische Geschichte. Nachher gibt es eine politische Geschichte, und dies ist die wichtigere. Wir haben grosso modo Ausgaben in der Höhe von 10 Mrd. Franken. Von diesen 10 Mrd. Franken sind 3 Mrd. Franken für das Personal. Dazu haben wir einen politischen Auftrag überwiesen, zum einen die Motion Kipfer, zum anderen die Planungserklärung vom letzten November von Kollege Brönnimann. Darin wird gesagt, dass man innerhalb von drei Jahren bei den zentralen Stellen 3 Prozent sparen sollte. Dies ist konkret. Dies ist nicht eine wolkige Motionsforderung, sondern eine konkrete Massnahme. Diese gilt es nun umzusetzen.
Erlauben Sie mir noch eine kleine Präzisierung zu dieser Planungserklärung. Zentrale Stelle bedeutet nicht geografisch zentral, sondern dies bedeutet, dass durchaus auch im Simmental oder im Oberaargau eine zentrale Stelle geführt werden kann, und wie gesagt, diese gilt es zu kürzen. Dies ist aus unserer Sicht ein ganz konkreter Ausgabenauftrag, an dem wir festhalten wollen. Das Dritte sind politische Entscheidungen. Wir haben den anderen grossen Block in unserer Rechnung mit knapp 5 Mrd. Franken, die sogenannt eigenen Beiträge. Diese sind nichts anderes als unsere Entscheidungen, auch Entscheidungen der Motionäre, wenn man seitens des Kantons Geld aufwenden will. Ich kann mir nicht vorstellen, dass man einen Automatismus einführt und sagt, man habe eine sehr, sehr strikte Plafonierung. Jeder Ausgabenentscheid zugunsten dieser oder jener Anspruchsgruppe führt automatisch zu einer Kürzung bei der anderen Anspruchsgruppe. Es ist schlicht und einfach aus unserer Sicht eine Behinderung des politischen Entscheidungsprozesses. Es ist wichtig, dass man politisch entscheidet. Es ist wichtig, dass man sich bei den politischen Entscheiden auch überlegt, welche Folgen diese auf der Aufgabenseite haben werden. Allerdings kann es nicht sein, dass man einen strikten Automatismus einführt und danach bei jedem Kreditentscheid überlegen muss, welche Folgen dies für die anderen Entscheide hat. Aus diesen Gründen sind wir einstimmig für die Ablehnung.

Fritz Wyss, Wengi (SVP). Ich versuche nicht, die Dinge zu wiederholen, die wir bereits gehört haben und die angesprochen wurden, auch was den Motionär betrifft. Es wird Sie nicht überraschen, dass die SVP diesen Vorstoss einstimmig annehmen wird. Ich möchte noch ein Thema aufgreifen. Es passt gut, dass ich nach dem Sprecher der glp dran bin. Wir haben eine Interpellation von Grossrat Köpfli, «Lohnentwicklung in der Berner Kantonsverwaltung» *(I 078-2018)*. Dies ist eine interessante Interpellation mit interessanten Antworten, die auch einen Punkt aufzeigen, der zu diesem stetigen Ausgabenwachstum beiträgt. All jene, die ich gut kenne, wissen, dass ich jeder Person ihren Lohn gönne, auch auf hohem Level. Damit habe ich kein Problem, wenn die Leistung entsprechend ist, auch bei Organisationen, bei denen ich mitmache. Der Lohn ist für mich nie grundsätzlich ein Problem, nur weil er hoch ist. Darum geht es mir nicht. Aber wie gesagt, diese Interpellation ist sehr interessant. Sie zeigt auf, wo die Treiber dieser ganzen Ausgaben, dieses Wachstumsproblems sind. In unserem Kanton liegen diese nicht beim Kanton, sondern beim Bund. Dies ist einfach ein Fakt, wenn man anhand der Zahlen sieht, dass der Durchschnittslohn beim Bund zwischen 2007 und 2014 gerundet bei 121 000 Franken gelegen hat. Dass wir uns hier in derselben Stadt beziehungsweise in demselben Kanton unter Zugzwang setzen und es auch sind, ist für mich selbstverständlich. Das sehe ich auch. Bei der Interpellation sind die Zahlen vom Kanton sauber geliefert worden. Dies zeigt, dass man nicht übertrieben hat. Dies möchte ich damit auch nicht sagen. Für mich ist einfach klar: Will man in erster Linie das Ausgabenwachstum, welches auch beim Bund stetig steigt und das auch durch die Löhne verursacht wird, irgendwann stoppen, gibt es nichts anderes, als dass der Bund irgendwann einmal richtig auf die Bremse tritt. Es kann niemand behaupten, dass bei solchen Durchschnittslöhnen Probleme vorhanden wären, sodass die Leute in ihrer Existenz gefährdet wären, wenn man dort bremsen würde. Ich spreche nur vom Bremsen. Ich habe nichts von Lohnsenkungen gesagt. Als Beispiel sei der Medianlohn bei der Kantonsverwaltung erwähnt. Sie können dort nachlesen, wen es betrifft und wen nicht. Wir sind bei etwa 98 000 Franken brutto. Wenn man dies mit einem gut ausgewiesenen Handwerker vergleicht, einem wirklich gut ausgewiesenen Handwerker mit jahrelanger Erfahrung, der nicht nur ein Lehrjahr absolviert hat, so liegt dieser mit seinem Lohn irgendwo zwischen 80 000 und 85 000 Franken brutto. Bei 13 Monatslöhnen spreche ich von etwa 6000 bis 6500 Franken. Sie werden mir recht geben: Wenn Sie in ihrem Kollegenkreis fragen, gibt es sehr viele

gute Handwerker, die nicht diesen Lohn pro Monat nach Hause bringen. Dort sehe ich einen der Punkte, welche wir auch in Zukunft beachten müssen, sofern wir die Ausgaben bremsen wollen, wie es Samuel Krähenbühl gesagt hat. Es spricht niemand von senken oder sparen, es geht vorerst ums Bremsen. Ich glaube, die Regierung hat dies erkannt, und ich goutiere dies auch. Im Budget sind die Rotationsgewinne enthalten mit diesen 0,8, die wir gehabt haben, plus die Lohnmassnahme von 0,7. Dies gibt neu diese 1,5. Der Dellenausgleich von 0,3 mit der Teuerung ist im Moment nicht vorgesehen. Die Frage ist noch, wie man mit dieser Massnahme umgeht. Dies werden wir aber zu einer anderen Zeit hier diskutieren. Aber grundsätzlich glaube ich, wie gesagt, dass eine der Hauptausgaben des Kantons beim Personal liegt. Wir wollen gutes Personal, und wir wollen es auch gut bezahlen. Aber irgendwann muss man auch anerkennen, dass dies ein Fakt ist. Denn wir bezahlen unser Personal auch gut. Man kann nicht nur immer den Vergleich mit den höchsten Zahlen machen. Ich sage es noch einmal: Der Bund ist ein Treiber. Wenn man bei den Lohnvergleichen noch die Banken einbezieht, so wie ich dies gesehen habe, und wie man jeweils eher über die Banken herzieht, so ist dies manchmal auch fraglich. Ich sage es noch einmal: Die SVP stimmt einstimmig zu beziehungsweise mit etwa einer oder zwei Enthaltungen.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE/Huttwil (EDU). In der Begründung wird mit Zahlen aufgezeigt, wo die Ausgaben übermässig wachsen. Dies ist keine gute Entwicklung. In der Wirtschaft gibt es sicher ein paar Beispiele, wo die Büroapparate unverhältnismässig gewachsen sind und die Firma nachher Konkurs gegangen ist. Wenn wir in guten Zeiten nur knapp schwarze Zahlen schreiben, wo landen wir dann, wenn die Wirtschaft etwas schlechter läuft? – Deshalb müssen wir jetzt vorsorgen und die Ausgabenbremse ein wenig anziehen. Wenn wir uns der EU annähern, werden sicher die Löhne einmal sinken. Dann wird es weniger Steuereinnahmen geben, und dann werden wir unseren hohen Verwaltungsapparat nicht mehr zu bezahlen vermögen. Deswegen stimmt die EDU der Motion zu.

Präsident. Als erster Einzelsprecher Grossrat Lanz, SVP.

Raphael Lanz, Thun (SVP). Ich denke, bei diesem Vorstoss geht es um Grundsätzliches. Deswegen sollten wir beim Grundsätzlichen bleiben. Es ist schwierig, wenn wir uns immer wieder, wellenartig mit Sparpaketen und schwierigen Fragestellungen befassen. Es wäre besser, wir hätten einen Finanzhaushalt, in welchem die Ausgaben und Einnahmen langfristig im Gleichgewicht sind. Dies würde nämlich dazu führen, dass wir nicht sparen müssten und uns mit Sparpaketen und so weiter auseinandersetzen müssten. Ich glaube, es leuchtet allen ein, dass die Ausgaben die Einnahmen nicht überschreiten sollten. Wenn dies passiert, verschulden wir uns. Dann muss dies von den künftigen Generationen bezahlt werden, oder wir müssen die Steuern erhöhen. Dies ist in unserer Situation steuerlich und wegen des Standortwettbewerbs wohl nicht so sinnvoll.
Und jetzt, was verlangt der Vorstoss? – Ich bin nicht sicher, ob alle diesen Vorstoss gelesen haben. Er verlangt, dass das Wachstum «der durchschnittlichen Staatsausgaben längerfristig an die Entwicklung des Volkseinkommens oder von anderen Referenzwerten gebunden wird» – längerfristig. Jetzt muss ich zu Kollege Alberucci sagen: Sie haben «strikte Ausgabenbremse» gesagt. Hier steht «längerfristig» drin. Das ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit. Es ist unsere Verantwortung als Grossrätinnen und Grossräte, dass wir dies machen. Wenn wir diesen Vorstoss annehmen, tun wir nichts anderes als das, wozu wir sowieso schon verpflichtet sind. Es handelt sich nicht um eine grosse Einschränkung. Wenn man dem nicht zustimmt – und da darf ich mich an meinen geschätzten Kollegen Etter wenden –, bedeutet dies, dass man zustimmt, dass die Staatsausgaben mehr erhöht werden als das Volkseinkommen. Sonst könnte man dem ja zustimmen. Wenn sich die Staatsausgaben mehr erhöhen als das Volkseinkommen, führt dies zur Verschuldung oder zu höheren Steuern. Beides ist nicht sinnvoll. Deswegen sollten wir doch längerfristig, genau wie es da drin steht, beides, Einnahmen und Ausgaben, im Griff haben. Deswegen sehe ich es nicht ein. Ich habe mir dies gut überlegt, ich bin auch kein Freund von strikten Regelungen. Es ist derart moderat formuliert, dass man hier etwas Gescheites daraus machen kann. Zu Kollegin Imboden möchte ich sagen: Wenn man das Volkseinkommen nimmt – daran wurde auch noch beim Machen des Vorstosses gedacht; ich war nicht dabei –, so ist dies vielleicht noch nicht der richtige Referenzwert. Es wurde geschrieben, dass «andere zweckmässige und definierte Referenzwert» auch denkbar wären. Viel schlauer kann man dies nicht formulieren. Wenn man dafür ist, dass sich die Ausgaben und Einnahmen langfristig die Waage halten sollen, sehe ich nicht ein, weshalb man dagegen sein kann.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Ich habe selbstverständlich dem Votum von Fritz Wyss sehr interessiert und aufmerksam zugehört. Er kommt bei der Beurteilung der Lage, in der wir heute im Kanton Bern stecken, insbesondere beim Personal des Kantons Bern zu einem interessanten Schluss und zwar bei seiner Analyse, dass der Kostentreiber und die Wurzel des Übels an und für sich die Situation beim Bundespersonal sei, welches treibend sei für die Kosten des Staatspersonals. Deshalb habe ich eine relativ einfach Frage an Fritz Wyss. In diesem Vorstoss stehen als Absender die SVP, die FDP und auch noch die EDU. Es gibt im Bundesparlament zwei Parteien, welche die absolute Mehrheit haben, und es gibt eine Partei im Bundesparlament, welche ausnahmslos die grösste Partei ist. Mich hätte interessiert, welches der Zusammenhang ist zwischen der absoluten Mehrheit im Bundesparlament und dem Schadensverursacher Bundesparlament.

Luca Alberucci, Ostermundigen (glp). Ich möchte eine kurze Replik auf das Votum von Kollege Lanz geben. Was er gesagt hat, die längerfristige Sicht, ist sehr vernünftig. Aber das, was er eigentlich gesagt hat, ist durch die Schuldenbremse bereits abgedeckt. Wir haben eine Steuerstrategie. Wir entscheiden über diese. In dieser Steuerstrategie wird klar gesagt, dass man die Einnahmen dämmt. Und wenn man die Einnahmen dämmt und eine Schuldenbremse hat, so sind die Ausgaben entsprechend längerfristig gedämmt. Und aus diesem Grund ist die Motion nicht anzunehmen, weil sie schlicht und einfach, wenn sie längerfristig und sinnvoll anwendet wird, dann nicht nötig ist, weil wir dies schon über die Schuldenbremse abdecken.

Präsident. Ich gebe das Wort der Finanzdirektorin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Sie konnten es lesen. Der Regierungsrat lehnt den Vorstoss ab, und zwar sehr dezidiert. Ich möchte vier Hauptgründe nennen, weshalb wir zu dieser Erkenntnis gekommen sind. Erster Grund: Das, was hier, mit dieser Motion gefordert wird, hat man vor nicht allzu langer Zeit, im Zusammenhang mit der Schuldenbremse, auch schon diskutiert. Man hat dies verworfen. Zweiter Grund: Der Kanton Bern hat schweizweit gesehen die strengste Schuldenbremse. Dies ist wissenschaftlich bewiesen, man kann es nicht schönreden. Es ist auch gut, dass wir diese Schuldenbremse haben. Ich stehe vollumfänglich dahinter. Dritter Grund: Die Entwicklung des Ausgabenwachstums braucht schon ein bisschen mehr oder ein genaueres Hinschauen. Es ist sehr einfach, von Ausgabenexplosionen zu sprechen und dabei auszublenden, wie dies anscheinend die Motionäre tun, dass der Kanton Bern während den Jahren 2006 bis 2016 viele neue Aufgaben übernommen hat. Teilweise wollte er sie mit den entsprechenden Beschlüssen übernehmen, teilweise mussten wir sie einfach übernehmen.
Und der vierte und für mich wichtigste Punkt: Zur Eindämmung des Ausgabenwachstums braucht es keine neuen Instrumente, sondern es braucht viel mehr. Damit werden Sie nun angesprochen: Es braucht den politischen Willen für das Beschliessen gezielter Massnahmen. Als bürgerliche Politikerin lehne ich es immer wieder ab, Probleme, die entstehen, mit einem neuen Paragrafen zu lösen. Ich wehre mich vor allem dann dagegen, wenn wir eigentlich wissen, wo das Problem genau liegt. Seien wir einmal ehrlich! Wir wissen, wo der Aufwand wächst. Die Motionäre hätten genauso gut einzelne Vorstösse einreichen und die Ausgabenbremse im Zusammenhang mit den Gesundheitsausgaben, den Ergänzungsleistungen oder mit den Ausgaben im Alters- und Behindertenbereich beschliessen können. Und dies, liebe Grossrätinnen und Grossräte, sind die Kostentreiber, nicht das Personal. Wir brauchen nicht noch mehr Technokratie. Wir brauchen auch nicht neue Paragrafen. Wir brauchen Lösungen – Lösungen, die beispielsweise das Kostenwachstum bei den Gesundheitsausgaben eindämmen können. Dies – und dies wissen Sie alle genauso gut wie ich – schaffen wir mit einer Ausgabenwachstumsbremse, welche sehr kompliziert gestaltet werden muss. Wir schaffen es nicht, diese Kosten zu stoppen. Wenn es so einfach wäre, hätte es wahrscheinlich ein anderer Kanton schon längst auch eingeführt. Es ist auch eine Tatsache – jeder Kanton kämpft damit –, dass in gewissen Bereichen die Kosten einfach steigen, ohne dass wir etwas dazu beitragen. Höchstens im Privaten kann man vielleicht etwas dazu beitragen. Was ich damit sagen will: Wir brauchen konkrete Massnahmen und politische Lösungen. Diese führen bekanntlich zu einem harten politischen Diskussionsbedarf, wie dies zum Beispiel anlässlich der Angebots- und Strukturüberprüfung 2014 (ASP 2014) der Fall war, aber auch beim Entlastungspaket 2018 vom letzten November. Und diese Diskussionen müssen wir als Politikerinnen und Politiker aushalten können. Diese müssen wir führen und gemeinsam zu Lösungen kommen. Dafür braucht es *keine* Ausgabenbremse. Es braucht dafür keinen zusätzlichen Paragrafen, sondern nur den politischen Willen, wirklich etwas gegen diese Kostenerhöhungen zu unternehmen. Ich bin eine starke Verfechterin unserer Schuldenbremse. Diese hat sich bewährt. Wir müssen aber gut achtgeben, dass wir die Fuder nicht mit zusätzlichen Dingen überladen. Würde diese

Motion angenommen, wäre dies der Fall. Der Regierungsrat lehnt diese Motion ab. Ich möchte noch ganz klar festhalten, dass wir sie aus den vorgenannten Gründen ablehnen und nicht, weil wir nicht kostenbewusst handeln wollen, sondern weil uns ein solches Konstrukt nur schaden würde und den Kanton Bern nicht einen Millimeter weiterbrächte. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss ebenfalls abzulehnen.

Präsident. Der Motionär wünscht noch einmal das Wort, Grossrat Krähenbühl.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (SVP). Ich beginne bei der Finanzdirektorin. Habe ich es vorhin richtig verstanden? – Sie haben sinngemäss gesagt, dass wenn das Instrument tauglich wäre, dann hätten es andere Kantone eingeführt. Wenn ich Ihre Antwort lese, ist dem nämlich so. Es gibt zwei Kantone. «Von den 26 Kantonen kennen im Übrigen heute nur gerade deren zwei eine reine Ausgabenwachstumsbremse im Sinne der Motionäre. Es handelt sich dabei um die Kantone Graubünden und Thurgau.» Es gibt also Kantone, die dieses Instrument haben. Dies kann man so nicht stehen lassen. Es sind nicht unbedingt Kantone, die sich strukturell gross von unserem Kanton unterscheiden. Gerade Graubünden, aber auch der Thurgau sind ländliche Kantone, Kantone mit viel Randregionen und so weiter. Dies zu dem, ich kann es so nicht stehen lassen. Es gibt ein solches Instrument, und es ist eingeführt.
Ich habe sonst noch zwei, drei Punkte. Fremdbestimmte Ausgaben, Kollege Kipfer, ich musste dort vorher abbremsen, weil ich die Redezeit überschritten hatte. Noch einmal zuhanden der Finanzdirektorin: Es gibt sie, und es gibt solche, die vom Bund aus vorgegeben sind. Es gibt aber auch eine Reihe von fremdbestimmten Ausgaben, welche sogenannt gebunden sind, die wir selber binden, so beispielsweise das ganze FILAG-Konstrukt. Wir fanden zwar, wir wollten dieses nicht öffnen. Okay, aber Tatsache ist, dass dort gebundene Ausgaben enthalten sind, welche wir binden. Die Sozialhilfe – wir haben hier drin die Revision des Gesetzes über die öffentliche Sozialhilfe (Sozialhilfegesetz, SHG) beschlossen –, das sind eigentlich auch gebundene Ausgaben, die wir aber insofern beeinflussen, als wir den Grundbedarf ein wenig gesenkt haben. Dort kann man schon etwas tun. Nicht jede gebundene Aufgabe ist einfach gottgegeben. Wir binden sie selber.
Kollege Alberucci, Sie haben mich vor allem etwas herausgefordert. Ich glaube, Sie haben es nicht ganz begriffen. Entschuldigen Sie, Sie sind schlau, aber Sie haben es nicht begriffen. Die Schuldenbremse sorgt zwar dafür, dass die Ausgaben und Einnahmen im Gleichgewicht sind, aber sie sagt nichts über das Niveau aus. Sie können sogar die Steuern erhöhen, müssen diese vielleicht sogar erhöhen, um diese einzuhalten, aber Sie kommen nicht weiter. Wir kommen nicht aus dem Dilemma der hohen Steuerbelastung hinaus. Wir kommen nicht herunter, weil die Schuldenbremse nur für Stabilität auf hohem Niveau sorgt. Da schaue ich nun wirklich die glp und die BDP an. Diese haben sich in dieser Session mit Vorschlägen profiliert, um den Kanton zu dynamisieren. Demnach bestehe aus Sicht der glp offenbar irgendwie einen Zusammenhang mit dem Jurasitz. Ich glaube, hier gibt es einen Vorschlag, mit dem wir wirklich vorwärtsmachen können, welcher letztlich auch für den Regierungsrat ein Planungsinstrument wäre. Der Regierungsrat macht schliesslich das Budget. Damit können wir ihn ein wenig in die Pflicht nehmen.
Noch ein Wort zu Jakob Etter zur Ausgabenexplosion. 2006 sprechen wir von Kantonausgaben von 8,865 Mrd. Franken, 2016 von 10,66 Mrd. Franken. Dies sind 20,3 Prozent, dies ist eine Explosion, entschuldigen Sie. Ich habe geschlossen. Die Motion bleibt bestehen. Bürgerliche Parteien, outen Sie sich doch einmal!

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	66
Nein	78
Enthalten	5

Präsident. Sie haben die Motion abgelehnt mit 78 Nein- gegen 66 Ja-Stimmen bei 5 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.200

Motion 066-2018 Grüne (Imboden, Bern)
Standesinitiative: Interkantonaler Steuerwettbewerb stoppen – Harmonisierung der Unternehmenssteuern

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 32, der Motion von den Grünen/Imboden: «Standesinitiative: Interkantonaler Steuerwettbewerb stoppen […]». Ich gebe der Motionärin das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Vorweg: Standesinitiativen, die auf nationaler Ebene wirken sollen, soll man tatsächlich sehr restriktiv einsetzen. Aber hier, beim vorliegenden Anliegen, geht es um die nationale Ebene und um das Verhältnis zwischen der nationalen und der kantonalen Steuerpolitik. Die vorliegende Standesinitiative thematisiert aus Sicht des Kantons Bern die schweizerische Steuerpolitik und fordert eine materielle Steuerharmonisierung auf Bundesebene bei der Festlegung der Unternehmenssteuern, welche dann Auswirkungen auf den Kanton Bern hätten. Vielleicht vorweg: Es ist ein Fakt, dass die Unternehmenssteuern in der Schweiz deutlich – ich betone: deutlich – tiefer sind als der internationale Durchschnitt. Dabei berufe ich mich auf den «Taxation Index» der BAK Economics AG in Basel, welche dies gerade letzthin wieder dargelegt hat. Die Schweiz ist sowohl europaweit als auch international ein Steuerparadies für Unternehmungen. Wir sprechen immer von hohen Steuern im Kanton Bern. Aber wenn man einen breiteren Blick hat, ist es so, dass selbst der Kanton Bern, welcher im interkantonalen Bereich bei den Unternehmungen etwas höhere Steuern hat, wie wir wissen, international immer noch unterdurchschnittlich ist. Die effektive Steuerbelastung in der Schweiz liegt bei den Unternehmenssteuern in der Schweiz bei 16,6 Prozent, im globalen Schnitt beträgt sie 29 Prozent. Ein Beispiel: In der Stadt New York, ökonomisch sicher eine starke Stadt, werden die Unternehmungen mit 40,8 Prozent besteuert. Trotzdem ändert dies nichts an der Leistungsfähigkeit dieser Stadt. Es gibt weitere Beispiele, die zeigen, wie dies zusammenhängt. Wichtig zu wissen ist, dass auch bei einer Harmonisierung der Steuersätze in den Kantonen, was ja Gegenstand der Initiative ist, die Schweiz international immer noch konkurrenzfähig wäre. Dies ist wichtig als Ausgangspunkt. Nun gibt es die einen, die den Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen – darum geht es jetzt – als Naturgesetz anschauen, wie Tag und Nacht. Was Tag und was Nacht ist und ob das Naturgesetz so gilt, ist seit der Sommerzeitdiskussion nicht mehr so klar. Für die anderen ist es vielleicht eine der letzten heiligen Kühe, an die wir uns hier in der Schweiz halten wollen.
Aus Sicht der Motion gibt es drei Hauptgründe, welche für eine Harmonisierung auf nationaler Ebene sprechen. Dies vor allem aus der Perspektive des Kantons Bern. Ich nehme Bezug auf den Ökonomen Gunter Stephan. Er ist emeritierter Wirtschaftsprofessor der Universität Bern, er ist auch in der Motion erwähnt und hat unter dem Titel «Steuerwettbewerb: Fluch oder Segen?» publiziert. Er legt dar, dass es Gründe gibt, die dafür sprechen und solche, die dagegen sprechen. Allerdings sagt er – und dies ist wichtig –, es gebe Hinweise, wonach der Wettbewerb für gewisse Kantone nicht nützlich sei. Es können nicht alle gewinnen. Und er sagt, dass vor allem grosse Kantone – der Kanton Bern ist ein grosser Kanton – beim Steuerwettbewerb im Nachteil seien. Ich zitiere: «Im Allgemeinen profitieren vom Steuerwettbewerb kleine Gebietskörperschaften,», er meint Kantone, «während grosse eher verlieren.» Liebe Kolleginnen und Kollegen, wir sind ein grosser Kanton, und der Kanton Bern gehört zu den Verlierern dieses interkantonalen Steuerwettbewerbs. Wir können nie und nimmer mit dem Kanton Zug oder mit dem Kanton Schwyz mithalten. Der Kanton Zug hat ja insgesamt weniger Einwohner als die Stadt Bern. Man sieht schon, dass die Relationen ganz anders sind. Hier ein Argument aus ökonomischer Sicht, das zeigt, dass der Steuerwettbewerb nicht für alle gleich positiv ist. Vielleicht ist es für den Kanton Zug nützlich, darüber kann ich mich nicht auslassen, aber für den Kanton Bern ist der Steuerwettbewerb negativ.
Dies ist der zweite Punkt, diese Negativspirale, das «Race to the bottom», das bereits genannt worden ist. Der interkantonale Wettbewerb erzeugt einen Druck zwischen den Kantonen, dahingehend, wer eine Unternehmung bekommt. Wie gesagt, der Kanton Bern kann bei diesem Rennen nicht mithalten. Darum ist es in unserem Interesse, dieses Rennen jetzt endlich zu stoppen. Für Unternehmungen sind nicht nur Steuern relevant, sondern es sind dies auch die Verfügbarkeit der Infrastruktur, gut ausgebildeter Arbeitskräften und die geografischen Komponente, welche wichtig ist, sowie die

Lebensqualität. Hier kann der Kanton Bern viel bieten. Hingegen haben wir beim Steuerwettbewerb nun einmal eine Zwei auf dem Rücken. Dies wird sich nicht ändern, wenn die Steuersenkungsdiskussion im Hinblick auf die Abstimmung vom November angeheizt wird. Ich komme zum Schluss. Der Steuerwettbewerb ist ruinös für die Bevölkerung. 100 Mio. oder 150 Mio. Franken – eine Senkung ist nicht im Interesse des Kantons Bern. Helfen Sie mit, diese Standesinitiative auf die nationale Ebene zu überweisen, um zu zeigen, dass der Kanton Bern mehr zu bieten hat als nur eine endlose Steuersenkungsdebatte. Daher bitten wir um Unterstützung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionen. Als Erstes spricht Grossrat Etter für die BDP-Fraktion.

Jakob Etter, Treiten (BDP). Ich weiss nicht, wie oft der interkantonale Steuerwettbewerb im Verlauf der Steuerdebatte, die wir letztens geführt haben, hier vorne erwähnt worden ist. Unter diesem ruinösen Steuerwetteifer leiden vor allem Kantone mit hohen Steuern, wie dies der Kanton Bern ist. Aus dieser Warte haben wir ein gewisses Verständnis für das Anliegen der Motionärin. Trotzdem lehnt die BDP-Fraktion diesen Vorstoss einstimmt ab, aus folgenden Gründen. Folgende Gründe sprechen gegen die Motion: Erstens: Eine Standesinitiative ist beim Bund sehr unbeliebt und wird entsprechend auch zurückhaltend behandelt. Zweitens: Es dürfte nicht ganz einfach sein, wenn nicht sogar unmöglich, die grossen, steuergünstigeren Industriekantone für ein solches Anliegen zu gewinnen. Drittens: Eine Verfassungsänderung auf Bundesebene müsste schlussendlich vom Schweizervolk noch angenommen werden, und dies dürfte auch nicht ganz ein Sonntagsspaziergang werden. Und Viertens haben wir uns auch die Frage gestellt, auf welchem Niveau der harmonisierte Steuertarif festgelegt werden sollte. Würde der Tarif gesamtschweizerisch auf dem Niveau des Kantons Bern festgelegt, wären wahrscheinlich die Firmen in den steuergünstigsten Kantonen eher unglücklich. Würde der Tarif auf dem Niveau der tiefsten Kantone festgelegt, wären jene Kantone mit einem hohen Steuersatz benachteiligt. Somit bleibt wahrscheinlich irgendein Mittelweg mit dem Durchschnitt aller Kantone. Dabei könnte man vielleicht eine mittlere Unzufriedenheit zwischen den Firmen und den verschiedenen Kantonen herstellen. Aber damit schiessen wir uns selbst ins Bein, liebe Natalie Imboden.
Bei einem mittleren Steuertarif für juristische Personen sprechen wir nicht, wie jetzt in der vorliegenden Revision des Steuergesetzes (StG), von einer Steuerreduktion von 40 Mio. Franken, sondern dann werden es vielleicht 200 Mio. Franken sein. Für diesen Fall möchte ich Sie bitten, das Referendum gegen das StG sofort zurückzuziehen, sonst wären Sie inkonsequent. Wir können uns in dieser Hinsicht durchaus eine gewisse Nivellierung der tiefsten Steuertarife vorstellen. Allenfalls gibt es in einem Kanton auch andere Eckwerte, welche im interkantonalen Steuerwettbewerb harmonisiert werden könnten. Aber eine Vereinheitlichung der Steuertarife oder der Steuersätze für juristische Personen in allen 26 Kantonen können wir uns nicht vorstellen. Das ist kaum denkbar, aber Träumen ist ja nicht verboten. Aus all diesen Gründen lehnt die BDP-Fraktion die Motion zur Standesinitiative einstimmig und mit Überzeugung ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Bevor ich Ursula Zybach das Wort gebe, gebe ich es Barbara Streit. Sie sprechen nicht als Mitmotionärin, sondern als Fraktionssprecherin. Ist dies richtig? – Gut. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion spricht Frau Ursula Zybach.

Ursula Zybach, Spiez (SP). Ich kann es sehr kurz machen, weil Natalie Imboden vorher sehr klar und deutlich gesagt hat, worum es hier geht. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diese Motion selbstverständlich unterstützen. Ich denke, dass der Steuerwettbewerb in den letzten Jahren ad absurdum geführt wurde. All jene, die schon auf dem Zürichsee waren, müssen gar nicht viel von Geografie verstehen, um zu merken, wo der Kanton Zürich aufhört und wo der Kanton Zug anfängt. Der Wechsel zwischen den Kantonen, zeigen sehr klar sind, wie es ist, wie attraktiv dies wird. Dies zeigt auch das Referat von Gunter Stephan, welcher sowohl von der Motionärin als auch vonseiten der Regierung. Ich merke in Bezug auf die Geografie, dass ich vorhin einen falschen Kanton erwähnt habe. Klammer geschlossen. Aber ich merke, dass Sie zuhören zu. Stephan Gunter schreibt dort, es gebe Hinweise darauf, dass nicht alle gewinnen und ohne flankierende Massnahmen insbesondere die grossen Kantone im Nachteil sind. Nachdem wir vorhin gehört haben, mit welchen Kantonen wir uns im Zusammenhang mit der letzten Motion hätten vergleichen können, ich bin immer noch der Meinung, dass der Kanton Bern wirklich ein grosser Kanton ist. Einen Abschnitt aus diesem Bericht möchte ich zitieren. Ich finde, er zeigt sehr gut, worum es geht. Wenn sich Vermögende in einigen Kantonen konzentrieren,

können diese trotz niedrigeren Steuern vergleichbare staatlichen Leistungen anbieten. Dies löste wiederum eine Zuwanderung von anderen Vermögenden aus, wodurch die Steuern weiter gesenkt werden können. Gleichzeitig steigen dadurch die Immobilien- und Mietkosten, was Bezieher niedriger Einkommen veranlasst, in andere Kantone abzuwandern, und diesen anderen Kantonen höhere Sozialausgaben verursacht. Im Extremfall kann es zu einer Segregation der Gesellschaft kommen: Auf der einen Seite die Reichen, die wenig Steuern bezahlen müssen, sich viel leisten können, und auf der anderen stehen diejenigen Kantone mit den anderen Bürgerinnen und Bürgern, wo es ein Problem mit den staatlichen Ausgaben gibt. Schieben wir hier einen Riegel vor, machen wir diese Standesinitiative. Ich bitte Sie, dieser zuzustimmen.

Michael Köpfli, Bern (glp). Wir lehnen diese Standesinitiative klar ab. Nicht nur, weil wir grundsätzlich skeptisch sind gegen dieses Instrument, sondern auch, weil wir überzeugt sind, Wettbewerb führe zu mehr Effizienz, Innovation und Qualität. Dies ist nicht nur bei privaten Unternehmungen so, sondern es ist auch beim Staat der Fall und bei staatlichen Verwaltungen. Mit Blick auf den Kanton Bern sind wir überzeugt, dass der Kanton Bern sehr von diesem System profitiert, und zwar nicht zuletzt über den Nationalen Finanzausgleich (NFA).
Es ist wichtig: Wir haben nicht nur einen Steuerwettbewerb in der Schweiz, sondern wir haben auch einen Finanzausgleich, der dazu führt, dass auch die Kantone, die bei den Steuern nicht mit den Allerbesten mithalten können, davon profitieren. Wir können dankbar sein für den Finanzplatz Zürich. Wir können dankbar sein für die Pharmaindustrie im Kanton Basel-Stadt, und wir können auch dankbar sein für die vielen mobilen internationalen Firmen, die im Kanton Zug oder Schwyz ansässig sind und eben nicht in ein anderes Steuerparadies ziehen. All diese bringen nicht zuletzt dem Kanton Bern viel Geld. Ich empfehle allen, im aktuellen Aufgaben- und Finanzplan (AFP) oder im Budget der nächsten Jahre zu schauen, wie viel Geld im Budget unseres Kantons über den Finanzausgleich zu uns fliesst. Ich glaube, wir schiessen uns ins eigene Bein, wenn wir die nationale Steuerharmonisierung anstreben. Die Folge davon wäre nämlich klar. Die Folge davon wäre, dass es eine Harmonisierung nach oben gäbe. Dies würde dazu führen, dass die Unternehmen die Schweiz verlassen, abwandern würden. Dies wiederum führte zu tieferen Finanzausgleichszahlungen. Die Folge davon wäre, dass der Kanton Bern ärmer würde, während die Steuern für KMU, die nicht wegziehen können, und für die natürlichen Personen erhöht würden. Die Folge davon wäre ganz klar ein weiterer Abbau des Staats, also der staatlichen Leistungen im Kanton Bern, oder eben eine Steuererhöhung für das Gewerbe und für die Bürgerinnen und Bürger. Wenn man eine Standesinitiative im Interesse des Wirtschaftsstandorts Bern lancieren möchte, müsste man aktuell eine machen, mit der der Bundesrat oder das Parlament klar dazu aufgefordert wird, die Weiterentwicklung der bilateralen Verträge nicht zu gefährden, welche im Moment durch die unheilige Allianz der Gewerkschaften mit dem Aussenminister der Freisinnigen riskiert werden. Dies ist viel entscheidender für die Prosperität des Kantons Bern als eine nationale Steuerharmonisierung.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Ich spreche einerseits für die Fraktion, aber andererseits natürlich auch als Mitmotionärin. Die EVP ist einfach verwundert über die Antwort des Regierungsrats. Er bekennt sich mit fliegenden Fahnen zu einem uneingeschränkten Steuerwettbewerb und schiesst sich damit ins eigene Bein. Ich brauche das gleiche Bild von Herrn Etter und Herrn Köpfli, aber aus der gegenteiligen Position heraus. Wir als Berner EVP-Fraktion müssen in diesem Fall ganz klar sagen, dass wir uns durch den Berner Regierungsrat nicht vertreten fühlen. Wie kommt der Regierungsrat dazu, für den Steuerwettbewerb für juristische Personen einzutreten? Warum soll Bern als strukturschwacher und kostenintensiver Kanton den Steuerwettbewerb innerhalb der Schweiz unterstützen? – Unser Kanton ist gerade wegen des Steuerwettbewerbs in den letzten Jahren im Ranking stark nach unten gerutscht. Landauf, landab sind die Unternehmenssteuern gesenkt worden. Der Kanton Bern kann und konnte es sich nicht leisten, in diesem Rennen mitzumachen. Trotz verschiedener Sparpakete, welche empfindliche Einschnitte für die Schwächsten in unserem Kanton gebracht haben, glauben die Bürgerlichen und damit die Mehrheit des Regierungsrats an den Nutzen von Steuersenkungen.
Man weiss aber heute, dass höchstens die kleinen, ländlichen Kantone – dies wurde auch schon einige Male erwähnt – davon profitieren, diejenigen, die als Trittbrettfahrer von Städten profitieren. So zum Beispiel der Kanton Obwalden. Dort war ich einmal beim Regierungsrat zu Besuch. Obwalden war ja ein Steuersenkungs-Pionierkanton. Dieser ist natürlich eindeutig Trittbrettfahrer der Infrastruktur der Stadt Luzern. Die Steuern sind in der ganzen Schweiz, im Vergleich zu anderen Ländern, schon jetzt sehr tief – dies ist auch schon gesagt worden – und dies bei hoher Lebensqualität und

schlicht grossartigen öffentlichen Dienstleistungen. Alle Kantone in der Schweiz haben also die Chance, dass ausländische Unternehmen zuziehen beziehungsweise nicht wegziehen. Es gibt zig andere Kriterien, warum ein Unternehmen an einem bestimmten Ort sein Domizil haben will, ausser den Steuern. Ist es angesichts der guten Karten im internationalen Steuerwettbewerb tatsächlich sinnvoll, wenn wir uns in unserem kleinen Land mit einem internen Unternehmenssteuerwettbewerb zerfleischen? – Man muss sich den Ressourcenverschleiss vor Augen führen, die nutzlosen Diskussionen, in diesem Fall auch der destruktive Konkurrenzdruck zwischen den Kantonen, was vor allem auch für den Kanton Bern destruktiv ist. Der Kanton Bern ist, wenn man den Kanton mit einer Fussballmannschaft vergleicht, finanziell gesehen kein Stürmer. Dies ist uns allen klar. Diese Rolle müssen wir den Zürchern mit ihrer Finanzindustrie überlassen. Wir sind aber ein Mittelfeldspieler, der den Ball zuverlässig weitergibt. Ohne Mittelfeldspieler kann auch der Stürmer nicht funktionieren. In diesem Sinn steht die EVP, wie der Regierungsrat, hinter dem NFA, und wir sind seitens der EVP auch bereit, dafür zu kämpfen. Den Finanzausgleich aber in Zusammenhang mit dem Steuerwettbewerb zu bringen, finden wir heikel. Der Finanzausgleich ist nicht dafür da, den Steuerwettbewerb abzufedern.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wegen des inflationären Gebrauchs dieses Bildes, sind nun beide Beine angeschossen. *(Heiterkeit)* Für die FDP-Fraktion hat Grossrat Haas das Wort.

Adrian Haas, Bern (FDP). Mittelfeldspieler ist okay, aber man sollte ja auch nicht ein Eigengoal schiessen. Inhaltlich ist dieser Vorstoss ziemlich alter Kaffee, und er dürfte auch im Bundesparlament absolut chancenlos sein. Die Motionärin weiss das wahrscheinlich auch, aber sie wollte wieder einmal die Steuerthematik auf die Traktandenliste setzen. Ich glaube, der Regierungsrat ist auf dem richtigen Gleis, Barbara Streit. Auch das kantonalbernische Volk hat am 28. November 2010 die Initiative, die entsprechende Initiative der SP, welche eine materielle Steuerharmonisierung verlangt hat, abgelehnt. Dies zeigt, dass der Steuerwettbewerb vom Volk getragen wird. Er gehört zum schweizerischen Föderalismus und ist ein wichtiger Standortfaktor. Der Steuerwettbewerb gewährleistet die Vielfalt, die Auswahl in effizienter Weise und die Innovation bei öffentlichen Leistungen. Er findet denn auch in klar definierten Leitplanken statt. Es gibt dann noch das Korrelat des Finanzausgleichs. Das gesamte Konstrukt ist positiv. Alle profitieren von einer hohen Qualität von öffentlicher Infrastruktur, von einer breiten, relativ kostengünstigen und vielfältigen Auswahl an öffentlichen Leistungen. Das sogenannte «Race to the bottom» findet nur in den Referaten statt, in der Wirklichkeit nicht. Es gibt keinen schädlichen Steuersenkungswettlauf der Kantone. Im Gegenteil, die Steuereinnahmen sind immer stärker gewachsen. Wir haben vorher im Zusammenhang mit dem Ausgabenwachstumsvorstoss darüber diskutiert, ob die Einnahmen über dem Volkseinkommen wachsen. Der Steuerwettbewerb ist ein gutes Instrument. Darauf dürfen wir unmöglich verzichten, sonst würden wir uns selbst auch ins Bein schiessen. Ich bitte Sie, die unnötige Standesinitiative abzulehnen.

Patrick Freudiger, Langenthal (SVP). Ich kann mich weitgehend dem Vorredner der FDP anschliessen. Auch die SVP wird diesen Vorstoss einstimmig ablehnen. Wir sind bereits von der Art und Weise her der Meinung, die Standesinitiative sei aus verschiedenen Gründen ein suboptimales Vorgehen. Als Nettoprofiteur des Finanzausgleichs täte der Kanton Bern vielleicht nicht gut daran, wenn er denjenigen Kantonen, die das Geld für den Finanzausgleich liefern, sagen würde, wie sie ihre Steuerpolitik machen sollen. Ich glaube, dies käme in Bundesbern nicht so gut an und wäre vielleicht der Solidaritätsbereitschaft der Nettozahler nicht unbedingt zuträglich.
Aber die Motion ist ungeachtet des Vorgehens auch in der Sache falsch. Ich möchte, wie dies der Vorredner der FDP gemacht hat, auch im Namen der SVP-Fraktion sagen, dass der Steuerwettbewerb nichts Schlechtes ist; er ist etwas sehr Gutes. Der Steuerwettbewerb dient auch nicht einfach irgendwelchen Konzernen oder ist eine libertäre Orthodoxie. Nein, den Steuerwettbewerb haben wir, weil er den Leuten dient, weil er die Politik zwingt, die Steuern tief zu halten, weil der Wettbewerb zwingt, das Gegenüberstehen verschiedener Gemeinwesen gegenseitig attraktiv zu halten. Ich bin überzeugt, dass ohne Steuerwettbewerb eine Steuersenkungsvorlage, wie die, die wir beschlossen haben, nicht möglich wäre. Denn Politiker sind nicht bekannt dafür sind, dass sie besonders Freude an Steuersenkungen haben. Das Gegenteil ist in der Regel einfacher möglich. Politiker können sich ohne Druck aus der Bevölkerung eher über Steuererhöhungen einigen. Der Steuerwettbewerb ist ein Dienst am Bürger. Auch wenn wir jetzt sagen, dass primär die grossen Unternehmen profitieren werden, auch wenn wir aus einer sehr kurzfristigen Optik sogar richtig liegen, sind es aber diese grossen Unternehmen, die mit grossen Investitionsvolumen eine grosse Zahl an Arbeitsplätzen schaffen

werden. Davon profitieren auch wieder alle. Wir schiessen uns effektiv ins eigene Bein, wenn wir den Steuerwettbewerb beseitigen oder reduzieren wollen.
Vielleicht noch zum Schluss. Offenbar besteht hier die Meinung, Steuerwettbewerb bedeute, man müsse der Beste, sprich derjenige mit den tiefsten Steuern, sein. So ist es natürlich nicht. Niemand hier drin hat das Gefühl, auch nicht die SVP-Fraktion, der Kanton Bern müsse der steuergünstigste Kanton sein. Dies wäre effektiv nicht möglich. Aber soweit müssen wir gar nicht gehen. Der Kanton Bern hat sehr viele Vorteile, gute Dienstleistungen im Bildungssektor, eine gute öffentliche Verwaltung, gute Naherholungsgebiete, attraktiven, ländlichen Raum. Der Kanton Bern hat sehr viele Vorteile, die für sich sprechen. Wir müssen einfach darauf achten, dass unsere Steuerbelastung nicht derart schlecht ist, dass man trotz all dieser Vorteile nicht in den Kanton Bern kommt. Damit will ich sagen, dass es nicht darum geht, dass wir diejenigen mit den tiefsten Steuern sein müssen, aber wir müssen eine anständige Steuerbelastung haben, und der Steuerwettbewerb hält uns dazu an, dies immer Kopf zu behalten. Nein zu dieser Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben vielleicht gesehen, dass soeben selbstverständlich nicht Haşim Sancar gesprochen hat, sondern Patrick Freudiger. *(Der Vizepräsident nimmt Bezug auf den fälschlicherweise auf dem Display aufgeführten Grossrat Sancar.)* Dies passiert, wenn man irgendwo nicht ganz präzise ist. Jetzt sollte sich Haşim Sancar noch einmal anmelden, wenn ich ihn bitten darf. Jetzt für die Fraktion der Grünen, Haşim Sancar. – Sorry! *(Der Vizepräsident drückt etwa Falsches auf dem Schaltpult. Heiterkeit im Saal.)* Ursula Marti, melden Sie sich bitte noch einmal an. Danke.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Ich bin froh um diese Korrektur. Sie werden auch sehen, warum eigentlich. Eine Harmonisierung der Unternehmenssteuer auf nationaler Ebene würde den Steuerwettbewerb etwas stabilisieren und gerechter ausgestalten. Deswegen sollte der Regierungsrat eine Ständeinitiative einreichen, wie dies die Motion verlangt. Mit dem Steuerwettbewerb wird ein Wettlauf bis zum Boden betrieben. Dies geschieht, wenn jeder Kanton oder jede Gemeinde die andere zu unterbieten versucht. Dadurch nimmt sie weniger Steuern ein, und wenn das Steuersubstrat sinkt, entstehen neue Ungleichheiten infolge der jeweils entschiedenen Ausgabenreduktion. Dieser Wettlauf richtet zu viel Schaden an für das Gemeinwesen. So werden den Unternehmen Steuern geschenkt, um sie anzulocken. Gleichzeitig verlieren andere Gemeinden oder Kantone dadurch genau diejenigen Steuern, die das Unternehmen ihnen vorher bezahlt hatten.
Schmecken tut dieser Wettbewerb vor allem den juristischen Personen. Sie sind letztendlich die Einzigen, die von diesem bodenlosen Wettbewerb profitieren. Das Lobbying der Wirtschaftsorganisationen funktioniert in diesem Sinne gut. Doch wir sind die gewählte Vertretung der Bevölkerung. Uns muss auch etwas anderes interessieren und zwar, wer letztendlich die Zeche bezahlen muss. Denn es ist klar, der Wettbewerb ist nicht gratis. Die Wohnbevölkerung muss infolge der überhöhten Steuern oder wie im Fall des Kantons Bern mit Kürzungen in den Bereichen Soziales, Bildung und Gesundheit bei der Grundversorgung einstecken. Der Steuerwettbewerb ist überhaupt eine Spirale nach unten, welche die Lebensqualität der Bevölkerung senkt, und oft sind Frauen mehr betroffen, weil sie eine grössere Last der abgebauten öffentlichen Dienstleistungen unbezahlt und bald auch unsichtbar selbst verrichten müssen.
Bei der Steuerharmonisierung geht es indes um etwas anderes, nämlich um die Zukunft unseres Landes, welche auf dem gesellschaftlichen Zusammenhalt beruht. Auch die Rückseite dieser mit Steuern getriebenen Lockstrategie verdient unsere Aufmerksamkeit. Sicher, viele werten es als Erfolg, wenn die internationalen Unternehmer mittels tiefen Steuern in die Schweiz gelockt werden. Doch diese Methode ist höchstproblematisch. So stellt sich zum Beispiel die Frage, was denn am ursprünglichen Ort übrig bleibt, wie viel des hier erwirtschafteten Profits dahin zurückfliesst, wo Arbeitskraft investiert wird. Es ist wichtig, dass ein Unternehmen dort Steuern bezahlt, wo die Arbeitskraft ist, also da wo die Schulen, Plätze oder die Gesundheitsförderung eine umfassende und gute Grundversorgung diese Arbeitskraft überhaupt erst generiert, da wo der kostenintensive Alltag gelebt wird, auch von denjenigen Menschen, die ihre Arbeitskraft für den Profit des Unternehmens einsetzen. Es ist eine schlechte Praxis, wenn Staaten wie die Schweiz, Unternehmen mit der Aussicht auf tiefe Steuern anlocken, nur damit deren Profit steigt, ohne dass gleichzeitig die lokale Bevölkerung davon profitiert, welche die Arbeitskraft liefert. Steueroasen hier hinterlassen Steuerwüsten dort, wo Arbeit investiert wird. Die demokratischen Strukturen der Stammländer solcher Unternehmen leiden unter dieser Unternehmensflucht. Die Ausrede, dass andere Länder ihre Steuern für Unternehmer senken würden, reicht nicht, um diese Ungerechtigkeit zu rechtfertigen. Arbeitskraft braucht Substrat, braucht ein System

von Dienstleistungen, welches die Lebensqualität sichert. Und das geht nun vor allem mittels genügend Steuerreinnahmen. Der NFA, der als Gegenmittel immer wieder vorgekaut wird, ist auch kein Heilmittel. *(Der Vizepräsident bittet den Redner, sein Votum abzuschliessen.)* Ich komme zum Schluss. Die Geberkantone werfen uns, den Nehmerkantonen, immer wieder vor, dass wir nicht genügend Kürzungen vornehmen, und weil die Kantone, die von den wertschöpfungsschwachen Kantonen lautstark Anpassungen zu ihren Gunsten verlangen, wird der Ausgleich immer dünner. *(Der Vizepräsident schaltet dem Redner das Mikrofon ab.)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich muss Sie leider abkürzen, Sie hatten schon fünfeinhalb Minuten Redezeit. Als letzter Fraktionssprecher hat Grossrat Grädel für die EDU das Wort.

Johann Ulrich Grädel, Schwarzenbach BE/Huttwil (EDU). Konkurrenz belebt den Markt. Ich glaube, es gibt noch Leute hier drin, die nicht wissen, dass wir von der Wirtschaft und der Landwirtschaft leben. Deshalb ist es wichtig, dass wir einen tiefen Steuerfuss haben, dass die Firmen in der Schweiz bleiben. Dies gibt Arbeitsplätze, das ergibt auch Steuereinnahmen. Wenn die Wirtschaft abwandert, geht es uns nicht mehr gut. Deswegen sind wir gegen eine Standesinitiative für eine Harmonisierung des Unternehmenssteuerfusses.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern. Als Erstes Grossrätin Ursula Marti.

Ursula Marti, Bern (SP). Ich kann nicht verstehen, wenn man gerade aus Sicht des Kantons Bern gegen die vorliegende Forderung ist. Wie kann man dagegen sein? – Der Kanton Bern ist derjenige Kanton, der am meisten unter dem Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen leidet. Der Steuerwettbewerb ist der Grund, weshalb die Regierung und die Mehrheit des Grossen Rats jetzt auf Biegen und Brechen Unternehmenssteuersenkungen machen wollen, welche uns sehr schaden und zu massiven Einsparungen führen, welche zu Stellenabbau führen, durch welche eine Zentralisierung nicht möglich sein oder erschwert wird, oder wodurch es sogar immer mehr Zentralisierungen kommt, die niemand will. Es sind nicht nur die Einsparungen. Es ist auch Geld, welches uns nachher fehlt, welches wir dringend brauchen, um Dinge zu korrigieren, um auch Dinge besser aufzubauen. Ich denke an die Löhne der Lehrpersonen, der Polizistinnen und Polizisten, welche nicht konkurrenzfähig sind. Wenn man im Kanton Solothurn arbeitet, hat man 1000 Franken mehr pro Monat. Wir hätten sehr viel Nachholbedarf in diesem Bereich, in vielen anderen Bereichen. In die Kinderbetreuung müsste man viel mehr investieren, was auch der Wirtschaft sehr viel nützen würde. Dies würde ihr viel mehr nützen als eine kleine Steuersenkung. Die Wirtschaft bezahlt sowieso nicht viel an Steuern. Es sind 10 Prozent; 90 Prozent zahlen wir als natürliche Personen. Wir haben durch diesen Steuerwettbewerb sehr viel Negatives, was uns sehr schadet. Wir müssten eigentlich die Ersten sein, die sagen: Eindämmen, dem einen Riegel vorschieben! Ein absoluter Denkfehler ist auch, dass alles nach diesem Steuerrating funktioniert. Also, die Rangliste der Kantone ist das Mass aller Dinge. Dies ist total falsch. Damit macht man sich gegenseitig kaputt. Irgendein Kanton ist immer zuunterst in dieser Rangliste. Jeder, der zuunterst ist, senkt seine Steuern, damit er hinaufkommt. Dann ist ein anderer zuunterst, der die Steuern auch wiederum senkt. Es ist ein «Race to the bottom». Am Schluss bezahlen die Unternehmen nirgendwo mehr Steuern. Dies macht uns kaputt. Es ist unbegreiflich, dass wir nicht helfen, gerade als Kanton Bern, da einen Stopp zu machen. Es ist vor allem auch völlig unnötig. Es ist völlig unnötig. Die Schweiz ist international ein totales Steuerparadies und kompetitiv. Also, die Unternehmen gehen nicht weg aus der Schweiz. Wir haben so oder so tiefe Steuern. Es gibt keinen Grund, unter den Kantonen einen solchen Wettbewerb zu machen, und deswegen möchte ich Ihnen dringend empfehlen, die sehr gute Initiative anzunehmen.

Urs Graf, Interlaken (SP). Stellen Sie sich eine Familie in Wollerau, Schwyz, vor. Der Vater ist Manager, die Mutter Hausfrau, der Sohn leider drogenabhängig, die Tochter Studentin von internationalen Beziehungen. Der Vater erleidet einen schweren Herzinfarkt, muss in die Klinik nach Zürich und wird dort gepflegt. Die Mutter ist kulturinteressiert. Sie bekommt ein wunderbares Angebot in Zürich. Der Sohn ist in der Drogenszene in Zürich. Die Tochter studiert internationale Beziehungen in Genf. Weder die Gesundheit noch die Kultur noch das Soziale noch die Ausbildung werden ohne allgemeine Steuergelder finanziert. Diese Familie profitiert von den Angeboten der grossen Kantone. Der Steuerwettbewerb führt dazu, dass kleine Kantone diese Karte spielen können, die grossen nicht.

Diese müssen das ganze Paket anbieten. Das Modell der Steuersenkungen ist nicht multiplizierbar und deswegen nicht zu schützen. Ein nicht multiplizierbares Modell kann keine Lösung sein. Wir haben einen Steuerwettbewerb, indem die einen, wenn man sich einen Huntermeterlauf vorstellt, bei sechzig Metern starten und die anderen bei null. Deswegen müssen wir diesen überdenken. Er führt zu unnötigen Pendlerströmen. Er führt zu ungesunden Bodenpreis-Haussen, die nachher privat abgeschöpft werden. Er führt – und dies ist das Schwierigste – zu einer eidgenössischen Desolidarisierung. Wenn Sie die «Weltwoche» lesen, vernehmen Sie immer mehr, weshalb wir die Bergkantone unterstützen müssen. Dies ist nicht gesund. Ich bitte Sie, dies zu überdenken.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich werde in zehn Sekunden die Rednerliste schliessen.

Tom Gerber, Reconvilier (EVP). Zu all jenen, die in Beine geschossen haben, einmal links, einmal recht, muss ich als friedfertiger, waffenloser Täufer hier vorne sagen: Rüsten Sie in diesem Steuerwettkampf eine Runde ab und stimmen Sie der Motion zu! *(Heiterkeit)*

Raphael Lanz, Thun (SVP). Es ist schon viel gesagt worden. Ich möchte vielleicht nur noch etwas sagen an die Adresse von Kollegin Marti. Was mir einfach etwas zu denken gibt, ist diese Rhetorik. Hier die Wirtschaft. Sie haben gesagt, diese bezahle nur 10 Prozent und wir, wir bezahlen 90 Prozent, als gäbe es einen Gegensatz zwischen der Wirtschaft hier – das sind diese hier und vielleicht auch noch die Bösen –, und uns hier, die wir die 90 Prozent sind. Dieser Gegensatz – dies werden wir sehen, wir werden die Abstimmungskämpfe haben – existiert einfach nicht. Ich glaube, diese Rhetorik trägt auch zur Spaltung bei. Wir alle sind eigentlich die Wirtschaft. Wir sind darauf angewiesen, dass die Wirtschaft funktioniert, und man kann nicht sagen, hier die Wirtschaft und hier wir, sondern das gehört alles zusammen. Die guten Rahmenbedingungen für die Wirtschaft ermöglich nachher, dass die 90 Prozent, von denen Sie gesprochen haben, überhaupt ihre Steuern bezahlen können, und diese ermöglichen nachher auch, dass alle die sozialen Leistungen, die wir zu Recht erbringen, dass wir diese überhaupt finanzieren können. Deswegen möchte ich Sie schon bitten, auch wenn es manchmal etwas hoch hergeht, diesen Gegensatz nicht so heraufzubeschwören. Dies spaltet die Gesellschaft, wie andere Dinge auch, die Sie manchmal auch zu Recht kritisieren.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe das Wort der Regierungsrätin.

Beatrice Simon, Finanzdirektorin. Sie haben in der Motionsantwort lesen können, dass der Regierungsrat ein gewisses Verständnis für das Anliegen der Motionäre hat. Trotzdem glaubt der Regierungsrat nicht, dass es richtig ist, die Tarifautonomie der Kantone einzuschränken. Der Steuerwettbewerb führt dazu, dass die Kantone und Gemeinden ganz sorgfältig prüfen, prüfen müssen, wofür sie ihr Geld ausgeben und wie sie dies tun. Es muss effizient und kostengünstig sein. Und wenn es Kantone gibt, die sich tiefere Steuersätze leisten können, führt dies auch wieder zu einem Standortvorteil der Schweiz, von dem wir indirekt auch im Kanton Bern profitieren. Dies führt natürlich auch zu einem Druck auf alle anderen Kantone, die nachher auch schauen müssen, dass sie mit dem Steuergeld sehr effizient und sorgfältig umgehen. Natürlich, es ist eine Herausforderung, wenn andere Kantone ein deutlich höheres Ressourcenpotenzial haben als der Kanton Bern und deswegen steuerliche Entlastungen für die Unternehmungen, aber auch für die natürlichen Personen beschliessen können.
Ich möchte daran erinnern: Genau dafür hat man den NFA beschlossen. Das ist der nationale Finanzausgleich, und dieser stellt sicher, dass das höhere Ressourcenpotenzial über den Bundesfinanzausgleich den anderen Kantonen auch zugutekommt. Solange der Bundesfinanzmechanismus gut funktioniert, ist die Regierung der Meinung, dass man an dieser Tarifautonomie der Kantone auch festhalten sollte. Hinzu kommt, dass die Tarifautonomie in der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft (BV) verankert ist, und diese wird, so glaube ich, von der schweizerischen Bevölkerung grossmehrheitlich auch mitgetragen. Zumindest waren bisherige Bestrebungen, diese Tarifautonomie einzuschränken, immer erfolglos.
Zur Steuervorlage 2017 (SV17): Im Moment haben wir etwas viele Steuervorlagen, Steuergesetzrevisionen. Die SV17 ist jene, welche auf Bundesebene zur Diskussion steht, nicht die unsere. Ich sage es noch einmal, damit es auch wieder gesagt ist: Unsere StG-Revision können wir uns leisten.

Es ist eben wichtig, dass wir diese machen. Sonst gehen diese Unternehmungen in steuergünstigere Kantone, da nützt übrigens auch eine Standesinitiative im Moment nichts. Dies ist die Realität, denn dann werden wir Substrat verlieren, was uns unglaublich wehtun wird. Dann werden wir über Entlastungsmassnahmen diskutieren, aber dies war ein Exkurs. Wenn mit der SV17 des Bundes die bisherigen Sondernormen für die Statusgesellschaften abgeschafft werden, könnten die für die Schweiz wichtigen, mobilen Unternehmungen, die bisher von diesen Sondernormen profitiert haben, nur mit tieferen Steuersätzen gehalten werden. Dies kann man kritisieren, man kann dies nicht gut finden. Aber liebe Grossrätinnen und Grossräte, wohin gehen sie dann? – Dann gehen sie weg aus der Schweiz, sie gehen dann ins Ausland. Es gibt nicht nur in der Schweiz günstige Konditionen, was die Steuern betrifft, sondern es gibt auch noch andere Länder. Dank unserem System der Tarifautonomie ist es möglich, dass diejenigen Kantone, die viele solcher Sonderstatusgesellschaften haben, reagieren und diese hier behalten können, indem sie ihre Steuersätze senken. Wir sind seitens der Regierung der Meinung, zum heutigen Zeitpunkt sei dies auch richtig, und deswegen lehnen wir die Motion ab. Ich danke, wenn Sie dies auch tun.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe der Motionärin, Natalie Imboden, noch einmal das Wort.

Natalie Imboden, Bern (Grüne). Ich danke recht herzlich für diese Diskussion und vor allem für das Votum von Tom Gerber, welches aufgezeigt hat, dass wir uns trotz allen Wettbewerbs auch sprachlich ein bisschen mässigen müssen. Vielleicht drei Punkte, die ich aufgrund der Debatte aufnehmen möchte. Der eine ist die Frage, worum es hier geht. Ich habe von der heiligen Kuh gesprochen, von den Naturgesetzen. Man kann auch von einem Steuerwettbewerb sprechen, der einfach zu einer Religion geworden ist. Vielleicht richtet sich dies nicht an die gute Adresse von Tom Gerber, aber vielleicht an all jene, die eher laizistisch ausgerichtet sind, dahingehend, dass es vielleicht sinnvoll ist, einmal dahinter zu schauen, statt diese Mantras herunterzubeten, wie dies in der Vergangenheit immer gemacht wurde.
Darum möchte ich auch das Votum von Kollege Etter noch einmal erwähnen. Auch die Regierung hat gesagt, sie habe ein gewisses Verständnis. Kollege Etter hat gesagt, dass eine gewisse Nivellierung vielleicht Sinn machen würde. Ich stelle fest, dass in diesem Land in den letzten Jahren doch eine Veränderung stattgefunden hat. Die negativen Konsequenzen des Steuerwettbewerbs –diese gibt es, ich glaube, dies ist unbestritten, es kann nicht immer weiter nach unten gehen, sonst bezahlt man null Steuern, und die Unternehmungen bekommen noch Geld zurück –, haben dazu geführt, dass die Leute doch kritischer geworden sind, und auch das Votum der BDP zeigt, dass man ein gewisses Verständnis für eine gewisse Nivellierung hat.
Ich denke, dass die Abstimmung von 2008 heute zu einem anderen Resultat führen würde. Aber dies weiss man nicht, à la bonheur, man kann jetzt auch nicht darüber diskutieren.
Ich möchte gerne noch auf das Votum der FDP eingehen. Ich stelle fest, dass es bei der BDP es eine gewisse Sensibilisierung gibt, bei der SVP und der FDP nicht. Bei der FDP stelle ich einfach fest, dass diese Partei nicht ganz einstimmig ist. Ich zitiere die Finanzdirektorin der Stadt Biel, Frau Silvia Steidle, die FDP-Mitglied ist, ein Exekutivmitglied, ein prominentes dieser Partei. In einem Interview zum Thema «Sind Sie für eine strengere Steuerharmonisierung?» hat sie, zugegebenermassen schon im Dezember 2016, Ja gesagt. Punkt. Und zwar hat sie gesagt, es brauche eine gewisse Harmonisierung, es brauche einen gewissen Prozentsatz nach unten, der abgesichert ist. Zudem hat sie gesagt: «Es geht um die Zukunft des Landes! Die FDP muss sich für den gesellschaftlichen Zusammenhalt einsetzen. Darum will ich mich gerade als Liberale im Kampf gegen die Reform», gemeint sind die Steuersenkungen, «nicht verstecken. Der Freisinn hat seine liberalen Werte vergessen. Ich fordere die Rückkehr zu diesen Werten.» Ich muss sagen, diese Worte haben mich beeindruckt. Mich hat auch beeindruckt, dass die Stadt Biel gerade vor Kurzem kommuniziert hat, dass sie offiziell als Stadt unter der Führung einer FDP-Finanzdirektorin gegen die StG-Revision antreten wird, über die im Kanton Bern im November abgestimmt wird. Ich bin gespannt, ob die Bevölkerung der Meinung der Regierung ist, oder ob sie nicht eher der Meinung ist, es sei genug mit dem Steuerwettbewerb. Deshalb wäre es ein gutes Zeichen, hier und jetzt diese Standesinitiative zu unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer diese Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Ablehnung

Ja	60
Nein	91
Enthaltungen	2

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Motion abgelehnt mit 91 Neingegen 60 Ja-Stimmen bei 2 Enthaltungen.
Damit sind wir am Ende der Geschäfte der FIN angelangt. Ich wünsche der Finanzdirektorin Simon alles Gute, einen schönen Tag, auch ihren Angestellten und schönen Tag. Wir wechseln wieder.

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Geschäft 2017.GEF.690

Einführungsgesetz zur eidgenössischen Krebsregistrierungsgesetzgebung (EG KRG)

1. Lesung

Eintretens- und Grundsatzdebatte

Präsident. Wir warten auf den Gesundheitsdirektor. Ich begrüsse den Gesundheitsdirektor zu den Geschäften der GEF. Wir kommen zum Traktandum 33: «Einführungsgesetz zur eidgenössischen Krebsregistrierungsgesetzgebung (EG KRG)». Dieses Gesetz wurde von der GSoK vorberaten. Ich gebe zur Eintretensdebatte der Sprecherin der GSoK das Wort. Grossrätin Junker, Sie haben das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP), Kommissionssprecherin der GSoK. Das Eintreten war in der Kommission selbstverständlich unbestritten. Mit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Registrierung von Krebserkrankungen (Krebsregistrierungsgesetz, KRG) sind die Kantone verpflichtet, ein Krebsregister zu führen oder sich einem bestehenden Krebsregister anzuschliessen. Personen, Institutionen, die an der Diagnostik oder der Behandlung von Krebserkrankungen beteiligt sind, werden künftig verpflichtet sein, Daten an das zuständige Register zu melden. Für Patientinnen und Patienten sieht das KRG ein Widerspruchsrecht gegen die Registrierung vor. Das KRG und die zugehörige Verordnung sollen gemäss Bundesrat Anfang 2020 und nicht, wie zuvor vorgesehen 2019, in Kraft treten.
Der Kanton Bern führt seit 2012 ein Krebsregister. Mit einem Leistungsvertrag, befristet bis Ende 2018, sind die Aufgaben dem Institut für Pathologie der Universität Bern übertragen worden. Mit dem EG KRG werden die kantonalen gesetzlichen Grundlagen für den Vollzug der neuen Bundesgesetzgebung geschaffen. Die Führung des Krebsregisters kann an eine geeignete Institution übertragen werden, und dies soll im Kanton Bern weiterhin das Institut für Pathologie sein. Die Kommission empfiehlt dem Grossen Rat einstimmig, das EG KRG mit dem Antrag auf Inkraftsetzung per 01.01.2020 zuzustimmen. Die Verabschiedung in einer Lesung wird von der GSoK ebenfalls einstimmig unterstützt.

Präsident. Grossrätin Junker gibt auch gleich noch das Fraktionsvotum ab. Sie bekommt noch einmal das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP). Entschuldigung. Die Fraktion SP-PSA-JUSO unterstützt selbstverständlich diese Anträge. Das war‘s schon.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern. Für die grüne Fraktion, Grossrätin Graf.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Ich möchte es auch kurz machen und halbiere oder drittle meinen «Speak». Die dauerhafte staatliche Übertragung, das heisst das Führen eines kantonalen Krebsregisters, ist durch die Bundesgesetzgebung unumgänglich. Sie ist in den uns vorliegenden, schlank gehaltenen Gesetzesanträgen verankert und wird durch die Regierungsratsverordnung ergänzt. Wir, die grüne Fraktion, unterstützen dieses Einführungsgesetz mit den wenigen Gesetzesartikeln einstimmig. Ebenfalls werden wir auch beim nächsten Traktandum zustimmen, dem Verpflichtungskredit des Geschäfts Krebsregister für das Jahr 2019.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (BDP). Ich kann es schon vorwegnehmen und mache es kurz. Die Fraktion BDP unterstützt das EG KRG, haben wir doch bereits ein Register auf Kantonsebene, welches wir führen, und das uns wertvolle Erkenntnisse und Wissen liefert. Es ist uns wichtig, dass auf die Kosten geschaut wird. Wir erfüllen, was gefordert wird, aber nicht mehr. Wir unterstützen natürlich ein Register, welches über die Kantonsgrenzen hinausgeht. Mehr Daten geben auch mehr Auskunft. Jedes Leben, das mit mehr Wissen gerettet werden kann, rechtfertigt das Gesetz, das Register und jeden Kredit. Das nationale Gesetz, welches am 01.01.2020 in Kraft tritt, ist umfassend und lässt uns wenig Regungsspielraum, daher eben ein Ausführungsgesetz. Darum stimmt die Fraktion BDP dem Gesetz vorbehaltlos zu und will auch darauf eintreten. Wir unterstützen auch nur eine Lesung. Ich spreche auch gleich für den Kredit, der nachher noch an die Reihe kommt. Auch dieser ist die logische Folge des Überbrückungsjahrs und wird deshalb auch von uns unterstützt.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). So kurz vor dem Mittag halte ich meine beiden Voten auch zusammen. Ich kann sagen, dass die EVP-Fraktion für das EG KRG ist und dass auch wir finden, der Kanton Bern habe die schmale Spur gesetzgeberisch gut genutzt. Wir finden auch, dass bisher gute Arbeit geleistet wurde. Dies darf man hier sagen, und entsprechend begrüssen wir auch, wenn mit dem bewährten Leistungserbringer, eben der Universität Bern beziehungsweise mit dem Institut für Pathologie, weitergearbeitet wird. Wir wissen auch um die hohe Sensibilität dieser besonders schützenswerten Personendaten und sind dementsprechend froh, dass hier schon so sorgfältig gearbeitet wurde und dass dies auch weiterhin so gehandhabt wird. Die EVP-Fraktion tritt also auf das Gesetz ein. Wir unterstützen es und finden auch, dass eine Lesung bei diesem Geschäft angemessen ist.
Vielleicht noch zum Kredit. Dieses Geschäft schliesst in diesem Sinn nahtlos an diese Einführungsgesetzgebung an. Wir unterstützen natürlich auch diesen Überbrückungskredit und danken für die schnelle Reaktion des Kantons auf die zeitliche Verschiebung, welche auf Bundesebene stattgefunden hat. Wir finden es sinnvoll, dass mit dem gleichen Leistungsvertrag weitergefahren wurde und das gleiche Kostendach gewählt wird. Wir sehen aber auch, dass die Erfahrungen gezeigt haben, dass dieses Kostendach gereicht hat, nicht ausgeschöpft wurde. Dementsprechend hoffen wir, dass dies jetzt auch in etwa so laufen wird.

Präsident. Es gibt keine weiteren Wortmeldungen mehr seitens der Fraktionen. Wünscht der Regierungsrat das Wort zum Eintreten beziehungsweise zur Grundsatzdebatte? – Regierungsrat Schnegg, Sie haben das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Je serai très bref. Le Conseil-exécutif vous remercie d'ores et déjà de bien vouloir adopter le projet de loi qui vous est soumis et vous invite à renoncer à une seconde lecture.

Präsident. Ich stelle fest, dass das Eintreten nicht bestritten ist. Es besteht der Antrag auf die Durchführung von nur einer Lesung. Wird dies bestritten? – Dies ist nicht bestritten. Dann haben Sie stillschweigend beschlossen, eine Lesung des Gesetzes zu machen. Gibt es noch eine Grundsatzdebatte? – Das Wort wird nicht gewünscht. Dann gehen wir zur Detailberatung über.

Detailberatung

I.
Art. 1–7
Angenommen

II.
Angenommen

III.
Angenommen

IV.
Angenommen

Titel und Ingress
Angenommen

Präsident. Gibt es ein Rückkommen? Wird das Wort vor der Schlussabstimmung gewünscht? Wünscht der Regierungsrat noch einmal das Wort? – Er verzichtet. Dann kommen wir zur Schlussabstimmung im Rahmen dieser ersten und einzigen Lesung. Wer diesem Gesetz, wie es hier vorliegt, zustimmen kann, stimmt Ja, wer es ablehnt, stimmt Nein.

Schlussabstimmung (1. und einzige Lesung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	131
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dem Gesetz zugestimmt mit 131 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen. Ich wünsche Ihnen einen guten Appetit. Wir beraten den Kredit am Nachmittag.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 11.45 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Rahela Syed (d)
Eva Schmid (f)

Donnerstag (Nachmittag) 6. September 2018, 13.30–16.00 Uhr

Siebte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 154 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Bösiger Beat, Boss Martin, de Meuron Andrea, Gerber Peter, Hamdaoui Mohamed.

Geschäft 2015.GEF.440

Krebsregister für den Kanton Bern. Ausgabenbewilligung (Verpflichtungskredit, neue wiederkehrende Ausgabe) für das Jahr 2019

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich begrüsse Sie zurück in der Session. Ich hoffe, Sie haben gut gespeist. Wir kommen zum Traktandum 34, es ist eigentlich das Nachfolgegeschäft dessen, was wir vorhin gerade noch behandelt haben. Da geht es jetzt noch um den Kredit. Sehr viele haben schon dazu gesprochen. Will die Kommissionssprecherin noch einmal etwas sagen? – Sie dürfen dies selbstverständlich tun. Ich gebe Margrit Junker das Wort.

Margrit Junker Burkhard, Lyss (SP), Kommissionssprecherin der GSoK. Es ist genauso: Die meisten haben ihr Votum bereits abgegeben. Ich darf nun noch für die Kommission sprechen. Wir empfehlen Ihnen einstimmig, diesen Kredit anzunehmen und zu sprechen, und unsere Fraktion unterstützt dies selbstverständlich auch.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Gibt es Fraktionssprecherinnen oder Fraktionssprecher? – Dies ist nicht der Fall. Gibt es Einzelsprecherinnen oder Einzelsprecher? – Auch dies ist nicht der Fall. Möchte Herr Schnegg gerne noch das Wort ergreifen? – Non, er wünscht das Wort nicht. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer den Antrag für dieses Kreditgeschäft annimmt, stimmt Ja, wer diesen ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	114
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben dieses Geschäft angenommen mit 114 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.714

Motion 269-2017 Gnägi (Jens, BDP)
Sinnvolle Anpassung des Alarmierungsperimeters der Sanitätsnotrufzentrale 144 Biel/Bienne – Effizienter Einsatz der Rettungsmittel
Richtlinienmotion

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 35, der Motion von Grossrat Gnägi, «Sinnvolle Anpassung des Alarmierungsperimeters […]». Ich gebe Grossrat Gnägi das Wort, wenn er sich einloggt. *(Kurze Verwirrung)* Anstelle von Jan Gnägi spricht Jakob Etter. *(Mit Zwischenrufen aus den Reihen des Rats wird dem Vizepräsidenten mitgeteilt, dass Grossrat Gnägi soeben den Saal betrete.)* Herr Gnägi, Ihre Redezeit läuft schon unter dem Namen Jakob Etter. *(Heiterkeit)*

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Danke, Herr Vizepräsident, Sie müssen mir schnell sagen, wozu ich sprechen soll. *(Heiterkeit)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir sind beim Traktandum 35, bei Ihrer Motion «Sinnvolle Anpassung des Alarmierungsperimeters […]». Brauchen Sie noch mehr Stichworte?

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Nein. Der Regierungsrat will diese Motion annehmen und abschreiben, und damit bin ich einverstanden, denn dieses Anliegen ist erfüllt. *(Heiterkeit)*

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. So schnell kann es gehen. Madeleine Graf hat sich auch zurückgezogen. Ist das bestritten? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir auch hier gerade zur Abstimmung. Sind Sie einverstanden, wenn wir gleichzeitig abschreiben? – Kein Einwand. Wer diese Motion annimmt und gleichzeitig abschreibt, stimmt Ja, wer dies nicht möchte, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	121
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch diese Motion angenommen und gleichzeitig abgeschrieben mit 121 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.201

Motion 067-2018 SP-JUSO-PSA (Marti, Bern)
Medikamententests in der Psychiatrie: Eine Aufarbeitung ist nötig!

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Dann kommen wir zum Traktandum 36, einer Motion der SP-JUSO-PSA: «Medikamententests in der Psychiatrie». Vertreten wird sie durch Frau Marti. Die Motionärin hat das Wort.

Ursula Marti, Bern (SP). Ich danke auch im Namen meiner Mitmotionärinnen für die gute Aufnahme dieses Themas. Auch wenn die Regierung den Vorstoss nur als Postulat annehmen will, haben wir

den Eindruck, dass das Thema gehört wurde und ernst genommen wird. Wir gehen aufgrund der Antwort der Regierung davon aus, dass die Aufarbeitung ernsthaft angegangen wird. Es geht um die Aufarbeitung im Anschluss an diese Dissertation zu den Medikamententests in den Universitären Psychiatrischen Diensten Bern (UPD), die demnächst fertiggestellt wird. Die Ergebnisse, die Fragestellungen, die aus dieser Dissertation hervorgehen werden, sollen in der Folge vertieft, und eben auch ausgeweitet auf weitere Psychiatrieanstalten, beantwortet werden. Dies finden wir gut so. Uns ist Folgendes wichtig: Bei dieser Aufarbeitung geht es nicht darum, irgendjemanden zu beschuldigen; wir wissen, dass damals eine andere Zeit war und die Gesellschaft nicht die heutige Sensibilität gegenüber diesem Thema hatte. Vielmehr geht es darum, den vielen Patientinnen und Patienten, den Betroffenen gerecht zu werden, an denen diese aus heutiger Sicht klar unzulässigen Medikamententests der Vergangenheit durchgeführt wurden – sehr oft ohne dass sie dies wussten, geschweige denn die Zustimmung dazu erteilen konnten. Dies ist auch für die Geschichtsschreibung wichtig. Diese Medikamententest, dieses Unrecht, das hier passiert ist, darf nicht einfach unerwähnt und unaufgearbeitet bleiben. Dies ist ein Teil der Geschichte der Medizin, der Psychiatrie, und auch ein Teil der Geschichte unseres Kantons. Unter diesen Vorzeichen sind wir bereit, diese Motion in ein Postulat zu wandeln. Wir werden natürlich gut beobachten, wie diese Aufarbeitung nun vollzogen wird, und wenn nötig würden wir uns auch politisch wieder melden. Im Moment können wir es aber bei diesem Postulat bewenden lassen. Wir ziehen auch den Punkt 3 zurück. Nicht, dass er uns nicht wichtig wäre, aber er ist nicht mehrheitsfähig. Daher bringt er nichts, und wir ziehen ihn zurück. Wir möchten aber der Regierung trotzdem ans Herz legen, doch auch noch ein wenig nach links und rechts zu schauen, was in anderen Kantonen läuft, die in einer ähnlichen Situation sind. Dies ist, denke ich, sicher kein Luxus. In diesem Sinne danke ich für die gute Aufnahme.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Die Motionärin oder die Motionäre sind einverstanden mit der Antwort der Regierung, wonach die Punkte 1, 2 und 4 als Postulat angenommen werden. Den Punkt 3 haben sie zurückgezogen. Ist dies so noch bestritten? – Es ist nicht bestritten. Dann schlage ich vor, dass wir direkt zur Abstimmung kommen, wenn nicht noch der Gesundheitsdirektor etwas sagen möchte. Der Gesundheitsdirektor will nichts sagen. Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. Ich gehe nicht ziffernweise vor, sage es aber nochmals: Wer die Ziffer 1, die Ziffer 2 und die Ziffer 4 dieser Motion als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1, 2 und 4 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	101
Nein	23
Enthalten	9

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diese drei Ziffern als Postulat angenommen mit 101 Ja- zu 23 Nein-Stimmen bei 9 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.306

Motion 088-2018 Gabi Schönenberger (Schwarzenburg, SP)
Die Fördergelder des Bundes zur besseren Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit sind vom Kanton Bern konsequent abzuholen

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 37. Es ist die Motion von Grossrätin Gabi Schönenberger: «Die Fördergelder des Bundes [...]» und so weiter, ich lese nicht alles vor. Ich gebe der Motionärin das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Zu Beginn möchte ich mich für diese kurze Analyse der ganzen Thematik, diese Übersicht in der Regierungsratsantwort, bedanken. Denn wie Sie bemerkt haben, ist das Ganze ziemlich komplex. Was will dieser Vorstoss? – Die Gelder, die abgeholt werden können, sollen abgeholt werden. Dies ist vonseiten des Kantons in erster Linie bei der Ferienbetreuung möglich. Und ja, es ist eben möglich. Die Voraussetzungen sind gegeben, gemäss Artikel 3a des Bundesgesetzes über Finanzhilfen für familienergänzende Kinderbetreuung (KBFHG). Ein politischer Entscheid des Grossen Rats und eine Systemanpassung liegen nämlich vor. In einigen Bereichen wird es aufgrund von übergeordnetem Recht leider schwieriger. Das nehme ich so auch zur Kenntnis. Warum will nun der Regierungsrat kein Gesuch für den Kanton Bern stellen? – Der Regierungsrat hat Angst vor dem administrativen Aufwand. Beim Bund ein Gesuch um Finanzhilfe für diese Erhöhung der Subventionen für familienergänzende Kinderbetreuung einzureichen, ist selbstverständlich mit einem gewissen administrativen Aufwand verbunden. Aber ein gewichtiger und grosser Kanton wie unser Kanton Bern sollte sich nicht davor scheuen, vor allem in Anbetracht dessen, dass der Kanton Bern dadurch viel gewinnen kann. Gerade beispielsweise in Bezug auf die Ferienbetreuung ist klar ersichtlich, dass sich dieser Aufwand lohnt. Es würde nicht einleuchten, wenn der Kanton Bern aufgrund des Aufwands für das Einreichen eines Gesuchs die Chance nicht wahrnehmen würde, diese Fördergelder zu erhalten, wenn er die Voraussetzung erfüllt. Wir haben in vielen Bereichen viel grössere Aufwände, bei denen keine Fördergelder als Dank für den Einsatz winken.
Ich habe direkt beim Bundesamt für Sozialversicherungen (BSV) nachgefragt, und man hat für den Kanton Bern ausgerechnet, wie diese Fördergelder im konkreten Fall der Ferienbetreuung zum Beispiel aussehen könnten. Falls der Kanton Bern, wie er in der Antwort des Regierungsrats festhält, diese Beträge tatsächlich um 550 000 bis 1 380 000 Franken im Jahr erhöht, könnte er vom Bund gemäss BSV wie folgt unterstützt werden: Zuerst gehen wir von Subventionen von 550 000 Franken pro Jahr aus. Im ersten Beitragsjahr erhielte der Kanton 357 500 Franken, im zweiten Beitragsjahr 192 500 Franken und im dritten 55 000 Franken. Dies ergäbe ein Total von 605 000 Franken. Gerechnet auf die 550 000 Franken pro Jahr ist dies doch ein erheblicher Betrag. Wenn man von 1 380 000 Franken im Jahr ausgeht, sind es im ersten Beitragsjahr 897 000 Franken, die vom Bund kämen, im zweiten Beitragsjahr 483 000 Franken, und im dritten Beitragsjahr noch 138 000 Franken, was ein Total von 1 518 000 Franken ergibt. Ich würde sagen, ein gewisser administrativer Aufwand, um ein Gesuch einzureichen, rechtfertigt sich in Anbetracht des Umfangs der Gelder, die man da abholen kann.
Dies ist auch in unserem Sinn, gerade was die Ferienbetreuung anbelangt. Wir haben die Revision des Volksschulgesetzes (VSG) im März behandelt. Die Gemeinden selber und die privaten Drittanbieter können ja auch Gesuche einreichen, wie Sie gesehen haben. Diese Gemeinden sind dankbar, wenn sie nun wissen, was der Kanton eigentlich vorhat – unter anderem, weil es ihnen hilft, eine seriöse Finanzplanung machen zu können. Der Kanton soll beim Thema der Förderung der besseren Vereinbarkeit von Familie und Beruf nun eben mit gutem Beispiel vorangehen. Er hat den ersten Schritt getan, indem er bei der Umsetzung dieses Ferienbetreuungsvorstosses *(M 091-2014)* im Rat das VSG angepasst hat und künftig diejenigen Gemeinden, die eine Ferienbetreuung anbieten möchten und werden, finanziell unterstützen kann.
Noch zu Punkt 2: Da diese Thematik hochkomplex ist, ist es unabdingbar, dass der Kanton die Gemeinden und die möglichen privaten Trägerschaften laufend seriös und umfassend informiert, sodass sich diese dann auch zutrauen, selber solche Gesuche einzureichen, um von diesen Fördergeldern profitieren zu können. Das Ganze läuft jetzt erst an. Deshalb: bitte noch nicht abschreiben. Ich bestreite diese Abschreibung.
Punkt 3 – es blinkt, ja, ich beeile mich – ist auch ein Dauerbrenner. Dieses Anliegen ist schlicht noch nicht abschreibungsreif. Es muss laufend weiterverfolgt werden, vor allem die Begleitung und Beobachtung der Kantone und Gemeinden, da man sieht, dass die Einführung der Betreuungsgutscheine sie zurzeit extrem beschäftigt und herausfordert. Ich komme dann später noch einmal. Ich bin gespannt auf die Diskussion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat die Mitmotionärin, Grossrätin Manuela Kocher.

Manuela Kocher Hirt, Worben (SP). Der Regierungsrat führt verschiedene Argumente ins Feld, warum er die Fördergelder beim Bund nicht beantragen könne. Er schreibt in seiner Stellungnahme, dass die Subventionserhöhungen, um die Fördergelder zu beantragen, nicht gegeben seien. Dies kann ich so nicht ganz stehen lassen. Der Kanton hat es in der Hand, die Voraussetzungen zu schaffen, um die Subventionen zu erhöhen, und damit auch die Voraussetzungen zur Beantragung der Förder-

gelder beim Bund zu schaffen. Es ist dringend notwendig, dass mehr in die familienexterne Betreuung investiert wird, wenn wir den Kanton voranbringen wollen. Gerade im Gesundheitswesen sind wir darauf angewiesen, dass Pflegende Kindertagesstätten (Kita)-Plätze für ihre Kinder finden und dass diese Plätze auch bezahlbar sind.
Mit dem Systemwechsel auf Betreuungsgutscheine erhofft sich der Kanton eine bessere Anpassung von Angebot und Bedarf. Er stützt sich dabei auf die Entwicklungen in der Stadt Bern, wo man die Betreuungsgutscheine schon länger kennt. Der Kanton Bern möchte aber diese Gutscheine unter anderen Bedingungen einführen, als es die Stadt Bern getan hat. Er will erstens die Gemeinden nicht verpflichten, sich am Gutscheinsystem zu beteiligen. Zweitens will er keine Obergrenzen bei den Tarifen für Kindertagesstätten und Tagesfamilienorganisationen (TFO) festlegen. Drittens sollen die Gemeinden die Gutscheine kontingentieren können. Somit sind die Bedingungen nicht dieselben wie beim Projekt der Stadt Bern, und darum kann auch nicht mit denselben Entwicklungen gerechnet werden. Konkret ist zu befürchten, dass sich das Angebot und die Nachfrage nicht in diesem Mass entwickeln, wie dies beim Projekt der Stadt Bern der Fall war. Wenn die Gemeinden nicht verpflichtet werden, sich am Gutscheinsystem zu beteiligen, führt dies zu einer Ungleichbehandlung der Familien. Durch die Kontingentierung wird der nötige Bedarf an Betreuungsplätzen nicht entstehen und die Familien bekommen keine Gutscheine, obwohl sie eine Arbeitsstelle hätten und somit auch die Anforderung für einen Gutschein erfüllen würden.
In meiner Gemeinde Worb sind wir bei der Kita im Nachbardorf angeschlossen. Vor zwei Jahren waren dort 30 Kinder auf der Warteliste. Diesen Frühling sind 50 Kinder auf der Warteliste. Der Bedarf nimmt also zu. Der Kanton will das System der Betreuungsgutscheine kostenneutral umsetzen und streicht dabei die Ausbildungsbeiträge in den Kitas und den Risikoausgleich. Diese Kosten werden die Kitas in den Tarif einberechnen, die Betreuungskosten für die Eltern steigen an. Das könnte der Kanton mit einer Tarifobergrenze eindämmen, wie es auch die Stadt Bern gemacht hat. Würde aber, wie geplant, das neue System eingeführt, könnten sich Familien mit kleinen und mittleren Einkommen die familienexterne Kinderbetreuung nicht mehr leisten. Und gerade diese Familien sind auf beide Einkommen angewiesen. Darum bitte ich Sie, Ziffer 1 anzunehmen: Fördergelder unbedingt beantragen, die Kita-Tarife begrenzen und keine Kontingente für Betreuungsgutscheine.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die Fraktion der Grünen hat Grossrätin Madeleine Graf das Wort.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Ich beschränke mich auf die drei Punkte. Zuerst zu Punkt 1: Die Finanzhilfen für Subventionen können nur durch den Kanton beantragt werden. Der Kanton darf während der Laufzeit von 2018 bis 2023 nur ein Gesuch für alle Betreuungsangebote stellen. Eine erste Vorprüfung des Kantons hat ergeben, dass der Kanton Bern, wenn er ein solches Gesuch einreichen sollte, mit keiner oder nur einer geringen Finanzhilfe rechnen könnte. Diese Antwort genügt nicht. Gelder, die abgeholt werden können, sollen abgeholt werden. Das ist in erster Linie bei der Familienbetreuung möglich. Die Voraussetzungen sind gegeben. Es ist mit einem gewissen administrativen Aufwand verbunden, der Aufwand wird sich aber lohnen.
Beim nächsten Punkt sind wir Grüne der Meinung: annehmen und nicht abschreiben. Die GEF und die ERZ haben bereits eine aktive Kommunikation betreffend die neuen Fördergefässe, die im Sommer eingesetzt werden, vorgesehen. Der Kanton begrüsst entsprechende Gesuche. Dort konnten Sie auch lesen, dass hohe Anforderungen gestellt werden.
Auch Punkt 3 nehmen wir an, er soll nicht abgeschrieben werden. Der Regierungsrat teilt wie wir die Meinung der Motionärin. Im Vorschulbereich setzt der Kanton mit der Einführung der Betreuungsgutscheine und der Mitfinanzierung jedes Betreuungsgutscheins einen deutlichen Anreiz für die Gemeinden und alle Eltern, die die Bezugskriterien erfüllen. Im Bereich der schulergänzenden Betreuung sind die Gemeinden in der Pflicht, damit ein nahtloses und lückenloses Betreuungsangebot gewährleistet ist. Wir Grüne unterstützen somit alle drei Punkte.

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich möchte mir einleitend ein paar allgemeine Worte erlauben. Denn wir diskutieren hier, wie auch beim nächsten Vorstoss, über Vorstösse, die im Zusammenhang mit dem Systemwechsel bei der familienexternen Kinderbetreuung auf Betreuungsgutscheine stehen; es wurde bereits angesprochen. Dadurch, dass dieser Wechsel nur über eine Verordnung geschieht, oder teilweise sogar über eine Direktionsverordnung, werden wir hierüber keine Debatte führen, und ich erlaube mir deshalb ein paar einleitende Worte. Ich freue mich extrem, dass das Erfolgsmodell der Betreuungsgutscheine in der Stadt Bern endlich auf die kantonale Ebene überführt wird. Dieser Auftrag

ist seit vielen Jahren pendent; es ist die überwiesene Motion Philippe Müller und weitere *(M 221-2010),* die dies schon lange fordern, und Regierungsrat Schnegg setzt diese Motion jetzt relativ rasch um, nachdem sein Vorgänger dies jahrelang nicht getan hatte. Ich finde dies sehr erfreulich. Wir führen hier vielleicht auch eine Allianz fort: In der Stadt Bern haben GFL, EVP und GLP diesen Systemwechsel zusammen mit allen bürgerlichen Parteien in zwei Volksabstimmungen gegen den rotgrünen Gemeinderat durchgesetzt. Die Folge ist, dass in der Stadt Bern die Wartelisten, die es bei der familienexternen Kinderbetreuung gab, Geschichte sind. Wir haben in der Stadt Bern mehr Kitas, mehr Eltern, die von der familienergänzenden Kinderbetreuung profitieren, und auch mehr private KMU, die die Möglichkeit hatten, ein Angebot zu schaffen. Ich bin überzeugt, dass dieses Modell auch für den Kanton Bern ein grosser Erfolg sein kann. Nicht zuletzt, weil es dann auch möglich sein wird, diese Gutscheine gemeindeübergreifend einzusetzen und so beispielsweise die Kinder nicht nur am Wohn-, sondern auch am Arbeitsort betreuen zu lassen. Dies einleitend.
Nun zum ersten Vorstoss: Für uns ist es wichtig, dass Bundesgelder für die familienexterne Kinderbetreuung abgeholt werden, wenn sie zur Verfügung stehen. Es ist wichtig, dass wir diese Investitionen tätigen. Gerade in Zeiten des Fachkräftemangels ist es extrem entscheidend, dass gut ausgebildete Leute, auch mit Kindern, im Erwerbsleben bleiben können. Wir haben bei Punkt 1 zuerst noch diskutiert, ob wir ihn als Postulat oder als Motion überweisen wollen. Was uns etwas stört, ist das Wort «konsequent». Denn der Regierungsrat hat natürlich durchaus recht, dass es sich immer auch noch lohnen muss, ein Gesuch einzureichen, um die entsprechenden Gelder zu beziehen. Inzwischen liegen mir aber die Zahlen des BSV auch vor, die Sarah Gabi erwähnt hat, wonach bei den erwähnten Beiträgen, die der Kanton in die Ferienbetreuung investieren würde, über drei Jahre verteilt minimal 600 000 Franken, maximal bis zu 1 500 000 Franken vom Bund an den Kanton Bern fliessen würden. Dies sind Beträge, bei denen für uns klar ist, dass sie ein Gesuch rechtfertigen. Und deshalb würde ich nun beantragen, auch wenn wir es in der Fraktion noch offengelassen haben, diesen Punkt als Motion zu überweisen. Wir sind gespannt, was der Gesundheitsdirektor sagt, aber ich glaube, wenn wir von mehreren 100 000 bis zu 1 500 000 Franken sprechen, kann der Aufwand für ein Gesuch kein Argument gegen diesen Punkt sein. Bei Punkt 2 sind wir einig mit dem Regierungsrat: Dieser Punkt ist wichtig, er ist aber erfüllt, man kann ihn abschreiben.
Mit Punkt 3 ist es so eine Sache. Er ist extrem allgemein formuliert. Man kann ihn mit dem Argument des Regierungsrats abschreiben. Man kann aber auch die folgende Position einnehmen, die auch ich einnehmen möchte, weil mir dieses Thema sehr wichtig ist und ich in der Stadt sehr damit beschäftigt war: Ich habe Kontakt gehabt mit Gemeinden und Kitas ausserhalb der Stadt Bern und habe von dort die Rückmeldung erhalten, dass es ihnen noch an Informationen vonseiten des Kantons mangelt, wie dieser Systemwechsel umgesetzt werden soll. Und dies ist mir extrem wichtig, ich bin nun gespannt auf die Ausführungen des Gesundheitsdirektors. Wenn er hier noch einmal klar betonen kann, dass man in den nächsten Wochen und Monaten dafür besorgt sein wird, dass die Gemeinden, insbesondere aber auch die Tagesstätten und die Tageseltern, umfassend über diesen Systemwechsel informiert und laufend unterstützt werden, dann kann man diesen Punkt abschreiben. Ansonsten würde ich vorschlagen, dass man ihn stehenlässt, damit man diese Umsetzung an die Hand nehmen kann. Ich bin sehr gespannt auf die weitere Debatte und auf die Wortmeldung des Gesundheitsdirektors.

Jan Gnägi, Walperswil (BDP). Ich weiss jetzt wieder, bei welchem Traktandum wir sind; es ist nämlich ein sehr wichtiges. Die Vereinbarkeit von Familie und Beruf ist eine der grossen Herausforderungen der heutigen Zeit, und als Politikerinnen und Politiker haben wir eine grosse Verantwortung, auf diese Herausforderung zu reagieren. Die BDP steht dafür ein, dass diese Verantwortung übernommen wird und möglichst viele Angebote geschaffen werden, damit Beruf und Familie besser mit einander zu vereinbaren sind. Ich glaube, man darf sagen, dass wir diesbezüglich im Kanton Bern noch Luft nach oben haben. Gerade auch in ländlichen Gebieten ist das Angebot noch nicht sehr ausgebaut, und es stehen dort noch grössere Aufgaben an. Solche Angebote sind – und da sind wir wieder beim Stichwort «dynamischer Kanton» – einerseits wichtig für unsere Familien, aber andererseits insbesondere auch für unsere Wirtschaft. Der Bund hat das erkannt und fördert deshalb den Ausbau von solchen Angeboten mit dem Förderprogramm, um das es in dieser Motion geht. Wir können die Forderung der Motionärinnen sehr gut nachvollziehen. Das Angebot im Kanton Bern ist ausbaufähig, und wenn man dabei von jenem Förderprogramm profitieren kann, sollte man diese Mittel nach Möglichkeit abholen gehen. Die Antwort des Regierungsrats ist informativ, sie zeigt auf, wie dieses Fördersystem funktioniert. Vielen Dank für diese Antwort. Sie zeigt aber aus unserer Sicht auch ein wenig eine Unlust, sich um diese nationalen Fördergelder zu bemühen, obschon zumindest bei den Ferienbetreuungsmöglichkeiten die Möglichkeit besteht, dass der Kanton Fördergelder erhalten könnte.

Die BDP steht klar hinter dieser Forderung und sagt Ja zu Punkt 1; wir wollen in diesem Punkt vom Kanton auch Bewegung sehen. Bei den Punkten 2 und 3 hingegen folgen wir dem Regierungsrat und nehmen an und schreiben ab.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Zu einer umfassenden Familienförderung gehört für die Fraktion EVP die Möglichkeit der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbsarbeit und damit ein gutes Netz von familienexternen Betreuungsangeboten. Deshalb ist es auf den ersten Blick nicht zu verstehen, warum der Kanton Bern nicht alles ihm Mögliche unternimmt, um die lückenlosen Betreuungsangebote dem Bedarf und der Nachfrage anzupassen und die entsprechenden Fördergelder beim Bund abzuholen. Beim genauen Hinsehen hat die Fraktion EVP aber auch festgestellt, dass diese Materie ziemlich komplex ist. Und aus der Antwort des Regierungsrats zu Punkt 1 wird klar, dass der Kanton für den Bereich Kitas und Tagesfamilien und für den Bereich Tagesschulen keine oder nur sehr minime Subventionen bekommen und sich der Aufwand eben nicht lohnen würde, ein Gesuch zu stellen. Für den Bereich Ferienbetreuung ist hingegen ein Potenzial vorhanden, das sehen wir gleich wie die Vorredner. Und genau in diesem Bereich besteht für viele Gemeinden Nachholbedarf. Die Schulferien der Kinder sind erwiesenermassen für berufstätige Eltern eine grosse Herausforderung, und genau da besteht nun die Chance, dass der Bund für dieses Betreuungsangebot noch mehr Fördergelder sprechen würde. Die Mehrheit der Fraktion EVP teilt die Meinung nicht, dass der administrative Aufwand zu hoch sei, und erhofft sich beim vorgesehenen Mehraufwand seitens des Kantons eine entsprechend lohnenswerte Ausschüttung von Fördergeldern vonseiten des Bundes. Darum unterstützen wir Punkt 1 der Motion.
Punkt 2 sehen wir als erfüllt und sind mit der Annahme und Abschreibung einverstanden. Bei Punkt 3 bestreitet die EVP aber die Abschreibung. Die GEF sieht bei der geplanten Umstellung der Finanzierung der familienexternen Kinderbetreuung hin zu den Betreuungsgutscheinen vor, dass diese Gutscheine nur für die Kitas und die Tageseltern gelten werden. Dies beinhaltet aus unserer Sicht eine grosse Problematik. Auch wir fordern, wie es in Punkt 3 steht, ein nahtloses, weiterführendes und genügendes Angebot im Betreuungsbereich. Private Angebote wie zum Beispiel Tagesgrossfamilien, oder individuelle Angebote bei Krankheit in der Familie oder wenn Eltern in Schicht arbeiten, werden von den Betreuungsgutscheinen ausgenommen. Und das ist für uns problematisch. Wir fordern den Regierungsrat ganz klar auf, nicht nur die Kitas und die Tageseltern, ob privat oder öffentlich, für die Betreuungsgutscheine zuzulassen. Und solange, wie in Punkt 3 gefordert, diese umfassenden, nahtlosen, weiterführenden und genügenden Angebote nicht gewährleistet sind, bestreiten wir die Abschreibung bei Punkt 3.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Kurz eine technische Erklärung: Bitte melden Sie sich, wenn zwischendurch die Übersetzung nicht klappt. Es gibt einen Kniff, man kann das Rednerpult aus- und gleich wieder einschalten. Aber wir müssen jeweils kurz auf das Ende eines Satzes warten. Geben Sie uns einfach jeweils ein wenig Zeit. Wir geben Ihnen ein Zeichen, dass wir es gehört haben, und versuchen es so zu machen, dass wir nicht jedes Mal die Rednerin oder den Redner unterbrechen müssen. Vielen Dank für das Verständnis. Für die FDP-Fraktion hat Hans-Peter Kohler das Wort.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Die FDP-Fraktion wird dieser Motion nicht zustimmen können. Zuerst zu Ziffer 1 – und darum geht es ja eigentlich vor allem. Ein Hauptgrund dafür ist, dass die Formulierung, die Fördergelder sollten «konsequent» abgeholt werden sollen, nicht so gut angekommen ist – wie auch bei der glp. Man soll natürlich nur dann Gelder holen gehen, wenn es effektiv notwendig ist. Und wenn die Periode der Subventionierung dereinst abgelaufen ist, bleiben die Ausgaben ja eigentlich am Kanton und an der Gemeinde hängen. Es wurde vor allem die Ferienbetreuung genannt. Die Begründung des Regierungsrats – ebenfalls auf Ziffer 1 bezogen – können wir nachvollziehen. Aber wir wären trotzdem froh, wenn wir noch mehr Details hören könnten, warum der Aufwand derart gross ist. Wir können dieser Motion trotzdem nicht zustimmen, aber es gibt bestimmt noch weiterführende Informationen zu Aufwand und Ertrag. Eine Minderheit der FDP-Fraktion kann sich gut vorstellen, den ganzen Vorstoss als Postulat zu überweisen, also Ziffer 1, 2 und 3. Dies ist eine Minderheit. Bis jetzt hat die FDP-Fraktion noch nicht gehört, ob gewandelt wird; dies wird wohl auch nicht nötig sein. Aber eine Minderheit könnte einem Postulat zustimmen.

Andreas Michel, Schattenhalb (SVP). Die SVP ist sich, zusammen mit der Wirtschaft, über die Wichtigkeit der Vereinbarkeit von Familie und Erwerbstätigkeit sehr bewusst und unterstützt die heutigen

und die kommenden Massnahmen, soweit die Eltern als Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer darauf voll und ganz angewiesen sind. Wenn man die Begründung der Motionärin zu den beabsichtigten Aufträgen an die Regierung liest, hat man den Eindruck, der Kanton Bern wolle bei der familien- und schulergänzenden Kinderbetreuung wenig bis gar nichts tun.
Werte Kolleginnen und Kollegen, heute werden im Kanton Bern über 100 Mio. Franken in einem Kernaufgabenbereich der Eltern an die Familien ausgerichtet. Wenn die Motionärin im Weiteren bemängelt, dass es in der Schweiz viel weniger subventionierte Krippenplätze gebe als in anderen europäischen Ländern, unterschlägt sie in der Begründung, dass der Kanton Bern eben in diesem Bereich von der Objekt- zur Subjektfinanzierung wechselt; wir haben es bereits gehört. Dank der bürgerlichen Motion *(M 221-2010)*, die vor Jahren überwiesen wurde, führt der Regierungsrat ja Betreuungsgutscheine ein. Eltern können diese Gutscheine in jeder Kita und TFO einlösen, ganz unabhängig davon, ob diese eine private oder öffentliche Trägerschaft haben. Damit wird das Angebot auf einen Schlag wesentlich erhöht, und auch die Unterstützungsbeiträge können auf mehr bedürftige Eltern ausgeweitet werden. Interessanterweise wird diese durch diesen Systemwechsel bedingte zusätzliche Unterstützung vom Bund für seine Fördermittel nicht akzeptiert. Es ist noch schlimmer: Der Bund verbindet die Gewährung dieser Finanzhilfen mit bürokratischen Verpflichtungen, die von Kantons- und Gemeindeverwaltungen nicht mit den vorhandenen personellen Ressourcen abgedeckt werden können. Ein weitergehendes Abholen dieser begrenzten Fördermittel des Bundes müsste man sich einerseits mit eigenen Mehrkosten und andererseits mit unverhältnismässiger Administration erkaufen; Mehrkosten auf Seiten des Kantons und der Gemeinden, die zusätzlich nicht zwingend nötig sind.
Und vergessen wir nicht: Auch die Bundesmittel sind Steuergelder. Wenn man davon spricht, Gelder für die Ferienbetreuung abzuholen, muss man auch bedenken, dass diese Beträge des Bundes begrenzt sind. Das Leben geht weiter, und später müssen die Kantone und Gemeinden dafür geradestehen. Darum ist die SVP, wie der Regierungsrat, für eine Ablehnung von Ziffer 1 der Motion. Dass man hier und dort noch Lücken im System der Betreuungsangebote schliesst, ist sicher ein berechtigtes Anliegen. Allerdings liegt der Ball dort in erster Linie bei den verschiedenen Trägerschaften und natürlich auch bei den Gemeinden. In diesem Sinne unterstützt die SVP-Fraktion einstimmig die Haltung der Regierung, auch bei Ziffer 2 und 3 der Motion, vorausgesetzt, man schreibt sie gleichzeitig ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Schindler das Wort.

Meret Schindler, Bern (SP). Sie haben einiges gehört von der Motionärin und der Mitmotionärin der SP. Deshalb nehme ich nur noch Bezug auf einen Aspekt, den die beiden noch nicht angesprochen haben. Es gibt im Kanton Bern eine grosse Unterversorgung bei Tagesschulen und vor allem auch bei Ganztagesschulen, die diesen Titel verdienen würden. In der Stadt Bern gibt es zum Beispiel einzelne Schulen, die dieses Angebot nun eingeführt haben, und seit diesen Sommerferien läuft ein Pilotprojekt in einem Berner Kindergarten. Eine Möglichkeit wäre, solche Angebote im Gesamtkanton einzuführen; das Interesse in anderen Gemeinden ist da durchaus vorhanden. Und dafür könnte man eben Gelder auch beim Bund beantragen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt natürlich diesen Vorstoss in allen drei Punkten, und um die «Unlust» etwas zu überwinden, wie es vorhin der BDP-Sprecher gesagt hat, bestreiten wir natürlich die Abschreibung von Punkt 2 und 3. Ich bitte Sie, uns zu folgen.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Auch die EDU-Fraktion unterstützt grundsätzlich die Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Doch wir stellen uns einen anderen Weg vor, als er in letzten Jahren von einer Mehrheit hier gewählt worden ist. Insbesondere sehen wir zwei Punkte ziemlich kritisch: Erstens wird es gesellschaftlich und politisch zu wenig anerkannt, wenn Eltern, Väter, Mütter ihre Kinder selber betreuen, und die familienexterne Kinderbetreuung wird zu einseitig gefördert. Und zweitens wird diese bereits in einem viel zu frühen Alter ziemlich stark forciert, wenn man bedenkt, dass drei Monate alte Babys schon in eine Kita abgegeben werden können. Es gibt mehr und mehr Studien, die aufzeigen, dass dies mittel- bis langfristig negative psychische Auswirkungen auf das Verhalten des Kindes oder des späteren Erwachsenen haben wird. Wir haben also grundsätzlich Mühe mit diesem Weg, den man allgemein in der Schweiz, aber auch im Kanton Bern in den letzten Jahren eingeschlagen hat. Deshalb waren wir auch sehr zurückhaltend bei dieser Motion, bei der es darum geht, zusätzliche Fördergelder beim Bund abzuholen. Wenn es aber eine Möglichkeit gibt, dass der Kanton Bern dadurch etwas Geld sparen könnte, sind wir grundsätzlich trotzdem offen dafür. Ich

habe mich erkundigt, ob der Kanton Bern möglicherweise weniger Geld ausgeben müsste, wenn der Bund mehr Fördergelder gibt. Aber dem ist nicht so, es besteht also kein Sparpotenzial auf Seiten des Kantons Bern, selbst wenn wir diese Fördergelder vom Bund abholen würden. Und deshalb entfällt für uns auch dieses Argument. Wir werden deshalb Punkt 1 der Motion ablehnen, und in den anderen Punkten folgen wir der Regierung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich sehe keine Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher. Somit hat Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Tout d'abord, j'aimerais vous dire que le canton ne renonce pas à faire cette demande juste pour le plaisir. Je crois que si nous pouvons obtenir une aide substantielle et cohérente, nous ne manquerions pas de la faire. Nous avons entendu qu'il s'agissait d'un travail administratif, et certains pensent qu'il s'agit uniquement de rédiger une demande. Tel n'est pas le cas. Nous l'avons mentionné clairement dans notre réponse. Si nous voulons obtenir un soutien de la Confédération, nous devrions au minimum faire six relevés auprès de l'ensemble des communes bernoises. C'est bien mentionné dans cette réponse. Nous avons également donné un type de comparaison avec ce qu'allait faire le canton d'Argovie. Donc, il ne s'agit pas d'un travail fait une fois, et c'est liquidé. C'est un investissement important pour l'administration. Pour ce qui est du canton, nous n'avons pas la possibilité de faire une demande pour un type d'offre uniquement. Nous devons faire une demande qui couvre la totalité de l'offre à disposition de la population cantonale qui couvre les crèches, les écoles à journée continue, et également les périodes de vacances. Pour que la Confédération soutienne ces projets, il faut que l'ensemble – c'est-à-dire ce que paie les communes et le canton pour l'ensemble de ces offres – connaisse une croissance. Nous n'avons donc pas la possibilité de faire un choix et de déposer une demande uniquement, par exemple, pour la «Ferienbetreuung».
Concernant les chiffres qui ont été annoncés, je pense que les chiffres qui nous ont été articulés ici sont certainement vus sous l'angle très positif. En effet, aujourd'hui, là où les offres pour la «Ferienbetreuung» sont disponibles, la participation des parents est de 30 francs par jour. Le reste est partagé entre le canton et la commune. Il est fort possible qu'en cas d'augmentation de la subvention cantonale, il en résultera une diminution de la participation communale, ce qui fait que nous n'atteindrions pas nécessairement les montants qui ont été mentionnés ici. En ce qui concerne les différentes institutions, il est bien clair qu'elles peuvent, elles, faire des demandes, mais pour qu'elles puissent être prises en compte par la Confédération, il faut qu'il y ait une augmentation substantielle de l'offre. Et comme nous l'avons écrit dans notre réponse, nous ne nous attendons pas à ce que beaucoup de communes fassent des demandes supplémentaires au vu de leur situation. J'aimerais également ajouter que nous travaillons avec beaucoup de diligence pour l'introduction des bons de garde qui va apporter un changement fondamental du système actuellement à disposition des familles dans le canton. Jusqu'à présent, nous subventionnions des institutions. A partir de 2019, nous subventionnerons des bons de garde, sans contingentement de la part du canton. Donc, le canton s'est engagé à financer l'ensemble des bons de garde qui seront émis. Les communes pourront, elles, si elles le désirent, définir un contingentement, mais ceci les obligera également à gérer un certain nombre de travaux supplémentaires tels que la tenue de listes d'attente. Par le biais de cette introduction des bons de garde, nous sommes convaincus que nous allons apporter un réel plus dans le système au niveau du canton de Berne, et permettre ainsi de répondre au mieux aux besoins des familles de notre canton. Il me semble important que nous puissions mener à bien ce projet et mettre en œuvre ces bons de garde dans les meilleures conditions possibles. Pour ce qui concerne les écoles à journée continue, vous connaissez également ce que finance le canton. Vous trouvez ces informations dans notre réponse. Nous avons également prévu des sommes pour les périodes de vacances. Ces chiffres vous ont été également communiqués. Je tiens aussi à mentionner que notre réponse a été élaborée bien entendu avec les directions concernées, tout particulièrement la Direction de l'instruction publique et la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Sur cette base, le gouvernement vous invite à rejeter le point 1 et à accepter et classer les points 2 et 3.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich erteile der Motionärin nochmals für drei Minuten das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Bitte die Zeit erst stoppen, wenn ich das Pult justiert habe! *(Heiterkeit)* Ich danke Regierungsrat Schnegg für sein Votum. Ich staune ein wenig,

wenn er sagt, das Angebot in den Gemeinden steige zu wenig. Denn das Angebot und die Nachfrage in den Gemeinden nehmen stark zu, die Tagesschulzahlen schnellen an vielen Orten in die Höhe, gerade in grösseren Gemeinden, und auch die Ferienbetreuung ist immer gefragter und wird aufgebaut. Es ist nachweislich ein riesiges Bedürfnis vorhanden, dies kann man hier nicht einfach ignorieren und wegdiskutieren.
Zur Abschreibung von Punkt 3: Es ist heikel, es den Gemeinden selber zu überlassen, ob sie diese Betreuungsgutscheine kontingentieren wollen oder nicht – im Gegensatz zum Kanton, wo man sie nicht kontingentieren will. Denn das widerspricht dem Ziel des Bundes, die familienergänzende Kinderbetreuung zu erhöhen, die Drittbetreuungskosten der Eltern zu reduzieren und eben die bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf, die hier allen so wichtig zu sein scheint, im Kanton Bern zu ermöglichen. Ich fordere Sie deshalb unbedingt auf, Punkt 1 dieses Vorstosses zu unterstützen, wenn Sie für einen dynamischeren Kanton sind, wenn Sie familienpolitisch und wirtschaftspolitisch vorankommen wollen. Denn der Gewinn an Fördergeldern des Bundes überwiegt den organisatorischen Aufwand, wie die Zahlen des BSV belegen. Ich werde an der Motion festhalten, auch bei Punkt 1. Ich finde dies wichtig, denn sonst besteht die Gefahr, dass vonseiten des Kantons eben kein Gesuch eingereicht wird, auch nicht, was zum Beispiel die Ferienbetreuung anbelangt. Und dies wäre ein offensichtlich schlechtes und falsches Signal auch an die Gemeinden. Gerade an diejenigen, die vorwärtsmachen wollen, beispielsweise gerade auch bei der Ferienbetreuung; denn das Bedürfnis ist, wie gesagt, vorhanden. Die Gemeinden sind jetzt daran, diese Angebote anbieten zu wollen, und dies ist für die Gemeinden auch ein riesiger Standortfaktor.
Zum vierten Punkt: Es lohnt sich also in mehrerer Hinsicht für den Kanton. Er bekommt Fördergelder, er verbessert das Angebot familienergänzender Kinderbetreuung und setzt sich konkret der Fachkräfteproblematik entgegen, und er erhöht eben auch den Standortfaktor, nicht nur der Gemeinden, sondern auch des Gesamtkantons. Verpassen wir also diese Gelegenheit nun nicht. Wir haben mit der Anpassung des VSG und so weiter die ersten Schritte für eine bessere Vereinbarkeit gemacht. Auf Bundesebene werden nicht jeden Tag neue Fördergelder gesprochen; Sie wissen auch, wie die politische Realität aussieht. Ich danke herzlich all jenen, die jetzt mithelfen, bei diesem Entscheid aktiv für eine bessere Vereinbarkeit von Familie und Beruf in unserem Kanton einzustehen, und die dies hier nicht nur sagen, sondern nun auch den richtigen Knopf drücken und uns unterstützen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Herzliche Gratulation! *(Heiterkeit)* Wir kommen zur Abstimmung. Es wird ziffernweise abgestimmt. Wer Ziffer 1 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	80
Nein	69
Enthalten	1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die erste Ziffer dieser Motion mit 80 Ja- zu 69 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung angenommen.
Wir kommen zu Ziffer 2. Wer Ziffer 2 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	109
Nein	39
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die zweite Ziffer mit 109 Ja- zu 39 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.
Wir kommen zur Abschreibung dieser Ziffer 2. Wer der Abschreibung zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	99
Nein	52
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Ziffer 2 abgeschrieben mit 99 Ja- bei 52 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.
Wir kommen zu Ziffer 3. Wer Ziffer 3 der Motion annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	104
Nein	41
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch Ziffer 3 dieser Motion angenommen mit 104 Ja- zu 41 Nein-Stimmen bei 5 Enthaltungen.
Wir kommen zur Abschreibung dieser Ziffer 3. Wer der Abschreibung von Ziffer 3 zustimmt, stimmt Ja, wer sie ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3; Abschreibung)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	83
Nein	66
Enthalten	1

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben der Abschreibung zugestimmt bei 83 Ja- zu 66 Nein-Stimmen bei 1 Enthaltung.

Geschäft 2018.RRGR.356

Motion 102-2018 EVP (Beutler-Hohenberger, Gwatt)
Familienergänzende Kinderbetreuung: Gleich lange Spiesse auch für private Initiativen
Richtlinienmotion

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt den Vorsitz.

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 38, der Motion «Familienergänzende Kinderbetreuung: Gleich lange Spiesse auch für private Initiativen». Es ist eine Richtlinienmotion. Die Regierung will diese als Postulat annehmen. Ich gebe der Motionärin, Grossrätin Beutler, das Wort.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Unser Vorstoss fordert gleich lange Spiesse in der familienergänzenden Kinderbetreuung. Was meinen wir damit: Als EVP stehen wir voll hinter der Wahlfreiheit, wie sich Eltern die Erwerbsarbeit und die Familienarbeit unter einander aufteilen. Wir sind auch überzeugt, dass die Einführung dieser Betreuungsgutscheine – wir haben vorhin bereits über den Systemwechsel gesprochen – eine gute Sache ist. Wir haben deshalb natürlich auch diesen Systemwechsel als Pilotversuch der Stadt Bern sehr interessiert verfolgt. Nun wünschen wir uns aber, dass Eltern die gleiche Wahlfreiheit, die ich vorhin betreffend die Aufteilung von Erwerbs- und Familienarbeit erwähnt habe, auch bei der Wahl der Form oder des Gefässes der Fremdbetreuung haben. Eltern sollen entscheiden dürfen, wo sie diese Betreuungsgutscheine einlösen. Es ist für uns nicht im Sinne des Erfinders, wenn ich es einmal so sagen darf, dass die Gleichstellung von bisher privaten Initiativen und bisher staatlich subventionierten Betrieben, wie es früher die Kitas waren, nur in jenen beiden vom Regierungsrat auserwählten Kategorien gelten soll, den Kindertagesstätten (Kitas) oder den Tagesfamilienorganisationen (TFO).
Darum haben wir als EVP-Fraktion diese Forderung der gleich langen Spiesse wieder aufgenommen. Wir fordern, dass ein offenes Gutscheinsystem eingeführt wird, welches eine echte Wahlfreiheit gewährleistet, und dass familienergänzende Kinderbetreuung in all ihren Facetten mit einbezogen werden soll, also auch Tagesgrossfamilien oder andere Angebote. Uns scheint auch der Zeitpunkt nun geeignet. Es ist der richtige Zeitpunkt, um diese Anliegen umzusetzen. Es blinkt schon, dann halte ich mich etwas kürzer als beabsichtigt. Die Revision der Verordnung über die Angebote zur sozialen Integration (ASIV) hat nämlich vielen Leistungserbringern plötzlich vor Augen geführt, dass ihr Angebot eingehen könnte, wenn man bei ihnen diese Betreuungsgutscheine nicht einlösen dürfte. Und dies fänden wir als EVP sehr schade, wir fänden es nicht zielführend und, ehrlich gesagt, auch schädlich für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf oder für all die Wirkungsziele, die sich der Regierungsrat auf die Fahne geschrieben hat. Auf die Einwände des Regierungsrats komme ich in meinem Schlussvotum gerne noch einmal zurück.

Präsident. Wir führen eine reduzierte Debatte, es gelten auch für die Urheber der Vorstösse zwei Minuten, und sie kommen nur noch zum Reden, wenn sie wandeln. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Für die grüne Fraktion Grossrätin Graf.

Madeleine Graf-Rudolf, Belp (Grüne). Es ist eine Tatsache, dass es Engpässe bei den Tageseltern und Wartelisten für Kita-Plätze gibt. Aber es ist wichtig, dass die Situation optimiert wird. Wir sind der Meinung: Die Eltern können frei wählen, nach welchem System und bei welchem Anbieter sie ihre Kinder betreuen lassen wollen. Mit der Einführung der Betreuungsgutscheine 2019 sind auch private Betreuungsangebote abgedeckt. Diese Betreuungsgutscheine schliessen private Trägerschaften nicht aus, beschränken sich aber bewusst auf Kindertagesstätten und Tagesfamilien. Aus Qualitätsgründen und zur Abgrenzung von rein privaten Lösungen ist davon auszugehen, dass grundsätzlich nur Institutionen, die von den Gemeinden oder vom kantonalen Jugendamt bewilligt wurden, zur Entgegennahme von Betreuungsgutscheinen zugelassen werden können. Wir Grüne sind der Meinung, dass im ersten Schritt nicht weitere Angebote zu diesem Subventionssystem hinzukommen sollen. Aus diesem Grund lehnen wir auch ein Postulat ab.

Michael Köpfli, Bern (glp). Ich mache es kurz. Wir können, mit der Begründung des Regierungsrats, diesen Vorstoss als Postulat überweisen. Als Motion lehnen wir ihn ab. «Private Initiative» ist ein sehr

allgemeiner und weiter Begriff. Grundsätzlich ist ja die Idee des Gutscheinsystems gerade, dass private Initiativen eben berücksichtigt werden, seien es Kindertagesstätten oder auch Tageseltern. Nun könnte man natürlich «private Initiativen» theoretisch ganz weit fassen und sagen: Wenn man seine Kinder selber betreut, oder wenn man ein Nachbarskind betreut, ist dies auch eine private Initiative. Das fällt für uns klar nicht unter dieses Gutscheinsystem, dafür sollen keine Subventionen bezahlt werden. Aber wir teilen die Einschätzung des Regierungsrats, dass es durchaus Sinn machen kann, parallel zur Einführung zu schauen, ob vielleicht gerade im ländlichen Raum, in kleineren Strukturen, andere Formen der Betreuung zusätzlich aufgenommen werden können, die auch eine gewisse Qualität voraussetzen, wie es das Reglement vorsieht, bei denen aber mehrere Kinder an einem Ort betreut werden, also keine Eins-zu-eins-Betreuung stattfindet. Und darum, im Sinne eines Prüfauftrags parallel zur Umsetzung der Gutscheine, können wir diesem Vorstoss als Postulat zustimmen.

Anne Speiser-Niess, Zweisimmen (SVP). Ich kann mich kurz fassen. Die SVP wird diese Motion nicht als Motion unterstützen. Wir wissen, dass sich die Gesellschaft geändert hat. Die Kinderbetreuung gehört definitiv zu den Aufgaben vieler Gemeinden, aber auch des Kantons. Dass sich die Gesellschaft verändert hat, ist unbestritten. Ich möchte hier anmerken: Leider hat sich das ursprüngliche Familienbild verändert, was zu einem vermehrten Bedürfnis nach externer Kinderbetreuung führt. Wir waren gestern an einer Mittagsveranstaltung, wo wir gehört haben, dass die externe Kinderbetreuung, wenn sie ausschliesslich extern funktioniert, auf der Ebene der Psychiatrie grosse Auswirkungen hat. Ich war erschüttert darüber, was wir dort gehört haben. Eigentlich sollte uns dieses Thema genau so sehr interessieren wie die Kinderbetreuung. Kanton und Gemeinden sind gefordert, Lösungen zu finden. Dies wird auch getan. Aber die Bedürfnisse der Gemeinden sind unterschiedlich und werden auch unterschiedlich angepackt. Die private Betreuung, wie wir sie kennen, mit Grosseltern, Geschwistern, Freunden und so weiter, kann eine gute Lösung sein. Aber dass hier nun Qualitätsvorgaben für die private Betreuung gelten sollen, liebe Kolleginnen und Kollegen, hat mich sehr verunsichert und eigentlich auch ein wenig befremdet. Wie viele von uns, habe auch ich meine Kinder ohne Ausbildung und ohne Qualitätslabel erzogen und betreut. Wie gesagt: Über die effektiven Auswirkungen, auch auf der Kostenseite, sollten wir noch etwas mehr wissen, und wir befürchten auch ein wenig, dass es zu einer Ausweitung des bestehenden Angebots kommt. Deshalb lehnt die SVP die Motion ab, und wenige – ganz wenige – stimmen dem Postulat zu.

Hans-Peter Kohler, Spiegel b. Bern (FDP). Die FDP stimmt einem Postulat zu, teilt also die Meinung des Regierungsrats. Inhaltlich ist absolut korrekt, was er geschrieben hat. Das Ganze wird zurzeit ja geprüft, der Regierungsrat ist daran, die Vorgaben soweit auszudehnen, wie es eben möglich ist; ich verweise auf die Motion Müller *(M 221-2010).* Es muss praxisnahe, aber auch pragmatisch sein, sodass man die Kinder auch betreuen lassen kann. Ich möchte noch darauf hinweisen, dass wir auch an die Randzeiten denken müssen, zum Beispiel im Spitalbereich, wo man ein Kind vielleicht auch ab 19 Uhr, 20 Uhr abends irgendwo hingeben können muss. Und dies wird geprüft. Die ASIV war ja auch noch in der Vernehmlassung, und mir sind verschiedene Vernehmlassungsstellungnahmen des Kantons bekannt, die genau diesen Punkt einbringen: Dass man eben versucht, die Vorgaben noch auszudehnen. Also das Ganze wird gemacht, angeschaut, angepackt. Und daher stimmen wir dem Postulat sehr gerne zu.

Christine Schnegg, Lyss (EVP). Die Forderung der EVP ist ganz klar, und die ganze Fraktion steht hinter dem einfachen Anliegen dieser Motion: Es sollen bei der Einführung der Betreuungsgutscheine eben nicht nur zwei auserwählte Modelle, nämlich die Kitas und die Tageseltern, berücksichtigt werden, sondern auch private Initiativen. In der Motion war ja das Beispiel von «Glanzzeit» erwähnt. Neben den Kitas und den Tageseltern decken diese weiteren Angebote Betreuungslücken ab, die entstehen, wenn Eltern zum Beispiel eben in Schicht arbeiten oder wenn eine längere Krankheit in der Familie besondere Betreuungsformen oder Betreuungszeiten erfordert. Im Sinne der gleich langen Spiesse für alle Betreuungsangebote sollen diese Angebote ebenfalls mit den Gutscheinen finanziert werden können. Es erscheint uns wichtig, dass Eltern wirklich eine echte Wahl haben. Selbstverständlich ist auch für die Fraktion EVP die Qualitätssicherung der Angebote wichtig. Und wir sind auch der Meinung, dass es ganz klare Richtlinien und Bewilligungsverfahren für diese Angebote braucht. Aber eine echte Wahlfreiheit muss gewährleistet sein, und deshalb danken wir Ihnen, wenn Sie diese Motion in unserem Sinn überweisen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion hat Grossrätin Gabi das Wort.

Sarah Gabi Schönenberger, Schwarzenburg (SP). Wir können die Motionsforderung so nicht unterstützen. Die Antwort des Regierungsrats erklärt, warum dieses Anliegen so nicht umsetzbar und auch nicht sinnvoll ist. Wir entnehmen der Antwort des Regierungsrats, dass die Betreuungsgutscheine auf Kantonsebene nicht kontingentiert werden sollen. Das ist wichtig und gut. Man sollte sie eigentlich auch auf Gemeindeebene nicht kontingentieren. Mit dem Systemwechsel werden sich Angebot und Nachfrage hoffentlich innert nützlicher Frist einpendeln, und die Zeiten der jahrelangen Wartefristen in Kitas sollten so hoffentlich der Vergangenheit angehören.
Die Subventionierung hat gemäss der Antwort des Regierungsrats neben der Förderung und Verbesserung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf auch zum Ziel, die soziale Integration und die Chancengleichheit der Kinder zu fördern. Bei den Kitas und den Tagesschulen bestehen klare Qualitätsvorgaben und Kriterien. Dazu gehört unter anderem qualifiziertes Personal. Diese Qualitätsstandards sind notwendig, und die Einhaltung derselben muss effizient überprüft werden können, wie dies der Regierungsrat selber auch sagt. Denn für eine gesunde Entwicklung von Kindern muss jede gewählte Betreuungsform diese Anforderungen erfüllen und gewährleisten können. Eine Spezialregelung zu Nannys kann zum Beispiel aufgrund der fehlenden Qualitätsüberprüfung hierzu nicht berücksichtigt werden. Es stimmt, dass zum Beispiel diese Betreuungsform maximale Flexibilität bieten würde, auch im Krankheitsfall eines Kindes, und dass dies durchaus eine grosse Erleichterung für Eltern bedeuten kann. Aber bei dieser Variante kämen in der Realität vor allem sehr gut verdienende Familien zum Zug, und diese sind eigentlich auf diese Subventionen nicht angewiesen. Wenn der Regierungsrat sieht, dass es weitere Angebote gibt, die infrage kommen könnten, diesen Anforderungen gerecht würden und sie erfüllen würden, wird er dies hoffentlich und sicherlich bei einer allfälligen Revision mitberücksichtigen.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Die BDP setzt sich ebenfalls klar für gute Rahmenbedingungen in familienergänzenden Kinderbetreuungsangeboten ein. Wie wir der Antwort des Regierungsrats entnehmen, schliesst das Betreuungsgutscheinsystem private Trägerschaften nicht aus. Es erscheint uns weiter wichtig, was der Regierungsrat in der Antwort ebenfalls erwähnt: Dass weitere Betreuungsformen erst nach den ersten Erfahrungen mit dem neu eingeführten System geprüft und allenfalls erweitert werden sollen. Dies gibt Luft und die Sicherheit, dass gewisse weitere Qualitätsüberprüfungen gemacht werden können, und dass Gleiches mit Gleichem verglichen wird und eine gewisse Gerechtigkeit entsteht. Die BDP-Fraktion spricht sich einstimmig für den Antrag des Regierungsrats aus; wir unterstützen also das Postulat.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (EDU). Auch die EDU-Fraktion wird dieses Postulat einstimmig unterstützen. Uns ist es wichtig, dass eine grosse Wahlfreiheit besteht, und wir sind der Überzeugung, dass es im ureigensten Interesse der Eltern ist, dass sie qualitativ gute Angebote in Anspruch nehmen können; dass sie aber auch wissen, was für sie stimmt. Und deshalb braucht es hier eine grosse Wahlfreiheit. Wir sind der Überzeugung, dass eine private Lösung, wo die Eltern jemanden gut kennen, ein starkes Vertrauen haben, eine feste Bindung zum Kind gewährleistet werden kann, oft sinnvoller sein kann als die Betreuung in einer Institution, die zwar hoch professionalisiert ist, wo aber die Betreuung halt häufig mehr Wechseln unterworfen ist. Darum: Sagen Sie Ja zu einer grösseren Wahlfreiheit, im Interesse von Familien, die dies gerne in Anspruch nehmen und es auch sehr eigenverantwortlich tun würden.

Präsident. Die Motionärin wünscht nochmals das Wort, Grossrätin Beutler.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (EVP). Danke für die Diskussion. Ich habe aus Ihren Voten herausgehört, dass viele bereit sind, das Postulat anzunehmen im Sinne des Regierungsrats, unser Anliegen zu prüfen. Deshalb wandle ich in ein Postulat. Ich möchte einfach noch in Erinnerung rufen: Gerade für die Vereinbarkeit von Familie und Beruf, und gerade vielleicht auch in Regionen, die nicht von Kitas und sehr dicht angesiedelten TFOs profitieren können, gerade für diese Regionen ist es sehr wichtig, dass auch Privatinitiativen oder auch Menschen, die «Shared Nannys» angestellt haben oder was auch immer, vom Gutscheinsystem Gebrauch machen könnten.
Noch betreffend dreier Anliegen, die der Regierungsrat in seiner Antwort erwähnt: Qualitätsanforderungen, Kosteneffizienz und Wirkungsziele. Wir sind überzeugt, dass diesen drei Anliegen genauso Rechnung getragen werden kann, wenn weitere Leistungserbringer ebenfalls beim Gutscheinsystem mitmachen dürfen und die Eltern de facto die Wahlfreiheit haben, wo sie ihr Geld ausgeben und wie sie ihre Kinder betreut haben möchten.
Bezüglich der Kosteneffizienz noch etwas, was ein wenig betrüblich ist: Es ist festzuhalten, dass gerade die Lohnbedingungen bei Tageseltern eher an Dumpinglöhne erinnern und die Kitas, zum Beispiel,

ohne die zum Teil prekär entlohnten Praktikantinnen in existenzielle Nöte geraten könnten. Die Quelle hierfür sind die Organisationen der Arbeitswelt (OdA), das sauge ich mir also nicht aus den Fingern. Wir orientieren uns hier an sehr niedrigen Einkommen, welche die Kosteneffizienz, die in der Antwort dargelegt wird, sicher auch massiv verzerren. Aber in diesem Sinne möchte ich allen danken, die das Postulat unterstützen. Die EVP-Fraktion ist überzeugt, dass durch die Gleichbehandlung der verschiedenen Leistungserbringer, die nun eben geprüft und hoffentlich dann auch eingeführt wird, das ganze System gestärkt und optimiert werden kann und die Betreuungsqualität der Kinder nicht leiden wird, sondern eine Wahlfreiheit für die Eltern gewährleistet werden kann, die wir uns wünschen.

Präsident. Ich gebe dem Gesundheitsdirektor, Herrn Regierungsrat Schnegg das Wort.

Pierre Alain Schnegg, Gesundheits- und Fürsorgedirektor. Comme le mentionne le Conseil-exécutif, il s'agit d'une motion ayant valeur de directive. Comme le titre de la motion pourrait laisser entendre, la solution prévue par le canton laisserait les initiatives privées à l'écart, ce qui n'est absolument pas le cas. En effet, l'introduction du système des bons de garde 2019 a pour un de ses objectifs de mettre sur un pied d'égalité les acteurs privés et les offres financées par les pouvoirs publiques. Les parents qui rempliront les critères fixés recevront un bon en fonction de leur capacité économique, et seront libres de choisir une offre d'accueil au sein du système. En outre, le système des bons de garde vise à remédier au manque de places actuelles dans les familles de jour et dans les garderies. Les bons ne feront l'objet d'aucun contingentement au niveau cantonal. Ainsi, tous les parents domiciliés dans une commune participant au système et ne pratiquant pas de contingentement, bénéficient d'une aide financière à l'accueil extrafamilial conformément à leurs besoins. Les résultats du projet pilote en ville de Berne montre que l'offre s'adapte assez rapidement à la demande. On constate, par exemple, la disparition des longues listes d'attente. J'insiste sur le fait que le système des bons de garde n'exclut pas du tout les organisations privées. Jusqu'à présent, il visait volontairement sur les garderies et l'accueil familial de jour. En effet, l'utilisation de fonds publics doit s'accompagner d'un rapport coût-efficacité maximal. Juste pour information: les «Tagesgrossfamilien» peuvent bénéficier des bons de garde pour autant qu'ils soient rattachés à une «Tagesfamilienorganisation». Vous m'excuserez pour les mots germaniques. Les garderies et les familles de jour constituent des offres aux rapports coût-efficacité favorables du fait d'un coefficient d'encadrement optimisé. Selon l'article 16 alinéa 1 de l'ordonnance sur les prestations d'insertion sociale (OPIS), leur coefficient d'encadrement s'établit à 12:2, soit deux personnes pour douze enfants. Les autres offres d'accueil, comme par exemple les nounous, prennent généralement en charge les enfants d'une seule famille, ce qui génère un coefficient d'encadrement se situant souvent à deux enfants pour une personne.
Le Conseil-exécutif est néanmoins disposé à examiner la question de savoir si d'autres formes d'accueil présentent un rapport coût-efficacité comparable à celui des garderies et des familles de jour, comme par exemple l'accueil simultané des enfants de plusieurs familles par une seule nounou. Il s'agira également de vérifier dans ce contexte les critères de qualité minimum et le respect, le cas échéant, le coût plus élevé dû à des heures d'accueil supplémentaires, ainsi que le financement de ces dernières. Le Conseil-exécutif veut introduire le système des bons de garde selon le calendrier actuel. L'autorisation d'autres offres dans le cadre de ce système de subventionnement est impossible dans le délai imparti pour la mise en vigueur. Une adaptation serait possible dans le cadre de la première révision du système des bons de garde. Je suis heureux que la motionnaire ait transformé cette motion en postulat et sur la base de ces éléments le gouvernement vous invite à accepter cette motion sous la forme d'un postulat.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieser Motion, die in ein Postulat gewandelt ist, zustimmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	77
Nein	66
Enthalten	4

Präsident. Sie haben diesem Postulat zugestimmt mit 77 Ja- zu 66 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen. Ich danke dem Gesundheitsdirektor für die Anwesenheit und wünsche ihm einen schönen Tag. Wir warten auf die Erziehungsdirektorin.

Geschäft 2018.RRGR.351

Jahresbericht 2017 der Universität Bern

Präsident. Ich begrüsse die Erziehungsdirektorin bei uns. Wir haben drei Geschäfte der ERZ. Auf dem Programm steht: «Gemeinsame Beratung» von drei Berichten in reduzierter Debatte. Damit bleibt grundsätzlich eigentlich keine Zeit pro Bericht. Ich habe kurzfristig entschieden, dass wir alle drei Berichte einzeln beraten, da es auch einzelne Sprecher zu diesen hat. Die Fraktionen können sich äussern, wie sie wollen. Sie können zum ersten, aber sie können auch zu allen drei Berichten sprechen, wenn sie wollen. Wir trennen es und machen keine gemeinsame Beratung. Für den Jahresbericht der Universität gebe ich der Sprecherin der BiK, Grossrätin Schmidhauser, das Wort.

Corinne Schmidhauser, Interlaken (FDP), Kommissionssprecherin der BiK. Die BiK hat sich während eines ganzen Tages mit diesen drei Jahresberichten der drei Hochschulen befasst. Meine Kollegen und ich probieren nun, diesen Tag in je etwa drei Minuten zusammenzufassen. Bei der Universität Bern haben uns Rektor Leumann und sein Team sehr offen und mit grossem Engagement über die Situation an der Universität informiert. Wir hatten sehr viele – auch kritische – Fragen und durften feststellen, dass die Universität Antworten geben kann und will. Eigentlich ist es ja einfach: Die Universität Bern ist eine Erfolgsgeschichte und grundsätzlich sehr gut unterwegs. Das ist unser Fazit, nicht zuletzt auch nach diesen intensiven Befragungen zum Jahresbericht.
Dies zeigt sich zweifellos auch in den Zahlen. Rund 25 000 Personen arbeiten an der Universität Bern, davon 18 000 Studierende. Seit 2000 gab es eine Zunahme der Studenten von 75 Prozent. Und die Ausgaben – das hören unsere Finanzverantwortlichen auch gern oder nicht gern – stiegen von 500 Mio. auf 875 Mio. Franken. Die Universität Bern ist ein grosser Laden. Aber was viele von uns, für einmal auch auf der linken Seite sicher gehört haben: Die Drittmitteleinnahmen der Uni Bern sind in dieser Zeit von 100 Mio. auf 327 Mio. Franken gestiegen. Das sind über 217 Prozent. Dies ist eine Erfolgsgeschichte. Und wenn man gleichzeitig weiss, dass der Kantonsbeitrag in dieser Zeit nur um 28 Prozent gestiegen ist – der Bundesbeitrag etwas mehr –, dann muss man sagen: Die Universität ist sehr selbstständig und sehr gut unterwegs. Wir haben natürlich bei der Universitätsleitung nachgefragt, und wir haben ganz offen gehört, dass es natürlich nicht nur angenehm ist, wenn der Kanton weniger bezahlt als früher. Aber die Vertreter der Universität haben auch gesagt, die Beständigkeit dieser Gelder sei für sie die viel wichtigere Aussage als der Frankenbetrag. Und noch viel wichtiger für die Universität sei die gewährte Autonomie mit dem entsprechenden Leistungsvertrag. Die Universität Bern rechtfertigt diese Autonomie auch mit viel Information. Sie setzt strategische Schwerpunkte, insbesondere – das wissen wir alle und haben es gerade in letzter Zeit wieder gehört – im Bereich Gesundheit und Medizin.
Bern soll stärkster Medizinalstandort werden oder wird es vielleicht in 14 Tagen schon fast sein, wenn nämlich 100 neue Medizinstudenten in Bern anfangen. Das heisst, es sind neu 320 Plätze. Und in sechs Jahren werden es nicht nur 100 mehr sein, sondern 600 Studenten mehr als heute. Dies ist ohne Frage nicht ganz einfach für die Universität und für den Platz Bern, mit allen Chancen, die es bietet. Offene Fragen gibt es sicher noch im Bereich der Infrastruktur; man konnte es lesen: Im Moment bestehen viele Provisorien, und die Bauvorhaben, die auf uns zukommen, gehen dann in die BVE. Labors müssen gebaut werden, die BVE ist dort dran.
Noch ein Wort zu den Menschen an der Universität und damit zu den Herausforderungen an die Lehre der Universität. Wie uns gesagt wurde, ist es ein Ziel der Universität, offene, kritische, aber vor allem auch selbstständig denkende Universitätsabsolventen zu entlassen. In der heutigen Zeit, mit der dauernden Berieselung, den elektronische Meinungen, Fakten und mehr ist dies eine Herausforderung, die nicht ganz einfach zu bewältigen ist. Wir sind froh, dass die Universität Bern sich dieser auch annimmt. Insgesamt hat die BiK die Leitung der Universität als sehr sorgfältig planende Institution erlebt, die sich den vielen Herausforderungen aktiv stellt. Im Namen der BiK danke ich der Universitäts-

leitung und selbstverständlich der ERZ ausdrücklich für die ausführlichen und kompetenten Stellungnahmen zu den vielen Fragen. Die BiK hat den Bericht der Universität einstimmig zur Kenntnis genommen und, um es abzukürzen: Die FDP schliesst sich dieser Haltung selbstverständlich an.

Präsident. Es haben sich keine Fraktionen gemeldet. Die Regierungsrätin hat das Wort.

Christine Häsler, Erziehungsdirektorin. Im Wissen darum, wie viel Sie zu tun haben, und im Wissen darum, dass Ihre Zeit rar ist, habe ich mich entschieden, hier nur länger zu sprechen, wenn es denn noch Fragen gäbe zu den anderen zwei Berichten. Und sonst möchte ich mich einfach herzlich bei der BiK für die gute, fundierte Aufnahme bedanken, die wir dort erleben konnten. Wir haben die Geschäftsberichte sehr ausgiebig diskutieren und vorstellen können, was die Hochschulleitungen und auch wir von der ERZ sehr geschätzt haben. Ich möchte Ihnen danken für Ihre Arbeit, und wenn ich nicht mehr spreche, weil niemand Fragen stellt, wünsche ich Ihnen noch eine schöne weitere Session.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über die Kenntnisnahme dieses Berichts. Wer den Bericht zur Kenntnis nimmt, stimmt Ja, wer die Kenntnisnahme ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	126
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 126 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.347

Geschäftsbericht 2017 der Berner Fachhochschule (BFH)

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 40, dem Geschäftsbericht 2017 der Berner Fachhochschule (BFH). Dieser Bericht wurde von der BiK vorberaten. Ich gebe dem Sprecher der BiK, Grossrat Arn das Wort.

Daniel Arn, Muri b. B. (FDP), Kommissionssprecher der BiK. Auch wir haben diesen Bericht sehr eingehend diskutiert, zuerst in einer Sub-Kommission, und haben einen umfangreichen Fragenkatalog zuhanden der BFH erstellt. Wir haben schriftliche Antworten bekommen, und schliesslich hat Rektor Binggeli diese der Gesamtkommission noch präsentiert. Er nahm nochmals Stellung zu allen Fragen und präsentierte uns zusätzliche Fakten.
Zusammenfassend können wir Folgendes sagen: Die Studentenzahlen haben sich leicht positiv entwickelt, von 6864 auf 6891. Dies sind 27 Studenten, was 0,4 Prozent ausmacht. Im Vergleich zu den anderen Fachhochschulen haben wir aber Marktanteile verloren, sie fielen von 20 auf 19 Prozent, was mit einem kleinen Ausrufezeichen zu versehen ist. Gemäss Masterplan der BFH von 2013 wurde damals mit einer Erhöhung der Studentenzahlen um einen Fünftel gerechnet. Das heisst, dass ab heute bis zum Jahr 2023 rund 125 Studenten pro Jahr mehr sein müssen, oder in Prozenten ausgedrückt rund 1,7 Prozent pro Jahr. Rektor Binggeli gab aber auch noch zu bedenken, dass die demografische Entwicklung nicht gerade in die Karten der BFH spielt, und dass die Tatsache, dass noch kein Campus vorhanden ist, auch bei den Studenten ein nicht zu unterschätzendes Kriterium ist. Vielleicht war genau dies auch ein Grund für einen Teil des Marktverlusts.

Die Anzahl der Mitarbeiter hat, umgelegt auf Vollzeitstellen, um rund 43 Stellen zugenommen, es sind 1603 Stellen. Aber durch den vollzogenen Primatwechsel bei der Bernischen Pensionskasse (BPK) muss davon ausgegangen werden, dass in den Jahren 2020 und 2021 nicht nur 100 ordentliche Pensionierungen stattfinden werden, sondern dass zudem rund 230 angestellte Personen das Geschenk einer frühzeitigen Pensionierung in Anspruch nehmen werden. Die BFH ist bereits jetzt daran, die nötigen Vorkehrungen zu treffen, damit keine grossen Lücken entstehen. Wie zu erwarten ist, entspricht die Erfolgsrechnung ungefähr denjenigen der Vorjahre.
Abschliessend können wir festhalten, dass sich die BFH auf dem Weg zum Campus auf keinem einfachen Weg befindet und ihr diese Transformationsphase viel abfordert. Wichtig wird sein, dass die Wachstumsziele betreffend Studentenzahlen erreicht werden können. Denn verlorengegangene Marktanteile sind sehr schwierig zurückzuholen, wie wir alle wissen. Zum Schluss möchte ich noch auf die Medienmitteilung der GPK des Grossen Rats vom 21. August 2018 mit dem Titel «Gute Noten für die Aufsicht über die Berner Fachhochschule» hinweisen.

Präsident. Es melden sich keine Fraktionen. Die Regierungsrätin hat gesagt, sie spreche nur noch, wenn etwas gefragt werde. Somit kommen wir direkt zur Abstimmung. Wer den Geschäftsbericht der BFH zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Kenntnisnahme

Ja	129
Nein	0
Enthalten	6

Präsident. Sie haben den Bericht zur Kenntnis genommen mit 129 Ja- zu 0 Nein-Stimmen bei 6 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.349

Geschäftsbericht 2017 der Pädagogischen Hochschule Bern (PH Bern)

Präsident. Wir kommen zum letzten Bericht, dem Geschäftsbericht 2017 der Pädagogischen Hochschule Bern (PH Bern). Dieser wurde ebenfalls von der BiK vorberaten. Ich gebe das Wort dem Sprecher der BiK, Grossrat Stähli.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP), Kommissionssprecher der BiK. Auch zum Geschäftsbericht der PH Bern hat eine Dreiergruppe der BiK einen Fragenkatalog mit 22 zum Teil happigen und kniffligen Fragen zusammengestellt. Thematisiert wurden insbesondere der Lehrplan 21 und die Jahresrechnung von 2017. Der Rektor der PH Bern, Herr Martin Schäfer, hat in gewohnt kompetenter Weise in schriftlicher Form Auskunft zu den gestellten Fragen gegeben und stand dann während anderthalb Stunden für mündliches Nachhaken zur Verfügung. Er sagte uns, bezüglich des Lehrplans 21 sei weitgehend Ruhe eingekehrt, und auch die Gegner würden sich mit den neuen Gegebenheiten arrangieren. Das ist doch eine gute Botschaft. Bezüglich der Finanzierung der PH Bern hielt er fest, dass man ursprünglich, als die PH Bern den Betrieb aufnahm, zu pessimistisch budgetiert habe und die PH Bern deshalb in den ersten Jahren dank den auswärtigen Studierenden grosse Gewinne gemacht habe. Diese Zeiten sind vorbei. Die Gewinne wurden von der ERZ zum Teil anderweitig eingesetzt, und nun schliesst die PH Bern bereits zum dritten Mal mit negativen Ergebnissen ab. Die Verantwortlichen der PH Bern versicherten, man habe den Handlungsbedarf erkannt und generiere nun vermehrt Nationalfondsprojekte, welche dann auch Drittmittel bringen würden. Die BiK dankt allen Verantwortlichen der PH Bern ganz herzlich für ihre Arbeit und empfiehlt diesen Geschäftsbericht mit 14 Stimmen bei 1 Enthaltung zur Annahme.

Ich kann auch die Meinung der BDP bekannt geben: Wir nehmen positiv von diesem Geschäftsbericht Kenntnis.

Präsident. Auch hier gibt es keine Wortmeldungen, und wir gehen direkt zur Abstimmung über. Wer diesen Bericht zur Kenntnis nehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:
Kenntnisnahme

Ja	136
Nein	1
Enthalten	1

Präsident. Sie haben diesen Geschäftsbericht zur Kenntnis genommen mit 136 Ja-Stimmen bei 1 Nein-Stimme und 1 Enthaltung.
Ich danke der Erziehungsdirektorin für den Besuch im Grossen Rat und wünsche ihr einen schönen Tag.

Geschäft 2018.RRGR.338

Motion 093-2018 Gasser (Bévilard, PSA)
Missbräuchliche Begrenzung von Lotteriefondsgeldern
Richtlinienmotion

Präsident. Ich begrüsse den Polizeidirektor bei uns. Wir kommen zu den Geschäften der POM. Bei Traktandum 42 geht es um die Motion «Missbräuchliche Begrenzung von Lotteriefondsgeldern». Es ist eine Richtlinienmotion. Ich gebe dem Motionär, Grossrat Gasser, das Wort.

Peter Gasser, Bévilard (PSA). Comme vous le savez, le Jura bernois dispose d'un outil démocratique très original: le Conseil du Jura bernois, plus communément appelé «CJB». Dans ce miniparlement, les élus décident entre autres de l'octroi des diverses subventions, et émargeant comme dans le présent cas d'espèce, au fonds de loterie. C'est donc grâce à cette compétence que les élus du CJB ont constaté une pratique qui ne leur semblait pas correcte en lien avec ce fameux fond, soit la diminution de 20 pour cent sur les moyens issus de ce fond lors des affaires de plus de 20 000 francs. Cette baisse résulte évidemment des diverses mesures que le Grand Conseil a adopté lors de son énième plan d'austérité, le fameux programme d'allégement (PA) 18. Si la limitation des moyens directement issus du budget de la direction, soit les premiers 20 000 francs, n'est malheureusement pas discutable, puisque conforme aux décisions parlementaires, il n'en va pas de même pour les montants supérieurs. Vous l'avez également lu: le gouvernement s'est d'ailleurs totalement rangé à notre développement et à notre proposition, puisque la nouvelle manière de faire et d'ores et déjà reprise et appliquée. Je suis donc très heureux et totalement satisfait. Il y a un petit «mais» qui vient se glisser dans ce magnifique engrenage: c'est la transformation surprenante de notre motion en postulat. Après avoir cherché activement la raison de cette transformation, j'ai enfin obtenu une explication que je vous livre telle quelle. Cette motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif, c'est une motion ayant valeur de directive. Dans ce cas de figure, le gouvernement, même s'il partage les objectifs, propose, semble-t-il, toujours d'adopter sous la forme du postulat, puisqu'il dispose d'une relativement grande latitude. Pour ce qui concerne le fond, le gouvernement a repris les demandes de la motion et les a même mis en pratique. Je suis donc heureux et j'accepte aussi le classement. Par contre, je suis obligé de vous rappeler la manière de faire suivante du gouvernement: j'ai regardé pendant cette session, trois fois des lignes directrices ont été acceptées telles quelles comme motion. Mais je n'en fais pas un fromage. Ce qui m'intéresse, c'est le résultat. Donc, je suis

d'accord pour le postulat et le classement, puisque cela a été fait. Je vous remercie de votre attention, et j'espère que le gouvernement unifiera la pratique par la suite.

Präsident. Der Motionär hat in ein Postulat gewandelt und ist einverstanden mit der Abschreibung. Ist dies im Rat bestritten? – Es ist unbestritten, dann befinden wir direkt darüber. Wir stimmen ab. Wer diese Motion, die in ein Postulat gewandelt ist, annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja. Wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	131
Nein	0
Enthalten	0

Präsident. Sie haben dieses Postulat angenommen und direkt abgeschrieben mit 131 Ja- bei 0 Nein-Stimmen und 0 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.38

Motion 009-2018 Bärtschi (Lützelflüh, SVP)
Gotthelf-Zentrum in Lützelflüh – Verbesserung der Rahmenbedingungen

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 43, der Motion «Gotthelf-Zentrum im Lützelflüh – Verbesserung der Rahmenbedingungen», eingereicht von Grossrat Bärtschi, SVP. Die Regierung will sie ablehnen. Ich gebe dem Motionär das Wort, falls er sich einloggt. Vielen Dank. Grossrat Bärtschi, Sie haben das Wort.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP). Das Gotthelf-Zentrum ist ein wichtiger Teil unserer Kultur im Kanton Bern, in Lützelflüh, aber auch in der ganzen Schweiz. Es gibt wenige Schweizer, wenige Berner und wahrscheinlich noch weniger Leute aus Lützelflüh, die Gotthelf nicht kennen. Gotthelf kennt man durch seine sehr eindrücklichen Werke, zum Beispiel im Zusammenhang mit Alkoholmissbrauch oder mit Verdingkindern. Er hat aber auch ganz andere, dannzumal sozialpolitisch heisse Eisen angefasst, die heute nicht weniger aktuell sind als damals. Und ich glaube, er hat es verdient, dass man im Jahr 2010 dieses Gotthelf-Museum installiert – ein Gotthelf-Zentrum, das heute sehr gute Besucherzahlen aufweist, die sich notabene seit der Eröffnung nicht verringert haben. Es ist während der Sommermonate immer sehr gut ausgelastet. Im Winter ist es für eine gewisse Zeit geschlossen, wie Sie wissen. Es gibt einen kleinen Punkt, den wir hervorheben möchten: Punkt 5 Buchstabe i; Sie haben es gesehen.
Ich möchte ein wenig auf die Stimmung zurückkommen, die herrschte, als wir 2010 mit diesem Anliegen vor dem damaligen Grossen Rat waren und es zu diesem Entscheid gekommen ist. Einzelne, die damals schon im Rat waren, können sich sicher noch erinnern. Man hatte damals im Zusammenhang mit anderen Kulturinstitutionen ein paarmal mehr oder weniger hohe oder sehr hohe oder noch höhere Nachtragskredite gehabt, Kredite, Baukredite und so weiter; es dünkte einen damals, es habe keine Gattung. Damals war immer von «Leuchttürmen» die Rede. Ich glaube, das Gotthelf-Zentrum ist auch so ein «Leuchtturm», wenn man den Begriff von damals aufnehmen will. Man versuchte dann, in den Vertrag zur Installation des Gotthelf-Zentrums eine Notbremse einzubauen. Man brachte Punkt 5 Buchstabe i ein, welcher festlegt, dass keine weiteren Zahlungen des Kantons ans Gotthelf-Zentrum fliessen werden. Sie haben es gesehen: Im Jahr 2010 hat das Gotthelf-Zentrum 3,27 Mio. Franken für den Kauf und die Instandstellung dieses Museums bekommen. Kurz danach bezahlte das Gotthelf-Zentrum wiederum 440 000 Franken an den Kanton zurück, indem man diesem die Parzelle

des Gotthelf-Zentrums respektive des alten Pfarrhauses Lützelflüh abgekauft hat. Ich glaube, das war für den Kanton kein so schlechtes Geschäft; er konnte sich damals von einer sogenannten Kantonsliegenschaft verabschieden, die man hätte renovieren müssen – die jetzt renoviert worden ist. Und er konnte das eigentlich auf eine schlanke Weise machen, das war sicher nicht zu unseren Ungunsten.
Nun hat die Regionalkonferenz Emmental das Begehren um eine eventuelle Beihilfe schon einmal gestellt, und danach hat es die Gemeinde Lützelflüh auch wieder an die Regionalkonferenz respektive an die Kulturkonferenz Emmental gestellt. Aber noch wenn sie wollte, könnte die Kulturkonferenz Emmental keine Zahlungen an das Gotthelf-Zentrum machen, denn dafür braucht es zugleich auch die Einwilligung des Kantons. Ich muss hinzufügen, dass dies auch dort so läuft, wo keine Regionalkonferenz eingesetzt ist. Ich habe die Meinung gehört, im Oberland wäre dies nicht möglich, dort könne die Kulturkonferenz zahlen. Dem ist nicht so. Es braucht das Okay der Regionalkonferenz, der Kulturkonferenz dieser Region, damit eine Zahlung überhaupt möglich ist. Wir möchten nun diesen Buchstaben i von Punkt 5 streichen. Das heisst: Lützelflüh könnte das Anliegen bei der Kulturkonferenz Emmental deponieren. Diese könnte es beim Kanton deponieren, wenn sie einverstanden ist, dass man diese Institution unterstützt, und erst, wenn der Kanton diese auch als unterstützungswürdig betrachten würde, wäre es möglich, dass der Kanton Bern dort eine Zahlung leisten würde. Diese Zahlung, notabene, kann nicht höher sein als der Beitrag, den die Gemeinde Lützelflüh entrichtet. Im Moment sind dies 20 000 Franken, und ich habe von der Gemeinde keine anderen Zeichen bekommen, dass sie mehr ausgeben könnte oder möchte oder dürfte als 20 000 Franken. Das heisst: Selbst wenn jetzt dieser ganze Marathon, der da bevorsteht, zur Annahme käme, wären es für den Kanton und für die Regionalkonferenz zusammengezählt nicht mehr als 20 000 Franken. Den Kanton kostete dies also nach dem heutigen Schlüssel 16 000 Franken, die Regionalkonferenz 4000 Franken. Dies, damit man sieht, in welchem Zahlungsrahmen man sich befände, wenn es überhaupt so weit kommt. Ich hoffe, Sie können mein Anliegen unterstützen und werden diese Motion annehmen.

Präsident. Wir kommen zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern, für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrätin Bauer.

Tanja Bauer, Wabern (SP). Auch die SP hat dies diskutiert und ein gewisses Verständnis für die zwei Argumente des Regierungsrats gehabt. Erstens fanden wir auch, dass die Konsequenzen des Entlastungs- oder eben dann Belastungspakets für einen weiten Teil der Bevölkerung einschneidend sind. Auch konnten wir nachvollziehen, dass in Bezug auf die bisherigen Gelder des Kantons ein gewisser Mechanismus vereinbart war. Eine kleine Minderheit wird deshalb diese Motion auch ablehnen. Eine Mehrheit von uns wird dieser Motion aber zustimmen. Ich will Ihnen kurz erklären, weshalb. Erstens, und das wissen Sie vielleicht, haben wir seit 2013 ein neues Kantonales Kulturförderungsgesetz (KKFG). Man hatte dies also abgemacht, bevor dieses neue Gesetz in Kraft getreten war. Wir finden deshalb, dass diese Institution die Möglichkeit haben soll, Anträge zu stellen. Zweitens finden wir auch, dass es um einen relativ überschaubaren Betrag geht, Sie haben es gehört. Durch den Mechanismus dieser Kulturförderung ist die Standortgemeinde Lützelflüh massgebend dafür, wie viel Geld insgesamt überhaupt gesprochen werden kann. Es ist also klar, dass es relativ überschaubar bleiben wird, auch in Zukunft, und wir können wirklich davon ausgehen, dass die Grössenordnung, von der man heute spricht, nicht überschritten wird. Weil Gotthelf – und das war absolut unbestritten in unserer Fraktion – eine wichtige und bekannte Person ist, und weil wir für Kultur für Stadt und Land stehen, stimmen wir der Motion grossmehrheitlich zu.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Wir haben das Geschäft in der Fraktion diskutiert, sind aber noch zu keinem abschliessenden Entscheid gekommen. Für uns sind ein paar Fragen offen geblieben, die wir bis zu unserer Fraktionssitzung am Montag noch abklären wollten. Offene Fragen wie zum Beispiel, welche Konsequenzen dieser Entscheid für die Verteilung der generell sehr beschränkten Mittel für die Kulturförderung haben könnte. Nun sind wir schneller vorangekommen, und ich muss versuchen, all meinen Kolleginnen und Kollegen mit unterschiedlichen Meinungen in meinem Votum gerecht zu werden. Ich kann mich in diesem Sinne persönlich äussern, aber sicher auch die Stimmung einiger weiterer Fraktionsmitglieder wiedergeben. Weil ich ja noch nicht so lange in diesem Rat bin, habe ich interessiert die Vorgeschichte dieses Verbots von Betriebsbeiträgen aus dem Jahr 2010 angeschaut und festgestellt, dass auch bereits die damalige Entscheidung eine Vorgeschichte aus dem Jahr 2005 gehabt hatte. Nur schon dieser Zusammenhang zeigt, dass es vertretbar ist, jetzt – also rund ein Jahrzehnt später – die damals beschlossene Bestimmung infrage zu stellen und zu

überprüfen. Im Bereich der Kulturförderung ist dies noch aus einem zweiten Grund sinnvoll, es ist zum Teil schon angesprochen worden: Die Gesetzgebung und die Instrumente in diesem Bereich haben sich seit dem Grossratsentscheid von 2010 weiterentwickelt. Im Emmental zum Beispiel gibt es seit einem positiven Volksentscheid im Jahr 2012 eine Regionalkonferenz, die seit dem Jahr 2013 für die regionale Kulturförderung zuständig ist. Und sie nimmt diese Zuständigkeit wahr, eben mit finanzieller Beteiligung des Kantons. Aktuell, darüber habe ich mich weitergebildet, sind fünf Emmentaler Kulturinstitutionen mit einem Subventionsvertrag ausgestattet, zum Beispiel die Stadtbibliothek Burgdorf, die Regionalbibliothek Langnau und das Regionalmuseum «Chüechlihus» in Langnau. Auch wenn ich die Bedeutung dieser regionalen Kulturinstitutionen keineswegs herabmindern will, zeigen gerade diese Beispiele: Wenn solche Institutionen von Kantonsgeld im Rahmen der regionalen Kulturförderung profitieren können, dann sollte dies doch eigentlich auch das überregional bedeutsame Gotthelf-Zentrum können – oder dies sollte zumindest geprüft werden können. Auch der Regierungsrat anerkennt ja in seiner Stellungnahme die regionale und die nationale Bedeutung von Jeremias Gotthelf. Nur schon aus diesem Grund ist zumindest ein guter Teil der Grünen bereit, diesem Vorstoss zuzustimmen.
In der Begründung des Vorstosses wird klar gesagt, dass es hier nur um einen ersten Schritt geht. Und mit der Zustimmung zu diesem ersten Schritt haben wir noch nicht versprochen, dass wir auch bei nachfolgenden zweiten oder dritten Schritten mithelfen würden. Wir gehen aber davon aus, dass diese Schritte vor allem im Rahmen des Emmentals, der Regionalkonferenz, zu prüfen und zu klären sind, und möchten dort die Möglichkeit schaffen, Kulturinstitutionen gleich zu behandeln. Wir sind also für Gleichbehandlung, oder man könnte auch sagen: für die Abschaffung eines diskriminierenden Entscheids des Grossen Rats gegenüber diesem Gotthelf-Zentrum. Und wir wären froh, wenn alle, die jetzt Feuer und Flamme für die Abschaffung dieser Diskriminierung sind, denn auch bei anderen Diskriminierungsabschaffungen mithälfen.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Als Emmentalerin liegt mir natürlich das Gotthelf-Zentrum sehr am Herzen. Auch wenn im Moment gar keine Forderungen gestellt werden, sollte das Gotthelf-Zentrum auch in Zukunft gesichert sein. Allerdings sieht unsere Fraktion auch, dass dieser Einschub von Ziffer 5 Buchstabe i ausdrücklich jede weitere Kantonsunterstützung ausschliesst. Dies ist nicht einfach so «wegzuschlecken», und deshalb diskutieren wir hier auch darüber. Dieser Einschub ist als finaler Beschluss eigentlich unüblich. Die Frage, warum das Gotthelf-Zentrum keinen Kulturförderungsbeitrag beantragen darf, ist durchaus berechtigt. Wir wägen also zwischen Kantonsfinanzen und Emmental ab. Entsprechend wird sich unsere EDU-Fraktion auch geteilt dazu äussern, aber ich bitte um Unterstützung.

Hans Schär, Schönried (FDP). Das Gotthelf-Zentrum in Lützelflüh braucht Geld, am liebsten vom Kanton. Es ist zwar in der Motion nicht ganz so, aber sinngemäss formuliert. Wir sind uns alle bewusst, dass das Gotthelf-Museum in Lützelflüh für das Emmental ein wichtiger touristischer Pfeiler ist. Jeremias Gotthelf, oder Alfred Bitzius, hat die ganze Region weitherum bekannt gemacht. Wegen seiner Romane und Geschichten ist Lützelflüh über die Landesgrenzen hinaus ein Begriff. Die hohen finanziellen Unterstützungsbeiträge in den Jahren 2005 und 2010 sind nur zustande unter der Bedingung gekommen, dass keine Betriebsbeiträge gefordert werden. Und jetzt, ein paar Jahre später, kommt der Antrag, man solle den Artikel «Weitere Kantonsbeiträge an den Betrieb des Gotthelf-Zentrums sind ausdrücklich ausgeschlossen.» streichen. Wie müssen sich da andere Institutionen vorkommen, die beim Start selber viel Geld suchen mussten? – Es ist uns bewusst, dass es nicht einfach ist, ein Museum kostendeckend, kostenneutral zu betreiben. Aber wir können doch nicht jedem Museum Kantonsbeiträge sprechen. Verschiedene Varianten der Mittelbeschaffung wurden bereits aufgezeigt. Eine Mehrheit der FDP ist nicht bereit, diese Motion zu unterstützen und diesen Artikel zu streichen und lehnt diese Motion ab.

Markus Wenger, Spiez (EVP). Auch die EVP-Fraktion ist sich in der Frage eines möglichen Beitrags an die Gotthelf-Stiftung nicht einig. Eine Mehrheit unserer Fraktion wird dem Anliegen zustimmen, weil sie der Überzeugung ist, dass dieses Museum eine überregionale Bedeutung hat, dass es wirklich ein Stück Emmental beinhaltet und unbedingt irgendeine Zukunftsperspektive haben muss. Eine Minderheit ist der Meinung, dass der damalige Einschub, wonach weitere Beiträge ausdrücklich ausgeschlossen sind, nicht einfach so weggewischt werden kann. Es ist aber auch interessant, dass eben gerade bei dieser Aussage vom ausdrücklichen Ausgeschlossensein keine Zeitangabe steht. Eine Formulierung, die auf alle Ewigkeit gelten soll, kann ja irgendwie nicht sein. Solche Äusserungen

sind immer irgendwie auch vorläufig. Wir sind uns aber durchaus bewusst, dass es sein kann, dass nun mit der Regionalkonferenz, mit einem neuen Gefäss im Emmental, eine andere Zeit angebrochen ist und es deshalb möglich ist, diese Formulierung abzuschaffen. So oder so, es wird sein wie zu Gotthelfs Zeiten: Dass der Entscheid, den wir hier treffen, Weisheit braucht und vielleicht ein wenig über dem Alltag steht.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach/Oberburg (SVP). «Wo Wille, Sinn und Segen ist, da reicht Weniges unglaublich weit.» Dies ist ein Zitat von Jeremias Gotthelf, welches die Grossratskollegin Christine Schnegg einleitend in ihre Einladung zur Andacht zum Sessionsbeginn hingeschrieben hat. Das Schaffen von Jeremias Gotthelf hat nicht nur kantonal und national eine wichtige Bedeutung, sondern auch eine internationale Ausstrahlung. Seine Geschichten aus dem 19. Jahrhundert geben uns nicht nur einen spannenden Einblick in ein längst vergangenes Leben und Schaffen in der Schweiz, sondern – und das fasziniert mich persönlich ganz besonders – diese Geschichten und deren Sinn und Bedeutung sind noch auf das Leben von heute übertragbar. Es gibt eben Muster, die ändern sich nie. Der Motionär verlangt in seiner Motion, der Beschluss von 2010 betreffend «Beitrag aus dem Lotteriefonds zum Kauf und zum Umbau des Pfarrhauses von Lützelflüh sowie zur Errichtung eines Gotthelf-Zentrums» sei wie folgt zu ändern: «Der Passus», dass weitere Kantonsbeiträge an den Betrieb des Gotthelf-Zentrums ausgeschlossen sind, ist «zu streichen». Ich weiss, es wurde damals so beschlossen, dass das Gotthelf-Zentrum keine Kantonsbeiträge für den Betrieb bekommen soll. Seit diesem Beschluss ist aber viel Wasser die Emme hinuntergeflossen. Im Jahr 2012 – wir haben es bereits gehört – wurde die Regionalkonferenz Emmental eingeführt, und im Jahr 2013 wurde das KKFG geändert. Die Finanzierungsvoraussetzungen haben sich damit grundlegend verändert. Es sind Voraussetzungen, die dem Gotthelf-Zentrum Handschellen anlegen. So darf zum Beispiel die Regionalkonferenz Emmental dieses wichtige Kulturzentrum nur dann unterstützen, wenn auch der Kanton seinen Beitrag aus dem Kulturförderungsfonds leistet. Klar, das Gotthelf-Zentrum hat im Sinne einer Anschubfinanzierung bereits Gelder bekommen. Bitte bedenken Sie aber, dass ein grosser Teil davon zwecks Forschung an die Universität Bern geflossen ist. Und von den 3 Mio. Franken für den Kauf des Pfarrhauses floss in Form des Kaufpreises ebenfalls ein Teil gleich wieder an den Kanton zurück. Damit wurde der Kanton relativ einfach von einer baufälligen, denkmalgeschützten Liegenschaft befreit.
«Wo Wille, Sinn und Segen ist, da reicht Weniges unglaublich weit.» Der Wille zum Weiterbetrieb des Gotthelf-Zentrums ist gross. Ein grosser Teil der Leute, die dort arbeiten, macht seine Arbeit freiwillig und gemeinnützig. Weniges reicht unglaublich weit, Weniges im finanziellen Sinn. Die Gemeinde Lützelflüh unterstützt die Institution jährlich mit einem Betrag von 20 000 Franken. Und der Wunsch oder die Bitte um finanzielle Unterstützung durch den Kanton bewegt sich ebenfalls in diesem bescheidenen Rahmen. Das heisst, wir sprechen hier von rund 20 000 oder vielleicht 25 000 Franken. Weniges würde eben unglaublich weit reichen. Wenn wir bedenken, dass das Zentrum Paul Klee (ZPK) jährlich Millionenbeträge bekommt, dürfen wir beim Gotthelf-Zentrum von einem sehr bescheidenen Mitteleinsatz sprechen, erst recht, wenn man bedenkt, welches Stück Geschichte und Kultur uns diese Institution zurückgibt. Ich bitte Sie, diesen Entscheid, der acht Jahre zurückliegt, zu überdenken und dieser Motion zuzustimmen. Die Fraktion der SVP folgt dieser Empfehlung grossmehrheitlich, und ich danke Ihnen für Ihre Unterstützung.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (BDP). Es fällt mir nicht ganz leicht, als Emmentaler in diesem Sinne zu Ihnen zu sprechen. Trotzdem: Die BDP lehnt diesen Vorstoss mehrheitlich ab. Die BDP anerkennt die grossen Leistungen der Initianten des Gotthelf-Zentrums. Das Gotthelf-Zentrum in Lützelflüh ist sehr gut angelaufen und erfreut sich grosser Beliebtheit. Wir bedanken uns auch ausdrücklich bei den Initianten, die dies mit grossem Aufwand und viel Arbeit ermöglicht haben. Die BDP schätzt aber auch die Arbeiten von Gotthelf und seine zeitlosen und in der heutigen Zeit an Aktualität nicht zu überbietenden Werke selber. Unser Entscheid, den wir hier kommunizieren, hat denn auch nichts mit Gotthelf und seinem Wirken zu tun, sondern mit der vorliegenden Motion, vielmehr mit der Forderung. Diese Forderung geht darauf hinaus, dass man Regeln im Rahmen von kantonalen Finanzierungsgeschäften im Nachhinein abändern möchte. Es geht um die Forderung, die Spielregeln zu ändern, die man einmal zusammen ausgehandelt und fixiert hat. Es geht aber aus unserer Sicht auch um die regionale Kulturkonferenz Emmental, die wir partout nicht gefährden möchten.
Ich komme zu den Spielregeln: Die politische Geschichte des Gotthelf-Zentrums, und somit auch die Frage des Ausschlusses von weiteren kantonalen Geldern, war bereits im Jahr 2005 aktuell. Damals hat der Grosse Rat zum ersten Mal einen Kredit beschlossen und dort klar festgehalten, dass weitere

Kantonsbeiträge für allfällige Folgekosten des Gotthelf-Zentrums nach Betriebsaufnahme ausdrücklich ausgeschlossen sind. Dieser Antrag wurde damals mit 144 zu 13 Stimmen angenommen. Im Jahr 2010 – etliche Rednerinnen und Redner haben es gesagt – hat der Grosse Rat diese Forderung wiederholt. Auch damals wurde der Ausschluss von weiteren Kantonsgeldern ausdrücklich mit 113 zu 0 Stimmen angenommen. Diese Spielregeln waren von Anfang an allen bekannt, auch den Initianten. In keiner dieser Debatten wurden diese Grundsätze irgendwie bestritten oder angezweifelt. Man kann somit davon ausgehen, dass der Grosse Rat und der Regierungsrat diesen Krediten unter Berücksichtigung genau dieser Grundsätze zugestimmt haben. Die BDP ist der Ansicht, dass diese Spielregeln, welche von Anfang an bekannt waren, auch nicht geändert werden sollten.
Ich komme zur regionalen Kulturkonferenz: Die Kulturförderung im Emmental läuft über die Kulturkonferenz. Die regionale Kulturkonferenz ist im Emmental von allen Gemeinden einstimmig angenommen worden. Diesem Entscheid sind ausgiebige Verhandlungen und Überzeugungsarbeit aller Beteiligten vorausgegangen. Diese Einstimmigkeit stellt auch einen grossen Erfolg aller Verantwortlichen dar. Sie beruht aber auch darauf, dass man die Kulturinstitutionen, die man unterstützen will, von Anfang an einschränkte und dies auch entsprechend kommunizierte; Bruno Vanoni hat sie bereits aufgezählt. Die Annahme der vorliegenden Motion hätte schlussendlich zur Folge, dass das Gotthelf-Zentrum als zusätzliche Institution über die regionale Kulturkonferenz unterstützt werden müsste. Die Finanzierung dieser Leistungen geschieht nach einem festgesetzten Schlüssel durch den Kanton, die Standortgemeinde und die anderen Emmentaler Gemeinden. Dabei kann der Topf nur grösser werden, wenn alle drei Partner mitfinanzieren. Will man keine weiteren Beiträge generieren, von irgendeinem dieser drei Partner, so sind die bisherigen Leistungen zugunsten eines neuen Beitragsempfängers zu streichen. Das heisst, die Annahme der Motion hätte zur Folge, dass sowohl der Kanton als auch die Gemeinden mehr in den Kulturtopf einzahlen müssten. Ich bin nicht sicher, ob das beispielsweise im Schangnau gut ankommt. Ich mache auch darauf aufmerksam, dass auch der Kanton dann mehr Geld in die Finger nehmen muss. Wenn man diesen Mechanismus so nicht will, dann müssen die bisherigen Institutionen Federn lassen. Ob Burgdorf dann glücklich ist über die Kürzung beim Kulturcasino oder Langnau Freude hat, wenn das «Chüechlihus» nicht mehr so viel bekommt, wage ich persönlich, der ich es ein wenig kenne, zu bezweifeln.
Ich komme zum Schluss. Die BDP widersetzt sich einer Änderung von Spielregeln, die vor noch nicht allzu langer Zeit klar festgehalten wurden und allen Akteuren bekannt waren. Und ich mache noch einen Einschub zum Wort von Bruno Vanoni: Ich bin nicht sicher, ob man zu dieser Motion nun einfach Ja sagen und sich quasi das Feigenblatt des Kulturförderers vorhalten kann, aber wenn es dann darum geht, Beiträge zu bezahlen, sagen kann, man wolle nun doch nicht mitfinanzieren. Wer heute Ja sagt, sagt schlussendlich auch Ja zu einer Beitragserhöhung. Und zweitens will die BDP das filigrane Konstrukt der regionalen Kulturkonferenz im Emmental partout nicht gefährden. Darum bitten wir Sie mehrheitlich, diesen Vorstoss abzulehnen.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprecherinnen und Einzelsprechern. Zuerst hat Grossrätin Baumgartner das Wort.

Lydia Baumgartner, Jegenstorf (SP). Eigentlich bin ich, wie viele andere auch, nicht vorbereitet, denn ich bin ebenfalls davon ausgegangen, dass dieses Geschäft erst am Montag an die Reihe kommt. Trotzdem möchte ich ganz kurz meine persönliche Meinung abgeben. Ich habe sehr grosses Verständnis für die klare Formulierung bezüglich finanzieller Unterstützung, die vor Jahren beschlossen worden ist. Aber wer schon einmal in Lützelflüh war und das Schaffen Gotthelfs ein wenig kennt, weiss auch, dass wir, indem wir den Buchstaben i von Punkt 5 streichen, ein Schaffen für unsere Nachwelt ehren und erhalten werden, das es verdient. Gotthelf hat in seinem kurzen Leben ein soziales Werk hinterlassen, wie es auch in der heutigen Zeit noch manchmal wünschenswert wäre. Es ist mir klar, dass der Topf dieser Kulturgelder mit einer bestimmten Menge gefüllt ist. Und es ist mir auch klar, dass, wenn jemand hinzukommt, der etwas aus diesem Topf haben will, jemand anderes ein bisschen weniger bekommt. Aber ich glaube, in diesem Fall ist die finanzielle Grösse abschätzbar, und es ist vertretbar, wenn wir hier ein Zeichen setzen und dem Gotthelf-Zentrum den Zugang gewähren, sodass es gleich lange Spiesse hat und sich um diesen Topf bewerben kann. Ich bitte Sie in meinem Namen, dieser Motion zuzustimmen.

Präsident. Ich bin untröstlich, ich habe vorhin bei den Fraktionssprechern die glp übersehen, aber selbstverständlich spricht nun Grossrat Brönnimann für die glp.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Herr Präsident, ich fühle mich nicht übergangen. Ich danke Samuel Leuenberger, Grossrat aus Trubschachen, für seine glasklaren Worte als Emmentaler. Man sieht selten, dass jemand – ich sage mal – die Interessen des Kantons oder den Wert von Spielregeln über regionalpolitische Begehrlichkeiten stellt. Ich staune, wie sich einige meiner Kollegen und vor allem Kolleginnen in der Argumentation verirren, Tanja Bauer. Dies ist doch ein sympathisches Anliegen, das ist doch wunderbar. Ein Dürrenmatt-Zentrum in Konolfingen wäre doch auch sympathisch. Aber es geht nicht darum, ob es sympathisch ist. Es geht auch nicht darum, ob es ein bescheidener Betrag ist. Und da wage ich dann, zuhanden des Protokolls, noch anzuzweifeln, ob dieser bescheidene Betrag, der hier auch von Alfred Bärtschi genannt worden ist, in Zukunft so bescheiden bleiben wird. Denn zumindest diese Anschubfinanzierung, die Andrea Gschwend-Pieren erwähnt hat, war kein bescheidener Betrag. Das waren nahezu 10 Mio. Franken – 10 Mio. Franken, meine Kolleginnen und Kollegen. Es geht hier also nicht darum, dass unser Rat oder der Kanton knauserig gewesen wären. Der Regierungsrat schreibt es in seiner Antwort: Es ist eine Ausnahme, dass man eine solche Vollfinanzierung macht. Das macht man nur, wenn etwas ganz wichtig ist und man dieses Projekt eigentlich dannzumal bereits würdigen will. Es wurde damals schon privilegiert. Das war richtig, aber wenn man jetzt diese Spielregeln nicht einhält, wird es schwierig. Dann machen wir es der Regierung wirklich etwas schwierig; wir können ihr nicht immer den Spiegel vorhalten und dann selber immer gleich abweichen.
Ich kann mich noch erinnern, wie der Vorgänger von Regierungsrat Müller, Regierungsrat Käser, uns damals ins Gewissen redete, als aus unseren Reihen gleich eine Ausnahmeregelung kam, damals noch von Bernhard Antener, kaum hatten wir das Lotteriegesetz (LotG) beschlossen. Und dann haben wir eigentlich das Gesetz fast wie übersteuert. Er sagte uns: Das können Sie doch nicht machen! Der Regierungsrat schreibt es hier am Schluss: Wir haben gerade ein Entlastungspaket gemacht. Dort hatte es auch viele sympathische Anliegen. Und dann schreibt er: «Sofern» die Anspruchsgrundlage bestehen würde, «die Beitragsvoraussetzungen erfüllt wären», was sie nämlich nicht sind, ist es einfach nicht opportun, jetzt irgendein Projekt – und sei es noch so sympathisch, Lydia Baumgartner – einfach zu privilegieren. Denn wo kämen wir denn hin, wenn wir, einfach so ein wenig à-la-carte-mässig, den einen geben, den anderen nicht? Wir sind hier auch nicht das richtige Forum dafür. Wenn wir ein LotG haben und einen Regierungsrat, der Kompetenzen hat, mit dem Ziel, eben alle gleich zu behandeln, dann kann es nicht sein, Alfred Bärtschi, dass einfach irgendein Grossrat kommt, etwas in einem Vertrag ändern will und wir dem zustimmen, nur weil wir es sympathisch finden. Ich empfehle Ihnen, obwohl ich Gotthelf wahnsinnig sympathisch finde, halt doch standhaft zu bleiben, hier den Regierungsrat zu unterstützen und nicht zu sabotieren.

Präsident. Als nächster Einzelsprecher hat Grossrat Siegenthaler, SP, das Wort.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Was Andrea Gschwend kann, kann ich auch. Und ich habe jetzt Thomas Brönnimann zugehört und habe ihn vor allem auch angeschaut. Hören Sie gut zu, Thomas Brönnimann, was ich jetzt von Gotthelf zitieren kann: «Sind ja tausend und tausend graue Häupter, welche die Welt und Weltlauf kennen sollten, Geld haben und nicht glücklich sind und doch immer meinen, auf dem Geld sitze das Glück wie auf den Eiern das Huhn und nirgends sonst. Das ist auch ein Vorurteil, herstammend von den Erzvätern und eingepauket von Jugend auf.» Wir reden jetzt vor allem über Geld. Als ob man Gotthelf auf das Geld reduzieren dürfte.
Im Gegensatz zu den meisten von Ihnen war ich in Lützelflüh, an diesem Lobbying-Anlass, wie man ihn nannte. Das war er auch, und sie haben es auch sehr gut gemacht. Auch dort wurde ich empfangen von «grauen Häuptern», so zwischen 65 und 75 Jahren, würde ich mal sagen, die uns ganz herzlich durch dieses Gotthelf-Zentrum geführt haben. Dieses Gotthelf-Zentrum in Lützelflüh ist mehr als ein paar Nagelschuhe und ein alter Holzschlitten, wenn Sie schon mal dort gewesen sein sollten. Es ist vielmehr eine wirklich sehr interessante und imposante, kleine und ganz feine Ausstellung. Ich will nicht ländliche gegen städtische Kultur ausspielen, wie dies vorhin gemacht wurde. Aber Hand aufs Herz, liebe Kolleginnen und Kollegen. Wir sind nun so wahnsinnig grundsätzlich und sagen: Es hat geheissen, es gebe nichts darüber hinaus. Nicht wahr, wir haben in diesem Grossen Rat noch nie über Nachkredite diskutiert, obschon wir einmal gesagt hatten, es gebe dann nicht mehr? – Ich glaube, wir haben dies auch schon ein paarmal gemacht; in den Jahren, da ich dabei bin, könnte ich Ihnen einige Beispiele aufzählen. Und das Gotthelf-Zentrum will ja das zusätzliche Geld aus dem Topf, an den es herankommen möchten, für Innovation verwenden, damit die Struktur im Gotthelf-Zentrum professionalisiert werden können und es nicht nur auf Freiwilligkeit beruht, wie dies im Moment der Fall ist. Deshalb ist meine Fraktion grösstmehrheitlich dafür, dass man diesen Vorstoss

überweist, dass man ihn unterstützt. Und «es ist doch die schönste Sache, wenn man Freude hat an dem, was man tun soll in der Welt».

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Auch ich habe noch ein Zitat *(Heiterkeit)*: «Auf der Gegenwart liegt der Grund der Zukunft. In ihr muss die Hoffnung begründet sein, die wir in der Zukunft erfüllt sehen wollen.» Eben, von Gotthelf. Gotthelf hatte, das wissen wir, vor allem sehr scharf hingeschaut – in der Gegenwart. Ich selber hoffe, wenn es hier zu einem Ja kommt, dass auch das Emmental und seine Vertreter ab sofort ein wenig mehr hin- und ein bisschen weniger zurückschauen. Ich werde bei diesem Geschäft trotzdem mit einem Ja mithelfen.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Die Voten von Kollega Samuel Leuenberger und von Thomas Brönnimann haben mich nach vorne ans Rednerpult katapultiert. Ich sage dies ehrlich: katapultiert. Es ist noch gar nicht so lange her, dass man vonseiten der POM über die Jugenderziehungsanstalt Prêles gesprochen hat. Dort haben wir, das darf ich ehrlich sagen, 38 Mio. Franken in den Sand gesetzt. Damit könnte man diesen Betrag von 25 000 Franken mehr als 1000 Jahre lang bezahlen. Rechnen Sie es aus. Mehr als 1000 Jahre lang könnte man den Betrag bezahlen. Ad acta gelegt. Samuel Leuenberger, Sie haben gesagt, die Kulturkonferenz könnte auch noch zur Kasse gebeten werden. Liebe Anwesende, die meisten hier sind regionalpolitisch vernetzt, sind in einer Regionalplanung, einer Regionalkonferenz oder weiss der Kuckuck, was es alles gibt. Darüber, wie viel Geld dort verbraten wird in Sachen Planung, sagt nie jemand etwas, und dafür müssen wir auch keine Kredite sprechen, denn das ist einfach untergebracht in der Masse. Man sollte einmal aufrechnen und schauen können, wie viel Geld wir ausgeben, ohne es zu wissen. Das Frauengefängnis Hindelbank lässt grüssen. Ich habe es gesagt, Anita Luginbühl hat eine Interpellation *(I 026-2018)* gemacht: Das sind über 5,5 Mio. Franken, davon wissen wir gar nichts. Obschon man uns hier einmal gesagt hatte: Jetzt ist Stillstand, wir wollen dann einmal eine Justizvollzugsstrategie. Aber es wird trotzdem Geld ausgegeben.
Ich mache es kurz, Andrea Gschwend und Peter Siegenthaler haben es auf den Punkt gebracht: Vielleicht hat man noch ein wenig ein Herz für etwas Währschaftes, etwas «Gotthelfisches», etwas, was die Kultur noch heute berührt, denn sonst würden nicht immer noch Gotthelf-Filme gezeigt und so weiter. Und deshalb möchte ich Sie bitten: Drücken Sie doch ein Auge zu, obschon – Sie haben recht – die gesetzlichen Vorgaben so waren und sind, wir haben das sogar in der GPK untersucht. Und nun komme ich als Vizepräsident der Geschäftsprüfungskommission und sage: Trotzdem ein Ja für die 25 000 Franken, vielleicht auch noch ein wenig mehr. Denn es gab ein paar Privilegierte, der eine befindet sich hier und der andere dort: Wir sassen schon auf dem Stuhl von Gotthelf, stell dir das vor! Also Hand aufs Herz, stimmen wir diesem Geld zu und führen wir uns vor Augen, dass wir schon mehr Geld ausgegeben haben für andere Dinge, wo wir gar nicht wissen, was wir mit all diesen Instituten machen wollen.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Ich möchte zuerst rasch Peter Siegenthaler ansprechen. Sie sagen: 16 000 Franken. Und auf der anderen Seite sagen Sie: Strukturwandel. Mit 16 000 Franken bekommt man einen Strukturwandel schlichtweg nicht hin. Mir geht es hier nicht um Gotthelf Ja oder Nein – um Gottes Willen, sicher nicht, oder: um Gotthelfs Willen, sicher nicht. Die Auflagen waren aber klar, die 10 Mio. Franken sind geflossen. Ich als Burgdorfer Gemeinderat möchte nicht jedes Jahr wieder zusätzliche Gelder in diesen Kulturtopf bezahlen müssen. Das ist für mich ein ganz wesentlicher Punkt. Der Wesentlichste aber ist für mich vor allem das Vorgehen. Sie können oben auf der Motion schauen, diese wurde am 24. Januar 2018 eingereicht. Wir wissen alle, was damals etwa mit uns lief, wir versuchten – ja, nun sind wir wieder an diesem Punkt. Ich werde einfach den Verdacht nicht los, dass dies eine bestellte Motion ist. Das sage ich hier geradeheraus. Und warum werde ich ihn nicht los? – Wenn das so wichtig ist – und ich finde, ja klar, Gotthelf ist wichtig – wenn das so wichtig ist, wären wir Emmentaler Grossrätinnen und Grossräte mindestens einmal kontaktiert worden, ob wir mithelfen wollen oder nicht; wir wären als Mitmotionäre aufgeführt oder nicht, wir hätten hinten unterschrieben. Davon wusste niemand etwas. Ich finde das sehr seltsam. Und in den letzten Tagen wurden wir bekniet – meine Frau musste leiden in diesem Sinn, dass sie einen langen Telefonanruf entgegennehmen musste, und man solle mir dann ausrichten und so weiter. Dieses Vorgehen finde ich völlig falsch und kann es nicht akzeptieren. Es gibt gewisse Parallelen zu einem grossen Geschäft, wo wir über diesen Schatten gesprungen sind. Im Jahr 2014, als es um «Swiss Skills» ging, bezahlten wir 2 Mio. Franken aus dem Lotteriefonds. Wir – Samuel Krähenbühl mit seiner Motion *(M 207-2014)* – haben die Vorgaben über den Haufen geworfen und gesagt: Okay, wir bezahlen das wieder, wir nehmen es wieder hinein. Und ja, das haben wir hier besprochen. Ich möchte

dem Gotthelf-Zentrum dringend raten, es doch einfach so zu machen: Kommen Sie mit einem ganz konkreten Antrag, einer konkreten Motion hierher, und dann diskutieren wir dieses Geschäft, bei dem es um einen konkreten Beitrag geht. Aber nicht einfach um 16 000 Franken, wie man jetzt sagt. Ich fürchte, dass es eben viel mehr ist. Samuel Leuenberger hat alles glasklar gesagt, vielen Dank. Ich kann dieser Motion so nicht zustimmen.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Ich möchte noch unterstreichen, was mein Fraktionskollege Markus Wenger schon gesagt hat. Ich persönlich bin das Gotthelf-Zentrum anschauen gegangen. Ich war bisher noch nie dort und konnte mich davon überzeugen, dass es ein sehr modernes, sehr gepflegtes Museum ist, das in der Region und mit anderen Organisationen, die Gotthelf pflegen, vernetzt ist, und dass es auch für den Tourismus der Region wichtig ist. Das hat für mich nichts mit «bluemetem Trögli» oder irgendwelchen Heimatschriftstellern oder so zu tun. Vielmehr habe ich dort wieder neue Facetten dieses Schriftstellers entdecken können, den ich schon gelesen habe und der mich interessiert und von dem ich finde, dass er uns auch heutzutage noch etwas zu sagen hat. Diese Leute haben das Gotthelf-Zentrum seit 2010 oder schon länger ehrenamtlich betreut und sind nun halt im Pensionsalter, und nun sollte man das Ganze professionalisieren können. Es ist wirklich eine sehr schöne Institution, auch zum Anschauen. Man sieht die Investitionen, die der Kanton Bern getätigt hat. Darum ist es eigentlich unverantwortlich, wenn wir jetzt einfach auf diese Professionalisierung verzichten. Ich werde dieser Motion zustimmen.

Marc Jost, Thun (EVP). Ich mache es kurz, und ich bringe kein Gotthelf-Zitat, obwohl ich auch Lehrer und Pfarrer war und da schon eine Verbundenheit spüre. Ich habe den Eindruck, dass wir vor rund zehn Jahren bei diesem Geschäft einen grundsätzlichen Fehler gemacht haben. Wir haben nämlich prinzipiell kantonale Finanzierungen für immer ausgeschlossen. Und dies, denke ich, war ein Fehler. Man hätte es begrenzen können auf eine bestimmte Zeitdauer, aber es ist wirklich nicht sinnvoll, wenn man solche Sachen prinzipiell ausschliesst, auch nicht für einen Teilbereich, für ein sinnvolles Projekt. Es geht hier aus meiner Sicht vor allem um eine Korrektur dieses Fehlers, wo man einfach für alle Zeit gesagt hat: Es geht nicht mehr. Es kann nicht sein, dass eine Institution, die vielleicht ein gutes Projekt hätte oder irgendwo einen Teilbeitrag brauchen würde, einfach für immer ausgeschlossen ist. Und deshalb werde ich diesen Vorstoss unterstützen.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Dies war damals, im 2010, mein Geschäft als Ausschussleiter der POM, des Lotteriefonds. Ich habe nun nochmals das Protokoll studiert und kann es nicht lassen, meinem Unmut darüber Ausdruck zu geben, wie hier diskutiert worden ist und wie man, etwas salopp, von ungleich langen Spiessen und von unüblichem Passus und so gesprochen hat. Ich gebe Marc Jost recht: Man hätte es auf zehn oder meinetwegen auf fünfzehn Jahre begrenzen können. Aber ich muss schon noch einmal sagen, worum es damals ging. Schon im Jahr 2005, bei den ersten 6 Mio. Franken, ging es um Bedingungen, die im 2010 noch längst nicht erfüllt waren; damals war einfach schon mal die Stiftung gegründet worden. Aber die Veröffentlichung des ganzen noch unveröffentlichten Nachlasses von Gotthelf war damals noch nirgends. Und ich habe mir nun vom Lobbying-Anlass und von jenen Leuten, die es ein wenig besser kennen, sagen lassen, dass dies wohl noch immer längst nicht erfüllt ist. Nun reden wir nochmals über eine Bedingung, die hier beide Male – schon im Jahr 2005 und nochmals im Jahr 2010 – genannt und bekräftigt worden ist, und wollen diese aufheben. Das finde ich aus Glaubwürdigkeitsgründen, und auch aus anderen Gründen im Zusammenhang mit dem Geschäft, einfach nicht in Ordnung. Und wenn es tatsächlich nur um 16 000 oder 20 000 oder 25 000 Franken geht, wie hier gesagt wurde… Entschuldigung: Insgesamt flossen fast 10 Mio. Franken, und es kann wohl nicht wirklich sein, dass nun wegen 16 000 «Fränkli», oder vielleicht ein paar mehr, die ganze Geschichte bachab geht. Es ist nicht in Ordnung, wenn wir diesen Passus aufheben, und ich bitte Sie, diese Motion abzulehnen. Sie können es im Protokoll nachlesen, ich habe damals gesagt: «[…] das sage ich jetzt ganz deutsch und deutlich –» in der Hoffnung, «dass die Botschaft, die wir hier senden, vielleicht bis zu den betroffenen Leuten durchdringt.» und dass endlich diese Erwartungen des Grossen Rats erfüllt werden. Ich helfe nicht mit, auch wenn es vielleicht populistisch oder nett ist. Es hat auch nichts mit Kultur Stadt/Land zu tun. Es hat etwas mit Glaubwürdigkeit zu tun und damit, wie seriös wir solche Geschäfte anschauen. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Präsident. Ich erteile das Wort dem Polizei- und Lotterieminister, Regierungsrat Müller. *(Heiterkeit)*

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Ich wollte auch viele Zitate bringen, aber die sind jetzt alle schon gekommen. Nein, im Ernst: Grossrat Bärtschi will diese Bedingung, wonach weitere Kantonsbeiträge an den Betrieb des Gotthelf-Zentrums ausgeschlossen sind, aufheben. Der Regierungsrat ist sich der Bedeutung von Jeremias Gotthelf selbstverständlich bewusst, und er weiss auch, dass es für dieses Gotthelf-Zentrum eine Herausforderung darstellt, die Finanzierung des Betriebs sicherzustellen. Der Entscheid, diese einschränkende Bedingung aufzunehmen, wurde aber – und das wurde verschiedentlich gesagt, sehr eindrücklich von Samuel Leuenberger oder von Ruedi Löffel – damals sehr bewusst, im Wissen um die Konsequenzen und einstimmig von diesem Gremium hier gefasst. Und zwar wurde er zweimal gefasst, 2005 bei der Finanzierung der Gotthelf-Stiftung und 2010 bei der Finanzierung des Gotthelf-Zentrums. Der Grund dafür war die ausserordentliche, hundertprozentige Finanzierung durch den Lotteriefonds. Wir sprechen hier also nicht von einem Nachkredit. Der Regierungsrat spricht sich gegen die Annahme dieser Motion und gegen die Aufhebung dieser Bedingung aus, auch weil er der Meinung ist, dass sich der Grosse Rat möglichst an die Beschlüsse, die er selber gefällt hat, halten sollte.

Präsident. Ich erteile nochmals dem Motionär, Grossrat Bärtschi, das Wort.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (SVP). Ich möchte Ihnen ganz herzlich für die engagierte und grossmehrheitlich sehr positive Diskussion und die gute Aufnahme dieser Motion danken. Ich komme kurz in der Replik auf ein paar gefallene Voten zurück. Bruno Vanoni, Kollege Wenger, ich glaube, Sie haben es recht gut auf den Punkt gebracht. Wir haben hier ein Problem, es wurde verschiedentlich auch von anderen genannt: Wir haben etwas geschaffen, das auf alle Zeiten wirkt. Wenn wir es nicht ändern, wirkt das auf alle Zeiten. Das Gotthelf-Zentrum wird die einzige Kulturinstitution im Kanton Bern sein, die auf alle Zeiten von diesen Zahlungen ausgeschlossen ist. Da können wahrscheinlich noch Hunderte von Jahren vergehen, bis irgendwann ein Grossrat kommt, der dieses Gesetz, respektive Ziffer 5 Buchstabe i, den der Grosse Rat selber damals hineingebracht hatte, wieder aufhebt. Und nun kommen wir nach sechs respektive acht Jahren und möchten diesen Vertrag ändern.
Und Kollege Leuenberger: Gerade die Notare sind froh, wenn sie zwischendurch einmal einen Vertrag ändern können; ich glaube, da geben Sie mir recht, das ist Ihr tägliches Brot. Wenn eine Partei sieht, dass ein Vertrag für ihre Seite nicht mehr stimmt, fängt man an etwas auszuhandeln. Und wenn beide der Meinung sind, der Vertag müsse angepasst werden, so passt man ihn an. Und dies ist mein Anliegen hier. Wir haben den Eindruck, dass wir diesen Buchstaben i von Punkt 5 nicht auf Jahrzehnte hinaus so drinlassen können. Irgendwann müssen wir vielleicht ein wenig gescheiter werden, denn im Jahr 2012 – das ist auch erwähnt worden – gab es diese Änderung des KKFG. Damals kam die Barriere hinein, dass man nicht mehr irgendwelche Beträge in eine Kulturinstitution fliessen lassen kann. Und ich möchte auch noch ganz klar deponieren, dass es mir nicht darum geht, eine Kulturinstitution gegen eine andere auszuspielen, überhaupt nicht, das darf sicher hier nicht sein.
Es wurden weiter wieder diese Geldbeträge erwähnt. Kollege Brönnimann, ich weiss nicht, was Sie gelesen haben. Von diesen 10 Mio. Franken flossen zwei Drittel an die Universität Bern, und ich möchte doch, dass man das hier vorne richtig sagt. 3,2 Mio. Franken flossen an das Gotthelf-Zentrum, und davon floss der Kaufpreis wieder zurück. Wenn man also hierhin kommt und sagt, 10 Mio. Franken seien in die Gotthelf-Stiftung geflossen, so geht das schon fast in Richtung Populismus. Aber ich nehme das nun so zur Kenntnis. Und nochmals: Die Gemeinde Lützelflüh musste letzthin den Vertrag über diese 20 000 Franken verlängern, und ich habe dort die Zusicherung, dass man diesen Betrag nicht einfach anheben kann, weil man sonst dem Finanzreferendum unterliegt. Ganz herzlichen Dank allen Rednern für die gute Aufnahme, und ich wünsche Ihnen nachher noch einen schönen Tag.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung über diese Motion. Wer die vorliegende Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	72
Nein	59
Enthalten	14

Präsident. Sie haben diese Motion angenommen mit 72 Ja- zu 59 Nein-Stimmen bei 14 Enthaltungen.
Geschätzte Kolleginnen und Kollegen, bitte nehmen Sie alles mit aus dem Saal, über das Wochenende finden Veranstaltungen statt. Wir sehen uns am Montag, um 13.30 Uhr, wieder. Ich wünsche Ihnen ein schönes Wochenende. Die Sitzung ist geschlossen.

Hier werden die Beratungen unterbrochen.

Schluss der Sitzung um 16.00 Uhr.

Die Redaktorinnen
Doris Rothen (d)
Sara Ferraro (f)

Montag (Nachmittag) 10. September 2018, 13.30–15.50 Uhr

Achte Sitzung

Vorsitz: Jürg Iseli, Zwieselberg (SVP)
Präsenz: Anwesend sind 156 Mitglieder. Entschuldigt abwesend sind: Aeschlimann Martin, Alberucci Luca, Blum Christine, Teuscher-Abts Marianne.

Präsident. Ich begrüsse Sie zur zweiten Woche der Septembersession. Ich hoffe, dass Sie ein erholsames Wochenende hatten und wieder voller Tatendrang für die zweite Woche sind. Die vielen Gespräche hier im Saal zeigen, dass Sie sich viel zu erzählen haben. Das macht nichts, sie können diese auch in der Wandelhalle erledigen.
Zum Programm kann ich Ihnen so viel sagen: Wenn wir zügig vorwärtskommen, werden wir heute Abend fertig. Diskutieren wir lange über die Vorstösse, werden wir morgen weiterfahren. Wir werden keine Hypothek in die Novembersession verschieben, weil diese bereits heute voll befrachtet aussieht. Wie Sie wissen, werden wir im November sowohl den Geschäftsbericht als auch den Voranschlag behandeln. Das bedingt, dass wir dafür genügend Zeit anberaumen.
Bevor wir mit den Geschäften beginnen, muss oder darf ich eine Person verabschieden, mit der nicht alle von Ihnen zu tun hatten. Es ist Anne-Marie Hofer. Sie ist seit 1. August 1999 im Amt, seit 19 Jahren also. Ihre genaue Funktionsbezeichnung sei «Chefin des Protokolls für den Regierungsrat und den Grossen Rat». Sie hat Legislaturausflüge und -schlussfeiern, Empfänge von Delegationen im In- und Ausland sowie Reisen und Besuche des Büros organisiert. Sie unterstützte natürlich auch Grossratspräsidentenfeiern sehr hilfreich und gab an die Gemeinden weiter, was der Grosse Rat dabei erwartet. Sie half auch mit, Parlamentarier-Skitage zu organisieren. Anne-Marie Hofer war einfach da, wenn man ein Anliegen hatte, das den gesamten Grossen Rat betraf. Sie war die Expertin für alles Organisatorische. Wenn man einen guten Rat brauchte, half sie einem immer. Ich habe sie als sehr kompetente und ruhige Person kennen und schätzen gelernt. Sie sagte dem Vizepräsidenten, wann er die Präsidentin oder den Präsidenten zu begleiten hat, wann man in den organisierten Punkten weitergehen sollte. Denn irgendjemand musste jeweils sagen, wann es weitergeht. Dabei fand Frau Hofer immer den Ton und konnte die Zeiten einhalten.
Nach 19 Jahren dürfen wir sie in den wohlverdienten Ruhestand entlassen. Ich nehme an, dass sie mit einem weinenden und lachenden Auge geht. Das weinende Auge ist sicher, dass Frau Hofer diesen Betrieb und die Dienstleistung, die sie dem Grossen Rat bieten durfte, nicht mehr ausüben kann. Das lachende Auge ist, dass sie Dinge, die sie in den letzten 19 Jahren nicht tun konnte, in nächster Zeit vielleicht tun kann. Anne-Marie Hofer, im Namen des Grossen Rats danke ich Ihnen recht herzlich für die Dienste, die Sie uns geleistet haben. Ich wünsche Ihnen alles Gute in Ihrer Pension. Vielen Dank. *(Anhaltender Applaus)*

Geschäft 2017.RRGR.744

Motion 281-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, SVP)
Der Informationsfluss über Straftaten, Strafbefehle und Urteile muss optimiert werden

Präsident. Ich begrüsse den Polizei- und Militärdirektor, Regierungsrat Müller. Wir sind beim Traktandum 44 verblieben, der Motion «Der Informationsfluss über Straftaten, Strafbefehle und Urteile muss optimiert werden». Es handelt sich um eine Motion, die von Grossrätin Geissbühler, SVP, eingereicht worden ist. Die Regierung will diese als Postulat annehmen. Ich gebe Grossrätin Geissbühler das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Die Antwort des Regierungsrats auf diese Motion ist nicht ganz korrekt. Es wird zwar erwähnt, dass der Austausch zwischen Polizei und Staatsanwaltschaft gut sei. Aber die Gerichte, die die Urteile fällen, sind nicht erwähnt. Beim elektronischen Fallübergabesystem VOSTRA und der «Neuen Vorgangsbearbeitung» (NeVo) werden meinen Recherchen zufolge nur Polizeidaten an die Staatsanwaltschaft und die Gerichte weitergegeben, nicht aber die Urteile zurück an die Polizei. Diese Informationslücke wurde in der SiK mehrmals angesprochen. Ich hoffe, dass die Mitglieder der SiK dies in den Fraktionen auch weitergegeben haben. Es entsteht nämlich ein erhebliches Gefährdungspotenzial für die Bevölkerung, vor allem für Polizistinnen und Polizisten im Alltag.
Ich gebe Ihnen zwei Beispiele, die den Nutzen von Urteilsmitteilungen aufzeigen. Wenn die Kantonspolizei Bern (Kapo Bern) eine Person wegen Raubs anzeigt und das Gericht diese freispricht, bleibt die Person im Polizeisystem als Räuber aufgeführt. Dasselbe gilt auch, wenn bei einer Person, die wegen Diebstahls angezeigt ist, vor Gericht auskommt, dass sie weitere, viel gravierendere Delikte begangen hat und dafür verurteilt wurde. Deshalb bitte ich Sie, diese Motion anzunehmen. Es geht nämlich darum, dass auch die Polizei Rückmeldungen erhält. Es geht also darum, dass nicht nur die Vernetzungen nach oben gewährleistet sind – Polizei, Staatsanwalt, Gericht –, sondern dass die Polizei auch von oben darüber informiert wird, welche Urteile gefällt wurden. Klar, es ist sicherlich nicht im Sinn der Sache, Bagatellen nach unten zu melden. Wenigstens in Mordfällen oder bei schweren Straftaten sollte die Polizei informiert werden. Ich bitte Sie, auch im Sinn der SiK der letzten Legislatur, diese Motion als Motion anzunehmen.

Präsident. Wenn es zu dieser Motion keine Fraktionssprecher gibt, erteile ich... – Für die grüne Fraktion gibt es einen Fraktionssprecher. Grossrat Gerber, Sie haben das Wort.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Der Informationsaustausch und der Informationsfluss zwischen Kapo Bern, Staatsanwaltschaft und Gerichten muss gewährleistet werden; das ist uns klar. Das VOSTRA soll dies gewährleisten. Sicher gibt es auch viele Beispiele, bei denen die Polizei besser hätte informiert werden sollen, um eine solche Straftat verhindern zu können. Aber auch die Persönlichkeitsrechte, der Datenschutz sowie die Gewaltentrennung sind für uns sehr wichtige Anliegen. Diese müssen auch gegenüber möglichen Straftätern sichergestellt werden. Derzeit wird an dem neuen Informationsprojekt NeVo gearbeitet, das eine elektronische Fallübergabe zum Ziel hat. Wir wollen zuerst schauen, was es bringen wird. Wir wehren uns nicht gegen ein Postulat, wir lehnen eine Motion jedoch ab.

Hans Schär, Schönried (FDP). Der Informationsfluss über Straftäter, Strafbefehle und Urteile müsse optimiert werden: Diese Aussage könnte man grundsätzlich unterstützen. Optimierungen, Vereinfachungen und die Vermeidung von Doppelspurigkeiten sind sicher im Sinn von uns allen. Die heiklen, vertraulichen und speziellen Informationen über Personen kann man aber nicht in einer Hauruckübung an andere weitergeben. Der Regierungsrat weist in seiner Antwort darauf hin, dass einiges schon gut laufe. Er sei aber bereit, weitere Optimierungen voranzutreiben und die Motion als Postulat anzunehmen. Die FDP lehnt die Motion ab und stimmt einem Postulat zu.

Thomas Knutti, Weissenburg (SVP). Die SVP-Fraktion unterstützt die Forderung der Kollegin, Grossrätin Geissbühler, einstimmig. Auch wir sind der Meinung, dass der sogenannte Informationsfluss nicht nur in die eine Richtung, sondern auch in die andere Richtung, zur Polizei fliessen sollte, und dies gewährleistet sein muss. Wir von der SVP stehen natürlich ohne Wenn und Aber hinter der Sicherheit unserer Leute. Erfreulich ist für uns aber auch der Zugriff auf das Informationssystem VOSTRA, der sicher eine Verbesserung bringt. Wir erachten auch die elektronische Fallübergabe der Staatsanwaltschaft als positiv. Es muss aber gewährleistet sein, dass die Informationen ohne Wenn und Aber in beide Richtungen fliessen, sowohl zur Staatsanwaltschaft als auch zur Polizei, wie bereits gesagt. Deshalb unterstützen wir die Motion.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Aus Sicht der EVP spricht Grossrätin Geissbühler mit ihrer Motion eine wichtige Problematik an. Es kann nicht sein, dass die Polizei über den Stand von Gerichtsverfahren, Verurteilungen und Strafen nicht richtig informiert ist. Diese Informationen müssen zwingend fliessen, und das nicht nur von der Polizei zur Justiz – das ist bereits üblich und selbstverständlich –, sondern auch zurück. Das ist nicht nur eine Frage der Informatik, sondern auch eine Frage der Menschen, die einsehen, dass solche Informationen für die Sicherheit der Bevölkerung und der Polizei

unabdingbar sind. Wir sind aber damit einverstanden, dass der Regierungsrat die Motion als Postulat entgegennehmen will. Es ist eine operative Angelegenheit zwischen POM und Justiz, die diese verbessern müssen; es ist eine Frage der Prozesse, wie es geplant und umgesetzt wird. Wir sind überzeugt, dass Polizei und Justiz das Anliegen, selbst in Form eines Postulats, ernst nehmen und es tatsächlich so einbauen werden – auch in ihrem eigenen Interesse. Deshalb bitte ich Grossrätin Geissbühler, den Vorstoss in ein Postulat umzuwandeln. Diesem könnten auch wir zustimmen.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Der Datenfluss von unten nach oben scheint gut zu funktionieren. Das haben wir bereits ein paarmal gehört. Von oben nach unten scheint er zu harzen. Auch für die glp ist das Anliegen der Motionärin nicht abwegig. Es ist ganz sicher wichtig, einen standardisierten Datenfluss zu haben. Mit dem Informationsprojekt NeVo soll eine Verbesserung gelingen, wie wir der Antwort des Regierungsrats entnehmen können. Die Staatsanwaltschaft und die Kapo Bern verbessern derzeit die Systeme. Den elektronischen Datenfluss «top down» wollen sie allerdings nicht öffnen. Es fragt sich, weshalb nicht. Wir gehen davon aus, dass es mit dem Datenschutz zusammenhängt. Herr Polizeidirektor Müller wird es sicherlich gleich klären. Die Regierung will die Motion als Postulat annehmen. Grossrätin Geissbühler, wandeln Sie Ihren Vorstoss! Dann werden auch wir ihn annehmen. Die Grünliberalen sind bei einem Postulat dabei.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Der Antwort des Regierungsrats entnehmen wir, dass die Zusammenarbeit zwischen Polizei und Staatsanwaltschaft zielgerichtet funktioniert. Das Informationssystem VOSTRA und das Informatikprojekt NeVo befinden sich in der Umsetzungsphase. Es braucht also noch Zeit für eine Evaluation. Die betroffenen Parteien hätten verschiedene Verbesserungen erwirkt und bemühten sich laufend, den Informationsfluss zu optimieren, erfahren wir aus der Antwort des Regierungsrats. Aufgrund dieser Fakten lehnt die Fraktion der BDP die Motion ab und spricht sich einstimmig für die Annahme des Postulats aus.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Die Sicherstellung eines optimalen Informationsflusses sei eine Daueraufgabe, lesen wir in der Antwort des Regierungsrats. Natürlich ist es auch der EDU-Fraktion wichtig, dass Informationen auf alle Seiten gut funktionieren und überhaupt stattfinden. Wie wir schon ein paarmal gehört haben, werden zurzeit mehrere Systeme eingeführt und getestet. Von diesen lassen sich Daten dazu erhoffen, was dabei alles herausschauen kann. Wir erwarten von den neuen Systemen auch entsprechende Erfahrungswerte. Die EDU-Fraktion unterstützt die Motion. Denn wir sind davon überzeugt, dass ein sauberer und einheitlicher Datenfluss wichtig ist.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrat Siegenthaler.

Peter Siegenthaler, Thun (SP). Die Argumente, die für ein Postulat sprechen, sind bereits erwähnt worden. Ich brauche diese hier nicht zu wiederholen. Auch für uns ist es wichtig, dass dieser Informationsfluss auf beide Seiten läuft – auf beide Seiten zuverlässig läuft. Deshalb kann ich mit einem Appell an die Motionärin abschliessen: Grossrätin Geissbühler, wandeln Sie ihren Vorstoss einfach in ein Postulat! Dann helfen auch wir mit.

Präsident. Ich gebe dem Regierungsrat das Wort.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Es geht um den Informationsfluss zwischen den Strafverfolgungsbehörden über Straftaten. Die Motionärin spricht den Punkt an, dass gewisse Daten von der Polizei zur Staatsanwaltschaft gehen, aber nicht immer umgekehrt. Das trifft zu. Deshalb ist dieses Anliegen durchaus nachvollziehbar. Ich will hier aber klar festhalten: Der Informationsfluss und die Zusammenarbeit unter den Strafverfolgungsbehörden funktionieren gut. Es gilt selbstverständlich, diese zum Zweck einer effizienten Strafverfolgung fortzusetzen. Es ist auch klar, dass dies eine Daueraufgaben ist. Dies umso mehr, als wir uns hier in einem Feld bewegen, das sich andauernd und rasch verändert.
Derzeit laufen diverse inner- und interkantonale Projekte. Innerkantonal haben wir das Projekt NeVo, die neue Vorgangsbearbeitung. Durch die Einführung eines gemeinsamen Systems zur allgemeinen Vorgangsbearbeitung werden die heutigen Austauschprozedere auf Papier zwischen der Kapo und der Staatsanwaltschaft durch ein elektronisches System ersetzt. Interkantonal steht die Inkraftsetzung des neuen Bundesgesetzes über das Strafregister-Informationssystem VOSTRA (Strafregistergesetz, StReG) an, und damit auch der Zugriff der Kapo spätestens im Jahr 2020. Die Art und Weise ihres

Zugriffs ist allerdings noch offen. Schliesslich haben wir die Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz. Dazu gibt es eine Vereinbarung zwischen Bund und Kantonen. Dieses Projekt legt die Basis für einen medienbruchlosen Austausch der gerichtspolizeilichen Daten zwischen allen Strafverfolgungsbehörden und ihren Partnern.
Der Regierungsrat ist bereit, im Rahmen der laufenden kantonalen und interkantonalen Informatikprojekte weiter zu prüfen, ob und wie der Datenaustausch beispielsweise durch eine erweiterte Mitteilungspflicht weiter verbessert werden könnte. Deshalb beantragt der Regierungsrat, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen – so bliebe er weiterhin auf der Traktandenliste. Ihn als Motion anzunehmen, könnte gewisse Nachteile für die Polizei zur Folge haben. Diese möchten wir weiter abklären, bevor wir uns definitiv festlegen. Deshalb bitte als Postulat und deshalb bitte wandeln!

Präsident. Ich gebe der Motionärin noch einmal das Wort: Grossrätin Geissbühler.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Es hat mich sehr gefreut, von allen Seiten zu hören, es sei wichtig, dass die Polizei über die von den Gerichten gefällten Urteile informiert werde. Alle haben es gesagt, ausser die Grünen wegen des Datenschutzes. Ich hoffe wirklich, dass das gehört worden ist, weil das ja das Problem ist. Das Problem hat unser Polizeidirektor eigentlich erwähnt: Beide Systeme sind nicht darauf ausgerichtet, auch gegen unten zu informieren. Aber der Polizeidirektor ist wahrscheinlich auch dafür, denn er setzt sich ja für die Polizei ein, damit sie besser arbeiten kann. Deshalb wandle ich die Motion in ein Postulat.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Wir stimmen über ein Postulat ab. Wer die in ein Postulat gewandelte Motion annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	143
Nein	2
Enthalten	10

Präsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 143 Ja- gegen 2 Nein-Stimmen bei 10 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.119

Motion 024-2018 BDP (Luginbühl-Bachmann, Krattigen)
Die Justizvollzugsstrategie ist dem Grossen Rat vom neuen Regierungsrat vorzulegen
Richtlinienmotion

Der Vizepräsident, Hannes Zaugg-Graf, übernimmt den Vorsitz.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 45, der Motion: «Die Justizvollzugsstrategie ist dem Grossen Rat vom neuen Regierungsrat vorzulegen». Sie haben dazu einen Ordnungsantrag auf eine freie Debatte angenommen. Ihnen stünden also die Redezeiten einer freien Debatte zu. Sie müssen sie aber nicht nutzen. Ich gebe Anita Luginbühl das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Im Januar 2018 hat Regierungsrat Hans-Jürg Käser die Justizvollzugsstrategie, ein 65-seitiges, detailliertes Dossier, präsentiert. Es handelt sich um ein ausführlich erstelltes Dossier, das ich an dieser Stelle würdigen möchte. Die BDP hatte bereits im Jahr 2012 bei dem Geschäft rund um die Sanierung, respektive um den Neubau der Frauenanstalt

Hindelbank auf eine Justizvollzugsstrategie hingewiesen. Wir erinnern uns: Die Justizvollzugsanstalt Hindelbank hätte in Witzwil neu gebaut werden sollen, weil unter anderem die Sicherheitsansprüche nicht mehr genügten. Zudem wollte man die Synergien innerhalb des Strafvollzugs durch einen Neubau im Seeland nutzen. Das Geschäft musste schliesslich sistiert werden, weil genaue Abklärungen gezeigt hatten, dass der Bauuntergrund in Witzwil keinen Neubau zulässt.
Das im Januar präsentierte umfangreiche Papier wurde vom Regierungsrat nicht als mögliches Wunschkonzert oder als Pendenzenliste für die künftige Direktorin oder den künftigen Direktor präsentiert, sondern explizit als Justizvollzugsstrategie. Dass bei der Präsentation teilte der Regierungsrat mit, er habe in verschiedenen Kommissionen über das Geschäft informiert. Diese seien alle positiv gestimmt. Das ist zwar rühmlich, sicher auch gut und von Vorteil für die weitere Bearbeitung des Geschäfts.
Wer das Dossier studiert hat, findet detaillierte Angaben zu jeder Institution. Ich entnehme ihm zwei Beispiele: Im Dossier finden sich die detaillierten Zahlen zu den künftigen Vollzugsplätzen. Es wird geschrieben, es handle sich um 200 Plätze. Ausser im offenen Massnahmenvollzug der Männer und in der Administrativhaft werden bis ins Jahr 2032 mehr Plätze benötigt. Mehr Plätze heisst immer auch Mehrkosten – nicht nur im Kanton Bern. Dazu heisst es im Dossier – ich zitiere: «Gemäss ersten Grobkostenschätzungen würde sich der Investitionsbedarf dadurch in den nächsten 15 Jahren um mehrere 100 Mio.[CHF] erhöhen.» Nach einem Entlastungspaket 2018 in der Novembersession sind mehrere 100 Mio. Franken sehr viel Geld. Ich möchte nicht näher auf den Inhalt der Strategie eingehen. Wie gesagt, würdigen wir diese Arbeit sehr. Es wird sowohl für den Regierungsrat als auch für den Grossen Rat hilfreich sein, bei weiteren Entscheidungen ein so umfangreiches und gutes Dossier zur Hand zu haben.
Wir haben eine Motion eingereicht, weil wir mit dem politischen Ablauf nicht einverstanden sind, wonach der Grosse Rat als Plenum und Beschlussgremium nichts mehr zu sagen haben soll. Die Meinung der Kommissionen – aller Kommissionen – ist sehr wichtig. Aber die Kommissionen haben eben nicht die Kompetenz, ein Geschäft abschliessend zu genehmigen. Wir müssen jetzt aufpassen, dass wir nicht eine dritte Entscheidungsebene einführen. Es darf nicht sein, dass Geschäfte plötzlich von eventuell 17 Grossräten beschlossen und so am Plenum vorbeigeschmuggelt werden. Strategien kommen immer wieder vor den Grossen Rat. Wir haben hier im Rat diverseste Strategien in verschiedensten Quantitäten und Qualitäten behandelt. Weshalb ausgerechnet diese Strategie von einer solchen Tragweite, auch bezüglich des Investitionsvolumens, nicht in den Grossen Rat kommen soll, ist für uns unverständlich und ein politisches No-Go. Wovor hat der Regierungsrat Angst? – Beim Geschäft Hindelbank hatte der Grosse Rat damals nach einer Gesamtsicht gefragt. Voilà, hier ist sie nun! Und der Grosse Rat soll sich dazu äussern können. Das Plenum soll beispielsweise dem Regierungsrat mit Planungserklärungen weitere Inputs geben können. Sollte die Mehrheit hier im Saal tatsächlich mit allem einverstanden sein, werden wir den Regierungsrat in seiner strategischen Absicht unterstützen und ihm freie Hand dazu geben, diese Projekte weiter voranzutreiben. Der Rat wird dann die jeweiligen Kredite und Beschlüsse zur Stellungnahme beraten und Ja oder Nein dazu sagen können. Wenn der Regierungsrat in seiner Antwort schreibt, mit der Vorlegung der Strategie käme es zu Verzögerungen, dann frage ich mich: Wer ist für diese Verzögerung letztlich verantwortlich, wann kommt der Grosse Rat? Und Frage zwei: Muss aus einer Not heraus auf eine schnellere Abwicklung bestanden werden? Wenn ja, welche Not? – Ich ziehe den ersten Punkt meiner Motion zurück. Wie es aussieht, hat sich der Regierungsrat mit der Justizvollzugsstrategie inzwischen auseinandergesetzt. Zudem wirkt sich der Rückzug auch etwas auf das Zeitbudget aus. Ich ziehe den Punkt zurück und freue mich auf die Diskussion über Punkt 1 im Plenum.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich nehme an, Anita Luginbühl, dass Sie sich auf die Diskussion über Punkt 2 freuen. (*Heiterkeit)* Wie es aussieht, haben wir keine Fraktionssprechenden. Dann gebe ich... (*Der Vizepräsident wird darauf hingewiesen, dass sich doch noch ein Fraktionssprecher gemeldet hat.*) Man dürfte sich auch früher anmelden. Ich gebe dem Sprecher der grünen Fraktion das Wort, Grossrat Haşim Sancar.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Die grüne Fraktion unterstützt die Motion, die die Justizvollzugsstrategie im Grossen Rat behandelt haben möchte. Es ist unverständlich, warum der Regierungsrat sich dagegen wehrt. Eine Strategie ist die Richtung, die man oder Frau oder beide gemeinsam verfolgen möchten. Zuerst sollte also die Richtung bestimmt und gesichert werden, bevor schon Zwischenstationen eingerichtet werden. Eine Strategie ist ein Konzept, mit dem sich alle Gremien mehr oder weniger einverstanden erklären sollten. Erst dann ist es möglich, die Zwischenetappen sinnvoll zu gestalten. Hier

ist nicht nur eine einzelne Direktion gefragt, involviert sind die Gesamtregierung, das Parlament und die Fachleute. Wir haben bereits Erfahrungen gesammelt, zum Beispiel mit Prêles. Ein Konzept, das nicht kohärent und gut abgesprochen ist, kann sehr teuer zu stehen kommen. Ist das Zusammengehen aller Beteiligten gesichert und die Verantwortung auf mehrere Schultern verteilt, schützt dies auch die zuständige Exekutive.
In diesem Fall möchten wir rechtzeitig verhindern, dass es so weit kommt. Aus Fehlern kann und soll man lernen. Und doch scheint der Regierungsrat wieder in dieselbe Falle zu tappen, indem er den Masterplan der richtungsweisenden Strategie voranstellt, und zwar bevor der Grosse Rat die Vollzugsstrategie genehmigen konnte. Der Regierungsrat will einzelne Bauvorhaben an die Hand nehmen, ohne zu wissen, ob die Strategie akzeptiert wird – sollte es denn eine geben. Die Grünen sind damit keineswegs einverstanden und verlangen vom Regierungsrat, dass er die Justizvollzugsstrategie dem Grossen Rat unterbreitet.
Lieber Herr Regierungsrat, Sie erwähnen in Ihrer Antwort auf die Motion, dass der Regierungsrat die Strategie in vier Kommissionen vorgestellt habe. Das ist kein Grund, das Parlament zu umgehen. Die Kommissionen können das vorgestellte Geschäft zur Kenntnis nehmen. Ihre Mitglieder können bei den Präsentationen Fragen stellen, aber sie sind mit parteipolitischer und persönlicher Kritik zurückhaltend – ich meine sowohl positive als auch negative Kritik. Kommissionen können dem Regierungsrat und dem Parlament Empfehlungen liefern, die Entscheide werden aber im Parlament getroffen, und diese sind bindend. Deshalb soll und muss die Justizvollzugsstrategie in Parlament behandelt werden.

Barbara Streit-Stettler, Bern (EVP). Die EVP-Fraktion ist klar der Meinung, dass die Justizvollzugsstrategie dem Grossen Rat vorgelegt werden soll. Sie wird den Vorstoss der BDP deshalb unterstützen. Die folgenden Gründe sprechen für diesen Vorstoss: Er ist sehr moderat formuliert. Deshalb lässt er dem Regierungsrat durchaus auch Spielraum, nochmals über die Bücher zu gehen. Es ist tatsächlich sinnvoll, dass der neue Polizeidirektor, Philippe Müller, dieser Strategie auch noch seinen Stempel aufdrücken kann. Wir sehen nicht ganz ein, weshalb es eine Strategie und einen Masterplan braucht. Beides lässt sich aus unserer Sicht in eine Strategie integrieren, die der Regierungsrat dem Grossen Rat vorlegen wird. Der Grosse Rat ist eindeutig das strategische Organ, jenes Organ also, dem der Regierungsrat die Strategien vorlegen muss. Wir sind eindeutig nicht dazu da, um irgendwelche Kredite für Gefängnisse und Justizvollzugsanstalten am Schluss noch abzusegnen – zumal wir dann nicht abschätzen können, ob die Kosten einer Sanierung oder eines Baus zu hoch sind, oder ob sie gerade noch im normalen Bereich liegen. Beim Gesetz über die bernischen Landeskirchen (Landeskirchengesetz, LKG) hatten wir gute Erfahrungen gemacht, indem der Grosse Rat zuerst über einen Bericht debattieren und sich dabei mit Planungserklärungen einbringen konnte. Danach gab es eine relativ schlanke Debatte über das LKG. Die Justizvollzugsstrategie wäre auch ein Bericht, bei dem wir uns mit Planungserklärungen einbringen könnten. Erst dann würde man, wahrscheinlich über die Jahre, die einzelnen Bausteine der Justizvollzugsstrategie bewilligen. So käme man stringenter und mit weniger Widerstand zum Ziel.
Wir bedanken uns bei der BDP für diesen Vorstoss. Sie können auf unsere Unterstützung zählen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich erinnere Sie daran, dass Punkt 1 zurückgezogen worden ist. Bitte sprechen Sie nur über Punkt 2.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Ich möchte Sie daran erinnern, wie es bei der Sportstrategie abgelaufen ist. Damals hatte sogar die Regierung einen Ausschuss verlangt, oder hatte man einen Ausschuss gebildet, der breit abgestützt war. Wir übten dort eine relativ grosse Kritik, wie Sie sich alle bestens erinnern können. Wir hätten die Strategie am liebsten nicht zur Kenntnis genommen, jedenfalls ein Teil von uns. Aber es wurde heftig diskutiert. Weshalb? Weil der Inhalt der Strategie ohne wirklich griffige Instrumente dahergekommen ist.
Die Regierung müsste sich noch einmal über die Justizvollzugsstrategie setzen und überlegen, wie eine Strategie grundsätzlich daherkommen sollte. Denn es nützt nichts, eine Vision oder eine Idee einzubringen, aber den Grossen Rat nichts dazu sagen zu lassen. Ich bitte Sie, sich nochmals Gedanken darüber zu machen – mehrere 100 Mio. Franken werden auf uns zukommen, wie sie von Anita Luginbühl gehört haben. Wird uns die Strategie vorgelegt, können wir bereits gewisse Fragen stellen, Anmerkungen geben und Planungserklärungen einreichen. Ich glaube, so wird es auch bei der Umsetzung viel rascher gehen, dann, wenn die wirklich grossen «Kisten» kommen. Die glp nimmt Punkt 2 an. In welcher Form? – Wahrscheinlich als Postulat.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Die FDP lehnt diese Motion ab. Einem Postulat würden wir zustimmen. Aus unserer Sicht ist es nicht nötig, eine neue, umfassende Diskussion zu der Justizvollzugsstrategie zu führen. Sie führt aus unserer Sicht zu einer Verzögerung. Aus unserer Sicht ist es wichtig und richtig, dass sich der Regierungsrat jetzt mit dem konkreten Massnahmenplan beschäftigt. Schliesslich wird er den Masterplan hier vorlegen. Die FDP lehnt die Motion ab. Einem Postulat würden wir zustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA: Grossrätin Veglio.

Mirjam Veglio, Zollikofen (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird die Motion der BDP unterstützen. Weshalb? – Für uns ist die Justizvollzugsstrategie eine Strategie mit grossen Auswirkungen auf den Strafvollzug und nicht zuletzt auch auf die Finanzen. Die Strategie ist öffentlich im Internet einsehbar, die Medien haben darüber berichtet. Geht es nach dem Regierungsrat, könnte der Grosse Rat dazu keine Stellung beziehen. Das finden wir nicht richtig. Die SP-Fraktion ist überzeugt, dass es gerade bei dieser Strategie wichtig ist, den Grossen Rat miteinzubeziehen. Andernfalls liefe der Grosse Rat Gefahr, dass die Strategie bereits Weichenstellungen vorwegnehmen würden, die er in besagtem Masterplan nicht mittragen könnte. Ursprünglich war eine Kenntnisnahme vorgesehen. Weshalb es im Regierungsrat einen Richtungswechsel gegeben hat, ist für uns nicht wirklich nachvollziehbar.

Mathias Müller, Orvin (SVP). Andreas Hegg hat es bereits vorweggenommen, sodass ich eigentlich gar nicht mehr viel sagen muss. Die SVP lehnt die Motion auch mehrheitlich ab, und zwar mit derselben Begründung. Es wird befürchtet, dass es zu unnötigen Zeitverzögerungen käme. Nichtsdestotrotz ist eine gewisse Sympathie vorhanden. Deshalb würde bei einem Postulat auch in der SVP-Fraktion eine Mehrheit zustimmen. Motion: Mehrheit dagegen. Bei einem Postulat würde es kippen. Fertig!

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (EDU). Eine ausführliche Interpretation der Justizvollzugsstrategie einzufordern, würde zu einer enormen Zeitverzögerung führen. Ja, in der zuständigen Direktion hat es einen Wechsel gegeben; allerdings wird genau dieser Wechsel eine neue Prägung bewirken. Der Masterplan, den der Regierungsrat in seiner Antwort erwähnt, wird detaillierte und verbindliche Grundlagen aufzeigen. Diese werden uns zu gegebener Zeit auch vorgelegt. Die EDU-Fraktion möchte die Arbeiten daran nicht zurück auf null setzen. Sie wird die Motion im Interesse der Weiterarbeit ablehnen.

Francesco Marco Rappa, Burgdorf (BDP). Im Namen der BDP-Fraktion schliesse ich mich natürlich der Motionärin an, unserer Frau Grossrätin Anita Luginbühl. Ich danke ebenfalls für die ausführlichen Unterlagen und detaillierten Ausführungen. Unsere Fraktion hat das Geschäft selbstverständlich intensiv diskutiert und die erwähnten Unterlagen sehr genau gesichtet. Über die im Dossier erwähnten Grossinvestitionen der kommenden Jahre – notabene in der Höhe der genannten 100 Mio. Franken – äussere ich mich nicht auch noch. Allein aufgrund der enormen Summen muss allerdings klar sein, wer darüber zu diskutieren, vor allem aber wer darüber zu befinden hat. Um es anders zu umschreiben, respektive um es in aller Deutlichkeit zu formulieren: Die BDP hat grosse Mühe mit dem Prozess, der hier eingeleitet worden ist. Es ist uns aber auch bewusst, dass man möglicherweise schlicht und einfach versucht hat, die Pendenzen aufzuarbeiten und dabei wohl etwas über das Ziel hinausgeschossen ist. Die Kommissionen des Grossen Rats haben, respektive haben bis dato immer noch klare Aufgaben, unter anderen nämlich über Geschäfte zu beraten. Es wäre neu und wohl für uns alle hier im Rat befremdend, wenn die Kommissionen neuerdings Geschäfte genehmigten. Das ist der falsche Weg und wie ich denke, überhaupt nicht im Sinn dieses Rats. Es ist auch nicht die Idee des neuen Regierungsrats, wie ich zu wissen glaube. Strategien mit Kostenfolgen müssen zwingend vom Grossen Rat abgesegnet werden. Das war bisher der Fall und muss auch künftig so gehandhabt werden. Die BDP-Fraktion dankt Ihnen, liebe Kolleginnen und Kollegen, für die Annahme von Punkt 2.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Als erster spricht Grossrat Peter Siegenthaler.

Peter Siegenthaler, Thun (SP), Kommissionspräsident der GPK. Im Namen der GPK empfehle ich Ihnen, diese Motion anzunehmen. Es ist vielleicht etwas ungewöhnlich, dass eine Kommission einen Vorstoss explizit unterstützt. In diesem Fall gibt es dafür ein paar gute Gründe. Meine Kommission

hat sich aufgrund verschiedener Aktivitäten bereits vor längerer Zeit entschieden, uns vorzubehalten zur Justizvollzugsstrategie einen Mitbericht für die vorberatende Kommission zu verfassen. Der Regierungsrat hat dem Grossen Rat im Vorfeld mehrmals und über verschiedene Kanäle angekündigt, das Parlament werde sich zu dieser Strategie äussern können. Noch im November 2017 stand die Vorlage in der Geschäftsplanung des Grossen Rats. Sie war für die Behandlung in der Märzsession 2018 vorgesehen, doch der Regierungsrat nahm völlig überraschend einen Wechsel vor. Er ging so vor, dass er die Strategie in vier von acht ständigen Kommissionen dieses Parlaments vorstellte. Sie wurde im Internet veröffentlicht und konnte also von Adelboden bis nach Zäziwil diskutiert werden – nur in diesem Raum hier nicht. Die Kommission ist der Meinung, dass wir dies korrigieren müssen.
In der Antwort führt der Regierungsrat aus, er werde dem Grossen Rat anstelle der Strategie zur gegebenen Zeit einen sogenannten Masterplan unterbreiten, wie bereits mehrfach erwähnt. Es handle sich dabei um ein Papier, in dem der Investitionsbedarf und die Wirtschaftlichkeit verschiedener Vorhaben konkretisiert werden sollen. Gleichzeitig warnt der Regierungsrat, eine erneute Diskussion über die Justizvollzugsstrategie in der Regierung und im Grossen Rat werde die dringend notwendigen Planungsarbeiten um mindestens ein Jahr verzögern. Natürlich wollen auch wir keine Verzögerung. Allerdings muss das Zeitargument kritisch betrachtet werden – das ist eine zentrale Leere, die unsere Kommission aus dem Jugendheim Prêles gezogen hat. Die meisten von uns hier wissen nicht, wie lange es dauern wird, bis der Masterplan tatsächlich in diesen Rat kommt. «Zu gegebener Zeit» ist keine sehr verbindliche Aussage. Ich gehe nicht davon aus, dass der Masterplan schon so weit ausgearbeitet worden ist, dass er in der Novembersession behandelt werden könnte. Die nächstfolgende Session findet erst im Frühling statt, sodass eine Behandlung der Justizvollzugsstrategie im November wohl kaum eine so grosse Verzögerung des Masterplans verursachen könnte. Ich lade den Polizeidirektor freundlich ein, anschliessend etwas dazu zu sagen. Das Zeitargument darf auch aus sachlichen Gründen nicht überstrapaziert werden. Für die GPK ist es nicht logisch, dass der Grosse Rat zu diesem übergeordneten Dokument der Strategie nichts sagen können soll. Deshalb bitten wir Sie, liebe Kolleginnen und Kollegen, dem Vorstoss von Frau Anita Luginbühl zuzustimmen.

Fritz Ruchti, Seewil (SVP). Sie müssen keine Angst haben: Ich werde nicht wiederholen, was der Präsident der GPK bereits gesagt hat. Aber ich kann ihn hiermit unterstützen. In meiner Fraktion gehöre ich zur Minderheit, denn ich unterstütze den verbliebenen Punkt 2 vollumfänglich, und zwar mit folgender Begründung. Zunächst möchte ich aber Kollegin Anita Luginbühl Danke sagen. Als es darum gegangen war, das Frauengefängnis nach Witzwil zu verschieben, war auch sie es, die einen Bericht verlangte. Deshalb wurde überhaupt ein Bericht verfasst. Aus dem Bericht wurde klar, dass es gewisse Fragezeichen gibt. Diese Fragezeichen wurden hinterfragt. Schliesslich wurde das Handtuch geworfen und das Frauengefängnis nicht wie von der Regierung gewollt nach Witzwil verschoben. Beim zweiten Fall, Prêles, war ich auch dabei. Wir haben ihn in der GPK untersucht. Dort hatte man 38 Mio. Franken praktisch in den Sand gesetzt. Es ist überhaupt nichts mehr davon vorhanden. Ich weiss nicht, ob dies passiert wäre, wenn uns hier in diesem Raum bereits vor längerer Zeit eine Justizvollzugsstrategie vorgelegen hätte. Wir haben während dieser Legislatur, während dieser Session, einen Kredit von 55 Mio. Franken für eine Sanierung in Witzwil gesprochen. Es sind Fragen bezüglich des Thorbergs und so weiter aufgetaucht. Der Präsident der GPK hat es auf den Punkt gebracht: Die Kommissionen wurden unisono vom Regierungsrat informiert – wir hatten Kenntnis davon. Aber der Rat in globo hat überhaupt noch nie Informationen dazu erhalten, und das kann wirklich nicht sein!
Aus den Gründen, die ich hier erwähnt habe, gehört alles zusammen in eine Strategie und nicht nur in einen Masterplan. Dies mit Blick auf die Zukunft: Was will man mit Thorberg? Was will man überhaupt mit dem Frauengefängnis in Hindelbank? Wie will man mit den neuen Sicherheitsanforderungen, die sich dort stellen, zu denen auch die Kinderbetreuung gehört, umgehen? Als Minderheit meiner Fraktion und als Mitglied der GPK möchte ich Sie deshalb bitten, dieser Motion, also diesem Punkt 2 zuzustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es sind keine Einzelsprecherinnen oder Einzelsprecher mehr angemeldet. Das Wort hat Herr Regierungsrat Philippe Müller.

Philippe Müller, Polizei- und Militärdirektor. Die baulichen Infrastrukturen im Justizvollzug, Sie wissen es, sind etwas in die Jahre gekommen. Sie müssen in den nächsten Jahren saniert und allenfalls

erweitert werden. In diesem Bereich gibt es einen erheblichen Sanierungsbedarf. Die Justizvollzugsstrategie soll die Basis dafür legen, künftig eben nicht mit Einzelbauvorhaben in den Grossen Rat kommen zu müssen, wie zuvor gesagt wurde. Sondern wir streben einen gesamtstrategischen Kontext für die mittelfristige Entwicklung des Justizvollzugs an. Dafür wählten wir einen Zeitraum bis 2032. So entstand die Justizvollzugsstrategie. Im Moment haben wir damit noch keine konkreten Kosten- und Investitionsschätzungen verbunden. Diese haben wir im Hintergrund natürlich mit der BVE grob abgeschätzt. Die Strategie will aber gerade nicht den Anspruch erheben, an dieser Stelle konkrete Infrastrukturprojekte vorzulegen. Es geht eher darum, im Sinn eines «big picture» das Verständnis für die Herausforderungen und die heutige Auftragserfüllung im Justizvollzug zu fördern. Es geht also eigentlich um eine Auslegeordnung. Die Strategie lässt bewusst verschiedene Varianten offen, weil diese von der Frage der Machbarkeit, Finanzierbarkeit und Wirtschaftlichkeit abhängig sind, wie bereits gesagt wurde. Der Regierungsrat hat die Strategie zur Kenntnis genommen. Für die weitere Konkretisierung arbeiten wir zusammen der BVE an einem sogenannten Masterplan, es wurde erwähnt. Er soll die Grundlage für die Einzelprojekt-bezogene Erarbeitung bilden. Die möglichen Umsetzungsprojekte wurden noch nicht vertieft geplant und wirtschaftlich geprüft. Deshalb hat sich der Regierungsrat dazu entschieden, darauf zu verzichten, dem Grossen Rat die Justizvollzugsstrategie formell zur Kenntnisnahme vorzulegen. Wir haben sie der SiK, der FiKo, der GPK und auch der BaK präsentiert, es wurde bereits gesagt.
Ich kann Ihnen sagen, dass ich überhaupt kein Problem damit habe, wenn man die Strategie im Grossen Rat diskutiert, das ist keine Frage. Man hat es damals einfach nicht getan. Inzwischen ist man etwas weiter, und es stellt sich die Frage, ob man diese Schlaufe jetzt noch anhängen will. Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen, jetzt vorwärts zu machen, um den erwähnten Masterplan erstellen zu können. Der Masterplan ist ein Zusammenzug von Strategie und von Varianten möglicher Projekte, wie Frau Grossrätin Barbara Streit erwähnt hat. Er wird Ihnen selbstverständlich vorgelegt, keine Frage. Es ist geplant, dass der Masterplan im Frühling in die Regierung und in der nächsten Junisession, spätestens aber in der Septembersession, in den Grossen Rat kommt. Dort, meine Damen und Herren, dort wird es dann konkret. Wir haben gehört, was Grossrat Ruchti gesagt hat: Wie es mit Thorberg und mit Hindelbank weitergehen solle, gehöre in die Strategie. Genau dies ist in der bisherigen Strategie nicht enthalten. Es muss in den Masterplan, damit Sie konkret darüber entscheiden können.
Wie gesagt, habe ich überhaupt kein Problem, wenn Sie die Strategie diskutieren wollen. Ich glaube allerdings, dass Sie sich nichts vergeben, wenn Sie es nicht tun. Es wird nichts präjudiziert. Es wird nichts vorab festgelegt. Jetzt haben wir eine Auslegeordnung, die man zur Kenntnis nehmen kann. Der Masterplan wird das Entscheidende sein. Die Einzelprojekte werden selbstverständlich auch in den Grossen Rat kommen. Ich empfehle Ihnen deshalb, zusammen mit der Regierung, in der wir es nochmals angeschaut haben, diesen Punkt des Vorstosses als Postulat zu überweisen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat nochmals die Motionärin, Grossrätin Anita Luginbühl.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). Ich bedanke mich wirklich für die breite Diskussion. Ich habe gemerkt, dass das Geschäft für Herrn Regierungsrat Müller nicht so einfach ist, da er es im Prinzip geerbt hat. Ich möchte hier vorne festhalten: Es ist kein Geschäft, das sich gegen Regierungsrat Philippe Müller richtet. Es geht um die ordentliche Abwicklung eines Geschäfts, um nicht mehr und nicht weniger.
Zum Thema Masterplan: Meines Wissens ist uns hier noch nie ein Masterplan vorgestellt worden. Auch das ist also ein Novum. Also müsste man vielleicht die Gesetzgebung irgendwo anpassen, sodass der Grosse Rat nach einer Strategie auch noch einen Masterplan genehmigt. Wir müssen einfach darauf achten, dass wir im Grossen Rat vom selben sprechen und jene Wörter verwenden, die in der Gesetzgebung für unseren politischen Alltag vorgesehen sind. Ich sehe eine grosse Zustimmung für eine Motion, die ich nicht so verstanden haben will, als dass sie zu Verzögerungen führen würde. Strategie und Masterplan lassen sich letztlich auch gemeinsam präsentieren. Die Strategie steht, der Masterplan wird erarbeitet: Beides kann man dem Grossen Rat nächstes Jahr zusammen präsentieren. Deshalb halte ich an Punkt 2 der Motion fest.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur Abstimmung zu Traktandum 45. Bei der Motion steht noch der zweite Punkt, als Motion. Wer Punkt 2 annehmen will, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	89
Nein	52
Enthalten	4

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben Punkt 2 der Motion angenommen mit 89 Ja- gegen 52 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.169

Motion 042-2018 Benoit (Corgémont, SVP)
Umsiedlung der Justizvollzugsstellen im Berner

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 46. Es ist eine Motion von Grossrat Benoit: «Umsiedlung der Justizvollzugsstellen im Berner Jura». Wenn ihn jemand anmelden möchte, könnte ich Grossrat Benoit das Wort geben. – Vielen Dank.

Roland Benoit, Corgémont (SVP). Je crois que ce n'est pas la première fois, ni la dernière fois que l'on parle du foyer pénitencier de Prêles. La motion que j'ai déposée demande la relocalisation des emplois pénitenciers dans le Jura bernois. Vous savez tous, mesdames et messieurs, que si la commune de Moutier devait quitter le Jura bernois, notre région ne disposerait plus de prison, et des démarches devraient être entreprises afin de trouver un autre endroit pour une prison régionale. Le Jura bernois fait partie de l'arrondissement judiciaire du Seeland-Jura bernois. En cas de départ de Moutier, il faudrait également relocaliser le bureau du tribunal de Moutier. A ce sujet, certains bruits de couloir circulent déjà, que pour des raisons d'efficience et de rationalité, il serait logique et avantageux de regrouper le tout à Bienne, ce qui nous donnerait la possibilité de créer un tribunal romand et un autre alémanique, couvrant l'ensemble du territoire Seeland-Jura bernois. Etant donné que les prisons de Bienne se trouvent dans un état de délabrement et doivent impérativement être rénovées, il faudra les déplacer ailleurs qu'à la rue de l'Hôpital, et pour compenser les postes de travail perdus dans le Jura bernois par le regroupement du tribunal, une solution devrait être trouvée au plus vite afin de relocaliser ces deux prisons avec les emplois qui vont avec, ceci dans un endroit du Jura bernois.
Et pourquoi pas à Prêles? C'est pour cette raison que j'ai proposé de regrouper ces prisons dans l'ancien foyer d'éducation qui vient d'être rénové à grands frais – 38,2 millions de francs – et fermé depuis le début février 2016. Donc cela fait 2016, 2017, 2018 et une partie du 2019, ces locaux, mesdames et messieurs, sont vides. La proposition du Conseil-exécutif d'en faire un centre pour requérants d'asile déboutés ne fonctionnera pas, on le sait déjà, car ces requérants ne resteront jamais sur place, et repartiront dans les localités ou dans les villes concernées. Dans la réponse du Conseil-exécutif, on me dit que les bâtiments du foyer de Prêles ne peuvent pas être affectés à l'exécution des peines. Pour ce faire, cela exigerait à nouveau des investissements considérables. On parle, mesdames et messieurs, de normes qui ont changé: la hauteur, la largeur des chambres, etc. Quand on ne veut pas, on ne peut pas. Quant à la proximité des prisons par rapport au tribunal, Prêles n'est pas plus loin, mesdames et messieurs, que les pénitenciers de la plaine d'Orbe, dans lesquels nombres de détenus genevois sont placés. Toutefois, monsieur le vice-président, monsieur le Conseil d'Etat, je suis conscient que ce dossier est complexe, d'autant plus que la stratégie de mise en œuvre de l'exécution judiciaire dont on vient de parler tout à l'heure n'est pas terminée. En conséquence, je suis d'accord de transformer ma motion en postulat.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär hat in ein Postulat gewandelt. Auch die Regierung wäre bereit, ein Postulat anzunehmen. Ist dies im Rat bestritten? – *(Es erfolgen Zwischenrufe aus den Reihen des Rats.)* Ist es bestritten? (*Heiterkeit*) Ja oder Nein? – (*Unruhe*) Wir

kämen etwas schneller vorwärts, wenn es nicht bestritten wäre – Danke. Möchte der Herr Regierungsrat noch etwas dazu sagen? – Das ist auch nicht gewünscht.
Dann kommen wir direkt zur Abstimmung. – Wir läuten noch schnell die Glocke. *(Der Vizepräsident läutet die Glocke; kurze Pause.*) Sie müssen sich etwas beeilen, wir kommen bereits zur Abstimmung. Es ist schnell gegangen. Wer das Traktandum 46, die Motion, die in ein Postulat gewandelt wurde, annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme	
Ja	131
Nein	0
Enthalten	5

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben das Postulat angenommen mit 131 Ja-Stimmen bei 0 Gegenstimmen und 5 Enthaltungen. Damit haben wir die Geschäfte der POM beendet. Ich wünsche Philippe Müller und seiner Mitarbeitenden einen schönen Nachmittag.

Geschäft 2017.RRGR.648

Motion 240-2017 Seiler (Trubschachen, Grüne)
Mehr Eigenverantwortung: Stärkung der Akzeptanz für ausländische Fahrende

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zur JGK und warten, bis sich Regierungsrätin Evi Allemann installiert hat. – Ich begrüsse JGK-Direktorin Evi Allemann. Wir kommen zum Traktandum 47, eine Motion von Michel Seiler: «Mehr Eigenverantwortung: Stärkung der Akzeptanz für ausländische Fahrende». Der Motionär hat das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Der Vorstoss «Mehr Eigenverantwortung: Stärkung der Akzeptanz für ausländische Fahrende» kommt aus meiner innersten Überzeugung, die ich (*Unruhe. Der Vizepräsident läutet die Glocke.*) in über 50-jähriger Tätigkeit mit ganz unterschiedlichen Menschen und Gruppierungen erfahren habe und stärken konnte. Immer wieder nahm ich Menschen auf, die von staatlichen Sozialeinrichtungen aufgegeben worden waren. Es mussten radikal neue Ansätze und Perspektiven gesucht werden. Meine Forderung ist eine grundsätzliche, die auch für die Fahrenden und ihre Umgebung gilt. Wir haben es hier mit einer anspruchsvollen sozialen Herausforderung zu tun. Die Frage lautet: Soll der immer stärker überforderte Staat, seine Lösung von oben nach unten abwälzen und die Fahrenden von der Bevölkerung quasi «weggettoisieren»? – Nicht etwa aus Liebe und Empathie, sondern weil er das Problem vom Tisch haben will. Oder schaffen wir von unten genügend Gestaltungsfreiraum, damit die Fahrenden ihre Gewohnheiten und Bedürfnisse in Eigenverantwortung und selbsttragend gestalten können? – Ich bin überzeugt, dass es genügend einheimische Menschen gibt, die ihnen dabei helfen werden. Es gibt bereits genügend Beispiele dafür. Das gut gemeinte «Zwangsaufstülpen» von oben ist ausgedienter Sozialismus. Es führt langfristig, wie derzeit in Chemnitz, zum Rechtsradikalismus. Mehr Raum für individuelle Entwicklung, Kreativität, Selbstverantwortung und Selbstbestimmung für alle Menschen in der Breite, statt für immer weniger Menschen in der Höhe fördert die Vielfalt, die Menschendiversität, die vielseitigen hochqualifizierten Fähigkeiten und das Wissen. Das bringt Stabilität, weniger Gewalt und weniger extremen Radikalismus links und rechts. Dafür schafft es mehr Wohlbefinden und Lebensqualität. Wer immer mehr Staat will, reduziert den Gestaltungsfreiraum des Individuums und schafft mehr Staatsgewalt. Das sagte Mahatma Gandhi. Genau das will ich nicht.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zu den Fraktionssprechenden. Als Erstes hat Grossrätin Schneider für die Fraktion SVP das Wort.

Sandra Schneider, Biel/Bienne (SVP). So wenig Staat wie möglich, so viel Staat wie nötig: Das könnte gut zum Vorstoss von Michel Seiler passen. Ich war erfreut zu sehen, dass verlangt wird, der Kanton solle sich aus dem sehr umstrittenen Transitplatz-Dossier zurückziehen. Die Erklärung im Vorstosstext ist schlüssig und gibt Anlass zu Hoffnung. «Der Regierungsrat wird beauftragt sicherzustellen, dass Transitplätze für ausländische Fahrende nicht vom Kanton Bern erstellt und finanziert werden.» Da kann die Fraktion der SVP gut dahinterstehen. Sie unterstützt die Motion deshalb grossmehrheitlich.
Ich möchte es aber nicht unterlassen, in Erinnerung zu rufen, was wir im Seeland mit ausländischen Fahrenden beziehungsweise mit dem Kanton Bern in dieser Sache alles schon erlebt haben. Vor etwa zwei Jahren hatte der Kanton Bern das schöne Meinisberg auserkoren, um einen fixen Transitplatz für ausländische Fahrende einzurichten. Die Gemeinde wurde überrumpelt, und die Einwohner wurden vor vollendete Tatsachen gestellt. Die Leute mussten sich lautstark dagegen wehren. Sie haben deshalb auch gewonnen. Doch das Dossier ist immer noch nicht erledigt, denn der Kanton Bern plant nun dasselbe in Wileroltigen. Es ist absehbar, dass sich die Geschichte wiederholen wird. Wir halten es deshalb nur für richtig, wenn sich der Kanton in dieser Thematik zurückzieht. Wir danken Ihnen für die Zustimmung zu dieser Motion.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA: Grossrat Stefan Berger.

Stefan Berger, Burgdorf (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt die Motion ab. Warum? – Mit 152 Ja bei 1 Enthaltung und 1 Ablehnung wurde im September 2016 ein Rückweisungsantrag der BaK zum Objektkredit für die Planung und Realisierung von Transitplätzen für die ausländischen Fahrenden überwiesen. Es herrschte Einigkeit darin, dass Handlungsbedarf betreffend Transitplätze für ausländische Fahrende besteht und dass die Schaffung eines oder mehrerer solcher Plätze grundsätzlich ein richtiger Vorschlag ist. Daran hat sich bis heute nichts geändert. Aufgrund des negativen Ausgangs der Verhandlungen zwischen Kanton und Bund gemäss Punkt 2 dieser Rückweisung und aufgrund des zeitlichen Drucks sucht der Kanton momentan entlang der Autobahn-Transitachse A1 einen geeigneten Platz für ausländische Fahrende. Das tut er nicht aus Spass, sondern weil ihn der Grosse Rat gemäss Punkt 3 der Rückweisung dazu verpflichtet hat. Weiter noch: Der Regierungsrat wurde sogar dazu verpflichtet, den Platz nicht nur zu planen, sondern auch zu bauen und zu betreiben. Die Folgekosten für den Betrieb und den Unterhalt werden gleich wie bei Halteplätzen für Schweizer Fahrende grundsätzlich von den Benutzenden des Platzes zu tragen sein.
2016 haben wir den Kanton also beauftragt, in dieser Sache tätig zu werden. Und jetzt, zwei Jahre später, soll dies gestoppt und privat übertragen werden. Wie sinnvoll kann das sein, hier im Grossen Rat, frage ich mich? – Warten wir ab, was seitens des Kantons als Standort vorgeschlagen wird, und verzögern wir nicht die Schaffung eines Transitplatzes mit der Überweisung dieser Motion. Im Gegenzug erwarten wir von der Regierung jedoch rasch einen Antrag im Grossen Rat für einen definitiven Halteplatz, damit die Problematik gelöst werden kann. Wie der provisorisch Transitplatz in Brügg zeigt, funktioniert ein solcher Platz nämlich.
Zum Schluss: Wir teilen die Sicht und die Bedenken des Regierungsrats betreffend der Ungleichbehandlung und Diskriminierung ausländischer Fahrenden gegenüber schweizerischen Fahrenden, die er in der Antwort aufgezeigt hat, sowie der diesbezüglich möglichen Probleme in unseren Gemeinden. Auch aus diesem Grund lehnen wir die Motion ab.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (BDP). In diesem Jahr hat sich die Situation rund um die ausländischen Fahrenden entschärft. Einige betroffene Gemeinden im Seeland haben sich freiwillig bereit erklärt, ausländischen Fahrenden befristet Plätze zur Verfügung zu stellen. Ich habe keine Kenntnis davon, ob die Fahrenden dieses Angebot genutzt haben oder nicht. Was ich aber weiss, ist, dass der Rastplatz Wileroltigen diesen Sommer nicht besucht worden ist – vielleicht auch, weil auf den dahinter liegenden Feldern anstatt Gras Mais angepflanzt war und ein Aufenthalt somit verunmöglicht war. Nach wie vor hat der Kanton aber keine generelle Lösung. Die Hausaufgaben sind noch nicht gemacht. Weder ist das Polizeigesetz (PolG) in Kraft, noch sind die Arbeiten in der JGK abgeschlossen. Das PolG kommt jetzt vors Volk, und das auch wegen des Wegweisungsartikels. Zudem ist der Wechsel in der Direktion von Regierungsrat Christoph Neuhaus zu Regierungsrätin Evi Allemann auch noch nicht allzu lange her, um bereits von Lösungen in dieser Thematik sprechen zu können. Das war übrigens auch Thema in den Medien, im Artikel «100 Tage als Regierungsrätin». Dort hat uns Evi Allemann informiert, wie sie es sieht. Aus diesem Grund sind Teile der BDP-Fraktion

bereit, den Vorstoss als kreativen Lösungsvorschlag zu anerkennen. Sie unterstützen das Anliegen als Postulat. Ob sich alle Punkte des Vorstosses rechtlich umsetzen lassen? Dahinter setzen wir tatsächlich ein grosses Fragezeichen. Werden ausländische Fahrende in Bezug auf raumplanerische Grundlagen und in diesem Zusammenhang in der Baugesetzgebung auch der «Lex Koller» unterstellt? Welche Behörden sind für all die aufgezählten Forderungen zuständig, respektive wer vollzieht die Kontrolle und so weiter und so fort? – Die neue Regierungsrätin wird mit der Verwaltung und mit allen betroffenen Gemeinden nach Lösungen suchen und ausländischen Fahrenden einen definitiven Halteplatz bereitstellen müssen. Die kreativen Lösungsvorschläge der Postulanten sollten innerhalb dieses Kreises weiterbehandelt und geprüft werden. Die Motion findet in der BDP keine Mehrheit.

Christoph Grimm, Burgdorf (glp). Der Ansatz der Motionäre ist sehr interessant. Er entspricht eigentlich dem Grundsatz der Grünliberalen: Der Staat soll nur dort eingreifen, wo es nicht anders möglich ist. Weshalb soll der Kanton eigentlich Standplätze erstellen? Das könnten doch die ausländischen Fahrenden bestens selbst tun. Zusammen mit Dritten könnten sie es gut organisieren. Aber genau bei dem «zusammen» liegt der Hase im Pfeffer. Zwischen den verschiedenen Gruppierungen besteht alles andere als Freundschaft, wahrscheinlich ist eher das Gegenteil der Fall. Sie müssen sich einmal vorstellen, wie es herauskäme, wenn die einen dieses und die anderen jenes möchten. Sie müssten die Plätze irgendwo erstellen oder kaufen – absolutes Chaos würde ausbrechen. Den Grünliberalen ist wichtig, dass der Kanton Bern dabei die Führung übernimmt. Uns ist aber auch wichtig, dass der Kanton Bern die Plätze gebaut haben wird – der Kanton Bern, nicht die Fahrenden, sodass dann auch die vollen Kosten für die Miete abgerechnet werden. Das ist ein ganz wesentlicher Punkt. Die Grünliberalen lehnen sowohl Postulat als auch Motion ab.

Thomas Gerber, Hinterkappelen (Grüne). Eigentlich tönt der Titel dieser Motion spannend: «Mehr Eigenverantwortung: Stärkung der Akzeptanz der ausländischen Fahrenden» Schaut man sie aber genauer an, erweist sie sich als riesige Mogelpackung. Der Grosse Rat hat sich bereits mehrmals mit der Thematik befasst, wie aus der Antwort vom Regierungsrat hervorgeht. Die Ungleichbehandlung von Schweizer und ausländischen Fahrenden kommt für uns nicht infrage. Zudem hat der Kanton Bern die Möglichkeit, für die eigenen Transitplätze eine Hausordnung zu verfassen, an die sich die Fahrenden halten müssen. Zudem müssten die Fahrenden auch Standgebühren bezahlen. Würden die Fahrenden selbst Transitplätze bauen, könnten sie auf diesen tun, was sie wollten. Sie würden eigene Regeln erstellen. Auch diesen Sommer fuhren wieder verschiedene Fahrende durch die Schweiz. Aus Mangel an Transitplätzen vermieteten ihnen Bauern ihr Land. Wie gut dies den Böden getan hat, sei dahingestellt. Die Schweiz hat ein Rahmenabkommen zum Schutz von Minderheiten unterschrieben. Die Fahrenden sind eine Minderheit, die eines besonderen Schutzes bedarf. Daher ist es Aufgabe des Staates, diese Transitplätze zu bauen und auch zu betreiben. Aufgrund dieser Ausführungen lehnen die Grünen die Motion ab.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Die EVP lehnt diesen Vorstoss auch ab. Es geht nicht um ein «weggettoisieren», wie der Motionär gesagt hat, sondern es geht darum, sich einer Realität zu stellen. In der Vergangenheit hat dies nicht so gut funktioniert, insofern als wahnsinnig viele Leute wahnsinnig erfreut Super-Verträge mit den Fahrenden gemacht hätten. Deshalb geht es nicht um ein «weggettoisieren», sondern es geht darum, etwas in die Bahnen zu lenken, was nicht allzu viel Unzufriedenheit und andere Dinge zurücklässt. Wir haben im Grossen Rat klare Aufträge zu Halteplätzen für die Schweizer Fahrenden und auch zu einem Halteplatz für ausländische Fahrende erteilt. Die EVP findet, dies sei das richtige Vorgehen. Werden Freiwillige Halteplätze zur Verfügung stellen, umso besser – wird es dort keine Probleme geben, noch viel besser. Aber der Weg, den wir mit der Erteilung der Aufträge eingeschlagen haben, scheint der EVP der richtige zu sein. Die Herausforderung, den Betrieb der Halteplätze kostendeckend zu gestalten, ist schon gross genug. Wir freuen uns, wenn uns dies gelingen wird.

Peter Flück, Interlaken (FDP). Als Mitglied der BaK hatte ich Gelegenheit, während eines ganzen Tages im Seeland herumzufahren und den Transitplätzen, die infrage kommen sollten, nachzugehen. Auf vielen Fotos sah ich, wie die Transitplätze gerade von den Fahrenden zurückgelassen werden. Ich habe die grössten Bedenken, dass sie in der Lage wären, einen solchen Platz selbst zu betreiben – ganz sicher nicht so, wie wir uns das vorstellen, davon bin ich felsenfest überzeugt. Gestützt auf die Begehung mit der BaK und auch gestützt auf eingegangene Anträge haben wir hier im Grossen Rat klar den Beschluss gefasst, wie wir das lösen wollen. Wir haben der Regierung Aufträge erteilt. In

ihrer Antwort zeigt sie klar auf, dass sie diese zurzeit umsetzt, dass sie diese umsetzen will. Wir haben den klaren Anspruch, dass die Regierung dies möglichst schnell tut und uns entsprechende Lösungsvorschläge unterbreitet. Wir lehnen die Motion wie auch das Postulat ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Damit haben wir die Fraktionen gehört. Die EDU verzichtet. Gibt es Einzelsprechende? – Mitmotionäre? – Auch nicht. Dann gebe ich Regierungsrätin Allemann das Wort.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Es wurde gesagt, die Motion sei eine Mogelpackung. Das ist sie vielleicht auch, aber vor allem ist sie eins: Sie wäre eine Kehrtwende der Politik, die der Grosse Rat im Jahr 2016 beschlossen hat. Bei diesem schwierigen Thema können wir es uns nicht leisten, Slalom zu fahren, wie ich glaube. Selbst wenn ich erst 100 Tage im Amt bin, brauche ich nicht mehr Zeit, um zu überlegen, wie man es machen oder am besten machen könnte. Denn Sie haben der Regierung einen ganz klaren Auftrag erteilt, verschiedene Punkte verabschiedet und auch gewünscht – gerade, weil Sie in dieser Frage geordnete Verhältnisse wollen –, dass der Kanton plant, aber auch baut und einen Transitplatz betreibt oder dafür sorgt, dass einer betrieben wird. Bei diesem Dossier überlege ich nicht hin und her, wie ich es auch noch tun könnte. Ich benötige auch keinen zusätzlichen Prüfauftrag – ich würde es selbstverständlich prüfen, wenn ich dies müsste. Aber jetzt geht es vor allem darum, den Grossratsauftrag aus dem Jahr 2016 relativ schnell umzusetzen. Und ich bin dran. Im Frühling 2019 möchte ich mit Ihnen zusammen gerne einen Objektkredit beraten, der die Grundlage für die Finanzierung eines Transitplatzes für ausländische Fahrende bilden wird. Mit der Planung dieses Geschäfts sind wir schon relativ weit fortgeschritten – es wird zu Ihnen kommen. Das ist der richtige Weg, wie ich denke. Ich setze das fort, was die Vorgängerregierung und der Grosse Rat in der alten Zusammensetzung beschlossen haben. Jetzt habe ich Einsicht in das Dossier und glaube, dass es richtig ist, es so zu tun.
«Eigenverantwortung» ist ein grosses Wort. Bei diesem Thema ist es fehl am Platz. Was Sie gestützt auf die damals aktuelle Ausgangslage beschlossen... – Wir hatten keine geordneten Verhältnisse, und der Kanton hatte in diesem Dossier eine zu wenig starke Rolle wahrgenommen, was dazu führte, dass Sie klare Beschlüsse gefällt haben. Ich glaube, es lohnt sich, in dieser Frage keinen Slalom zu fahren, sondern an der bewährten Politik festzuhalten. Ich werde mein Bestes dafür tun, damit wir nächstes Jahr Nägel mit Köpfen machen können.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Ich gebe dem Motionär, Michel Seiler, nochmals das Wort.

Michel Seiler, Trubschachen (Grüne). Es ist nicht im christlichen Sinn, wenn wir immer mehr Begegnungen und Kreuzungen abschaffen. Es ist nicht sozial, wenn wir Gruppierungen ins Getto verweisen, anstatt sich mit ihnen auseinanderzusetzen. Es ist nicht grün, deren motorisierten Verkehr und Standplätze zusätzlich zu finanzieren und zu bevorzugen. Es ist nicht liberal, wenn der Staat Aufgaben übernimmt, wodurch die Menschen noch stärker in die Abhängigkeit gebracht werden. Danke. Ich wünsche Ihnen einen freien Entscheid.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Somit kommen wir zu diesem «freien Entscheid»: Wir kommen zur Abstimmung. Wer die Motion annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung

Ja	40
Nein	97
Enthalten	11

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben die Motion abgelehnt mit 97 Neingegen 40 Ja-Stimmen bei 11 Enthaltungen.

Bevor wir zum nächsten Traktandum kommen, möchte ich die Mitglieder der BiK darauf aufmerksam machen, dass sich die BiK zehn Minuten nach dem Sessionsende, wann auch immer das sein wird, im Sitzungszimmer 7 treffen wird.

Geschäft 2017.RRGR.750

Motion 287-2017 Vanoni (Zollikofen, Grüne)
Benchmarks auch für die bernischen Gemeinden – zwecks Sparens am richtigen Ort
Richtlinienmotion

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 48, eine Motion von Grossrat Vanoni, in einer reduzierten Debatte: «Benchmarks auch für die bernischen Gemeinden […]». Ich gebe dem Motionär das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich und die Miturheber der Motion haben uns mit dem Entscheid schwergetan, wie wir mit den Antworten des Regierungsrats umgehen sollen. Ich gehe mit seinem Fazit einig: «Ein mehrfaches Publizieren von gleichen Daten in verschiedenen Dokumenten führt zu Redundanzen und muss aus verwaltungsökonomischen und ressourcentechnischen Gründen vermieden werden.» Ergänzend wäre auch festzuhalten, dass ein Publizieren von Daten an verschiedenen Orten die Transparenz nicht gleichermassen fördert wie die frühere Publikation von Benchmark-Daten an einem einzigen Ort. Deshalb wäre es mein Wunsch, dass die JGK auf ihrer Benchmark-Seite im Internet zumindest Hinweise publiziert, wo andere Vergleichsdaten zu finden sind. Die Antwort des Regierungsrats hat bereits eine erste Übersicht vermittelt. Dafür bedanke ich mich.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Gibt es Mitmotionäre, die sprechen wollen? – Dann kommen die Fraktionssprecher an die Reihe. Für die SVP-Fraktion hat Grossrat Salzmann das Wort.

Peter Salzmann, Mülchi (SVP). Bei der vorliegenden Motion ist die SVP-Fraktion gleicher Meinung wie der Regierungsrat. Die Vergleichszahlen der Gemeinden hat das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) von 2001 bis 2009 erfasst und ab 2010 nahtlos weitergeführt. Die Gemeinden können die Vergleichszahlen jederzeit auf der Webseite des Kantons abrufen. Wir sind der Auffassung, dass eine Doppelspurigkeit unnötig ist und zu hohen Kosten führt. Die SVP-Fraktion folgt dem Antrag des Regierungsrats und stellt sich einstimmig hinter die Punkte 1 und 2 bei gleichzeitiger Abschreibung.
Unsere Meinung zum Punkt 3: Die Gemeinden sind frei. Wir wollen ihnen nicht vorschreiben, wie effizient und kostengünstig sie die Gemeindeführung organisieren sollen. Deshalb ist die SVP-Fraktion einstimmig für die Ablehnung von Punkt 3.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (FDP). Le motionnaire demande de prendre des mesures afin d'encourager une utilisation économe des données publiques, ce qui est une bonne idée en soi. Le groupe PLR fait pourtant les remarques suivantes: point 1 et 2, les communes bernoises disposent aujourd'hui d'indicateurs comparatifs qui les aident à faire les ressources publiques. La banque de données de la statistique financière des communes (FINSTA) fonctionne avec succès depuis 2010, et pour les comparaisons entre communes, elles peuvent s'appuyer sur les statistiques améliorées et élargies en exportant les données dans des fichiers Excel. Des communes disposent donc aussi du rapport sur les finances communales que l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) publie chaque année. Rien de nouveau donc, pour nous, adoption et classement pour les points 1 et 2.
Pour le point 3, en faire un instrument en soi est une bonne idée, aussi, mais sans le rendre obligatoire. Il serait souhaitable que le gouvernement le renforce et le mette à disposition des communes en respectant l'autonomie des communes tout en aidant celles qui le veulent. Le groupe PLR rejette la motion, mais soutiendrait le postulat, si le motionnaire acceptait de la transformer.

Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (BDP). Der Benchmark ist ein systematischer und kontinuierlicher Prozess, der unter anderem den Vergleich von Produkten und Dienstleistungen ermöglicht.

Wenn diese Motion die Vergleichbarkeit von Gemeinden betreffend ihre Dienstleistungen und Finanzen verlangt, dann sind uns diese Vergleichbarkeit und dieser Benchmark betreffend unseren Kanton vom letzten Entlastungspaket noch in bester Erinnerung. Deshalb und gerade mit Blick auf den sparsamen und effizienten Einsatz der Gemeindefinanzen, ist das Anliegen der Motion eine wichtige Forderung, wonach der Kanton Daten aus der Gemeindesteuerstatistik wie vor ein paar Jahren weiterführen und jährlich aktualisieren soll sowie die Entwicklung eines aussagekräftigen Instruments für die bernischen Gemeinden an die Hand nehmen soll – wir haben es gehört und konnten es auch lesen. Der Benchmark kann zu weitaus mehr dienen als nur zu einem Vergleich. Die BDP kann die Notwendigkeit verlässlicher, aktueller und zum Benchmark aufbereiteter Gemeindedaten, wie es der Motionär verlangt, grundsätzlich gutheissen und unterstützen. Die BDP kann aber ebenfalls grossmehrheitlich der Begründung des Regierungsrats folgen. Sie wird deshalb, wie von der Regierung empfohlen, alle drei Punkte beantworten. Das heisst: Punkte 1 und 2 annehmen und abschreiben. Punkt 3 wird abgelehnt.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (EVP). Ich kann es kurz machen: Die Volksparteien sind für einmal ein Herz und eine Seele, darüber hinaus stehen sie auf der Linie der Regierung. Die EVP nimmt die ersten zwei Punkte an und schreibt sie ab. In der Antwort steht, die beiden Punkte seien erfüllt. Den dritten Punkt lehnen wir ab. Ich persönlich bin der Meinung, wenn die Links auf der Webseite des JGK publiziert würden, geht das schon in diese Richtung. Wie wir uns zu einem Postulat stellen würden, haben wir nicht besprochen.

Präsident. Für die Fraktion SP-JUSO-PSA: Grossrat David Stampfli.

David Stampfli, Bern (SP). Ich bin schon etwas erstaunt, dass es der SVP egal ist, ob die Gemeinden ihre Verwaltung effizient führen oder nicht. Natürlich gibt es die Gemeindeautonomie, und es ist den Gemeinden selbst überlassen, aber es wäre durchaus in unserem Interesse, wenn die Gemeinden ihre Verwaltung so effizient wie möglich führen könnten. Ihnen dies anzubieten und ihnen dabei zu helfen, ist sicherlich ein guter Schritt in diese Richtung. Trotzdem erachtet die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Antwort des Regierungsrats als sinnvoll und zielführend. Sie wird auch in diesem Sinn abstimmen.
Bezüglich Benchmarks: Ich kann es nicht sein lassen, kurz zu erwähnen, dass es wirklich wichtig ist, auf diese Benchmarks zu schauen. Solche Vergleiche sind äusserst hilfreich. Aber man sollte sie denn auch in allen Bereichen anwenden. Ein wiederkehrendes Thema sind beispielsweise Lehrerinnen- und Lehrerlöhne. Bei diesen hinkt der Kanton Bern ganz weit hinterher. Würden Benchmarks dazu erhoben, müsste man nachträglich auch den entsprechenden Vollzug machen. Es gibt weitere Bereiche, in denen der Kanton Bern gewaltigen Nachholbedarf hat. Sprich: Wenn man solche Benchmarks erhebt, sollte man sie überall anwenden und nicht nur dort, wo es einem praktischerweise gerade passt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Es sind keine Sprecherinnen oder Sprecher mehr angemeldet. Ich erteilte das Wort Regierungsrätin Allemann.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. In der Debatte wurde es bereits mehrfach erwähnt: Gemeinden stehen heute schon Möglichkeiten zur Verfügung, um sich untereinander zu vergleichen, sich dem Benchmarking zu stellen und diesen Vergleichsmassstab anzuwenden, und zwar sogar besser als zu Zeiten der Gemeindefinanzstatistik – sie wird auch nach 2009 weitergeführt –, da die Statistikportale verbessert worden sind und die Gemeinden sich jetzt auch themenspezifisch vergleichen können. Ich glaube, das ist gerade angesichts der grossen Vielfalt der bernischen Gemeinden richtig. Nicht jede Gemeinde will sich im selben Themenbereich mit den anderen Gemeinden vergleichen. Allein aus den Zahlen ist nicht ersichtlich, ob eine Gemeinde eine Aufgabe selbst wahrnimmt, ob sie allenfalls über das gesetzlich Vorgeschriebene hinaus noch zusätzliche Leistungen für ihre Bürgerinnen und Bürger erbringt, oder ob sie eine Aufgabe ausgelagert hat. Insofern sind solche Vergleiche sicher spannend. Es ist auch gut, dass man die Grundlagen aufbereitet, um diese Vergleiche anstellen zu können, aber man muss sie auch immer mit einer gewissen Vorsicht geniessen. Zudem funktionieren sie nicht überall gleich gut. Deshalb ist es sicher auch richtig, dass die Gemeinden, die Vergleiche selbst anstellen, denn sie können am besten beurteilen, wo sie mit anderen Gemeinden vergleichbar sind und wo etwas weniger. Den Hinweis, die Links auf der Webseite der JGK könnten etwas transparenter oder besser dargestellt werden, nehme ich gerne entgegen. Wir können

schauen, was zu tun ist. Aber dazu müssen wir kein neues, umfassendes Benchmark-Instrument mit allen Kosten einführen und dem gesamten Aufwand, den es generieren würde. Deshalb empfehle ich Ihnen, so wie es die Regierung vorschlägt, die Punkte 1 und 2 anzunehmen sowie abzuschreiben und beim Punkt 3 sowohl auf eine Motion als auch auf ein Postulat zu verzichten.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Der Motionär will offenbar wandeln. Dann hat er nochmals das Wort: Herr Grossrat Vanoni.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Ich nehme an, dass ich nochmals zwei Minuten zur Verfügung habe? – Spass beiseite. Ich möchte für die Voten, die gefallen sind, danken. Ich danke auch für die Zusicherung der zuständigen Regierungsrätin, mein Anliegen in einem Punkt nochmals zu prüfen. Ich möchte noch einmal betonen: Es geht bei dieser Motion nicht um Doppelspurigkeiten, wie gesagt wurde, und es geht auch nicht um einen Eingriff in die Gemeindeautonomie; auch das habe ich nicht angestrebt. Es geht darum, bürgerfreundliche und milizpolitikerfreundliche Daten zu haben, um Vergleiche zwischen Gemeindefinanzen anstellen zu können, vor allem bei den gebundenen Ausgaben und nicht nur bei den freiwillig ausgewählten Ausgaben. Aufgrund der Diskussion gehe ich davon aus, dass ich damit auf verlorenem Posten stehe. Um wenigstens noch etwas Hoffnung aufrechterhalten zu können, würde ich die Motion in ein Postulat wandeln. Ich bitte Sie, einem Postulat zuzustimmen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Darf ich nachfragen: Wandeln Sie alle drei Punkte?

Bruno Vanoni, Zollikofen (Grüne). Nein, Entschuldigung. Bei den Punkten 1 und 2 bin ich einverstanden mit der Motion beziehungsweise damit, diese als erledigt abzuschreiben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Danke. Dann steht der Punkt 1 als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung. Grossrat Vanoni ist einverstanden. Dann würden wir so darüber abstimmen. Ebenso bei Punkt 2. Der Punkt 3 wurde in ein Postulat gewandelt.
Wir kommen zur Abstimmung. Wer den Punkt 1 annehmen und gleichzeitig abschreiben will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 1)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	145
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben diesen Punkt als Motion mit 145 Ja- bei 0 Gegenstimmen und keiner Enthaltung angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.
Wer die Ziffer 2 der Motion annimmt und gleichzeitig abschreibt, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 2)

Der Grosse Rat beschliesst:
Annahme und gleichzeitige Abschreibung

Ja	143
Nein	0
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben auch den Punkt 2 mit 143 Ja- bei 0 Gegenstimmen und keiner Enthaltung angenommen und gleichzeitig abgeschrieben.
Wir kommen zur Ziffer 3, die in ein Postulat gewandelt wurde. Wer diese annimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (Ziff. 3 als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Ablehnung	
Ja	27
Nein	118
Enthalten	0

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Sie haben den Punkt 3 dieser Motion abgelehnt mit 118 Nein- gegen 27 Ja-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Geschäft 2017.RRGR.702

Motion 266-2017 Stähli (Gasel, BDP)
Seelsorgeangebote in Gefängnissen, Spitälern und Asylunterkünften für Angehörige nicht anerkannter Religionen

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Wir kommen zum Traktandum 49. Ich erlaube mir eine kurze Bemerkung: Es ist nicht so, dass Grossratspräsident Jürg Iseli in einer verlängerten Mittags- oder Kaffeepause weilt. Er klärt ein internes Problem, deshalb arbeiten derzeit wir beide hier *(bezogen auf sich und den zweiten Vizepräsidenten Stefan Costa)*.
Wir kommen zum Traktandum 49, eine Motion von Grossrat Stähli: «Seelsorgeangebote in Gefängnissen […]». Der Motionär hat das Wort.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Es tut mir wahnsinnig leid, dass ich am Ende der Session mit ganz schwieriger, schwerverdaulicher Kost kommen muss. Es freut mich aber ausserordentlich, dass es so still ist. Sie werden sich fragen, wie ein Bauer wie ich dazukommt, eine Motion einzureichen, die sich mit unqualifizierter Seelsorge in Gefängnissen, Spitälern und Asylunterkünften befasst. Seit ein paar Jahren betreue ich Flüchtlinge und Asylsuchende vor allem aus islamischen Ländern, insbesondere aus Iran und Afghanistan. Als ich Kenntnis davon erhielt, dass in Gefängnissen und Asyleinrichtungen Leute ohne seelsorgerische Ausbildung ein- und ausgehen und Gefangene sowie Besucher beeinflussen oder sogar radikalisieren, läuteten bei mir die Alarmglocken. Ich befasste mich mit dem Thema und besuchte verschiedenste Vorlesungen an der Universität Freiburg. Kontakte mit der Universität Bern und Veranstaltungen im Rahmen des Forums «Universität und Gesellschaft», das unsere ehemalige BiK-Präsidentin, Elisabeth Zäch, leitete, haben mir gezeigt, dass in unseren Institutionen seelsorgerisch nicht alles zum Besten steht.
Bei dieser Motion geht es nicht nur um fundamentalistische islamische Ansichten, sondern auch um andere, einengende religiöse Bewegungen. Es darf nicht sein, dass beispielsweise eine weltumspannende Sekte farsi, also persisch, sprechende Anwerber in Asylunterkünfte schickt und ahnungslose Afghanen und Iraner in ihre Abhängigkeit bringt. Ich kann diese Aussage übrigens belegen. Gefängnisse und Asylunterkünfte können ein Nährboden für die Radikalisierung von Menschen in Notsituationen sein. Der Regierungsrat schreibt deshalb auch, Seelsorgende müssten gut ausgebildet, mit gutem Leumund ausgestattet, integriert und mit den hiesigen Verhältnissen vertraut sein. (*Unruhe. Der Vizepräsident läutet die Glocke.*) Ich habe die Ruhe zu früh gerühmt. – Dem ist nicht so. Der Bund hat das Problem erkannt und an der Universität Freiburg das Schweizerische Zentrum für Islam und Gesellschaft (SZIG) mit zwei Professuren geschaffen, wo es bereits Ausbildungsgänge für Leute mit anderen Religionszugehörigkeiten gibt.
Die Motion stösst also offene Türen auf. In Freiburg gibt es bereits Ausbildungsmöglichkeiten. Auch an der Universität Bern gibt es ein diesbezügliches niederschwelliges Angebot. Man müsste vonseiten des Kantons nur noch den Besuch dieser Institutionen für verbindlich erklären. Die Finanzierung der Angebote könnte durchaus auch mit Geldern aus dem kantonalen Integrationsprogramm erfolgen. 2015 hat ein überwiesener Vorstoss der EVP, Gsteiger, (*M 076-2015*) verlangt, dass die Gefängnisseelsorge an die religiöse Vielfalt angepasst werden solle. Wegen des ausstehenden Berichts über

die religiöse Auslegeordnung ist nichts passiert. In Gefängnissen und Asylzentren herrscht Wildwuchs, weil nur ausgebildete christliche Seelsorger anerkannter Konfessionen offiziell zugelassen sind.
Liebe Frauen und Männer, was tun wir in unseren Institutionen und insbesondere in den Gefängnissen mit den vielen Leuten, die nicht Christen sind? – Sie werden einfach von irgendjemandem besucht oder allein gelassen. Die neue Verordnung über den Justizvollzug (Justizvollzugsverordnung, JVV) regelt in Artikel 81 zum Teil bereits die Anliegen der Motion. Deshalb ist es unverständlich, dass vor allem die Punkte 1 und 2 nicht motionsfähig sein sollen. In einer funktionierenden Gesellschaft wie der unseren ist es einfach selbstverständlich, dass Menschen in einer Abhängigkeitssituation wie beispielsweise in einer Kita oder in einer Schule vor schädlichen Einflüssen geschützt werden. Wie denn? Indem man dort ausgebildete Fachkräfte einsetzt. Wer in unseren Institutionen seelsorgerisch tätig sein will, muss also eine entsprechende Ausbildung haben, wie man sie auch von christlichen Pfarrern verlangt. Der Kanton steht deshalb in der Verantwortung, diese Ausbildung zu fordern oder auch anzubieten. Ich bin auf die Diskussion gespannt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Vizepräsident. Das Wort hat für die EVP-Fraktion Marc Jost.

Marc Jost, Thun (EVP). Die EVP-Fraktion unterstützt bei diesem Vorstoss den Antrag der Regierung, die ihn als Postulat, also als Prüfungsauftrag, entgegennehmen will. Überhaupt verweisen wir bei diesem Thema sehr gerne auf die Antwort und Begründung der Regierung, die hier sehr umfassend und treffend vorliegt, wie wir meinen. Bereits mein Vorredner, aber auch die Regierungsantwort weisen auf einen Vorstoss der EVP, Gsteiger, im Jahr 2015 hin, den der Grosse Rat überwies. Schon damals wurde der Regierungsrat beauftragt, die Seelsorge an die religiöse Vielfalt anzupassen und Seelsorgerinnen und Seelsorger in öffentlichen Institutionen zuzulassen, die weder reformierter, noch katholischer Konfession sind. Übrigens auch wir als Grosser Rat selbst haben uns bereits einmal dafür ausgesprochen, ähnliche Massnahmen zu prüfen. Das war im Zusammenhang mit der Beratung des Kirchenberichts, auch im Jahr 2015. Die Planungserklärung 8 lautete damals: «Massnahmen zur Förderung von Religionsgemeinschaften, die gesellschaftlich relevante Leistungen erbringen zu prüfen.» Sie wurde ebenfalls überwiesen.
Der Vorstoss geht uns etwas zu prägnant in die Richtung, dass dort Gefahr bestehe und kontrolliert werden müsse. Wir möchten es etwas umfassender angehen und anschauen, nicht zuletzt auch deshalb ein Postulat. Wie wir der Antwort des Regierungsrats entnehmen, gehört jede achte Person im Kanton Bern zu einer nicht anerkannten Religionsgemeinschaft. Allerdings die Mehrheit dieser Gruppe von Personen sind Christinnen und Christen, die evangelischen Freikirchen, der orthodoxen, der lutherischen oder der anglikanischen Kirche oder jungen Migrationskirchen angehören. Also auch in dieser Gruppe ist die Mehrheit christlicher Konfession. Nur in der Minderheit sind Muslime, Hindu, Buddhisten oder andere Religionsgemeinschaften. Uns dünkt, gerade das Schwergewicht und die Zahlen, die bestehen, müssten im Angebot der Seelsorge berücksichtigt werden. Aber alle Menschen haben in den öffentlichen Institutionen Anspruch auf eine angemessene Seelsorge, das ist unsere Überzeugung. Allerdings sollen jene, die dort tätigt sind, qualifiziert sein, wie hier gefordert. Sie sollen diese Tätigkeit verantwortungsvoll wahrnehmen. Nur dann hat sie den Mehrwert, den sie haben soll, nämlich das Wohlbefinden von Betroffenen und den Menschen zu steigern.
Die EVP-Fraktion freut sich, dass der Regierungsrat die Wichtigkeit der institutionellen Seelsorge sieht und betont. Deshalb ziehen wir dasselbe Fazit: Im Kanton Bern besteht nicht nur Nachfrage nach Seelsorgeangeboten nicht anerkannter Religionsgemeinschaften, sondern auch ein gewisser Handlungsbedarf. Es ist nur eine logische Folge der Beschlüsse von 2015, das Postulat in diesem Sinn zu überweisen, dass es in die Erarbeitung der Religionsstrategie miteinbezogen werden kann. Diese Strategie liegt noch nicht vor. Deshalb keine Motion, sondern ein Prüfungsauftrag.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (glp). Wir werden im Bereich unseres Unikats «Kirche und Staat» wieder einmal von Fehlentscheiden, von rückwärts gerichteten Strategien und vom Festhalten am Status quo der letzten Jahre eingeholt. Zur Erinnerung: Irgendwann in grauer Vergangenheit reichte ich eine Motion ein, mit der man eine Trennung endlich einmal hätte anschauen können – nicht, weil ich etwas gegen die Landeskirche hätte, sondern weil das nicht mehr der Gegenwart entspricht (*M 205-2013*). Wir verharren irgendwie in der Vergangenheit. Sie wissen auch, dass diese Motion nicht auf grosse Gegenliebe gestossen ist. Mehr sage ich nicht dazu. Aber auch im neuen LKG, das wir mit viel Aufwand entwickelt haben, gibt es keine Tendenzen, die Seelsorgeangebote in der Diakonie entsprechend der Nachfrage flexibel zu gestalten. Wir stecken in diesem starren Gebilde fest. Dieses ist nicht nur in der Bevölkerung noch vorhanden, sondern auch in den Spitälern, den

Gefängnissen, im Asylbereich und im Altersheim. So ist zum Beispiel gemäss Spitalversorgungsverordnung (SpVV) festgelegt, dass die Seelsorge den Landeskirchen zugeteilt wird – ich erinnere: 15 Vollzeitstellen sind fix für nur diesen Bereich vorgesehen. Das habe ich eben nachgeschaut. Sie sehen, die 200-jährige Verbindung ist enorm und schwierig aufzubrechen. Für unsere multikulturelle Bevölkerung, die über die Landeskirchen hinausgeht, ist der Rahmen der Landeskirchen definitiv zu eng.
Mit der vorliegenden Motion kommt immerhin etwas Bewegung in dieses Gefüge. Was mich aber an der Antwort der Regierung am meisten stört, ist, dass neue Finanzierungsmassnahmen aus dem Nichts heraus aktiviert werden sollen. Ich möchte davor warnen, nicht weil mich das Geld reut. Aber denken Sie daran: Wir geben den Kirchen sehr viel Geld, fixes Geld. Eventuell müsste man bei den Kirchen halt etwas abspecken, wenn das Bedürfnis sich verändert hat und die Nachfrage eine andere ist als das Angebot der Kirchen. So einfach ist das. Ich möchte ganz klar festhalten, dass es nicht darum geht, eine weitere finanzielle Quelle anzuzapfen, sondern eventuell um eine Umlagerung und um eine Abspeckung der starren Strukturen unserer Landeskirchen, weil die Nachfrage eine andere ist. Deswegen können wir den guten ersten Schritt in die richtige Richtung unterstützen, aber nicht als Motion, sondern nur als Postulat.
Es wurde von verschiedenen Religionsrichtungen gesprochen, aber vergessen Sie nicht: Im Kanton Bern tritt jedes Jahr ein grosser Teil der Bevölkerung aus der Landeskirche aus und ist konfessionslos. Davon wird weder in der Motion noch in der Antwort etwas berichtet. Auch Konfessionslose haben Bedürfnisse, auch diese haben psychologische Bedürfnisse. Auch bei weltlich bedürftigen Leuten in Notlage muss man etwas tun. Ich bin für diesen Schritt, aber wir würden ihn nur als Postulat unterstützen.

Der Präsident, Jürg Iseli, übernimmt wieder den Vorsitz.

Erich Hess, Bern (SVP). Grossrat Stähli hat das sehr gut und hervorragend vorgestellt. Die Forderung ist aber nicht so gut, wie er sie vorgestellt hat. Man muss sie weiterdenken und nicht nur kurzfristig, wie er das getan hat. Sie wissen alle, dass wir in einem reformierten Kanton leben. Alle Leute, die in diesen Kanton gezogen sind, wussten haargenau, dass sie in einen reformierten Kanton kommen. Das ist seit Urzeiten so. Deshalb hat die reformierte Kirche bei uns im Kanton Bern eine besondere Position. Wir hatten schon mehrere Abstimmungen darüber, ob wir andere Sekten finanziell unterstützen wollen oder nicht. Dies wurde jeweils abgelehnt.
Das hier gibt eine Quersubventionierung, sprich: das wird auf die Subventionierung aller anderen vorhandenen Sekten hinauslaufen, von den Zeugen Jehovas über die Muslime, Buddhisten, Hindu zu Fiat Lux. Alle Sekten werden so indirekt finanziell vom Staat unterstützt. Es kann nicht sein, dass der Steuerzahler deswegen noch mehr bluten muss. Deshalb ist es zwingend, dass wir diese Motion ablehnen müssen. Die SVP-Fraktion wird die Motion sowohl als Motion als auch als Postulat ganz klar ablehnen.
Noch kurz zu Franziska Schönenberger: Es ist so, dass viele Leute aus der Kirche austreten. Das heisst aber nicht, dass deshalb alle von ihnen konfessionslos sind. Sie glauben vielleicht doch noch an etwas. Ihnen ist die reformierte Kirche hier im Kanton aber vielleicht ab und zu auf den Geist gegangen, allenfalls weil diese sich auch politisch einmischt. Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie, diese Motion ganz klar abzulehnen.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion Grossrat Graf.

Urs Graf, Interlaken (SP). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt die Motion von Ulrich Stähli. Mit der Situation der Existenz von Religionsgemeinschaften ausserhalb der Landeskirchen kann eine Gesellschaft unterschiedlich umgehen. Übrigens sind Religionsgemeinschaften nicht gleichbedeutend mit Sekten. Entweder wird über die Existenz gewisser Religionsgemeinschaften, die nicht in die traditionelle abendländische Kultur passen, relativ pauschal bis undifferenziert diskutiert oder lamentiert. Das ist aber nicht zielführend. Oder man kann sich im Sinn der Glaubens- und Kultusfreiheit mit diesen Religionsgemeinschaften auseinandersetzen, weil sie eine Realität sind, und – selbstverständlich unter Wahrung aller Verfassungsgrundsätze – die überwiegend integrativen Kräfte in diesen Gemeinschaften fördern und unterstützen. Einfache Denkmuster führen gerade in diesem Umfeld nicht zum Ziel.
Bei der Betreuung der Insassen besteht im geltenden Recht eine faktische Diskriminierung zulasten der Landeskirchen. Für Betreuungsaufgaben in Gefängnissen wird zu Recht eine fachliche Qualifizierung eingefordert. Bei anderen Religionsgemeinschaften ist das nicht der Fall, wie der Motionär ausgeführt hat. Das führt rein faktisch dazu, oder kann dazu führen, dass ungeeignetes Betreuungs-

personal Zugang zu diesen Aufgaben hat. Erfreulicherweise ist auf die künftig revidierte JVV hinzuweisen. Diese fordert in Artikel 81 Absatz 2 für die seelsorgerische Betreuung in Gefängnissen auch von Vertretern der Gruppierungen ausserhalb der Landeskirchen nebst anderen Voraussetzungen eine angemessene Ausbildung. Wenn das richtigerweise gefordert wird, dann ist es auch begrüssenswert, dass der Staat Einfluss auf die Aus- und Weiterbildungen nimmt. Aus diesen Gründen unterstützt die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Motion in den Punkten 1 und 2. Sie hofft, dass Sie diesen ebenfalls zustimmen werden.

Haşim Sancar, Bern (Grüne). Die Motion spricht ein wichtiges Thema an, indem sie die Entwicklung eines Angebots der Seelsorge für Angehörige nicht anerkannter Religionsgemeinschaften in öffentlichen Einrichtungen verlangt. Öffentliche Einrichtungen wie Spitäler, Gefängnisse, Asylunterkünfte sind Orte, wo Menschen mit gesundheitlichen Problemen, Schicksalsschlägen, wegen eigener Fehler oder wegen Verlusts ihrer sozialen Netzwerke leben. Ihre Situation ist oft geprägt von Verzweiflung und Kraftlosigkeit. Die Menschen leiden unter Isolation, soziale Beziehungen sind erschwert und rar, es fehlen Quellen von Trost und Mut. In solchen Situationen ist es wichtig, dass ein Seelsorger oder eine Seelsorgerin diesen Menschen ohne Druck, ohne Erwartungen oder ohne Absichten begegnen kann, ihnen zuhört, sich Zeit nimmt für sie und ihnen damit vielleicht auch Hoffnung, einen Lebenssinn, eine Perspektive geben kann.
Es wäre gut und notwendig, dass die Seelsorgerinnen und Seelsorger von nicht öffentlich-rechtlich anerkannten Religionsgemeinschaften gut geschult werden, eine begleitende Ausbildung und Austauschmöglichkeiten haben. So könnte vermittelt werden, dass die Seelsorger in ihrer Tätigkeit auf unseren demokratischen Wert gestützte Perspektiven vermitteln. Wenn sie jemandem in einer schwierigen Situation helfen können, ist das ein riesiger Gewinn für die Gesellschaft, der nicht monetär gemessen werden soll oder kann.
Die Kosten der Schulung dürften aber nicht aus dem kantonalen Integrationsprogramm finanziert werden, wie in Punkt 3 verlangt. Es wäre wünschenswert und richtig, wenn dieses Angebot mit den bestehenden Vereinen und Einrichtungen zusammen organisiert und koordiniert würde. Die wichtige Voraussetzung ist, dass solche Vereine unsere demokratischen Prinzipien vollumfänglich anerkennen und fördern. Weitere Grundlagen sollten geprüft werden, auch um vorzubeugen, dass Sekten welcher Couleur auch immer diese Situation der Isolation und Verzweiflung nutzen, um Radikalisierung und Abhängigkeit voranzutreiben. Die Hälfte der grünen Fraktion würde den Vorstoss als Motion unterstützen. Als Postulat wird sie von der gesamten Fraktion unterstützt.

Beatrice Eichenberger, Biglen (BDP). Wir haben in der Fraktion ausführlich über die Motion von Ulrich Stähli diskutiert. Es ist eine Tatsache und eine gesellschaftliche Entwicklung, dass nicht mehr alle Leute der Landeskirche angeschlossen sind. Eine präventive Seelsorge von ausgebildeten Seelsorgern würde von der BDP-Fraktion mehrheitlich begrüsst. Wir erachten es als wichtig, bestehende Schnittstellen zu definieren und eine klare Regelung für die Zuständigkeiten zu schaffen. Durch eine klare und qualifizierte Ausbildung dieser Seelsorgenden würden die Angehörigen anderer Religionen in ihrer Kultur abgeholt. Sie sollten möglichst an unsere Grundwerte und Gesetzgebungen herangeführt werden.
In der BDP-Fraktion spricht sich eine Mehrheit in den Punkten 1 und 2 für die Motion aus, eine Minderheit lehnt die Motion ab und unterstützt ein Postulat. Bei Punkt 3 zur Finanzierung und bei Punkt 4 zur Prüfung einer Zusammenarbeit mit religiösen Gemeinden wird die BDP-Fraktion einem Postulat zustimmen.

Andreas Hegg, Lyss (FDP). Die Fraktion FDP lehnt die Motion und das Postulat ab. Wir sind der Meinung, dass Artikel 81, «Weitere religiöse Betreuung», der JVV die seelsorgerischen Angebote eigentlich regelt. Wir sind auch der Meinung, dass es in Asylunterkünften nicht nötig ist, so etwas einzuführen. Wir haben heute ein beschleunigtes Asylverfahren. Die Leute sollten also gar nicht mehr so lange in den Asylunterkünften verweilen. Deshalb lehnen wir beides ab, die Motion und das Postulat.

Präsident. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Als erster hat Grossrat Brönnimann das Wort.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp). Ich bin Mitmotionär, was Sie vielleicht erstaunen mag. Ich gehöre zu den «Konfessionsfreien» im Grossen Rat. Ulrich Stähli ist auf mich zugekommen und hat mich nach Unterstützung gefragt. Als ich seinen Vorstoss gelesen habe, sagte ich: «Doch, da mache ich mit.» Denn er ist sehr sorgfältig und zurückhaltend formuliert. Lieber Grossratskollega

Hess – er ist mit dem Trottinett wohl bereits wieder in Richtung Bundeshaus gefahren –, man kann noch lange poltern, wir seien ein reformierter Kanton. Schaut man allerdings die Zahlen der Gefängnisse, der Asylzentren sowieso, an, erweisen wir uns als ziemlich multikulturell.
Vor allem Punkt 3 wäre wohl wichtig. Man müsste es irgendwie finanzieren. Wie erwähnt wurde, bietet die Universität Bern bereits Kurse für Seelsorge-Ausbildner an. Woher nimmt man das Geld dafür? – Nähme man es aus dem Integrationsprogramm, wäre es sehr gut investiertes Integrationsgeld, wie ich glaube. Haşim Sancar, das wäre kein so grosser Anteil, den könnten wir uns schon leisten. Eine Finanzierung über Vereine wäre mir etwas suspekt.
Es sieht jetzt zwar so aus, als ob keine Mehrheit für diesen Vorstoss zustande käme – Ulrich Stähli muss noch entscheiden. Aber immerhin habe ich doch mit Interesse zur Kenntnis genommen, dass die meisten Redner einsehen, dass es ein Problem ist. Wenn man Probleme hat, muss man sie undogmatisch lösen. Das ist ein erster Schritt dazu.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne). Zuerst möchte ich Ulrich Stähli für diesen Vorstoss danken. Ich halte ihn für sehr wertvoll. Gleichzeitig erlaube ich mir eine kleine Richtigstellung: Im Kanton Bern gibt es keine nicht anerkannten Religionen. Es gibt im Kanton Bern auch keine anerkannten Religionen. Wir kennen einzig Religionsgemeinschaften, die anerkannt sind, beispielsweise die drei Landeskirchen und die jüdische Glaubensgemeinschaft im Kanton Bern. Zwischen Religionen und Religionsgemeinschaften zu unterscheiden, ist keine Wortklauberei. «Religionsgemeinschaften» bedeutet, dass sich Leute zusammenfinden und gemeinsam eine Gruppe bilden, eine organisierte Gruppe, wohingegen Religionen oder auch Atheisten nicht a priori organisiert sind.
Bei der Motion geht es um Seelsorge, die von mir aus gesehen für alle Einwohnerinnen und Einwohner dieses Kantons zu leisten ist, egal welchen Status sie haben. Diese Seelsorge ist wichtig. Sie ist wichtig in den Spitälern, in den Gefängnissen, auch im Alltag für viele, viele Leute, unabhängig davon, woran sie persönlich glauben, ob sie einer Religion zugehören oder Atheisten sind. In diesem Sinn unterstütze ich das Anliegen voll und ganz. Ich denke, ein Postulat wäre sinnvoll, um eine vertiefte Abklärung zu ermöglichen.
Für die Zukunft: Immer wieder haben wir einen Wirrwarr bei der Frage, ob und wie religionsnahe Leistungen ausgedehnt werden sollen oder nicht. Wenn wir des Wirrwarrs Herr werden und eine Lösung finden wollen, dann reicht das LKG nicht. Wir müssten dazu mindestens einen Religionsartikel haben, der besagt, wer in welchem Status welche Dienstleistung von diesem Kanton erwarten darf und soll, oder was der Kanton für alle seine Bürgerinnen und Bürger gerade in diesem Bereich leisten möchte. Das müssen wir festlegen, und dazu reicht das LKG nicht. Das sage ich als Vertreter einer reformierten Landeskirche und als Präsident der reformierten Kirchgemeinde Biel. Aber ich rufe eindringlich dazu auf, mit dem gesamten Mechanismus des Zusammenlebens der Religionen im Kanton Bern vorwärtszumachen und das Postulat anzunehmen.

Präsident. Ich gebe das Wort Regierungsrätin Allemann.

Evi Allemann, Justiz-, Gemeinde- und Kirchendirektorin. Die Gesamtschau, die im letzten Votum angesprochen wurde, möchte die Regierung vornehmen. Wir bereiten derzeit eine religionspolitische Auslegeordnung vor, die Sie in Form eines Berichts beraten werden können. Ähnlich wie im Vorfeld der Beratung des LKG werden Sie Ihre Vorstellungen miteinbringen können. Diesbezüglich ist auch das Thema Seelsorge wichtig. Wir sind zwar ein reformierter Kanton, 52 Prozent gehören der evangelisch-reformierten Landeskirche an, aber die andere Hälfte gehört entweder einer anderen Landeskirche an, ist konfessionslos oder gehört einer nicht anerkannten Religionsgemeinschaft an. Heute haben wir haben in diesem Kanton eine Religionslandschaft, die vielfältiger ist als früher. Sie hat sich entwickelt und wird sich weiterentwickeln. Der Anteil an Konfessionslosen wird steigen. Sie sind keine homogene Gruppe – da gibt es Leute, die einer Freikirche angehören, Leute, die agnostisch denken, und Leute, die an gar nichts glauben. Auch letztere Gruppe dürfen wir nicht unberücksichtigt lassen. Sie macht heute 20 Prozent der Bevölkerung aus, im schweizweiten Durchschnitt sind es sogar 25 Prozent. Diese Gruppe wird im Kanton ebenfalls wachsen.
Auch Angehörige einer nicht anerkannten Landeskirche sind – zwar nicht so oft, aber dann und wann – leider auch im Gefängnis. Nicht alle von ihnen waren in einer Asylunterkunft, (*Heiterkeit*) überhaupt nicht, es ist eine ganz, ganz kleine Minderheit. Aber sehr viele Angehörige einer nicht anerkannten Landeskirche werden irgendwann einmal ins Spital gehen müssen oder waren bereits einmal im Spital. Dort sind sie an einem Ort, wo sie eine Krise durchmachen, wo sie wieder Hoffnung schöpfen, um gesund zu werden. Dort wird vielleicht das Bedürfnis auftauchen, nach einem Gespräch mit einer

Seelsorgerin oder einem Seelsorger der eigenen Religionsgemeinschaft suchen zu können oder nach jemandem, der keiner Religionsgemeinschaft angehört, der das agnostische Denken oder das nichtreligiöse Denken in dieser Krisensituation, in der man in einem Spital steckt, begleiten kann. Diesem Anspruch müssen wir gerecht werden, wie ich glaube. In diese Richtung denken wir auch. Deshalb ist die Regierung bereit, den Vorstoss als Postulat entgegenzunehmen. Diesbezüglich prüfen wir zwar Möglichkeiten im Bereich des Justizvollzugs, aber sie betreffen eben nur die Gefängnisse.
Wenn ich das Wort kurz an den Fraktionssprecher der FDP richten darf: Bei der JVV sind wir schon einen wesentlichen Schritt weiter. Dort ist abgebildet, wie man weitere Religionsgemeinschaften oder Seelsorgerinnen und Seelsorger anderer Religionsgemeinschaften in der Gefängnisseelsorge zulassen könnte. Wie erwähnt worden ist, hat der Regierungsrat an der Sitzung vom 29. August die JVV entsprechend angepasst und es bereits am nächsten Tag kommuniziert. Aber die Anpassung betrifft nur einen ganz kleinen Bereich. Wie gesagt, die meisten werden nicht im Gefängnis oder in einer Asylunterkunft davon betroffen sein, sondern die grosse Masse der Bürgerinnen und Bürger, für die wir hier Überlegungen anstellen, werden dereinst im Spital das Bedürfnis haben, mit einer Seelsorgerin oder einem Seelsorger ein Gespräch zu führen oder von ihnen begleitet zu werden. Für sie löst die JVV noch nichts. Deshalb ist es gut, wenn wir auch regierungsseitig und später im Grossen Rat Möglichkeiten finden können, auch für Leute, die nicht einer anerkannten Landeskirche angehören, ein entsprechendes Angebot zu schaffen.

Präsident. Ich gebe dem Motionär noch einmal das Wort.

Ulrich Stähli, Gasel (BDP). Ich danke bestens für die sehr aufbauende Diskussion. Chapeau! Das hätte hier drin auch ganz anders ausgehen können, weil es ein sehr heikles Thema ist. Ich bin froh, dass es so emotionslos und seriös diskutiert wurde. Damit der Regierungsrat den Rücken gestärkt erhält, um in der vorgezeichneten Richtung weiterzugehen, sollte das Postulat angenommen werden. Ich wandle deshalb den gesamten Vorstoss in ein Postulat und hoffe, Sie können ihm zustimmen.

Präsident. Wir kommen zur Abstimmung. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Wer dem Postulat zustimmt, stimmt Ja, wer dieses ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (als Postulat)

Der Grosse Rat beschliesst:

Annahme

Ja	90
Nein	55
Enthalten	3

Präsident. Sie haben diesem Postulat zugestimmt mit 90 Ja- gegen 55 Nein-Stimmen bei 3 Enthaltungen.

Geschäft 2018.RRGR.11

Motion 002-2018 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, SVP)
Sicherheit der Bevölkerung erhöhen – Zusammenhänge zwischen Gewaltverbrechen, Unfallverursachung und Drogenkonsum analysieren

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 50. Die Motion ist zurückgezogen. Die Motionärin gibt dazu eine Erklärung ab. Grossrätin Geissbühler, Sie haben das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (SVP). Sie müssen schon noch schnell zuhören, denn ich ziehe die Motion zurück und reiche sie gleich wieder ein. Es ist ein ganz wichtiges Thema,

doch es wurde von der JGK durchs Band weg falsch beantwortet. Die Begründungen zur Motion sind falsch. Ich erwähne nur die drei wichtigsten Punkte: Erstens unterstellen sie mir, ich hätte nicht definiert, was Gewaltverbrechen mit tödlichem Ausgang oder schwerer Verletzung seien. In der neuen Motion werde ich also die betreffenden Artikel aufzählen. Ich habe sie selbstverständlich recherchiert, rund ein Jahr lang. Es sind die Artikel 111 bis 114 des Schweizerischen Strafgesetzbuchs (StGB), es sind die Artikel 116 und 117 sowie Artikel 122 mit den schweren Verletzungen, mit Verstümmelungen und so weiter. Es geht also um diese Fälle. Man möchte wissen, was Personen, die solche Fälle verursacht haben, im Blut hatten: Psychopharmaka, Alkohol, Kokain und weitere Substanzen. Zweitens wurde gesagt, diese Zusammenstellung würde dem Institut für Rechtsmedizin (IRM) und dem Gericht viel zu viel Arbeit bereiten. Es hätte tausende Fälle im Jahr, tausende Morde – ich muss schon sagen: Hallo! Von der JGK habe ich die Zusammenstellung darüber erhalten, wie viele es sind: 60 bis 80 Fälle jährlich in den letzten drei Jahren – das war es etwa. Sie haben mir die Daten also selbst gegeben. Dann schreiben sie, es seien tausende Fälle und deshalb viel zu teuer und zu umfangreich. Drittens ist auch falsch, dass das IRM dem Datenschutz unterstehe. Es gehe gar nicht, dass das Gericht seine Morde dem IRM bekannt gebe. Auch das ist falsch. Es gibt ein kantonales Datenschutzgesetz (KDSG). In Artikel 15 Absatz 1a und b ist ganz klar geregelt, dass der Staat dies alles für Statistiken und Planungen alles könnte. Das wäre also überhaupt kein Problem. Deshalb bitte ich Sie ... Übrigens wäre es interessant zu wissen, welche Fachleute eine solche Antwort geben. Wie gesagt: Ich ziehe die Motion zurück und reiche sie wieder ein. Es ist ein wichtiges Thema. Ich hoffe, beim zweiten Mal werde es eine andere Antwort geben, damit Sie die Motion unterstützen können.

Präsident. Damit sind wir am Schluss der Geschäfte der JGK angelangt. Ich danke der Regierungsrätin für die Anwesenheit und für das Vertreten der Geschäfte. Ich wünsche ihr eine gute Zeit während des Herbsts. Wir werden uns ganz sicher im November wiedersehen. Damit wären wir auch am Schluss der Septembersession angelangt. Zu Beginn habe ich Ihnen gesagt, wenn wir zügig durch die Geschäfte gingen, würden wir heute fertig. Ich danke Ihnen für die Präsenz und vor allem danke ich Ihnen, dass Sie auch in der zweiten Session, die ich leiten durfte, Ihre Gespräche in der Wandelhalle draussen geführt haben. Vielleich haben jene, die schon länger dabei sind, bemerkt, dass ich die Glocke noch nie geläutet habe, weder im Juni noch jetzt im September. (*Heiterkeit*) Ich hoffe, dass es auch im November so ablaufen wird. Ich wünsche Ihnen einen schönen Herbst. Die Session ist geschlossen.

Schluss der Sitzung und der Session um 15.50 Uhr.

Die Redaktorinnen:
Nicole Aeby (d)
Sara Ferraro (f)